MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

QUATRIÈME ANNÉE

STATISTIQUE PÉNALE : 1901
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1900-1901
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1901
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1901
STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE : 1901
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS : 1901
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1901

BRUXELLES

Veuve Ferdinand LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
Oscar SCHEPENS & Cie, Éditeurs
16, rue Treurenberg

1903

PRIX : 7 FRANCS

STATISTIQUE

JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

1901

IMPRIMERIE DU MONITEUR BELGE
Rue de Louvain, 40, Bruxelles.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

QUATRIÈME ANNÉE

STATISTIQUE PÉNALE : 1901
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1900-1901
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1901
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1901
STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE : 1901
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS : 1901
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1901

BRUXELLES

Veuve Ferdinand LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
Oscar SCHEPENS & Cie, Éditeurs
16, rue Treurenberg

1903

PRIX : 7 FRANCS

SOMMAIRE DU VOLUME

INTRODUCTION

Pages.

Statistique pénale :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale* IX

SECONDE PARTIE. *Statistique criminelle* XXIV

Statistique de la justice civile et commerciale. XLI

Statistique pénitentiaire :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative* L

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus* LIX

Statistique de la mendicité et du vagabondage LXI

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle LXVI

Statistique de la police des étrangers LXVIII

Statistique des aliénés LXIX

TABLEAUX

Statistique pénale :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale* . . . 9

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle.* 151

Statistique de la justice civile et commerciale 193

Statistique pénitentiaire :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.* 261

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus.* 285

Statistique de la mendicité et du vagabondage 295

Statistique de la libération conditionnelle. 311

Statistique de la police des étrangers 315

Statistique des aliénés 321

Table analytique 335

Table méthodique 345

ERRATA.

Page 197. Arrondissement de Bruxelles, totaux : colonne 28, au lieu de 716, lire *816* ; colonne 31, au lieu de 2,106, lire *2,206*.
Page 252, dernière ligne, colonne 10, au lieu de 2,260, lire 2,760.
Page 255. Total général pour le royaume : colonne 9, au lieu de 522, lire *518*.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

STATISTIQUE PÉNALE

1901

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées durant l'année par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la statistique criminelle, traduit en chiffres certains aspects de la criminalité considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique de l'administration de la Justice pénale

On suivra dans l'introduction le même plan que dans le corps même de la publication, c'est-à-dire qu'on examinera successivement chacun des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre établi par le Code d'instruction criminelle.

1. — Police judiciaire et juridictions d'instruction.

Parquets.

Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux.

Les parquets des tribunaux de première instance ont reçu, en 1901, 163,017 plaintes, dénonciations et procès-verbaux, soit 3,477 ou 2.1 % de plus qu'en 1900.

Le tableau ci-contre montre la marche ascendante de ces affaires depuis 1870.

ANNÉES.	NOMBRE DE PLAINTES, DÉNONCIATIONS, PROCÈS-VERBAUX.	CHIFFRE de la population au 31 décembre de chaque année.	NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS, PROCÈS-VERBAUX par 10,000 habitants.
1870	37,110	5,087,826	72 95
1875	48,081	5,403,006	90.65
1880	70,255	5,520,009	127.27
1885	85,041	5,853,278	141.86
1890	112,776	6,069,521	185.81
1895	130,218	6,410,785	203.12
1896	132,032	6,495,886	203.25
1897	139,164	6,586,565	211.28
1898	151,002	6,669,732	226.39
1899	156,570	6,744,532	232.14
1900	159,540	(1) 6,695,548	238.34
1901	163,017	6,790,999	239.73

Il serait inexact de conclure de ces chiffres à une aggravation correspondante de la criminalité.

Beaucoup de plaintes, de dénonciations et surtout de procès-verbaux ont pour objet des infractions créées par des lois nouvelles. La loi sur l'ivresse publique de 1887, la loi de 1890 sur la falsification des denrées alimentaires, l'arrêté royal du 16 juin 1891 relatif aux mesures de précaution contre la rage canine, etc., ont notablement accru le nombre des affaires entrées dans les parquets.

Les modifications apportées par la loi du 5 juillet 1899 à la réglementation de la pêche fluviale ont donné lieu également à un accroissement de procès-verbaux en cette matière. Aussi l'augmentation ou la diminution de la criminalité proprement dite ne peuvent-elles être déduites que des chiffres de la statistique criminelle, complétés par ceux de la statistique des parquets et des cabinets d'instruction qui indiquent le nombre des crimes et des délits restés sans suite parce qu'on n'a pu en découvrir les auteurs.

L'augmentation absolue et relative du nombre des plaintes, dénonciation et procès-verbaux dans chacun des arrondissements du Royaume fait l'objet du tableau suivant. On y voit que la progression du nombre des affaires, si rapide depuis 1880 dans les arrondissements de Bruxelles et de Charleroi, s'est enfin arrêtée.

(1) Chiffres du recensement. Etablie comme en 1899 d'après les registres de la population, la population aurait été de 6,815,054 habitants et le nombre des plaintes par 10,000 habitants de 234.00.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX entrés au parquet en						POUR 100 PLAINTES, DÉNONCIATIONS OU PROCÈS-VERBAUX entrés au parquet en 1880, il en est entré en				
	1880	1899	1898	1899	1900	1901	1897	1898	1899	1900	1901
Bruxelles	11,631	20 600	30,292	33,074	32,524	31,536	177	260	284	277	271
Louvain	2,962	3,501	4,090	4,203	4,259	4,220	118	138	143	144	142
Nivelles	1,485	2,498	3,614	3 708	4,180	4,035	168	243	255	281	271
Anvers	6.418	11,104	11,221	15,347	12,082	11,351	172	174	192	180	179
Malines	1,216	1,828	1,978	1,865	1,904	2,170	150	162	155	163	178
Turnhout	869	1,247	1,202	1,184	1,486	1,520	145	138	136	171	175
Mons	4,946	6,556	8,514	8,668	8,942	9,011	132	168	175	180	181
Charleroi	6,225	8,765	18,257	20,001	20,504	20,555	140	205	330	329	326
Tournai	2,259	2,859	2,956	3,169	3,350	3,328	126	129	140	147	147
Gand	4,408	8,151	9,337	9,563	10,595	10,679	184	211	212	240	242
Audenarde	1,755	2,754	3,442	3,550	3,565	4,161	157	198	205	205	240
Termonde	2,842	3,468	4,455	4,110	4,383	5,000	122	156	144	154	176
Bruges	2,755	4,575	5,722	5,907	6,602	6,875	167	209	216	241	251
Courtrai	3,045	6,220	6,041	6,601	6,465	6,857	204	218	218	212	224
Furnes	908	1,659	1,528	1,372	1,505	1,566	180	168	151	145	172
Ypres	1,175	2,090	2,685	2,170	2,455	3,097	177	228	184	217	265
Liége	4,259	6,596	11,758	10 805	10,840	11,662	154	261	254	254	275
Huy	1,180	1,642	2,498	2,424	2,422	2,519	139	211	205	205	215
Verviers	2,205	3,607	3,706	3,652	3,780	3,928	166	172	164	171	178
Tongres	1,212	1,420	1,977	1,998	1,870	1,915	117	165	164	155	157
Hasselt	1,228	1,401	1,765	1,928	1,971	1,900	114	143	157	160	154
Arlon	1,904	1,652	1,851	1,955	2,008	2,506	86	97	101	105	121
Marche	828	1,085	1,227	1,299	1,269	1,307	130	149	156	155	157
Neufchâteau	1,054	1,255	1,598	1,782	1,775	1,868	119	154	172	171	180
Namur	3,098	3,517	5,584	5,505	5,685	6.041	110	180	177	185	194
Dinant	2,050	2,745	3,258	3,155	3,428	3,656	92	109	106	116	125

Juges d'instruction et chambres du conseil.

Les chambres du conseil ont statué en 1901 sur 45,203 affaires, chiffre un peu supérieur à ceux de 1898 (43,576) et de 1900 (44,753), mais inférieur à celui de 1899 (50,183).

Dans ce chiffre total des affaires soumises par les juges d'instruction aux chambres du conseil, figurent les très nombreux délits transmis par les parquets aux juges d'instruction en vertu de l'article 4 de la loi du 4 octobre 1867 (contraventionnalisations). Ces affaires ne donnent lieu à aucun devoir d'instruction et l'on ne saurait, d'après leur nombre, apprécier l'importance des cabinets d'instruction. La forme des statistiques publiées jusqu'ici ne permet pas de soustraire ces affaires des affaires réellement instruites; mais, d'après les renseignements fournis par les états statistiques des tribunaux de police, on constate qu'elles forment la presque totalité des affaires qui sont renseignées dans les tableaux des chambres du conseil comme renvoyées aux tribunaux de police. Pour obtenir le nombre exact, à quelques unités près, des affaires réellement instruites, il faut donc soustraire du total des affaires communiquées aux juges d'instruction les affaires renvoyées devant le tribunal de police.

Le chiffre des affaires instruites, établi de cette manière, a été depuis 1881, comme suit :

1881	13,655	1898	19,664
1886	13,447	1899	18,215
1891	15,196	1900	17,922
1896	16,434	1901	19,501

Chambres des mises en accusation.

Le relevé des travaux de ces chambres porte sur un nombre d'arrêts très peu considérable, qui ne manifeste aucune tendance à augmenter ou à décroître et se maintient, en général, entre un minimum de 150 et un maximum de 200 arrêts par an. Le chiffre de 1900 a été de 181; celui de 1901, de 169.

Ces chambres ont eu plus souvent en 1901 qu'en 1900 et en 1899, à examiner, comme juridictions d'appel, des ordonnances rendues par les chambres du conseil : 646 contre 613 et 558. Cette hausse est peut-être fortuite et l'on ne saurait décider sur les chiffres de deux années seulement, si le nombre des ordonnances qui sont déférées en appel aux chambres d'accusation, va réellement croissant.

Réhabilitations. — La loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale reçoit chaque année une application plus étendue, comme le prouvent les chiffres suivants :

Années.	Demandes accordées.	Demandes rejetées	Total.
1896	21	6	27
1897	22	14	36
1898	26	6	32
1899	38	14	52
1900	48	13	61
1901	59	13	72

Durant les quatre dernières années, 161 demandes en réhabilitation ont été adressées à la cour d'appel de Bruxelles, 27 à celle de Gand, 29 à celle de Liége C'est donc, et de loin, dans le ressort de Bruxelles que les demandes en réhabilitation sont les plus nombreuses.

Un relevé opéré durant les années 1899, 1900 et 1901 permet de se rendre compte de l'empressement que mettent les intéressés à réclamer le bénéfice de la réhabilitation. Des 185 demandeurs que l'on a comptés durant ces années, 24, ou 13 %, ont agi dès l'expiration des délais légaux, c'est-à-dire moins de six ans après avoir subi leur peine ou en avoir obtenu la remise; 66, ou 35.7 %, ont laissé s'écouler, avant d'agir, un délai de six ans à moins de dix ans; 52, ou 28.1 %, un délai de dix à moins de quinze ans; 43, ou 23.2 %, une période de plus de quinze ans.

Les chiffres sont encore trop restreints pour qu'on puisse établir quelles sont, proportionellement, les infractions qui donnent lieu au plus grand nombre de demandes en rehabilitation. Néanmoins, le tableau V démontre que les demandes concernent les délits les plus divers et que les magistrats n'en repoussent systématiquement aucune. Appliquant la loi comme elle doit l'être, ils basent leur décision sur les garanties morales que le condamné présente et non sur la nature du fait dont il s'est rendu coupable.

2. — Tribunaux de police.

Nombre des affaires.

Le mouvement des affaires devant les tribunaux de police a été comme suit depuis 1898 :

	Total.	Affaires de police.	Affaires concernant la mendicité et le vagabondage.	Affaires électorales.
1898. . . .	141,401	»	»	»
1899. . . .	144,523	133,992	8,132	2,399
1900. . . .	146,645	133,404	7,635	5,606
1901. . . .	154,282	145,034	9,083	165

L'augmentation du nombre total des affaires a donc été de 5 % de 1900 à 1901. Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, la besogne des juges de paix a cependant diminué de 1900 à 1901; ils n'ont eu à juger que 92,985 affaires en cette dernière année, contre 93,287 l'année précédente. Mais, dans le ressort de Gand, le chiffre des affaires a passé de 23,492 en 1900 à 28,631 en 1901 et, dans le ressort de Liége, de 29,866 à 32,666.

Si, laissant de côté les affaires électorales (poursuites pour absences au vote), qui ne peuvent être nombreuses que les années où des élections générales ont lieu, on examine le mouvement des affaires de police et des affaires concernant la mendicité et le vagabondage, on constate que les premières ont haussé de 8.7 %, les secondes de 19 %.

En vingt ans, les affaires de police déférées aux juges de paix ont cru des quantités suivantes :

1881	71,867		
1891	108,319	augmentation	36,452
1901	145,034	id.	36,785

On appréciera par le tableau ci-dessous quels sont les arrondissements où l'activité des tribunaux a le plus augmenté. Les chiffres de ce tableau réunissent les affaires de police et les affaires concernant le vagabondage et la mendicité qui, dans les anciens relevés par arrondissement, étaient groupées dans une même rubrique. Chose curieuse, on retrouve, à vingt ans de distance, à peu près le même chiffre d'affaires concernant la mendicité et le vagabondage : 9,182 en 1881, 9,083 en 1901.

ARRONDISSEMENTS.	1881	1901	ARRONDISSEMENTS.	1881	1901
Bruxelles	24,108	42,055	Report. . . .	54,221	114,537
Louvain	2,207	2,626	Courtrai.	1,748	5,015
Nivelles	1,598	2,181	Furnes	595	618
Anvers	5,558	16,551	Ypres.	567	1,284
Malines	1,076	1,755	Liége	9,523	12,830
Turnhout	699	1,860	Huy.	1,814	2,110
Mons	4,100	6,857	Verviers.	1,636	3,810
Charleroi	5,566	13,020	Tongres	1,067	1,057
Tournai	1,895	4,230	Hasselt	1,007	1,382
Gand	5,445	10,714	Arlon	2,269	2,240
Audenarde	852	2,187	Marche	965	1,084
Termonde	1,527	2,681	Neufchâteau	1,089	1,397
Bruges	2,150	6,052	Namur	2,924	4,541
			Dinant	2,004	2,133
A reporter. . . .	54,221	114,537	Total. . . .	81,049	154,117

Les affaires de police dans les tribunaux de police des villes comptant plus de 100,000 habitants n'ont que faiblement varié de 1900 à 1901.

	1900.	1901.
Bruxelles (3 cantons). . . .	27,948	27,834
Anvers (3 cantons)	13,425	13,602
Gand (3 cantons)	6,943	6,608
Liége (3 cantons).	5,335	5,510

Calculée d'après les résultats du recensement de la population du 31 décembre 1900, la proportion des affaires de police pour l'ensemble du royaume échet à 21 par 1,000 habitants. Elle atteint, à Bruxelles, 151 affaires par 1,000 habitants; à Anvers, 47 affaires; à Gand, 37 affaires; à Liége, 34 affaires.

Nombre des affaires.

Déduction faite des enfants de moins de 16 ans, les tribunaux de police ont eu à juger en matière ordinaire :

En 1898.	164,569	inculpés.
En 1899.	170,074	id.
En 1900.	163,528	id.
En 1901.	183,908	id.

Pour apprécier les causes de cette augmentation, il est indispensable d'établir un classement parmi les infractions. En voici le résultat :

		1898.	1899.	1900.	1901.
Délits renvoyés au tribunal de police par la chambre du conseil.	Code pénal	28,949	31,710	29,597	33,335
	Lois spéciales	3,457	8,483	7,793	3,142
Infractions de la compétence directe du tribunal de police.	Code pénal.	41,841	41,647	41,753	41,936
	Règlements provinciaux et communaux. . .	58,510	54,294	44,015	49,721
	Lois spéciales et règlements généraux . . .	31,812	33,940	40,370	55,774

La première de ces catégories d'infractions, comprenant les délits prévus par le Code pénal qui ont été renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil, accuse une augmentation de 3,738 unités sur l'année 1900. Depuis 1885, ces délits ont présenté le mouvement que voici :

1886-1890 . . . . . (Moyenne annuelle.)	20,369
1891-1895 . . . . . (Moyenne annuelle.)	24,680
1896-1900 . . . . . (Moyenne annuelle.)	30,353
1901	33,335

Les fluctuations qui affectent les chiffres annuels se traduisent donc pour chacune des périodes envisagées par une forte augmentation du nombre des inculpés. De 1886-1891 à 1901, les délits qui ont subi le plus fort accroissement sont :

	1886-1891.	1901.
Coups et blessures	11,179	19,145
Calomnies et diffamations. . .	1,835	3,626
Injures graves et menaces . .	572	1,081
Outrages et rébellion	1,127	2,011

Les délits prévus par des lois spéciales, qui avaient donné lieu à 8,483 poursuites en 1899, n'ont plus, en 1901, amené que 3,142 prévenus devant les tribunaux de police. Presque tous ces délits sont des infractions aux lois et règlements sur la police sanitaire des animaux domestiques et spécialement sur les mesures de précaution contre la rage canine.

Les contraventions prévues par le Code pénal se maintiennent depuis 1898 à un niveau constant. Mais il importe de remarquer qu'il n'y a là qu'une stabilité apparente. En effet, un certain nombre d'infractions à la police du roulage, qui étaient atteintes par l'article 557 du Code pénal, sont actuellement prévues par la loi du 1er août 1899 et sont inscrites depuis cette date dans la catégorie des contraventions à des lois spéciales ou à des règlements généraux.

C'est pour la même cause que les infractions aux règlements communaux ont été moins nombreuses en 1899, 1900, 1901 qu'en 1898. La seule remarque que suggèrent les chiffres des poursuites pour violation de règlements communaux, c'est le fléchissement qui se produit dans l'application des règlements sur les filles publiques : 4,282 poursuites en 1898, 4,121 en 1899, 3,186 en 1900, 2,861 en 1901.

L'accroissement très rapide des poursuites pour contraventions à des lois spéciales ou à des règlements généraux se répartit presque en entier sur trois catégories d'affaires :

	Nombre des inculpés.			
	1898.	1899.	1900.	1901.
Grande voirie et roulage .	956	1,108	8,877	14,435
Code rural	4,840	4,735	5,131	9,980
Ivresse publique	14,821	16,398	16,872	21,253

Inculpés âgés de moins de 16 ans.

Aux termes de la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage, les inculpés âgés de moins de 16 ans ne peuvent être condamnés ni à l'emprisonnement, ni à l'amende, mais doivent, s'ils ont agi avec discernement, être réprimandés ou mis à la disposition du gouvernement pour être élevés dans une école de bienfaisance.

Le nombre de ces inculpés a été :

En 1900, de 4,004, dont 43 ont été mis à la disposition du gouvernement;

En 1901, de 4,330, dont 55 ont été mis à la disposition du gouvernement.

L'augmentation des poursuites, qui s'est produite de 1900 à 1901, a porté principalement sur les contraventions à des *règlements communaux* : 858 jeunes délinquants ont été de ce chef traduits devant les tribunaux de police en 1901, tandis que 434 seulement l'avaient été en 1900.

Résultat des poursuites.

Déduction faite des jeunes délinquants placés par la loi dans une position spéciale au point de vue de la répression, les poursuites devant les tribunaux de police ont abouti aux résultats suivants :

	1901.	1900.
Acquittés	11.97	12.72
Renvoyés, le tribunal étant incompétent. . .	0.16	0.17
Condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	0.10	0.11
Id. id. sans sursis .	3.29	2.59
Condamnés à l'amende conditionnelle. . . .	31.47	31.05
Id. id. sans sursis	53.01	53.36
	100.00	100.00

La proportion des acquittements varie beaucoup selon les infractions. Elle est surtout élevée parmi les délits prévus par le Code pénal qui sont renvoyés aux tribunaux de police par la chambre du conseil. Elle y a été de 22 % en 1900 et en 1901 et a atteint pendant ces mêmes années :

Pour les bris de clôtures, en 1900, 24 %; en 1901, 21 %;

Pour les coups et blessures, en 1900, 25 %; en 1901, 25 %;

Pour les injures graves et menaces, en 1900, 26 %; en 1901, 27 %.

Les juges de police, comme on peut s'en convaincre par la répartition des inculpés d'après le résultat des poursuites, font un usage restreint des condamnations à l'emprisonnement. Cette peine n'a jamais occupé qu'une place secondaire parmi les pénalités de police et cette place, loin de grandir, ne fait que décroître d'importance. Sur 100 condamnés, on comptait le nombre suivant de condamnés à l'emprisonnement :

En 1889	8
En 1890	6.6
En 1891	8
En 1899	4.6
En 1900	3.8
En 1901	3.1

L'emprisonnement est donc employé moitié moins souvent aujourd'hui qu'il y a dix ans.

Les cas d'application par les juges de police des dispositions légales qui leur permettent de condamner les récidivistes à des peines dépassant 7 jours de prison sont extrêmement rares, sauf quand il s'agit de tortures infligées à des animaux dans des combats, jeux ou spectacles (combats de coqs). Sur 48 condamnations à 8 jours de prison ou plus, 45 ont été infligées pour des infractions de cette nature. La peine d'emprisonnement frappe d'ailleurs en cette matière 57 % des inculpés.

3. — Tribunaux correctionnels.

Nombre des affaires.

Les tribunaux correctionnels ont eu à juger, en 1901, 42,864 affaires nouvelles et 16,295 qui étaient pendantes au début de l'année, soit un total de 59,159 affaires. Ils en ont terminé 42,729. Le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année était donc de 16,430.

De 1897 à 1901, la marche des affaires introduites et des affaires terminées par jugement a été comme suit :

	Affaires introduites.	Différence en plus d'une année à l'autre.	Affaires jugées.	Différence en plus ou en moins d'une année à l'autre.
	—	—	—	—
1897.	36,755		36,090	
1898.	40,074	+ 9 %	36,952	+ 2 %
1899.	40,997	+ 2 %	39,943	+ 9 %
1900.	42,338	+ 3 %	39,617	— 0.8 %
1901.	42,864	+ 1 %	42,677	+ 7 %

Grâce à l'activité déployée par les tribunaux, le nombre des affaires jugées a compensé à peu près celui des affaires introduites, de telle sorte que le chiffre des affaires restant à juger à la fin de l'année 1901 n'a dépassé que de 135 unités celui de l'année 1900. Les tribunaux où le nombre des jugements a le plus augmenté de 1900 à 1901 sont : Anvers (augmentation de 520 jugements); Charleroi (augmentation de 1,016 jugements); Liége (augmentation de 1,000 jugements). Malgré la satisfaction que l'on éprouve à constater que l'équilibre tend à s'établir entre les affaires introduites et les affaires jugées, on mesure avec une certaine inquiétude l'effort qu'il faudra faire pour liquider les excédents des années antérieures et réduire progressivement ce chiffre énorme de 16,000 affaires qui restaient à juger à la fin de chacune des années 1900 et 1901.

TRIBUNAUX.	AFFAIRES INTRODUITES DURANT L'ANNÉE							AFFAIRES restant à juger au 31 décembre				
	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1897	1898	1899	1900	1901
Bruxelles	4,605	5,819	5,177	6,672	6,606	6,756	6,294	621	714	740	1,546	1,706
Louvain	1,451	1,554	1,520	1,483	1,420	1,455	1,585	184	409	527	569	596
Nivelles	638	576	650	702	754	841	796	107	114	116	212	156
Anvers	2,905	3,664	3,798	3,558	3,785	4,150	4,268	769	1,561	2,085	2,550	2,592
Malines	655	1,167	425	720	718	844	800	319	257	251	335	192
Turnhout	940	859	871	765	786	910	958	75	49	55	80	161
Mons	1,112	1,605	2,016	1,515	1,485	1,512	1,520	105	112	355	522	508
Charleroi	1,750	1,499	2,759	1,987	3,565	3,904	4,425	1,550	1,890	2,229	2,680	2,651
Tournai	769	762	815	674	675	759	729	220	220	276	310	241
Gand	3,010	2,954	2,547	3,759	3,801	3,547	3,420	291	1,255	1,251	1,515	1,557
Audenarde	770	688	688	692	756	858	955	154	221	250	208	218
Termonde	1,412	1,211	1,907	2,176	1,706	1,675	2,059	459	507	510	561	588
Bruges	1,684	1,578	1,759	2,487	2,528	2,841	2,148	169	405	848	1,041	777
Courtrai	1,510	2,045	2,541	2,064	2,591	2,250	1,851	675	610	805	491	575
Furnes	700	511	648	647	596	555	690	(1) 140	135	148	152	169
Ypres	729	519	840	759	525	765	907	346	445	216	175	70
Liége	1,264	1,246	2,859	3,901	3,518	2,882	3,201	2,274	2,984	2,508	3,102	3,075
Huy	607	496	564	565	547	574	568	81	98	65	70	111
Verviers	812	985	925	954	778	775	909	284	185	92	121	256
Tongres	421	552	508	578	700	561	514	54	62	95	76	70
Hasselt	515	515	628	650	750	807	818	158	122	128	195	174
Arlon	980	659	587	565	562	596	550	25	25	20	54	20
Marche	579	247	261	295	525	542	240	(1) 45	27	18	37	24
Neufchâteau	408	560	265	278	515	298	570	27	56	41	25	55
Namur	806	891	999	1,541	1,177	1,252	1,605	270	559	245	295	517
Dinant	922	889	972	954	874	982	1,082	121	111	159	168	222
TOTAUX. . . .	31,690	33,625	36,755	40,074	40,997	42,338	42,864	9,483	12,560	13,574	16,295	16,430

Nombre des prévenus.

Les inculpés jugés par les tribunaux correctionnels sur appel d'un jugement d'un tribunal de police étaient, dans les relevés de 1898, 1849 et 1900, confondus avec les prévenus jugés en première instance par les tribunaux correctionnels. Les chiffres relatifs aux uns et aux autres sont séparés dans les tableaux de 1901. Il faut donc les réunir pour pouvoir comparer le nombre des individus jugés en 1901 par les tribunaux correctionnels à ceux des années 1898, 1899, 1900.

Cette réunion faite, la série des chiffres s'établit comme suit :

1898.	50,493 prévenus.
1899.	54,765 id.
1900.	56,862 id.
1901.	60,685 id.

Les prévenus d'infractions forestières, dont il n'est pas tenu compte dans l'exposé qui va suivre, ont été au nombre de 2,993.

Les 57,692 autres prévenus se décomposent en 55,958 prévenus jugés en première instance par les tribunaux correctionnels et 1,734 jugés en degré d'appel par ces mêmes tribunaux.

Les poursuites dirigées contre les 55,958 prévenus jugés en première instance ont abouti aux résultats que voici :

Acquittés		9,587 ou	17.1 %
Acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal	sans mise à la disposition du gouvernement	376 ou	0.6 %
	avec mise à la disposition du gouvernement	261 ou	0.5 %
Réprimandés en vertu de l'article 25 de de la loi du 27 novembre 1891		5	
Condamnés à l'emprisonnement		24,561 ou	44 %
Id. à l'amende		21,168 ou	37.8 %
		55,958	100 %

(1) Chiffres rectifiés d'après les états statistiques de 1898. Les tribunaux de Furnes et de Marche avaient donné en 1897, comme restant à juger, le premier 159, le second 39 affaires.

Les peines infligées à ceux de ces prévenus qui ont été condamnés se décomposent en :

3,866 (8.5 %) condamnations à une amende de police;
17,302 (37.8 %) id. id. correctionnelle;
66 (0.1 %) id. à un emprisonnement de police;
11,811 (25.8 %) id. id. de 8 jours à moins d'un mois;
10,531 (23 %) condamnations à un emprisonnement de 1 mois à moins de 6 mois;
1,120 (2.5 %) condamnations à un emprisonnement de 6 mois à moins d'un an,
1,033 (2.3 %) condamnations à un emprisonnement de 1 an ou plus.

On voit par ces chiffres que les condamnations que l'on peut considérer comme graves, c'est-à-dire celles qui atteignent au moins 6 mois d'emprisonnement, ne sont qu'exceptionnellement prononcées par les tribunaux correctionnels. La proportion des condamnations graves varie d'ailleurs avec les antécédents judiciaires des condamnés et avec les tribunaux.

En répartissant les condamnés d'après leurs antécédents judiciaires, on trouve :

	Condamnés à l'amende.	Condamnés à un emprisonnement de moins de six mois.	Condamnés à un emprisonnement de six mois et plus.
Première catégorie. — Condamnés sans antécédents judiciaires ou n'ayant encore encouru que des condamnations de police qui, cumulées, n'équivalent pas à une peine correctionnelle.	13,386 (55.8 %)	9,849 (41 %)	770 (3.2 %)
Deuxième catégorie. — Condamnés ayant encouru des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 26 francs d'amende.	458 (48.4 %)	467 (49.3 %)	22 (2.3 %)
Troisième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à 1 mois	4,430 (50 %)	4,164 (47 %)	267 (3 %)
Quatrième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois	2,010 (30.3 %)	4,298 (64.7 %)	331 (5 %)
Cinquième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.	753 (18.4 %)	2,880 (70.1 %)	473 (11.5 %)
Sixième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans ou plus ou une peine criminelle	131 (11.2 %)	750 (64 %)	290 (24.8 %)

La répartition par tribunal donne les résultats suivants :

TRIBUNAUX.	Nombre total des condamnés.	PROPORTION DES CONDAMNÉS A			TRIBUNAUX.	Nombre total des condamnés.	PROPORTION DES CONDAMNÉS A		
		L'AMENDE.	UN EMPRISONNEMENT de moins de 6 mois.	UN EMPRISONNEMENT de 6 mois et plus.			L'AMENDE.	UN EMPRISONNEMENT de moins de 6 mois.	UN EMPRISONNEMENT de 6 mois et plus.
Bruxelles	6,110	23.0	65.5	9.5	Courtrai.	2,382	51.0	42.2	5.0
Louvain	1,701	46.4	49.2	4.5	Furnes	873	56.1	40.0	3.9
Nivelles	933	54.0	41.8	4.2	Ypres	1,077	74.4	24.0	1.6
Anvers	4,504	42.5	52.4	5.1					
Malines	1,177	46.0	51.0	3.0	Liége	2,028	52.1	43.6	4.3
Turnhout	1,027	48.3	48.5	3.2	Huy.	330	67.0	31.2	1.8
Mons	1,469	37.4	56.8	5.8	Verviers.	701	56.0	41.9	2.1
Charleroi	5,141	45.2	51.5	3.3	Tongres.	551	67.0	28.8	4.2
Tournai	835	31.6	63.4	5.0	Hasselt	800	61.0	36.0	2.1
					Arlon	285	68.4	27.7	3.9
Gand	3,695	52.5	42.9	4.6	Marche	201	60.7	32.3	1.0
Audenarde.	1,158	58.4	37.6	4.0	Neufchâteau	294	68.0	29.6	2.4
Termonde.	2,441	38.8	57.1	4.1	Namur	1,328	71.2	26.5	2.3
Bruges	3,117	38.9	57.8	3.3	Dinant	821	68.3	29.7	2.0

Application de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle.

Les tribunaux correctionnels ont accordé, en 1901, le bénéfice du sursis à 6,022 condamnés à l'emprisonnement sur 24,613 et à 10,993 condamnés à l'amende sur 22,234. Ces chiffres comprennent, comme les années précédentes, les condamnés en première instance et les condamnés sur appel d'un jugement de police. Comparés à ceux des années précédentes, ils donnent les proportions suivantes de condamnés conditionnellement :

	1898.	1899.	1900.	1901.
	—	—	—	—
Parmi les condamnés à l'emprisonnement	26.1	25.8	28.0	24.4
Parmi les condamnés à l'amende.	51.4	51.0	51.2	49.4

Les coefficients qui viennent d'être cités peuvent être utilement employés pour certaines comparaisons générales, mais ils n'indiquent nullement dans quelle mesure les tribunaux font usage de la faculté qui leur est accordée par la loi, de suspendre l'exécution des peines. Pour élucider ce point, il faut éliminer les condamnés qui sont exclus par la loi du bénéfice du sursis. Cette exclusion frappe, parmi les condamnés soit à l'amende, soit à l'emprisonnement, ceux qui ont déjà encouru une condamnation à une peine conditionnelle (8 jours de prison ou 26 francs d'amende), en outre, parmi les condamnés à l'emprisonnement, ceux à qui le tribunal inflige une peine de plus de 6 mois d'emprisonnement ou des peines qui, cumulées, dépassent 6 mois d'emprisonnement. De cette double restriction mise par la loi à la faculté qu'ont les tribunaux de suspendre l'exécution des condamnations à l'emprisonnement, la statistique a dû jusqu'ici négliger la seconde. Quand un individu est condamné simultanément à plusieurs peines, elle ne note que la principale. Il lui est donc actuellement impossible de déterminer dans combien de cas les tribunaux n'ont pu accorder un sursis à des condamnés à l'emprisonnement n'ayant pas d'antécédents judiciaires, parce que les peines qu'ils prononçaient contre eux formaient un total de plus de 6 mois de prison.

Les coefficients qui vont être donnés ne disent donc pas exactement en ce qui concerne les condamnations à l'emprisonnement la proportion des cas où le tribunal, pouvant accorder un sursis, l'a réellement accordé, parce qu'on n'a pu tenir compte, en faisant le calcul, des cas où, par suite de l'élévation des peines, l'octroi du sursis était impossible. Ces coefficients sont donc trop faibles. Ils sont exacts en ce qui concerne l'amende.

La proportion des condamnations conditionnelles parmi les condamnés qui n'avaient pas d'antécédents judiciaires faisant obstacle à l'obtention d'un sursis, a été (les jugements des tribunaux correctionnels en première instance et en appel étant réunis) :

	Emprisonnement.				Amende.			
	1901.	1900.	1899.	1898.	1901.	1900.	1899.	1898.
	—	—	—	—	—	—	—	—
Condamnés sans antécédents judiciaires ou n'ayant encouru que des condamnations de police qui, cumulées, n'équivalent pas à une peine correctionnelle.	55.2	60.0	56.5	57.2	76.4	78.4	78.5	78.6
Condamnés ayant encouru des condamnations de police qui, cumulées, équivalent à une condamnation correctionnelle	29.9	29.8	32.1	30.0	29.8	32.2	34.3	34.6

Il résulte de ces chiffres que les tribunaux, pris dans leur ensemble, ont fait en 1901 un usage un peu moins large que les années précédentes de la condamnation conditionnelle.

Les relevés statistiques des années précédentes ont prouvé que la proportion des rechutes après une condamnation conditionnelle était considérable. Cette constatation, rapprochée de la proportion élevée des condamnations conditionnelles, prouvait que les tribunaux ne se montraient pas assez circonspects en accordant aux condamnés un sursis à l'exécution de leur peine. Cette faveur, dans l'esprit de la loi, ne devait être accordée qu'aux condamnés primaires qui ont encore assez de sentiment de l'honneur pour qu'une menace de peine soit une peine suffisante. En fait, elle était accordée à la grande majorité des condamnés primaires, au point que beaucoup de condamnés croyaient avoir le droit de la revendiquer. Une circulaire du département de la justice du 12 août 1901 a rappelé aux parquets la prudence avec laquelle, au vœu de la loi, la condamnation conditionnelle doit être appliquée.

TRIBUNAUX.	TOTAL PARMI LES PRÉVENUS PRIMAIRES		PROPORTION des condamnés à l'emprisonnement conditionnel.				TOTAL PARMI LES PRÉVENUS PRIMAIRES		PROPORTION des condamnés à l'amende conditionnelle.			
	des condamnés à l'emprisonnement.	des condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	1901	1900	1899	1898	des condamnés à l'amende.	des condamnés à l'amende conditionnelle	1901	1900	1899	1898
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	2,136	1,107	51.5	59.8	51.6	60.4	1,166	818	70.2	61.1	71.8	76.2
Louvain	455	551	75.1	79.5	76.6	75.2	629	520	82.7	81.2	80.6	84.0
Nivelles	199	98	49.2	75.8	64 8	69.6	599	512	78.2	86.7	85.0	89.0
Anvers	1,058	627	59.5	59.7	59 2	49.7	1,178	880	74.7	77.6	77.1	72.8
Malines	219	147	67.1	77.8	79.0	70.5	585	295	76.5	89.5	90.5	88.8
Turnhout	214	152	71.0	78.4	66.5	76.7	520	225	70.5	69.6	64.5	69.5
Mons	425	242	56.4	55.5	55.6	55.8	599	522	80.7	81.6	85.6	79.7
Charleroi	1,504	476	56.5	40.6	40.5	45.0	1,656	907	55.4	71.7	65.5	71.7
Tournai	510	176	56.8	57.9	56.6	52.6	216	165	75.5	85.6	78.9	75.7
Gand	568	405	71.0	64.1	52.4	55.6	1,070	956	87.5	84.5	79.0	80.4
Audenarde	229	152	57 6	51.8	55.6	55.7	452	551	81.5	74.1	79.2	79.5
Termonde	682	595	57.6	65.5	61.2	50.4	654	444	67.9	75.5	66.0	62.7
Bruges	789	552	67.4	66.5	57.6	66.1	754	550	70.5	74.1	64.0	77.7
Courtrai	402	255	58.0	59.5	60.5	55.7	718	550	75.1	76.9	79.7	85.1
Furnes	128	85	66.4	65.5	60.7	68.8	512	275	88.1	91.4	88.9	87.2
Ypres	88	41	46.6	62.0	40.1	48.0	450	549	77.6	80.8	85.9	79.8
Liége	658	506	48.0	58.9	59.5	55.5	1,047	868	82.9	82.8	86.6	79.4
Huy	58	55	(60.5)	(65.0)	(68.1)	(68.7)	168	165	97.0	95.4	95.5	90.0
Verviers	156	50	50.8	55.2	41.1	57.1	265	205	77.4	57.8	76.4	66.6
Tongres	64	55	(51.6)	(57.8)	(72.9	(67.5)	251	221	87.0	90.9	85.5	84.8
Hasselt	140	110	78.6	78.5	68.8	70.5	550	506	87.4	90.5	89.5	81.7
Arlon	25	7	(28.0)	(55.4)	(58.8)	(5.55)	148	156	91.9	85.9	90.5	84.8
Marche	54	21	(61.8)	(50.0)	(59.0)	(45.8)	104	95	89.4	92.2	89.0	82.0
Neufchâteau	25	10	(40.0)	(50.0)	(51.7)	(54.5)	156	115	84.6	84.6	95.1	89.1
Namur	180	94	52.2	58.2	59.6	52.8	656	568	89.5	87.8	86.7	87.1
Dinant	116	54	29.5	54.9	40.2	41.0	571	509	85.5	91.5	90.8	87.5
En général	10,644	5,875	55.2	60.0	56.5	57.2	14,195	10,848	76.4	78.4	78.5	78.6

Les proportions sont mises entre parenthèses quand elles sont calculées sur des chiffres inférieurs à 100.

Durée des sursis. — Une condamnation conditionnelle est considérée comme non avenue si, pendant un délai dont la durée est fixée par le jugement, celui qui l'a encourue ne commet ni crime, ni délit. Les tribunaux déterminent librement la durée de cette épreuve, sauf qu'ils ne peuvent la prolonger au delà de cinq ans. De quelle manière ont-ils usé de la liberté d'appréciation que la loi leur a laissée; quelle est leur jurisprudence en cette matière?

Si, pour répondre à cette question, on répartit par durée les sursis accordés en 1900 par tous les tribunaux du pays, on n'obtient pas une série régulièrement graduée, mais une suite de chiffres qui, lus sur un diagramme, donneraient une courbe aux allures tourmentées.

Sur 100 sursis, on en a compté :

En 1899.	En 1900.	En 1901.		
3.7	2.5	2.8	d'une durée de	6 mois et moins;
14.5	10.3	9.4	id.	1 an;
7.8	8.0	9.1	id.	2 ans;
40.6	42.4	45.4	id.	3 id.
2.2	2.7	1.8	id.	4 id.
31.2	34.1	31.5	id.	5 id.
100.0	100.0	100.0		

Dans l'ensemble donc, les tribunaux ont une préférence marquée pour trois types de sursis : ceux d'une durée d'un an, de trois ans et de cinq ans. Le sursis de quatre ans, qui devrait, à première vue, former un stade d'épreuve intermédiaire entre ceux de trois et de cinq ans et d'importance proportionnellement égale à ces derniers, n'est appliqué qu'à un petit nombre de condamnations.

Il n'est guère employé que par les deux tribunaux d'Audenarde et de Bruges. La faveur dont jouit le sursis de trois ans s'est encore accrue depuis 1899.

Si irrégulière que soit la disposition des chiffres pour l'ensemble des tribunaux, les différences dans la jurisprudence de chacun d'eux sont plus prononcées encore, comme on peut s'en convaincre par la lecture du tableau ci-dessous. Presque tous les tribunaux ont une préférence marquée pour quelques sursis; bien rares sont ceux qui en varient la durée suivant une échelle soigneusement mesurée à la gravité des condamnations.

En dépit d'exceptions parfois assez considérables, on remarque chez les tribunaux de chaque ressort de cour d'appel, des tendances générales dans le choix des sursis : les sursis de courte durée dominent dans le ressort de Liége, les sursis de longue durée dans celui de Gand.

Sur 100 sursis, on a compté en 1901 :

Dans le ressort de Bruxelles.	Dans le ressort de Gand.	Dans le ressort de Liége.		
0.7	0.1	10.9	d'une durée de 6 mois et moins;	
10.4	3.1	16.3	id.	1 an;
2.3	5.5	28.4	id.	2 ans;
62.0	29.4	33.3	id.	3 id.
0.4	4.9	0.4	id.	4 id.
24.2	57.0	10.7	id.	5 id.
100.0	100.0	100.0		

TRIBUNAUX.	DURÉE DU SURSIS ACCORDÉ						NOMBRE TOTAL des condamnations conditionnelles.
	6 mois et moins.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	8	177	12	1,000	7	757	1,961
Louvain	—	155	—	648	—	54	855
Nivelles	—	55	6	50	—	541	410
Anvers	11	101	1	1,527	6	80	1,552
Malines	—	27	4	411	—	1	445
Turnhout	—	158	10	202	14	14	578
Mons	5	50	—	262	—	262	579
Charleroi	52	150	141	959	2	156	1,420
Tournai	2	15	9	78	2	247	555
Gand	—	51	125	442	—	791	1,589
Audenarde	—	12	52	151	157	155	488
Termonde	—	9	7	180	—	644	840
Bruges	2	69	51	517	124	506	1,069
Courtrai	—	10	10	15	—	750	785
Furnes	—	1	65	257	1	57	561
Ypres	1	55	2	10	—	555	590
Liége	110	559	598	209	11	145	1,212
Huy	21	100	65	12	—	4	202
Verviers	85	57	68	41	5	7	259
Tongres	—	12	206	58	—	—	256
Hasselt	—	6	87	505	—	21	419
Arlon	10	—	151	1	—	1	145
Marche	17	59	55	8	—	—	117
Neufchâteau	15	28	81	12	1	—	155
Namur	126	6	—	525	—	219	676
Dinant	28	8	—	505	1	5	545
Totaux	469	1,606	1,544	7,733	309	5,354	17,015

Condamnations conditionnelles prononcées par les tribunaux de police. — Pour ne pas scinder l'examen de la jurisprudence adoptée par les magistrats dans l'application de la loi du 31 mai 1888, il est bon de dire ici quelques mots des condamnations conditionnelles prononcées par les tribunaux de police.

La statistique n'établissant pas, parmi les individus condamnés par ces tribunaux, de distinction entre ceux qui sont primaires et ceux qui sont récidivistes, on doit se borner à calculer la proportion des condamnations conditionnelles sur l'ensemble des condamnations prononcées. Cette proportion a été de 4 % pour les condamnés à l'emprisonnement, de 36.7 % pour les condamnés à l'amende.

Un classement opéré parmi celles de ces condamnations conditionnelles qui sont notées au casier judiciaire (elles ont été en 1901 au nombre de 28,031) a fait connaître que 7 % d'entre elles s'appliquaient à des individus ayant déjà subi au moins une condamnation de police. Cette proportion est exactement la même que celle qui a été relevée en 1900. Elle n'est pas extrêmement élevée; cependant, comme le faisait déjà remarquer la publication de 1900, il est à souhaiter qu'elle aille en diminuant, car, bien que la loi n'interdise pas d'accorder un sursis à un inculpé qui a déjà subi une condamnation de police, il est certainement peu conforme à son esprit de le faire. Les arguments que l'on peut invoquer pour ne pas refuser le bénéfice du sursis à un condamné à une peine correctionnelle qui a précédemment subi une peine de police, ne s'appliquent certainement pas à celui qui est frappé à nouveau d'une peine de police.

Egalement rares doivent être les sursis accordés à des inculpés qui ont déjà précédemment bénéficié de cette faveur. La loi s'est déjà montrée suffisamment indulgente à l'égard des contraventions en décidant qu'une condamnation de police ne rend pas exécutoire une condamnation conditionnelle antérieure, pour qu'il faille éviter d'accumuler sur une même tête des condamnations conditionnelles successives à des peines aussi légères. On regrette de constater que, sur 1,682 inculpés condamnés conditionnellement à une peine de police qui ont, en 1901, encouru une nouvelle condamnation de ce même degré pendant la durée du sursis qui leur avait été précédemment accordé, 388 ou 23 % ont obtenu qu'il fût derechef sursis à l'exécution de la peine. La proportion, en 1900, n'était que de 15 %.

La durée des sursis accordée par les tribunaux de police a été :

	1899.	1900.	1901.
	—	—	—
6 mois et moins	20.3	21.1	19.2
1 an	66.7	65.5	67.4
2 ans.	9.3	9.5	9.4
3 ans.	3.1	3.3	3.0
4 ans et plus	0.6	0.6	1.0
	100.0	100.0	100.0

Rechutes survenues pendant la durée du sursis. — Un des résultats principaux qu'on s'est proposé d'obtenir par l'institution de la condamnation conditionnelle, c'est la diminution de la récidive. Quelques recherches commencées en 1899 sur les résultats de la loi à ce point de vue, ont été continuées en 1901. Elles ont pour objet de déterminer combien de condamnés commettent une nouvelle infraction avant l'expiration du sursis qui leur a été accordé.

On donne souvent à ces recherches le nom de « Statistique des rechutes », en attribuant au mot *rechute* le sens spécial de récidive survenue au cours du sursis accordé au délinquant par le jugement de condamnation conditionnelle.

On n'a pas, jusqu'à présent, fait le compte des condamnés conditionnellement qui récidivent après l'expiration de leur terme de sursis.

Dans la statistique des rechutes, on a, suivant les divisions tracées par la loi elle-même, réparti les condamnations conditionnelles et les condamnations formant rechute, en deux catégories comprenant, la première les condamnations à une peine correctionnelle, la seconde les condamnations à une peine de police, sans avoir égard au tribunal (correctionnel ou de police) qui les a prononcées.

3,945 délinquants *condamnés antérieurement sous condition à une peine correctionnelle* ont encouru, en 1901, une nouvelle condamnation pour une infraction commise avant que le sursis qui leur avait été accordé ne fût expiré. Leur nombre n'était que de 3,192 en 1899 et de 3,351 en 1900.

Parmi ces condamnés, 2,056 (1,586 en 1899 et 1,754 en 1900) ont encouru pour leur nouvelle infraction une peine correctionnelle, entraînant donc l'exécution de la condamnation conditionnelle précédente. Les autres, au nombre de 1,889 (1,600 en 1900), n'ont encouru pour leur nouvelle infraction qu'une peine de police.

Si l'on rapproche le nombre des rechutes survenues après une condamnation correctionnelle pendant la durée du sursis, de celui des condamnations conditionnelles à une peine correctionnelle prononcées pendant l'année 1901, on trouve la proportion de 26.79 % contre 23.34 % en 1900 et 24.17 % en 1899. Cette proportion se décompose en 13.96 % de rechutes consistant en une condamnation à une peine correctionnelle (12.21 % en 1900 et 12.01 % en 1899) et en 12.83 % de rechutes consistant en une condamnation à une peine de police (11.13 % en 1900 et 12.16 % en 1899).

Cette augmentation de la proportion des rechutes mérite d'autant plus de fixer l'attention que le nombre des condamnations conditionnelles à une peine correctionnelle, chiffre sur lequel les proportions sont calculées, a passé de 13,213 en 1899, à 14,366 en 1900 et à 14,726 en 1901.

Si l'on fait pour les délinquants condamnés précédemment *sous condition à une peine de police* les mêmes calculs que ceux qui viennent d'être faits pour les condamnés sous condition à une peine correctionnelle, on obtient les résultats suivants :

	Rapport entre le nombre des rechutes et celui des condamnations conditionnelles de police prononcées pendant l'année.					
	Chiffres absolus.			Chiffres proportionnels.		
	1899.	1900.	1901.	1899.	1900.	1901.
	—	—	—	—	—	—
Rechutes consistant en une peine correctionnelle. . .	636	719	771	2.09	2.50	2.54
Rechutes consistant en une peine de police.	1,657	1,579	1,682	5.45	5.50	5.54
Total des rechutes.	2,293	2,298	2,453	7.54	8.00	8.08

L'augmentation des pourcentages de 7.54 à 8.00 de 1899 à 1900 avait été causée uniquement par la décroissance des condamnations conditionnelles d'une année à l'autre, leur chiffre ayant passé de 30,394 à 28,725.

Par contre la hausse des pourcentages de 1899 à 1901 est réellement due à la fréquence plus grande des rechutes, car le chiffre des condamnations conditionnelles sur lequel les proportions sont calculées a été presque identiquement le même en 1899 et en 1901 (30,394 contre 30,320).

Appels de police.

Les prévenus jugés en appel par les tribunaux correctionnels étaient, dans les statistiques antérieures, compris dans les chiffres des prévenus jugés par ces tribunaux en première instance. En 1901, ils en ont été séparés. Leur nombre s'est élevé à 1,737, dont 1,121 condamnés et 616 acquittés. Dans ces chiffres ne sont pas compris 3 individus qui, mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques, se sont pourvus en appel devant le tribunal correctionnel.

La proportion des individus jugés en appel, comme appelants ou intimés, calculée sur le nombre des inculpés jugés par les tribunaux de police, échet à 16 pour 1,000 des individus renvoyés devant les tribunaux de police par les chambres du conseil du chef d'un délit prévu par le Code pénal; à 12 pour 1,000 des inculpés poursuivis pour une contravention prévue par le Code pénal; à 5 pour 1,000 des inculpés d'un délit ou d'une contravention prévue par une loi ou un règlement spécial. Au total, la proportion est de 8 appelants ou intimés sur 1,000 individus jugés par les tribunaux de police.

Le nombre des affaires de police déférées en appel aux tribunaux de première instance ne montre depuis quinze ans aucune tendance à se modifier.

Voici à quel chiffre annuel les appels se sont élevés depuis 1886 :

1886. . .	1,346	1892. . .	1,195	1898. . .	1,353
1887. . .	1,338	1893. . .	1,920	1899. . .	1,392
1888. . .	1,480	1894. . .	1,287	1900. . .	1,314
1889. . .	1,531	1895. . .	1,245	1901. . .	1,466
1890. . .	1,252	1896. . .	1,379		
1891. . .	1,306	1897. . .	1,375		

Comme les affaires susceptibles d'appel ont considérablement augmenté pendant cette période, il s'ensuit que, proportionnellement, le nombre des affaires frappées d'appel a diminué : en 1886, on en comptait 15 sur 1,000; en 1890, 12; en 1895, 10; en 1899, 10; en 1900, 9; en 1901, 10 sur 1,000. Rien, mieux que ces chiffres, ne peut témoigner de la sagesse des magistrats cantonaux : les inculpés comme le parquet ne réclament que fort rarement l'intervention de la magistrature supérieure et les recours se font moins nombreux avec les années.

4. — Cours d'appel.

Le chiffre des affaires déférées aux cours d'appel reste à peu près stationnaire depuis 1895, oscillant autour d'une moyenne qui est de 3,360 affaires pour la période quinquennale 1896-1900. Cette période d'arrêt succède au mouvement d'augmentation rapide qui a caractérisé les années 1891, 1892, 1893. Tandis que l'année 1890 clôturait avec 1,994 affaires, une période décennale où la moyenne des affaires déférées avait été de 1,988 par an, sans dépasser en 1888, année la plus forte, le chiffre de 2,355, la masse des affaires portées devant les cours d'appel grossissait subitement de 1891 à 1893 et dépassait en 1893, le chiffre de 3,000 (3,048), au-dessous duquel elle n'est plus descendue.

Ce mouvement de hausse des affaires déférées aux cours d'appel a été beaucoup plus marqué que celui des affaires jugées par les tribunaux de première instance :

	Affaires jugées par les tribunaux de première instance.	Affaires portées devant les cours d'appel.
	—	—
1885.	31,341	1,955
1890.	33,148	1,994
1895.	34,288	3,331
1898.	36,952	3,201
1899.	39,943	3,615
1900.	39,617	3,412
1901.	42,677	3,482

Ces chiffres montrent que les recours à la juridiction supérieure sont beaucoup plus fréquents aujourd'hui qu'il y a dix ou quinze ans. Sur 1,000 jugements rendus par les tribunaux correctionnels, les prévenus ou le ministère public n'en attaquaient que 62 en 1885 et 60 en 1890, tandis qu'ils en ont attaqué 95 en 1895, 86 en 1898, 90 en 1899, 86 en 1900, 81 en 1901.

En comparant, par catégories, les infractions jugées par les cours d'appel durant la période 1881-1885 (1) à celles qui ont été jugées en 1900, on constate que l'augmentation des appels a été plus forte pour les crimes correctionnalisés et les contraventions aux lois spéciales que pour les délits prévus par le Code pénal. Voici les chiffres :

	Moyenne 1881-1885.	1901.	Différence % en plus.
	—	—	—
Crimes correctionnalisés. .	161	337	109 %
Délits prévus par le Code pénal	1,436	2,626	82 %
Délits prévus par des lois spéciales.	211	414	96 %

(1) C'est la dernière période, avant l'année 1898, où ces recherches aient été faites.

Le tableau ci-dessous donne le nombre des affaires introduites devant chaque cour depuis 1881 :

ANNÉES.	BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	TOTAL.
1881	767	454	345	1,566
1885	1,020	551	401	1,955
1890	1,025	582	389	1,994
1895	1,872	816	643	3,331
1896	1,542	1,052	661	3,235
1897	1,655	1,025	682	3,338
1898	1,448	968	785	3,201
1899	1,692	924	999	3,615
1900	1,657	1,002	773	3,412
1901	1,626	980	876	3,482

5. — Cours d'assises.

Les cours d'assises ont eu à juger :

En 1898 . . . . . 93 affaires;
En 1899 . . . . . 111 id.
En 1900 . . . . . 92 id.
En 1901 . . . . . 104 id.

Soit exactement en moyenne 100 affaires par an de 1898 à 1901.

Huit des affaires jugées en 1901 concernaient des délits politiques ou de presse, dans lesquels 15 prévenus étaient impliqués. Une seule affaire criminelle a été jugée par contumace.

En matière ordinaire, le nombre des accusés jugés contradictoirement ou par contumace a été de 128, chiffre sensiblement plus fort que celui de l'année précédente (101), mais encore bien inférieur à la moyenne de chacune des six périodes quinquennales qui se sont écoulées depuis la revision du Code pénal (1868) :

Moyenne des accusés de crimes ordinaires de 1868 à 1872... 154
Id. id. de 1873 à 1877... 174
Id. id. de 1878 à 1882... 166
Id. id. de 1883 à 1887... 177
Id. id. de 1888 à 1892... 179
Id. id. de 1893 à 1897... 153

De 1898 à 1901, la moyenne des accusés a été de 120.

On remarquera, par les deux séries de chiffres suivantes, que la diminution d'activité des cours d'assises dans les dernières années porte presque exclusivement sur les crimes contre les propriétés.

	Crimes contre les personnes.	Crimes contre les propriétés.
	—	—
Moyenne des accusés de 1868 à 1872. . .	75	79
Id. 1873 à 1877. . .	81	93
Id. 1878 à 1882. . .	94	72
Id. 1883 à 1887. . .	83	94
Id. 1888 à 1892. . .	78	101
Id. 1893 à 1897. . .	92	61
Id. 1898 à 1901. . .	78	42

Quoique les chiffres de la statistique des cours d'assises soient très faibles et, par conséquent, affectés de variations annuelles très fortes, on remarque que les condamnations aux peines les plus graves ont augmenté de nombre depuis 1867 :

Moyenne annuelle de :	Condamnés à mort.	Aux travaux forcés à perpétuité.	Aux travaux forcés de quinze ans et plus.	Aux travaux forcés de moins de quinze ans.	à la reclusion.	à des peines correctionnelles.	Total des condamnations à mort ou aux travaux forcés.	Total des condamnations à la reclusion ou à l'emprisonnement.
	—	—	—	—	—	—	—	—
1868-1875	7.2	6.3	6.7	15.5	51.8	18.2	35.7	70.0
1876-1880	7.8	11.8	13.0	10.4	54.2	18.4	43.0	72.6
1881-1885	9.4	9.6	17.0	9.4	44.6	14.0	45.4	58.6
1886-1890	7.0	8.6	21.0	17.0	50.0	25.0	53.6	75.0
1891-1897	10.0	8.0	45.0		36.0	20.5	63.0	56.5
1898-1901	4.2	8.0	25.5	13.0	25.0	12.0	50.7	37.0

En même temps que la gravité des crimes déférés aux assises augmentait, la proportion des récidivistes croissait également. Sur 100 condamnés, on comptait :

En 1876-1880. . . . . 46 récidivistes;
En 1881-1885. . . . . 42 récidivistes;
En 1886-1890. . . . . 52 id.
En 1898-1901. . . . . 60 id.

6. — Cour de cassation (2e chambre).

La seconde chambre de la cour de cassation n'a rendu, en 1901, que 413 arrêts, soit 199 de moins que l'année précédente.

Cette diminution brusque du nombre des arrêts, comme leur augmentation en 1898, 1899, 1900, est exclusivement due aux recours en matière électorale et de garde civique, qui, de 319, ont descendu à 111 en 1901.

Le chiffre moyen annuel des arrêts rendus durant les quatre périodes quinquennales de 1881 à 1900, n'a d'ailleurs cessé de baisser. Il était :

De 1,054 arrêts de 1881 à 1885;
De 758 id. de 1886 à 1890;
De 520 id. de 1891 à 1895;
De 492 id. de 1896 à 1900.

Le tableau ci-dessous expose le nombre des arrêts de chaque espèce rendus durant la période décennale 1892-1901 :

NATURE DES ARRÊTS.		1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901
Arrêts statuant au fond, rendus en matière	criminelle.	27	30	52	25	30	21	25	26	27	20
	correctionnelle.	88	110	171	171	167	199	169	146	152	146
	de police	69	122	55	25	27	59	59	42	28	48
	pénale militaire	31	25	30	29	55	22	45	54	29	31
	de garde civique	14	7	16	26	4	9	171	121	200	70
	de milice	45	31	19	28	22	20	15	12	15	27
	électorale.	258	187	558	25	57	34	75	154	110	41
	fiscale	7	5	10	1	2	3	—	9	9	4
Arrêts de désistement		—	5	5	4	4	9	4	5	5	2
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	correctionnelle.	—	5	1	—	1	1	—	—	—	—
	de police	6	9	7	3	1	—	1	—	—	1
	autre.	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Arrêts statuant sur des demandes concernant :	le règlement de juges. . .	10	10	16	12	11	16	14	15	22	18
	l'art. 441 (instr. crim.) et la loi du 27 ventôse an VIII.	—	—	—	—	4	2	9	5	6	2
	l'art. 445 (instr. crim.). .	—	—	1	3	3	9	2	2	1	—
	d'autres matières.	—	—	—	—	—	5	—	—	1	3
TOTAUX.		533	544	880	347	348	389	565	547	612	413

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique criminelle.

Les tableaux de la statistique criminelle pour l'année 1901 ont été dressés de la même manière que ceux relatifs à l'année 1900. Comme ces derniers, ils donnent le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes par différents jugements, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte. Cependant, pour permettre de comparer les résultats de 1901 à ceux de 1898, année dont la statistique ne fait mention que des condamnations individuelles, les totaux de chaque tableau donnent, à côté du nombre des condamnés, celui des condamnations individuelles. On a, dans l'introduction, fait de fréquents rapprochements entre les résultats que l'on obtient suivant que l'on emploie dans les comptes statistiques l'une ou l'autre de ces unités.

7. — Nombre des condamnés.

Si, pour faire porter la comparaison sur les quatre années qu'embrasse actuellement la statistique criminelle, on mesure le mouvement de la criminalité au nombre des condamnations individuelles, on obtient le tableau suivant :

	HOMMES.			FEMMES.			
	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Total général.
1898.	22,904	19,169	42,075	9,559	5,587	12,726	54,799
1899.	24,556	20,955	45,469	10,148	5,674	15,822	59,291
1900.	24,580	21,779	46,159	9,569	5,717	15,286	59,445
1901.	25,752	24,214	49,946	10,059	4,579	14,198	64,544

Le chiffre des individus condamnés, qui n'a été établi en distinguant le sexe et les antécédents qu'à partir de 1899, donne les résultats que voici, assez différents des premiers :

	HOMMES.			FEMMES.			
	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Total général.
1899.	25,150	17,445	40,595	9,770	5,145	12,915	53,508
1900.	25,099	18,151	41,255	9,205	5,251	12,454	53,687
1901.	24,227	20,015	44,242	9,597	5,779	15,376	57,618

Afin de mettre mieux en lumière l'influence que le choix de l'unité exerce sur les mouvements apparents de la criminalité, on a traduit ci-dessous en pourcentage les mouvements de la criminalité de 1899 à 1900 et de 1900 à 1901 d'après le nombre des condamnations individuelles et celui des condamnés :

	PRIMAIRES.		RÉCIDIVISTES.		TOTAL.		Hommes et femmes.
MOUVEMENT DE 1899 A 1900.	Hommes. (Diminution.)	Femmes.	Hommes. (Augmentation.)	Femmes.	Hommes. (Augmentation.)	Femmes. (Diminution.)	(Augmentation.)
Condamnations individuelles	0.63	5.70	4.04	1.17	1.51	3.87	0.25
Individus condamnés	0.22	5.78	3.90	3.37	1.57	3.56	0.32
MOUVEMENT DE 1900 A 1901.	(Augmentation.)		(Augmentation.)		(Augmentation.)		(Augmentation.)
Condamnations individuelles	5.54	4.70	14.18	17.81	8.20	8.36	8.24
Individus condamnés	4.88	4.28	10.37	16.24	7.29	7.40	7.32

Bien qu'on n'ait plus à constater en 1901 l'heureuse diminution des condamnés primaires qui s'était produite de 1899 à 1900, on trouve dans les chiffres de 1901 une confirmation des conclusions formulées en 1900. C'est que l'accroissement de la criminalité en Belgique est dû moins à son extension dans de nouvelles couches de la population qu'à la répétition des délits par des individus déjà condamnés. Le coefficient de la récidive, c'est-à-dire le rapport du chiffre des récidivistes au chiffre total des condamnés, a passé : pour les hommes de 42.96 % en 1899, à 44.22 % en 1900 et à 45.24 % en 1901 ; pour les femmes, de 24.35 % en 1899 à 26.10 % en 1900 et à 28.26 % en 1901. D'où l'on doit inférer que, si des mesures préventives peuvent avoir sur la criminalité une action efficace, l'étude des moyens propres à combattre la récidive garde en Belgique une importance de premier ordre.

Le tableau ci-dessous montre de combien chaque catégorie d'infractions a augmenté ou diminué d'une année à l'autre :

NATURE des INFRACTIONS.	HOMMES. PRIMAIRES. Année 1900.	Année 1901.	Augmentation ou diminution.	HOMMES. RÉCIDIVISTES. Année 1900.	Année 1901.	Augmentation ou diminution.	FEMMES. PRIMAIRES. Année 1900.	Année 1901.	Augmentation ou diminution.	FEMMES. RÉCIDIVISTES. Année 1900.	Année 1901.	Augmentation ou diminution.
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	27	17	— 10	7	9	+ 2	2	—	— 2	—	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	52	27	— 5	20	13	— 7	8	6	— 2	1	—	— 1
Faux en écriture	125	145	+ 20	76	82	+ 6	18	27	+ 9	6	6	—
Faux témoignage et faux serment.	17	23	+ 6	8	6	— 2	12	11	— 1	—	1	+ 1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	169	179	+ 10	74	112	+ 38	25	51	+ 26	11	10	— 1
Crimes et délits contre l'ordre public	3,030	3,170	+ 145	3,448	3,892	+ 444	320	314	— 15	288	332	+ 44
Crimes et délits contre la sécurité publique.	604	616	+ 12	755	771	+ 18	71	68	— 3	45	47	+ 2
Crimes et délits contre l'ordre des familles.	145	165	+ 20	152	152	—	100	104	+ 4	73	100	+ 27
Crimes et délits contre la moralité publique	566	608	+ 42	406	447	+ 41	90	108	+ 18	49	52	+ 3
Meurtre	15	21	+ 8	26	26	—	10	5	— 5	3	1	— 2
Lésions corporelles volontaires	12,564	12,737	+ 173	8,677	9,536	+ 859	3,966	4,081	+ 115	1,269	1,455	+ 186
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	89	98	+ 9	64	81	+ 17	12	6	— 6	3	3	—
Calomnies et injures. . . .	1,002	1,016	+ 14	552	579	+ 27	1,095	1,202	+ 107	344	410	+ 66
Violation de sépulture . . .	—	5	+ 5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel .	—	1	+ 1	—	—	—	1	3	+ 2	1	1	—
Vols et maraudages	2,487	2,844	+ 357	2,201	2,521	+ 320	2,562	2,715	+ 153	953	1,125	+ 188
Banqueroute	56	57	+ 1	17	17	—	6	4	— 2	1	—	— 1
Escroqueries et abus de confiance.	688	736	+ 48	569	631	+ 62	292	283	— 9	89	109	+ 20
Recel	190	220	+ 30	187	239	+ 52	169	158	— 11	59	58	— 1
Incendie.	5	10	+ 5	8	6	— 2	1	2	+ 1	1	—	— 1
Destructions et dommages .	1,286	1,227	— 59	889	895	+ 6	144	159	+ 15	75	71	— 2

Parmi les 57,618 condamnés de 1901, 5,343 ont encouru plusieurs condamnations pendant l'année. Ces condamnations répétées se sont élevées, au total, à 6,726 contre 5,758 en 1900 et 5,783 en 1899. Durant chacune de ces années, elles se sont réparties entre les individus de la manière suivante :

	1898	1899	1900	1901
Individus condamnés 2 fois pendant l'année.	3,488	3,859	3,765	4,557
Id. 3 id.	582	602	587	718
Id. 4 id.	151	129	107	193
Id. 5 id.	52	52	49	58
Id. 6 id.	12	14	15	24
Id. 7 id.	4	1	2	1
Id. 8 fois et plus.	2	7	5	10

Au point de vue de la procédure, il est à remarquer que, sur ces 6,726 condamnations, 4,462 concernaient des infractions qui se trouvaient en concours (1) avec d'autres précédemment jugées, de telle sorte qu'elles n'ont produit aucune modification de l'état pénal de l'individu qui les encourait : le condamné primaire est resté primaire, le condamné récidiviste n'a pas passé à un groupe supérieur de récidive.

Les 2,264 autres condamnations répétées concernaient des faits commis en 1901, après une condamnation prononcée elle-même en 1901. Ces condamnations constituaient donc une rechute, une récidive pour celui qui les a subies et, de ce chef, 578 hommes et 143 femmes ont été inscrits, en 1901, d'abord parmi les condamnés primaires, puis dans la catégorie des récidivistes.

(1) Il y a concours d'infractions, *concursus delictorum*, dans le sens général du mot, quand un individu s'est rendu coupable de deux ou plusieurs infractions sans qu'il ait été condamné pour l'une d'elles au moment où il a commis l'autre. (NYPELS, *Législation criminelle de la Belgique*. Comm. II, n° 252.)

8. — Sexe.

La répartition des condamnés par sexe est sujette à très peu de variations. Le nombre des hommes et des femmes condamnés chaque année, se maintient dans un rapport presqu'aussi constant que celui des individus de chaque sexe existant au sein de la population du pays. Sur 1,000 condamnés, on comptait, en 1899, 241 femmes, en 1900 et en 1901, 232 femmes.

Cette concordance des mouvements d'augmentation ou de diminution de la criminalité des deux sexes ne sera certainement pas sans éveiller quelque surprise. Les différences profondes qui existent entre les tendances morales, le rôle social des hommes et des femmes, devraient, semble-t-il, donner à leur criminalité respective des allures qui, par leur divergence, correspondraient aux différences existant à ce que l'on présume, dans les causes de leur criminalité. Assurément, on ne saurait attacher à des observations portant sur quelques années seulement, un crédit trop considérable et l'on peut ne voir encore dans la stabilité des chiffres qu'un résultat fortuit. Il est étrange de rencontrer cependant cette stabilité non seulement dans la répartition de l'ensemble des condamnés par sexe, mais encore dans leur répartition par nature de peine. Si on laisse de côté les condamnations à une peine criminelle, qui sont extrêmement peu nombreuses, on trouve, parmi les condamnés à une peine correctionnelle et à une peine de police, une proportion identique, ou presque identique, d'hommes et de femmes en 1899, en 1900 et en 1901 (1) :

		1899	1900	1901
Sur 100 condamnés à une peine corectionnelle . .	hommes	88	88	88
	femmes	12	12	12
Sur 100 condamnés à une peine de police	hommes	64	64	63
	femmes	36	36	37

Le tableau ci-dessous, dressé dans la même forme que les années précédentes, établit, par nature d'infractions, la répartition qui vient d'être donnée par nature de peine :

NATURE DES INFRACTIONS.	NUMÉROS de la NOMENCLATURE.	NOMBRE DES CONDAMNÉS. Hommes.	NOMBRE DES CONDAMNÉS. Femmes.	SUR 100 CONDAMNÉS. NOMBRE DES Hommes.	SUR 100 CONDAMNÉS. NOMBRE DES Femmes.	RÉPARTITION par nature d'infractions de 1,000 hommes condamnés.	RÉPARTITION par nature d'infractions de 1,000 femmes condamnées.
	1	2	3	4	5	6	7
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	26	—	100.0	—	0.6	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	2	40	6	87.0	13.0	0.9	0.4
Faux en écritures	3	227	55	87.3	12.7	5.1	2.5
Faux témoignage et faux serment	4	20	12	70.7	29 3	0.6	0.9
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	5	201	61	82.7	17.3	0.6	4.6
Crimes et délits contre l'ordre public	6. 7, 8	7,571	846	89.7	10.3	166.6	65.3
Id. id. la sécurité	9	1,387	115	92.3	7.7	31.4	8.6
Id. id. l'ordre des familles.	10, 11, 12, 13, 20	515	294	51.7	48.3	7.1	22.0
Id. id. la moralité publique	14, 15, 16, 17, 18, 19	1,655	160	86.8	13.2	25.8	12.0
Meurtre	21, 22	17	6	88.7	11.3	1.1	0.4
Lésions corporelles volontaires.	23, 24, 25, 26	22,275	3,556	80.1	19.9	505.4	415.9
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	170	9	95.2	4.8	4.0	0.7
Calomnies et injures	28, 29	1,595	1,612	49,7	50.3	36.0	120.5
Violation de sépulture	30	3	—	100.0	—	0.1	—
Id. du secret des lettres et du secret professionnel.	32, 33	1	4	20.0	80.0	—	0.3
Vols et maraudages	34, 35, 36	5,365	3,838	58.3	41.7	121.3	286.9
Banqueroute	37	74	4	94.9	5.1	1.7	0.3
Escroqueries et abus de confiance.	38, 39	1,367	392	77.7	22.3	30.9	29.3
Recel	40	459	216	68.0	32.0	10.4	16.1
Incendie	41, 42	16	2	88.9	11.1	0.4	0.1
Destructions et dommages.	43, 44, 45	2,122	250	90.2	9.8	48.0	17.2
TOTAUX.		44,242	13,376	76.8	23 2	1,000.0	1,000.0

(1) Le calcul porte sur les infractions qui donnent lieu à une subdivision par nature de peines dans la statistique criminelle.

9. — Etat civil.

La répartition des habitants du royaume par état civil, telle qu'elle résulte du recensement effectué le 31 décembre 1900, diffère sensiblement de celle qu'on avait constatée lors du recensement précédent.

Sur 1,000 habitants de chaque sexe âgés de 16 ans au moins, on compte 418 célibataires, 522 mariés (1), 60 veufs ou divorcés, parmi les hommes; 377 célibataires, 509 mariées, 114 veuves ou divorcées parmi les femmes.

Les condamnés d'âge correspondant (2) se répartissent d'une façon très différente. On trouve parmi eux :

	Célibataires.	Mariés.	Veufs ou divorcés.
Hommes	550	432	18
Femmes	268	683	49

Ces chiffres s'écartent fort peu de ceux qui ont été relevés en 1899 et en 1900. La répartition pour chacune de ces années a été :

		Célibataires.	Mariés.	Veufs ou divorcés.
1899	Hommes. . .	550	428	13
	Femmes . . .	281	671	48
1900	Hommes. . .	558	425	17
	Femmes . . .	272	681	47

En rapprochant le chiffre des condamnés célibataires, mariés, veufs ou divorcés, des catégories correspondantes de la population, telles que le recensement de 1900 nous les fait connaître, on constate qu'il y a sur 1,000 hommes célibataires 26 condamnés, sur 1,000 hommes mariés 16 condamnés, sur 1,000 veufs ou divorcés 6 condamnés. Pour les femmes, les chiffres sont de 4 condamnées sur 100 célibataires, de 6 condamnées sur 100 mariées, de 2 condamnées sur 100 veuves ou divorcées.

La grande différence de criminalité que l'on remarque entre les célibataires et les gens mariés et la disposition en sens contraire des chiffres, selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes, ne doit pas être attribuée uniquement à l'influence qu'exercent sur l'individu le célibat et le mariage. L'âge intervient comme un élément important dans la solution du problème. Son influence à elle seule peut suffire à expliquer le niveau différent de la criminalité chez les célibataires et les gens mariés. On est immédiatement tenté de le supposer quand on voit au § 12, page XXXII, que la criminalité masculine atteint son maximum d'intensité criminelle entre l'âge de 21 à 25 ans, c'est-à-dire à un moment de la vie où l'on rencontre dans la population 55 célibataires sur 100 habitants, tandis que la criminalité féminine atteint ce maximun entre les âges de 30 et de 35 ans, époque où les célibataires ne forment que 26 % de la population.

A défaut d'un tableau qui donne la répartition des condamnés de chaque âge par état civil, on peut se rendre un compte assez exact de l'influence qu'exercent sur la criminalité chacun des facteurs âge et état civil, en calculant quelle doit être, d'après le recensement général de la population, la proportion des célibataires et des gens mariés parmi les condamnés de chaque âge. En réunissant pour chaque sexe les chiffres ainsi obtenus et en les comparant aux résultats de la statistique criminelle donnés plus haut, on obtiendra, par voie de différence, une évaluation de la part d'influence qui doit être attribuée à l'état civil sur la criminalité.

Les résultats de ce calcul sont donnés dans le tableau ci-dessous :

AGE.	HOMMES. Proportion des célibataires d'après le recensement.	HOMMES. Chiffre présumé des condamnés célibataires.	HOMMES. Chiffre présumé des condamnés mariés, veufs ou divorcés.	FEMMES. Proportion des célibataires d'après le recensement.	FEMMES. Chiffre présumé des condamnées célibataires.	FEMMES. Chiffre présumé des condamnées mariées, veuves ou divorcées.
16 à moins de 21 ans.	99.2	8,657	49	95.0	1,957	105
21 à id. de 25 id.	82.2	7,170	1,552	67.5	1,261	697
25 à id. de 30 id.	49.8	4,585	4,422	40.8	920	1,550
30 à id. de 35 id.	29.8	1,756	4,157	26.8	526	1,457
35 à id. de 40 id.	21.2	874	3,251	21.1	535	1,954
40 à id. de 45 id.	17.8	525	2,420	18.2	257	1,055
45 à id. de 50 id.	16.1	345	1,646	17.1	160	779
50 à id. de 55 id.	15.7	202	1,090	16.4	105	526
55 à id. de 60 id.	15.5	137	750	16.1	64	333
60 à id. de 70 id.	15.4	115	655	16.5	55	282
70 ans et plus.	15.5	22	124	16 4	10	52
TOTAL.		24,156	20,074		5,628	7,746

(1) Le recensement n'établit pas de distinction entre les mariés avec enfants et les mariés sans enfants.

(2) Les calculs n'embrassent que les condamnés âgés de 16 ans ou plus. Les condamnés de moins de 16 ans ont été déduits des célibataires, Il ne saurait en résulter d'erreur dans les calculs, puisqu'il n'y avait en Belgique, lors du recensement de 1900 que 82 femmes de moins de 16 ans qui n'étaient pas célibataires. Tous les hommes de moins de 16 ans étaient célibataires.

Il résulte de ces chiffres que, si l'état civil n'exerce aucune influence sur la criminalité, la proportion des célibataires, sur l'ensemble des condamnés, doit être de 545 °/₀₀ pour les hommes, de 420 °/₀₀ pour femmes.

En réalité elle est, parmi les condamnés du sexe masculin, comme on vient de le voir, de 558 °/₀₀, et parmi les condamnés du sexe féminin de 272 °/₀₀. La différence de 545 à 558 est assez faible pour qu'on puisse la négliger et conclure à une influence quasi nulle de l'état civil sur la criminalité masculine. La distance est, au contraire, très grande, de 420 à 272; elle prouve *manifestement l'action défavorable du mariage* sur la criminalité féminine.

Pourquoi la vie conjugale exerce-t-elle sur la femme cette influence funeste ? Il est impossible de le dire. A priori on serait tenté d'en rechercher la cause dans la misère, dans la tentation que peut éprouver une mère de famille de subvenir par des moyens malhonnêtes aux charges de son ménage, mais il a été constaté (voir statistiques de 1898, 1899, 1900) que cette cause n'est point la vraie, puisque la criminalité n'est pas plus forte chez les femmes ayant des enfants que chez celles qui n'en ont pas. Le tableau ci-dessous, *qui répartit les condamnés* par état civil et par matière d'infractions, confirme cette constatation en montrant que la criminalité des femmes mariées dépasse davantage celle des célibataires quand il s'agit de délits contre les personnes que lorsqu'il s'agit de délits contre les propriétés.

NATURE DES INFRACTIONS.	HOMMES.			FEMMES.		
	Célibataires.	Veufs ou divorcés.	Mariés.	Célibataires.	Veuves ou divorcées.	Mariées.
Crimes et délits contre l'ordre public	525	20	457	248	69	685
Crimes et délits contre la moralité publique	610	54	536	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	550	15	435	248	46	706
Calomnies et injures	424	21	555	175	56	769
Vols et maraudages	598	21	581	557	41	622
Escroqueries et abus de confiance	455	55	510	552	71	597
Destructions et dommages	668	16	516	245	74	685
EN GÉNÉRAL	550	18	432	268	49	683

10. — Ivrognerie.

Avant d'exposer les modifications qui, depuis 1898, se sont produites dans les rapports entre l'ivresse alcoolique et la criminalité, il est utile de rappeler de quelle manière sont dressés les statistiques relatives à l'ivrognerie.

Ces statistiques font connaître :

1° Le nombre des condamnés qui ont encouru une condamnation pour infraction à la loi sur l'ivresse (art. 1, 2 et 3), soit avant la condamnation pour laquelle ils sont inscrits dans la statistique, soit en même temps que celle-ci;

2° Le nombre des condamnés qui ont agi sous l'influence de la boisson, si même ils ne se trouvaient pas en ce moment dans l'état d'ivresse occasionnant du scandale, du désordre ou du danger, que la loi punit.

Comme le fait remarquer la statistique de 1898, « ces deux ordres de renseignements sont évidemment de valeur statistique inégale : les premiers sont des faits constatés par un jugement, les seconds une simple appréciation émise par les employés de justice chargés de rédiger les bulletins transmis au casier judiciaire. Mais cette appréciation, venant de gens sérieux qui l'ont formulée le dossier du condamné sous les yeux, constitue pour le moins une indication dont on aurait tort de ne pas tenir compte ».

On verra plus loin, par la statistique des infractions individuelles, que les condamnations pour infractions à la loi sur l'ivresse publique (art. 1, 2, 3) ont passé de 21,118 en 1899 à 23,244 en 1900 et à 27,160 en 1901. L'extension de l'ivrognerie, dont ces chiffres sont le témoignage, trouve également son expression dans les comparaisons qui font l'objet du présent chapitre.

A ne prendre que les *condamnations individuelles* (1) encourues par des individus ayant contrevenu à la loi sur l'ivresse publique, on trouve pour chacune de ces années sur 100 *condamnations individuelles* :

	Parmi les primaires du sexe masculin.	Parmi les récidivistes du sexe masculin.
En 1898	8.66 °/₀	31.17 °/₀
En 1899	10.82 °/₀	36.68 °/₀
En 1900	11.52 °/₀	39.65 °/₀
En 1901	13.39 °/₀	42.03 °/₀

individus condamnés pour infraction à la loi sur l'ivresse.

(1) Ceci afin de pouvoir comparer les chiffres de 1898 à ceux de 1899, de 1900 et de 1901.

Si l'on ajoute à ces individus ceux qui ont agi sous l'influence de la boisson sans avoir été condamnés pour ivresse, ces proportions donnent :

	HOMMES primaires.	HOMMES récidivistes.
En 1898	11.62 °/₀	33.41 °/₀
En 1899	13.71 °/₀	38.90 °/₀
En 1900	13.72 °/₀	41.74 °/₀
En 1901	16.10 °/₀	43.71 °/₀

Tous les chiffres concourent donc à démontrer que les délits imputables à des délinquants atteints à un degré quelconque du vice de l'ivrognerie, deviennent plus nombreux d'année en année.

Les femmes heureusement résistent mieux que les hommes aux attractions de l'alcool. Celles d'entre elles qui y cèdent ne paraissent pas croître en nombre. Les chiffres de 1901 sont un peu moins forts que ceux de 1900.

Les trois tableaux suivants établissent quels sont les délits *où* l'on rencontre le plus grand nombre d'ivrognes. On trouve dans le dernier de ces tableaux les chiffres très suggestifs que voici :

Parmi les condamnés primaires, 17.60 °/₀ des condamnés pour crimes et délits contre la moralité publique, 25 °/₀ des auteurs de destructions de propriétés; 39 °/₀ des condamnés pour crimes et délits contre l'ordre public étaient des ivrognes.

Parmi les récidivistes, les proportions atteignent 45, 54 et 64 °/₀ d'ivrognes !

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre de condamnés. HOMMES. Primaires. 1	HOMMES. Récidivistes. 2	FEMMES. Primaires. 3	FEMMES. Récidivistes. 4	Condamnés ayant agi en état d'ivresse, qu'ils aient ou non encouru une condamnation pour ivresse. NOMBRE DE CONDAMNÉS. Hommes. Primaires. 5	Hommes. Récidivistes. 6	Femmes. Primaires. 7	Femmes. Récidivistes. 8	PROPORTIONS POUR CENT. Hommes. Primaires. 9	Hommes. Récidivistes. 10	Femmes. Primaires. 11	Femmes. Récidivistes. 12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	17	*9*	—	—	6	*4*	—	—	35.29	*44.44*	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	27	*15*	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	145	*82*	27	*6*	1	*1*	—	—	0.69	*1.22*	—	—
Faux témoignage et faux serment	23	*6*	11	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	179	*112*	51	*10*	12	*15*	1	—	6.70	*11.61*	1.96	—
Crimes et délits contre l'ordre public	3,479	*3,692*	514	*552*	1,197	*1,676*	59	*51*	34.41	*45.06*	7.59	*15.56*
Id. id. la sûreté publique	616	*771*	68	*47*	95	*108*	2	*1*	15.10	*14.01*	2.94	*2.15*
Id. id. l'ordre des familles	165	*152*	194	*100*	1	—	—	—	0.61	—	—	—
Id. id. la moralité publique	608	*447*	108	*52*	74	*81*	7	*4*	12.17	*18.12*	6.48	*7.69*
Meurtre	21	*26*	5	*1*	2	*1*	—	—	9.52	*3.85*	—	—
Lésions corporelles volontaires	12,757	*9,556*	4,081	*1,455*	1,055	*1,101*	16	*19*	8.28	*11.58*	0.39	*1.31*
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	98	*81*	6	*5*	17	*9*	—	—	17.35	*11.11*	—	—
Calomnies et injures	1,016	*579*	1,202	*410*	45	*48*	2	*2*	4.25	*8.29*	0.17	*0.48*
Violation de sépulture	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	1	—	3	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	2,844	*2,521*	2,715	*1,125*	26	*46*	1	*4*	0.91	*1.82*	0.04	*0.36*
Banqueroute	57	*17*	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance	756	*651*	285	*109*	2	*4*	—	—	0.27	*0.65*	—	—
Recel	220	*259*	158	*58*	2	*1*	—	*1*	0.91	*0.42*	—	*1.72*
Incendie	10	*6*	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	1,227	*895*	159	*71*	255	*215*	7	*5*	20.78	*27.15*	4.40	*7.01*
TOTAUX DU TABLEAU	24,227	20,015	9,597	3,779	2,786	3,339	75	87	11.50	16.68	0.78	2,30
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	25,732	24,214	10,019	4,379	2,943	4,039	79	105	11.44	16.68	0.79	2.40

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse (qu'ils aient ou non commis l'infraction sous l'influence de la boisson).							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DES CONDAMNÉS.				PROPORTION POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	17	9	—	—	6	6	—	—	35.29	66.67	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	27	13	6	—	—	4	—	—	—	30,77	—	—
Faux en écritures	145	82	27	6	6	15	—	—	4.14	18.29	—	—
Faux témoignage et faux serment	23	6	11	1	—	—	—	1	—	—	—	100.00
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	179	112	51	10	15	40	1	2	8.38	35.71	1.96	20.00
Crimes et délits contre l'ordre public	3,479	3,892	514	332	1,254	2,458	40	71	36.04	62.64	7.78	21.39
Id. id. la sûreté publique	616	771	68	47	96	285	4	2	15.58	36.70	5.88	4.26
Id. id. l'ordre des familles	165	152	194	100	8	43	4	11	4.91	28.29	2.06	11.00
Id. id. la moralité publique.	608	447	108	52	87	198	11	12	14.31	44.30	10.19	23.08
Meurtre	21	26	5	1	—	9	—	—	—	34.62	—	—
Lésions corporelles volontaires	12,757	9,536	4,081	1,455	1,155	3,155	34	100	9.05	33.09	0.83	6.87
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	98	81	6	3	16	28	—	—	16.33	34.57	—	—
Calomnies et injures	1,016	579	1,202	410	69	175	7	25	6.79	29.88	0.58	6.10
Violation de sépulture	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	1	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	2,844	2,521	2,715	1,125	150	791	12	45	5.27	31.37	0.44	4.01
Banqueroute	57	17	4	—	1	—	—	—	1.75	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance	736	651	285	109	30	141	2	8	4.08	22.82	0.71	7,31
Recel	220	259	158	58	16	76	1	5	7.27	31.80	0.65	8.62
Incendie	10	6	2	—	—	1	—	—	—	16.67	—	—
Destructions et dommages	1,227	895	159	71	240	445	6	15	19.56	49.72	3.77	18.31
TOTAUX DU TABLEAU	24,227	20,015	9,597	3,779	3,147	7,849	122	295	12.99	39.22	1.27	7.81
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	25,732	24 214	10,019	4,379	3,445	10,178	132	354	13.39	42.03	1.32	8.08

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse ou ayant commis l'infraction en état d'ivresse.							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DES CONDAMNÉS.				PROPORTION POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	17	9	—	—	6	6	—	—	35.29	66.67	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	27	13	6	—	—	4	—	—	—	30.77	—	—
Faux en écritures	145	82	27	6	6	15	—	—	4.14	18.29	—	—
Faux témoignage et faux serment	23	6	11	1	—	—	—	1	—	—	—	100.00
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	179	112	51	10	18	40	1	2	10.06	35.71	1.96	20.00
Crimes et délits contre l'ordre public	3,479	3 892	514	332	1,374	2,499	43	71	39.49	64.21	8.37	21.39
Id. id. la sécurité publique.	616	771	68	47	124	295	4	2	20.13	38.15	5.88	4.26
Id. id. l'ordre des familles.	165	152	194	100	8	43	4	11	4.91	28.29	2.06	11.00
Id. id. la moralité publique.	608	447	108	52	107	204	11	12	17.60	45.64	10.19	23.08
Meurtre	21	26	5	1	2	10	—	—	9.52	38.46	—	—
Lésions corporelles volontaires	12 757	9.536	4.081	1,455	1,550	3 382	36	101	12.17	35.47	0.88	6.94
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	98	81	6	3	26	31	—	—	26.53	38.27	—	—
Calomnies et injures	1,016	579	1,202	410	81	180	7	26	7.97	31.09	0.58	6.34
Violation de sépulture	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	1	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	2,844	2,521	2,715	1,125	159	797	13	45	5.59	31.61	0.48	4.01
Banqueroute	57	17	4	—	1	—	—	—	1.75	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance	736	651	285	109	32	145	2	8	4.35	22.97	0.71	7.34
Recel	220	259	158	58	16	76	1	5	7.27	31.80	0.65	8.62
Incendie	10	6	2	—	—	1	—	—	—	16.67	—	—
Destructions et dommages	1,227	895	159	71	344	485	7	15	23.59	55.97	4.40	18.31
TOTAUX DU TABLEAU	24,227	20,015	9,597	3,779	3,824	8,210	129	297	15.78	41.02	1.34	7.86
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	25,732	24,214	10,019	4,379	4,143	10,575	139	356	16.10	43.71	1.39	8.13

11. — Age.

L'influence que l'âge exerce sur les penchants criminels d'un individu, se mesure de la manière la plus exacte en rapprochant le chiffre des condamnés d'un âge déterminé du chiffre des habitants du même âge. Ce calcul, établi d'après le recensement du 31 décembre 1900, donne les résultats suivants :

AGE.	HOMMES. Sur 1,000 personnes d'âge correspondant de la population masculine nombre des			FEMMES. Sur 1,000 personnes d'âge correspondant de la population féminine, nombre des		
	condamnés primaires.	condamnés récidivistes.	condamnés primaires et réservistes réunis.	condamnées primaires.	condamnées récidivistes.	condamnées primaires et récidivistes réunies.
1	2	3	4	5	6	7
16 à moins de 18 ans	14.9	1.5	16.4	5.1	0.5	5.4
18 id. 21 ans	18.6	7.0	25.6	4.4	1.0	5.4
21 id. 25 ans	16.1	12.7	28.8	4.8	1.5	6.5
25 id. 30 ans	15.0	15.9	26.9	4.8	2.2	7.0
30 id. 35 ans	10.8	15.5	24.5	5.5	2.6	8.1
35 id. 40 ans	8.1	11.4	19.5	4.8	2.7	7.5
40 id. 45 ans	7.0	8.8	15.8	4.5	2.4	6.7
45 id. 50 ans	6.5	6.2	12.5	4.0	1.8	5.8
50 id. 55 ans	4.9	4.6	9.5	3.1	1.5	4.4
55 id. 60 ans	4.0	2.9	6.9	2.0	0.9	2.9
60 id. 70 ans	2.6	1.4	4.0	1.5	0.5	1.6
70 ans et plus	0.9	0.4	1.3	0.5	0.1	0.4

Il ressort de ces chiffres :

1° Que la criminalité masculine atteint son maximum d'intensité entre l'âge de 21 et celui de 25 ans, toute la période de 18 à 35 ans étant une période de forte criminalité; que la criminalité féminine atteint son point culminant entre l'âge de 30 et celui de 35 ans;

2° Que les récidivistes sont le plus nombreux parmi les femmes condamnées entre l'âge de 35 et celui de 45 ans : ils fournissent alors un tiers des condamnés; que les récidivistes fournissent plus de la moitié des condamnés du sexe masculin depuis l'âge de 25 jusqu'à celui de 45 ans. Parmi les condamnés de 30 à 35 ans, on compte 55 % de récidivistes.

Les tableaux suivants donnent la répartition des condamnés par âge d'abord en chiffres absolus, puis en pourcentages.

AGE.	HOMMES. 1900			HOMMES. 1901			FEMMES. 1900			FEMMES. 1901		
	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
Moins de 16 ans	144	5	149	123	4	127	18	1	19	26	1	27
De 16 à moins de 18 ans	1,803	197	2,092	1,936	196	2,132	650	49	679	659	39	698
De 18 id. 21 ans	4,422	1,614	6,036	4,671	1,776	6,447	1,048	194	1,242	1,097	238	1,335
De 21 id. 25 ans	4,706	3,530	8,236	4,807	3,835	8,722	1,288	400	1,688	1,418	450	1,868
De 25 id. 30 ans	4,025	4,057	8,082	4.255	4 574	8,807	1,441	556	1,997	1,542	714	2,256
De 30 id. 35 ans	2,445	3,023	5,468	2,614	3,270	5,884	1,211	588	1,799	1,330	655	1,985
De 35 id. 40 ans	1,670	2,204	3,874	1,712	2,413	4,125	1,074	453	1,527	1,019	570	1,589
De 40 id. 45 ans	1,187	1,454	2,621	1,307	1,636	2,943	820	379	1,199	823	449	1,272
De 45 id. 50 ans	934	914	1,848	985	978	1,961	628	269	897	649	290	939
De 50 id. 55 ans	652	531	1,183	660	632	1,292	469	162	631	440	189	629
De 55 id. 60 ans	473	329	802	517	370	887	275	93	368	280	119	399
De 60 id. 70 ans	452	253	705	491	257	748	239	82	321	266	71	337
De 70 ans et plus	96	31	127	101	45	146	59	15	74	46	16	62
Age inconnu	18	—	18	12	—	12	3	—	3	2	—	2

AGE.	RÉPARTITION PAR AGE de 1,000 hommes.		RÉPARTITION PAR AGE de 1,000 femmes.	
	1900	1901	1900	1901
Moins de 16 ans	5.6	2.9	1.6	2.0
De 16 à moins de 18 ans	50.8	48.2	54.5	52.2
De 18 id. 21 ans	146.5	145.8	99.8	99.8
De 21 id. 25 ans	199.9	197.2	135.6	139.7
De 25 id. 30 ans	196.1	199.1	160.4	168.7
De 30 id. 35 ans	132.5	133.2	145.5	148.8
De 35 id. 40 ans	94.0	93.5	122.6	118.8
De 40 id. 45 ans	63.4	66.5	96.3	95.1
De 45 id. 50 ans	44.8	44.5	72.0	70.2
De 50 id. 55 ans	28.7	29.2	50.7	47.0
De 55 id. 60 ans	19.5	20.1	29.5	29.9
De 60 id. 70 ans	17.1	16.9	25.8	25.2
De 70 ans et plus	3.1	3.3	5.9	4.6

12. — Répartition géographique des condamnés.

Comme le faisait remarquer le premier volume de la statistique judiciaire (1898), une étude sur la répartition géographique des condamnés doit, pour être complète, se faire d'après au moins deux bases différentes. La première est le lieu de naissance du condamné. Elle fait connaître l'influence que le lieu d'origine exerce sur la criminalité. La seconde est le lieu où le fait délictueux a été commis. Cette dernière base traduit l'action du milieu où le condamné se trouve au moment de l'accomplissement du délit.

Les recherches faites à ce double point de vue n'ont pu être simultanées; elles ont été sériées. Les publications de 1898, 1899, 1900 ont donné la répartition des condamnés par lieu de naissance. La présente publication la donne suivant l'arrondissement où les faits ont été commis. On trouvera dans le tableau ci-dessous la relation entre le chiffre des habitants de chaque arrondissement et celui des condamnés qui ont contrevenu à la loi pénale :

Population au 31 décembre 1900.

ARRONDISSEMENTS.	HOMMES		TOTAL.	FEMMES		TOTAL.
	primaires.	récidivistes.		primaires.	récidivistes.	
Bruxelles	8.4	7.4	15.8	3.0	1.2	4.2
Louvain	6.3	4.3	10.6	3.0	1.2	4.2
Nivelles	7.2	5.2	12.4	4.3	1.8	6.1
Anvers	7.4	7.0	14.4	2.5	1.2	3.7
Malines	6.5	6.0	12.5	2.1	0.6	2.7
Turnhout	6.7	5.3	12.0	1.8	0.5	2.3
Mons	7.0	5.1	12.1	3.5	1.7	5.2
Charleroi	10.2	9.2	19.4	6.4	3.0	9.4
Tournai	6.3	4.0	10.3	1.9	0.5	2.4
Gand	7.8	8.0	15.8	2.0	0.6	2.6
Audenarde	7.1	4.7	11.8	1.7	0.3	2.0
Termonde	6.2	4.8	11.0	1.4	0.3	1.7
Bruges	9.8	8.4	19.2	2.5	0.8	3.3
Courtrai	8.3	9.1	17.4	2.6	1.1	3.7
Furnes	6.5	6.5	13.0	1.9	0.8	2.7
Ypres	6.9	6.4	13.3	1.8	0.7	2.5
Liége	5.0	3.8	9.7	3.1	1.1	4.2
Huy	4.3	2.2	6.5	3.9	1.5	5.4
Verviers	5.1	4.0	9.1	1.7	0.7	2.4
Tongres	4.1	3.7	7.8	1.3	0.6	1.9
Hasselt	6.2	4.4	10.6	3.6	1.2	4.8
Arlon	7.6	5.0	12.6	2.4	0.5	2.9
Marche	4.3	2.4	6.7	2.0	0.4	2.4
Neufchâteau	5.7	4.4	10.1	1.6	0.2	1.8
Namur	7.6	4.7	12.3	3.8	1.4	5.2
Dinant	6.3	3.5	9.8	2.5	0.5	3.0
Le Royaume	7.5	6.0	13.3	2.9	1.1	4.0

Rangés par ordre décroissant de criminalité, les divers arrondissements se placent dans l'ordre suivant :

Condamnés par 10,000 habitants.

Hommes.		Femmes.	
Charleroi	19.4	Charleroi	9.4
Bruges	19.2	Nivelles	6.1
Courtrai	17.4	Huy	5.4
Bruxelles et Gand	15.8	Mons et Namur	5.2
Anvers	14.4	Hasselt	4.8
Ypres	13.3	Bruxelles, Louvain et Liége	4.2
Furnes	13.0	Anvers et Courtrai	3.7
Arlon	12.6	Bruges	3.3
Malines	12.5	Dinant	3.0
Nivelles	12.4	Arlon	2.9
Namur	12.3	Malines et Furnes	2.7

Condamnés par 10,000 habitants.

Hommes.		Femmes.	
Mons	12.1	Gand	2.6
Turnhout	12.0	Ypres	2.5
Audenarde	11.8	Verviers, Tournai et Marche	2.4
Termonde	11.0	Turnhout	2.3
Louvain et Hasselt	10.6	Audenarde	2.0
Tournai	10.3	Tongres	1.9
Neufchâteau	10.1	Neufchâteau	1.8
Dinant	9.8	Termonde	1.7
Liége	9.7		
Verviers	9.1		
Tongres	7.8		
Marche	6.7		
Huy	6.5		

Les coefficients qui précèdent n'étant établis que sur les condamnations prononcées pendant une année ne peuvent être considérés comme l'expression précise de l'état moral des différents arrondissements. L'activité plus ou moins grande des tribunaux peut accroître dans une certaine mesure le nombre des condamnés. Aussi convient-il, pour écarter l'influence de cet élément étranger, de ne baser de conclusion que sur les chiffres réunis de plusieurs années. Telles qu'elles sont, les séries ci-dessus données sont intéressantes. Elles montrent que dans un même arrondissement, la criminalié féminine et la criminalité masculine ont un aspect tout différent et elles prouvent par les différences qui existent entre les arrondissements appartenant à une même région, combien est complexe le problème de l'influence du milieu sur la criminalité.

13. — Classement des récidivistes par degré. — Récidive générale (générique) et récidive spéciale (spécifique).

La récidive a été étudiée sous son double aspect d'intensité et de qualité, d'une façon identique en 1901, en 1900 et en 1899. Les chiffres des deux années, et même partiellement ceux de l'année 1898, sont donc exactement comparables et l'on peut, en les rapprochant, d'un côté vérifier l'exactitude des rapports et des proportions précédemment calculés, de l'autre apercevoir les modifications qui se sont produites dans la répartition des récidivistes par degré et par groupe.

Bien que le mouvement de recul du chiffre des condamnés primaires qu'on avait constaté en 1900, ne se soit pas maintenu en 1901, l'augmentation nouvelle des recrues de la criminalité a été accompagnée d'une hausse si forte des récidivistes, qu'au total la proportion des condamnés primaires dans l'ensemble des condamnés a encore diminué. En 1899, chez les condamnés du sexe masculin, les condamnés primaires constituaient 57 % de la masse criminelle, en 1900, n'en formaient plus que 56 % et en 1901, 54.76 %. Chez les condamnés du sexe féminin, le même mouvement s'est produit et s'est traduit par une diminution de la proportion des primaires de 75.64 % en 1899, à 73.89 en 1900 et à 71.74 en 1901.

L'accroissement des récidivistes a été plus fort dans les degrés élevés de la récidive que dans les premiers degrés. Si l'on sépare les récidivistes en deux groupes comprenant, l'un les récidivistes du 1er au 5e degré, c'est-à-dire ceux qui ont encouru de 2 à 6 condamnations, l'autre les récidivistes du 6e au 10e degré, c'est-à-dire ceux qui ont encouru 7 condamnations au moins, on remarque d'une année à l'autre entre les chiffres les différences que voici. (Les proportions n'ont été établies que pour les hommes, car elles ne présentent d'intérêt que par eux ; le chiffre de la récidive des degrés élevés est très minime chez les femmes.) On comptait sur 100 condamnés en 1899, 36.65 % de récidivistes du 1er groupe; en 1900, 36.98 %; en 1901, 37.91 %. Les récidivistes du 2e groupe étaient dans la proportion, en 1899, de 6.30 %; en 1900, de 6.85 %; en 1901, de 7.29 %.

Par rapport à eux-mêmes, les récidivistes du 6e degré et au delà ont augmenté en 2 ans de 25 %.

Récidivistes.

1901.	Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes. Chiffres absolus	24,227	8,018	4,134	2,190	1,441	992	735	554	399	269	1,297
Hommes. Proportions	*54.76*	*18.12*	*9.34*	*4.96*	*3.25*	*2.24*	*1.66*	*1.20*	*0.90*	*0.60*	*2.93*
Femmes. Chiffres absolus	9,597	2,063	777	305	194	128	64	40	30	26	92
Femmes. Proportions	*71.74*	*15.42*	*5.80*	*2.72*	*1.45*	*0.95*	*0.47*	*0.29*	*0.22*	*0.19*	*0.68*

Récidivistes.

1900.	Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes. Chiffres absolus	23,099	7,481	3,546	2,086	1,308	870	651	449	306	256	1,172
Hommes. Proportions	*56.02*	*18.04*	*8.59*	*5.05*	*3.17*	*2.13*	*1.57*	*1.08*	*0.74*	*0.62*	*2.84*
Femmes. Chiffres absolus	9,203	1,808	667	315	157	89	58	33	25	17	82
Femmes. Proportions	*75.89*	*14.51*	*5.53*	*2.52*	*1.26*	*0.71*	*0.46*	*0.28*	*0.18*	*0.13*	*0.65*

Récidivistes.

1899.	Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes. Chiffres absolus	23,150	7,220	3,562	2,008	1,258	845	597	425	315	244	984
Hommes. Proportions	*57.02*	*17.80*	*8.77*	*4.97*	*3.04*	*2.07*	*1.57*	*1.04*	*0.77*	*0.60*	*2.42*
Femmes. Chiffres absolus	9,770	1,738	635	286	136	80	45	17	20	20	91
Femmes. Proportions	*75.64*	*15.61*	*5.05*	*2.21*	*1.05*	*0.61*	*0.34*	*0.35*	*0.15*	*0.22*	*0.70*

II. De même qu'en 1899 et en 1900, on a calculé en 1901 quelle est la probabilité qu'un récidiviste d'un degré donné récidive à nouveau. Les résultats des trois années ont été donnés simultanément de façon à ce qu'on puisse se convaincre de leur régularité. Cette régularité est évidente, malgré une légère anomalie pour les condamnés du 9e degré en 1901, anomalie due, à n'en pas douter, à ce que, pour les récidivistes des degrés élevés, on opère sur des chiffres relatiment faibles et, par conséquent, sujets à des variations proportionnellement fortes.

	Hommes.			Femmes.		
	1899	1900	1901	1899	1900	1901
	—	—	—	—	—	—
Les récidivistes au 1er degré sont aux condamnés primaires dans la proportion de	51.2	52.5	55.09	17.9	19.6	21.49
Id. 2e id. id. récidivistes au 1er degré id.	49.2	47.4	51.55	57.1	56.8	57.66
Id. 3e id. id. 2e id. id.	56.5	58.8	53.12	45.7	47.2	46.97
Id. 4e id. id. 3e id. id.	61.6	62.7	65.61	47.5	49.8	53.15
Id. 5e id. id. 4e id. id.	69.6	67.2	68.84	58.8	56.6	65.97
Id. 6e id. id. 5e id. id.	70.8	74.0	74.09	»	»	»
Id. 7e id. id. 6e id. id.	70.8	68.9	72.75	»	»	»
Id. 8e id. id. 7e id. id.	74.4	68.1	74.71	»	»	»
Id. 9e id. id. 8e id. id.	77.4	85.6	67.41	»	»	»

14. — Nombre des infractions individuelles. — Leur répartition par localités et par mois.

On a continué, en 1901, les recherches commencées en 1899 sur le nombre d'infractions commises par chacun des délinquants compris dans la statistique criminelle. S'il est intéressant de connaître combien d'individus différents ont été frappés par la justice dans le cours d'une année, il ne l'est pas moins de mesurer la puissance criminelle de ces délinquants par le nombre de faits pour lesquels ils ont été condamnés. Pour établir cette comparaison dans tous ses termes, il faudrait posséder assurément une statistique des infractions proprement dite, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions indépendamment de celui de leurs auteurs, où l'on compte, par exemple, les vols commis sans avoir égard au nombre des voleurs. Mais, faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises ou, si l'on veut, le nombre des infractions subjectives, au lieu de celui des infractions objectives. Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement, ils n'ont commis qu'un seul vol qualifié; subjectivement, ils se sont rendus coupables chacun d'un tel crime. Une statistique des infractions ne compterait qu'un vol; la statistique des infractions individuelles dont il est question dans le présent chapitre, en comptera trois.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer avec toute la rigueur désirable l'intensité de la criminalité chez les primaires et chez les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, les moyennes et les petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité, enfin de mettre en relief l'importance exacte de chaque espèce d'infractions. Il importe de remarquer, quant à ce dernier point, que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont réellement, parce que, si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de la première. Qu'un individu soit condamné, par exemple, à un mois de prison pour rébellion, à 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et à 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique, on ne l'inscrit qu'une fois à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité. Dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs, un bris de clôture.

I. — Les infractions individuelles jugées en 1901 ont été au nombre de 77,572, commises par 37,618 délinquants. Le rapport numérique des condamnés aux infractions individuelles, qui représente l'activité délictueuse moyenne d'un condamné en une année déterminée, après avoir baissé de 1.31 en 1899 à 1.29 en 1900, s'est relevé à 1.34 en 1901.

41,794 infractions individuelles ont été commises par des condamnés primaires, 35,778 par des condamnés récidivistes. Sur 100 infractions individuelles, 46 ont été commises par des récidivistes. La proportion de 1899 n'était que de 43.5 %, en 1900 de 45 %.

Si on calcule, comme on vient de le faire pour l'ensemble des condamnations, l'action délictueuse moyenne d'un délinquant primaire et d'un récidiviste, on trouve les coefficients suivants :

Primaires . . . . 34,545 (1) condamnés, 41,794 infractions = 1.20 infraction par condamné (1.17 en 1899 et 1.16 en 1900).
Récidivistes . . . 23,794 id. 35,778 id. = 1.50 id. id. (1.49 id. et 1.47 id.).

(1) On obtient ce chiffre en ajoutant aux 33,824 condamnés primaires (tableau XXXVI, col. 7) 721 individus condamnés comme primaires puis comme récidivistes dans le cours de l'année 1901. Dans ce tableau XXXVI, ces individus sont comptés parmi les récidivistes (col. 8).

II. — Pour la répartition des infractions individuelles suivant l'importance des communes où elles ont été commises, on a rangé les communes du royaume en quatre catégories, ainsi disposées :

	Population totale au 31 décembre 1899.	Proportion % de la population du royaume.
	—	—
1re catégorie : communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants au moins	1,254,210	18.59
2e catégorie : communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants .	493,878	7.32
3e catégorie : communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants . .	826,465	12.26
4e catégorie : communes de moins de 10,000 habitants	4,169,979	61.83

Le nombre d'infractions individuelles commises par les individus condamnés en 1901 a été, dans chacune de ces catégories de communes, de :

1re catégorie : 18,746 infractions ou 149 par 10,000 habitants.
2e id. 7,049 id. 142 id. id.
3e id. 13,830 id. 167 id. id.
4e id. 37,316 id. 89 id. id.

Ces chiffres avaient été en 1900 de :

1re catégorie : 17,142 infractions ou 138 par 10,000 habitants.
2e id. 5,867 id. 127 id. id.
3e id. 11,615 id. 140 id. id.
4e id. 34,568 id. 83 id. id.

Et en 1899 de :

1re catégorie : 17,795 infractions ou 147 par 10,000 habitants.
2e id. 5,581 id. 122 id. id.
3e id. 11,104 id. 139 id. id.
4e id. 35,418 id. 85 id. id.

On voit par ces chiffres que la diminution de la criminalité constatée en 1900 dans les communes de la 1re et de la 4e catégorie, ne s'est pas maintenue en 1901. Cette année a été marquée par un accroissement de criminalité dans toutes les catégories de communes, accroissement relativement faible dans les communes comptant moins de de 10,000 habitants, très fort dans les communes de 10,000 habitants à moins de 25,000 habitants.

Dans l'ensemble du pays, le nombre des infractions individuelles a cru dans les proportions suivantes :

1899 : 70,398 infractions ou 106 par 10,000 habitants.
1900 : 69,757 id. 105 id. id.
1901 : 77,572 id. 115 id. id.

Les tableaux ci-dessous montrent de combien les infractions qui donnent lieu à un chiffre élevé de condamnations ont varié en nombre, d'abord dans l'ensemble du pays, puis dans chaque catégories de communes :

NATURE DES INFRACTIONS.	ANNÉES. 1899	1900	1901	Augmentation de 1900 à 1901.	Diminution de 1900 à 1901.
Faux en écritures	454	265	394	131	—
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	582	644	822	178	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers .	9,945	10,378	12,030	1,652	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	2,140	2,302	2,469	167	—
Crimes et délits contre la moralité publique	1,755	1,651	1,776	125	—
Adultère et bigamie	549	508	541	33	—
Lésions corporelles volontaires	51,846	51,297	54,094	2,797	—
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile particuliers	246	251	263	12	—
Calomnies et injures	5,605	5,606	5,881	275	—
Vols et maraudages	10,570	10,720	12,486	1,766	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies	3,251	2,725	3,235	510	—
Recel	841	896	979	83	—
Destructions et dommages	4,088	4,090	4,131	44	—

NATURE DES INFRACTIONS (1).	NUMÉROS de la nomenclature.	NOMBRE D'INFRACTIONS PAR 10,000 HABITANTS dans les communes de 100,000 habitants et plus.			25,000 à moins de 100,000 habitants.			10,000 à moins de 25,000 habitants.			moins de 10,000 habitants.		
		1899	1900	1901	1899	1900	1901	1899	1900	1901	1899	1900	1901
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers	7, 8	20	30	33	21	25	27	20	20	24	9	9	10
Outrage aux mœurs	18, 19	3	2	2	2	2	2	1	1	2	1	1	1
Adultère	20	2	2	2	1	1	1	1	1	1	0,2	0,2	0,2
Lésions corporelles volontaires	23, 24, 25	56	50	53	52	53	58	63	65	77	42	41	43
Calomnies et injures	26, 29	6	5	5	6	6	6	5	6	8	4	4	4
Vols et maraudages	31, 33, 36	22	22	25	15	17	21	19	20	26	15	12	14
Vols et maraudages punis d'une peine correctionnelle	33	20	21	24	15	15	18	10	10	12	5	5	6
Vols et maraudages punis d'une peine de police	36	1	0,9	1	2	2	3	9	9	14	7	7	8
Escroqueries et abus de confiance	38, 39	12	10	9	7	5	7	5	4	7	2	1	1
Destructions et dommages	41, 43	3	4	4	4	3	3	9	9	10	6	6	3

Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique (16 août 1887).

Les condamnations prononcées contre des individus coupables de s'être enivrés d'une façon scandaleuse, dangereuse pour eux-mêmes ou pour autrui, ont été sensiblement plus nombreuses en 1901 qu'en 1900. De 23,244 elles se sont élevées à 27,160, ce qui constitue une augmentation de 3,916 infractions ou de près de 17 %.

En 1899 le nombre de ces infractions était de 21,118, il s'est donc accru en deux ans de 6,042 unités ou de 28 %.

Cette hausse des chiffres se répartit de la manière suivante entre les différentes catégories de communes :

	1899	1900	1901	En plus de 1899 à 1901
	—	—	—	—
Communes de la 1re catégorie	9,418	9,865	10,631	12 %
Id. 2e id.	1,908	2,344	3,170	65 %
Id. 3e id.	4,281	4,810	5,608	33 %
Id. 4e id.	5,511	6,216	7,601	39 %

On appréciera mieux ce qui, dans ce mouvement de hausse, est dû à un développement réel de l'ivrognerie et ce qui peut être attribué à la sévérité plus grande de la police, en distinguant les faits d'ivresse isolés des faits d'ivresse connexes à un délit. La répression des premiers doit nécessairement varier avec l'esprit qui anime les agents de la police et les autorités locales. Les seconds, au contraire, sont l'accessoire d'un délit et sont poursuivis en même temps que celui-ci. Leur nombre varie principalement sous l'action des causes qui font varier les chiffres de la criminalité en général.

Les faits d'ivresse poursuivis isolément ont été au nombre :

	En 1899	En 1900	En 1901	Augmentation de 1899 à 1901
	—	—	—	—
Dans les communes de la 1re catégorie de	8,175	8,472	9,054	10 %
Id. id. 2e id.	1,493	1,796	2,506	67 %
Id. id. 3e id.	3,306	3,653	4,385	32 %
Id. id. 4e id.	3,618	4,015	5,016	38 %

Les faits d'ivresse poursuivis comme connexes à un délit ont été au nombre de :

	En 1899.	En 1900.	En 1901.	Augmentation de 1899 à 1901.
	—	—	—	—
Dans les communes de la 1re catégorie de	1,243	1,393	1,577	26 %
Id. id. 2e id.	413	548	664	60 %
Id. id. 3e id.	975	1,166	1,313	34 %
Id. id. 4e id.	1,893	2,201	2,645	39 %

(1) Pour ne pas compliquer ce tableau, on n'y a inscrit que les infractions dont la répartition par commune a semblé présenter le plus d'intérêt. Il est aisé de le compléter en utilisant les chiffres du tableau XLIII.

Il résulte de ces chiffres que les infractions d'ivresse connexes à un délit ont augmenté à peu près autant que les infractions d'ivresse commises isolément. Ce fait paraît, à première vue, contredire l'observation faite plus haut sur la différence d'allures qui doit exister entre le mouvement de ces deux catégories d'infractions. Mais un examen plus attentif des séries de chiffres ci-dessus alignées fait voir que le parallèlisme constaté dans leur accroissement de 1899 à 1901, ne se maintient pas si l'on calcule séparément l'augmentation qui s'est produite de 1899 à 1900 et celle qui a eu lieu de 1900 à 1901. Les chiffres proportionnels de ces augmentations annuelles sont :

	FAITS D'IVRESSE ISOLÉS. Augmentation de		FAITS D'IVRESSE CONNEXES A UN DÉLIT. Augmentation de	
	1899 à 1900.	1900 à 1901.	1899 à 1900.	1900 à 1901.
	—	—	—	—
Commune de la 1re catégorie	3 %	6 %	12 %	13 %
Id. 2e id.	20 %	39 %	32 %	21 %
Id. 3e id.	10 %	20 %	19 %	12 %
Id. 4e id.	10 %	24 %	16 %	20 %

Un simple coup d'œil permet de constater que les cas d'ivresse poursuivis isolément se sont accrus beaucoup plus de 1900 à 1901 que de 1899 à 1900. La circulaire du 19 décembre 1900, qui a réclamé des officiers de police plus de vigilance dans l'exécution de la loi sur l'ivresse publique, n'y est certainement pas étrangère. Au contraire, les faits d'ivresse connexes à un délit ont haussé beaucoup moins de 1900 à 1901 que de 1899 à 1900. L'activité plus grande déployée par les agents de la police judiciaire, à la suite de l'instruction du 19 décembre 1900, n'a donc point déterminé pour eux la hausse spéciale qu'elle a produite sur les cas d'ivresse poursuivis isolément ; cette constatation confirme l'assertion émise plus haut et formulée déjà en 1900, que l'augmentation des cas d'ivresse connexes à des délits traduit bien un développement réel de l'ivrognerie punissable et non un développement factice dû à une plus grande sévérité des agents de la police judiciaire.

2° Faits d'ivresse commis en 1899 et 1900.

La plupart des infractions à la loi sur l'ivresse publique sont des contraventions dont la poursuite est prescrite après un délai d'un an au maximum. On a donc connu à la fin de l'année 1901, tous les faits d'ivresse *commis* en 1900 qui ont été suivis d'une condamnation. Ce relevé, auquel on a joint celui de l'année 1899, diffère quelque peu du relevé des condamnations pour ivresse *prononcées* en 1899 et 1900. Ainsi les *cas* d'ivresse publique ont été un peu moins nombreux en 1900 qu'en 1899 dans les villes de 100,000 habitants et plus, alors que le chiffre des *condamnations* indique une augmentation d'une année à l'autre.

	FAITS D'IVRESSE		FAITS D'IVRESSE	
	jugés en 1899.	commis en 1899.	jugés en 1900.	commis en 1900.
	—	—	—	—
Communes de la 1re catégorie	9,418	9,762	9,865	9,500
Id. de la 2e id.	1,908	2,005	2,344	2,418
Id. de la 3e id.	4,281	4,227	4,810	5,069
Id. de la 4e id.	5,511	5,780	6,216	6,138
	21,118	21,774	25,244	25,125

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

1900-1901

I. — Justices de paix.

Bureau de conciliation.

Le nombre des affaires de la compétence des tribunaux civils de première instance, portées préalablement en conciliation devant les juges de paix du royaume, s'est élevé, pendant l'année judiciaire 1900-1901, à 3,390.

368 affaires ont été rayées du rôle. Des 3,022 autres, 566 (19 %) ont été conciliées, 2,456 (81 %) ne l'ont pas été.

Juridiction contentieuse.

Dans leurs attributions judiciaires, les juges de paix ont eu à statuer sur 108,785 affaires, celles-ci dépassant de 4,820 le chiffre de l'année précédente.

Ces affaires ont été terminées :

12,082 (111 sur 1,000) par des jugements contradictoires;
8,289 (76 id.) id. par défaut;
257 (2 id.) id. d'incompétence;
Et 122 (1 id.) en vertu de l'article 7 du Code de procédure civile.

Les 88,035 (810 sur 1,000) causes restantes ont été terminées à l'amiable, ont été rayées ou sont restées sans suite.

Sur les 20,750 jugements, les juges de paix en ont prononcé 13,382 (65 %) en dernier ressort. Les autres, au nombre de 7,368 (35 %), étaient susceptibles d'appel.

La loi du 9 août 1887, réglant la procédure en expulsion des locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer, a permis aux juges de paix de statuer sur 4,486 demandes de cette nature.

Il a été rendu 3,968 jugements préparatoires ou interlocutoires. Les mesures les plus fréquemment ordonnées sont les enquêtes et les expertises.

Les audiences de justice de paix, au nombre de 16,280 en 1900-1901, ont occupé, pour la plupart, de deux à trois heures.

Juridiction gracieuse.

Les juges de paix ont présidé 20,970 conseils de famille, délivré 3,509 actes de notoriété, reçu 779 actes d'émancipation et procédé à un nombre à peu près égal (1,165) d'appositions et de levées de scellés.

Le nombre des procès-verbaux de ventes mobilières reçus par les greffiers a été de 428; celui des actes reçus *pro Deo* s'est élevé à 14,920, soit une augmentation de 519 sur le total de l'année précédente.

La plus grande partie de ces actes reçus *pro Deo* concernait les conseils de famille (nomination de tuteurs, subrogés tuteurs, etc.).

Le nombre d'actes de toute nature reçus par les notaires du royaume s'est élevé, en 1901, à 252,396, pour une population de 6,799,999 habitants, soit à peu près 370 actes par 10,000 habitants.

Ce relevé se répartit comme suit :

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 131,849 actes (52 p. c.), ce qui représente 288 actes par notaire;

Dans le ressort de la cour d'appel de Gand, 50,200 (20 p. c.), ou 151 actes par notaire;

Et, pour le ressort de la cour d'appel de Liége, 70,347 actes (28 p. c.), ou 233 par notaire.

Le tableau qui suit permettra de se rendre compte de la marche des affaires pendant la période 1894-1895 à 1898-1899, comparée à l'année 1899-1900 et à l'année 1900-1901 :

ANNÉES.	BUREAU DE CONCILIATION. Affaires conciliées.	BUREAU DE CONCILIATION. Affaires non conciliées.	JURIDICTION CONTENTIEUSE. Affaires sur citation terminées à l'amiable.	JURIDICTION CONTENTIEUSE. Affaires sur citation terminées par jugements.	JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	JURIDICTION GRACIEUSE. Scellés.	JURIDICTION GRACIEUSE. Ventes de biens.	JURIDICTION GRACIEUSE. Actes reçus pro Deo.	ACTES REÇUS par LES NOTAIRES.	
1894-1895 .	645	2,666	6 678	20,595	21,175	1,188	4,542	15 511	226,756	1895
1895-1896 .	602	2,546	6,575	20,410	20,769	1,033	4,555	15,716	229,057	1896
1896-1897 .	665	2,510	6,857	20,916	20.781	1 055	4,457	14,087	251,550	1897
1897-1898 .	557	2,296	5,658	19,685	20,554	1,052	4,197	15,767	259,291	1898
1898-1899 .	519	2,356	5,650	19,082	20,895	1,095	4,090	12,911	258,041	1899
TOTAL . . .	2,966	12,374	31,416	100,684	104,172	5,425	21,819	67,992	1,164,695	
MOYENNE. .	594	2,475	6,284	20,137	20,834	1,085	4,364	13,598	232,939	
1899-1900 .	594	2.225	5,055	18,644	22.122	1,151	5,944	14.401	249,227	1900
1900-1901 .	560	2,455	5,286	20,628	20,970	1,165	5,941	14,920	252,596	1901

II. — Tribunaux de première instance.

Affaires à juger.

Les tribunaux civils de première instance ont été saisis de 10,672 affaires nouvelles en 1900-1901; celles-ci se divisent en 5,389 affaires ordinaires et 5,283 affaires sommaires.

Les premières forment donc un peu plus de la moitié du nombre total.

A ces 10,672 affaires nouvelles s'ajoutent 9,515 affaires anciennes; de ce nombre, 9,264 étaient pendantes au commencement de l'année judiciaire; 172 ont été réinscrites après avoir été rayées et 79 causes ont été reportées au rôle par suite d'opposition à des jugements par défaut.

Les tribunaux ont donc eu à juger 20,187 affaires, soit 933 en plus que l'année précédente.

Ces affaires se répartissent de la manière suivante, par ressort de cour d'appel :

COURS D'APPEL.	CAUSES ANCIENNES. restant à juger.	CAUSES ANCIENNES. réinscrites.	CAUSES ANCIENNES. sur opposition à des jugements par défaut.	CAUSES ANCIENNES. TOTAL.	CAUSES NOUVELLES.	TOTAL GÉNÉRAL.
Bruxelles	6,376	60	48	6,484	6,556	13,020
Gand.	681	7	6	694	1,445	2,139
Liége	2,207	105	25	2,337	2,691	5,028
TOTAUX. . . .	9,264	172	79	9,515	10,672	20,187

Affaires terminées.

De ces 20,187 causes à juger, 10,404 ont été terminées, savoir :
4,433 (42.60 %) par des jugements contradictoires;
3,055 (29.36 %) par des jugements par défaut;
2,916 (28.04 %) par transaction, abandon, radiation.

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 9,783 affaires ou 48.46 % du total des affaires à juger.

Nature des affaires.

Les affaires terminées par des jugements sont renseignées dans le tableau L, sous les divers titres des codes dont les dispositions ont été appliquées.

On y rencontre, en ce qui touche les actions les plus fréquemment introduites :

I. — Livre Ier du Code civil : 27 demandes de nullité de mariage ou d'opposition à mariage, 364 demandes de pensions alimentaires, 933 demandes en divorce et 54 en séparation de corps; 152 demandes en interdiction et 59 de nomination de conseil judiciaire.

II. — Livre II : 199 affaires relatives aux biens et aux différents modes d'acquérir la propriété, dont 82 concernaient les propriétés immobilières, 81 des propriétés mobilières.

III. — Livre III du Code civil : 796 demandes relatives aux partages et liquidations, 92 aux dons et legs, 266 demandes pour inexécution de conventions, 654 pour non-payement de sommes; 240 demandes en séparation de biens, 139 pour ventes et actes concernant celles-ci et 197 relatives aux privilèges et hypothèques.

Les procès en dommages-intérêts intentés sont nombreux (803). Ils sont classés par catégorie à la suite du tableau L.

Le livre V du Code de procédure a donné lieu à 599 affaires, dont 366 relatives à des saisies-arrêts ou oppositions et 233 à des saisies immobilières.

La loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation forcée a fourni matière à 481 procès.

Communication au ministère public.

Le ministère public, en vertu de l'article 83 du Code de procédure, a donné des conclusions dans 4,306 cas sur 7,488 affaires (57.5 % à peu près).

Dans 4,067 affaires, ces conclusions ont été conformes ; dans 239, contraires au jugement.

Durée des procès.

La durée des procès est indiquée, tant pour les affaires terminées que pour celles qui restaient à juger à la fin de l'année judiciaire, dans le tableau XLIX.

Sur les 7,488 affaires terminées par des jugements, 4,483 (59 %) ont été terminées dans les six mois de leur inscription; 1,608 (21 %) du sixième au douzième mois et 1,397 (20 %) après ce délai. Les procès qui restent inscrits au rôle pendant plus d'une année forment donc près du cinquième du total.

Affaires restant à juger.

Sur les 9,783 affaires restant à juger au 1er août 1901, 4,561 (46 %) avaient moins de six mois d'inscription; 1,840 (19 %) avaient de six mois à un an; 3,382 (35 %) étaient inscrites depuis plus d'un an.

L'arriéré de 1899-1900 était de 9,264 affaires; il y a donc encore augmentation notable de 519 affaires pour cette année. Cet arriéré dépasse le nombre des affaires jugées dans un certain nombre de tribunaux.

Le tableau qui suit compare la moyenne des affaires civiles en général, pour les deux périodes quinquennales 1889-1890 à 1892-1893 et 1893-1894 à 1897-1898, aux résultats des années 1898-1899, 1899-1900 et 1900-1901 :

AFFAIRES DU ROLE GÉNÉRAL.		NOMBRES MOYENS ANNUELS de 1888-1889 à 1892-1893.	NOMBRES MOYENS ANNUELS de 1893-1894 à 1897-1898.	ANNÉE 1898-1899.	ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.
Affaires introduites		17,258	17,596	18,702	19,234	20,187
Nature des affaires introduites.	Anciennes.	6,747	7,259	8,224	9,194	9,515
	Nouvelles	10,491	10,137	10,478	10.060	10,672
Résultat des affaires	Affaires jugées contradictoirement.	4,475	4,400	4.195	4,452	4,433
	Id. par défaut. . . .	3,594	3,060	3,005	2,914	3,055
	Affaires rayées du rôle, transactions, désistement	2,833	2,819	2,011	2,624	2,916
TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES.		10,700	10,279	9 807	9,990	10,404
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période		6,878	7,030	8,893	9,261	9,783

Avant faire droit.

Les tribunaux ont encore prononcé 6,526 jugements avant de statuer au fond, soit 63 sur 100 affaires terminées.

Affaires sur requête.

Le nombre des affaires sur requête s'est élevé, en 1900-1901, à 9,692; 9,210 demandes ont été accordées, 336 rejetées et 146 sont restées sans suite.

On comptait, parmi les principales affaires : 2,845 concernant les ventes de biens; 505 la rectification d'actes de l'état civil; 22 l'homologation d'actes de notoriété; 560 l'homologation de délibérations de conseils de famille. Les autres décisions prescrivaient des mesures à prendre dans l'intérêt des mineurs, des interdits, etc.

Sur 4,906 demandes de *pro Deo*, 4,502 ont été accordées, 404 rejetées.

Parmi les ordonnances rendues, on peut citer comme les plus importantes par le nombre : celles sur assignations à bref délai, 1,816; les ordonnances sur référé, 2,169, dont 1,503 rendues contradictoirement et 666 par défaut.

Il y a eu 1,760 procès-verbaux de testaments présentés; 533 envois en possession de succession testamentaire ont été ordonnés.

Les ordonnances autorisant l'arrestation et la détention par voie de correction paternelle ont été de 165 (87 contre des garçons, 78 contre des filles).

Poursuites disciplinaires.

Les décisions rendues par les tribunaux en matière disciplinaire sur des infractions commises par des officiers ministériels dans l'exercice de leurs fonctions ont atteint 5 huissiers, 6 notaires, 1 avoué et 1 juge de paix, en vertu des décrets des 30 mars 1808 et 14 juin 1813 et de la loi du 2 nivôse an XII.

Divorces et séparations de corps.

Les demandes en divorce se sont élevées à 1,023. 24 de ces demandes émanaient de l'époux contre lequel le divorce était déjà demandé. Le chiffre des ménages dont on demandait la dissolution par le divorce était donc de 999.

756 demandes ont été accueillies, 199 rejetées, 68 ont été abandonnées.

Ces demandes étaient formées : 497 par le mari, 526 par la femme.

On relève, au point de vue de la situation de famille des époux, 516 cas (52 %) dans lesquels ceux-ci avaient des enfants; 451 (45 %) dans lesquels ils n'avaient pas ou n'avaient plus d'enfants et 32 cas (3 %) dans lesquels la situation de famille était inconnue.

Le tribunal a décidé, en outre, sur 16 demandes en divorce par consentement mutuel et sur 8 demandes ayant pour objet de faire cesser une séparation de corps.

La durée du mariage des conjoints au moment de l'instance en divorce était : de moins de 1 an pour 5 demandes; de 1 à 5 ans pour 203 demandes; de 5 à 10 pour 330 demandes; de 10 à 20 pour 319; de 20 à 30 pour 111; dans 15 cas, la durée du mariage dépassait 30 ans; elle est restée inconnue dans 16 cas.

Les demandes étaient fondées : 751 (73.42 %) sur des excès, sévices ou injures graves; 88 (8.60 %) sur l'abandon (44 du mari, 44 de la femme); 181 (17.98 %) sur l'adultère (59 du mari, 122 de la femme); 3 autres demandes étaient basées sur la condamnation à une peine criminelle, 2 de l'époux et 1 de l'épouse.

Le nombre des demandes en séparation s'est élevé en 1900-1901 à 62 : 44 demandes ont été accordées, 12 rejetées et 6 abandonnées.

Il y avait 4 demandes introduites par le mari, 58 par la femme.

Dans 33 cas, les demandeurs avaient des enfants; dans 24, ils n'en avaient pas; dans 3 cas, le renseignement n'a pu être obtenu.

La durée du mariage, avant la séparation de corps, a été : de 1 à 5 ans, dans 10 cas; de 5 à 10, dans 16; de 10 à 20, dans 18; de 20 à 30, dans 12; dans les 4 autres cas, la durée des unions a été plus longue.

Les motifs les plus fréquemment invoqués sont les excès, sévices et injures graves (plus de 95 %).

Saisies immobilières. — Ordres et distributions par contribution.

Le nombre de transcriptions de saisies immobilières, opérées au bureau des hypothèques, conformément à l'article 19 de la loi du 15 août 1854, a été de 395 en 1900-1901, soit une augmentation de 8 sur l'année précédente.

Le nombre des ordres ouverts pendant l'année 1900-1901 a été de 57. Le nombre des procédures à régler s'élevait à 159. De celles-ci, 25 ont été terminées à l'amiable, 34 par règlement du juge, 3 par abandon; il restait à régler 97 procédures d'ordre à la fin de l'année judiciaire.

Le nombre des procédures de contributions ouvertes a été de 30. Les procédures à régler étaient de 106; 40 de ces procédures ont été terminées par règlement du juge, et 4 par abandon.

Il restait à régler 62 procédures de contribution à la fin de l'année.

L'état suivant permettra de voir les modifications qui se sont produites dans le nombre des saisies immobilières et des procédures d'ordre et de contribution pendant les deux périodes quinquennales indiquées ci-dessus et pendant les années 1898-1899, 1899-1900 et 1900-1901 :

NATURE DES PROCÉDURES.			NOMBRES MOYENS ANNUELS de 1888-1889 à 1892-1893.	NOMBRES MOYENS ANNUELS de 1893-1894 à 1897-1898.	ANNÉE 1898-1899.	ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.
Transcriptions de saisies immobilières			370	375	438	387	395
Procédures d'ordre et de contribution	qui restaient à régler de l'année précédente.	Ordres	118	128	111	93	80
		Contributions	51	45	50	61	71
	ouvertes dans l'année	Ordres	161	86	45	54	57
		Contributions	55	51	41	30	30
Procédures d'ordre et de contribution terminées dans l'année	par règlement amiable	Ordres	42	22	4	17	25
	par ordonnance du juge-commissaire	Ordres	88	67	55	45	54
	par abandon	Ordres	15	6	4	5	3
	par règlement amiable	Contributions	6	2	4	2	—
	par ordonnance du juge-commissaire	Contributions	30	25	22	17	40
	par abandon	Contributions	4	3	4	1	4
Procédures restant à terminer au 31 juillet de chaque période.	Ordres		151	111	93	80	97
	Distribution par contribution		57	50	61	71	62

III. — Tribunaux de commerce.

Le nombre des affaires inscrites au rôle des tribunaux consulaires et des tribunaux civils jugeant commercialement s'est élevé, en 1900-1901, à 34,019. Il y a augmentation sensible, de 2,475 affaires, sur l'année précédente.

Aux 34,019 causes nouvelles, s'ajoutent : 7,808 causes qui étaient pendantes au 1er août 1900, 2,548 réinscrites après radiation, et 771 poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.

Le nombre total des affaires commerciales à juger a été de 45,146, soit 3,495 affaires de plus que l'année précédente.

Affaires terminées.

Des 45,146 affaires à juger, 36,618 ont été terminées de la manière suivante :

13,751 (37 %) par des jugements contradictoires (9,567 en dernier ressort, 2,651 à charge d'appel);

12,974 (35 %) par des jugements par défaut (11,081 en dernier ressort, 496 à charge d'appel);

3,929 (17 %) par désistement, transaction et 5,964 (11 %) par radiation du rôle ordonnée d'office.

Nature des affaires.

Les tribunaux spéciaux de commerce ont rendu 23,353 jugements (89 %).

9,893 affaires ont été terminées par désistement, transaction ou radiation.

8,675 étaient pendantes devant des tribunaux de commerce, 1,218 devant des tribunaux civils.

Ces tribunaux ont, en outre, rendu 3,751 jugements avant de statuer au fond.

Durée des procès.

Des 26,725 affaires terminées par des jugements, 22,723 ont été terminées dans les six mois de leur inscription (84 %); 2,806 (10 %) du sixième au douzième mois, et 1,196 (5 % à peu près) après ce délai.

Affaires restant à juger.

L'accroissement déjà signalé dans le précédent rapport, du nombre des affaires arriérées, s'est accentué encore en 1900-1901.

Au 1er août 1900, il restait à terminer 7,808 affaires; ce chiffre s'est élevé à la fin de l'exercice 1900-1901 à 8,528 affaires, soit encore une augmentation de 720 affaires.

Dans les 8,528 affaires restant à juger, les tribunaux spéciaux de commerce figurent pour 7,428 affaires; les tribunaux civils jugeant commercialement pour 1,100 affaires.

5,711 affaires étaient inscrites depuis moins de six mois (5,244 aux tribunaux de commerce, 467 aux tribunaux civils); 1,371 depuis six mois à un an (1,184 aux tribunaux de commerce, 187 aux tribunaux civils).

1,446 depuis un an et plus (1,000 aux tribunaux de commerce, 446 aux tribunaux civils).

L'état qui suit indique la moyenne des affaires commerciales introduites et terminées pour les périodes 1888-1889 à 1892-1893 et 1893-1894 à 1897-1898, en regard des années 1898-1899, 1899-1900 et 1900-1901 :

NATURE DES AFFAIRES.	NOMBRES MOYENS ANNUELS de 1888-1889 à 1892-1893.	NOMBRES MOYENS ANNUELS de 1893-1894 à 1897-1898.	ANNÉE 1898-1899.	ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.
Affaires introduites	35,270	36,648	38,352	41,651	45 146
Affaires introduites : anciennes	8.048	8,559	9,626	10,107	11,127
Affaires introduites : nouvelles.	27,022	28,109	29,526	31,544	34,019
Affaires terminées par jugements contradictoires : en dernier ressort	7,105	8,557	9,595	9,567	10,544
Affaires terminées par jugements contradictoires : à charge d'appel.	2 528	2,515	2,405	2,651	5,207
Affaires terminées par jugements par défaut : en dernier ressort.	10,106	10,629	11,251	11,081	12,196
Affaires terminées par jugements par défaut : à charge d'appel.	751	699	450	496	778
Affaires terminées par désistement, transaction.	4,015	5,065	5,227	5,061	5,929
Affaires terminées par radiation d'office	4,456	4,885	4,905	6,587	5,961
TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES.	28,942	30,730	31,631	33,843	36,618
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période.	6,512	6,061	6,721	7,808	8,528

Ordonnances de référé.

Le chiffre des ordonnances de référé rendues par les présidents en vertu de la loi du 20 décembre 1891 a été de 412. Ces ordonnances n'avaient été qu'au nombre de 389 l'année précédente.

Concordats préventifs.

Il a été présenté aux tribunaux 227 requêtes tendant à obtenir le bénéfice du concordat préventif. De ce nombre 131 ont été accueillies et suivies d'homologation; 50 ont été rejetées (21 avant toute procédure, 29 pour défaut de majorité); 3 demandes ont été admises, mais non suivies d'homologation; 16 ont été suivies de déclaration de faillite; 27 ont été retirées ou étaient tenues en suspens à la fin de l'exercice.

Le nombre des concordats demandés ou accordés ne tend pas à croître. Les chiffres suivants le prouvent :

	Demandes de concordat.	Demandes accueillies et suivies d'homologation.
	—	—
1886-1887 à 1890-1891 (moyenne).	222	140
1891-1892 à 1895-1896 (id.).	242	134
1896-1897	227	120
1897-1898	215	128
1898-1899	241	141
1899-1900	203	113
1900-1901	227	131

Faillites.

En 1900-1901, 573 faillites nouvelles ont été déclarées. Au 1er août 1900 il restait à liquider 773 faillites, soit, au total, 1,346 sinistres commerciaux dont les tribunaux de commerce ont eu à s'occuper.

Sur les 573 faillites nouvelles, 188 ont été déclarées sur aveu, 112 sur assignation, 176 sur requête et 97 d'office.

Sur le nombre de faillis, 529 étaient d'origine belge, 44 d'origine étrangère : 16 Français, 12 Allemands, 6 Hollandais, 1 Italien, 3 Luxembourgeois, 3 Russes, 2 Anglais et 1 Américain.

Parmi ces faillites, 34 concernaient les sociétés; 19 faillites intéressaient des associés.

Le nombre des faillites déclarées en 1899-1900 était de 535; il y a donc eu augmentation de 38 faillites pour l'exercice écoulé.

Le montant du passif se détermine comme suit :

51	avaient un passif	de	moins de	1,000	francs;
120	id.	de	1,000 à	5,000	id.;
87	id.	de	5,000 à	10,000	id.;
59	id.	de	10,000 à	20,000	id.;
66	id.	de	20,000 à	50,000	id.;
23	id.	de	50,000 à	100,000	id.;
36	id.	de	100,000 francs et au delà.		

Au 31 juillet 1901, le montant du passif de 131 faillites était encore inconnu ou le délai accordé pour la production des créances n'était pas expiré.

Sur un total de 573 faillites nouvelles, on compte : pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 357 faillites (62 %); pour le ressort de Gand, 138 (24 %), et pour le ressort de Liége, 78 (14 %).

Des 1,346 faillites à clôturer, les tribunaux en ont terminé 564 : 35 par concordat, 237 par liquidation, 261 à défaut d'actif et 31 par révocation.

Il en restait à régler 782 à la fin de l'année du compte.

La répartition proportionnelle du dividende distribué pour les faillites terminées par concordat et par liquidation donne les résultats suivants, depuis 1891-1892 :

ANNÉES.	DIVIDENDE DISTRIBUÉ. FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT. Rien.	Moins de 10 %.	De 10 à 20 %.	De 20 à 30 %.	De 30 à 50 %.	De 50 à 75 %.	75 % et plus.	Payement intégral.	Inconnu.	FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION. Rien.	Moins de 10 %.	De 10 à 20 %.	De 20 à 30 %.	De 30 à 50 %.	De 50 à 75 %.	75 % et plus.	Payement intégral.	Inconnu.
1891-1892	—	2	10	14	7	4	1	10	2	21	125	50	17	12	5	2	5	10
1892-1893	—	—	8	16	8	5	—	8	4	28	125	53	28	16	4	—	5	4
1893-1894	—	5	14	11	15	6	—	4	5	26	123	62	27	17	2	1	5	5
1894-1895	—	5	9	14	2	5	—	5	1	17	101	41	21	11	4	5	1	5
1895-1896	—	6	5	8	7	5	—	4	8	5	108	45	24	16	2	—	2	6
1896-1897	—	2	5	8	5	5	1	1	11	6	125	55	18	14	5	—	5	7
1897-1898	—	2	11	10	4	4	—	5	1	15	120	61	22	10	2	7	5	5
1898-1899	—	5	7	7	6	8	—	1	2	7	151	61	18	14	4	1	5	4
1899-1900	—	6	5	10	11	9	—	2	5	11	86	51	27	8	8	—	5	6
1900-1901	—	7	6	5	4	9	—	2	2	7	111	49	26	15	6	5	4	18

La liquidation des faillites terminées par concordat ou liquidation a été opérée dans les délais suivants : 59 en moins de 6 mois; 82 en un délai de 6 mois à 1 an; 54 de 1 à 2 ans; 26 de 2 à 3 ans; 10 de 3 à 4 ans; 4 de 4 à 5 ans; 37 dans un temps plus long.

Aucune demande de sursis de payement n'a été introduite pendant l'année 1900-1901.

Les cours d'appel ont accueilli 5 demandes en réhabilitation émanant de faillis.

Sociétés commerciales.

Le nombre des actes de sociétés commerciales déposés aux greffes des tribunaux civils et consulaires s'est élevé à 2,596 pendant l'année 1900-1901.

Dans ce nombre, on comptait : 652 sociétés en nom collectif; 169 sociétés en commandite; 651 sociétés coopératives, et 1,124 sociétés anonymes.

Ces actes se répartissent comme suit : 1,959 pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles; 276 pour celui de Gand, et 361 pour celui de Liége.

Le nombre des actes concernant les sociétés anonymes a été : en 1897-1898, de 869; en 1898-1899, de 1,168, et en 1899-1900, de 1,410, soit, pour l'année écoulée, 286 sociétés anonymes en moins.

Le tribunal de commerce de Bruxelles a reçu 179 actes constitutifs de sociétés anonymes : 164 de sociétés belges, 15 de sociétés étrangères.

Les capitaux sociaux figurant dans ces actes formaient un total d'environ 1,468,923,000 francs (279,673,000 francs pour les sociétés belges, 1,189,250,000 pour les sociétés étrangères).

Protêts.

Il a été dressé, à charge des commerçants, environ 33,150 protêts de lettres de change et de billets à ordre.

La valeur de tous ces effets protestés s'élevait à la somme de 14,139,625 francs.

Pour l'arrondissement de Bruxelles seul, le nombre de lettres de change et billets à ordre protestés a été de 11,275. Leur import total était de 6,090,300 francs.

IV. — Cours d'appel.

Affaires à juger.

Le nombre des affaires nouvelles introduites en 1900, 1901 devant les cours d'appel réunies s'est élevé à 1,516, soit une augmentation de 140 affaires sur le chiffre de l'année 1899-1900.

Les affaires se répartissent comme suit :

Cour d'appel de Bruxelles, 994 affaires;
Id. de Gand, 199 id.
Id. de Liége, 323 id.

En ajoutant aux 1,516 causes nouvelles les 1,282 causes pendantes au commencement de l'année judiciaire, on arrive au chiffre de 2,798 causes à juger.

Parmi celles-ci, 1,725 concernaient des jugements rendus par les tribunaux civils et 1,073 des jugements rendus par les tribunaux de commerce ou des tribunaux civils jugeant commercialement.

Les affaires soumises aux cours d'appel se composaient : de 1,676 appels en matière civile; de 940 appels sur jugements rendus par les tribunaux spéciaux de commerce; de 119 appels sur jugements rendus par les tribunaux civils jugeant commercialement; de 2 appels de tribunaux étrangers au ressort de la cour; de 3 appels de décisions rendues par les conseils de discipline; de 24 appels de jugements arbitraux, et enfin de 31 affaires portées directement devant les cours d'appel.

Résultats des appels.

Les cours d'appel ont terminé 1,307 affaires. Elles ont rendu 1,061 arrêts : 1,004 contradictoirement (559 confirmatifs, 445 infirmatifs) et 57 par défaut; en outre, 165 causes ont été terminées par transaction, abandon, etc., et 81 par suite de radiation d'office.

En matière civile : 678 affaires ont été jugées contradictoirement, 41 par défaut, 138 rayées du rôle.

En matière commerciale : 326 affaires ont été jugées contradictoirement, 16 par défaut et 108 rayées du rôle.

Durée des procès.

Des 1,061 affaires terminées par des arrêts, 302 ont été terminées dans les six mois (201 en matière civile, 101 en matière commerciale); 330 du sixième au douzième mois (230 en matière civile et 100 en matière commerciale); 348 dans un délai d'un à trois ans (233 en matière civile, 115 en matière commerciale; 81 après ce délai (55 en matière civile, 26 en matière commerciale).

Affaires restant à juger.

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 1,491 affaires.

De celles-ci, 587 étaient inscrites depuis moins de six mois (323 en matière civile, 264 en matière commerciale);

346 depuis six mois à un an (195 en matière civile et 151 en matière commerciale);

487 depuis un à trois ans (296 en matière civile, 191 en matière commerciale);

71 depuis plus de trois ans (54 en matière civile, 17 en matière commerciale).

Les cours d'appel ont rendu 177 arrêts préparatoires et interlocutoires.

L'état qui suit résume, pour les deux périodes déjà citées, la nature et le résultat des affaires, en regard des chiffres des années 1898-1899, 1899-1900 et 1900-1901 :

NATURE DES AFFAIRES.	NOMBRES MOYENS ANNUELS de 1888-1889 à 1892-1893.	NOMBRES MOYENS ANNUELS de 1893-1894 à 1897-1898.	ANNÉE 1898-1899.	ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.
Affaires inscrites	2,411	2,526	2,629	2,578	2,798
Id. pendantes	1,050	1,205	1,192	1,202	1,282
Id. nouvelles	1,361	1,325	1,437	1,376	1,516
TOTAL	2,411	2,526	2,629	2,578	2,798
Contradictoires confirmatifs	577	622	665	624	559
Contradictoires infirmatifs	350	378	378	400	445
Par défaut	49	56	65	56	57
Affaires rayées du rôle par transaction, abandon, radiation	308	277	321	216	246
TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES	1,284	1,333	1,427	1,296	1,307
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période	1,230	1,180	1,202	1,282	1,491

Nature des arrêts.

Sur les 719 arrêts qui ont appliqué les dispositions du Code civil, 103 ont statué sur des questions de personnes régies par le livre Ier de ce code.

La répartition s'en fait ainsi entre les principaux chapitres : 53 arrêts décidaient en matière de divorce et 6 en séparation de corps; 21 réglaient des contestations relatives aux obligations résultant du mariage, notamment des demandes de pensions alimentaires (16) et des oppositions à mariage (5). En outre, 11 arrêts ont statué sur des demandes d'interdiction et de nomination de conseils judiciaires.

Les dispositions du livre II du Code civil ont été appliquées par 14 arrêts relatifs aux biens et aux différents modes de la propriété.

Dans 7 cas, il s'agissait de propriétés immobilières; dans 7 autres, de propriétés mobilières.

En ce qui concerne le livre III, on trouve 33 arrêts pour le titre des Successions; 15 pour celui des Donations et testaments; 95 pour celui des Contrats et obligations.

Le payement des loyers et fermages a fourni matière à 27 arrêts; celui des privilèges et hypothèques, à 3 arrêts.

Le Code de procédure a donné lieu à un grand nombre d'affaires : 5 appartiennent par leur objet au titre des Saisies-arrêts, 12 à celui des Saisies immobilières, et le nombre des arrêts prononcés en matière d'expropriation forcée a été de 108.

Sur les 342 arrêts qui ont appliqué les dispositions du Code de commerce, 304 concernaient le livre Ier : Commerce en général, Lettre de change; 5, le livre II : Commerce maritime; 33, le livre III : Faillites, banqueroutes, etc.

Parmi les arrêts rendus, 588 l'ont été après communication au ministère public; 518 étaient conformes et 70 contraires en tout ou en partie aux conclusions des magistrats du parquet.

Affaires diverses.

Les cours ont accueilli 17 jugements d'homologation d'actes d'adoption et 5 demandes en réhabilitation formées par des faillis.

Elles ont jugé 2,135 affaires de milice et 4,187 affaires électorales. Les premières ont, en outre, donné lieu à 266, les secondes à 380 arrêts interlocutoires. — 17 affaires fiscales ont été terminées.

V. — Cour de cassation.

Le nombre des pourvois en cassation (matière civile et commerciale), qui a été de 87 en 1899-1900, est de 86 en 1900-1901.

Ces pourvois étaient dirigés contre 47 arrêts de cours d'appel, 28 jugements de tribunaux civils, 7 de tribunaux de commerce et 4 décisions de justice de paix.

La cour a eu à statuer sur 41 affaires anciennes et sur 45 affaires nouvelles.

Elle a terminé 42 affaires : 12 par arrêt de cassation, 29 par arrêt de rejet, 1 par arrêt décrétant le désistement.

Le total des arrêts basés sur les Codes civil, de procédure et de commerce a été de 17 (3 arrêts de cassation, 13 arrêts de rejet et 1 arrêt de désistement); les lois et matières diverses ont fait l'objet de 25 arrêts.

Ces arrêts sont classés, d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rattachent, dans le tableau LXX.

Il restait, à la fin de l'exercice, 44 causes à juger, soit 2 de plus que l'année précédente.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Les tableaux de la statistique pénitentiaire sont présentés en deux groupes; ceux du premier groupe se rapportent au fonctionnement des principaux services des prisons : écrou, services scolaire, disciplinaire, médical, industriel, c'est la statistique administrative; ceux du second groupe forment la statistique des détenus; ils donnent des renseignements sur leur situation avant la détention et au moment de leur libération. On trouvera ci-dessous, résumées brièvement et accompagnées de quelques explications, les principales données que fournissent les tableaux statistiques de chacun des deux groupes.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique administrative.

1. — Organisation des prisons.

Les prisons se divisent en prisons centrales, qui ne reçoivent que des condamnés, et en prisons secondaires, qui renferment, outre des condamnés, les diverses catégories de détenus mis à la disposition des autorités judiciaires ou administratives.

Il y a deux prisons centrales : l'une à Louvain, l'autre à Gand. La première est entièrement cellulaire; des huit quartiers de la seconde un seul est cellulaire; les autres sont des quartiers communs, avec cellules de nuit.

La prison centrale de Louvain et le quartier cellulaire de la prison centrale de Gand sont affectés à la détention des condamnés criminels (travaux forcés et reclusion) et des condamnés correctionnels à long terme (plus de cinq ans). Indépendamment de ceux réservés aux jeunes condamnés et aux indisciplinés des écoles de bienfaisance, et dont il sera question plus loin, les quartiers communs de Gand reçoivent : 1° les condamnés criminels qui sont jugés inaptes à subir le régime cellulaire à raison de leur état de santé physique ou mental et les condamnés à perpétuité qui, après un encellulement de dix ans, optent pour le régime commun, usant de la faculté qui leur est laissée à cet égard par la loi du 4 mars 1870; 2° les condamnés correctionnels qui ne peuvent être soumis au régime cellulaire sans danger pour leur santé physique et mentale; 3° les condamnés correctionnels à court terme (six mois et moins) de certains arrondissements qui, par suite d'encombrement, ne peuvent trouver place dans l'établissement qui leur est normalement affecté.

Les prisons secondaires sont au nombre de vingt-sept : il en est établi une au chef-lieu de chacun des vingt-six arrondissements judiciaires; l'arrondissement de Bruxelles en compte deux. Toutes ces prisons sont cellulaires, à l'exception des prisons de Bruxelles (Minimes), Nivelles, Turnhout et Audenarde. Ces quatre prisons communes sont destinées à disparaître à bref délai pour faire place à des prisons cellulaires.

Les prisons centrales ne renferment que des hommes : il n'y a pas, vu le peu d'importance de la criminalité féminine, de prison centrale de femmes. Les femmes condamnées, même à une peine criminelle, la subissent dans les prisons secondaires : en général, celle du lieu de la condamnation.

Un quartier spécial, entièrement distinct de ceux réservés aux adultes, est établi à la prison centrale de Gand et est destiné aux condamnés âgés, lors de l'exécution de la condamnation, de moins de 18 ans accomplis. Y sont internés les jeunes délinquants dont la peine dépasse le taux d'un mois, s'ils sont âgés de moins de 16 ans accomplis; celui de six mois, s'ils sont âgés de 16 et de moins de 18 ans. La loi du 27 novembre 1891 permet aux cours et tribunaux, lorsqu'ils condamnent à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, d'ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. C'est au quartier spécial de la prison centrale de Gand que sont également internés, quel que soit le taux de la peine d'emprisonnement prononcé,

les jeunes délinquants auxquels il a été fait application de cette disposition légale. Au quartier spécial de Gand, les jeunes détenus sont isolés la nuit dans des cellules et travaillent en commun pendant le jour. Une section du quartier cellulaire leur est réservée et est destinée aux élèves en quarantaine d'entrée, à ceux en punition ou isolés temporairement par mesure d'ordre.

A la prison centrale de Gand est également établi, mais à titre tout provisoire, le quartier de discipline des écoles de bienfaisance. Il reçoit principalement ceux des élèves de ces écoles dont l'inconduite persistante constitue un danger pour leurs compagnons ou une cause de désordre pour l'établissement qui leur est normalement affecté.

Dans les tableaux de la statistique administrative, la rubrique des prisons centrales comprend la prison centrale de Louvain et les quartiers suivants de la prison centrale de Gand : 1° le quartier cellulaire; 2° le quartier commun des criminels. Les chiffres relatifs au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés sont renseignés distinctement. Quant aux quartiers communs de correctionnels établis à la prison centrale de Gand, ils figurent sous la rubrique des prisons secondaires.

2. — Capacité des prisons.

On compte dans les prisons belges, au 31 décembre 1901, 3,838 cellules de jour et de nuit pour hommes et 559 pour femmes.

Il s'agit de cellules ordinaires, à l'exclusion des cellules d'infirmerie, de pistole, de punition et des cellules pour dettiers.

Il y a, pour la détention en commun pendant le jour, avec cellules ou alcôves de nuit, 1,377 places pour hommes et 103 pour femmes.

Ces derniers chiffres sont fournis, en majeure partie, en ce qui concerne les hommes, par les quartiers communs de la prison centrale de Gand (1,039 places) et, pour le surplus, par les prisons de Bruxelles (Minimes), Nivelles, Turnhout et Audenarde.

Quelques prisons secondaires sont, en outre, pourvues de quartiers de « désencombrement ». On y dispose de 343 places en commun pour hommes et de 88 pour femmes.

3. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — Journées de détention. Population moyenne.

Le total des journées de détention est, dans les prisons centrales et pour les adultes seuls, de 276,429. Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, il est de 73,193, dont 55,353 pour les indisciplinés et 17,840 pour les jeunes condamnés.

Dans les prisons secondaires, le nombre des journées de détention est, pour les hommes, de 1,235,744 et, pour les femmes, de 124,742, soit, au total, 1,360,486.

Le tableau qui suit renseigne, par catégories d'établissements, le nombre des journées de détention pour chacune des années 1897 à 1901 :

ÉTABLISSEMENTS.		1897	1898	1899	1900	1901
Prisons centrales		268,541	267,636	269,554	273,851	276,429
Prisons secondaires.	Hommes	1,241,952	1,214,472	1,131,748	1,097,102	1,235,744
	Femmes	157,299	152,532	138,533	122,853	124,742
Totaux		1,667,772	1,634,640	1,539,815	1,493,856	1,636,915
Jeunes condamnés		18,734	18,033	18,541	14,872	17,840
Indisciplinés		62,300	68,558	64,495	64,996	55,353

La population moyenne par jour, pendant les mêmes années, s'établit de la façon suivante :

ÉTABLISSEMENTS.	1897	1898	1899	1900	1901
Prisons centrales	736	733	738	731	757
Prisons secondaires, Hommes	3,405	3,327	3,100	3,004	3,385
Prisons secondaires, Femmes	431	418	381	338	340
Totaux	4,570	4,478	4,219	4,093	4,482
Quartier de discipline et des jeunes condamnés	222	240	227	219	201

4. — Détenus par correction paternelle.

Pendant l'année 1901, 129 enfants ont été incarcérés par correction paternelle : 67 garçons et 62 filles.

Les 129 ordres d'arrestation se répartissent entre les arrondissements suivants :

Bruxelles	29
Louvain	3
Anvers	44
Mons	1
Charleroi	15
Tournai	2
Gand	9
Termonde	5
Furnes	1
Liége	16
Verviers	1
Namur	3

Le chiffre des entrées (129), joint à celui de la population au 1er janvier (6), donne un total de 135; de ces 135 enfants 128 sont sortis durant l'année, 1 par translation dans un autre établissement, 55 par suite d'expiration du terme fixé; 72, soit plus de la moitié, ont été retirés par la famille avant l'expiration *du terme fixé et après avoir subi une détention qui pour la plupart* (67) n'a pas dépassé un mois, ni même pour la majeure partie (47), 15 jours.

5. — Ecole.

Dans les prisons centrales, la fréquentation de l'école est obligatoire pour les détenus, à moins d'une dispense motivée, accordée par le directeur. On dispense les détenus qui ont une instruction supérieure, ceux qui n'ont aucune disposition pour l'étude, les infirmes et les vieillards. La dispense peut aussi être motivée par mesure d'ordre et de sûreté.

Dans les prisons secondaires, la fréquentation de l'école est obligatoire : 1° pour les condamnés à six mois et plus qui n'ont pas atteint leur quarantième année; 2° pour les jeunes délinquants à quelque titre que ce soit. La fréquentation de l'école est facultative pour les autres détenus.

L'école est obligatoire pour tous les jeunes condamnés et pour les internés du quartier de discipline.

Des 752 individus détenus dans les prisons centrales au 31 décembre 1901, 528, soit 70 p. c., fréquentaient l'école à cette date.

Les résultats obtenus à leur égard peuvent se résumer dans la constatation suivante :

408, soit 77 p. c., ont profité des leçons;
120, soit 23 p. c., n'ont fait aucun progrès.

La population des écoles des prisons secondaires était, au 31 décembre 1901, de 812 hommes et de 62 femmes. Parmi les hommes, 660 ou 81 p. c. ont profité de l'enseignement qui leur était donné; 152, soit 19 p. c., ne faisant aucun progrès. Pour les femmes, la proportion est respectivement de 47 ou 76 p. c. et de 15 ou 24 p. c.

Les 188 garçons présents au quartier de discipline et des jeunes condamnés, le 31 décembre, fréquentaient tous l'école et tous ont tiré quelque profit des leçons qu'ils ont reçues.

6. — Punitions infligées aux détenus.

Le nombre total des journées de punition a été :

Dans les prisons centrales, de 1,969, soit 0.72, pour cent journées de détention;

Dans les prisons secondaires :

Pour les hommes, de 12,924, soit 1.05, pour cent journées de détention;

Pour les femmes, de 310, soit 0.25, pour cent journées de détention;

Au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés, il a été de 955, ou 1.20, pour cent journées de détention.

7. — Infirmerie.

En règle générale, les détenus malades reçoivent à l'établissement les soins nécessaires. Comme on le voit au tableau renseignant la capacité des prisons, presque toutes les prisons sont pourvues à cet effet d'installations convenables. Le médecin décide si les détenus malades peuvent être soignés dans leur cellule ou s'ils doivent être transférés à l'infirmerie.

Les règlements prévoient la possibilité d'envoyer à l'hôpital du lieu — qui alors est considéré comme une succursale de la prison et où le condamné continue à subir sa peine — le détenu qui ne pourrait être soigné convenablement à la prison. Mais l'existence d'infirmeries dans la plupart des prisons et l'organisation dans toutes d'un service médical restreignent l'application de cette disposition réglementaire aux seuls cas exceptionnellement graves de maladies contagieuses ou nécessitant, pour leur guérison, l'intervention de chirurgiens spécialistes, ou encore lorsqu'il s'agit de femmes sur le point d'accoucher. En 1901, le nombre des transferts de ce genre a été de 22 (13 hommes et 9 femmes).

Le tableau qui suit renseigne, pour chacune des années 1897 à 1901, la proportion de journées de maladie pour cent journées de détention.

Il convient de remarquer qu'il s'agit dans ce tableau des journées de maladie et non des journées d'infirmerie, c'est-à-dire qu'il comprend les maladies même les plus anodines, qui ont été traitées dans les quartiers et qui, parfois, n'ont pas empêché le détenu de se livrer au travail.

ÉTABLISSEMENTS.	1897			1898			1899			1900			1901		
	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.
Prisons centrales	268,541	11,281	4.20	267,636	12,348	4.61	269,534	13,305	4.94	273,831	14,162	5.17	276,429	12,831	4.64
Prisons secondaires, Hommes	1,241,932	23,073	1.85	1,214,472	21,038	1.73	1,131,748	22,125	1.95	1,097,192	19,635	1.79	1,235,741	20,183	1.63
Prisons secondaires, Femmes	157,299	13,686	8.70	152,592	14,623	9.59	138,533	11,690	8.42	122,533	11,046	8.99	124,742	12,558	10.07
Quartier de discipline	62,300	1,748	2.80	68,538	1,644	2.40	64,495	1,395	2.01	61,996	2,303	3.51	55,333	1,716	3.10
Quartier des jeunes condamnés	18,731	558	2.98	18,993	178	0.94	18,541	610	3.29	14,872	250	1.68	17,840	295	1.67

8. — Décès.

Il y a eu, en 1901, dans les prisons centrales, 8 décès.
Dans les prisons secondaires :

Parmi les hommes . . . . . 27 décès;
Parmi les femmes . . . . . 4 —

Un décès s'est produit au quartier de discipline, aucun au quartier des jeunes condamnés.

Comparés au chiffre de la population moyenne, ces chiffres accusent une proportion d'un décès pour cent détenus dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

ÉTABLISSEMENTS.	1897			1898			1899			1900			1901		
	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.
Prisons centrales . .	756	10	2.58	733	10	2.59	758	15	2.05	751	16	2.15	757	8	1.06
Prisons secondaires. Hommes	3,405	48	1.41	3,327	20	0.60	3,100	25	0.80	3,004	25	0.77	3,383	27	0.80
Prisons secondaires. Femmes	451	3	0.70	418	2	0.48	381	4	1.05	338	3	0.89	340	4	1.18
Quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés . . .	222	2	0.90	240	3	1.25	227	»	»	219	»	»	201	1	0.50

9. — Suicides et tentatives de suicide.

Dans les prisons centrales aucun suicide n'a été constaté. Il s'y est produit une seule tentative de suicide.

Dans les prisons secondaires, deux prévenus, quatre condamnés et un passager vagabond se sont suicidés. Il y a eu, en outre, dix-sept tentatives de suicide, dont six par des prévenus, neuf par des condamnés, une par un passager vagabond et une par un passager militaire.

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1897 à 1901, le nombre des suicides accomplis et tentés dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

Pendant la même période, on n'a constaté ni suicide, ni tentative de suicide au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés.

ANNÉES.	PRISONS CENTRALES.		PRISONS SECONDAIRES.							
			SUICIDES ACCOMPLIS.				SUICIDES TENTÉS.			
			Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers.)		Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers.)	
	SUICIDES ACCOMPLIS.	SUICIDES TENTÉS.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1897.	2	3	1	»	3	1	2	»	10	»
1898.	1	1	»	»	9	»	4	1	10	»
1899.	»	3	3	»	5	»	8	»	4	2
1900.	»	1	2	»	2	»	8	3	9	»
1901.	»	1	4	»	3	»	9	»	8	»
TOTAUX.	3	9	10	»	22	1	31	4	41	2

10. — Aliénation mentale.

Les vérifications médicales relatives à l'état mental des détenus dans les prisons sont, en vertu de l'arrêté royal du 30 mars 1891, confiées à des médecins spécialistes versés dans la connaissance des affections mentales. Deux médecins aliénistes se partagent actuellement ce service pour l'ensemble des établissements pénitentiaires du royaume, qui sont, à ce point de vue, divisés en deux groupes. Ils examinent, sur la réquisition du directeur de l'établissement ou de l'administration centrale, tout condamné dont la conduite présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental. Quant aux prévenus et accusés, c'est au magistrat instructeur qu'il appartient, s'il le juge opportun, de faire procéder à leur examen mental par des praticiens qu'il désigne lui-même. Avis lui est donné par la direction de la prison des désordres mentaux apparents que présente tout prévenu ou accusé. La collocation d'un condamné dans un asile d'aliénés a lieu sur la production d'un certificat délivré dans les formes légales par les médecins aliénistes des prisons. Elle n'est ordonnée que si le détenu est atteint d'une maladie mentale de telle nature qu'il ne puisse être maintenu en prison sans préjudice pour son état mental ou pour l'ordre intérieur de l'établissement.

Les condamnés aliénés sont internés à l'asile de l'Etat à Tournai, les femmes sont internées à l'asile de l'Etat à Mons.

En 1901, il y a eu, dans les prisons centrales, 22 aliénés colloqués. Dans les prisons secondaires, le nombre des collocations a été de 78 (61 hommes, 17 femmes); il se subdivise ainsi qu'il suit au point de vue des catégories auxquelles appartenaient les colloqués.

Prévenus et accusés . . . . . 41 (35 hommes, 6 femmes).
Mendiants et vagabonds . . . 3 (1 homme, 2 femmes).
Condamnés. . . . . 34 (25 hommes, 9 femmes).

Aucun cas d'aliénation mentale n'a été constaté au quartier des indisciplinés et des jeunes condamnés.

Les chiffres qui précèdent accusent, par rapport à la population moyenne des établissements, les proportions suivantes :

Dans les prisons centrales, 2.91 aliénés colloqués pour cent détenus;

Dans les prisons secondaires : hommes, 1.80 aliéné colloqué pour cent détenus; femmes, 5 aliénées colloquées pour cent détenues.

Il convient de noter que, chez un certain nombre de condamnés colloqués dont il vient d'être question, la maladie mentale a été guérie après un court traitement. C'est ainsi que 13 hommes condamnés ont pu être ramenés en prison après avoir été colloqués respectivement durant 18 jours, 88 jours, 91 jours, 101 jours, 102 jours, 119 jours, 124 jours, 165 jours, 167 jours, 284 jours, 319 jours, 362 jours et 490 jours; sur 9 femmes condamnées colloquées, 3 ont été réintégrées après un séjour à l'asile d'une durée respective de 62 jours, 105 jours et 219 jours.

On trouvera ci-après un tableau renseignant le nombre de collocations de 1897 à 1901, dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

Durant cette période, il ne s'est pas produit de cas d'aliénation mentale au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés.

ÉTABLISSEMENTS.			1897	1898	1899	1900	1901
Prisons centrales.	Louvain		11	4	6	6	7
	Gand	Quartier cellulaire	»	1	1	»	8
		Quartier commun des criminels	5	18	3	2	7
	Totaux		16	23	10	8	22
	Proportion pour cent détenus (population moyenne)		2.17	3.15	1.35	1.07	2.91
Prisons secondaires.	Prévenus et accusés.	Hommes	20	35	32	38	35
		Femmes	4	4	6	3	6
	Mendiants et vagabonds.	Hommes	4	2	4	1	1
		Femmes	1	»	»	»	2
	Condamnés.	Hommes	17	18	16	15	25
		Femmes	4	4	7	9	9
	Totaux.	Hommes	41	55	52	54	61
		Femmes	9	8	13	12	17
	Proportion pour cent détenus (population moyenne)	Hommes	1.20	1.63	1.68	1.80	1.80
		Femmes	2.00	1.95	3.41	3.33	5

Il a été dit plus haut que, dès qu'un condamné détenu présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental, le directeur de l'établissement est tenu d'en aviser le médecin aliéniste de la circonscription.

Le tableau qui va suivre, en indiquant le nombre des détenus signalés aux médecins aliénistes, comprendra donc la totalité des individus dont l'état mental a paru suspect au personnel de surveillance. Il s'applique à tous les condamnés, à l'exclusion des prévenus et accusés dont l'examen mental n'est pas de la compétence des médecins aliénistes des prisons.

ANNÉES.	Population moyenne des CONDAMNÉS DÉTENUS.	Nombre des condamnés signalés aux MÉDECINS ALIÉNISTES.
1897	3,959	127
1898	3,881	147
1899	3,845	137
1900	3,803	133
1901	3,780	180

Ces chiffres font ressortir à 3.85 pour cent détenus et par an la moyenne des condamnés qui ont paru présenter, à un degré quelconque, les indices d'un trouble mental.

11. — Travail des détenus.

Le travail est obligatoire pour les condamnés à des peines criminelles (travaux forcés, reclusion); les condamnés à l'emprisonnement correctionnel sont également astreints au travail, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le gouvernement dans les cas exceptionnels (art. 26 du Code pénal); le travail est facultatif pour les condamnés à l'emprisonnement de police et pour toutes les autres catégories de détenus.

Le travail est organisé dans les prisons sur les bases suivantes, fixées par l'arrêté royal du 5 avril 1887 : les détenus sont employés principalement à des travaux pour le compte de l'Etat.

Dans le cas où les travaux en régie ne suffisent pas pour occuper tous les détenus, les directeurs cherchent à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre. Ils font appel, dans ce but, à la concurrence des entrepreneurs ou fabricants. La main-d'œuvre des détenus ne peut être accordée qu'à des entrepreneurs ou fabricants; il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écritures, de dessin et autres semblables. Les conditions des entreprises sont réglées par un contrat soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre. Les prix de façon sont déterminés par pièce ou par journée. Ils sont calculés sur les prix moyens du commerce, diminués de la moins-value du travail pénitentiaire.

Sur le prix de façon payé par l'entrepreneur il est opéré, au profit de l'Etat, une retenue de trois dixièmes, à titre de frais de gestion. Des sept dixièmes restant une part est attribuée aux détenus dans les proportions suivantes, qui constituent le maximum prévu par la loi : cinq dixièmes pour les condamnés correctionnels, quatre dixièmes pour les réclusionnaires, trois dixièmes pour les forçats. Le surplus appartient à l'Etat. Les détenus pour lesquels le travail n'est pas obligatoire reçoivent l'intégralité du salaire, c'est-à-dire le prix total de la main-d'œuvre, déduction faite des trois dixièmes retenus pour frais de gestion.

Voici quel était, au dernier jour ouvrable de l'année 1901, l'emploi de la population détenue dans les établissements pénitentiaires (prisons centrales, prisons secondaires, quartiers de discipline et des jeunes condamnés) :

NATURE DES TRAVAUX EFFECTUÉS.		HOMMES.	FEMMES.
Travaux domestiques		584	131
Travaux industriels.	*A.* Pour compte de particuliers	390	62
	B. Pour compte des administrations publiques	409	8
	C. Simples occupations	2,455	88
	D. Apprentis du quartier de discipline et des jeunes condamnés	177	»
Total des occupés		4,075	289
Détenus dispensés du travail pour diverses causes (maladie, punition, etc.)		574	32
Détenus inoccupés faute de travail		63	3
Total des inoccupés		637	35
Total général		4,712	324

En 1901, le produit brut du travail, c'est-à-dire l'ensemble des prix payés par les entrepreneurs particuliers ou pour les travaux en régie directe, par l'Etat, s'est élevé à fr. 379,536 44

Il a été payé aux détenus occupés aux travaux industriels . . . . . .fr. 133,354 64

A ceux employés aux travaux domestiques 24,349 50

Le traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels et certaines menues dépenses occasionnées par ces travaux représentent une somme de. 72,134 29

Soit un total de dépenses de . . . . . .fr. 229,838 43

Ce qui laisse sur les opérations se rapportant *exclusivement* au travail un bénéfice de . . . .fr. 158,720 71

12. — Prix de la journée d'entretien.

Le prix moyen de la journée d'entretien dans les prisons est, pour 1901, de 1 fr. 27 c.

Il était pour 1897 de 1 fr. 14 c.
Id. 1898 de 1 fr. 21 c.
Id. 1899 de 1 fr. 27 c.
Id. 1900 de 1 fr. 32 c.

Ce prix est établi en répartissant sur le nombre total de journées de détention l'ensemble de la dépense nette.

Il est à remarquer qu'il est tenu compte dans ce calcul des journées d'entretien, dans les hôpitaux et les asiles d'aliénés, des détenus transférés en ces établissements et dont la charge d'entretien incombe à l'administration des prisons, ce qui explique la différence entre le nombre de journées de détention mentionné au tableau relatif au prix de la journée d'entretien et celui renseigné aux tableaux du mouvement de la population, lesquels ne comprennent naturellement que les journées de détention dans les prisons.

La dépense nette est fixée en évaluant toutes les consommations et dépenses faites dans l'établissement pendant l'année pour la nourriture des détenus, leur habillement, leur coucher, le chauffage, le fonctionnement des divers services : culte, école, etc., le traitement des fonctionnaires et employés, les frais de bureau, le salaire des détenus, etc. On y ajoute la valeur du matériel mis au rebut et on déduit les recettes effectuées, telles que produit du travail, part contributive des provinces dans les frais d'entretien des bâtiments et du mobilier, recouvrement des frais d'entretien de détenus dont l'entretien est à charge d'autres caisses (militaires, mendiants et vagabonds), etc.

13. — Renseignements divers.

On trouvera ci-dessous des renseignements sur les options de régime et les transferts au régime commun.

Option de régime. — Les condamnés à perpétuité ne pouvant, aux termes de la loi du 4 mars 1870, être contraints à subir le régime de la séparation que pendant les dix premières années de leur captivité sont appelés, à l'expiration de la dixième année, à faire connaître s'ils désirent continuer à subir leur peine en cellule ou s'ils réclament, au contraire, leur transfert en commun.

Pendant l'année 1901, 9 condamnés et 2 condamnées ont été appelés à l'option.

7 condamnés et les 2 condamnées ont opté pour la cellule.

2 condamnés ont opté pour le régime commun.

Deux détenus qui, respectivement en 1888 et en 1897, avaient opté pour la cellule ont réclamé leur envoi en commun.

Transferts en commun. — Les condamnés dont les médecins reconnaissent l'inaptitude, soit au point de vue physique, soit au point de vue mental, à subir le régime cellulaire sont transférés dans les quartiers communs, distincts pour les condamnés criminels et les condamnés correctionnels, aménagés à la prison centrale de Gand. Les quartiers communs pour femmes sont installés à Mons (pour les condamnées criminelles), à Tournai (pour les condamnées correctionnelles).

Le tableau qui suit renseigne le nombre de transferts en commun effectués pendant l'année 1901 :

TRANSFERTS EFFECTUÉS.	Condamnés criminels.		Condamnés correctionnels.		Total.
	HOMMES.	FEMMES.	HOMMES.	FEMMES.	
Pour cause d'inaptitude physique	6	»	21	3	33
Pour cause d'inaptitude mentale	16	»	28	»	44
TOTAUX	22	»	52	3	77

7 des 33 condamnés transférés en commun à raison de leur santé physique et 8 des 44 condamnés transférés à raison de leur santé mentale ont été ultérieurement réintégrés en cellule, sur le rapport du médecin compétent qui les jugeait en état d'être soumis à nouveau au régime cellulaire.

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique des détenus.

Sous cette rubrique sont groupés divers renseignements concernant la personnalité de tous les condamnés qui, à la date du 31 décembre 1901, étaient inscrits à la comptabilité morale, quel que soit le lieu de leur détention : prison centrale, prison secondaire, quartier des jeunes condamnés. Les indisciplinés des écoles de bienfaisance n'y sont point compris.

Le compte moral, dont les annotations servent de base à cette statistique, est ouvert à tout détenu qui a à subir une peine d'emprisonnement de plus de trois mois. Il l'est à tout détenu du quartier des jeunes condamnés, quel que soit le taux de sa peine. On y inscrit d'abord des renseignements divers sur la condition du détenu à son entrée dans l'établissement : ils sont relatifs notamment à son état civil, sa profession, le degré de son instruction, ses antécédents. On y consigne toutes les indications concernant la condamnation en cours et spécialement un exposé des faits qui ont provoqué cette condamnation. Tous ces renseignements sont puisés par la direction de la prison dans un bulletin dressé, avec le concours des autorités locales, par le parquet qui a exercé les poursuites. Pendant le cours de la détention, le compte moral reçoit la mention des actes méritoires posés, des récompenses obtenues, des infractions commises, des punitions encourues et, en outre, des appréciations du personnel sur la conduite, le caractère et les dispositions morales de l'intéressé. Lors de la sortie de prison du condamné, on mentionne, enfin, à son compte moral, divers renseignements sur sa condition à cette époque, au point de vue notamment de son instruction, de sa conduite, de sa santé, de son amendement.

Au 31 décembre 1901, 3,022 détenus (2,835 hommes et 187 femmes) étaient inscrits à la comptabilité morale.

Voici leur répartition aux divers points de vue qui sont envisagés dans les tableaux statistiques :

Juridiction.

Avaient été jugés :

Par les cours d'assises	534	hommes,	40	femmes.
Par les cours d'appel	789	id.	55	id.
Par les tribunaux correctionnels	1,449	id.	90	id.
Par les tribunaux de police	4	id.	2	id.
Par les tribunaux militaires	59	id.		

Genre des offenses.

Condamnés pour infractions :

Contre les personnes	1,458	hommes,	99	femmes.
Contre les propriétés	1,377	id.	88	id.

Nature des peines.

A la peine de mort	107	hommes,	9	femmes.
Aux travaux forcés à perpétuité	102	id.	10	id.
Aux travaux forcés à temps	245	id.	15	id.
A la reclusion	103	id.	4	id.
A l'emprisonnement correctionnel	2,274	id.	147	id.
A l'emprisonnement de police	4	id.	2	id.

Lieu où l'infraction a été commise.

Province d'Anvers	384	hommes,	18	femmes.
Id. de Brabant	777	id.	77	id.
Id. de Flandre occidentale	452	id.	22	id.
Id. de Flandre orientale	456	id.	24	id.
Id. de Hainaut	401	id.	16	id.
Id. de Liége	189	id.	14	id.
Id. de Limbourg	45	id.	3	id.
Id. de Luxembourg	36	id.	2	id.
Id. de Namur	68	id.	11	id.
Faits commis à l'étranger	27	id.	0	id.

Pour les 2,995 détenus condamnés pour délits commis en Belgique (2,808 hommes, 187 femmes), les infractions ont été commises dans des communes de 5,000 habitants et moins par 972 hommes et 49 femmes, dans des communes de plus de 5,000 habitants par 1,836 hommes et 138 femmes.

Age (au jour de la condamnation).

Agés de moins de 16 ans	5	hommes,	0	femmes.
Id. de 16 à moins de 18 ans	80	id.	4	id.
Id. de 18 à moins de 21 ans	327	id.	13	id.
Id. de 21 à moins de 30 ans	1,162	id.	62	id.
Id. de 30 à moins de 40 ans	708	id.	60	id.
Id. de 40 à moins de 50 ans	373	id.	35	id.
Id. de 50 à moins de 60 ans	130	id.	11	id.
Id. de 60 à moins de 70 ans	42	id.	0	id.
Id. de 70 ans et plus	8	id.	2	id.

Etat civil.

Célibataires		1,836	hommes,	79	femmes.
Mariés	ayant des enfants.	677	id.	61	id.
	sans enfants . . .	164	id.	28	id.
Veufs et divorcés.	ayant des enfants.	117	id.	15	id.
	sans enfants . . .	41	id.	4	id.

Filiation.

Enfants légitimes, légitimés ou reconnus par le père . . .	2,716	hommes,	184	femmes.
Enfants naturels	84	id.	3	id.
Enfants trouvés.	5	id.	0	id.

Suivant le degré de leur instruction.

1er degré. Ne sachant ni lire, ni écrire	586	hommes,	33	femmes.
2e degré. Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement. . . .	1,460	id.	121	id.
3e degré. Sachant bien lire et écrire.	575	id.	29	id.
4e degré. Ayant une instruction supérieure à ces degrés. .	214	id.	4	id.

Suivant l'idiome.

Parlant le français.	783	hommes,	62	femmes.
id. le flamand.	1,230	id.	63	id.
Id. ces deux langues . .	739	id.	57	id.
Id. une langue étrangère seulement	63	id.	5	id.

Antécédents.

Non récidivistes. . . . . 907 hommes, 97 femmes.

		Hommes.	Femmes.
Récidivistes	ayant subi 1 condamnation antérieure	324	19
	ayant subi 2 condamnations antérieures.	272	13
	ayant subi 3 condamnations antérieures.	182	9
	ayant subi 4 condamnations antérieures.	185	9
	ayant subi 5 condamnations antérieures.	174	11
	ayant subi plus de 5 à 10 condamnations antérieures.	397	13
	ayant subi plus de 10 à 15 condamnations antérieures.	189	9
	ayant subi plus de 15 à 20 condamnations antérieures.	82	4
	ayant subi plus de 20 condamnations antérieures.	123	3
		1,928	90

La récidive dont il est ici question est la récidive pénitentiaire et non la récidive légale. Il n'est pas tenu compte des condamnations antérieures à une peine de police.

Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération. — On trouvera dans le tableau LXXXIX des renseignements sur la condition au moment de la libération de 3,271 détenus (2,994 hommes et 277 femmes) libérés pendant l'année. Il s'agit là aussi des seuls libérés inscrits à la comptabilité morale.

STATISTIQUE

DE LA

MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE

Mouvement de la population des dépôts de mendicité, des maisons de refuge, des écoles de bienfaisance.

La statistique de la mendicité et du vagabondage relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants proprement dits et des écoles dénommées « écoles de bienfaisance », où sont internés les jeunes délinquants et les enfants moralement abandonnés.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

Les entrées réelles ont été, dans les dépôts de mendicité :

En 1898, de 2,535 hommes;
En 1899, de 2,284 id. et 230 femmes;
En 1900, de 2,777 id. et 238 id.
En 1901, de 3,280 id. et 242 id.

Dans les maisons de refuge :

En 1898, de 3,600 hommes;
En 1899, de 3,266 id. et 238 femmes;
En 1900, de 3,461 id. et 212 id.
En 1901, de 4,048 id. et 238 id.

En ce qui concerne les hommes, le mouvement de hausse qui se dessinait en 1900 s'est donc fortement accentué en 1901. Les points de comparaison pour en déterminer l'importance exacte font malheureusement défaut, car la statistique des entrées réelles dans les établissements de bienfaisance n'existe que depuis 1898.

Le meilleur élément dont on puisse actuellement se servir pour apprécier l'influence qu'a exercée sur le vagabondage la loi du 27 novembre 1891, c'est la population moyenne des établissements. Le chiffre de cette population n'est pas, il est vrai, exactement proportionnel au nombre des entrées, ni par conséquent au nombre des cas de vagabondage, car il dépend pour beaucoup de la durée de l'internement que l'administration juge à propos de faire subir au vagabond. Si l'administration, usant du pouvoir d'appréciation que la loi lui confère, libère très tôt les individus mis à sa disposition par les tribunaux, le nombre des journées d'entretien sera relativement petit et la population moyenne, qui est le quotient de la division du total des journées d'entretien par 365, sera relativement faible. Les variations dans la durée de la détention peuvent être assez caractérisées pour que la population moyenne baisse quand le chiffre des entrées augmente. Il en a été ainsi en ce qui concerne les maisons de refuge; bien que les entrées réelles aient été de 4,048 en 1901 contre 3,266 en 1,899, la population moyenne a diminué de 1,823 en 1899 à 1,761 en 1901.

En outre, les mouvements de hausse ou de baisse des entrées et de la population moyenne ne sont pas nécessairement simultanés; si de nombreuses entrées ont lieu à la fin de l'année, elles élèveront un peu la population moyenne de l'année où elles ont eu lieu, mais davantage celles de l'année suivante.

Il est nécessaire de tenir compte de ces remarques en lisant les séries suivantes, qui renseignent par année la population moyenne des dépôts de mendicité et des maisons de refuge :

Années.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
1892.	3,564	2,043
1893.	4,324	2,145
1894.	4,193	2,902
1895.	4,529	2,766
1896.	4,430	2,314
1897.	4,076	1,876
1898.	4,208	1,983
1899.	4,248	1,823
1900.	4,058	1,691
1901.	4,510	1,761

De ces chiffres il résulte que, si l'Etat a pu depuis 1896 restreindre l'hospitalisation des mendiants et des vagabonds, plutôt malheureux que coupables, placés dans les maisons de refuge, il a dû maintenir dans les dépôts de mendicité un nombre toujours aussi considérable d'individus adonnés au vagabondage quasi délictueux. Les chiffres ont légèrement fléchi de 1897 à 1900, mais, en 1901, ils se sont relevés à un niveau presque égal

à celui de l'année 1895, année où le chiffre de la population moyenne a été le plus fort depuis la promulgation de la loi.

Les écoles de bienfaisance ont reçu en 1901 565 garçons et 153 filles contre 700 garçons et 156 filles en 1900. La population moyenne a également diminué de 2,419 à 2406.

Les 718 garçons et filles entrés en 1901 dans les écoles de bienfaisance se répartissent de la manière suivante au point de vue du motif qui a amené leur mise à la disposition du gouvernement :

22 ou 3 p. c. ont été internés sans décision judiciaire, à la suite d'une demande adressée au Ministre de la justice par le collège échevinal de leur commune;

378 ou 52.6 p. c. l'ont été en vertu de l'article 24 de la loi du 27 novembre 1891, c'est-à-dire pour avoir été trouvés en état de mendicité ou de vagabondage;

35 ou 4.9 p. c. avaient commis avec discernement une infraction punissable d'une peine de police (art. 25 de la loi);

75 ou 10.5 p. c. ont été mis à la disposition du gouvernement à la suite d'une condamnation à une peine d'emprisonnement correctionnel (art. 26);

208 ou 29 p. c. l'ont été par application de l'article 72 du Code pénal qui exempte de condamnation les accusés et prévenus âgés de moins de 16 ans s'il est décidé qu'ils ont agi sans discernement.

Statistique des placements en apprentissage.

L'article 30 de la loi du 27 novembre 1891 sur la répression du vagabondage et de la mendicité, modifié par l'article 2 de la loi du 15 février 1897, autorise le gouvernement à placer les enfants mis à sa disposition, en apprentissage chez un artisan ou chez un cultivateur.

Caractère légal et mode d'organisation des placements en apprentissage. — La mise en apprentissage est un mode d'exécution de la mise à la disposition du gouvernement; celui-ci garde l'entière responsabilité de l'enfant placé.

Antérieurement à la loi du 27 novembre 1891, les enfants mis à la disposition du gouvernement du chef de vagabondage ou de mendicité, ou admis volontairement dans les écoles en vertu d'une autorisation du collège échevinal, pouvaient seuls être placés et le directeur de l'école de réforme de Ruysselede avait seul le droit, moyennant l'assentiment du comité d'inspection de l'établissement, d'effectuer des placements. (Règlement de l'école de Ruysselede, approuvé par arrêté royal du 28 mars 1852, art. 238.)

La loi du 27 novembre 1891 a étendu cette faculté à tous les enfants mis à la disposition du gouvernement pour quelque motif que ce soit, et les placements s'effectuent généralement par l'intermédiaire d'un organisme privé, qu'on appelle les comités de patronage. Ces comités sont établis dans tous les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire et, en outre, à Lierre, Thielt et Seraing; ils ont des correspondants, choisis librement, sinon dans toutes les communes de l'arrondissement, du moins dans les communes ou à proximité des communes où ils effectuent des placements.

De ce que l'enfant placé reste à la disposition du gouvernement il suit que le gouvernement, représenté par le Ministre de la justice, exerce un contrôle permanent sur les placements. Aucun placement ne peut avoir lieu sans son autorisation préalable; tout fait important, tout changement dans la situation de l'élève placé doit lui être immédiatement signalé; en outre, annuellement, un rapport spécial lui est adressé sur chaque placement. Le Ministre peut ordonner la réintégration de l'enfant à l'école ou le renvoyer dans sa famille; son pouvoir, en cette matière, est souverain.

Placements antérieurs au 1er janvier 1901.

Nombre des placements (tableau I A). — Depuis le 1er janvier 1892 jusqu'au 31 décembre 1900, 3,450 placements ont été effectués.

Il n'y a guère de différence marquante entre le nombre des placements effectués chaque année, si l'on en excepte l'année 1894, où le nombre des placements atteint le chiffre de 555.

Cette augmentation brusque du nombre des placements, suivie d'ailleurs d'un arrêt immédiat, s'explique : l'œuvre du placement en apprentissage avait atteint, en 1894, son entier développement; les comités de patronage s'étaient organisés dans tous les arrondissements du pays: d'où accroissement du nombre des demandes d'élèves à placer et facilités pour les directeurs d'assigner à chaque élève le placement s'adaptant à son origine et à son développement physique, intellectuel et moral.

D'un autre côté, il y avait dans les établissements une réserve « d'élèves aptes à être placés », réserve formée par tous les élèves entrés à l'établissement antérieurement à la mise en vigueur de la loi du 27 novembre 1891 (1er janvier 1892) et qui, pour des motifs divers, n'avaient pu être rendus à leur famille ou bénéficier, jusqu'ores, de la faveur du placement en apprentissage.

Lieu où les placements sont faits (tableau I B). — Le rapport statistique présenté aux Chambres en 1894 constatait que la grande majorité des placements s'effectuait à la campagne, chez des cultivateurs; il signalait à l'attention des comités de patronage les difficultés qui pouvaient résulter, notamment pour les enfants originaires des grandes villes, de l'absence d'apprentissage d'un métier dont ils pussent utiliser les connaissances lorsqu'ils seraient rendus à la vie libre.

A cette époque (1894), le pourcentage des garçons placés chez les cultivateurs était de 62.84; il a été, *successivement : en 1895*, de 59.06; en 1896, de 57.71; en 1897, de 58.45; en 1898, de 62.12; en 1899, de 58.15 et, en 1900, de 58.84.

Etat des placements au 1er janvier 1901. — Au 1er janvier 1901, 761 élèves, dont 714 garçons et 47 filles, étaient placés en apprentissage. Sont seuls compris dans ce nombre les élèves dont le terme de la mise à la disposition du gouvernement n'était pas expiré à cette date.

Il eût été désirable, sans doute, de relever également le nombre des élèves qui, ayant atteint le terme de leur mise à la disposition du gouvernement, sont restés dans la région de leur placement; mais le gouvernement n'a plus d'action sur ces élèves, il ne peut plus exercer de contrôle. Cependant, certains comités de patronage ont fourni à cet égard des renseignements officieux dans les rapports qu'ils publient annuellement sur les résultats de leurs travaux.

La constatation importante qui semble se dégager du tableau II est qu'un grand nombre d'élèves (garçons) restent en placement pendant plusieurs années; ils contractent ainsi l'habitude de la vie de campagne et se créent dans ce nouveau milieu un *lien d'attache* qui facilitera leur reclassement social.

Sur les 714 garçons restant en placement au 1er janvier 1901 :

2	étaient placés depuis	11 ans (1890).
1	id.	10 id. (1891).
6	id.	9 id. (1892).
21	id.	8 id. (1893).
48	id.	7 id. (1894).
39	id.	6 id. (1895).
44	id.	5 id. (1896).
75	id.	4 id. (1897).
96	id.	3 id. (1898).
164	id.	2 id. (1899).
265	id.	1 id. (1900).

Placements effectués en 1900.

Nombre des élèves placés. — Le nombre des élèves placés en apprentissage pendant l'année 1901 est de 373, dont 322 garçons et 51 filles; en y ajoutant le nombre des élèves restant placés au 1er janvier 1901, on obtient un nombre total de 1,036 garçons et de 98 filles.

Garçons.	491	sortis de l'école de	Ruysselede.
	269	id.	Saint-Hubert.
	69	id.	Reckheim.
	101	id.	Molt.
	106	id.	Gand.
Filles.	24	sorties de l'école de	Beernem.
	74	id.	Namur.

1,012 garçons ont été placés à l'intervention des comités de patronage.

24 garçons ont été placés directement par les soins des directeurs.

60 filles ont été placées à l'intervention des comités de patronage, dont 46 par le comité des dames patronnesses de Namur, avec le concours de la direction de l'école de cette ville.

38 filles ont été placées directement par les soins de la direction.

Les filles sorties des établissements privés où elles avaient été transférées ont été considérées comme continuant à faire partie de l'école d'où elles avaient été transférées.

Répartition des élèves par lieu de naissance. — Le nombre d'habitants des communes où sont nés les enfants placés a été calculé d'après les résultats du recensement général de 1900 (*Moniteur* du 31 décembre 1901). Dans la première catégorie (communes et agglomérations ayant plus de 100,000 habitants), les faubourgs de Bruxelles et d'Anvers ont été considérés comme faisant partie de l'agglomération.

Il résulte du tableau III*B* que 63.84 % des élèves placés pendant l'année 1901 sont originaires des centres ayant une population de 10.000 habitants au moins.

Placements à la campagne. — Le pourcentage des élèves-garçons (tableau IV) placés à campagne, chez des cultivateurs, pendant l'année 1901 est remonté à 63.35.

Nombre des élèves placés qui ont été réintégrés, se sont évadés, ont été libérés (tableau V). — Le tableau V constate, par école et par comité de patronage, le nombre des réintégrations d'office ou après évasion, celui des évasions non suivies de réintégration, le nombre des libérations, des expirations du terme de la mise à la disposition, des incorporations à l'armée et des décès; le total est de 407, de sorte que le nombre des élèves restant placés, au 1er janvier 1902, est de 1.134 — 407 = 727, dont 699 garçons et 28 filles.

Le tableau VII groupe les élèves dont le placement a pris fin d'après l'année dans laquelle ils ont été mis en apprentissage.

Sur 1,036 garçons placés :

181 ou 17.47 % ont été réintégrés ou se sont évadés.
36 ou 3.48 % ont été rendus à leur famille.
99 ou 9.56 % ont atteint l'expiration de leur terme.
20 ou 1.93 % ont été incorporés dans l'armée.
1 ou 0.09 % est décédé.
699 ou 67.47 % sont maintenus en placement.

Sur 98 filles placées :

3 ou 3.06 % ont été réintégrées ou se sont évadées.
67 ou 68.37 % ont atteint l'expiration de leur terme.
28 ou 28.57 % sont maintenues en placement.

Appliqué exclusivement aux élèves placés pendant l'année 1901, le calcul donne les résultats suivants :

Sur 373 élèves (filles et garçons) placés :

69 ou 18.50 % ont été réintégrés ou se sont évadés.
3 ou 0.80 % ont été rendus à leur famille.
54 ou 14.48 % ont atteint l'expiration de leur terme.
2 ou 0.54 % ont été incorporés dans l'armée.
245 ou 65.68 % sont maintenus en placement.

La différence du pourcentage des évasions et réintégrations entre les garçons et les filles provient, très vraisemblablement, de ce que celles-ci ne sont généralement placées que peu de temps avant l'expiration du terme de leur mise à la disposition du gouvernement et sont, par conséquent, moins exposées à un échec. Sur 98 filles placées 23 seulement avaient été placées avant le 1er janvier 1900, tandis que, sur 1,036 garçons placés, 473 avaient été placés avant cette même date.

On pourrait multiplier les comparaisons, indiquer, notamment, les résultats d'après les écoles d'où les élèves sont sortis, mais ce serait long et peut-être fastidieux; chacun, d'ailleurs, peut lui-même faire le travail à l'aide des chiffres indiqués aux deux tableaux.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des élèves (garçons) dans les écoles de bienfaisance de l'Etat au moment de leur internement :

CATÉGORIES D'INDIVIDUS.	AGE au moment du jugement.	PROVINCE dans laquelle est situé le tribunal qui a prononcé le jugement.	ÉCOLE de bienfaisance destinataire.
A. — GARÇONS.			
Loi du 27 novembre 1891, art. 24.	Moins de 15 ans	Les neuf provinces	Ruysselede.
	15 ans et plus	Anvers, Flandre occidentale, Flandre orientale, Hainaut, Namur	Moll.
		Brabant, Liége, Limbourg, Luxembourg	Reckheim.
Loi du 27 novembre 1891, art. 23 et 26. Code pénal, art. 72 et 76. (Pour les enfants âgés de moins de 16 ans.)	Moins de 11 ans	Les neuf provinces	Ruysselede.
	11 à 14 ans	Les neuf provinces	Saint-Hubert.
	Plus de 14 ans	Anvers, Limbourg, Namur	Reckheim.
		Brabant, Flandre orientale, Liége, Luxembourg	Saint-Hubert.
		Flandre occidentale, Hainaut	Moll.

Les jeunes enfants sont donc internés aux écoles de Ruysselede et de Saint Hubert, tandis que les écoles de Reckheim et de Moll ne reçoivent que les élèves au-dessus de l'âge de 14 ou de 15 ans.

Le quartier de discipline des écoles de bienfaisance est établi à Gand.

Le pourcentage des évasions et réintégrations de placement qui, pour les élèves sortis des écoles de Ruysselede et de Saint-Hubert, est respectivement de 12.63 et 15.98, monte pour les élèves sortis des écoles de Reckheim, de Moll et de Gand respectivement à 26.09, 27.72 et 28.30.

Cette constatation confirme l'observation déjà faite dans le précédent rapport que le placement des jeunes enfants offre plus de chance de stabilité et de succès que le placement des adultes.

Motifs des réintégrations et des évasions (tableau VI). — Le tableau VI, qui détaille les motifs des réintégrations et indique, en outre, les divers résultats d'après l'année dans laquelle les élèves ont été placés, ne relève que deux réintégrations dues à la faute du patron.

Il est certain, néanmoins, que les renvois d'élèves, sans motifs, notamment par des cultivateurs, à l'entrée de l'hiver, sont relativement assez fréquents, surtout dans certaines régions. Mais, dans ce cas, il n'y a pas lieu à réintégration puisque l'élève n'a pas démérité; la solution qui s'indique, c'est ou bien le déplacement de l'élève chez un autre patron ou bien sa libération provisoire, si la situation de la famille n'y fait pas obstacle.

Sur 1,036 garçons placés 97 ou 9.46 % se sont évadés de leur placement; plus de 42 % des évadés avaient été placés en 1901; c'est donc au début du placement que, généralement, les évasions se produisent.

Faut-il en chercher la cause dans cette circonstance que patron et élève constatent bien vite qu'ils ne peuvent se convenir? Faut-il y voir plutôt l'influence des parents qui s'exercera avec plus d'énergie et avec plus de chances de succès dans les premiers temps du placement? La cause serait-elle inhérente aux dispositions individuelles des élèves (âge, caractère, répulsion contre tout travail régulier)?

Rien n'autorise à attribuer une influence prépondérante à l'un de ces trois facteurs.

La seule constatation que fournissent à cet égard les tableaux est que, sur 97 évadés, 44 seulement ont été réintégrés; 53 n'ont pas été réintégrés.

L'examen des dossiers individuels permet cependant d'affirmer que les recherches pour découvrir la retraite des évadés sont faites très activement et restent, d'ailleurs, rarement infructueuses. Mais un grand nombre d'évadés sont près d'atteindre l'expiration du terme de leur mise à la disposition du gouvernement ou, tout au moins, sont arrivés à un âge où ils peuvent se suffire à eux-mêmes; la réintégration serait souvent inefficace et inopportune. La circulaire du 8 mars 1897 laisse, dans certains cas, aux magistrats du parquet, chargés de la recherche des évadés, la faculté de surseoir à la réintégration s'ils jugent que cette mesure serait plutôt nuisible à l'élève et que d'ailleurs celui-ci peut, sans inconvénients, être laissé en liberté.

Résultats donnés par l'œuvre du placement en apprentissage. — L'œuvre du placement en apprentissage a été fondée en 1888-1889; à cette époque furent créés les premiers comités de patronage, établis successivement à Liége, Bruxelles, Anvers et Mons. Il fallait vaincre d'abord les résistances que l'œuvre rencontrait; le public craignait, non sans raison, de voir se mêler à la population ces enfants tarés; la difficulté était surtout de faire admettre ces enfants dans les familles honnêtes. La surveillance des placements devait être sérieusement organisée et cette organisation n'a été définitive qu'en 1894.

Actuellement, chaque enfant placé possède son livret de Caisse d'épargne, rendu indisponible jusqu'à sa majorité, sauf autorisation spéciale du Ministre. Auprès de chaque école de bienfaisance a été instituée une société mutualiste en vue de l'affiliation des élèves à la Caisse de retraite; plusieurs comités de patronage, notamment ceux de Lierre, Bruxelles, Nivelles, Mons, Tournai, Liége, Seraing, Verviers et Marche, ont établi, pour les élèves placés sous leur protection, une mutualité spéciale de patronage; les élèves placés par le comité de Thielt sont affiliés à une mutualité spéciale de la région; le comité de Charleroi a affilié les élèves placés par ses soins directement à la Caisse de retraite.

En raison de la durée de l'expérience et du nombre des placements sur lesquels cette expérience a porté, les résultats dont les chiffres produits dans les divers tableaux sont l'expression peuvent être considérés comme un élément décisif d'appréciation d'une œuvre aujourd'hui définitivement établie.

STATISTIQUE

DES

GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Les requêtes en grâce soumises au Roi en 1901 ont été au nombre de 8,669. Dans 7,364 cas la demande a été rejetée, dans 1305 elle a été accueillie en tout ou en partie.

Le nombre des détenus auxquels peut s'appliquer la libération conditionnelle est nécessairement restreint : la loi exige une durée minimum de détention et exclut, par le fait, une nombreuse catégorie de prisonniers. D'autre part, l'amendement du détenu et les nécessités de la répression ne permettent évidemment pas de faire bénéficier de la mesure les récidivistes endurcis ou les condamnés ayant fait preuve d'une perversion spéciale.

Aussi la *statistique* de la libération conditionnelle, dressée annuellement surtout, ne peut-elle être que le résultat chiffré d'une enquête.

L'enquête a été faite dès le début de la loi et continue depuis.

Elle porte d'abord sur l'application de la loi, au point de vue de l'initiative que prennent les directeurs de prison et du contrôle qu'exerce l'administration centrale par les instructions d'office qu'elle ordonne; ensuite sur la personnalité des détenus qui bénéficient de la libération conditionnelle : âge, état civil, antécédents, peines encourues, etc.; enfin sur les résultats : proportion des révocations et des libérations devenant définitives par expiration du temps d'épreuve.

L'on trouvera les chiffres pour 1901 au tableau CIII. Pour permettre d'apprécier l'importance réelle et les conséquences de la libération conditionnelle, les tableaux ci-dessous fournissent un résumé des chiffres constatés depuis le 1er juin 1888, date de la mise en vigueur de la loi.

Le premier indique la proportion des libérations conditionnelles accordées tant pour les propositions des autorités que pour les instructions d'office sur requête.

Le second expose les résultats en mettant en regard du chiffre total des libérations celui de celles qui sont devenues définitives et celui des révocations.

Enfin, le troisième indique la date à laquelle expireront les délais d'épreuve pour les libérés encore soumis à la surveillance et qui pourraient être éventuellement réintégrés.

Ces deux derniers tableaux ne tiennent pas compte des décès.

ANNÉES.	LIBÉRATIONS			REJETS		
	sur propositions des directeurs.	après requêtes instruites d'office.	TOTAL.	de propositions des directeurs.	après instructions d'office.	TOTAL.
1888-1889	118	54	172	150	69	225
1890	78	28	106	47	53	100
1891	123	47	170	45	45	90
1892	145	54	199	57	38	95
1893	133	43	176	66	18	84
1894	142	39	181	95	29	124
1895	140	61	201	135	48	183
1896	160	56	216	136	64	200
1897	163	72	235	172	90	262
1898	179	87	266	181	87	268
1899	162	70	232	170	88	207
1900	175	61	236	149	50	199
1901	148	74	222	186	80	266

ANNÉES.	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		LIBÉRATIONS DEVENUES DÉFINITIVES		RÉVOCATIONS		
	accordées pendant l'année.	TOTAL depuis le 1er juin 1888 (1).	pendant l'année.	depuis le 1er juin 1888 (1).	de libérations accordées dans l'année.	TOTAL des révocations prononcées dans l'année.	TOTAL depuis le 1er juin 1888 (1).
1888-1889	172	172			3	3	3
1890	106	278		245	1	5	8
1891	170	448			1	4	12
1892	199	647	170	415	3	5	17
1893	176	823	145	560	3	7	24
1894	181	1,004	126	684	3	6	30
1895	201	1,205	170	854	2	13	43
1896	216	1,421	178	1,032	1	6	49
1897	235	1,656	206	1,238	2	10	59
1898	266	1,922	234	1,472	1	9	68
1899	232	2,154	188	1,660	1	8	76
1900	236	2,390	123	1,783	»	8	84
1901	222	2,612	107	1,890	3	17	101

Suite des 2,612 libérations conditionnelles accordées depuis la mise en vigueur de la loi.

Libérations devenues définitives	1,890
Id. révoquées	101
Terme d'épreuve expirant en 1901	»
Id. id. 1902	202
Id. id. 1903	225
Id. id. 1904	43
Id. id. 1905	35
Id. id. 1906	18
Id. id. 1907	13
Id. id. 1908	8
Id. id. 1909	7
Id. id. 1910	11
Terme d'épreuve expirant en 1911	7
Id. id. 1912	4
Id. id. 1913	4
Id. id. 1914	4
Id. id. 1915	7
Id. id. 1917	2
Id. id. 1918	1
Id. id. 1919	1
Id. id. 1920	3
Id. id. 1923	1
Id. id. 1924	1
Id. id. 1927	1
Id. id. 1928	1
Id. id. 1930	1
Indéfini	21
	2,612

(1) Date de la mise en vigueur de la loi.

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

L'administration de la sûreté publique a été informée de l'arrivée dans le pays du chiffre suivant des étrangers :

Année.	Résidents.	Vagabonds.	Total.
	—	—	—
1899	15,061	2,785	17,846
1900	16,573	2,757	19,310
1901	17,059	3,638	20,697

Le nombre des étrangers venant dans le pays avec l'intention d'y résider a donc augmenté en deux ans de 4,919 ou de plus de 13 p. c. Le contingent des vagabonds, qui avait diminué de 1899 à 1900, a été considérablement renforcé en 1901 et a atteint un chiffre qui dépasse de 30 p. c. celui de 1899.

L'appoint fourni par les différents pays à cette immigration a été :

	1899.	1900.	1901.	
	—	—	—	
Allemagne. . .	3,813	4,509	5,650	immigrants.
Angleterre. . .	560	536	627	id.
Autriche . . .	330	460	546	id.
France	5,425	5,762	7,902	id.
Hollande . . .	2,546	2,734	2,868	id.
Italie	653	626	866	id.
Luxembourg .	477	426	573	id.
Russie	352	409	372	id.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

Comme celle de l'année 1900, la statistique des aliénés qui figure dans le présent volume ne fournit que des renseignements généraux sur le nombre des aliénés internés dans les asiles. Des renseignements plus développés, surtout au point de vue médical, sont donnés dans les rapports sur la situation des asiles d'aliénés du royaume publiés par l'administration de la bienfaisance. Il n'existe pas de relevé annuel des aliénés soignés à domicile.

La population des asiles d'aliénés a subi, en 1901, une nouvelle hausse, qui a porté à plus de 15,000 (15.348) le chiffre des malades des deux sexes. En 1890 on n'en comptait pas 11,000. Chaque année étend le nombre des victimes des affections mentales soignées dans les asiles, comme on peut s'en convaincre par les séries de chiffres que voici :

POPULATION DES ASILES AU 31 DÉCEMBRE.

	Hommes.	Femmes.	Total.
	—	—	—
1889.	5,335	5,180	10,515
1890.	5,453	5,324	10,777
1891.	5,665	5,410	11,075
1892.	5,935	5,545	11,480
1893.	6,275	5,719	11,994
1894.	6,392	5,908	12,300
1895.	6,624	6,178	12,802
1896.	7,037	6,278	13,315
1897.	7,167	6,401	13,568
1898.	7,473	6,749	14,422
1899.	7,618	6,985	14,603
1900.	7,834	7,140	14,974
1901.	8,072	7,276	15,348

En treize ans il s'est donc produit une augmentation de 51 % des hommes internés dans les asiles et une augmentation de 40 % des femmes internées.

Les individus admis pour la première fois dans un asile ont été au nombre de 2,969, dont 1,714 hommes et 1,255 femmes.

Ce chiffre a été en 1900 de 2,822, en 1899 de 3,214.

Au point de vue de l'âge au moment de l'admisston, on comptait, sur 1,000 aliénés de chaque sexe :

82	hommes et	72	femmes	âgés de moins de 16 ans.
55	id. et	57	id.	id. de 16 à 20 ans.
214	id. et	207	id.	id. de 21 à 30 id.
391	id. et	346	id.	id. de 31 à 50 id.
258	id. et	318	id.	id. de plus de 50 ans.

La répartition d'un même nombre d'aliénés au point de vue de l'époque de l'année où ils furent admis à l'asile donne :

Pour le printemps. . .	239	hommes,	247	femmes.
Id. l'été	273	id.	284	id.
Id. l'automne	237	id.	222	id.
Id. l'hiver.	251	id.	247	id.

Dans différentes parties de la statistique criminelle, on a eu l'occasion de montrer l'influence énorme exercée par l'alcoolisme sur la criminalité masculine. Pourvoyeur des prisons, l'alcool est également une des grandes causes de l'extension des affections mentales. Sur 1,611 hommes admis pour la première fois dans un asile 415, ou 25 % étaient des alcoolisés.

En 1881, dernière année où l'on a établi la statistique des aliénés alcooliques par sexe, on comptait dans les asiles, au 31 décembre, 409 alcoolisés. En 1901, ce chiffre passe à 1,340, augmentant de 931 ou 227 %. De 1881 à 1901 le nombre des hommes internés a crû de 4,160 à 7,850 ou de 88 %. Un simple rapprochement entre ces deux chiffres, 88 % et 227 %, montre de combien l'influence de l'alcool sur l'aliénation mentale a grandi depuis vingt ans. Un autre calcul, consistant à rechercher combien il y avait d'alcooliques sur cent aliénés détenus au 31 décembre de chacune des années 1881 et 1901, fournit la même démonstration sous une autre forme. Ce calcul apprend, en effet, qu'il y avait 9.8 alcooliques sur cent aliénés en 1881, 17 % en 1901 (1).

L'alcoolisme joue un rôle beaucoup moins considérable dans les troubles mentaux qui affectent les femmes. En 1901, on n'a compté que 5.4 femmes alcooliques sur cent femmes internées pour la première fois (68 : 1,255). Les asiles contenaient au 31 décembre 209 alcoolisées sur 7,276 recluses, soit 2.8 %.

(1) On n'a pas compris dans ces calculs l'hospice de Dave, qui n'a pu fournir le chiffre des aliénés alcoolisés qu'il héberge.

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

1901

ANNEXE

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1er janvier 1898 la statistique pénale de la Belgique est rédigée en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire que, sauf une légère exception en ce qui concerne les délits forestiers (pp. 46 et 50) et le tableau IV des cours d'assises, on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1° toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2° tous les éléments de de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — États statistiques.

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation), adressent au département de la justice un compte détaillé des travaux que leur office ou le tribunal auquel ils sont attachés a effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Transmis au département de la justice, ces états sont vérifiés, puis dépouillés dans les différents cadres de la statistique.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est déjà ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des départements de l'intérieur et de la justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888 on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au département de la justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier du tribunal d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des fardes individuelles, cataloguées comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les fardes, par ordre de date, non seulement toutes les condamnations concernant un même individu, mais encore les arrêtés de grâce ou de libération conditionnelle qui lui ont été accordés, les internements dans un dépôt de mendicité, une maison de refuge, une école de bienfaisance (1) qu'il a subis.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1er janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1er janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, sauf le Code forestier, prononcées depuis le 1er janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie, extrêmement peu nombreuse, a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Quand on entama la compilation des tableaux de la nouvelle statistique au 1er janvier 1898, le casier judiciaire embrassait donc, abstraction faite des étrangers :

Pour les faits punis d'une peine criminelle, une période de vingt-neuf ans;

Pour les faits punis d'une peine correctionnelle, une période de dix-neuf ans;

Pour les infractions au Code pénal punies d'une peine de police, une période de trois ans.

Depuis le 1er janvier 1898 il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, prononcées par un tribunal correctionnel qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central, un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée du chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives, de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins. Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte, à laquelle la statistique peut puiser en toute confiance.

L'utilisation des dossiers du casier judiciaire par le service de la statistique se fait d'une façon très simple. Chaque jour, les bulletins qui arrivent au casier judiciaire sont communiqués au bureau de statistique après avoir été rangés dans leurs dossiers, s'ils concernent des condamnés récidivistes. Ils sont dépouillés successivement sous leurs différents aspects, après quoi ils sont restitués au casier judiciaire.

Tous les travaux importants sont faits au moyen de fiches de dépouillement perforées par des emporte-pièce comme celles qui servent aux dépouillements par la machine électrique Hollerith. Ces fiches sont comptées au moyen du *classi-compteur March*.

(1) Sauf les mises à la disposition du gouvernement prononcées par application des articles 24 et 25 de la loi du 27 novembre 1891.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Casier judiciaire

N°

(Rappeler le numéro de l'extrait du casier judiciaire, quand il s'agit d'un récidiviste.)

BULLETIN DE CONDAMNATION.

Tribunal correctionnel de

N. B. — Prière de répondre par écrit à chaque question.
L'emploi des guillemets comme réponse est interdit.

N° de l'affaire :

NOM	
Prénoms	
Sobriquet ou surnom	
Faux nom	
Lieu et date de naissance	
Prénoms du père	
Nom et prénoms de la mère	
Nom et prénoms du conjoint. (Indiquer si ce conjoint est décédé ou s'il y a eu divorce.)	
Le condamné a-t-il des enfants légitimes ou légitimés?	
Instruction. (Souligner ci-contre la mention qui convient.)	Illettré. — Sachant imparfaitement lire et écrire. — Sachant bien lire et écrire. — Ayant une instruction plus développée.
Profession	Si le condamné est entretenu par une autre personne, indiquer quelle est cette personne (père, mari, tuteur, etc.) et quelle est sa profession. Tout condamné sans moyens d'existence qui ne travaille pas doit être renseigné comme *sans aveu*, même s'il dit connaître un métier. Si le condamné, sans exercer de profession, a des moyens d'existence, le renseigner sous sa qualification sociale (rentier, pensionné, etc.).
Domicile	

Condamné conditionnellement, avec sursis de (*) , *le*

à :	*du chef de* (indiquer le nombre des infractions de chaque espèce) :	*par application de :*
1°	1°	1°
2°	2°	2°
3°	3°	3°

(**) *Ces faits ont été commis à* , *le*

Le condamné a-t-il agi étant sous l'influence de la boisson?

Le 19 .

Le Greffier,

(*) Biffer les mots *conditionnellement avec sursis de*, si la loi du 31 mai 1888 n'a pas été appliquée.
(**) S'il s'agit d'infractions connexes ou collectives, prendre pour date le dernier acte punissable commis, en y joignant l'abréviation **I. C.**
Quand on ignore la date exacte à laquelle une infraction a été commise, faire connaître la période (mois, saison, année) dans laquelle cette date doit se trouver comprise, en indiquant brièvement que la date exacte est inconnue.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (Code d'instruction criminelle, art. 8).

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre (ou à un échevin délégué). (Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi et dans les autres le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 loi du 18 juin 1869.)

Les procureurs du roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble la preuve des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'intruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « chambre du conseil » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d' « ordonnance ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge

ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze à vingt ans ou une peine plus grave, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du roi.

Art. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer... L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

Art. 4. Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

Art. 5. Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée rendue à l'unanimité, le procureur du roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la prévention.

Art. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt à charge pour l'inculpé de se représenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

Art. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés comme ils l'étaient auparavant, à l'aide de comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles. Les modifications apportées aux entêtes du tableau VIII et de quelques colonnes du tableau XI n'ont eu pour objet que de rectifier leur énoncé, qui ne correspondait pas au contenu réel du tableau ou des colonnes.

I. — Etat des travaux des parquets.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus directement par		Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux transmis au ministère public par							Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet.	Direction donnée aux plaintes, dénonciations et procès-verbaux. — NOMBRE DES AFFAIRES					
											communiquées au juge d'instruction.	renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite.	portées à l'audience par citation directe		
	le ministère public.	les juges d'instruction.	la gendarmerie.	les juges de paix.	les bourgmestres	les commissaires de police.	les gardes champêtres.	les gardes forestiers.	de toute autre manière.					du ministère public.	de la partie civile.	d'une administration publique.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	3,429	21	1,884	7	433	24,500	500	173	881	31,526	8,003	1,900	18,160	2,092	80	173
Louvain	20	—	1,609	—	485	1,135	586	50	526	4,220	851	754	1,458	1,242	2	51
Nivelles	—	—	1,914	1	527	1,031	423	28	91	4,035	1,120	857	1,412	627	—	10
Anvers	524	3	1,494	—	495	8,546	10	93	566	11,531	2,951	595	4,848	3,209	2	33
Malines	25	—	650	—	145	944	158	17	262	2,170	1,020	22	546	580	4	3
Turnhout	34	—	620	—	20	295	546	106	108	1,529	519	22	549	709	—	42
Mons	588	—	3,184	4	192	3,594	286	444	919	9,011	4,408	1,242	2,909	703	1	5
Charleroi	9,856	—	3,710	2	582	5,559	665	25	170	20,353	5,104	3,741	7,823	3,561	1	33
Tournai	888	—	1,045	12	104	606	30	15	650	3,328	1,540	535	853	417	1	6
Gand	690	7	2,095	1	957	6,819	11	17	82	10,679	3,522	533	3,997	2,720	19	65
Audenarde	16	—	3,033	2	285	555	99	3	188	4,161	896	588	1,892	756	8	—
Termonde	55	1	2,018	2	678	1,774	49	64	388	5,009	1,144	400	1,940	1,550	2	17
Bruges	64	7	2,566	4	490	5,524	46	69	505	6,875	2,549	855	2,770	1,212	—	12
Courtrai	45	—	2,689	—	729	2,778	29	—	567	6,857	2,054	591	2,760	1,464	1	11
Furnes	9	—	727	—	526	557	2	5	162	1,566	582	157	510	516	—	8
Ypres	52	—	1,082	—	510	1,024	108	66	185	3,097	979	489	1,064	608	—	4
Liége	458	—	3,782	9	40	5,865	590	90	1,028	11,662	3,208	1,766	4,641	1,025	9	154
Huy	804	—	858	1	168	155	427	28	120	2,519	707	502	1,045	259	—	27
Verviers	687	—	886	2	577	1,497	167	74	58	3,928	1,165	528	1,020	559	1	57
Tongres	270	—	1,095	5	101	158	195	15	91	1,915	269	474	745	401	—	54
Hasselt	192	—	849	—	87	455	79	45	195	1,900	546	68	746	681	—	56
Arlon	2	—	1,451	5	8	214	45	25	560	2,506	750	425	691	157	—	505
Marche	5	—	805	—	5	121	165	54	90	1,507	257	597	461	174	1	41
Neufchâteau	646	—	795	5	27	125	28	124	122	1,868	546	452	741	257	—	81
Namur	90	—	5,684	6	12	1,915	59	42	255	6,041	1,649	826	2,457	890	—	215
Dinant	1,887	4	611	—	116	274	85	417	242	3,656	846	855	1,051	659	1	241
TOTAUX	21,292	45	44,995	66	8,095	72,765	4,751	2,059	8,971	165,017	45,970	18,652	67,468	29,920	105	1,660

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets.

Arrondissements.	LES FAITS ne constituant ni crimes ni délits ou ne pouvant donner lieu qu'à des réparations civiles.	LES AUTEURS étant inconnus.	LA PREUVE ne pouvant être administrée.	LES DÉLITS étant sans gravité ou n'intéressant pas essentiellement l'ordre public.	LES PROCÈS-VERBAUX étant irréguliers.	LES PARTIES intéressées n'ayant pas porté plainte ou s'étant désistées.	LES PRÉVENUS étant décédés.	LA PRESCRIPTION étant acquise.	POUR tout autre motif.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	9,318	4,692	2,221	577	—	681	31	5	805	18,160
Louvain	169	469	456	316	—	36	—	2	10	1,458
Nivelles	141	416	499	4	—	1	—	—	31	1,412
Anvers	744	2,487	918	241	8	165	7	2	246	4,848
Malines	12	320	83	3	—	34	—	1	84	546
Turnhout	19	195	54	—	8	5	—	1	57	349
Mons	827	951	724	41	—	276	—	—	87	2,909
Charleroi	3,291	1,543	1,693	701	—	552	61	—	—	7,823
Tournai	106	477	241	3	—	6	—	—	—	833
Gand	583	1,465	2,004	68	—	28	9	3	35	3,997
Audenarde	327	758	228	202	7	28	—	—	342	1,892
Termonde	444	568	885	8	2	13	—	4	16	1,940
Bruges	11	822	1,770	10	1	19	8	5	115	2,770
Courtrai	107	1,480	988	61	—	15	1	7	101	2,760
Furnes	19	225	207	3	—	12	1	5	8	510
Ypres	108	451	332	—	17	15	4	2	117	1,064
Liége	478	442	3,150	426	—	78	2	6	70	4,641
Huy	264	256	581	12	—	91	1	9	29	1,043
Verviers	348	416	410	125	—	100	3	1	118	1,620
Tongres	271	171	236	—	3	52	—	—	10	743
Hasselt	55	191	409	3	7	19	1	—	63	746
Arlon	225	258	91	9	—	80	1	4	40	691
Marche	116	151	109	8	—	5	—	3	89	461
Neufchâteau	231	149	320	—	—	22	—	5	14	741
Namur	1,360	335	557	—	—	121	—	—	61	2,457
Dinant	57	127	608	11	—	15	—	7	249	1,054
TOTAUX. . .	19,821	19,804	19,607	2,635	53	2,549	130	72	2,797	67,468

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminé

Résultat de l'instruction.

Arrondissements.	NOMBRE DES AFFAIRES								AFFAIRES SA (Détail de la c	
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES					renvoyées au parquet ou à d'autres juges concurremment saisis.	évoquées par la cour d'appel.	TOTAL.	Faits qui ne constituent ni crime ni délit.	CRIMES ET DÉLITS
	DE RENVOI DEVANT				de non-lieu à poursuivre.					présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve.	
	la chambre des mises en accusation.	le tribunal correctionnel.	le tribunal de police.	une autre juridiction.						Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	22	2,000	4,248	21	1,591	74	—	8,046	82	255	325
Louvain	5	285	336	1	182	3	1	813	13	7	74
Nivelles	3	159	805	3	172	4	—	1,146	10	5	58
Anvers	13	930	1,267	9	689	51	—	2,959	45	57	201
Malines	1	212	555	—	235	3	—	986	—	32	55
Turnhout	2	96	190	1	30	1	—	320	11	2	4
Mons	8	608	2,775	5	608	9	2	4,013	109	112	157
Charleroi	25	827	3,630	4	611	51	—	5,148	13	107	221
Tournai	2	305	1,055	—	225	6	—	1,573	11	45	68
Gand	20	617	2,084	6	551	10	—	3,268	32	52	98
Audenarde	7	206	485	1	161	—	—	858	20	17	9
Termonde	5	466	462	10	209	6	—	1,158	17	29	41
Bruges	5	770	1,175	1	378	10	1	2,340	1	16	121
Courtrai	5	501	1,305	4	521	2	—	1,936	11	100	101
Furnes	1	166	50	—	160	5	—	382	—	12	24
Ypres	2	220	477	2	180	—	—	881	7	13	48
Liége	15	1,189	1,182	—	755	11	—	3,128	120	145	232
Huy	1	102	506	—	147	2	—	758	15	17	31
Verviers	2	326	544	—	245	48	—	1,165	12	11	109
Tongres	1	56	121	—	44	—	—	222	1	1	16
Hasselt	5	77	216	—	48	4	—	350	—	6	3
Arlon	—	68	591	—	22	41	—	725	—	—	19
Marche	—	50	157	—	45	—	—	232	—	1	5
Neufchâteau	1	52	248	—	37	—	—	338	—	5	26
Namur	6	426	768	6	412	1	—	1,619	7	55	50
Dinant	1	180	491	2	165	—	—	839	—	4	9
TOTAUX. . .	154	10,764	25,702	76	8,181	322	4	45,203	535	1,084	2,069

Arrondissements.	AFFAIRES SA	
	reconnus tels d'après le résultat de l'instruction.	
	Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés.
1	13	14
Bruxelles	547	402
Louvain	24	64
Nivelles	84	38
Anvers	241	147
Malines	131	39
Turnhout	11	2
Mons	130	80
Charleroi	83	187
Tournai	77	24
Gand	218	131
Audenarde	51	61
Termonde	60	30
Bruges	98	139
Courtrai	57	32
Furnes	57	67
Ypres	70	42
Liége	80	130
Huy	45	41
Verviers	52	61
Tongres	12	14
Hasselt	20	19
Arlon	3	»
Marche	15	24
Neufchâteau	5	1
Namur	46	250
Dinant	54	98
TOTAUX. . .	2,292	2,201

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets.

Arrondissements.	LES FAITS ne constituant ni crimes ni délits ou ne pouvant donner lieu qu'à des réparations civiles.	LES AUTEURS étant inconnus.	LA PREUVE ne pouvant être administrée.	LES DÉLITS étant sans gravité ou n'intéressant pas essentiellement l'ordre public.	LES PROCÈS-VERBAUX étant irréguliers.	LES PARTIES intéressées n'ayant pas porté plainte ou s'étant désistées.	LES PRÉVENUS étant décédés.	LA PRESCRIPTION étant acquise.	POUR tout autre motif.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	9,548	4,692	2,221	577	—	681	51	5	805	18,160
Louvain	189	469	456	316	—	30	—	2	10	1,458
Nivelles	441	416	490	4	—	1	—	—	51	1,412
Anvers	744	2,487	918	241	8	165	7	2	246	4,848
Malines	12	320	83	3	—	34	—	1	84	546
Turnhout	49	195	54	—	8	5	—	1	37	349
Mons	827	931	724	44	—	276	—	—	87	2,909
Charleroi	3,291	1,515	1,695	701	—	552	61	—	—	7,823
Tournai	106	477	241	3	—	6	—	—	—	833
Gand	585	1,465	2,001	68	—	28	9	5	58	3,997
Audenarde	527	758	228	202	7	28	—	—	542	1,892
Termonde	444	568	883	8	2	13	—	4	16	1,940
Bruges	11	822	1,770	10	1	19	8	5	115	2,770
Courtrai	107	1,480	988	61	—	15	1	7	101	2,760
Furnes	49	225	207	5	—	12	1	5	8	510
Ypres	108	451	552	—	17	15	4	2	117	1,064
Liége	478	442	3,159	126	—	78	2	6	70	4,641
Huy	264	256	381	12	—	91	1	9	29	1,043
Verviers	348	416	410	125	—	199	3	1	118	1,620
Tongres	271	171	236	—	3	52	—	—	10	743
Hasselt	55	101	409	3	7	19	1	—	63	746
Arlon	225	238	91	9	—	80	1	4	40	691
Marche	116	131	109	8	—	5	—	3	89	461
Neufchâteau	251	140	320	—	—	22	—	5	14	741
Namur	1,360	555	557	—	—	124	—	—	61	2,457
Dinant	57	127	608	11	—	15	—	7	219	1,054
TOTAUX. . .	19,821	19,804	19,607	2,635	53	2,549	130	72	2,797	67,468

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. Résultat de l'instruction.

Arrondissements.	NOMBRE DES AFFAIRES								AFFAIRES SANS SUITE. (Détail de la colonne 6).				
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES					renvoyées au parquet ou à d'autres juges concurremment saisis.	évoquées par la cour d'appel.	TOTAL.	Faits qui ne constituent ni crime ni délit.	CRIMES ET DÉLITS.			
	DE RENVOI DEVANT				de non-lieu à poursuivre.					présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve.		reconnus tels d'après le résultat de l'instruction.	
	la chambre des mises en accusation.	le tribunal correctionnel.	le tribunal de police.	une autre juridiction.						Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés.	Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	22	2,090	4,248	21	1,591	74	—	8,046	82	233	325	547	402
Louvain	5	285	556	1	182	3	1	813	15	7	74	24	64
Nivelles	3	159	805	3	172	4	—	1,146	10	5	58	84	55
Anvers	15	930	1,267	9	689	51	—	2,959	45	57	201	241	147
Malines	1	212	535	—	235	3	—	986	—	32	55	151	59
Turnhout	2	96	190	1	50	1	—	320	11	2	4	11	2
Mons	8	608	2,775	5	608	9	2	4,013	100	112	157	150	80
Charleroi	25	827	3,650	4	611	51	—	5,148	15	107	221	85	187
Tournai	2	505	1,035	—	225	6	—	1,573	11	45	68	77	24
Gand	20	617	2,084	6	551	10	—	3,268	52	52	98	218	131
Audenarde	7	206	485	1	161	—	—	858	20	17	9	54	61
Termonde	5	466	462	10	209	6	—	1,158	17	29	41	60	59
Bruges	5	770	1,175	1	378	10	1	2,340	1	16	124	98	139
Courtrai	5	301	1,505	4	521	2	—	1,936	11	100	101	57	52
Furnes	1	166	50	—	160	5	—	382	—	12	24	57	67
Ypres	2	220	477	2	180	—	—	881	7	15	48	70	42
Liége	15	1,189	1,182	—	755	11	—	3,128	120	145	252	80	156
Huy	1	102	506	—	147	2	—	758	15	17	51	45	41
Verviers	2	526	544	—	245	48	—	1,165	12	11	109	52	61
Tongres	1	56	121	—	44	—	—	222	1	1	16	12	14
Hasselt	5	77	216	—	48	4	—	350	—	6	3	20	19
Arlon	—	68	591	—	22	41	—	725	—	—	19	5	»
Marche	—	50	157	—	45	—	—	232	—	1	5	15	24
Neufchâteau	1	52	248	—	57	—	—	338	—	5	26	5	1
Namur	6	426	768	6	412	1	—	1,619	7	55	50	46	236
Dinant	1	180	491	2	165	—	—	839	—	4	9	51	98
TOTAUX. . .	154	10,764	25,702	76	8,181	322	4	45,203	535	1,084	2,069	2,292	2,201

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus.

NATURE DES INFRACTIONS.	Parquets.	Cabinets d'instruction.					Récapitulation.	
		Crimes présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve.		Crimes reconnus tels par l'instruction.		TOTAL.	Crimes dont les auteurs sont restés entièrement inconnus (col. 2, 3, 5).	Crimes dont les auteurs ont été désignés mais contre lesquels on n'a pas relevé des charges suffisantes (col. 4 et 6).
		Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).	Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Crimes contre les personnes.								
Assassinat (ou tentative)	—	12	5	9	12	38	21	17
Empoisonnement (ou tentative)	—	5	8	—	—	13	5	8
Infanticide	—	17	17	5	3	42	22	20
Parricide	—	—	1	—	1	2	—	2
Meurtre (ou tentative)	4	33	20	27	10	99	61	39
Coups et blessures ayant causé la mort	—	3	1	3	2	9	6	3
Chemins de fer. Obstacles à la circulation des convois ayant causé des blessures ou la mort	24	4	—	—	—	4	28	—
Attentat à la pudeur	5	10	39	11	21	101	20	80
Viol (ou tentative)	4	9	69	11	23	112	24	92
Enlèvement d'une fille âgée de moins de 16 ans	—	—	1	—	—	1	—	1
Avortement	72	13	13	12	14	52	97	27
Faux témoignage en matière criminelle	—	—	1	—	—	1	—	1
Offre de commettre un crime	—	—	—	—	1	1	—	1
TOTAUX	109	106	195	78	96	475	293	291
Crimes contre les propriétés.								
Incendie (ou tentative)	241	117	32	218	41	408	576	73
Destruction de construction	8	1	3	2	3	9	11	6
Faux en écriture	22	31	40	32	26	129	83	66
Fausse monnaie	8	—	3	5	2	10	13	5
Timbres, poinçons (contrefaçon, usage)	—	—	1	—	—	1	—	1
Banqueroute frauduleuse	—	—	20	2	15	46	—	44
Concussion	—	—	1	—	—	1	2	1
Destruction de registres publics	—	—	—	—	1	1	—	1
Vol qualifié (ou tentative) et extorsion	3,474	182	150	584	310	1,241	4,240	478
TOTAUX	3,753	331	268	843	404	1,846	4,927	672
Nombre total des crimes contre les personnes et contre les propriétés réunis	3,862	437	463	921	500	2,321	5,220	963
Délits	15,942	647	1,606	1,371	1,701	5,325	17,960	3,307
Nombre total des crimes et des délits	19,804	1,084	2,069	2,292	2,201	7,646	23,180	4,270

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896.

I. — NATURE DE L'INFRACTION commise par le requérant.	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES.	DEMANDES ACCUEILLIES.			DEMANDES REJETÉES.		
		LE REQUÉRANT AVAIT ENCOURU UNE PEINE			LE REQUÉRANT AVAIT ENCOURU UNE PEINE		
		criminelle.	correctionnelle.	de police.	criminelle.	correctionnelle.	de police.
1	2	3	4	5	6	7	8
Attentat à la pudeur sur enfant de moins de 11 ans, 372	1	—	1	—	—	—	—
Viol, 375	1	—	—	—	—	1	—
Faux en écritures authentiques, etc., 191-197	7	—	3	—	—	4	—
Banqueroute frauduleuse, 489	1	—	—	—	—	1	—
Vol qualifié, 467-470	3	—	3	—	—	—	—
Abus d'autorité, violences envers les personnes, 237	1	—	1	—	—	—	—
Abus de confiance, 491	3	—	3	—	—	—	—
Adultère, 387 à 389	1	—	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372-373	3	—	2	—	—	1	—
Attentat aux mœurs, écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, 383, 384	1	—	1	—	—	—	—
Outrage public aux mœurs, 383	6	—	6	—	—	—	—
Avortement, 343 à 351	1	—	1	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	3	—	2	—	—	1	—
Calomnie, 444	1	—	1	—	—	—	—
Coups, 398 à 400	15	—	12	1	—	1	1
Duel (provocation), 423-424	1	—	1	—	—	—	—
Escroquerie, 496	3	—	2	—	—	1	—
Injures par faits, images, emblèmes, 448	2	—	1	1	—	—	—
Lettres (suppression par un fonctionnaire), 149	1	—	1	—	—	—	—
Outrages à un agent de l'autorité, 276	1	—	1	—	—	—	—
Recel, 503	2	—	2	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	9	—	7	—	—	2	—
Chasse (Loi du 28 février 1882)	2	—	2	—	—	—	—
Ivresse publique (Loi du 16 août 1887)	1	—	—	1	—	—	—
Règlements communaux	1	—	—	1	—	—	—
Infraction forestière	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	72	—	55	4	—	12	1

II. — Nombre des condamnés qui, entre l'époque où ils ont subi leur peine ou en ont été déchargés soit par la grâce, soit par l'expiration du sursis et celle où ils ont adressé leur demande de réhabilitation, ont laissé s'écouler un délai de :

Moins de 6 ans	11
6 ans à moins de 10 ans	21
10 ans à moins de 15 ans	26
14 ans et plus	14
TOTAL	72

VI. — Chambre des mises en accusation. — Nombre et résultat des arrêts.

NOMBRE DES ARRÊTS DÉCRÉTANT :	COURS D'APPEL.			TOTAL.
	BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	
1	2	4	3	5
Qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	12	4	2	18
Portant renvoi aux assises	40	22	23	87
Portant renvoi au tribunal correctionnel	41	5	16	60
Portant renvoi au tribunal de police	1	—	1	2
Portant renvoi devant une autre juridiction	—	—	2	2
TOTAUX	94	29	46	169
Demandes en réhabilitations accordées	45	8	6	59
Demandes en réhabilitations rejetées	11	2	—	13
TOTAUX	56	10	6	72

N. B. — Par suite d'une erreur de typographie, dans la statistique de l'année 1900, les chiffres concernant la cour de Liége ont été attribués à la cour de Gand et vice-versa.

VII. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation.

NATURE DES ORDONNANCES.	Confirmées entièrement.	INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL.
		pour avoir déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre.	pour avoir déclaré qu'il y avait lieu à suivre.	pour fausse qualification des faits.	pour vice de forme.	pour autres motifs.	
1	2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	419	4	—	3	—	53	479
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires auxquelles il a été formé opposition par le ministère public	13	2	—	—	—	2	17
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires auxquelles il a été formé opposition par les parties civiles	1	—	—	—	—	—	1
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code I. C.	91	7	4	17	11	19	149
Cours d'appel Bruxelles	207	11	2	20	—	42	372
Cours d'appel Gand	112	2	—	—	11	15	140
Cours d'appel Liége	115	—	2	—	—	17	134
TOTAUX	524	13	4	20	11	74	646
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition	1	2	—	—	—	2	5

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

VIII. — Prévenus acquittés en appel.

COURS D'APPEL.	TOTAL.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	10	2	2	2	3
Gand	5	1	—	4	—
Liége	—	—	—	—	—
TOTAUX	15	3	3	6	3

IX. — Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation.

COURS D'APPEL.	TOTAL.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	5	4	—	1	—
Gand	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—
TOTAUX	5	4	—	1	—
Prévenus laissés en liberté	24	—	—	—	—

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises.

PROVINCES.	Nombre total des accusés de crimes ordinaires.	Nombre des accusés arrêtés préventivement.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.									
			Moins de 1 mois.	De 1 à moins de 2 mois.	De 2 à moins de 3 mois.	De 3 à moins de 4 mois.	De 4 à moins de 5 mois.	De 5 à moins de 6 mois.	De 6 à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 1 an.	1 an et plus.	Durée inconnue.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	15	12 (1)	—	—	—	4	3	3	2	—	—	—
Anvers	14	14	—	3	3	2	—	4	1	1	—	—
Hainaut	31	31	7	1	6	3	11	1	4	1	—	—
Flandre orientale	14	14	2	6	2	2	1	—	—	1	—	—
Flandre occidentale	13	12 (1)	1	3	6	1	1	—	—	—	—	—
Liége	22	21	1	1	9	—	2	1	3	3	—	1
Limbourg	6	6	—	—	4	1	—	—	1	—	—	—
Luxembourg	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Namur	10	10	—	3	1	3	2	1	—	—	—	—
Résultat des arrêts. Condamnés	98	96	10	16	25	10	12	10	8	6	—	1
Résultat des arrêts. Acquittés	29	28	1	1	9	6	8	—	3	—	—	—
TOTAUX	127	124	11	17	32	16	20	10	11	6	»	1

(1) Non compris 1 individu qui a été jugé pendant le cours de l'exécution d'une première peine de travaux forcés.

XI. — Durée de la détention préventive.

Arrondissements.	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à l'emprisonnement.						INCULPÉS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés ou condamnés à des peines pécuniaires.					
	Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.				
		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Bruxelles	31	30	1	—	—	—	653	337	238	41	15	1	7	4	2	—	1	—
Louvain	1	1	—	—	—	—	24	10	10	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	2	2	—	—	—	—	21	8	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	32	27	—	3	—	2	295	222	35	12	6	—	22	12	3	2	5	—
Malines	7	4	3	—	—	—	31	18	6	7	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	4	4	—	—	—	—	20	3	15	2	—	—	1	1	—	—	—	—
Mons	7	7	—	—	—	—	58	29	20	6	3	—	1	1	—	—	—	—
Charleroi	14	12	1	1	—	—	256	140	109	7	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	4	4	—	—	—	—	66	36	6	2	2	—	3	1	2	—	—	—
Gand	11	8	3	—	—	—	105	33	60	9	2	1	3	—	2	—	1	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	16	—	11	3	2	—	2	—	1	1	—	—
Termonde	6	3	1	—	—	—	44	4	28	7	3	—	1	—	1	—	—	—
Bruges	7	7	—	—	—	—	104	32	51	16	2	—	9	1	8	—	—	—
Courtrai	14	14	—	—	—	—	137	66	37	11	3	—	6	2	3	1	—	—
Furnes	1	—	1	—	—	—	26	10	12	3	1	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	2	—	2	—	—	—	26	25	2	1	—	—	1	1	—	—	—	—
Liége	9	9	—	—	—	—	461	332	119	8	2	—	37	31	2	—	—	1
Huy	3	3	—	—	—	—	13	6	4	2	1	—	2	—	2	—	—	—
Verviers	3	3	—	—	—	—	79	66	7	3	1	—	4	2	2	—	—	—
Tongres	2	2	—	—	—	—	17	16	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Hasselt	1	—	—	1	—	—	18	11	3	1	1	—	2	2	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	35	27	6	1	1	—	3	3	—	—	—	—
Marche	2	1	1	—	—	—	8	6	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Neufchâteau	7	7	—	—	—	—	16	8	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	3	3	—	—	—	—	97	74	21	—	2	—	7	5	2	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	59	49	9	1	—	—	6	6	—	—	—	—
TOTAUX	173	153	13	5	—	2	2,685	1,606	876	154	47	2	119	76	31	4	7	1
Prévenus laissés en liberté	5,052						24,911 (1)						34,040					

(1) Y compris 261 délinquants de moins de 16 ans, acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal, mais mis à la disposition du gouvernement.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine de police, c'est-à-dire n'excédant pas 7 jours de prison et 25 francs d'amende, sauf s'il s'agit de contraventions forestières commises dans des bois soumis au regime forestier;

2° Des délits que la chambre du conseil leur renvoie quand, à raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes (loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° Des infractions aux lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, ainsi que les infractions aux règlements provinciaux. Les juges de paix appliquent les peines comminées par les lois et règlements jusqu'à concurrence de 8 jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende; les peines plus élevées sont réduites de plein droit à ce maximum (loi du 1er mai 1849, art. 1er et 2);

4° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge.

Les fonctions de juge de police sont remplies par les juges de paix.

Il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au département de la justice. Pour la comparaison des chiffres de l'année 1898 avec ceux qui ont été publiés pour les années antérieures il importe de remarquer que le chiffre des affaires porté au tableau XII comprend toutes les affaires jugées par le tribunal, même celles qui concernent l'application de la loi sur la mendicité et le vagabondage, tandis qu'autrefois ces affaires n'étaient pas comptées. Pour pouvoir comparer le chiffre des inculpés de 1898 à celui donné pour les années précédentes il faut ajouter au chiffre de la colonne 6 celui des colonnes 15, 16 et 17 (loi électorale).

Le tableau XVI, établi pour étudier l'application de la loi sur la condamnation conditionnelle, est dressé à l'aide des bulletins du casier judiciaire. Les chiffres qu'il contient ne concordent pas exactement avec ceux du tableau précédent dressé à l'aide de renseignements fournis par les tribunaux de police, parce qu'on n'y comprend pas les condamnations frappées d'appel et qu'on n'y inscrit qu'une fois un individu condamné en une même audience par plusieurs jugements. Les chiffres de ce tableau sont comparables à ceux du tableau des rechutes constatées pendant la durée du sursis (tableau XXI).

Dans ce tableau on a considéré comme *récidiviste* tout individu ayant encouru, avant la date où il a commis l'infraction punie d'une peine conditionnelle, une contravention notée au casier judiciaire.

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles. (3 cantons.)	27,634	26,225	12,678	12,949	598	1,609	1,597	12	—	—	—	—	—	—
Anderlecht	930	920	621	245	56	10	10	—	—	—	—	—	—	1
Assche	332	328	252	43	33	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Hal.	451	422	351	47	24	29	29	—	—	—	—	—	—	—
Ixelles	1,840	1,751	1,291	392	65	89	89	—	—	—	—	—	—	—
Laeken	1,080	1,070	619	387	64	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Lennick-St-Quentin	423	414	359	46	9	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Molenbeek-St-Jean.	2,470	2,440	1,420	752	288	30	30	—	—	—	—	—	—	—
St-Gilles.	1,612	1,557	951	555	48	75	74	1	—	—	—	—	—	2
St-Josse-ten-Noode	2,028	1,982	972	965	45	46	45	5	—	—	—	—	—	1
Schaerbeek	2,433	2,412	1,584	966	62	21	18	3	—	—	—	—	—	—
Uccle.	768	745	511	224	10	25	22	1	—	—	—	—	—	—
Vilvorde	478	451	372	67	12	27	27	—	—	—	—	—	—	—
Wolverthem.	254	249	212	34	3	5	5	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	42,933	40,946	21,999	17,630	1,317	1,987	1,967	20	—	—	—	—	—	4
Louvain (2 cantons.)	884	865	748	88	29	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Aerschot	271	265	209	22	34	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Diest	421	415	349	30	14	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Glabbeek	163	160	135	17	8	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Haecht	190	182	147	19	16	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Léau	189	188	166	15	7	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont	508	459	351	89	16	49	49	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,626	2,532	2,108	300	124	94	94	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles.	675	656	259	295	82	59	59	—	—	—	—	—	—	—
Genappe.	278	252	230	19	3	26	26	—	—	—	—	—	—	—
Jodoigne	316	305	258	26	21	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Perwez	243	235	191	32	12	7	7	—	—	1	—	1	—	—
Wavre	670	608	342	60	6	62	62	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,182	2,036	1,480	432	124	145	145	—	—	1	—	1	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Anvers (3 cantons.)	13,602	13,319	7,850	5,004	465	285	262	21	—	—	—	—	—	3
Boom	343	308	252	40	16	35	35	—	—	—	—	—	—	—
Borgerhout.	1,414	1,306	804	464	38	108	108	—	—	—	—	—	—	—
Brecht	208	142	101	34	7	66	66	—	—	—	—	—	—	—
Contich	457	288	237	48	3	165	165	—	—	6	6	—	—	—
Eeckeren	345	310	210	74	26	35	35	—	—	—	—	—	—	—
Santhoven.	188	164	131	29	4	24	24	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	16,557	15,837	9,585	5,753	499	714	693	21	—	6	6	—	—	3
Malines (2 cantons.)	924	880	716	152	32	44	44	—	—	—	—	—	—	—
Duffel	185	166	148	12	6	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Heyst-op-den-Berg.	195	190	180	9	1	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Lierre.	290	286	251	28	7	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Puers	159	152	135	10	7	7	7	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,753	1,674	1,430	191	53	79	79	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	378	361	247	98	16	14	13	1	—	—	—	—	—	1
Arendonck.	152	150	105	26	19	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Herenthals.	192	181	147	24	10	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Hoogstraeten.	542	98	70	25	3	444	444	—	—	—	—	—	—	—
Moll	292	287	243	32	12	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Westerloo	304	284	230	45	9	20	20	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,860	1,364	1,042	250	72	496	495	1	—	—	—	—	—	1
Mons	1,490	1,383	959	340	84	56	56	—	—	51	25	26	—	—
Boussu	1,603	1,583	1,238	278	67	20	20	—	—	—	—	—	—	—
Chièvres.	236	228	187	39	2	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Dour	788	786	600	157	29	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Enghien	167	142	130	11	1	25	25	—	—	—	—	—	—	—
La Louvière	736	711	504	169	38	25	24	—	1	—	—	—	—	—
Lens	405	393	316	53	24	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Pâturages	515	511	418	77	16	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Roulx	454	446	305	99	42	8	7	1	—	—	—	—	—	—
Soignies.	494	479	374	74	31	15	15	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	6,888	6,662	5,031	1,297	334	175	173	1	1	51	25	26	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Charleroi. . . . (2 cantons.)	5,941	5,827	2,791	2,744	292	114	109	5	—	—	—	—	—	—
Beaumont.	269	248	188	55	7	21	21	—	—	—	—	—	—	—
Binche	1,169	1,151	851	194	109	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Châtelet	1,959	1,057	1,185	551	201	22	21	1	—	—	—	—	—	—
Chimay.	119	109	77	26	6	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Fontaine-l'Evêque .	1,502	1,451	1,010	351	85	55	51	—	—	15	2	2	9	—
Gosselies	1,064	1,041	715	221	105	22	22	1	—	1	—	1	—	—
Jumet	935	920	655	208	57	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Merbes-le-Château .	190	171	121	39	11	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Seneffe.	466	460	316	91	20	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Thuin	329	311	251	48	9	18	17	1	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	13,943	13,635	8,226	4,509	900	294	286	8	—	14	2	3	9	—
Tournai	1,269	1,199	801	349	46	70	70	—	—	—	—	—	—	—
Antoing	740	739	556	170	13	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Ath	279	268	206	48	14	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Celles	191	181	161	14	5	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Flobecq.	122	121	105	12	4	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Frasnes.	90	86	74	8	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	249	242	182	51	29	7	7	—	—	—	—	—	—	1
Leuze	287	268	225	35	12	19	19	—	—	—	—	—	—	2
Péruwelz	383	366	252	121	15	4	4	—	—	13	2	11	—	—
Quevaucamps . . .	351	342	261	65	16	9	9	—	—	—	—	—	—	1
Templeuve	282	270	185	46	41	12	12	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	4,243	4,082	2,990	897	195	148	148	—	—	13	2	11	—	5

XII (suite. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Gand . . . . . (3 cantons)	6,606	6,268	2,522	3,672	214	400	376	23	1	—	—	—	—	—
Assenede	176	166	125	38	3	4	4	—	—	6	2	—	4	—
Caprycke.	126	125	96	24	3	3	2	1	—	—	—	—	—	—
Cruyshautem. . . .	147	116	90	24	2	31	31	—	—	—	—	—	—	—
Deynze	314	167	110	42	15	147	147	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo	325	313	225	73	15	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Everghem	388	356	195	146	15	32	29	3	—	—	—	—	—	—
Ledeberg	436	422	309	190	23	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Loochristy.	115	107	82	20	3	8	7	1	—	—	—	—	—	—
Nazareth.	127	122	72	42	8	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Nevele.	1,292	326	213	70	41	966	962	4	—	—	—	—	—	—
Osterzeele	244	228	146	73	9	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Somergem	250	232	176	44	12	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Waerschot	172	65	32	10	3	107	107	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	10,720	8,951	4,113	4,470	368	1,763	1,730	32	1	6	2	—	4	—
Audenarde . . .	505	173	299	134	20	32	32	—	—	—	—	—	—	—
Grammont.	217	205	166	33	6	6	6	—	—	6	3	3	—	—
Herzele	238	236	172	59	25	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Horebeke-Ste-Marie .	80	77	66	8	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	126	125	102	15	6	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Ninove	410	374	312	45	17	36	33	1	—	—	—	—	—	—
Renaix	311	295	221	51	23	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Sottegem	306	296	205	69	22	10	10	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	2,193	2,079	1,543	414	122	108	107	1	—	6	3	3	—	—
Termonde. . . .	222	187	151	28	8	35	35	—	—	—	—	—	—	—
Alost	360	345	284	49	10	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Beveren.	316	306	226	60	20	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Hamme	138	135	106	21	8	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Lokeren.	285	278	181	87	10	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Gilles-Waes .	292	292	210	49	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes .	495	491	333	111	27	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Tamise	273	261	190	50	18	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Wetteren	136	132	90	28	5	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Zele	167	161	130	30	4	3	3	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	2,684	2,592	1,936	513	143	92	92	—	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges (3 cantons.)	3,924	3,141	1,411	1,482	248	185	185	—	—	—	—	—	—	—
Ardoye	187	172	134	28	10	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles	336	321	256	34	31	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	1,512	1,451	940	469	22	81	81	—	—	—	—	—	—	—
Ruysselede	133	129	105	18	6	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Thielt	222	193	138	46	9	29	29	—	—	—	—	—	—	1
Thourout	338	327	212	76	39	11	11	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	6,052	5,714	3,176	2,173	365	338	338	—	—	—	—	—	—	1
Courtrai (2 cantons.)	916	826	567	209	50	90	90	—	—	—	—	—	—	—
Avelghem	124	113	101	8	4	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Harlebeke	246	206	142	50	14	40	40	—	—	—	—	—	—	1
Iseghem	208	201	148	38	15	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Menin	990	860	427	376	57	130	130	—	—	—	—	—	—	—
Meulebeke	159	149	96	48	5	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Moorseele	155	149	93	44	12	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Mouscron	1,319	902	516	291	65	417	417	—	—	—	—	—	—	—
Oostrooseleke	112	90	65	22	3	22	22	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	816	795	400	350	65	21	21	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	5,045	4,291	2,585	1,416	290	754	754	—	—	—	—	—	—	1
Furnes	145	139	97	37	5	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude	208	196	126	49	21	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	88	81	57	13	11	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport	177	169	125	41	3	8	8	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	618	585	405	140	40	33	33	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (2 cantons.)	368	347	217	74	26	21	21	—	—	—	—	—	—	—
Hooglede	106	101	64	26	14	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Messines	298	261	164	87	10	2	2	—	—	35	35	—	—	—
Passchendaele	114	114	74	24	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	203	171	118	28	28	29	29	—	—	—	—	—	—	—
Wervicq	230	221	140	56	28	6	6	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,319	1,224	807	295	122	60	60	—	—	35	35	—	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Liége (2 cantons.)	5,510	5,174	2,670	2,172	326	336	334	2	—	—	—	—	—	—
Dalhem	183	175	138	20	17	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	467	435	373	70	12	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	597	564	450	99	15	33	33	—	—	—	—	—	—	—
Grivegnée	500	481	398	77	6	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Herstal	695	672	515	131	26	19	19	—	—	4	3	1	—	—
Hollogne-aux-Pierres	1,254	1,169	868	229	72	85	85	—	—	—	—	—	—	—
Louveigné	279	270	169	86	15	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	778	764	563	180	21	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Seraing	1,799	1,757	1,222	463	72	42	42	—	—	—	—	—	—	—
Waremme	799	676	559	124	13	116	116	—	—	7	2	5	—	—
TOTAUX.	12,861	12,157	7,911	3,651	595	693	691	2	—	11	5	6	—	—
Huy	584	567	391	120	56	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Avennes	459	449	407	20	22	9	9	—	—	1	1	—	—	—
Ferrières	71	70	67	3	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Héron	326	324	241	53	30	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	192	190	164	14	12	1	1	—	—	1	1	—	—	—
Landen	233	232	201	18	13	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Nandrin	257	257	173	52	52	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,122	2,089	1,644	280	165	30	30	—	—	3	2	1	—	—
Verviers	2,123	2,031	1,042	945	64	72	72	—	—	—	—	—	—	—
Aubel	103	98	90	2	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Dison	449	437	387	49	1	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Herve	95	68	65	3	—	27	24	3	—	—	—	—	—	—
Limbourg	148	144	99	37	8	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Spa	762	742	452	225	67	20	20	—	—	—	—	—	—	—
Stavelot	130	121	110	7	4	9	9	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	3,810	3,661	2,249	1,268	144	149	146	3	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	359	318	257	69	12	41	41	—	—	—	—	—	—	—
Bilsen	123	111	85	20	6	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Brée	52	47	39	5	3	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Looz	192	182	167	5	10	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Maeseyck	109	95	74	17	4	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Mechelen	105	93	59	32	2	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Sichen-St^e-Boiré.	117	117	103	10	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,057	963	764	158	41	94	94	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	323	312	193	97	22	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Achel	74	67	43	23	1	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Beeringen	269	253	163	65	25	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Herck-la-Ville.	77	73	69	4	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Peer	82	74	51	17	6	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Trond	557	520	336	91	102	28	28	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,382	1,310	857	297	156	72	72	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	693	657	607	29	1	36	36	—	—	—	—	—	—	—
Etalle	259	245	225	14	6	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Fauvillers	95	95	81	3	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Florenville	267	255	251	4	—	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Messancy	480	445	365	63	17	35	35	—	—	—	—	—	—	—
Virton	446	411	378	21	9	35	35	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,240	2,088	1,907	137	44	152	152	—	—	—	—	—	—	—
Marche	252	245	236	3	4	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Durbuy	185	177	168	6	3	8	8	—	—	—	—	—	—	1
Erezée	104	94	94	—	—	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize	138	116	111	4	1	22	22	—	—	—	—	—	—	—
Laroche	200	193	180	9	4	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Nassogne	96	93	88	1	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Vielsalm	110	97	90	7	—	13	13	—	—	1	—	—	—	—
TOTAUX.	1,085	1,013	967	30	16	71	71	—	—	1	—	1	—	1

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	292	271	251	16	4	20	19	1	—	1	—	1	—	—
Bastogne	190	178	164	12	2	9	8	1	—	3	3	—	—	2
Bouillon	279	262	237	20	5	9	9	—	—	8	3	5	—	—
Paliseul	284	258	231	26	1	26	25	1	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert	193	185	144	34	7	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Sibret	88	87	83	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Wellin	83	76	70	3	3	7	7	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,409	1,317	1,182	113	22	80	77	3	—	12	6	6	—	2
Namur (2 cantons.)	2,550	2,381	872	1,391	118	169	169	—	—	—	—	—	—	—
Andenne	282	257	180	57	20	25	25	—	—	—	—	—	—	2
Eghezée	366	362	357	10	15	4	4	—	—	—	—	—	—	1
Fosses	758	741	434	256	51	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Gembloux	585	543	481	37	27	40	40	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	4,541	4,286	2,304	1,751	231	255	255	—	—	—	—	—	—	3
Dinant	390	350	319	31	—	36	36	—	—	4	2	1	1	—
Beauraing	203	190	166	13	11	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Ciney	268	238	222	15	1	28	28	—	—	2	1	1	—	—
Couvin	251	222	192	19	11	29	29	—	—	—	—	—	—	—
Florennes	191	178	143	25	10	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne	168	148	139	2	7	20	20	—	—	—	—	—	—	—
Philippeville	169	113	99	10	4	56	56	—	—	—	—	—	—	2
Rochefort	268	264	257	7	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Walcourt	251	243	203	31	9	8	8	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,159	1,946	1,740	153	53	207	207	—	—	6	3	2	1	2

RÉCAPITULATION.

XII (suite). — Etat des affaires par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police — JUGÉES — Total.	contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité — JUGÉES — Total.	contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Affaires électorales (absence au vote) — JUGÉES — Total.	contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	42,933	40,040	21,990	17,650	1,517	1,987	1,967	20	—	—	—	—	—	4
Louvain	2,626	2,552	2,108	300	124	94	94	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	2,182	2,050	1,480	452	124	145	145	—	—	1	—	1	—	—
Anvers	16,557	15,857	9,585	5,755	499	714	695	21	—	6	6	—	—	5
Malines	1,753	1,671	1,450	191	55	79	79	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	1,860	1,561	1,042	250	72	496	495	1	—	—	—	—	—	1
Mons	6,888	6,662	5,051	1,297	334	175	175	1	1	51	25	26	—	—
Charleroi	13,943	13,655	8,226	4,509	900	294	286	8	—	14	2	3	9	—
Tournai	4,243	4,082	2,990	897	195	148	148	—	—	13	2	11	—	5
Gand	10,720	8,951	4,115	4,170	368	1,765	1,730	32	1	6	2	—	4	—
Audenarde	2,193	2,079	1,515	414	122	108	107	1	—	6	3	3	—	—
Termonde	2,684	2,592	1,956	515	145	92	92	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	6,052	5,714	3,176	2,175	363	338	338	—	—	—	—	—	—	1
Courtrai	5,045	4,201	2,585	1,416	200	751	751	—	—	—	—	—	—	1
Furnes	618	585	405	140	40	33	33	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	1,319	1,224	807	295	122	60	60	—	—	33	33	—	—	—
Liége	12,861	12,157	7,911	3,651	595	695	691	2	—	11	3	6	—	—
Huy	2,122	2,089	1,611	280	165	50	50	—	—	3	2	1	—	—
Verviers	3,810	3,661	2,249	1,268	144	149	146	3	—	—	—	—	—	—
Tongres	1,057	965	764	158	41	94	94	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	1,382	1,310	857	297	156	72	72	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	2,240	2,088	1,907	157	44	152	152	—	—	—	—	—	—	—
Marche	1,085	1,015	967	30	16	71	71	—	—	1	—	1	—	1
Neufchâteau	1,409	1,317	1,182	115	22	80	77	3	—	12	9	6	—	2
Namur	4,541	4,286	2,501	1,751	251	255	253	—	—	—	—	—	—	3
Dinant	2,159	1,916	1,710	155	55	207	207	—	—	6	3	2	1	2
TOTAUX GÉNÉRAUX.	154,282	145,034	89,981	48,518	6,535	9,083	8,989	92	2	165	91	60	14	23

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police — Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897) réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement. sans condition de 8 jours et plus.	sans condition de 5 à 7 jours.	sans condition de 1 à 4 jours.	Condamnés à l'amende. conditionnelle.	simple.	LOIS ÉLECTORALES absence au vote. Total.	Acquittés.	Condamnés à la réprimande.	Condamnés à l'amende.	Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles (9 cantons)	27,983	1,547	25	9	4	7	—	51	5,062	5,218	18,059	—	—	—	—	125	1,489
Anderlecht	1,236	171	1	—	—	—	—	4	2	439	619	—	—	—	—	—	10
Assche	516	101	—	—	—	—	—	3	8	171	233	—	—	—	—	—	4
Hal	680	47	—	—	1	—	—	—	4	311	317	—	—	—	—	3	26
Ixelles	2,102	175	—	—	—	—	—	—	4	568	1,353	—	—	—	—	8	81
Laeken	1,417	191	39	—	—	4	—	2	16	330	809	—	—	—	—	1	9
Lennick-Saint-Quentin	609	80	10	—	—	—	—	—	4	332	183	—	—	—	—	—	9
Molenbeek-St-Jean	3,044	319	41	—	—	—	—	—	1	1,331	1,152	—	—	—	—	3	27
St-Gilles	2,719	142	14	—	1	—	—	1	21	621	1,913	—	—	—	—	1	20
St-Josse-ten-Noode	2,248	191	17	1	1	—	—	—	18	319	1,468	—	—	—	—	8	38
Schaerbeek	1,901	265	—	—	—	1	—	2	10	657	968	—	—	—	—	3	72
Uccle	955	133	11	1	2	—	—	—	5	330	473	—	—	—	—	6	17
Vilvorde	603	70	1	—	1	—	—	—	—	180	351	—	—	—	—	4	40
Wolverthem	401	105	5	—	—	5	1	4	14	131	135	—	—	—	—	—	6
TOTAUX	46,408	3,536	162	11	10	17	1	70	3,199	11,367	28,035	—	—	—	—	162	1,848
Louvain (2 cantons.)	1,146	151	3	2	1	—	—	3	1	187	513	—	—	—	—	1	23
Aerschot	553	93	19	—	—	—	—	1	1	203	230	—	—	—	—	—	8
Diest	577	90	10	—	—	—	—	—	2	281	191	—	—	—	—	1	7
Glabbeek	271	21	14	—	1	—	—	1	8	139	87	—	—	—	—	—	3
Haecht	388	63	13	—	4	—	—	1	8	91	206	—	—	—	—	2	6
Léau	315	78	4	—	1	—	—	1	11	137	83	—	—	—	—	1	—
Tirlemont	679	116	8	—	—	4	—	14	28	360	149	—	—	—	—	1	58
TOTAUX	3,929	597	71	2	7	4	—	23	59	1,698	1,468	—	—	—	—	6	107
Nivelles	969	139	3	1	1	—	—	—	1	378	446	—	—	—	—	—	40
Genappe	411	82	12	—	2	—	—	—	—	170	145	—	—	—	—	14	18
Jodoigne	436	96	30	—	—	—	—	—	—	81	220	—	—	—	—	1	10
Perwez	346	72	3	—	—	3	—	—	27	126	111	1	1	—	—	—	7
Wavre	981	217	34	—	—	—	—	3	6	223	498	—	—	—	—	5	57
TOTAUX	3,143	606	84	1	3	5	—	3	34	978	1,429	1	1	—	—	20	132

(1) *N. B.* Les chiffres inscrits dans les colonnes 4 et 5 étaient, antérieurement à l'année 1900, confondus avec ceux qui figurent aux colonnes 17 et 18 (colonne 18 en 1898 et 1899).

XIII (suite). — État des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Anvers. (3 cantons).	14,495	1,463	203	—	—	1	—	—	1	5,042	9,781	—	—	—	—	129	184
Boom	502	86	—	—	1	—	—	—	1	159	255	—	—	—	—	—	55
Borgerhout	1,658	89	96	—	2	—	—	—	6	576	889	—	—	—	—	6	102
Brecht	240	76	—	—	—	—	—	—	—	59	105	—	—	—	—	15	69
Contich	427	66	—	—	1	—	—	—	—	155	207	6	—	6	—	11	152
Eeckeren	456	74	10	1	—	—	—	—	4	121	246	—	—	—	—	—	44
Santhoven	245	60	2	—	—	—	—	—	—	84	99	—	—	—	—	—	24
TOTAUX	18,023	1,916	313	1	4	1	—	—	12	4,194	11,582	6	—	6	—	159	610
Malines (2 cantons.)	1,002	166	12	—	9	—	—	—	6	409	400	—	—	—	—	5	41
Duffel	259	47	4	—	2	—	—	—	—	127	79	—	—	—	—	—	20
Heyst-op-den-Berg	244	27	3	—	1	7	—	4	6	110	86	—	—	—	—	—	7
Lierre	424	72	1	1	2	2	—	—	6	165	175	—	—	—	—	—	4
Puers	272	65	6	—	1	—	—	—	1	106	93	—	—	—	—	—	8
TOTAUX	2,201	375	26	1	15	9	—	4	19	917	835	—	—	—	—	3	89
Turnhout	528	16	10	—	1	—	—	—	1	244	247	—	—	—	—	—	14
Arendonck	198	21	8	—	4	—	—	—	—	84	78	—	—	—	—	3	2
Herenthals	283	57	7	—	3	1	—	—	8	139	86	—	—	—	—	—	15
Hoogstraeten	123	21	—	—	—	3	—	—	—	59	60	—	—	—	—	50	650
Moll	509	25	18	—	1	—	—	—	1	190	274	—	—	—	—	—	5
Westerloo	462	51	58	—	—	—	—	—	—	144	226	—	—	—	—	4	16
TOTAUX	2,103	177	90	—	11	4	—	—	10	840	971	—	—	—	—	37	700
Mons	1,865	305	85	—	28	8	—	10	21	555	1,057	51	5	25	25	—	58
Boussu	2,343	333	41	—	1	—	—	1	11	722	1,214	—	—	—	—	—	20
Chièvres	288	65	1	—	—	—	—	—	1	155	68	—	—	—	—	—	8
Dour	1,111	277	22	—	—	1	—	—	2	567	442	—	—	—	—	—	5
Enghien	200	77	5	—	1	—	—	—	—	90	20	—	—	—	—	5	25
La Louvière	963	515	2	—	1	—	—	1	5	216	425	—	—	—	—	5	20
Lens	515	124	15	—	5	—	—	—	2	220	145	—	—	—	—	4	9
Pâturages	761	157	5	—	1	1	—	5	11	261	520	—	—	—	—	—	4
Roeulx	726	145	18	—	—	—	—	4	4	1	555	—	—	—	—	1	7
Soignies	731	150	14	—	1	—	—	2	5	205	558	—	—	—	—	4	14
TOTAUX	9,503	1,963	204	—	36	10	—	23	60	2,594	4,613	51	3	23	25	15	170

(1) Voir note page 51.

XIII (suite). — État des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Charleroy (2 cantons)	7,486	890	46	—	4	—	—	3	15	1,306	5,024	—	—	—	—	35	94
Beaumont	349	69	7	—	—	—	—	—	1	137	115	—	—	—	—	4	17
Binche	2,030	456	48	—	4	—	—	—	5	610	909	—	—	—	—	—	13
Châtelet	3,203	567	80	—	4	15	—	3	7	1,567	1,562	—	—	—	—	4	20
Chimay	127	18	2	2	—	2	—	—	3	37	45	—	—	—	—	1	9
Fontaine-l'Evêque	2,138	268	22	—	—	—	—	3	1	711	1,155	155	38	16	101	4	40
Gosselies	1,734	378	41	—	2	2	3	8	9	651	640	2	2	—	—	4	21
Jumet	1,302	188	30	—	3	4	6	24	8	516	525	—	—	—	—	—	15
Merbes-le-Château	217	47	3	—	—	—	—	—	1	47	119	—	—	—	—	—	16
Seneffe	686	105	6	—	—	13	—	3	8	376	175	—	—	—	—	—	6
Thuin	384	85	8	—	2	—	—	—	1	157	131	—	—	—	—	2	18
TOTAUX	19,656	2,871	293	2	19	34	9	44	55	6,156	10,174	157	40	16	101	52	271
Tournai	1,401	426	6	3	1	—	—	15	61	345	546	—	—	—	—	3	70
Antoing	928	356	7	—	1	1	—	6	14	292	251	—	—	—	—	1	—
Ath	388	62	13	—	1	3	1	7	34	128	136	—	—	—	—	—	12
Celles	418	144	2	—	—	4	—	3	—	104	159	—	—	—	—	—	12
Flobecq	190	81	1	—	9	—	—	—	—	72	27	—	—	—	—	—	1
Frasnes	122	22	»	—	—	—	—	—	—	32	48	—	—	—	—	—	3
Lessines	599	188	8	4	2	7	—	3	2	245	140	—	—	—	—	1	6
Leuze	338	40	1	—	4	—	—	—	1	136	150	—	—	—	—	—	19
Péruwelz	488	224	24	—	4	1	—	3	2	157	91	15	6	7	—	—	4
Quevaucamps	506	49	50	—	6	—	—	—	1	72	328	—	—	—	—	1	8
Templeuve	614	272	2	—	2	—	—	—	2	154	202	—	—	—	—	—	12
TOTAUX	5,992	1,864	115	7	30	18	1	41	117	1,735	2,064	13	6	7	—	8	149

(1) Voir note page 51.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Gand (3 cantons)	7,175	506	4	1	5	1	—	189	39	1,515	4,915	—	—	—	—	107	304
Assenede	208	37	—	—	—	1	—	1	1	93	75	19	—	19	—	—	4
Caprycke	159	33	2	—	5	—	—	—	—	82	37	—	—	—	—	1	2
Cruyshautem	137	24	1	—	—	—	—	—	—	12	100	—	—	—	—	3	28
Deynze	208	31	—	—	—	—	—	—	1	75	101	—	—	—	—	2	197
Eecloo	457	40	—	—	—	—	—	—	1	218	198	—	—	—	—	—	20
Evergem	463	54	14	1	15	—	—	10	1	75	203	—	—	—	—	3	27
Ledeberg	530	54	1	—	1	—	—	1	22	13	104	332	—	—	—	—	1	13
Loochristy	135	38	—	—	—	—	—	—	1	30	57	—	—	—	—	1	8
Nazareth	169	17	4	—	11	—	—	—	—	80	57	—	—	—	—	—	6
Nevele	604	150	13	—	—	—	—	1	10	90	340	—	—	—	—	15	951
Oosterzele	266	43	—	—	1	—	—	—	2	109	111	—	—	—	—	1	15
Somergem	334	50	12	—	5	—	—	1	2	101	183	—	—	—	—	3	23
Waerschoot	96	8	—	—	—	—	—	—	1	44	43	—	—	—	—	1	160
TOTAUX	10,941	1,065	51	2	43	2	1	224	74	2,639	6,840	19	—	19	—	140	1,766
Audenarde	633	88	—	—	—	—	—	—	1	251	290	—	—	—	—	3	29
Grammont	270	59	—	—	1	6	—	3	5	101	92	6	1	3	—	1	3
Herzele	354	84	—	—	—	—	—	—	—	145	123	—	—	—	—	—	2
Hoorebeke-Sainte-Marie	94	13	—	—	—	—	—	—	—	56	25	—	—	—	—	1	2
Nederbrakel	140	32	—	—	—	—	—	—	1	80	27	—	—	—	—	3	—
Ninove	494	140	2	—	—	1	—	—	—	249	152	—	—	—	—	11	27
Renaix	399	61	—	—	—	—	—	—	1	155	182	—	—	—	—	—	20
Sottegem	387	33	8	—	—	—	—	—	3	206	135	—	—	—	—	1	9
TOTAUX	2,771	510	10	—	1	7	—	3	13	1,219	1,008	6	1	5	—	20	94
Termonde	265	41	—	—	—	—	—	—	—	158	80	—	—	—	—	4	31
Alost	478	112	—	—	—	—	—	15	2	194	157	—	—	—	—	1	24
Beveren	422	41	—	1	—	—	—	2	11	199	168	—	—	—	—	—	10
Hamme	199	14	5	—	11	3	—	—	12	66	90	—	—	—	—	2	1
Lokeren	329	14	3	—	6	—	—	—	—	151	172	—	—	—	—	1	7
Saint-Gilles-Waes	502	50	9	—	5	—	—	—	2	229	207	—	—	—	—	—	—
St-Nicolas-Waes	656	71	16	3	3	—	—	4	7	149	405	—	—	—	—	—	4
Tamise	433	57	—	—	—	—	—	—	4	194	108	—	—	—	—	—	9
Wetteren	188	24	2	—	12	—	—	—	—	68	82	—	—	—	—	—	3
Zele	232	28	—	—	—	—	—	—	—	112	92	—	—	—	—	—	3
TOTAUX	3,704	432	33	4	37	3	—	19	38	1,483	1,655	—	—	—	—	8	94

(1) Voir note page 51.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruges (3 cantons)	4,415	515	175	—	—	1	—	2	2	1,401	2,231	—	—	—	—	25	158
Ardoye	236	33	—	—	—	—	—	—	—	131	72	—	—	—	—	2	16
Ghistelles	469	60	7	—	—	4	—	2	5	133	258	—	—	—	—	4	11
Ostende	1,642	303	28	—	2	—	—	—	5	437	867	—	—	—	—	9	72
Ruysselede	207	37	1	—	—	—	—	—	—	60	109	—	—	—	—	1	3
Thielt	250	16	—	—	1	1	—	2	5	110	115	—	—	—	—	5	25
Thourout	586	76	6	—	—	—	—	—	—	240	264	—	—	—	—	1	11
TOTAUX	7,805	1,072	215	—	3	6	—	6	15	2,572	3,916	—	—	—	—	47	296
Courtrai (2 cantons)	1,120	170	10	1	3	—	—	2	1	273	660	—	—	—	—	12	78
Avelghem	151	28	4	—	—	—	—	—	—	65	54	—	—	—	—	3	8
Harlebeke	311	17	8	—	—	—	—	—	1	143	142	—	—	—	—	12	43
Iseghem	283	76	—	—	—	—	—	—	—	70	137	—	—	—	—	6	9
Menin	1,143	111	22	3	4	—	—	—	4	291	706	—	—	—	—	17	115
Meulebeke	190	21	—	—	—	—	—	—	—	6	163	—	—	—	—	—	12
Moorseele	212	31	—	—	—	—	—	—	—	72	89	—	—	—	—	—	6
Mouscron	1,222	187	—	—	2	—	—	3	4	442	584	—	—	—	—	46	371
Oostroosebeke	122	33	—	—	—	—	—	—	—	31	38	—	—	—	—	7	15
Roulers	1,080	147	15	—	3	2	—	2	4	392	517	—	—	—	—	2	19
TOTAUX	5,834	841	57	6	12	2	—	7	14	1,805	3,090	—	—	—	—	105	676
Furnes	168	24	1	—	1	—	—	—	—	68	74	—	—	—	—	—	6
Dixmude	291	40	3	—	—	—	—	—	8	115	127	—	—	—	—	—	14
Haringhe	133	23	1	—	1	—	—	—	—	36	72	—	—	—	—	4	5
Nieuport	236	71	4	—	—	—	—	1	3	58	99	—	—	—	—	1	7
TOTAUX	828	158	9	—	2	—	—	1	11	275	372	—	—	—	—	5	32
Ypres (2 cantons)	531	70	1	—	1	3	—	9	8	182	253	—	—	—	—	1	22
Hooglede	189	36	3	—	—	—	—	—	—	54	96	—	—	—	—	—	2
Messines	342	41	6	—	—	—	—	—	3	136	136	35	8	5	24	—	2
Passchendaele	172	42	—	—	—	—	—	—	—	25	105	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	355	20	—	—	1	—	—	—	—	200	134	—	—	—	—	12	23
Wervicq	379	63	—	—	3	—	—	—	—	118	195	—	—	—	—	—	6
TOTAUX	1,968	272	10	—	5	5	—	9	11	715	941	35	8	3	24	13	55

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Liége (2 cantons)	6,240	360	506	4	—	50	—	62	45	1,536	3,907	—	—	—	—	18	302
Dalhem	169	16	17	—	—	—	—	1	—	88	47	—	—	—	—	2	6
Fexhe-Slins	604	92	2	—	—	—	—	—	21	375	116	—	—	—	—	2	10
Fléron	728	56	18	3	—	4	24	1	1	349	272	—	—	—	—	7	44
Grivegnée	581	44	16	2	2	3	—	11	6	310	187	—	—	—	—	8	11
Herstal	878	178	8	—	—	1	2	42	—	458	189	4	4	—	—	6	15
Hollogne-aux-Pierres	2,038	206	155	1	—	4	6	48	1	919	700	—	—	—	—	25	62
Louveigné	354	55	17	—	—	—	—	—	—	251	55	—	—	—	—	5	4
Saint-Nicolas	988	76	23	—	6	—	3	7	1	450	410	—	—	—	—	3	9
Seraing	2,202	125	89	—	3	—	—	—	1	861	1,125	—	—	—	—	1	41
Waremme	862	70	90	—	—	—	—	18	1	429	215	7	—	2	5	4	112
TOTAUX	15,644	1,283	941	10	11	42	35	190	77	5,774	7,281	11	4	2	5	111	616
Huy	1,109	111	51	—	2	—	—	—	6	695	244	—	—	—	—	2	15
Avennes	820	59	10	—	—	—	—	—	1	491	220	1	1	—	—	—	9
Ferrières	96	9	7	—	—	—	—	—	—	61	19	1	—	—	1	—	—
Héron	535	59	25	—	—	—	—	2	—	217	252	—	—	—	—	1	1
Jehay-Bodegnée	373	21	55	—	2	—	—	—	4	110	155	1	1	—	—	—	1
Landen	411	69	26	1	—	—	—	5	6	177	120	—	—	—	—	—	1
Nandrin	356	51	17	—	1	—	—	—	1	198	85	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	3,700	379	219	1	8	—	—	5	18	1,979	1,091	3	2	—	1	3	27
Verviers	2,526	260	155	—	2	—	—	25	1	655	1,448	—	—	—	—	2	82
Aubel	123	55	—	—	—	—	—	—	—	52	36	—	—	—	—	3	3
Dison	509	19	23	—	—	—	—	—	—	191	274	—	—	—	—	—	12
Herve	81	9	1	—	1	—	—	—	—	35	15	—	—	—	—	2	26
Limbourg	193	55	3	—	—	—	1	1	—	108	45	—	—	—	—	—	4
Spa	914	88	10	—	1	5	—	—	1	411	363	—	—	—	—	4	25
Stavelot	174	35	4	1	—	—	—	—	—	69	65	—	—	—	—	—	15
TOTAUX	4,520	481	200	1	4	5	1	26	2	1,554	2,246	—	—	—	—	11	167

(1) Voir note page 51.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	424	48	54	—	1	—	—	4	5	184	148	—	—	—	—	1	40
Bilsen	158	55	5	—	—	—	—	1	1	64	54	—	—	—	—	—	16
Brée	60	14	1	—	—	—	—	—	—	30	15	—	—	—	—	1	4
Looz	214	46	20	—	1	—	—	—	—	70	50	—	—	—	—	2	9
Maeseyck	135	26	1	—	1	—	—	—	—	62	45	—	—	—	—	—	16
Mechelen	107	16	—	—	—	—	—	—	2	28	61	—	—	—	—	—	18
Sichen-Sussen-et-Bolré	192	40	55	—	1	—	—	6	—	65	47	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,290	223	103	—	4	—	—	11	8	512	429	—	—	—	—	4	103
Hasselt	441	79	11	—	1	—	—	—	—	188	162	—	—	—	—	3	8
Achel	80	12	5	—	—	1	—	1	2	21	38	—	—	—	—	2	7
Beeringen	347	51	14	—	3	—	—	—	—	118	138	—	—	—	—	—	14
Herck-la-Ville	117	28	—	—	15	—	—	—	—	32	22	—	—	—	—	—	4
Peer	125	25	—	—	—	—	—	1	—	50	49	—	—	—	—	—	8
Saint-Trond	1,622	96	57	—	1	2	—	—	2	317	347	—	—	—	—	3	30
TOTAUX	2,132	294	87	—	20	3	—	2	4	346	776	—	—	—	—	8	71
Arlon	807	110	89	3	2	—	—	6	6	194	397	—	—	—	—	—	64
Etalle	382	77	55	—	—	—	—	2	1	158	89	—	—	—	—	1	15
Fauvillers	125	56	26	—	—	—	—	—	—	27	56	—	—	—	—	—	—
Florenville	337	105	59	—	2	—	—	—	—	147	46	—	—	—	—	—	12
Messancy	761	167	87	1	—	—	—	—	1	76	429	—	—	—	—	6	29
Virton	618	122	68	—	—	—	—	—	—	225	205	—	—	—	—	2	55
TOTAUX	3,030	615	364	4	4	—	—	8	8	825	1,202	—	—	—	—	9	151
Marche	431	52	59	1	1	—	—	1	2	252	85	—	—	—	—	—	9
Durbuy	223	55	6	—	—	—	—	—	—	150	54	—	—	—	—	2	6
Erezée	121	25	3	—	—	—	—	—	—	75	20	—	—	—	—	6	4
Houffalize	167	25	15	—	3	—	—	—	3	21	102	—	—	—	—	3	19
Laroche	286	49	35	—	—	—	—	—	1	117	86	—	—	—	—	2	8
Nassogne	309	46	3	—	—	—	—	—	—	125	155	2	—	2	—	—	2
Vielsalm	130	30	—	—	—	—	—	—	—	20	74	—	—	—	—	—	14
TOTAUX	1,667	256	121	1	4	—	—	1	6	726	552	2	—	2	—	13	62

(1) Voir note page 51.

XIII (suite). — État des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897).		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		condit.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condit. de 1 à 4 jours	condit.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Neufchâteau	418	58	—	—	—	—	—	2	3	70	285	1	—	—	1	—	20
Bastogne	265	50	10	—	—	—	—	—	—	105	95	5	—	5	—	—	9
Bouillon	294	41	21	—	1	—	—	—	—	150	81	8	—	3	5	11	2
Paliseul	399	57	20	—	—	—	—	10	6	179	127	—	—	—	—	4	26
Saint-Hubert	295	51	12	—	—	—	—	—	—	114	118	—	—	—	—	—	8
Sibret	104	31	—	—	—	—	—	—	1	21	31	—	—	—	—	—	1
Wellin	91	36	7	—	—	—	—	1	3	14	30	—	—	—	—	—	7
TOTAUX	1,866	324	79	—	1	—	—	13	13	651	785	12	—	6	6	15	73
Namur (2 cantons)	3,022	581	126	—	—	5	—	20	50	864	1,376	—	—	—	—	51	165
Andenne	422	85	7	—	1	—	—	—	—	118	215	—	—	—	—	3	22
Eghezée	618	86	25	—	1	1	—	—	8	296	201	—	—	—	—	4	—
Fosses	1,372	177	39	—	1	—	—	—	1	127	1,027	—	—	—	—	5	18
Gembloux	1,240	162	25	—	6	14	—	8	19	339	669	—	—	—	—	5	35
TOTAUX	6,674	889	220	—	9	20	—	28	78	1,744	3,686	—	—	—	—	68	238
Dinant	562	69	25	—	1	—	—	—	—	255	252	31	7	5	21	7	20
Beauraing	309	51	22	1	5	—	—	—	—	88	139	—	—	—	—	1	17
Ciney	352	39	24	—	—	—	—	—	—	148	141	2	2	—	—	6	25
Couvin	333	62	41	—	—	—	—	1	—	97	132	—	—	—	—	—	39
Florennes	271	26	15	—	2	—	—	1	1	97	129	—	—	—	—	2	12
Gedinne	206	41	12	—	—	—	—	—	—	97	53	—	—	—	—	4	26
Philippeville	155	25	5	—	—	—	—	—	—	72	35	—	—	—	—	6	35
Rochefort	374	19	41	—	—	—	—	—	1	190	120	—	—	—	—	—	4
Walcourt	344	62	12	—	6	—	—	—	2	180	82	—	—	—	—	—	8
TOTAUX	2,906	400	198	1	14	—	—	2	4	1,204	1,083	33	9	3	21	26	213

(1) Voir note page 51.

RÉCAPITULATION.

XIII (suite). — État des inculpés par arrondissement (1).

Arrondissements.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897).		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		condit.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	condit.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	46,408	3,556	162	11	10	17	1	70	3,199	11,567	28,035	—	—	—	—	162	1,818
Louvain	3,929	597	71	2	7	4	—	23	59	1,698	1,468	—	—	—	—	6	107
Nivelles	3,143	606	84	1	3	5	—	3	34	978	1,429	1	1	—	—	20	152
Anvers	18,023	1,916	315	1	4	1	—	—	12	4,191	11,582	6	—	6	—	159	610
Malines	2,201	575	26	1	15	9	—	4	19	917	855	—	—	—	—	5	89
Turnhout	2,103	177	90	—	11	4	—	—	10	840	971	—	—	—	—	37	700
Mons	9,503	1,963	204	—	36	10	—	25	60	2,594	4,615	51	5	25	25	15	170
Charleroi	19,656	2,871	595	2	19	51	9	41	55	6,155	10,174	157	40	16	101	52	271
Tournai	5,992	1,861	115	7	30	18	1	41	117	1,755	2,004	15	6	7	—	8	149
Gand	10,941	1,065	51	2	45	2	1	221	74	2,059	6,840	19	—	19	—	140	1,766
Audenarde	2,771	510	10	—	1	7	—	5	15	1,210	1,008	6	1	5	—	20	94
Termonde	3,704	452	55	4	57	5	—	19	58	1,485	1,635	—	—	—	—	8	94
Bruges	7,805	1,072	215	—	5	6	—	6	15	2,572	3,916	—	—	—	—	47	206
Courtrai	5,834	841	57	6	12	2	—	7	14	1,805	3,090	—	—	—	—	105	676
Furnes	828	158	9	—	2	—	—	1	11	275	372	—	—	—	—	5	52
Ypres	1,968	272	10	—	5	5	—	9	11	715	941	55	8	5	24	15	55
Liége	15,644	1,285	941	10	11	42	55	190	77	5,774	7,281	11	4	2	5	111	616
Huy	3,700	570	210	1	8	—	—	5	18	1,079	1,091	3	2	—	1	5	27
Verviers	4,520	481	200	1	4	5	1	26	2	1,551	2,246	—	—	—	—	11	107
Tongres	1,290	225	105	—	4	—	—	11	8	512	420	—	—	—	—	4	105
Hasselt	2,132	294	87	—	20	5	—	2	4	946	776	—	—	—	—	8	71
Arlon	3,030	615	564	4	4	—	—	8	8	825	1,202	—	—	—	—	9	151
Marche	1,667	256	121	1	4	—	—	1	6	726	552	2	—	2	—	15	62
Neufchâteau	1,866	324	79	—	1	—	—	13	13	651	785	12	—	6	6	15	73
Namur	6,674	889	220	—	9	20	—	28	78	1,744	3,686	—	—	—	—	68	238
Dinant	2,906	400	198	1	14	—	—	2	4	1,204	1,083	33	9	3	21	26	213
TOTAUX GÉNÉRAUX	188,238	23,399	4,275	55	317	197	48	763	3,959	57,101	98,124	349	74	92	183	1,068	8,810

(1) Voir note page 51.

XIV. — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

	NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL comparable à celui de 1899 et des années antérieures. (Col. 4, 7 à 12.) (1)	NOMBRE des inculpés. (Col. 4 à 12.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. — (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	Agés de moins de 16 ans. — (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. (Loi du 4 octobre 1867.)												
Code pénal.	Bris de clôture. Art. 545	1,688	1,748	562	39	1	1	4	—	57	519	765	—
	Coups et blessures. Art. 398	19,145	19,242	4,898	94	5	46	59	—	275	6,588	7,281	—
	Calomnie et diffamation. Art. 444-448.	3,626	3,636	877	10	—	11	5	—	57	1,274	1,422	—
	Injures graves et menaces. Art. 448-429	1,081	1,092	300	11	—	4	—	—	17	385	375	—
	Incendie. Art. 519	7	7	—	—	—	—	—	—	—	3	4	—
	Maraudage. Art. 557, 6°, 2e alinéa	548	598	64	30	—	—	2	—	3	225	252	—
	Outrages et rébellion. Art. 271, 276	2,011	2,018	195	7	—	5	8	—	49	685	1,069	—
	Outrage aux mœurs. Art. 383	199	204	57	2	3	—	2	—	4	61	93	—
	Vol. Art. 463	3,730	3,875	508	126	19	9	11	—	57	1,522	1,825	—
	Autres délits	1,300	1,319	255	18	1	—	7	—	19	520	521	—
Lois spéciales.	Art de guérir. A. R. 31 mai 1885.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	Droits d'auteur. 22 mars 1886	10	10	8	—	—	—	—	—	—	2	—	—
	Loi sur la chasse, 28 février 1882.	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Loi sur la falsification des engrais, 21 décembre 1890	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	Etablissements dangereux et insalubres. L. du 5 mai 1888	51	51	5	—	—	2	—	—	—	29	15	—
	Loi sur l'ivresse publique, 16 août 1887	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	Mendicité et vagabondage. Art. 59. L. du 27 novembre 1891	4	4	1	—	—	—	—	—	—	2	1	—
	Prestations militaires. L. du 14 août 1887.	32	32	7	—	—	2	—	—	—	13	10	—
	Mines et extractions de toute nature. A. R. du 16 janvier 1889.	5	5	2	—	—	—	—	—	—	2	1	—
	Pêche fluviale. L. du 19 janvier 1883 et 5 juillet 1890	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
	Police maritime	4	4	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—
	Police des rivières et polders.	10	10	—	—	—	10	—	—	—	—	—	—
	Police sanitaire des animaux domestiques. L. du 30 décembre 1882.	369	372	24	5	—	2	—	—	—	157	180	—
	Police sanitaire des animaux domestiques (mesures de précaution contre la rage canine). A. R. du 16 juin 1891.	2,599	2,603	125	4	—	4	—	—	—	1,197	1,273	—
	Protection de l'enfance. L. du 28 mai 1888.	11	11	—	—	—	—	3	—	—	1	7	—
	Salaires (payement des). L. du 17 juin 1896.	21	21	2	—	—	—	—	—	—	7	12	—
	Travail des femmes et des enfants L. du 13 décembre 1889.	6	6	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—
	Règlements d'atelier. L. du 15 juin 1896.	11	11	1	—	—	—	—	—	—	8	2	—
	Règlements sur les accidents du travail. L. du 18 avril 1898.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
	Infractions au Code forestier. Art. 161	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—

(1) Les chiffres des colonnes 5 et 6 ont été relevés pour la première fois en 1900. Ils n'ont, par conséquent, pas été compris dans le total des inculpés de 1899 et des années antérieures.

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

	NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL comparable à celui de 1899 et des années antérieures. (Col. 4, 7 à 12.) (1)	NOMBRE des inculpés. (Col. 4 à 12.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. — (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	Agés de moins de 16 ans. — (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.												
Code pénal.	Loteries et jeux de hasard. Art. 557, 5°	962	1,020	116	58	—	1	5	—	119	211	510	—
	Corps durs jetés contre les maisons, etc. Art. 557, 4°	341	482	105	139	2	—	—	—	9	102	125	—
	Animaux domestiques tués ou blessés. Art. 557, 5°	141	147	65	6	—	1	—	—	1	45	31	—
	Maraudage. Art. 557, 6°, 1er alinéa	1,097	1,325	174	225	3	10	2	—	10	444	457	—
	Dommages aux propriétés mobilières. Art. 559, 1°	922	981	244	58	1	10	1	—	7	267	393	—
	Bruits et tapages nocturnes. Art. 561, 1°	7,145	7,181	512	36	—	—	24	1	146	2,255	4,227	—
	Denrées alimentaires falsifiées (vente de). Art. 561, 2° et 3°	325	327	52	2	—	3	—	—	1	145	124	—
	Détention de faux poids ou de fausses mesures. Art. 561, 4°	132	132	2	—	—	8	—	—	2	37	85	—
	Mauvais traitements envers les animaux. Art. 561, 5°	1,842	1,873	174	51	—	—	4	—	58	477	1,129	—
	Animaux soumis à des tortures dans des combats, etc. Art. 561, 6°	563	567	44	4	—	1	16	45	261	57	139	—
	Injures verbales. Art. 561, 7°	19,062	19,194	4,465	131	1	52	17	2	144	6,671	7,713	—
	Divination, explication des songes. Art. 563, 1°	10	12	—	2	—	—	—	—	—	3	3	—
	Dégradation de clôtures urbaines ou rurales. Art. 563, 2°	317	345	108	28	—	3	1	—	3	92	108	—
	Voies de fait. Art. 563, 3°	2,488	2,523	497	31	1	8	—	—	16	906	1,061	—
	Autres contraventions. Art. 551 à 556, 557, 1° et 2°, 559, 2°, 3° et 4°, 563, 4° et 5°.	6,589	7,042	752	455	—	9	2	—	6	2,291	3,520	—
Règlements communaux sur	La police des cabarets et autres lieux publics.	8,781	8,810	905	29	—	—	—	—	3	28	5,575	4,470
	Les filles publiques	2,861	2,861	38	—	—	—	—	—	6	318	52	2,257
	D'autres objets	33,112	33,941	1,821	817	12	2	1	—	2,765	6,805	21,720	—
	Règlements provinciaux	4,967	5,029	814	62	—	1	—	—	10	1,738	2,401	—
	Lois spéciales et règlements généraux.												
	Grande voirie et roulage	14,435	14,598	925	165	—	3	1	—	6	5,918	7,584	—
	Police de l'audience. Code d'instruction criminelle. Art. 504 et 505	18	18	—	—	—	—	—	—	9	1	8	—
	Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle. Art. 157	324	324	93	—	—	—	—	—	—	2	227	—
	Poids et mesures. L. du 1er octobre 1855	403	403	11	—	—	—	—	—	—	102	290	—
	Registres de population. L. du 2 juin 1856	2,351	2,355	203	4	—	—	—	—	—	686	1,462	—
	Cours d'eau. L. du 7 mai 1877, art. 27 et 28	58	67	19	9	—	1	—	—	—	19	19	—

(1) Les chiffres des colonnes 5 et 6 ont été relevés pour la première fois en 1900 : ils n'ont, par conséquent, pas été compris dans le total des inculpés de 1899 et des années antérieures.

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL (comparable à celui de 1899 et des années antérieures. (cl. 4, 7 à 12. (1)	NOMBRE des inculpés. (cl. 1 à 12.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897. réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	à l'amende conditionnelle.	à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Navigation intérieure. A. R. des 1er mai 1880 et 22 décembre 1877.	195	197	32	2	—	1	—	—	—	68	94	—
Chemins de fer de l'Etat ou concédés. L. des 12 avril 1855 et 25 juillet 1892, etc.	1,408	1,464	200	56	—	12	—	—	2	685	511	—
Postes. L. du 30 mai 1870	9	9	3	—	—	—	—	—	—	3	3	—
Télégraphes et téléphones. L. des 1er mars 1851 et 11 juin 1855.	37	37	13	—	—	2	—	—	—	11	10	—
Code rural. L. du 7 octobre 1886	9,980	11,068	2,174	1,085	3	22	3	—	22	4,255	3,502	—
Conservation des grenouilles. A. R. du 30 janvier 1895	232	251	15	19	—	—	—	—	—	96	121	—
Oiseaux insectivores. A. R. des 14 août 1889, 5 septembre 1889 et 6 septembre 1896	669	769	87	100	—	2	—	—	—	318	262	—
Ivresse publique. Loi du 16 août 1887	21,253	21,283	664	20	1	24	—	—	21	4,157	16,387	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. du 13 déc. 1889. Art. 17	36	36	6	—	—	—	—	—	—	16	14	—
Denrées alimentaires. L. du 4 août 1890. Art. 5. et règlements portés en vertu des articles 1er et 4 de cette loi.	1,207	1,210	124	3	—	2	4	—	2	556	539	—
Vente de margarine. L. du 4 mai 1900.	76	76	5	—	—	—	—	—	—	17	54	—
Participation à une infraction commise par un enfant de moins de 16 ans. L. des 27 novembre 1891-15 février 1897. Art. 25*bis* et 25*ter*	114	189	40	72	3	—	—	—	1	9	55	—
Non-comparution d'un enfant. Responsabilité de la personne qui en a la garde. L. des 27 novembre 1891-15 février 1897. Art. 25 *quater*	92	92	11	—	—	—	—	—	—	10	71	—
Autres contraventions	2,877	3,112	251	254	1	42	1	—	24	1,251	1,525	—

RÉCAPITULATION

Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. L. du 4 octobre 1867	Infractions au Code pénal	33,335	33,739	7,474	577	27	76	98	—	498	11,582	15,607	—
	Lois spéciales	3,142	3,149	175	7	—	21	1	—	1	1,427	1,511	—
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.	Infractions au Code pénal	41,936	43,151	7,306	1,207	8	106	72	48	785	15,985	19,631	—
	Id. aux règlements communaux et provinciaux.	49,721	50,641	3,578	908	12	3	12	—	3,351	11,946	30,851	—
	Lois spéciales et règlements généraux	55,774	57,558	4,896	1,776	8	111	11	—	87	18,161	32,558	—
	TOTAUX.	183,908	188,238	23,399	4,275	55	317	197	48	4,722	57,101	98,124	
					4,330			4,967			155,225		
Lois électorales. Absence au vote.	Acquittés 74	349	349										
	Réprimandés 92												
	Condamnés à l'amende 185												
	TOTAUX.	184,257	188,587										

(1) Les chiffres des colonnes 5 et 6 ont été relevés pour la première fois en 1900, ils n'ont par conséquent pas été compris dans le total des inculpés de 1899 et des années antérieures.

XV. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels.

Arrondissements.	JUGEMENTS confirmés.	INFIRMÉS par acquittement.	INFIRMÉS par diminution de peine.	INFIRMÉS par condamnation ou aggravation de peine.	TOTAL des jugements frappés d'appel.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	125	69	22	10	224
Louvain	25	7	2	17	51
Nivelles	11	3	3	3	20
Anvers	40	25	2	13	78
Malines	12	—	2	17	31
Turnhout	2	8	—	2	12
Mons	31	10	1	11	53
Charleroy	46	26	15	12	97
Tournai	41	15	15	4	73
Gand	30	15	8	3	56
Audenarde	7	4	5	6	22
Termonde	18	4	3	19	44
Bruges	38	14	9	14	75
TOTAUX.	427	200	83	135	845

Arrondissements.	JUGEMENTS confirmés.	INFIRMÉS par acquittement.	INFIRMÉS par diminution de peine.	INFIRMÉS par condamnation ou aggravation de peine.	TOTAL des jugements frappés d'appel.
1	2	3	4	5	6
Report.	427	200	83	135	845
Courtrai	33	27	3	31	94
Furnes	8	5	10	3	26
Ypres	16	4	8	27	57
Liége	107	31	22	17	177
Huy	10	6	—	9	25
Verviers	22	15	3	10	48
Tongres	4	6	1	9	20
Hasselt	10	2	1	1	14
Arlon	2	6	2	3	13
Marche	10	4	2	4	20
Neufchâteau	8	6	1	2	17
Namur	32	20	7	13	72
Dinant	20	4	2	12	38
TOTAUX.	711	334	145	276	1,466

XVI. — Lois électorales, absence au vote, résultat des poursuites.

OBJET DES ÉLECTIONS.	NOMBRE DES INCULPÉS ACQUITTÉS.	RÉPRIMANDÉS.	CONDAMNÉS à l'amende.	Nombre total des inculpés.
1	2	3	4	5
Élections législatives	16	8	16	40
Élections provinciales	54	71	160	285
Élections communales	4	13	7	24
TOTAUX.	74	92	183	349

XVII. — Répartition d'après la durée du sursis et la nature des peines des condamnations conditionnelles prononcées par les tribunaux de police du royaume qui sont inscrites au casier judiciaire (1).

NATURE DES INFRACTIONS.	CONDAMNÉS A				DURÉE DU SURSIS.										TOTAL.		TOTAL GÉNÉRAL.	NATURE DES INFRACTIONS.
	l'emprisonnement de 1 à 7 jours.		l'amende.		3 mois et moins.		Plus de 3 mois à 6 mois.		Plus de 6 mois à 1 an.		Plus de 1 an à 2 ans.		Plus de 2 ans à 3 ans.		Plus de 3 ans.				
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.		
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.	14.	15.	16.	17.	18.	19.	20.	21.
1° Délits renvoyés au tribunal de police par la chambre du conseil. (Loi du 4 octobre 1867.)																				**1° Délits renvoyés au tribunal de police par la chambre du conseil. (Loi du 4 octobre 1867.)**
Bris de clôtures, art. 545	6	2	390	29	1	—	56	5	267	20	42	7	23	—	7	1	396	51	427	Bris de clôtures, art. 545.
Coups et blessures, art. 398	40	6	5,464	460	14	—	900	78	3,765	509	553	51	205	45	89	5	5,504	466	5,970	Coups et blessures, art. 398.
Calomnie, diffamation, art. 448, 444	4	2	992	77	5	—	127	11	691	56	143	8	18	3	12	1	986	79	1,075	Calomnie, diffamation, art. 448, 444.
Injures graves et menaces, art. 448, 520.	—	—	334	26	1	—	38	1	210	17	74	5	9	2	2	1	334	26	380	Injures graves et menaces, art. 448, 520.
Incendie, art. 519	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	13	14	Incendie, art. 519.
Maraudage, art. 557, 6°, 2e alinéa	2	—	226	15	2	—	58	2	130	8	26	3	9	—	3	—	228	51	279	Maraudage, art. 557, 6°, 2e alinéa.
Outrages et rébellion, art. 271, 276	8	1	601	50	1	—	120	15	305	32	69	4	15	1	9	1	609	—	609	Outrages et rébellion, art. 271, 276.
Outrage aux mœurs, art. 383	3	—	57	1	—	—	3	—	46	1	9	—	—	—	2	—	60	1	61	Outrage aux mœurs, art. 383.
Vol, art. 463	3	2	1,131	88	3	1	209	14	780	64	117	6	26	5	1	—	1,136	90	1,226	Vol, art. 463.
Autres délits	3	1	473	50	—	—	84	5	333	20	46	5	6	1	9	—	478	51	509	Autres délits.
2° Infractions de la compétence directe du tribunal de police.																				**2° Infractions de la compétence directe du tribunal de police.**
A. — Code pénal.																				A. — Code pénal.
Jeux de loterie ou de hasard sur la voie publique, art. 557, 3°.	4	—	161	12	1	—	33	1	117	11	12	—	—	—	2	—	163	12	177	Jeux de loterie ou de hasard sur la voie publique, art. 557, 3°.
Corps durs ou immondices jetés contre les voitures, maisons, etc., art. 557, 4°.	—	—	93	2	—	—	11	—	66	2	12	—	1	—	5	—	93	2	97	Corps durs ou immondices jetés contre les voitures, maisons, etc., art. 557, 4°.
Animaux domestiques tués ou blessés, art. 557, 5°	—	—	8	—	—	—	2	—	4	—	1	—	1	—	—	—	8	—	8	Animaux domestiques tués ou blessés, art. 557, 5°.
Maraudage, art. 557, 6°, 1er alinéa	1	1	402	30	10	1	77	5	315	19	33	4	8	3	—	—	403	31	434	Maraudage, art. 557, 6°, 1er alinéa.
Dommages aux propriétés mobilières d'autrui, art. 559, 1°	—	—	193	17	—	—	33	4	118	10	16	2	23	1	3	—	193	17	212	Dommages aux propriétés mobilières d'autrui, art. 559, 1°.
Détention de faux poids ou de fausses mesures, art. 561, 4°.	—	—	23	1	—	—	2	—	21	1	—	—	—	—	—	—	23	1	24	Détention de faux poids ou de fausses mesures, art. 561, 4°.
Mauvais traitements envers les animaux, art. 561, 5°	3	1	372	33	—	—	87	4	238	31	22	1	8	—	—	—	373	36	411	Mauvais traitements envers les animaux, art. 561, 5°.
Animaux soumis à des tortures dans les combats, jeux, etc., art. 561, 6°	13	3	40	4	—	—	—	—	37	7	8	—	6	—	2	—	53	7	60	Animaux soumis à des tortures dans les combats, jeux, etc., art. 561, 6°.
Injures, art. 561, 7°	7	1	3,973	121	14	1	1,052	67	4,044	279	613	51	222	36	33	3	3,982	422	6,404	Injures, art. 561, 7°.
Divination, explication des songes, art. 563, 1°	—	—	5	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	Divination, explication des songes, art. 563, 1°.
Dégradation de clôtures urbaines ou rurales, art. 563, 2°	—	—	94	6	—	—	22	1	52	2	8	2	11	1	1	—	94	6	100	Dégradation de clôtures urbaines ou rurales, art. 563, 2°.
Voies de fait, etc., objets jetés volontairement contre les personnes, art. 563, 3°	2	—	902	53	2	—	149	8	610	31	109	9	25	1	9	1	904	53	957	Voies de fait, etc., objets jetés volontairement contre les personnes, art. 563, 3°.
Autres contraventions, art. 551 à 556, 557, 1°, 2°, 5°, 559, 2°, 3°, 4°, 560, 561, 1°, 563, 1°, 4° et 5°	7	—	4,103	311	18	1	1,151	78	2,901	202	252	21	83	8	23	4	4,110	311	4,724	Autres contraventions, art. 551 à 556, 557, 1°, 2°, 5°, 559, 2°, 3°, 4°, 560, 561, 1°, 563, 1°, 4° et 5°.
B. — Lois spéciales et règlements généraux.																				B. — Lois spéciale et règlements généraux.
Grande voirie, roulage, messageries et barrières.	—	—	(2) 1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	Grande voirie, roulage, messageries et barrières.
Chemins de fer de l'Etat ou concédés. Loi du 12 avril 1855	—	—	(2) 1	(2) 2	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1	2	3	Chemins de fer de l'Etat et concédés. Loi du 12 avril 1855.
Ivresse publique. Loi du 16 août 1887.	—	—	3,551	270	23	1	766	51	2,410	186	286	39	57	7	12	3	3,551	270	3,801	Ivresse publique. Loi du 16 août 1887.
Totaux.	110	20	25,960	1,941	39	5	4,962	327	17,593	1,312	2,440	182	736	113	246	22	26,070	1,961	28,031	Totaux.
	130		27,901		98		5,289		18,905		2,622		849		268					

(1) Voir page 21 la méthode adoptée pour la rédaction de ce tableau.
(2) Amendes correctionnelles.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs);

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui peuvent être frappées d'une peine correctionnelle, sauf s'il s'agit d'infractions à des règlements provinciaux ou à des lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, matières qui sont de la compétence des tribunaux de police (loi du 1er mai 1849);

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans les cas où il y a lieu d'y appliquer les articles 72, 73 et 76 du Code pénal, concernant les délinquants âgés de moins de 16 ans et les sourds-muets (loi du 4 octobre 1867, art. 2, 3, et 6);

4° Les contraventions commises dans les bois soumis au régime forestier (art. 132 du Code forestier).

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de 26. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettait son fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou de peine de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Pour établir le groupe dans lequel un récidiviste doit être rangé on additionne toutes les condamnations qu'il a encourues. Un prévenu dont le dossier renferme une condamnation à 6 mois de prison et un prévenu qui s'est vu infliger six fois 1 mois de prison, figurent donc dans la même catégorie.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font, depuis cette année, l'objet de comptes spéciaux.

XVIII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper.

Arrondissements.	AFFAIRES pendantes au commencement de l'année.	Renvoyées devant le tribunal par			Portées devant le tribunal par			TERMINÉES			AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année.	NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES.			
		la chambre du conseil.	la chambre des mises en accusation.	la cour de cassation.	citation directe du ministère public.	citation directe de la partie civile.	une administration publique.	PAR JUGEMENT. au fond.	PAR JUGEMENT. d'incompétence.	par radiation du rôle.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles . .	1,516	2,099	13	1	3,938	50	175	6,134	—	—	1,706	4,745	1,224	165	6,134
Louvain . . .	369	285	5	—	1,242	2	51	1,558	—	—	396	1,339	155	66	1,558
Nivelles . . .	212	139	—	—	627	—	10	866	4	2	136	715	110	41	866
Anvers . . .	2,350	950	4	—	3,200	2	35	4,188	5	15	2,392	3,151	870	175	4,188
Malines . . .	355	212	—	1	580	4	3	963	—	—	192	845	90	28	963
Turnhout . .	89	96	1	—	799	—	42	866	—	—	161	669	139	58	866
Mons	322	608	2	1	705	1	5	1,331	—	—	308	1,057	253	44	1,334
Charleroi . .	2,689	828	—	—	3,361	1	55	4,481	—	—	2,651	3,333	889	257	4,481
Tournai . . .	310	303	—	—	417	1	6	797	1	—	241	659	130	28	797
Gand	1,313	607	8	3	2,720	10	63	3,176	—	—	1,337	2,452	532	192	3,176
Audenarde . .	208	206	4	1	736	8	—	942	3	—	218	741	129	72	942
Termonde . .	361	466	1	3	1,380	2	17	2,012	—	—	388	1,382	287	145	2,012
Bruges . . .	1,041	925	1	—	1,212	—	12	2,405	4	3	777	1,734	424	247	2,405
Courtrai. . .	491	575	—	—	1,464	1	11	1,961	4	2	575	1,489	207	175	1,961
Furnes . . .	152	166	—	—	316	—	8	668	3	2	169	518	101	49	668
Ypres	175	205	—	—	608	—	4	1,001	—	2	70	772	150	79	1,001
Liége	3,102	1,189	4	—	1,925	9	151	3,288	—	—	3,075	2,745	425	118	3,288
Huy.	79	102	—	—	259	—	27	336	—	—	111	280	59	17	336
Verviers. . .	121	312	—	—	339	1	37	774	—	—	256	577	160	37	774
Tongres . . .	76	56	—	—	404	—	34	520	—	—	70	355	124	45	520
Hasselt . . .	103	77	1	—	684	—	56	837	1	1	174	560	210	67	837
Arlon	34	68	—	—	157	—	305	544	—	—	20	309	214	21	544
Marche . . .	37	30	—	—	174	1	41	259	—	—	24	221	33	3	259
Neufchâteau .	25	52	—	—	257	—	81	360	—	—	33	250	112	18	360
Namur . . .	205	400	—	1	890	—	215	1,380	1	—	317	879	379	122	1,380
Dinant . . .	168	180	1	—	659	1	241	1,027	—	1	222	652	339	56	1,027
TOTAUX.	16,295	11,125	45	11	29,920	103	1,660	42,677	24	28	16,430	32,572	7,824	2,281	42,677

XIX. — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901,

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu des art. 72 et 73 du Code pénal. laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897. réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Crimes correctionnalisés.								
Meurtre, 393	3	1	1	—	—	—	—	2
Infanticide, 396	2	2	2	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	27	2	2	—	—	—	—	25
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	57	3	3	—	—	—	—	54
Obstacle à la circulation des trains du chemin de fer, 406, 407, 408	7	5	3	—	2	—	—	2
Rébellion avec armes, par plusieurs et par suite de concert préalable, 272	4	—	—	—	—	—	—	4
Attentat à la pudeur, 372, § 2	161	45	33	7	5	—	—	116
Id. 373, § 2	70	17	12	5	—	—	—	53
Viol, 375	91	33	33	—	—	—	—	58
Enlèvement d'enfant, 364	2	1	1	—	—	—	—	1
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort, 332	8	3	3	—	—	—	—	5
Id. id. id. id. par des médecins, chirurgiens, 333	1	—	—	—	—	—	—	1
Incendie de lieux habités, 510	5	2	2	—	—	—	—	3
Id. id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	13	4	2	—	2	—	—	9
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	6	6	3	2	1	—	—	—
Destruction de constructions, 521	24	2	1	1	—	—	—	22
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 320	7	—	—	—	—	—	—	7
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée, 330	4	—	—	—	—	—	—	4
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	261	40	36	—	4	—	—	221
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160 à 162, 164, 168	13	—	—	—	—	—	—	13
Banqueroute frauduleuse, 489	51	9	9	—	—	—	—	42
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	8	—	—	—	—	—	—	8
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	1,580	396	252	86	58	—	—	1,184
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	10	—	—	—	—	—	—	10
Délits.								
Abus d'autorité. Violences envers les personnes, 237	1	—	—	—	—	—	—	1
Abus de confiance, 491	1,085	242	228	1	13	—	—	843
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	674	137	137	—	—	—	—	537
Armes prohibées. Fabrication et débit, 316	1	—	—	—	—	—	—	1
Id. Port, 317. L. du 15 juin 1834	1,106	105	97	8	—	—	—	1,001
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147	3	3	3	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, 434, 435, 436	7	7	7	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence, 372	68	19	16	—	3	—	—	49
Id. id. avec violence, 375	221	53	51	1	1	—	—	168

classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT — avec condition	sans condition de 6 mois et plus.	sans condition de moins de 6 mois.	EN ORDRE PRINCIPAL A L'AMENDE — avec condition	sans condition	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT — avec condition	sans condition de 6 mois et plus.	sans condition de moins de 6 mois.	EN ORDRE PRINCIPAL A L'AMENDE — avec condition	sans condition	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	3	9	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
35	3	30	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
61	13	36	12	—	—	—	33	1	1	1	—	—	—	—	—	1	—
33	13	15	5	—	—	—	29	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
34	4	26	4	—	—	—	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	—	7	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	8	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
138	45	37	56	—	—	1	3	4	3	—	1	—	—	—	—	—	—
12	—	11	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
32	9	12	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	1	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(1) 521	252	102	165	3	1	3	1	17	20	6	3	11	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
454	147	27	203	64	13	—	—	7	11	2	—	8	—	1	—	—	—
332	151	1	163	12	2	—	—	—	11	2	—	7	—	2	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
673	73	2	213	139	244	—	—	—	18	2	—	12	—	4	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
33	8	13	9	—	1	—	22	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—
109	44	26	35	2	2	—	66	—	6	—	3	3	—	—	—	3	—

(1) Dont un militaire condamné, en outre, à un an d'incorporation dans une compagnie de correction.

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 5 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 5 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS					
		EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A		
		l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
		6 mois et plus.	moins de 6 mois.						6 mois et plus.	moins de 6 mois.						6 mois et plus.	moins de 6 mois.						6 mois et plus.	moins de 6 mois.				
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Crimes correctionnalisés.																												
Meurtre, 393	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide, 300	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—
Id. id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	13	13	—	—	1	1	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obstacle à la circulation des trains du chemin de fer, 400, 407, 408	—	—	—	—	—	—	—	4	3	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion avec armes, par plusieurs et par suite de concert préalable, 272	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	17	13	4	—	—	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. 373, § 2	8	4	4	—	—	7	—	14	8	6	—	—	14	—	18	6	2	—	—	17	—	5	5	—	—	1	5	—
Viol, 375	8	7	1	—	—	6	—	8	6	2	—	—	7	—	4	4	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement d'enfant, 364	—	—	—	—	—	—	—	8	7	1	—	—	7	—	6	5	1	—	—	4	—	2	2	—	—	—	1	—
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort, 332	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. id. par des médecins-chirurgiens, 333	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, de bois ou de récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de construction, 521	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage, Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces en réunion ou en bande, 529	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. id. id. dans une maison habitée, 530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	22	10	12	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	19	8	11	—	—	—	—	30	15	15	—	—	—	—	8	1	7	—	1	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	7	4	3	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	153	52	101	—	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	172	78	93	1	7	2	1	207	136	71	—	20	1	—	111	102	8	1	26	3	—
								1	1	—	—	—	—	—	8	8	—	—	2	(1) 1	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																												
Abus d'autorité. Violences envers les personnes, 257	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, 491	112	3	84	25	—	—	—	136	12	115	9	—	—	—	103	20	81	2	—	1	—	27	10	16	1	1	1	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	73	2	62	9	—	—	—	75	—	68	7	—	—	—	32	1	29	2	—	—	—	14	1	12	1	—	—	—
Armes prohibées. Fabrication et débit, 316	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Port, 317 (L. du 15 juin 1894)	160	1	94	65	—	—	—	93	—	66	27	—	—	—	48	—	39	9	—	—	—	9	—	8	1	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id id. id. par un particulier, 434, 435, 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372	3	2	1	—	—	2	—	5	3	2	—	—	4	—	7	6	1	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 375	19	7	12	—	—	15	—	19	10	9	—	—	14	—	10	7	3	—	—	6	—	5	4	1	—	—	5	—

(1) Condamné à l'interdiction pour viol.

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu					TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS								TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
				des art. 72 et 76 du Code pénal.		de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897.				EN ORDRE PRINCIPAL A			L'AMENDE		ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A		
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			L'EMPRISONNEMENT					la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE		la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
										sans condition									sans condition							
										conditionnel.	de 6 mois et plus.	de moins de 6 mois.	conditionnelle.	simple.					conditionnel.	de 6 mois et plus.	de moins de 6 mois.	conditionnelle.	simple.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Attentat aux mœurs. Par excitation à la débauche de mineurs, 379	46	10	10	—	—	—	—	36	24	1	9	14	—	—	5	20	—	3	—	3	—	—	—	1	3	—
Attentat aux mœurs. Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	9	—	—	—	—	—	—	9	6	1	5	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	24	12	12	—	—	—	—	12	8	2	—	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 383	789	130	117	6	7	—	—	659	359	101	9	146	76	27	—	4	4	18	3	—	11	—	4	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	8	2	2	—	—	—	—	6	5	3	—	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	60	14	14	—	—	—	—	46	38	14	17	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 480	41	10	10	—	—	—	—	31	22	10	2	6	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 283 à 287	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	566	110	110	—	—	—	—	456	202	22	1	20	125	36	—	—	—	14	—	—	5	5	4	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairemrnt, 422	17	2	2	—	—	—	—	15	13	6	2	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892	498	173	170	3	—	—	—	325	194	27	1	79	61	26	—	—	—	7	4	—	2	1	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	367	90	88	2	—	—	—	277	221	2	—	5	110	104	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—
Concussion et détournement par un fonctionnaire public, 243, 245	8	3	3	—	—	—	—	5	5	—	—	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 240, 247	2	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées pour commettre crimes ou délits, 248	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	26	2	2	—	—	—	—	24	14	3	—	—	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183-184	4	1	1	—	—	—	—	3	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (application frauduleuse des); sceaux, timbres et poinçons nationaux; sceaux, timbres et poinçons étrangers (usage préjudiciable des), 182, 183, 187.	5	—	—	—	—	—	—	5	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de timbres-poste, enlèvement de la marque indiqant qu'ils ont servi, 190	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	19,053	3,697	3,618	42	7	—	—	15,356	8,175	2,266	151	875	4,135	(1) 772	—	—	6	340	61	1	91	67	120	—	—	—
Id. à un député, ministre, magistrat, 278, 279	10	—	—	—	—	—	—	10	4	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	1,054	30	30	—	—	—	—	1,024	366	175	—	109	71	15	—	—	—	38	15	1	14	4	4	—	—	—
Id. à des jurés ou témoins, 282	62	9	9	—	—	—	—	53	24	12	3	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provoqués par des violences graves, 411, 414	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	474	139	135	4	—	—	—	335	260	15	1	3	223	20	—	—	—	3	—	—	1	1	1	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	18	2	2	—	—	—	—	16	14	1	—	1	10	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Outrage aux objets d'un, 144	3	1	1	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Id. aux ministres d'un, 145	4	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	57	9	9	—	—	—	—	48	37	10	—	5	17	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dépêches télégraphiques (violation du secret), 150	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	3	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	64	8	8	—	—	—	—	56	35	9	—	6	10	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 527	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	20	—	—	—	—	—	—	20	8	3	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Dont un militaire condamné, en outre, à un an d'incorporation dans une compagnie de correction.

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Attentat aux mœurs — Par excitation à la débauche de mineurs, 379	6	6	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	1	1	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	2	—	2	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — Outrage public aux mœurs, 383	111	1	80	30	—	—	—	89	5	69	15	—	7	—	63	9	52	2	—	7	—	19	5	14	—	—	5	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	3	2	—	1	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	7	—	6	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	107	—	41	66	—	—	—	70	—	41	29	—	—	—	54	1	42	11	—	—	—	9	—	8	1	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892	59	3	33	21	—	—	—	38	1	26	11	—	—	—	25	2	19	4	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	48	—	3	45	—	—	—	4	1	1	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Concussion et détournement par un fonctionnaire public, 242 à 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées pour commettre crimes ou délits, 248	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	7	—	2	5	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183, 184	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (application frauduleuse des); sceaux, timbres et poinçons nationaux; sceaux, timbres et poinçons étrangers (usage préjudiciable des), 182, 185, 187	2	—	2	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de timbres-poste : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	3,270	72	1,466	1,732	—	(1) 1	1	2,290	70	1,445	775	2	—	—	1,056	45	747	264	—	—	—	225	16	157	52	—	—	—
Id. à un député, ministre, magistrat, 278, 279	3	—	3	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	214	4	179	31	—	—	—	203	5	175	23	—	—	—	172	6	162	4	—	—	—	31	4	27	—	—	—	—
Id. à des jurés ou témoins, 282	14	1	8	5	—	—	—	11	5	8	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—
Id. provoqués par des violences graves, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	51	—	9	42	—	—	—	12	—	6	6	—	—	—	8	—	5	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Culte — Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte — Outrage aux objets d'un, 144	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte — Id. aux ministres d'un, 145	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 443	8	2	2	4	—	—	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dépêches télégraphiques (violation du secret), 150	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 524	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	12	—	9	3	—	—	—	6	—	4	2	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	3	1	2	—	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Condamné à l'interdiction pour attentat à la pudeur.

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	BENVOYÉS DES POURSUITES en vertu					TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS								TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
				des art. 72 et 76 du Code pénal.		de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897.				EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A		
										L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE						L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE				
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			condition-nel.	sans condition de 6 mois et plus.	sans condition de moins de 6 mois.	condition-nelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		condition-nel.	de 6 mois et plus.	de moins de 6 mois.	condition-nelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 333.	10	6	6	—	—	—	—	4	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 334	6	2	2	—	—	—	—	4	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 335 à 337.	98	57	57	—	—	—	—	61	42	11	—	6	17	8	—	—	—	4	1	—	1	1	1	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 338, 340, 341	30	14	13	1	—	—	—	16	11	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 343, 346	1,415	326	324	1	1	—	—	1,089	473	90	—	66	245	72	—	—	—	31	—	—	12	4	13	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	6	1	1	—	—	—	—	5	5	1	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. destruction de pièces dans un dépôt public : négligence du dépositaire, 242.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	3	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un fonctionnaire, 148.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	168	40	40	—	—	—	—	128	64	25	1	17	15	6	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	3	—	—	—	—	—	—	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	40	11	11	—	—	—	—	29	17	7	—	3	7	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Duel : provocation, décri, injures pour refus, 423-424	3	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	8	2	2	—	—	—	—	6	4	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368, 370	6	1	1	—	—	—	—	5	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	75	22	22	—	—	—	—	53	43	1	—	3	31	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	534	124	118	3	3	—	—	410	176	37	17	88	27	7	—	—	3	7	—	2	3	—	—	—	—	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361-362, 365 à 367.	37	5	5	—	—	—	—	32	26	—	—	—	23	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 351 à 359.	53	16	16	—	—	—	—	37	25	8	12	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	7	2	2	—	—	—	—	5	4	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie : altération, contrefaçon, émission, 162-165, 163 à 169	12	6	6	—	—	—	—	6	4	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. reçue pour bonne (émission de), 170	24	5	5	—	—	—	—	19	9	—	—	—	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	41	5	5	—	—	—	—	36	24	12	2	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 217 à 220	83	31	31	—	—	—	—	52	42	16	12	14	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226.	20	11	11	—	—	—	—	9	7	1	2	4	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414.	5	—	—	—	—	—	—	5	5	1	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419.	133	68	67	1	—	—	—	65	56	14	7	4	28	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	33	8	8	—	—	—	—	25	16	1	—	1	10	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie par le propriétaire de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 311 à 314.	5	—	—	—	—	—	—	5	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 535	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	12	—	8	4	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545, 546	256	—	114	142	—	—	—	205	—	107	98	—	—	—	105	—	78	27	—	—	—	19	—	14	5	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. destruction de pièces dans un dépôt public : négligence du dépositaire, 242	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un fonctionnaire, 148	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	26	3	16	7	—	—	—	19	2	13	4	—	—	—	16	1	14	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	4	—	3	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Duel : provocation, défi, injures pour refus, 423, 424	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	5	—	1	4	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	48	3	31	11	—	(1) 1	—	73	9	60	4	—	1	—	73	13	58	2	—	—	—	33	12	21	—	1	—	—
Etat civil, 263 à 263, 267, 361, 362, 365 à 367	5	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 351 à 359	1	—	1	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—	—	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Reçue pour bonne (émission de), 170	5	—	—	5	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207 209	2	—	—	2	—	—	—	5	1	4	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	4	3	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	7	—	1	6	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	5	—	1	4	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Condamné à l'interdiction du chef de recel.

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 73 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897.			TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS								TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
										EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A		
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE		la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE		la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
										conditionnel.	sans condition de 6 mois et plus.	sans condition de moins de 6 mois.	conditionnelle.	simple.					conditionnel.	sans condition de 6 mois et plus.	sans condition de moins de 6 mois.	conditionnelle.	simple.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Incendie involontaire, 319	18	6	6	—	—	—	—	12	8	3	—	—	5	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315.	10	2	2	—	—	—	—	8	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (violation de sépulture), 453	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	292	57	56	1	—	—	—	235	177	27	—	7	121	22	—	—	—	3	—	—	1	2	—	—	—	—
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 349-330	2	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 303.	6	1	1	—	—	—	—	5	4	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	5	3	3	—	—	—	—	2	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	5	3	3	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	75	18	18	—	—	—	—	57	54	2	—	—	48	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 300 à 308	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331.	1,003	174	173	1	—	—	—	829	361	147	3	99	93	17	—	—	—	13	3	—	7	2	1	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347.	101	8	8	—	—	—	—	93	51	6	1	40	4	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 307.	43	10	10	—	—	—	—	33	27	9	—	8	9	1	—	—	—	4	—	—	1	—	3	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 308	233	34	30	4	—	—	—	199	100	31	—	25	33	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Opposition à des travaux publics, 289-290.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	128	11	11	—	—	—	—	117	68	19	—	5	36	8	—	—	—	4	—	—	2	1	1	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	4,240	308	303	5	—	—	—	3,932	1,715	236	—	105	951	313	—	—	—	138	9	—	42	18	69	—	—	—
Id. des jurés ou témoins, 282.	201	22	22	—	—	—	—	179	81	28	—	7	30	16	—	—	—	8	4	—	2	1	2	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272.	1,722	114	112	2	—	—	—	1,608	626	231	8	139	192	36	—	—	1	45	11	1	19	6	8	—	—	—
Recèlement de criminels, 330	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505.	973	257	244	11	2	—	—	716	383	162	15	89	99	18	—	—	2	13	2	2	6	2	1	—	—	—
Révélation de secrets de fabrique, 309	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban, 338.	156	4	4	—	—	—	—	152	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223.	6	2	2	—	—	—	—	4	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 403	2	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Maladie causée involontairement, 421	3	1	1	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499.	38	10	10	—	—	—	—	28	18	2	—	2	10	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 261, 262, 227.	7	1	1	—	—	—	—	6	4	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 258 à 262	256	15	14	—	1	—	—	241	145	11	—	73	36	25	—	—	1	4	—	—	1	—	3	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	5,867	1,321	1,027	145	149	—	—	4,546	2,368	961	69	728	480	128	3	—	19	62	17	2	20	4	10	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 387, 6°, 463	240	32	20	10	2	—	—	208	126	26	—	8	52	40	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																										
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications).	56	5	5	—	—	—	—	51	49	—	—	—	20	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	1,361	253	253	—	—	—	—	1,108	634	4	—	3	418	209	—	—	—	21	—	—	—	3	18	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901,

classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Incendie involontaire, 319	1	—	—	1	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (violation de sépulture), 453.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	31	—	8	23	—	—	—	15	—	8	7	—	—	—	8	—	3	5	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 340-330.	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 303	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303.	2	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 300 à 308.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331.	204	1	140	34	—	—	—	135	—	112	23	—	—	—	94	2	80	12	1	—	—	22	—	21	1	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347.	6	1	5	—	—	—	1	15	—	15	—	—	—	1	14	1	13	—	—	—	—	7	2	5	—	—	—	2
Objets saisis : destruction, détournement, 507.	2	—	2	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	36	2	19	15	—	1	—	28	2	22	4	1	1	—	28	6	21	1	3	3	—	3	1	2	—	—	—	—
Opposition à des travaux publics, 289, 290	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	23	—	8	15	—	—	—	11	—	8	3	—	—	—	10	—	10	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité on de la force publique, 276	951	—	446	505	—	—	—	662	—	441	221	—	—	—	387	2	321	64	—	—	—	79	—	69	10	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	46	—	27	19	—	—	—	21	—	19	2	—	—	—	19	—	16	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272.	366	9	235	102	—	—	—	318	11	278	29	—	—	—	188	14	168	6	—	—	—	65	7	58	—	—	—	—
Recèlement de criminels, 339.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 305	115	12	78	25	1	—	—	98	11	74	13	1	1	—	87	25	59	3	2	1	—	20	11	9	—	3	—	—
Révélation de secrets de fabrique, 309	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban, 338	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	32	1	31	—	—	—	—	115	10	105	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223.	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 403.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Maladie causée involontairement, 421.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499.	4	—	3	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 201, 202, 207.	1	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232.	25	—	7	18	—	—	—	35	—	22	13	—	—	—	22	—	17	3	—	—	1	10	—	9	1	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	614	9	454	151	1	—	2	736	40	635	52	4	—	1	568	102	451	12	7	1	1	200	86	112	2	7	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463.	38	—	25	13	—	—	—	26	—	21	5	—	—	—	12	1	9	2	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications).	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions.	244	—	10	234	—	—	—	139	—	5	134	—	—	—	63	—	7	56	—	—	—	7	—	2	5	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 73 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897.			TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS								TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A					EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A		
										L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE						L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE				
										conditionnel.	sans condition de 6 mois et plus.	sans condition de moins de 6 mois.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	de 6 mois et plus.	de moins de 6 mois.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Infractions prévues par des lois spéciales.																										
Aliénés (régime des). L. du 18 juin 1850, 28 décembre 1873, art. 38	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. du 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838. A. R. du 31 mai 1885 et 1er mars 1888	66	17	17	—	—	—	—	49	29	—	—	—	22	7	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Assistance publique. L. du 27 mai 1891, art. 38	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. du 22 mars 1886, art. 22 à 27	13	5	5	—	—	—	—	8	7	—	—	—	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. du 28 février 1887	2,882	647	633	12	—	2	—	2,235	1,230	27	—	16	1,037	150	—	—	—	17	—	—	—	12	5	—	—	—
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. du 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	23	3	3	—	—	—	—	20	15	—	—	—	10	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. du 12 avril 1835, 24 juin 1883, 20 juillet 1891.	28	6	6	—	—	—	—	22	13	—	—	—	9	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. du 22 septembre 1823	9	6	6	—	—	—	—	3	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. du 1er avril 1879	3	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (falsification des). L. du 29 décembre 1888	2	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. du 5 mai 1888	188	40	40	—	—	—	—	148	110	—	—	—	78	32	—	—	—	4	—	—	—	2	2	—	—	—
Étrangers (expulsion des). Loi du 12 février 1897	290	1	1	—	—	—	—	289	77	1	—	76	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. du 4 août 1890	35	2	1	1	—	—	—	33	25	—	—	—	9	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. du 9 septembre 1897	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	193	37	37	—	—	—	—	156	99	25	4	12	2	58	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Échardonnage. — Échenillage. — Conservation des grenouilles	40	11	9	1	—	1	—	29	22	—	—	12	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. du 16 août 1887	1,132	122	122	—	—	—	—	1,010	357	3	—	14	130	210	—	—	—	39	—	—	20	2	17	—	—	—
Margarine. L. du 4 mai 1900	13	1	1	—	—	—	—	12	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives. L. du 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	31	6	6	—	—	—	—	25	17	1	—	1	14	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897	21	1	1	—	—	—	—	20	12	2	—	6	2	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature	48	6	5	1	—	—	—	42	40	15	—	1	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	99	36	36	—	—	—	—	63	50	—	—	1	39	10	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Pêche fluviale. L. du 19 janvier 1883 et du 5 juillet 1899	1,183	147	137	8	—	2	—	1,036	729	4	—	1	615	111	—	—	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—
Police maritime	250	17	17	—	—	—	—	233	182	129	—	51	1	1	—	—	169	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Police des rivières et polders	14	1	1	—	—	—	—	13	7	—	—	—	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. du 30 décembre 1882	55	6	6	—	—	—	—	49	36	—	—	—	20	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Id. Rage canine. A. R. du 16 juin 1891	91	4	4	—	—	—	—	87	42	—	—	—	12	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes. L. du 30 mai 1879	10	10	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. L. du 20 juillet 1831, 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	7	—	—	—	—	—	—	7	5	—	—	—	1	(1) 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Infractions forestières.

Acquittés	244
Id. à l'emprisonnement conditionnel	23
Id. Id. sans condition	66
Id. à l'amende conditionnelle	1,313
Id. Id. sans condition	1,347
TOTAL DES PRÉVENUS	2,993

(1) Dont trois condamnés à 5 francs d'amende par dimanche de retard dans la publication d'une réponse.

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Aliénés (régime des). L. 18 juin 1850, 28 décembre 1873, art. 38	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. Loi du 21 germinal an XI, 12 mars 1858, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1855 et 1er mars 1888	10	—	—	10	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Assistance publique. L. du 27 novembre 1891, art. 38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. Loi 28 février 1882	554	—	105	449	—	—	—	259	—	62	197	—	—	—	142	—	29	113	—	—	—	33	—	7	26	—	—	—
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, 24 juin 1885, 29 juillet 1891	8	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. du 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (falsification des). L. 9 décembre 1888	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	27	—	—	27	—	—	—	5	—	—	5	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1888	25	—	25	—	—	—	—	89	1	88	—	—	—	—	78	10	68	—	—	—	—	18	3	15	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	7	—	—	7	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	28	4	8	16	—	—	—	18	3	3	12	—	—	—	7	2	—	5	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles	4	—	1	3	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	213	—	70	143	—	—	—	206	—	82	124	—	—	—	166	—	107	59	—	—	—	29	—	21	8	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	8	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	6	—	—	6	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 26 novembre 1891 et 15 février 1897	2	—	2	—	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	4	—	—	4	—	—	—	6	—	—	6	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Pêche fluviale. L. du 19 janvier 1883 et du 5 juillet 1899	176	—	5	171	—	—	—	81	—	2	79	—	—	—	41	—	4	37	—	—	—	6	—	1	5	—	—	—
Police maritime	20	—	17	3	—	—	15	20	—	16	4	—	—	10	7	—	7	—	—	—	4	3	—	3	—	—	—	3
Police des rivières et polders	4	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	10	—	—	10	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id Rage canine. A. R. du 16 juin 1891	28	—	—	28	—	—	—	12	—	—	12	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal : laissés en liberté.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal : mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897 : réprimandés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897 : mis à la disposition du gouvernement.		TOTAL des condamnés de la 1re catégorie.	Condamnés — En ordre principal à l'emprisonnement : conditionnel.	Condamnés — En ordre principal à l'emprisonnement sans condition : de 6 mois et plus.	Condamnés — En ordre principal à l'emprisonnement sans condition : de moins de 6 mois.	Condamnés — En ordre principal à l'amende : conditionnelle.	Condamnés — En ordre principal à l'amende : simple.	Condamnés — Accessoirement à la surveillance de la police.	Condamnés — Accessoirement à l'interdiction des droits civils et politiques.	Condamnés — Accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 2e catégorie.	Condamnés — En ordre principal à l'emprisonnement : conditionnel.	Condamnés — En ordre principal à l'emprisonnement sans condition : de 6 mois et plus.	Condamnés — En ordre principal à l'emprisonnement sans condition : de moins de 6 mois.	Condamnés — En ordre principal à l'amende : conditionnelle.	Condamnés — En ordre principal à l'amende : simple.	Condamnés — Accessoirement à la surveillance de la police.	Condamnés — Accessoirement à l'interdiction des droits civils et politiques.	Condamnés — Accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. 28 mai 1888	20			—	—	—	—	20	8	—	—	—	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. 23 mars 1891	2	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1890	21	—	—	—	—	—	—	21	15	—	—	—	12	3	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Id. communaux	91	22	22	—	—	—	—	69	41	1	—	—	11	29	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	9	3	3	—	—	—	—	6	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règles relatives à l'exercice d'une profession (géomètre, greffier, huissier, etc.)	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897	7	—	—	—	—	—	—	7	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salaires (payement des). L. 10 août 1887	39	20	20	—	—	—	—	19	13	—	—	—	9	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1880, art. 131, 133, 134	13	9	9	—	—	—	—	4	4	—	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851 et 11 juin 1881	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	70	7	7	—	—	—	—	63	35	—	—	—	1	34	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 déc. 1899	124	11	11	—	—	—	—	113	79	—	—	—	51	28	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	4	1	1	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	28	13	13	—	—	—	—	15	11	—	—	—	7	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																										
Crimes correctionnalisés	2,415	571	308	101	72	—	—	1,844	934	334	308	267	4	1	9	114	25	25	10	3	12	—	—	—	1	—
Délits prévus par le Code pénal	44,964	8,180	7,759	252	189	—	—	36,784	19,059	5,300	417	5,564	7,738	2,040	9	120	45	821	157	17	288	122	257	1	7	—
Contraventions de police	1,417	258	258	—	—	—	—	1,159	683	4	—	3	438	238	—	—	—	21	—	—	—	3	18	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	7,162	1,220	1,192	23	—	5	—	5,942	3,329	205	6	191	2,165	764	—	—	170	80	—	—	22	19	59	—	—	—
Totaux	55,958	10,229	9,587	376	261	5	—	45,729	24,005	5,863	731	4,025	10,343	3,043	18	234	238	947	147	20	322	144	314	1	8	—
Infractions forestières	2,993	244	244	—	—	—	—	2,749																		
Totaux	58,951	10,473	9,831	376	261	5	—	48,478																		
Inculpés jugés en degré d'appel	1,734	616						1,118																		
Totaux	60,685	11,089						49,595																		

Durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels aux prévenus condamnés conditionnellement.

6 mois et moins	469
1 an	1,606
2 ans	1,544
3 ans	7,733
4 ans	309
5 ans	5,354
Totaux	17,015

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1901,

classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et plus.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de moins de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. 28 mai 1888	4	—	1	3	—	—	—	6	—	2	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 23 mars 1891	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'atelier. L. 15 juin 1890	3	—	—	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	13	—	1	12	—	—	—	7	—	—	7	—	—	—	6	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règles relatives à l'exercice d'une profession (géomètre, greffier, huissier, etc.)	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salaires (payement des). L. 10 août 1887	5	—	—	5	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1880, art. 151, 153, 154	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851 et 11 juin 1884	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	12	—	—	12	—	—	—	10	—	—	10	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	24	—	—	24	—	—	—	5	—	—	5	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	2	—	—	2	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																												
Crimes correctionnalisés	238	108	130	—	7	33	—	240	122	117	1	8	31	1	280	189	91	—	22	26	—	127	111	15	1	29	9	—
Délits prévus par le Code pénal	7,164	151	5,781	5,229	5	25	5	5,515	205	5,017	1,595	8	29	2	3,288	272	2,565	451	14	29	2	937	173	681	80	14	11	2
Contraventions de police	246	—	10	236	—	—	—	139	—	5	134	—	—	—	63	—	7	56	—	—	—	7	—	2	5	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	1,213	3	245	965	—	—	15	745	4	259	482	—	—	10	475	12	217	246	—	—	4	100	6	49	45	—	—	5
TOTAUX	8,861	267	4,164	4,430	10	58	20	6,639	331	4,298	2,010	16	60	13	4,106	473	2,880	753	36	55	6	1,171	290	750	131	43	20	5

RÉCAPITULATION D'APRÈS LA NATURE DES PEINES.

Condamnés à l'emprisonnement	sans condition	conditionnel	6,033
		de 6 mois et plus	2,112
		de moins de 6 mois	16,505
Condamnés à l'amende		conditionnelle	11,800
		simple	12,023
TOTAL DES CONDAMNÉS			48,478

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	ACQUITTÉS	Renvoyé des poursuites en vertu de l'article 72 du C. P.	Réprimandés en vertu de la loi du 27 novembre 1891, modifié par la loi du 15 février 1894.	TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. TOTAL des condamnés de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	conditionnellement à l'amende.	sans condition à l'emprisonnement.	sans condition à l'amende.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. TOTAL des condamnés de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	conditionnellement à l'amende.	sans condition à l'emprisonnement.	sans condition à l'amende.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois. TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	à l'amende.	4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois. TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	à l'amende.	5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans. TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	à l'amende.	6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle. TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Délits.																												
Abus de confiance, 491	2	1	1	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317, L. du 15 juin 1894	3	1	1	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : outrages publics aux mœurs, 383.	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	90	29	29	—	—	61	59	1	20	1	17	2	—	—	—	2	18	—	18	2	1	1	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4.	7	2	2	—	—	5	5	—	2	—	1	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	295	92	90	2	—	204	67	5	113	5	46	5	—	1	—	4	24	3	21	4	1	3	3	1	2	1	1	—
Id. id. involontaires, 420	25	3	3	—	—	22	119	—	17	—	2	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	22	10	10	—	—	12	11	—	9	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	2	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 406	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	42	25	25	—	—	17	14	—	14	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Loterie non autorisée, 302-303	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329.	3	—	—	—	—	3	3	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	3	—	—	—	—	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	19	5	5	—	—	14	9	—	7	—	2	—	—	—	—	—	3	—	3	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Id. des jurés ou témoins, 282	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505.	5	—	—	—	—	5	5	1	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463-401-466.	32	16	15	1	—	16	13	1	8	—	4	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463.	4	3	3	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Contraventions à l'article 501, 2° et 3° (falsifications)	14	8	8	—	—	6	6	—	4	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions.	529	151	146	1	4	378	270	4	163	2	101	14	—	—	1	13	68	5	63	15	1	14	8	3	5	3	2	1
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Art de guérir. L. du 21 germinal an XI, 12 mars 1838, 9 juill. 1838. A. R. du 31 mai 1855 et du 1er mars 1888.	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882.	5	3	3	—	—	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : oiseaux insectivores, A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	4	—	—	—	—	4	3	—	2	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1883, 29 juillet 1891	36	19	19	—	—	17	13	—	(1) 7	—	6	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	1	—	(1) 1	—	—	—

(1) Dont 1 condamné à une amende correctionnelle.

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.				TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.				
		TOTAL.	ACQUITTÉS	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du C. P.	Réprimandés en vertu de la loi du 27 novembre 1891, modifiée par la loi du 15 février 1897.		TOTAL des condamnés de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'amende.	CONDAMNÉS sans condition à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS sans condition à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes, L. 5 mai 1888	3	—	—	—	—	3	2	—	2	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	17	11	11	—	—	6	5	—	5	—	—
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles	94	78	76	1	1	16	12	—	10	—	2
Ivresse publique. L. 16 août 1887	51	16	16	—	—	35	20	—	9	—	11
Loi communale, article 72	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine. L. du 4 mai 1900	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	3	—	—	—	—	3	2	—	—	—	2
Police de l'audience	2	—	—	—	—	2	2	—	(1) 1	—	1
Id. des rivières et polders	14	8	8	—	—	6	6	—	3	—	3
Id sanitaire des animaux domestiques : rage canine, A. R. 16 juin 1891	6	2	2	—	—	4	3	—	2	—	1
Postes. L. 30 mai 1879	9	9	9	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Règlements communaux	197	51	51	—	—	146	109	—	66	3	46
Id. id. sur la police des filles publiques.	18	5	5	—	—	13	7	—	5	5	1
Id. provinciaux	64	25	25	—	—	39	29	—	8	—	(2) 21
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851 et 11 juin 1884.	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Tramways. A. R. 30 août 1897	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Voirie, roulage et messageries	89	30	30	—	—	59	48	—	22	—	(3) 26
RÉCAPITULATION.											
Délits prévus par le Code pénal	562	191	187	3	1	371	293	8	293	5	77
Contraventions de police	543	159	154	1	4	384	276	4	167	2	103
Infractions prévues par des lois spéciales	629	266	264	1	1	363	265	—	135	6	124
TOTAUX	1,734	616	605	5	6	1,118	834	12	595	13	304
Infractions forestières	7	4				3					
TOTAUX	1,741	620				1,121					

NATURE DES INFRACTIONS.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.					3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.			4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.			5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.			6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.		
	TOTAL des condamnés de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'amende.	CONDAMNÉS sans condition à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS sans condition à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	1	1	—	—	—	—
2	—	—	—	2	6	—	6	3	—	3	2	—	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	25	—	25	7	—	7	3	—	3	—	—	—
1	—	—	1	—	2	1	1	2	1	1	1	—	1	—	—	—
2	—	—	—	2	4	—	4	3	—	3	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	9	1	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	—	1	—	8	31	4	47	11	2	9	3	1	4	2	2	—
14	—	—	1	13	68	3	65	13	1	14	8	3	5	3	2	1
7	—	—	1	6	31	2	52	26	2	24	11	1	10	—	—	—
30	—	1	2	27	173	11	162	52	5	47	24	5	19	5	4	1

(1) Condamné à une amende correctionnelle.
(2) Dont 3 condamnés à une amende correctionnelle.
(3) Dont 2 id. id. id.

XX. — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Crimes correctionnalisés.																								
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	9	9		6	6
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner. 401	2	5	7	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	4	4	—	3	3	—	5	5
Obstacle à la circulation des trains du chemin de fer, 406, 407, 408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—
Rébellion avec armes, par plusieurs et par suite de concert préalable, 272, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Attentat à la pudeur, 372, § 2	4	19	23	1	5	6	—	1	1	3	9	12	6	4	10	1	6	7	1	7	8	1	8	9
Id. 373, § 2	—	—	—	—	4	4	2	—	2	—	2	2	—	1	1	—	1	1	1	4	5	3	4	7
Viol. 375.	4	8	12	—	1	1	—	4	4	3	6	9	—	3	3	2	—	2	2	1	3	5	1	6
Enlèvement d'enfant, 364	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort, 352.	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	3
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort par des médecins, chirurgiens, 353.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Incendie de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Destruction de construction, 521.	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 520.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée, 530.	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197.	12	101	113	—	4	4	—	1	1	5	21	26	—	2	2	—	1	1	3	5	8	—	10	10
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	8	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	2	9	11	—	2	2	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	1	1	1	4	5	2	4	6
Détournement par un dépositaire public de deniers à lui confiés, 240, § 1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	94	302	396	12	30	42	7	10	17	46	145	191	12	27	39	6	10	16	25	52	77	32	106	138
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—
Délits.																								
Abus d'autorité, violences envers les personnes, 257	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, 491	84	296	380	2	7	9	—	12	12	35	111	146	1	17	18	1	5	6	3	23	26	17	59	76
Adultère (et complicité d'), 387 à 389.	21	152	176	—	4	4	—	3	3	28	96	124	1	7	8	—	—	—	15	45	60	21	95	116
Armes prohibées. Fabrication et débit, 310.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Port, 317. L. du 15 juin 1894	1	55	56	6	33	39	1	17	18	5	41	46	—	10	10	1	29	30	4	27	31	55	544	597
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, 434, 435, 436.	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1.	4	10	14	—	—	—	—	2	2	4	5	9	—	1	1	—	3	3	—	1	1	2	3	5
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 375, § 1	5	14	17	3	6	9	1	4	5	4	10	14	3	11	14	1	9	13	2	4	6	3	21	24

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Crimes correctionnalisés.																											
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	5	5	—	9	9	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	2	2	—	5	5	—	1	1	—	2	2	—	5	5	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	6	6
Obstacle à la circulation des trains du chemin de fer, 400, 407, 408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Rébellion avec armes, par plusieurs et par suite de concert préalable, 272, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	2	2	4	4	7	11	2	4	6	4	11	15	2	5	7	2	6	8	—	1	1	1	—	1	5	8	13
Id. 373, § 2	—	—	—	—	12	12	1	4	5	1	5	6	—	4	4	—	1	1	1	—	1	—	—	—	5	1	6
Viol, 375	—	3	3	3	6	9	3	5	8	2	4	6	3	3	6	3	6	9	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Enlèvement d'enfant, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. id. id. par des médecins, chirurgiens, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de construction, 521	—	1	1	2	2	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	9	9	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée, 530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	1	4	5	3	3	6	—	—	—	—	6	6	2	9	11	—	2	2	—	—	—	2	—	2	8	32	40
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Banqueroute frauduleuse, 489	—	2	2	1	2	3	—	—	—	—	—	—	3	1	4	—	2	2	—	3	3	—	2	2	—	2	2
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	15	32	45	19	86	105	3	11	14	23	59	82	11	67	78	19	58	77	7	19	26	4	11	15	53	39	92
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	1	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																											
Abus d'autorité. Violences envers les personnes, 257	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, 491	2	11	13	21	57	78	—	5	5	13	22	35	12	24	36	2	23	25	1	2	3	1	8	9	23	68	91
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	2	10	12	8	28	36	—	—	—	1	3	4	—	5	5	2	3	5	—	2	2	1	2	3	28	35	63
Armes prohibées. Fabrication et débit, 316	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. Port, 317. L. du 15 juin 1894	1	5	6	2	20	22	4	9	13	1	16	17	3	12	15	1	8	3	—	3	3	1	8	9	14	88	102
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Id. id. par un particulier, 434, 435, 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	5	5	1	3	4	2	1	3	1	—	1	—	1	1	1	5	6
Id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1	1	4	5	—	12	12	—	3	3	6	23	29	4	16	20	—	2	2	—	1	1	3	3	6	4	4	8

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Crimes correctionnalisés.																											
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obstacle à la circulation des trains du chemin de fer, 406, 407, 408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion avec armes, par plusieurs et par suite de concert préalable, 272, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	2	—	1	1	3	3	6	1	3	4
Attentat à la pudeur, 372, § 2	1	2	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	1	1	1	1	2
Id. 373, § 2	—	—	—	2	2	4	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	1	3	—	—	—
Viol, 375	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement d'enfant, 364	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par des médecins, chirurgiens, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Incendie de lieux inhabités, de bois ou de récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—
Destruction de construction, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violence ou menaces, en réunion ou en bande, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée, 530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	—	4	4	1	4	5	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1	3	7	10	—	2	2
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	2	8	10	6	21	27	3	2	5	4	15	19	1	7	8	—	—	—	3	3	6	7	20	33	4	18	22
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Délits.																											
Abus d'autorité : violences envers les personnes, 257	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, 491	1	3	4	8	35	43	—	2	2	2	3	5	2	3	5	—	6	6	3	3	6	3	21	29	3	12	15
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	—	7	7	4	22	26	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	15	17	—	1	1
Armes prohibées. Fabrication et débit, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Port, 517. L. du 15 juin 1894	—	9	9	2	4	6	3	6	9	—	9	9	—	2	2	—	3	3	—	8	8	2	27	29	—	6	6
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, 431 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	—	2	2
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 375, § 1	—	1	1	6	3	9	—	1	1	1	2	3	1	2	3	—	1	1	—	1	1	3	4	7	1	6	7

Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Attentat aux mœurs — Par excitation à la débauche de mineurs, 379	2	7	9	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1
Attentat aux mœurs — id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Attentat aux mœurs — Écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	1	6	7	—	—	—	—	—	—	10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Attentat aux mœurs — Outrage public aux mœurs, 385	22	107	129	3	18	21	1	15	16	—	110	110	4	22	26	1	15	16	6	22	28	14	52	66
Avortement sans le consentement de la femme, 348	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	6	5	11	2	2	4
Banqueroute simple, 489	2	9	11	—	4	4	—	—	—	—	1	1	—	3	3	—	—	—	3	—	3	2	6	8
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	7	38	45	2	18	20	1	7	8	12	40	52	7	56	63	—	—	—	8	11	19	10	41	51
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	2	2	—	1	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892	3	32	35	—	—	—	—	—	—	39	61	100	1	9	10	—	—	—	2	6	8	49	57	106
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	21	45	66	—	2	2	1	1	2	6	50	56	3	1	4	—	1	1	14	28	42	19	57	76
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées pour commettre crimes ou délits, 248	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	1	—	3	3
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres contrefaits (usage de), 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (application frauduleuse des); sceaux, timbres et poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable des), 182, 185, 187	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon. Timbres-poste : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Coups et blessures — simples, 398 à 400, 410	255	1,111	1,366	144	748	892	71	421	492	242	1,049	1,291	106	486	592	68	452	500	118	511	629	317	1,582	1,899
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	1
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	315	315	—	5	5	—	9	9	6	129	135	1	17	18	—	11	11	1	31	32	1	82	83
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 282	—	6	6	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	2	2	1	1	2	—	2	2	—	15	15
Coups et blessures — provoqués par des violences graves, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — involontaires, 420	13	65	78	3	6	9	3	5	10	15	36	51	4	3	7	—	4	4	8	12	20	29	39	68
Culte — Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	1	1	2	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	1	1
Culte — Outrage aux objets d'un, 141	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte — Id. aux ministres d'un, 143	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	10	10	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	5	14	17
Dépêches télégraphiques (violation du secret), 150	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Destruction — de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	2	8	10	—	—	—	—	—	—	—	8	8	—	1	1	—	3	3	—	1	1	2	4	6
Destruction — de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	2	2	—	—	—	—	4	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Attentat aux mœurs. Par excitation à la débauche de mineurs, 379	1	1	2	1	3	4	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Outrage public aux mœurs, 385	1	14	15	32	52	84	1	16	17	6	33	39	9	40	49	5	22	27	2	13	15	3	12	15	3	23	26
Avortement sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	1	17	18	—	—	—	3	8	11	—	—	—	1	3	4	—	3	3	—	—	—	—	3	3
Banqueroute simple, 489	2	3	5	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés 285, 283 à 287	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	1	—	1	8	32	40	2	9	11	11	52	63	9	22	31	8	18	26	7	31	38	1	5	6	5	13	18
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 10 mai 1892	—	4	4	9	25	34	—	6	6	4	12	16	9	10	19	—	2	2	—	—	—	—	—	—	53	80	133
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	—	1	1	8	26	34	1	4	5	7	16	23	—	11	11	—	15	15	—	2	2	1	1	2	5	8	13
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243. 245.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 240, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées pour commettre crimes ou délits, 248.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252.	—	—	—	—	2	2	—	1	1	1	2	3	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres contrefaits (usage de), 183-184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (application frauduleuse des); sceaux, timbres et poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable des), 182, 185, 187	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon. Timbres-poste : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	57	281	338	565	1,332	1,897	126	678	804	392	980	1,372	398	1,328	1,726	42	1,151	1,193	45	314	359	135	554	689	262	789	1,051
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	15	15	7	215	222	3	11	14	—	34	34	7	26	33	—	31	31	—	6	6	—	16	16	—	26	26
Coups et blessures à des jurés ou témoins, 282.	3	3	6	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	2	2	3	8	11	—	1	1	—	3	3	—	—	—
Coups et blessures provoqués par des violences graves, 411. 414	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures involontaires, 420.	2	8	10	7	20	27	2	7	9	3	15	20	7	20	27	3	10	13	2	5	7	4	3	7	15	37	52
Culte. Entrave au libre exercice d'un, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Culte. Outrage aux objets d'un, 141	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Id. aux ministres d'un, 145.	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Dénonciation calomnieuse, 445.	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Dépêches télégraphiques (violation du secret), 150	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de machines ou d'appareils télégraphiques, 525, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, d'objets d'art, 526	—	1	1	2	11	13	—	2	2	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	6	7
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Attentat aux mœurs. — Par excitation à la débauche de mineurs, 379.	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	13	1	1	2
Attentat aux mœurs. — Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. — Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Attentat aux mœurs. — Outrage public aux mœurs, 385.	—	4	4	3	13	16	1	3	4	1	4	5	—	7	7	—	2	2	4	1	5	6	22	28	2	17	19
Avortement sans le consentement de la femme, 349.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Banqueroute simple, 489.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 285, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444.	—	2	2	3	10	13	—	4	4	—	18	18	—	1	1	1	4	5	—	5	5	7	13	20	—	6	6
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892.	—	1	1	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	15	15	—	—	—	—	1	1	—	—	—	4	—	4
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	—	1	1	3	2	5	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	2	3	—	1	1
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, 246, 247.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées pour commettre crimes ou délits, 248	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres contrefaits (usage de), 183-184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (application frauduleuse des) : sceaux, timbres et poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable des), 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. — simples, 398 à 400, 410	16	81	97	42	206	248	84	296	380	64	346	410	26	57	83	2	51	53	30	39	69	70	370	449	22	154	176
Coups et blessures. — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281.	1	3	4	—	10	10	1	2	3	1	11	12	—	6	6	—	3	3	—	—	—	1	7	8	—	3	3
Coups et blessures. — à des jurés ou témoins, 282	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Coups et blessures. — provoqués par des violences graves, 411-414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. — involontaires, 420	—	3	3	3	9	12	1	1	2	3	7	10	1	1	2	—	—	—	—	1	1	3	15	20	2	1	3
Culte. — Entrave au libre exercice d'un, 142, 143.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. — Outrage aux objets d'un, 144.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Culte. — Id. aux ministres d'un, 145	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	1	1	2	1	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	1	1	2	—	4	4	—	3	3
Dépêches télégraphiques, violation du secret, 150.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction. — de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction. — de tombeaux, monuments, objets d'art, 526.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5	—	—	—
Destruction. — de titres publics ou privés, 527.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Destruction. — de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 533	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	5	2	7
Id. des obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	6	8	14	1	3	4	2	4	6	1	—	1	—	—	—	1	5	6	5	1	6	1	1	2
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	1	1	4	4	8	5	2	5
Id. de clôtures, 545, 546	8	50	58	11	46	57	2	12	14	19	88	107	2	26	28	23	33	56	15	47	62	39	110	149
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	2	2	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Destruction de pièces dans un dépôt public : négligence du dépositaire, 242	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un fonctionnaire, 148	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	6	8	14	—	7	7	—	—	—	6	6	12	—	5	5	—	5	5	9	2	11	1	31	32
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	2	1	3	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duel : provocation, décri, injures pour refus, 423, 424	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Enlèvement de mineurs, 368 à 370	—	3	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	2	4	6	1	7	8	—	2	2	—	3	3	1	2	3	—	1	1	2	3	5	3	2	7
Escroquerie, 496	20	101	133	3	11	14	—	13	13	13	42	55	—	2	2	—	4	4	9	28	37	9	30	39
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367	2	11	13	—	—	—	2	3	5	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	3	3
Exposition ou abandon d'enfants, 351 à 359	2	3	5	—	1	1	—	2	2	1	3	4	—	1	1	—	1	1	1	4	5	3	2	5
Faillites (fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 165 à 169	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. reçue pour bonne (émission de), 170	3	6	9	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198, 207 à 209	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	8	8
Faux témoignage en justice, 218 à 220	2	11	13	—	3	3	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	2	—	2	14	8	22
Faux serment en matière civile, 226	2	—	2	—	—	—	—	—	—	3	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Homicide provoqué, 411 à 414	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Id. involontaire, 419	2	3	5	—	1	1	2	2	4	6	6	12	1	—	1	3	1	4	7	8	15	20	6	26
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	1	9	10	1	2	3	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Incendie de lieux habités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 535.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des obstacles retenant les bateaux, wagons ou voitures, 534	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537.	6	3	9	2	4	6	4	6	10	1	3	4	3	2	5	3	6	9	—	1	1	—	2	2	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	1	1	—	1	1	1	3	4	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Id. de clôtures, 545, 546	3	12	15	40	90	130	13	51	64	65	105	168	15	74	89	28	92	120	3	19	22	4	60	64	10	39	49
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. Destruction de pièces dans un dépôt public ; négligence du dépositaire, 242.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un fonctionnaire, 148	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	1	3	4	1	10	11	1	3	4	7	2	9	2	4	6	1	12	13	—	2	2	—	—	—	2	6	8
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	1	6	7	—	2	2	2	2	4	6	1	7	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duel : provocation, défi, injures pour refus, 425, 424	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 568 à 570.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 519 à 521.	—	—	—	—	2	2	—	1	1	7	8	15	—	3	3	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Escroquerie, 496	4	11	15	11	38	49	1	13	14	6	12	18	4	19	23	6	16	22	6	2	8	—	10	10	7	15	22
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367	1	1	2	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Exposition ou abandon d'enfants, 351 à 359.	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	2	2	3	3	10	1	—	1	—	2	2	1	2	3
Faillites (fraudes dans les), 490	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 165 à 169.	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. reçue pour bonne (émission de), 170	—	—	—	1	7	8	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Faux et usage de faux, 198, 207 à 200	—	1	1	2	2	4	—	—	—	—	3	3	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	4	4	3	2	5	—	1	1	3	2	5	—	—	—	—	3	3	—	1	1	1	—	1	—	1	1
Faux serment en matière civile, 226	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Homicide provoqué, 411 à 414.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	3	3	7	12	19	2	—	2	1	1	2	—	1	1	9	11	20
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	2	1	3	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	2	7	9	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classées d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 552	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	7	8	—	2	2
Id. des récoltes sur pied, plans, instruments d'agriculture, 550 à 551	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	2	9	11	3	20	23	4	27	31	6	36	42	3	11	14	—	3	3	—	3	3	3	15	18	3	15	18
Id. de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Destruction de pièces dans un dépôt public : négligence du dépositaire, 242.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un fonctionnaire, 148	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	12	12	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	4	4	—	5	5
Id. id. par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction. 439	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Id. id. Introduction furtive la nuit, 452	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Duel : provocation, décri, injures pour refus, 425, 424	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509.	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	11	13	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 519 à 521	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	1	—	1	4	17	21	—	1	1	1	2	3	—	3	3	1	1	2	1	—	1	6	11	17	2	5	7
Etat civil, 263 à 265, 267, 301, 362, 363 à 367	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 354 à 359	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	2	2
Faillites (fraude dans les), 490.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162. 165, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. reçue pour bonne (émission de), 170.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1
Faux et usage de faux. 198, 207 à 209.	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	2	2	2	1	3
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	3	3	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	6	4	2	6
Faux témoignage en matière civile, 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. involontaire, 419.	1	2	3	4	1	5	—	1	1	—	2	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7
Incendie involontaire, 519	—	1	1	—	1	1
Inhumations (infractions aux lois sur les), 516	—	4	4	—	—	—
Id. (violation de sépulture), 455	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	2	17	19	14	30	44
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 519, 550	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 305	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 305	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 300 à 308	—	1	1	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	10	57	67	3	10	19
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	3	32	35	—	1	1
Objets saisis : destruction, détournement, 507	2	7	9	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	6	37	43	1	4	5
Opposition à travaux publics, 289, 290	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	2	3	3	9	12
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	38	783	821	8	143	151
Id. des jurés ou témoins, 282	4	21	25	—	5	5
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	3	249	254	2	51	53
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—
Id. de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	32	115	147	7	10	17
Révélation de secrets de fabrique, 309	—	—	—	—	1	1
Rupture de ban, 338	—	36	56	—	3	3
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	1	1	2	—	1	1
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—
Id. Maladie causée involontairement, 421	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	1	5	6	—	—	—
Usurpation de fonctions, 261, 262, 227	1	—	1	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	3	31	34	—	4	4
Vol, 463, 464, 466	253	941	1,194	33	146	179
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	3	19	24	14	84	98
Contraventions de police.						
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	9	9	—	—	—
Autres contraventions	7	39	46	18	48	66

NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
2	6	8	—	1	1	1	7	8	—	—	—	—	21	21	—	9	9
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
—	9	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	20	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	22	22	11	46	57	—	17	17	2	20	22	4	49	53	38	185	221
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2
—	—	—	4	13	17	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	2	3
—	4	4	4	24	28	—	4	4	—	3	3	—	3	3	3	23	28
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	—	13	13	2	7	9	—	3	3	1	8	9	1	13	14
3	61	64	43	526	569	2	93	97	3	72	75	4	64	68	19	408	427
—	1	1	1	6	7	2	3	7	1	1	2	1	3	6	6	49	55
4	21	25	36	314	350	—	36	36	—	31	31	4	22	26	10	188	198
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	9	10	62	103	167	8	20	28	7	17	24	10	17	27	24	57	81
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	10	11	—	—	—	—	8	8	—	1	1	—	10	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	3	6	9	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	1	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2
—	2	2	1	10	11	—	—	—	—	3	3	—	3	3	3	32	35
31	98	129	175	753	928	8	97	105	30	85	115	44	149	193	127	446	573
1	4	5	1	10	11	—	4	4	—	6	6	—	9	9	3	17	20
2	3	7	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	14
2	11	13	7	51	58	8	28	36	6	32	38	10	25	35	22	109	131

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
Incendie involontaire, 519	—	1	1	—	1	1	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	1	—	1	—	1	1	—	1	1
Id. (violation de sépulture), 453	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	1	1	2	23	25	5	15	20
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	2	2	4	—	1	1	—	2	2
Maisons de prêt sur gages, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	4	6	10	11	63	74	5	21	26
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	1	1	2	1	3	—	3	3
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	1	1	—	1	1	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	1	1	2	14	16	—	1	1
Opposition à travaux publics, 289, 290	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	2	2	—	1	1	—	4	4
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	1	44	45	30	352	382	7	55	62
Id. des jurés ou témoins, 282	—	4	4	2	9	11	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	17	17	15	151	166	2	12	14
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	3	7	10	19	93	112	—	9	9
Révélation de secrets de fabrique, 309	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban, 338	—	2	2	—	10	10	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Maladie causée involontairement, 421	—	—	—	1	1	2	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	4	4	—	—	—
Usurpation de fonctions, 201, 202, 227	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232.	—	3	3	3	15	18	—	4	4
Vol, 463, 464, 466	29	122	151	103	365	468	12	40	52
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	1	1	—	3	3	—	4	4
Contraventions de police.									
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	2	2	—	2	2	1	2	3
Autres contraventions	2	14	16	22	60	82	11	45	56

TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	12	13	2	6	8	7	15	22	3	11	14	1	—	1	2	15	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	42	56	15	65	80	9	44	53	4	16	20	7	28	35	17	43	60
—	7	7	—	3	3	—	1	1	2	1	3	—	—	—	—	14	14
—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2	1	2	3	—	—	—
—	7	7	2	19	21	4	18	22	1	—	1	—	7	7	4	17	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	8	8	1	7	8	1	9	10	—	1	1	—	2	2	—	10	10
14	194	208	26	203	229	11	158	169	2	60	62	4	62	66	35	244	279
—	7	7	—	9	9	—	14	14	—	—	—	1	4	5	—	14	14
1	42	43	8	150	158	7	67	74	1	8	9	2	27	29	10	99	109
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
18	46	64	11	48	59	13	55	68	5	9	14	2	5	7	16	43	59
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	2	—	4	4	—	13	13	—	4	4	—	—	—	2	10	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	2	2	1	1	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
—	3	3	—	12	12	1	14	15	—	—	—	—	5	5	1	42	43
103	173	276	89	207	356	36	130	166	14	66	80	23	58	83	60	220	289
—	3	3	—	13	13	—	5	5	—	6	6	—	4	4	7	7	14
1	6	7	—	4	4	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30	142	172	24	121	145	15	70	85		30	66	3	62	65	36	67	103

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résutat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Incendie involontaire, 319	—	—	—	3	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	1	—	—	—
Id. (violation de sépulture), 455.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	3	11	11	—	1	1	3	10	13	—	5	5	—	1	1	—	—	—	2	1	3	—	13	13	1	4	5
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 305.	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du Gouvernement, 149	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	1	16	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Maisons de prêts sur gages, 300 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331.	—	5	5	—	9	9	1	9	10	3	16	19	5	4	9	1	7	8	—	3	3	10	23	33	—	15	15
Mendicité et vagabondage, 342 à 347.	—	—	—	1	6	7	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	11	11
Objets saisis : destruction, détournement, 507.	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	2	2	2	5	7	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	1	2	1	1	2
Opposition à travaux publics, 289, 290	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275.	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	1	1	—	7	7	—	1	1	—	3	3
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	3	20	23	3	72	75	4	32	36	9	73	82	1	33	34	—	14	14	1	22	23	15	109	122	4	53	57
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	2	2	4	—	1	1	—	10	10	—	3	3	—	1	1	—	1	1	—	5	5	2	2	4
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272.	1	4	5	4	29	33	—	12	12	1	5	6	—	—	—	—	2	2	—	1	1	1	34	35	—	13	13
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505.	—	3	3	7	5	12	1	2	3	3	2	5	1	4	5	—	2	2	2	4	6	4	26	30	1	3	4
Révélation de secrets de fabrique, 309	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban, 338.	—	2	2	—	3	3	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	3	3	—	7	7
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1
Substances nuisibles administrées, 402, 403	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Maladie causée involontairement, 421.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	3	3	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Usurpation de fonctions, 201, 202, 227.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232.	—	3	3	—	13	13	—	1	1	1	1	2	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	16	16	—	3	3
Vol, 463, 464, 466	5	26	31	25	58	83	8	28	36	7	51	58	8	18	26	3	11	14	3	25	28	72	144	216	9	49	58
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	6	7	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																											
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	3	8	11	3	30	33	4	8	12	—	11	11	—	2	2	—	1	1	4	4	8	4	50	54	3	11	14

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Infractions prévues par des lois spéciales.																								
Aliénés (régime des). L. 18 juin 1850, 18 décembre 1873, art. 38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858, A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	2	7	9	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	3	1	4	1	7	8	—	7	7
Assistance publique. L. 27 novembre 1891, art. 58	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, articles 22 à 27	—	2	2	2	—	2	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2
Chasse. L. 28 février 1882	17	148	165	14	76	90	16	87	103	50	128	178	20	45	65	4	61	65	10	87	106	30	180	210
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1880 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	3	4	7	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, articles 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (falsification des). L. 20 décembre 1888	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	3	43	46	—	12	12	—	2	2	5	16	21	7	8	15	—	—	—	1	3	4	7	16	23
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	—	58	58	—	1	1	—	2	2	—	29	29	—	—	—	—	1	1	—	9	9	—	8	8
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	3	3	—	10	10
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Impôts (lois et règlements concernant les)	8	24	32	—	1	1	—	2	2	8	24	32	—	4	4	—	6	6	1	1	2	—	8	8
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles	—	—	—	3	8	11	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	2	3	5	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	4	218	222	4	28	32	—	5	5	4	46	50	5	15	16	1	15	16	1	14	15	15	58	73
Margarine. L. 4 mai 1900	1	2	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6	8
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	4	4
Mines et extractions de toute nature	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	10	—	14	14
Organisation militaire	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Pêche fluviale. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	3	43	46	1	44	45	1	12	13	12	53	65	5	33	38	2	26	28	2	15	17	4	94	98
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	183	195	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques	2	8	10	—	17	17	—	1	1	—	1	1	1	1	2	—	—	—	—	1	1	—	3	3
Id. id. id. Rage canine. A. R. 16 juin 1891	—	28	28	—	10	10	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Postes. L. 30 mai 1879	10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Aliénés (régime des). L. du 18 juin 1850, 28 décembre 1873, art. 38	—	—	—	—	1	1				—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858, A. R. 31 mai 1858 et 1er mars 1888	—	4	4	—	1	1	—	1	1	2	—	2	2	3	5	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Assistance publique. L. du 27 novembre 1891, art. 38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Chasse. L. 28 février 1882	17	63	80	80	180	260	28	27	55	20	82	111	25	106	129	10	55	65	27	107	134	41	81	122	22	64	86
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	13	16	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	4	4	1	1	2	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	4	4
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. du 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (falsification des). 20 décembre 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	—	2	2	—	1	1	1	2	3	1	4	5	1	4	5	—	1	1	—	—	—	—	1	1	4	9	13
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	—	24	24	—	12	12	—	1	1	—	1	1	—	10	10	—	18	18	—	5	5	—	12	12	1	30	31
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3	1	8	9	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	—	1	1	9	25	34	—	—	—	1	8	9	—	13	13	2	10	12	1	1	2	1	2	3	1	10	11
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	2	3	5	—	1	1	—	1	1	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	5	5	6	122	128	5	15	20	18	83	101	33	116	149	2	75	77	9	43	52	2	30	32	5	39	44
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1
Mines et extractions de toute nature	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Organisation militaire	1	—	1	—	—	—	1	1	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	1	48	49	14	21	35	5	6	11	5	46	51	2	40	42	6	15	21	—	20	20	2	9	11	21	165	186
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	50	55	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2	—	4	4	2	3	5	—	2	2	1	—	1	—	1	1
Id. id. id. Rage canine. A. R. du 16 juin 1891	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	2	2	19	21	—	1	1	—	6	6	—	1	1	1	6	7
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Aliénés (régime des). L. du 18 juin 1850. 28 décembre 1873, art. 38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI. 12 mars 1818. 9 juillet 1838. A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	2	—	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—	1	2	3	1	2	3	1	—	1	1	4	5	—	3	3
Assistance publique. L. du 27 novembre 1891, art. 38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	8	61	69	12	43	55	25	44	69	5	50	55	14	19	33	22	34	56	21	62	83	41	109	150	52	236	288
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1880 (application de l'art. 51 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. 24 juin 1885. 20 juillet 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle, C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. du 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (falsification des). L. 20 décembre 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	2	2	4	—	3	3	1	6	7	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	7	7	14	—	4	4
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	—	—	—	—	25	25	—	2	2	—	3	3	—	9	9	—	2	2	—	2	2	—	9	9	—	16	16
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	1	1	—	2	2	1	2	3	2	1	3	—	—	—	—	1	1	2	5	7	—	4	4
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles	—	—	—	1	6	7	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	2	4	4	26	30	—	—	—	—	2	2	—	—	—	4	4	1	9	10	3	42	45	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	1	—	3	5	5	12	15	
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	2	2
Mines et extractions de toute nature	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	12	13	3	7	10
Organisation militaire	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	10	—	1	1
Pêche fluviale. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	11	28	39	2	20	22	5	20	25	32	41	73	—	—	—	5	52	57	7	38	45	5	57	62	11	74	85
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	20	23	12	57	69	5	32	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. Rage canine. A. R. du 16 juin 1891	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	9	9	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847. 20 décembre 1852. 12 mars 1858	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an V. 28 mai 1888.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	14	—	—	—	—	5	5
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	8	8	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	2	6	8	1	2	3	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	3	3
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Règles relatives à l'exercice d'une profession (géomètre, greffier, huissier, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salaires (payement des). L. 16 août 1887.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	17	3	20	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 133, 134	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphonse. L. 1er mars 1851 et 11 juin 1884	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80.	—	6	6	3	3	6	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42	42
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889.	4	42	46	—	4	4	—	2	2	2	16	18	—	—	—	—	3	3	—	—	—	1	1	2
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	3	—	3	—	1	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	1	4	—	1	1
RÉCAPITULATION.																								
Crimes correctionnalisés	119	462	581	14	51	65	9	24	33	60	187	247	19	40	59	9	27	36	35	84	119	46	155	201
Délits prévus par le Code pénal.	859	4,938	5,797	260	1,451	1,717	132	793	925	802	3,750	4,552	166	1,002	1,168	146	834	980	318	1,198	1,516	888	4,388	5,276
Contraventions de police	7	48	55	18	48	66	4	16	20	7	52	59	8	28	36	6	32	38	10	25	35	22	123	145
Infractions prévues par des lois spéciales.	64	662	726	28	211	239	18	120	138	112	515	627	38	107	145	11	134	145	37	162	199	59	475	534
TOTAUX.	1,049	6,110	7,159	320	1,761	2,087	163	955	1,118	981	4,504	5,485	231	1,177	1,408	172	1,027	1,199	400	1,469	1,869	1,015	5,141	6,156
Infractions forestières	13	330	343	20	179	199	1	37	38	6	38	44	1	1	2	22	264	286	2	3	5	4	87	91
Affaires jugées en degré d'appel.	82	165	247	20	51	71	14	31	45	44	39	83	15	18	33	6	5	11	10	46	56	68	74	142
TOTAUX.	1,144	6,605	7,749	366	1,991	2,357	178	1,021	1,199	1,031	4,581	5,612	247	1,196	1,443	200	1,296	1,496	412	1,518	1,930	1,087	5,302	6,389

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	4	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. communaux	—	—	—	4	—	4	1	—	1	1	8	9	11	37	48	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	5
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. provinciaux	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Règles relatives à l'exercice d'une profession (géomètre, greffier, huissier, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	2	2	—	3	3	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 133, 134	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851 et 11 juin 1884	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C. art. 80	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	4	4	8
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	1	—	1	—	3	3	—	—	—	2	12	14	—	3	3	1	8	9	—	—	—	—	2	2	—	10	10
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1840	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	2	2	3	2	5	—	1	1	1	1	2	—	—	—	—	1	1
RÉCAPITULATION.																											
Crimes correctionnalisés	10	48	64	52	126	158	9	26	35	31	98	129	22	99	121	28	93	121	8	28	36	7	15	20	52	115	167
Délits prévus par le Code pénal	132	618	750	947	3,128	4,075	180	1,001	1,193	698	1,922	2,620	656	2,462	3,118	215	2,010	2,225	101	598	699	218	858	1,076	618	2,077	2,695
Contraventions de police	2	16	18	22	62	84	12	47	59	31	148	179	24	125	149	16	72	88	7	59	66	5	62	65	56	67	103
Infractions prévues par des lois spéciales	27	155	180	117	379	496	41	61	102	63	273	336	85	432	517	27	207	234	39	188	227	47	144	191	62	369	438
TOTAUX	177	835	1,012	1,118	3,695	4,813	251	1,138	1,389	823	2,441	3,264	787	3,118	3,905	286	2,382	2,668	155	873	1,028	275	1,077	1,352	768	2,627	3,395
Infractions forestières	1	14	15	1	40	41	—	—	—	11	28	39	—	21	21	—	—	—	—	4	4	—	2	2	12	76	88
Affaires jugées en degré d'appel	38	37	75	23	56	79	9	13	22	11	53	64	17	57	74	32	82	114	11	20	31	22	45	67	73	128	201
TOTAUX	216	886	1,102	1,141	3,789	4,933	260	1,151	1,411	845	2,522	3,367	804	3,196	4,000	318	2,464	2,782	166	897	1,063	297	1,124	1,421	853	2,851	3,684

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1901, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Règlements d'ateliers. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Id. communaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règles relatives à l'exercice d'une profession (géomètre, greffier, huissier, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	—	—	6	—	6	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 133, 134	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851 et 11 juin 1884	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	3	3	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messagerie	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																											
Crimes correctionnalisés	3	15	18	9	30	39	5	13	18	4	25	27	2	9	11	1	2	3	4	10	14	19	40	59	8	26	34
Délits prévus par le Code pénal	33	214	249	141	581	722	117	449	566	125	643	768	52	184	236	10	119	129	56	165	221	221	974	1,195	74	422	496
Contraventions de police	3	8	11	3	34	39	4	8	12	—	11	11	—	2	2	—	1	1	4	4	8	4	50	54	3	11	14
Infractions prévues par des lois spéciales	25	93	118	20	146	166	34	81	115	41	121	162	29	90	119	28	79	107	31	115	146	67	264	331	70	302	432
Totaux.	66	330	396	173	791	966	160	551	711	168	800	968	85	285	368	39	201	240	93	294	389	311	1,328	1,639	155	821	976
Infractions forestières	3	67	70	7	48	55	5	81	86	12	146	158	7	417	424	11	51	62	20	117	146	42	399	441	34	299	333
Affaires jugées en degré d'appel	13	15	28	12	45	57	4	23	27	4	11	15	17	10	27	23	12	35	15	8	23	23	45	68	12	31	46
Totaux.	82	412	494	194	884	1,078	169	655	824	184	957	1,141	107	712	819	73	264	337	130	419	558	376	1,772	2,148	201	1,151	1,355

XX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS		
	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Délits.												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317. L. du 15 juin 1894	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : outrage public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers. 444	4	4	8	—	1	1		—	—	5	1	6
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	23	46	69	1	2	3	6	11	17	—	3	3
Id. involontaires, 420	1	7	8	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Destruction de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545, 546	1	1	2	—	—	—	2	—	2	1	—	1
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	11	11	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.												
Contraventions à l'article 551, 2° et 3° (falsifications)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	27	56	83	5	33	38	5	5	10	15	17	32
Infractions prévues par des lois spéciales.												
Art de guérir	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'art. 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	5	—	5	—	1	1	—	—	—	1	—	1
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	1	1	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles	—	2	2	2	2	4	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	1	4	5	1	2	3	—	1	1	1	—	1
Loi communale, art. 72	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	2	3	5	3	10	13	—	3	3	—	4	4	—	—	—	—	1	1	—	2	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1	4	5	—	1	1	3	13	16	3	14	17	2	8	10	3	3	6	3	4	7	1	5	6	3	2	5
—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	3	3	1	1	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	2	2
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
8	8	15	1	4	5	—	15	15	4	10	23	—	8	8	6	26	32	3	7	10	7	17	24	6	15	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
—	1	1	2	—	2	—	3	3	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	1	—	1	1	1	2	45	—	45	24	1	25	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	2	3	—	—	—	—	2	2	4	2	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Délits.												
Abus de confiance, 491	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317. L. du 15 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : outrage public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	1	4	5	—	—	—	2	10	12	8	8	16
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	4	7	11	—	—	—	3	3	6	9	25	34
Id. involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Destruction de récoltes sur pied, plans, instruments d'agriculture, 533 à 537	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545, 546	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Epizootie, 519 à 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	3	—	3	—	—	—	—	14	14	—	2	2
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. *des jurés ou témoins*, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	1	1
Vol, 463, 464, 466	3	1	4	—	—	—	4	—	4	2	—	2
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.												
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	1	1	—	—	—	—	—	—	5	1	6
Autres contraventions	9	13	22	—	6	6	9	12	21	17	50	67
Infractions prévues par des lois spéciales.												
Art de guérir	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'art. 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	3	1	4	1	2	3	—	—	—	2	1	3
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	2	2	—	—	—	—	—	—	6	3	9
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Ivresse publique, L. 16 août 1887	3	3	6	1	3	4	1	2	3	2	5	7
Loi communale, art. 72	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total
41	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
Délits.																											
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317. L. du 15 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : outrage public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	1	1	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1	2	—	5	5	—	1	1
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	1	4	5	3	12	15	—	3	3	—	1	1	14	6	20	—	3	3	—	—	—	2	7	9	7	17	24
Id. involontaires, 420	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes sur pied, plans, instruments d'agriculture, 533 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545, 546	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 519 à 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	2	1	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	1	1
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. *des jurés ou témoins*, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	3	1	4
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																											
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4	—	—	—
Autres contraventions	1	3	4	4	14	18	1	6	7	2	6	8	—	3	3	4	8	12	8	3	11	7	13	20	2	11	13
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Art de guérir	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	—	—	—
Id. : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'art. 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	—	1	1	—	2	2	—	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	1	—	1	1
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	1	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—
Ivresse publique, L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—
Loi communale, art. 72	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Margarine. L. 4 mai 1900	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police de l'audience	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders	—	—	—	7	—	7	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques : rage canine, A. R. 16 juin 1891	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes. L. 30 mai 1879	9	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	—	21	21	5	8	11	—	1	1	10	6	16	—	2	2	1	—	1	1	1	2	11	15	26	1	2	3	8	8	16	1	—	1	2	15	17	1	16	17
Id. Id. sur la police des filles publiques	1	3	4	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	1	6	7	1	—	1	—	—	—	5	5	10	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	2	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851 et 11 juin 1884	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 30 août 1897	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	5	8	13	—	—	—	1	1	2	3	3	6	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	3	3	6	—	1	1	—	5	5	1	9	10
RÉCAPITULATION.																																						
Délits prévus par le Code pénal	20	61	90	1	3	4	8	22	30	6	7	13	4	7	11	—	1	1	7	21	28	6	34	40	13	17	30	7	13	20	5	5	8	2	8	10	4	10	14
Contraventions de police	27	50	83	5	33	38	5	5	10	15	17	32	8	8	16	1	4	5	—	15	15	4	19	23	—	8	8	6	26	32	5	7	10	7	17	24	6	17	23
Infractions prévues par des lois spéciales	26	48	74	14	15	29	1	4	5	23	15	38	3	3	6	4	—	4	3	10	13	58	21	79	23	12	37	12	15	27	3	1	4	2	28	30	7	30	37
TOTAUX	82	165	247	20	51	71	14	31	45	44	39	83	15	18	33	5	5	10	10	46	56	68	74	142	38	37	75	25	54	79	9	13	22	11	53	64	17	57	74
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX																6	5	11																					

XX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Police de l'audience	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. des rivières et polders	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques : rage canine, A. R. 16 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de la population. L. 2 juin 1856	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	1	27	28	1	—	1	1	—	1	4	8	12
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6	9
Id. provinciaux	—	3	3	7	1	8	2	—	2	3	2	5
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851 et 11 juin 1891	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C. art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	4	9	13	1	5	6	—	1	1	10	4	14
RÉCAPITULATION.												
Délits prévus par le Code pénal	12	19	31	—	—	—	9	30	39	19	43	62
Contraventions de police	9	14	23	—	6	6	9	12	21	22	51	73
Infractions prévues par des lois spéciales	11	49	60	11	14	25	4	3	7	32	34	66
TOTAUX	32	82	114	11	20	31	22	45	67	73	128	201
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX												

HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	2	13	15	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	1	1
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	3	3	1	1	2	—	—	—	1	—	1	—	1	1	2	6	8	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	1	2	—	—	—
9	7	16	5	13	18	—	3	3	—	3	3	15	6	21	15	4	19	3	1	4	4	13	17	10	20	30
1	3	4	4	14	18	1	6	7	2	6	8	1	3	4	4	8	12	8	3	11	9	15	24	2	11	13
—	2	2	3	18	21	3	14	17	2	2	4	1	1	2	4	—	4	4	4	8	10	17	27	—	3	3
10	12	22	12	45	57	4	25	27	4	11	15	17	10	27	23	12	35	15	8	23	25	45	68	12	34	46
3	3	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13	15	28																								

XXI. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							TOTAL des condamnés.	Condamnés du chef d'infractions forestières.	TOTAL des colonnes 13 à 27.
			Total des acquittés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 70 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 23 de la loi du 27 novembre 1891.		Acquittés du chef d'infractions forestières.			
					Laissés en liberté.	Mis à la disposition du gouvernement.	Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.				
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,214
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,896
	Total	7,502	1,062	904	68	77	—	—	13	6,440	330	6,110
Louvain	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,041
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	720
	Total	2,286	346	309	11	6	—	—	20	1,940	179	1,761
Nivelles	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	569
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	384
	Total	1,154	164	156	3	4	—	—	1	990	37	953
Anvers	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,208
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,296
	Total	5,529	987	937	17	27	—	—	6	4,542	38	4,504
Malines	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	589
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	588
	Total	1,410	232	204	26	1	—	—	1	1,178	1	1,177
Turnhout	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	529
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	498
	Total	1,485	194	155	16	1	—	—	22	1,291	264	1,027
Mons	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	794
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	875
	Total	1,874	402	371	16	13	—	—	2	1,472	3	1,469
Charleroi	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,880
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,261
	Total	6,247	1,019	951	45	19	—	—	4	5,228	87	5,141
Tournai	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	498
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	337
	Total	1,027	178	156	16	5	—	—	1	849	14	835

CONDAMNÉS

A L'EMPRISONNEMENT

CONDITIONNEL de

6 mois.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.
13	14	15	16
4	316	370	5
2	10	16	—
6	528	595	3
2	110	218	1
—	—	3	—
2	110	221	1
—	40	57	—
—	—	—	—
—	40	57	—
0	302	318	1
—	3	9	—
6	305	327	1
—	78	68	1
—	1	—	—
—	79	68	1
—	83	99	—
—	—	1	—
—	53	100	—
—	134	108	—
—	5	3	—
—	139	111	—
1	135	338	1
—	1	19	—
1	136	357	1
—	76	97	3
—	5	4	—
—	81	101	3

SIMPLE de

5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	6 mois à moins de 1 an.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.
17	18	19	20	21	22	23
4	21	60	80	317	372	4
20	59	136	192	1,020	1,001	1
24	60	216	278	1,537	1,332	5
1	1	8	17	42	50	3
—	3	16	29	154	281	3
1	4	24	46	196	334	6
—	2	8	11	47	55	—
2	5	6	8	101	130	—
2	5	14	19	148	153	—
2	4	20	27	254	115	—
7	11	62	85	688	671	—
9	15	91	110	942	786	—
2	7	3	35	25	—	—
—	9	12	159	255	—	—
2	16	17	172	280	—	—
2	1	3	5	24	27	—
4	2	11	5	104	188	2
6	3	14	10	120	215	2
2	3	9	9	106	55	—
3	6	18	33	241	182	1
5	11	27	42	347	237	1
6	7	20	47	376	371	—
5	15	24	47	669	733	3
11	22	44	94	1,045	1,104	3
—	4	3	8	72	45	1
—	1	10	16	139	85	2
—	5	13	24	211	130	3

A L'AMENDE

CONDITIONNELLE de		SIMPLE de	
26 frs et plus.	moins de 26 frs.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.
24	25	26	27
633	60	219	90
8	—	405	46
677	99	623	126
369	122	51	46
1	—	188	59
370	122	239	85
235	65	57	14
—	—	122	22
235	65	179	36
770	100	201	70
13	—	659	90
783	100	860	169
202	19	80	9
2	—	155	15
264	19	235	24
84	138	51	62
—	—	84	97
84	138	115	159
289	14	47	10
6	1	160	16
295	15	207	32
702	82	658	66
16	1	667	61
808	83	1,305	127
137	7	52	13
5	—	66	4
142	7	98	17

CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A

la mise à la disposition du gouvernement, L. du 27 novembre 1891.		l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.
Art. 14	Art. 26			
28	29	30	31	32
—	21	—	31	4
4	3	—	23	37
4	24	—	54	41
1	3	—	7	2
—	2	—	5	4
1	5	—	12	6
—	—	—	3	1
—	—	—	4	4
—	—	—	9	5
0	10	159	18	—
—	—	15	14	1
—	10	174	32	1
—	2	—	9	—
—	—	—	9	—
—	2	—	18	—
—	1	—	3	1
—	—	—	4	5
—	1	—	7	6
1	1	—	3	—
—	—	—	13	3
1	1	—	16	3
1	1	—	26	4
—	—	—	13	13
1	1	—	39	17
—	3	—	5	1
—	—	—	4	—
—	3	—	9	1

XXI. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							TOTAL des condamnés.	Condamnés du chef d'infractions forestières.	TOTAL des colonnes 13 à 27.
			Total des acquittés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 23 de la loi du 27 novembre 1891.		Acquittés du chef d'infractions forestières.			
					Laissés en liberté.	Mis à la disposition du gouvernement.	Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.				
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Gand	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,601
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,094
	TOTAL	4,854	1,119	1,096	10	12	—	—	1	3,735	40	3,695
Audenarde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	650
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	488
	TOTAL	1,389	251	250	—	1	—	—	—	1,138	—	1,138
Termonde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,296
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,145
	TOTAL	3,303	834	788	28	7	—	—	11	2,469	28	2,441
Bruges	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,501
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,617
	TOTAL	3,926	787	757	9	21	—	—	—	3,139	21	3,118
Courtrai	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,067
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,315
	TOTAL	2,668	286	271	7	8	—	—	—	2,382	—	2,382
Furnes	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	426
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	447
	TOTAL	1,032	155	139	13	2	1	—	—	877	4	873
Ypres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	505
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	572
	TOTAL	1,354	275	265	5	5	—	—	—	1,079	2	1,077
Liége	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,578
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,049
	TOTAL	3,483	780	691	43	34	—	—	12	2,703	76	2,627
Huy	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	218
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	112
	TOTAL	466	69	64	2	—	—	—	3	397	67	330

CONDAMNÉS																				
A L'EMPRISONNEMENT											A L'AMENDE				CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A				
CONDITIONNEL de				SIMPLE de							CONDITIONNELLE de		SIMPLE de		la mise à la disposition du gouvernement. L. du 27 novembre 1891.		l'emprisonnement.	l'interdiction.	la surveillance.
0 mois.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	6 mois à moins de 1 an.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	Art. 14	Art. 26			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
9	214	179	1	1	4	15	28	73	45	1	781	133	74	45	—	3	—	17	—
—	*15*	*8*	—	*2*	*11*	*47*	*54*	*169*	*580*	*1*	*26*	*1*	*761*	*119*	—	—	—	*18*	*8*
9	229	187	1	3	15	62	82	542	623	2	807	134	835	164	—	3	—	35	8
—	52	80	—	1	—	8	15	49	24	—	316	26	67	12	—	2	—	8	—
—	*2*	*2*	—	*1*	—	*10*	*11*	*91*	*125*	*1*	—	*1*	*217*	*25*	—	—	—	*7*	—
—	54	82	—	2	—	18	26	143	148	1	316	27	284	37	—	2	—	15	—
2	110	272	1	—	—	10	20	100	157	—	259	165	103	91	—	2	—	20	—
—	—	*5*	—	*2*	*3*	*20*	*45*	*311*	*422*	*8*	—	—	*158*	*172*	—	—	—	*22*	—
2	116	275	1	2	3	30	63	414	579	8	259	165	261	263	—	2	—	42	—
3	213	315	1	1	5	16	15	117	105	—	400	104	104	104	1	4	10	10	3
—	*3*	*4*	—	*1*	*3*	*26*	*36*	*419*	*618*	*7*	—	—	*370*	*130*	*1*	—	*17*	*15*	*4*
3	216	319	1	2	6	42	51	536	723	7	400	104	474	234	2	4	27	32	7
4	120	99	—	1	1	16	17	104	50	—	137	70	97	62	—	3	—	5	—
—	*3*	*3*	—	—	*9*	*37*	*54*	*372*	*265*	*1*	*3*	—	*476*	*90*	—	*1*	—	*14*	*15*
4	132	102	—	1	10	53	71	476	295	1	442	70	573	152	—	4	—	19	15
—	33	51	1	—	3	—	6	10	15	—	204	62	35	0	—	—	—	—	—
—	—	—	—	*1*	*1*	*10*	*10*	*78*	*149*	*3*	*1*	—	*140*	*51*	—	—	—	*4*	*2*
—	33	51	1	4	4	10	16	97	164	3	205	62	163	60	—	—	—	4	2
—	24	17	—	—	—	2	2	28	15	—	201	34	74	18	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	*7*	*7*	*72*	*101*	*1*	—	—	*324*	*60*	—	—	—	*7*	*2*
—	24	17	—	—	—	9	9	100	116	1	201	34	398	78	—	—	—	8	2
6	111	185	—	3	3	22	25	152	124	1	701	100	115	27	2	1	—	19	—
—	*2*	*9*	—	*2*	*2*	*18*	*31*	*272*	*286*	*2*	*26*	*1*	*352*	*46*	—	—	—	*7*	*4*
6	113	194	—	5	5	40	56	424	410	3	730	101	467	73	2	1	—	26	*4*
—	15	20	—	—	1	—	1	11	10	—	124	31	5	2	—	2	—	5	—
—	*1*	—	—	—	—	*2*	*2*	*29*	*17*	—	*2*	*1*	*44*	*14*	—	—	—	*1*	*1*
—	16	20	—	—	1	2	3	40	27	—	126	32	47	16	—	2	—	4	1

XXI. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							TOTAL des condamnés.	Condamnés du chef d'infractions forestières.	TOTAL des colonnes 13 à 27.
			Total des acquittés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 23 de la loi du 27 novembre 1891.		Acquittés du chef d'infractions forestières.			
					Laissés en liberté.	Mis à la disposition du gouvernement.	Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.				
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Verviers	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	366
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	425
	Total	1,021	182	166	3	6	—	—	7	839	48	791
Tongres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	300
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	251
	Total	797	165	151	6	3	—	—	5	632	61	551
Hasselt	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	484
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	316
	Total	1,126	180	167	—	1	—	—	12	946	146	800
Arlon	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	168
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	117
	Total	792	90	83	—	—	—	—	7	702	417	285
Marche	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	73
	Total	302	50	37	2	—	—	—	11	252	51	201
Neufchâteau	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	155
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	139
	Total	535	124	95	—	—	—	—	29	411	117	294
Namur	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	781
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	547
	Total	2,080	353	274	29	8	—	—	42	1,727	399	1,328
Dinant	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	459
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	362
	Total	1,309	189	150	1	—	4	—	34	1,120	299	821
Récapitulation.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,005
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,724
	Total	58,951	10,473	9,587	376	261	5	—	244	48,478	2,749	45,729

CONDAMNÉS																														
A L'EMPRISONNEMENT																			A L'AMENDE				CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A								
CONDITIONNEL de				SIMPLE de							CONDITIONNELLE de		SIMPLE de		la mise à la disposition du gouvernement. L. du 27 novembre 1891.		l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.										
6 mois.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	6 mois à moins de 1 an.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	Art. 14	Art. 26														
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32											
—	20	29	1	—	1	1	5	38	40	—	109	68	28	26	—	1	—	7	—											
—	—	1	—	—	1	5	4	65	157	2	2	1	157	53	—	—	—	4	1											
—	20	30	1	—	2	6	9	101	177	2	111	69	185	78	—	1	—	11	1											
—	12	21	—	—	1	6	5	12	9	—	161	45	25	5	—	—	—	—	—											
—	—	—	—	1	2	5	7	51	74	—	2	—	112	19	—	—	—	—	—											
—	12	21	—	1	3	9	10	43	83	—	163	45	137	24	—	—	—	—	—											
—	30	70	1	—	2	1	2	15	12	—	211	90	24	10	—	—	—	2	—											
—	—	—	—	—	1	1	10	44	109	—	2	1	113	55	—	1	—	1	1											
—	30	79	1	—	3	2	12	57	121	—	213	91	137	54	—	1	—	3	1											
—	4	5	—	—	—	1	—	11	6	—	127	4	11	1	1	—	—	2	—											
—	—	—	—	—	—	6	4	29	26	—	—	—	52	—	—	—	—	1	—											
—	4	5	—	—	—	7	4	40	32	—	127	4	63	1	1	—	—	3	—											
—	6	15	—	—	—	—	1	5	7	—	61	24	7	2	—	1	—	1	—											
—	—	1	—	—	—	1	—	5	25	1	2	—	24	14	—	—	—	1	—											
—	6	16	—	—	—	1	1	10	32	1	63	24	31	16	—	1	—	2	—											
—	4	5	1	—	—	1	—	7	7	—	86	25	17	2	—	—	—	—	—											
—	3	—	—	—	3	2	1	21	39	—	6	1	60	3	—	—	—	2	—											
—	7	5	1	—	3	3	1	28	46	—	92	26	77	5	—	—	—	2	—											
—	55	59	—	—	1	3	10	44	28	—	444	107	38	12	—	—	—	16	2											
—	3	2	—	—	—	5	12	71	110	—	7	1	293	43	—	—	—	9	1											
—	38	61	—	—	1	8	22	115	138	—	451	108	331	55	—	—	—	25	3											
2	15	17	—	—	—	6	—	45	31	—	274	15	52	4	—	1	—	7	—											
—	—	—	—	—	—	5	3	58	78	—	1	1	197	219	—	—	—	1	—											
2	15	17	—	—	—	11	3	103	109	—	275	14	249	23	—	1	—	8	—											
59	2,479	3,328	17	24	67	275	365	2,299	1,716	10	8,596	1,747	2,217	826	7	62	169	254	18											
2	57	88	—	54	116	497	714	5,696	6,679	59	133	11	6,356	1,282	5	7	32	201	106											
41	2,536	3,416	17	78	183	772	1,079	7,995	8,395	49	8,729	1,758	8,573	2,108	12	69	201	435	124											

XXI (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel.

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	ACQUITTÉS				TOTAL des condamnés	Condamnés du chef d'infractions forestières.	CONDAMNÉS			
									à l'emprisonnement		à l'amende	
			TOTAL.	Acquittés	Réprimandés.	du chef d'infractions forestières.			conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	Primaires	—	—	—	—	—	108	—	5	5	50	50
	Récidivistes	—	—	—	—	—	(1) 57	—	—	5	—	52
	TOTAL.	(1) 247	82	82	—	—	(1) 165	—	3	10	50	102
Louvain	Primaires	—	—	—	—	—	41	—	—	—	29	12
	Récidivistes	—	—	—	—	—	10	—	—	3	—	7
	TOTAL.	71	20	19	1	—	51	—	—	3	29	19
Nivelles	Primaires	—	—	—	—	—	29	—	1	—	12	16
	Récidivistes	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	TOTAL.	45	14	14	—	—	31	—	1	—	12	18
Anvers	Primaires	—	—	—	—	—	28	—	—	—	10	18
	Récidivistes	—	—	—	—	—	11	—	—	—	—	11
	TOTAL.	83	44	44	—	—	39	—	—	—	10	29
Malines	Primaires	—	—	—	—	—	13	—	—	—	12	1
	Récidivistes	—	—	—	—	—	5	—	—	2	—	3
	TOTAL.	33	15	11	4	—	18	—	—	2	12	4
Turnhout	Primaires	—	—	»	—	—	5	—	—	—	3	2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL.	11	6	5	—	1	5	—	—	—	3	2
Mons	Primaires	—	—	—	—	—	34	—	—	1	19	14
	Récidivistes	—	—	—	—	—	12	—	—	1	—	11
	TOTAL.	56	10	10	—	—	46	—	—	2	19	25
Charleroi	Primaires	—	—	—	—	—	60	—	1	1	33	25
	Récidivistes	—	—	—	—	—	14	—	—	1	—	13
	TOTAL.	142	68	68	—	—	74	—	1	2	33	38
Tournai	Primaires	—	—	—	—	—	28	—	—	1	19	8
	Récidivistes	—	—	—	—	—	9	—	—	2	—	7
	TOTAL.	75	38	38	—	—	37	—	—	3	19	15

(1) Non compris un souteneur mis à la disposition du gouvernement.

XXI (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel.

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	ACQUITTÉS				TOTAL des condamnés	Condamnés du chef d'infractions forestières.	CONDAMNÉS			
									à l'emprisonnement		à l'amende	
			TOTAL.	Acquittés	Réprimandés.	du chef d'infractions forestières.			conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Gand	Primaires	—	—	—	—	—	27	—	—	—	22	15
	Récidivistes	—	—	—	—	—	17	—	—	3	—	14
	TOTAL.	79	25	25	—	—	54	—	—	3	22	29
Audenarde	Primaires	—	—	—	—	—	11	—	—	—	9	2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	TOTAL.	22	9	9	—	—	13	—	—	—	9	4
Termonde	Primaires	—	—	—	—	—	40	—	2	2	20	16
	Récidivistes	—	—	—	—	—	13	—	—	4	—	9
	TOTAL.	64	11	11	—	—	53	—	2	6	20	25
Bruges	Primaires	—	—	—	—	—	42	—	—	—	26	16
	Récidivistes	—	—	—	—	—	15	—	—	—	—	15
	TOTAL.	74	17	17	—	—	57	—	—	—	26	31
Courtrai	Primaires	—	—	—	—	—	53	—	1	—	32	20
	Récidivistes	—	—	—	—	—	20	—	—	—	—	20
	TOTAL.	114	32	32	—	—	82	—	1	—	32	49
Furnes	Primaires	—	—	—	—	—	14	—	—	—	9	5
	Récidivistes	—	—	—	—	—	6	—	—	1	—	5
	TOTAL.	31	11	11	—	—	20	—	—	1	9	10
Ypres	Primaires	—	—	—	—	—	33	—	—	—	24	9
	Récidivistes	—	—	—	—	—	12	—	—	—	—	12
	TOTAL.	67	22	22	—	—	45	—	—	—	24	21
Liége	Primaires	—	—	—	—	—	107	—	4	2	64	37
	Récidivistes	—	—	—	—	—	21	—	—	3	—	18
	TOTAL.	201	73	72	1	—	128	—	4	5	64	55
Huy	Primaires	—	—	—	—	—	8	—	—	—	8	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	4
	TOTAL.	28	13	10	—	3	15	3	—	—	8	4

XXI (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel.

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	ACQUITTÉS				TOTAL des condamnés	Condamnés du chef d'infractions forestières.	CONDAMNÉS			
			TOTAL.	Acquittés	Réprimandés.	du chef d'infractions forestières.			à l'emprisonnement		à l'amende	
									conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Verviers	Primaires	—	—	—	—	—	55	—	—	1	28	6
	Récidivistes.	—	—	—	—	—	10	—	—	1	—	9
	Total.	57	12	12	—	—	45	—	—	2	28	15
Tongres.	Primaires	—	—	—	—	—	18	—	—	—	13	5
	Récidivistes	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	5
	Total.	27	4	4	—	—	23	—	—	—	15	8
Hasselt	Primaires	—	—	—	—	—	6	—	—	—	5	1
	Récidivistes	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	5
	Total.	15	4	4	—	—	11	—	—	—	5	6
Arlon	Primaires	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	5
	Total.	27	17	17	—	—	10	—	—	—	5	5
Marche	Primaires	—	—	—	—	—	10	—	—	—	8	2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	1
	Total.	35	23	23	—	—	12	—	—	1	8	3
Neufchâteau	Primaires	—	—	—	—	—	6	—	—	—	4	2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	Total.	23	15	15	—	—	8	—	—	—	4	4
Namur	Primaires	—	—	—	—	—	35	—	—	—	17	18
	Récidivistes	—	—	—	—	—	10	—	—	—	1	9
	Total.	68	23	23	—	—	45	—	—	—	18	27
Dinant	Primaires	—	—	—	—	—	28	—	—	—	22	6
	Récidivistes	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	6
	Total.	46	12	12	—	—	34	—	—	—	22	12
Récapitulation	Primaires	—	—	—	—	—	834	—	12	13	505	304
	Récidivistes	—	—	—	—	—	284	—	—	27	1	256
	Total.	1,741	620	610	6	4	1,121	3	12	40	506	560

XXII. — État détaillé des peines prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant répartis d'après leurs antécédents judiciaires (non compris les infractions au Code forestier).

CATÉGORIES DE PRÉVENUS.	EMPRISONNEMENT											AMENDE CONDITIONNELLE DE		AMENDE SIMPLE DE		Totaux.
	CONDITIONNEL DE				SANS CONDITION DE											
	6 mois.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	6 mois à moins de 1 an.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	26 francs et plus.	moins de 26 fr.	26 francs et plus.	moins de 26 fr.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Prévenus sans antécédents judiciaires.	39	2,479	5,528	17	24	67	275	565	2,299	1,716	10	8,396	1,747	2,217	826	24,005
Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.	2	57	88	—	—	—	7	15	124	197	1	135	11	234	60	947
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à 1 mois.	—	—	—	—	10	17	93	147	1,486	2,660	18	—	—	3,712	718	8,861
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.	—	—	—	—	9	21	101	200	2,027	2,265	8	—	—	1,645	565	6,639
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.	—	—	—	—	19	48	185	225	1,595	1,278	9	—	—	620	124	4,106
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle. . . .	—	—	—	—	16	30	115	131	466	281	3	—	—	116	15	1,171
Totaux.	41	2,536	3,416	17	78	183	772	1,079	7,995	8,395	49	8,729	1,758	8,573	2,108	45,729

XXIII. — Rechutes après une condamnation conditionnelle.

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

PEINE NOUVELLE ENCOURUE.	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL.
	6 mois.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	
	1	2	3	4	5	6	7
Peine de police.							
Amende	4	24	86	857	60	832	1,863
Emprisonnement	—	2	—	6	1	17	26
TOTAL	4	26	86	863	61	849	1,889
Peine correctionnelle.							
Amende	2	10 (1)	52 (4)	595 (55)	25 (5)	558 (22)	820 (65)
Emprisonnement de : 8 jours à moins de 1 mois	—	—	12 (1)	334 (42)	32	275 (22)	651 (65)
Id. 1 mois à moins de 3 mois.	—	2	6 (1)	149 (12)	18 (2)	171 (14)	346 (20)
Id. 3 mois à moins de 6 mois.	—	1	3	64 (10)	3	82 (6)	153 (16)
Id. 6 mois et plus	—	—	—	37 (2)	3	46 (6)	86 (8)
TOTAL	2	13 (1)	53 (6)	977 (99)	81 (7)	937 (70)	2,056 (185)
TOTAL GÉNÉRAL DES RECHUTES	6	39 (1)	139 (6)	1,840 (99)	142 (7)	1,709 (70)	3,945 (185)

Nombre des condamnés à une peine correctionnelle en 1901 qui ont bénéficié du sursis = 14,726.
Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre des condamnés qui ont encouru l'année précédente, pendant la durée du sursis, une peine de police. Ils sont compris dans les relevés de 1900 parmi les rechutes consistant en une peine de police.

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police.

N. B. Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE.	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL.
	3 mois.	6 mois.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans et plus.	
	1	2	3	4	5	6	7
Peine de police.							
Simple	1	132	913	116	87	45	1,294
Conditionnelle	1	33	220	67	46	12	388
TOTAL	2	165	1,144	183	133	55	1,682
Peine correctionnelle.							
Simple	—	17	175 (6)	69 (4)	16 (1)	16 (1)	293 (12)
Conditionnelle	1	34 (1)	299 (12)	102 (3)	28 (1)	14 (2)	478 (19)
TOTAL	1	51 (1)	474 (18)	171 (7)	44 (2)	30 (3)	771 (31)
TOTAL GÉNÉRAL DES RECHUTES	3	216 (1)	1,618 (18)	354 (7)	177 (2)	85 (3)	2,453 (31)

Nombre des condamnés à une peine de police en 1901 dont la condamnation est inscrite au casier judiciaire qui ont bénéficié du sursis = 30,320.
Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre des condamnés qui ont encouru l'année précédente, pendant la durée du sursis, une peine de police. Ils sont compris dans les relevés de 1900 parmi les rechutes consistant en une peine de police.

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ce cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président (Code d'instruction criminelle, art. 479, 481, 483; loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, d'Anvers et de Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liège, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liège, de Limbourg, de Luxembourg et de Namur. Chaque cour est divisée en un certain nombre de chambres, qui, en matière répressive, rendent arrêt au nombre fixe de trois conseillers (loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4).

XXIV. — Affaires portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus.

COURS.	NOMBRE DES AFFAIRES				NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOMBRE DES AFFAIRES
	restant à juger au 1er janvier 1901.	portées devant la cour durant l'année du compte.	terminées.	restant à juger à la fin de l'année 1901.	TOTAL.	contradictoires.	par défaut.	contradictoires à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	confirmatifs.	infirmatifs en tout ou en partie.	dans lesquelles une nouvelle comparution de témoins a eu lieu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles.	441	1,626	1,575	501	1,566	1,361	161	41	912	654	257
Gand	101	980	995	86	992	791	67	134	608	384	65
Liége	—	876	820	56	819	729	56	34	487	332	92
Totaux. . .	542	3,482	3,390	643	3,377	2,884	284	209	2,007	1,370	394

XXV. — Prévenus jugés par les cours d'appel. — Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance.

COURS.	NOMBRE des prévenus.	PRÉVENUS A L'ÉGARD DESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS DES ARRÊTS								
		CONFIRMATIFS DE JUGEMENTS			INFIRMATIFS QUI ÉMENDENT OU MODIFIENT					
		d'acquittement.	de condamnation.	d'incompétence.	condamnant des acquittés.	acquittant des condamnés.	aggravant la peine.	diminuant la peine.	déclarant l'incompétence de la juridiction correctionnelle.	réformant des jugements d'incompétence ou de sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles. . .	2,124	68	1,205	1	9	222	333	282	3	1
Gand.	1,878	270	1,074	3	33	139	107	225	3	2
Liége.	1,126	99	612	4	37	116	71	166	—	1
Totaux. . .	5,128	437	2,891	8	121	477	511	673	6	4

XXVI. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Crimes correctionnalisés.							
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	1	1
Coups et blessures avec préméditation ayant causé la mort, 401.	—	—	1	2	1	4	8
Attentat à la pudeur, 372, § 2	11	4	3	2	2	1	23
Attentat à la pudeur, 373, § 2	—	—	6	4	3	3	16
Viol, 375, 376.	3	2	4	3	1	1	18
Avortement du consentement de la femme par des médecins, chirurgiens ayant causé la mort, 353	1	—	—	—	—	—	1
Incendie de lieux inhabités, 511	1	—	—	—	—	—	1
Id. de récoltes coupées, 512.	—	—	—	—	2	1	3
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197. . . .	14	12	3	3	8	7	47
Fausse monnaie. Contrefaçon ou émission de monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal, 160, 168.	—	—	—	—	1	—	1
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	2	2	4
Vol avec effraction, escalade, violence, 467 à 470	63	41	52	31	31	15	213
Vol avec violences ou menaces, circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	1	—	—	1
Délits.							
Abus de confiance, 491	47	31	8	7	14	9	116
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	23	8	1	2	3	6	45
Armes prohibées. Port, 317. L. du 15 juin 1894.	10	2	—	3	9	3	29
Attentat à la pudeur, 372, § 1er	8	11	4	1	6	—	30
Id. id. 373, § 1er	12	2	4	3	3	2	26
Attentat aux mœurs. — Excitation à la débauche de mineurs, 370 . . .	3	1	—	—	2	—	6
Attentat aux mœurs. — Ecrits ou images : vente, impression, 383, 384 .	—	—	—	—	1	1	2
Attentat aux mœurs. — Outrage public aux mœurs, 385	11	18	14	3	8	7	61
Avortement, 348, § 2, à 351	3	3	3	3	1	3	18
Banqueroute simple, 489	7	2	1	1	—	1	12
Calomnie envers des particuliers, 444	19	1	9	8	7	4	48
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892.	8	22	2	4	3	2	37
Comestibles : mélange de substances nuisibles, 451 à 456. . .	—	—	—	—	2	—	2
Id. (falsification), 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4.	3	8	4	4	—	—	19
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	1	—	—	—	—	—	1

XXVI (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre un fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	—	—	—	1	1	2
Contrefaçon : papier, coupons, sceaux, timbres contrefaits (usage de), 183, 184	1	—	—	—	—	—	1
Coups et blessures : simples, 398, 400, 410	181	173	261	157	114	107	993
Coups et blessures : à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	24	9	—	—	7	3	43
Coups et blessures : involontaires, 420	33	18	7	1	20	10	89
Culte (entrave au libre exercice d'un), 142, 143	—	1	—	—	—	—	1
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	1	1	2	—	4
Destruction : de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	1	—	1
Destruction : de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	—	—	1	—	—	—	1
Destruction : de clôtures, 545, 546	10	10	20	10	5	6	61
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	1	1	—	—	—	—	2
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	1	1	—	—	—	2
Duel. Provocation, 423	—	—	—	—	1	—	1
Enlèvement de mineurs, 368, 370	3	1	—	—	—	—	4
Epizootie et police sanitaire des animaux domestiques, 319 à 321. L. du 30 décembre 1882	1	—	1	—	—	—	2
Escroquerie, 496	31	15	7	4	12	5	74
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367	1	—	—	—	—	—	1
Exposition d'enfants, 351 à 350	—	—	—	1	—	1	2
Fausse monnaie : altération, contrefaçon, 162, 163, 163 à 160	2	2	—	—	—	—	4
Faux témoignage en justice, 218 à 220	6	4	6	3	1	4	24
Homicide involontaire, 419	—	—	8	4	3	3	20
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	1	1	—	1	—	—	3
Incendie de lieux inhabités, 511, 514	1	—	—	—	—	—	1
Incendie involontaire, 510	—	—	—	—	2	1	3
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	2	—	2
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	6	2	4	3	2	1	18
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 305	1	1	—	—	—	—	2

XXVI (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	16	6	17	6	10	6	61
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	3	1	—	—	4	1	9
Objets saisis : destruction, détournement, 307	3	—	—	—	2	—	5
Objets trouvés, trésor : détournement, 308	4	1	—	—	2	3	10
Outrages : envers un député, ministre, magistrat, officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 275, 276	47	55	35	26	24	10	179
Outrages : envers des jurés ou témoins, 282	—	—	4	3	3	—	12
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	13	8	10	4	6	3	44
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 303	18	19	14	10	6	6	73
Rupture de ban de surveillance, 338	3	—	6	2	4	2	19
Subornation de témoins, experts ou interprètes, 223	—	1	—	—	—	—	1
Substances nuisibles administrées, 402, 403	—	—	1	—	—	—	1
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	1	1	—	—	—	—	2
Usurpation de nom ou de titres, 228 à 232	3	—	3	—	2	1	9
Vol, 463 à 466	130	101	34	32	31	28	379
Maraudage avec circonstances aggravantes, 567[6], 463	3	6	—	—	—	—	9
Infractions prévues par des lois spéciales.							
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838, A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	4	—	2	—	1	—	7
Auteur (droit d'). L. du 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	1	—	—	2	—	3
Chasse. L. du 28 février 1882	38	36	32	24	39	33	244
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	3	1	—	—	3	—	9
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	3	1	—	—	3	—	9
Forêts (Code forestier)	3	6	—	—	2	2	15
Impôts (lois et règlements concernant les)	18	3	13	2	9	3	52
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. du 11 juin 1889	1	1	—	—	—	—	2
Infractions au Code rural	—	1	—	—	—	—	1

XXVI (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	6	5	—	—	3	2	16
Margarine. L. 4 mai 1900.	—	1	—	—	—	—	1
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1888. .	—	—	—	—	1		1
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891.	—	—	—	—	1	1	2
Mines et extractions de toute nature	1	1	—	—	—	3	5
Organisation militaire	—	1	—	—	—	—	1
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1890	4	5	1	—	9	4	23
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	1	2	—	—	—	—	3
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	1	—	—	—	—	—	1
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 16 juin 1891	1	1	—	—	1	—	3
Règlements communaux.	—	—	—	1	—	—	1
Salaires (payement des). L. 16 août 1887.	—	—	—	—	2	—	2
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889.	3	2	—	—	—	—	5
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846 . . .	—	—	—	—	1	1	2
RÉCAPITULATION.							
Code pénal. — Crimes correctionnalisés	97	59	49	48	31	53	337
Id. Délits	704	525	509	309	337	248	2,626
Infractions prévues par des lois spéciales	111	70	50	27	99	51	414
TOTAUX.	912	654	608	384	487	332	3,377

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, reclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation.

Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cours d'assises dans chaque province, Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi. Le jury n'est appelé que pour décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il n'intervient pas dans la fixation de la peine, non plus que dans l'admission des circonstances atténuantes. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquittement.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où les accusés sont classés d'après la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites, les individus poursuivis pour plusieurs infractions sont inscrits en regard de l'infraction que le Code punit de la peine la plus grave. Au contraire, dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, ces individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des *antécédents judiciaires*, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple, un accusé ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

COURS D'ASSISES

XXVII. — Aperçu général des travaux des cours d'assises.

1° Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis.

PROVINCES.	Nombre total des affaires.	AFFAIRES CRIMINELLES		DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis.
		jugées contradictoirement.	jugées par contumace.	jugés contradictoirement.	jugés par contumace.	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	15	11	—	4	—	20 (1)
Anvers	13	10	—	1	2	19
Hainaut	24	24	—	—	—	34
Flandre orientale	12	12	—	—	—	13 (3)
Flandre occidentale	12	11	—	1	—	15
Liége	14	14	—	—	—	22
Limbourg	6	5	1	—	—	6 (2)
Luxembourg	1	1	—	—	—	1
Namur	7	7	—	—	—	10
Le royaume	104	95	1	6	2	141

Ne sont comptés qu'une fois :

(1) Brabant. — Un individu poursuivi dans deux affaires différentes (assassinat et vol qualifié).

(2) Limbourg. — Un individu condamné par contumace, repris dans le courant de 1901 et jugé contradictoirement.

(3) N'est pas compris parmi les individus poursuivis dans la Flandre orientale un accusé condamné pour vol à l'aide de violences sur chemin public par la cour de Gand, puis condamné le mois suivant pour contrefaçon de monnaies d'or ou d'argent par la cour de Bruges.

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés.

PROVINCES.	AFFAIRES CRIMINELLES.													Délits politiques et de presse.			
	ACCUSÉS JUGÉS CONTRADICTOIREMENT.										ACCUSÉS jugés par contumace.						
			CONDAMNÉS A LA PEINE													CONDAMNÉS	
	Nombre total des accusés.	Acquittés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés de 15 ans et plus.	des travaux forcés de 10 ans à moins de 15 ans.	de la reclusion.	de l'emprisonnement de 6 mois et plus.	de l'emprisonnement de moins de 6 mois.	de l'amende.	Nombre total des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	Nombre total des prévenus.	Acquittés.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Brabant	13	1	2	1	3	1	4	1	—	—	—	—	—	8	6	2	—
Anvers	14	3	1	—	3	2	3	—	—	—	—	—	—	5	2	3	—
Hainaut	34	11	1	1	8	4	2	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre or.	14	—	—	1	3	2	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occ.	13	3	1	—	3	2	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—
Liége	22	3	—	1	2	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	6	1	—	—	2	—	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Luxembourg	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	10	3	—	—	1	1	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Le royaume	127	29	5	4	28	12	30	14	5	—	1	—	1	15	10	5	—

XXVIII. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	BRABANT			ANVERS			HAINAUT			FLANDRE ORIENTALE			FLANDRE OCCIDENTALE			LIÉGE			LIMBOURG			LUXEMBOURG			NAMUR		
	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Crimes contre les personnes.																											
Assassinat, 394	1	1	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—
Id. (complicité d'), 394, 69	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (tentative d'), 394, 52	—	—	—	—	—	—	9	6	3	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Empoisonnement, 397	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide sur un enfant illégitime avec préméditation, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. sans id. 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	3	—	3	3	1	2	3	—	3	2	—	2	2	—	2	2	—	2	2	1	1	—	—	—	2	—	2
Id. (tentative de), 393, 52	2	—	2	1	—	1	7	1	6	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 475	3	—	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort, avec préméditation, 401, § 2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer. Obstacle à la circulation des trains ayant causé la mort, 408	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur enfant de moins de 11 ans, par personne ayant autorité, 372, § 2. 377	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Viol par une personne ayant autorité, 375, 377	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sur enfant de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375, § 2, 377	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits contre les personnes.																											
Meurtre excusable, 395, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398, 399, 400, 410	1	—	1	—	—	—	6	—	6	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées (port d'), 317. Loi du 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes contre les propriétés.																											
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (tentative d'), 510, 52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de lieux inhabités la nuit, 511, 515	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures publiques ou privées, 194 à 197	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon et émission de monnaie d'or ou d'argent, 160, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, 467	1	—	1	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	7	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée avec circonst. aggrav., 471	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	3	—	(1) 3	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (tentative de), 471, 52	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. dans un chemin public, 472	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. avec circonst. aggrav., 472, 471	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits contre les propriétés.																											
Incendie de lieux inhabités, 511, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Vol simple, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre les personnes	11	1	10	8	1	7	31	8	25	6	—	6	9	2	7	6	—	6	3	1	2	1	—	1	6	1	5
Id. id. id. propriétés	2	—	2	6	2	4	3	3	—	8	—	8	4	3	1	16	5	11	3	—	3	—	—	—	4	2	2
TOTAUX	13	1	12	14	3	11	34	11	23	14	—	14	13	5	8	22	5	17	6	1	5	1	—	1	10	3	7

(1) Contumax repris.

XXIX. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE des INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	TOTAL des condamnés.	CONDAMNÉS A LA PEINE										CONDAMNÉS à la peine accessoire	
				de MORT.	des TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	des TRAVAUX FORCÉS de 15 ans et plus.	des TRAVAUX FORCÉS de 10 ans à moins de 15 ans	de la RECLUSION de 10 ans et plus.	de la RECLUSION de 5 ans à moins de 10 ans	de L'EMPRISONNEMENT de 3 ans et plus.	de L'EMPRISONNEMENT de 6 mois à moins de 3 ans.	de L'EMPRISONNEMENT de moins de 6 mois	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Crimes contre les personnes.															
Assassinat, 304	19	2	17	—	5	8	3	—	1	1	1	—	—	14	—
Id. (complicité d'), 304, 69	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (tentative d'), 304, 52	16	7	9	—	—	3	3	—	3	—	—	—	—	6	—
Empoisonnement, 397	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Infanticide sur un enfant illégitime avec préméditation, 300	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Infanticide sur un enfant illégitime sans préméditation, 300	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Parricide (tentative de), 305, 52	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Meurtre, 305	12	2	10	—	—	6	1	1	1	1	—	—	—	8	—
Id. (complicité de), 305, 69	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. (tentative de), 305, 52	8	1	7	—	—	3	1	—	1	—	2	—	—	4	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 475	5	—	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
Chemin de fer. Obstacle à la circulation des trains ayant causé la mort, 408	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 11 ans par des personnes ayant autorité, 372, § 2, 377	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Viol sans violence sur un enfant de moins de 11 ans par des personnes ayant autorité, 375, § 2, 377	4	—	4	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	4	—
Délits.															
Coups et blessures (connexes à un meurtre), 398, 399, 400, 410	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	2	5	—	—	—
TOTAUX	81	14	67	5	4	24	10	4	6	3	6	5	—	47	—
Crimes contre les propriétés.															
Incendie de lieux habités, 310	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. la nuit, 310, 313	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Id. id. id. (tentative d'), 310, 313, 316, 52	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités la nuit, 311, 313	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures publiques ou privées, 191 à 197	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de monnaie d'or ou d'argent ayant cours légal, 160	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, 407.	15	4	11	—	—	—	—	6	3	1	1	—	—	5	5
Id. de violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 471	6	1	5	—	—	—	—	—	(1) 5	—	—	—	—	5	—
Vol à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes (tentative de), 471, 52	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1
Vol à l'aide de violences ou menaces sur un chemin public, 472	9	2	7	—	—	3	—	1	1	—	2	—	—	5	—
Délits.															
Recel (connexe à un vol avec effraction), 505	4	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—
TOTAUX	46	15	31	—	—	3	2	10	9	3	4	—	—	14	6
Crimes et délits contre les personnes	81	14	67	5	4	24	10	4	6	5	6	5	—	47	—
Crimes et délits contre les propriétés	46	15	31	—	—	3	2	10	9	3	4	—	—	14	6
TOTAUX GÉNÉRAUX	127	29	98	5	4	27	12	14	15	6	10	5	—	61	6

(1) Contumax repris.

XXX. — Affaires jugées contradictoirement.

Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	NOMBRE DES ACCUSÉS POUR LESQUELS LA COUR a rejeté complètement l'accusation.	A ADMIS L'ACCUSATION sans modification.	A ADMIS L'ACCUSATION avec des modifications qui laissent au fait le caractère de crime.	A ADMIS L'ACCUSATION avec des modifications qui donnent au fait le caractère de délit.	ACCUSÉS déclarés coupables à la simple majorité des voix, acquittés par la cour.
1	2	3	4	5	6
Contre les personnes.					
Assassinat, 304	2	4	11	2	—
Id. (complicité d'), 304, 69	1	—	—	—	—
Id. tentative, 304, 52	7	3	6	—	—
Empoisonnement, 397	1	1	—	—	—
Infanticide sur un enfant illégitime avec préméditation, 300.	—	1	—	—	—
Id. id. id. sans préméditation, 300.	—	1	—	—	—
Parricide (tentative de), 305, 52	—	—	—	1	—
Meurtre, 305	2	6	4	—	—
Id. (complicité de), 305, 69	—	—	1	—	—
Id. tentative, 305, 52	1	5	—	2	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 475	—	3	—	—	—
Chemins de fer. Obstacle à la circulation des trains ayant causé la mort, 408	—	2	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 11 ans par des personnes ayant autorité, 372, § 2, 377	—	1	—	—	—
Viol sur un enfant de moins de 14 ans par des personnes ayant autorité, 375, § 2, 377	—	3	1	—	—
Délits.					
Coups et blessures (connexes à un meurtre), 398, 399, 400, 410.	—	7	—	—	—
TOTAUX	14	39	23	5	—
Contre les propriétés.					
Incendie de lieux habités, 310	2	—	—	—	—
Id. id. la nuit, 310, 313.	—	—	—	1	—
Id. id. id. (tentative d'), 310, 313, 316, 52.	1	—	—	—	—
Id. de lieux inhabités la nuit, 311, 313	3	—	—	—	—
Faux en écritures publiques ou privées, 191 à 197	—	2	—	—	—
Contrefaçon de monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal, 160	—	1	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, fausses clefs, 407	4	10	—	1	—
Vol à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 471.	1	3 (1)	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes (tentative de), 471, 52	—	2	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces dans un chemin public, 472.	2	5	—	2	—
Délits.					
Recel (connexe à un vol avec effraction), 505	2	2	—	—	—
TOTAUX	15	27	—	4	—
Crimes et délits contre les personnes	14	39	23	5	—
Id. id. les propriétés	15	27	—	4	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	29	66	23	9	—

(1) Contumax repris.

XXXI. — Affaires jugées contradictoirement. — *Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées.*

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	TOTAL GÉNÉRAL DES condamnés.	Accusés sans antécédents judiciaires								ACCUSÉS CONDAMNÉS PRÉCÉDEMMENT																			
										soit à l'amende correctionnelle, soit à un emprisonnement correctionnel de moins de 6 mois.								à un emprisonnement de 6 mois et plus.								à une peine criminelle.							
		Total des condamnés.	Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire	
			de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Crimes contre les personnes.																																	
Assassinat, 304.	5	3	—	1	2	—	—	3	—	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (tentative d'), 304, 52	4	1	—	—	1	—	—	1	—	3	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Empoisonnement, 307	1	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide sur un enfant illégitime avec préméditation, 396	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sans id. 196	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 295.	17	8	—	—	7	1	—	7	—	8	—	1	7	—	—	8	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (tentative de), 295, 52.	11	4	—	—	2	2	—	2	—	5	—	—	3	2	—	3	—	2	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 475.	5	2	2	—	—	—	—	2	—	2	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—
Coups et blessures ayant causé la mort, avec préméditation, 401, § 2.	3	1	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer. Obstacle à la circulation des trains ayant causé la mort, 408	2	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur enfant de moins de 11 ans, par personne ayant autorité, 372, § 2, 377.	2	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol par une personne ayant autorité, 375, 377.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sur enfant de moins de 11 ans par personne ayant autorité, 375, § 2, 377	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits contre les personnes.																																	
Meurtre excusable, 393, 411, 414	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398, 399, 400, 410.	10	6	—	—	—	—	6	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées (port d'), 317. L. du 15 juin 1891	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	67	32	3	1	15	5	8	20	—	29	1	2	17	5	4	23	—	5	—	1	2	—	2	3	—	1	1	—	—	—	—	1	—
Crimes contre les propriétés.																																	
Faux en écritures publiques ou privées, 191 à 197	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon et émission de monnaies d'or ou d'argent, 160, 168	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, 407.	10	3	—	—	—	5	—	1	2	3	—	—	—	2	1	2	—	4	—	—	1	3	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 471	7	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	1	—	4	—	—	—	(1) 4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée (tentative de), 471, 52.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	1	1	—	—	—	—	1	—	—
Id. id. dans un chemin public, 472.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. avec circonstances aggravantes, 471, 472.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits contre les propriétés.																																	
Incendie de lieux inhabités, 511, § 2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol simple, 463.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505.	3	1	—	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	31	6	—	—	—	5	1	2	2	10	—	—	1	5	4	5	—	14	—	—	5	7	2	8	4	1	—	—	—	1	—	—	—
Crimes et délits contre les personnes	67	32	3	1	15	5	8	21	—	29	1	2	17	5	4	23	—	5	—	1	2	—	2	3	—	1	1	—	—	—	—	1	—
Id. id. propriétés	31	6	—	—	—	5	1	2	2	10	—	—	1	5	4	5	—	14	—	—	5	7	2	8	4	1	—	—	—	1	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	98	38	3	1	15	10	9	23	2	39	1	2	18	10	8	28	—	19	—	1	7	7	4	11	4	2	1	—	—	1	—	1	—

(1) Dont un contumax repris.

XXXII. — Causes apparentes

des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le Jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs.

CAUSES APPARENTES DES CRIMES.	NOMBRE DES CONDAMNÉS.				
	ASSASSINAT.	EMPOISONNEMENT.	MEURTRE.	INCENDIE.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
Cupidité	1	—	6	—	7
Adultère	—	1	—	—	1
Dissensions domestiques	—	—	3	—	3
Haine et vengeance	6	—	15	—	21
Haine contre un fonctionnaire public à l'occasion de l'exercice de ses fonctions	—	—	3	—	3
Jalousie	1	—	3	—	4
Suppression du complice d'une faute	—	—	1	—	1
Ivresse	1	—	—	—	1
Colère	—	—	2	—	2

XXXIII. — Affaires jugées par contumace.

NATURE DES CRIMES avec indication des provinces où ils ont été jugés.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A LA PEINE							CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de mort.	DES TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	DES TRAVAUX FORCÉS de 15 ans et plus.	DES TRAVAUX FORCÉS de 10 à moins de 15 ans.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
LIMBOURG.											
Vol avec violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 471	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—

XXXIV. — Délits politiques et de presse.

NATURE DES INFRACTIONS avec indication des provinces où elles ont été jugées.	TOTAL des prévenus.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A UN EMPRISONNEMENT de 3 ans ou plus.	de 6 mois à moins de 3 ans.	de moins de 6 mois.	conditionnel.	Condamnés à l'amende.	CONDAMNÉS à la peine accessoire de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
BRABANT.									
Vente ou distribution d'un écrit imprimé contraire aux bonnes mœurs, 385, 384	7	5	—	—	2	—	—	—	—
Offenses à la personne d'un souverain étranger. L. 20 décembre 1852.	1	1	—	—	—	—	—	—	—
ANVERS.									
Offenses à la personne du Roi et d'un membre de la Famille royale. L. du 6 avril 1847	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Entrave au libre exercice du travail, 310. L. du 30 mai 1892.	3	(1) 2	—	—	1	—	—	—	—
Injures, 448, 444	1	—	—	1	—	—	—	—	—
FLANDRE OCCIDENTALE.									
Provocation à commettre des crimes. L. du 25 mars 1891	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Attaque à la force obligatoire des lois. Décret du 20 juillet 1831	1	1	—	—	—	—	—	—	—
	15	10	—	2	3	—	—	—	—

(1) Mis hors cause.

COUR DE CASSATION

COMPÉTENCE

Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf dans le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connait des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation (art. 132, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers (art. 120).

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et deux avocats généraux (art. 121).

Il y a près la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints (art. 122.).

La cour de cassation connait :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie (loi du 25 mars 1876, art. 19).

La cour ne connait pas du fond des affaires, sauf le jugement des Ministres (Constitution, art. 95).

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

XXXV. — Cour de cassation (2e chambre).

NATURE DES ARRÊTS.			NOMBRE des ARRÊTS.	Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR le ministère public, le gouverneur, ou le chef de la garde civique.	Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR les parties.	ARRÊTS de DÉSISTEMENT.	POURVOIS ou DEMANDES restant A JUGER.
1			2	3	4	5	6
Arrêts statuant au fond rendus en matière :	criminelle	cassation	—	—	—	2	18
		rejet	20	—	20		
	correctionnelle	cassation	8	1	7		
		rejet	138	1	137		
	de police	cassation	16	4	12		
		rejet	32	3	20		
	pénale militaire	cassation	4	1	3	—	1
		rejet	27	2	25	—	
	de garde civique	cassation	16	11	5	—	10
		rejet	54	3	51	—	
	de milice	cassation	15	15	—	—	1
		rejet	12	9	3	—	
	électorale	cassation	31	—	31	—	—
		rejet	10	—	10	—	—
	fiscale	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	4	—	4	—	—
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière :	criminelle	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
	correctionnelle	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
	de police	cassation	1	1	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	18	18	—	—	8
		rejet	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	—	—	—	—	
		rejet	3	1	2	—	
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	faites en vertu de l'article 441, C. I. C. et la loi du 27 ventôse an VIII	admission	1	1	—	—	
		rejet	1	1	—	—	
	faites en vertu de l'article 443, C. I. C. (L. 18 juin 1894)	admission	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
TOTAUX			411	72	339	2	38
Arrêts de désistement			2				
TOTAL GÉNÉRAL			413				

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits.

En sont exceptés : *a*) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative; *b*) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557_6) les voies de fait (art. 563_3), les dégradations de clôtures (art. 563_2) Toutes les dégradations présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après. Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente groupes différents, disposés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

Rédaction des tableaux. — L'unité employée dans la statistique criminelle est *l'individu définitivement condamné*. Un délinquant condamné plusieurs fois pendant l'année n'est inscrit qu'une fois dans la statistique, à la rubrique de la dernière infraction qu'il a commise ou, s'il a été jugé à des dates différentes pour des infractions concurrentes, à la rubrique de l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

On a cependant donné au bas des tableaux, sous forme de second total, les résultats d'un relevé opéré suivant la méthode de 1898, méthode d'après laquelle un délinquant est inscrit dans la statistique criminelle *autant de fois qu'il a été condamné durant l'année du compte*, avec cette réserve toutefois que, s'il a été condamné *dans une même audience* pour plusieurs infractions, il n'est inscrit qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit de la façon très simple que voici : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la récidive criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

Tableau de la récidive générale et de la récidive spéciale. — Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle, appartiennent au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous.

Statistique des infractions. — Cette statistique donne le nombre des infractions individuelles commises par les délinquants condamnés en 1901. On entend par infraction tout fait frappé d'une peine. Par exemple, un bulletin portant dix peines de huit jours de prison pour escroqueries est dépouillé dix fois; par contre, s'il mentionne, une *seule* peine de trois mois d'emprisonnement pour différents faux en écritures, il ne sera dépouillé qu'une fois.

Les infractions sont réparties d'après le mois de l'année et l'importance de la localité où elles ont été commises. En vue de ce classement, les communes du pays ont été divisées en quatre catégories d'après le chiffre de leur population au 31 décembre 1899 :

Première catégorie. — Communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus : Anvers et ses faubourgs (Berchem et Borgerhout), Bruxelles et ses faubourgs (Anderlecht, Etterbeek, Ixelles, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek), Gand, Liége. — Population totale : 1,251,210 habitants.

Deuxième catégorie. — Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants : Alost, Bruges, Courtrai, Jumet, Louvain, Malines, Mons, Namur, Ostende, Saint-Nicolas, Seraing, Tournai, Verviers. — Population totale : 493,878 habitants.

Troisième catégorie. — Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants : Ath, Binche, Boom, Boussu, Charleroi, Châtelet, Châtelineau, Courcelles, Dison, Dour, Eecloo, Frameries, Genthrugge, Gheel, Gilly, Grammont, Grivegnée, Hal, Hamme, Hasselt, Herstal, Horrn, Huy, Iseghem, Jemappes, Jemeppe, La Louvière, Ledeberg, Lierre, Lokeren, Maldegem, Marchienne-au-Pont, Marcinelle, Menin, Merxem, Montigny-sur-Sambre, Mont-Saint-Amand, Mouscron, Nivelles, Ougrée, Pâturages, Poperinghe, Quaregnon, Renaix, Roulers, Saint-Trond, Tamise, Thielt, Tirlemont, Turnhout, Uccle, Vilvorde, Wasmes, Wetteren, Ypres, Zele. Population totale : 826,465 habitants.

Quatrième catégorie. — Communes de moins de 10,000 habitants (2,527 communes). — Population totale : 4,169,979 habitants.

Groupes pour l'étude de la récidive générale et de la récidive spéciale.

DÉNOMINATION DES GROUPES.	N°s d'ordre.	N°s D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe.
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 50, 55.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 20.
Id. id. la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18, 19.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

Nomenclature en usage pour la rédaction de la Statistique criminelle.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS.	Nos d'ordre.	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Crimes ou délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	Art. C. P. 101 à 133, 142 à 159. Loi électorale du 28 juin 1894, art. 196 à 216. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858, art. 1 à 5. Loi du 12 décembre 1817 sur la désertion.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Art. C. P. 160 à 191, 488. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 26. Code pénal de 1810, art. 427. Loi sur les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8.
Faux en écritures	3	Art. C. P. 193 à 214. Loi sur la collation des grades académiques, 10 avril 1890, art. 42. Faux dans les bilans, loi du 20 déc. 1881, art. 1. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Loi sur les warrants du 18 novembre 1862, art. 26. Loi électorale du 12 avril 1894, art. 18. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 5.
Faux témoignage et faux serment	4	Art. C. P. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Art. C. P. 227 à 231.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministre des cultes	6	Art. C. P. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, 38, § 1.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particliers :		Art. C. P. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295, § 1, 297 et 298, 309 à 314.
A. Frappés d'une peine (criminelle ou) correctionnelle	7	
B. Frappés d'une peine de police	8	
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	Art. C. P. 322 à 347. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur le vagabondage et la mendicité, 27 novembre 1891, art. 39.
Avortement	10	Art. C. P. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Id. 354 à 360.
Destruction ou supposition d'état	12	Id. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	Id. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols :		Id. 372 à 378.
A. Frappés d'une peine criminelle	14	
B. Id. id. correctionnelle	15	
C. Id. id. de police	16	
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	Id. 379 à 382.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS.	Nos d'ordre.	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Outrages publics aux bonnes mœurs :		Art. C. P. 383 à 386.
A. Frappés d'une peine correctionnelle	18	
B. Id. id. de police	19	
Adultère et bigamie	20	Id. 387 à 391.
Meurtre :		Id. 393 à 397, 475.
A. Frappé d'une peine criminelle	21	
B. Id. id. correctionnelle	22	
Lésions corporelles volontaires :		Id. 398 à 414, 563, § 3.
A. Frappées d'une peine criminelle	23	
B. Id. id. correctionnelle	24	
C. Id. id. de police	25	
Duel	26	Id. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	Id. 434 à 442.
Calomnies et injures :		Id. 443 à 452.
A. Frappées d'une peine correctionnelle	28	
B. Id. id. de police	29	
Violation de sépulture	30	Id. 453.
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	Id. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	Id. 458 et 459.
Id. id. des lettres	33	Id. 460, loi du 30 mai 1879, art. 51.
Vols et maraudages :		Id. 463 à 474, 557, § 6.
A. Frappés d'une peine criminelle	34	
B. Id. id. correctionnelle	35	
C. Id. id. de police	36	
Banqueroute	37	Id. 489 et 490. Loi sur le concordat préventif de la faillite, 29 juin 1887, art. 31 et 32.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies :		Art. C. P. 491 à 504, 507 à 509. Loi sur la vente d'effets militaires, 24 mars 1840, art. 1, 3, 4. Loi sur les sociétés commerciales, 18 mai 1875, art. 131 à 134. Loi sur le payement des salaires, modif. art. 499 du C. P., 17 juin 1890.
A. Frappés d'une peine correctionnelle	38	
B. id. id. de police	39	Loi sur la garde civique, 9 septembre 1897, art. 124.
Recel	40	Art. C. P. 505 et 506.
Incendie :		Id. 510 à 518.
A. Frappé d'une peine criminelle	41	
B. Id. id. correctionnelle	42	
Destructions et dommages :		Id. 520 à 530, 563, § 2.
A. Frappés d'une peine criminelle	43	
B. Id. id. correctionnelle	44	
C. Id. id. de police	45	

XXXVI. — HOMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES.		
		Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	27	17	*10*	26	17	*9*	1	—	*1*
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	47	30	*17*	40	27	*13*	7	3	*4*
Faux en écritures.	3	243	149	*94*	227	145	*82*	16	4	*12*
Faux témoignage et faux serment	4	30	24	*6*	29	23	*6*	1	1	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom . . .	5	317	187	*130*	291	179	*112*	26	8	*18*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes. . . .	6	23	17	*6*	22	17	*5*	1	—	*1*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. . . — d'une peine correctionnelle.	7	6,570	2,488	*4,082*	5,748	2,357	*3,391*	822	131	*691*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. . . — d'une peine de police . . .	8	1,810	1,196	*614*	1,601	1,103	*498*	209	91	*118*
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1,704	673	*1,031*	1,387	616	*771*	317	57	*260*
Avortement	10	7	5	*2*	7	5	*2*	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants.	11	13	4	*9*	13	4	*9*	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	1	—	*1*	1	—	*1*	—	—	—
Enlèvement de mineurs.	13	5	4	*1*	5	4	*1*	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. . . — d'une peine criminelle. . .	14	5	1	*4*	5	1	*4*	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. . . — id. correctionnelle.	15	437	259	*178*	427	253	*174*	10	6	*4*
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	13	5	*8*	13	5	*8*	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés . . . . . — d'une peine correctionnelle.	18	527	258	*269*	488	251	*237*	39	7	*32*
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés . . . . . — id. de police . . .	19	128	100	*28*	122	98	*24*	6	2	*4*
Adultère et bigamie	20	308	154	*154*	289	150	*139*	19	4	*15*
Meurtre frappé. . . . — d'une peine criminelle. . .	21	43	17	*26*	43	17	*26*	—	—	—
Meurtre frappé. . . . — id. correctionnelle.	22	4	4	—	4	4	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées . — d'une peine criminelle. . .	23	4	3	*1*	4	3	*1*	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées . — id. correctionnelle.	24	13,355	6,187	*7,168*	11,846	5,873	*5,973*	1,509	514	*1,195*
Lésions corporelles volontaires frappées . — id. de police . . .	25	11,611	7,322	*4,289*	10,421	6,859	*3,562*	1,180	463	*727*
Duel	26	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	204	107	*97*	179	98	*81*	25	9	*16*
Calomnies et injures frappées . . . . . — d'une peine correctionnelle.	28	482	222	*260*	443	217	*226*	39	5	*34*
Calomnies et injures frappées . . . . . — id. de police . . .	29	1,236	829	*407*	1,152	799	*353*	84	30	*54*
Violation de sépulture	30	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés. . . . . — d'une peine criminelle. . .	34	21	3	*18*	20	3	*17*	1	—	*1*
Vols et maraudages frappés. . . . . — id. correctionnelle.	35	4,547	1,081	*2,566*	3,968	1,850	*2,118*	579	131	*448*
Vols et maraudages frappés. . . . . — id. de police . . .	36	1,529	1,057	*472*	1,377	991	*386*	152	66	*86*
Banqueroute	37	77	58	*19*	74	57	*17*	3	1	*2*
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés . . . — d'une peine correctionnelle.	38	1,415	699	*716*	1,248	654	*594*	167	45	*122*
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés . . . — id. de police . . .	39	136	89	*47*	119	82	*37*	17	7	*10*
Recel	40	527	233	*294*	459	220	*239*	68	13	*55*
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	17	11	*6*	16	10	*6*	1	1	—
Destructions et dommages frappés. . . — d'une peine correctionnelle.	44	1,147	489	*658*	963	455	*508*	184	54	*130*
Destructions et dommages frappés. . . — id. de police . . .	45	1,370	844	*526*	1,159	772	*387*	211	72	*139*
TOTAUX.		49,946	25,732	24,214	44,242	24,227	20,015	5,704	1,505	4,199

XXXVI (suite). — FEMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnées réparties par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.			NOMBRE DES CONDAMNÉES.			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES.		
		Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	6	6	—	6	6	—	—	—	—
Faux en écritures	3	33	27	*6*	33	27	*6*	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	12	11	*1*	12	11	*1*	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom. . . .	5	64	53	*11*	61	51	*10*	3	2	*1*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés . . — d'une peine correctionnelle .	7	551	267	*284*	502	257	*245*	49	10	*39*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés . . — id. de police. . . .	8	374	272	*102*	344	257	*87*	30	15	*15*
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	135	71	*64*	115	68	*47*	20	3	*17*
Avortement	10	48	39	*9*	47	39	*8*	1	—	*1*
Exposition ou délaissement d'enfants.	11	29	18	*11*	26	17	*9*	3	1	*2*
Destruction ou supposition d'état	12	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	6	6	—	6	6	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	31	20	*11*	31	20	*11*	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés . . . . . — d'une peine correctionnelle .	18	109	70	*39*	102	67	*35*	7	3	*4*
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés . . . . . — id. de police. . . .	19	23	16	*7*	21	15	*6*	2	1	*1*
Adultère et bigamie	20	226	141	*85*	220	137	*83*	6	4	*2*
Meurtre frappé . . . . — d'une peine criminelle . . .	21	3	2	*1*	3	2	*1*	—	—	—
Meurtre frappé . . . . — id. correctionnelle .	22	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées . . . . . — d'une peine correctionnelle .	24	1,218	720	*498*	1,143	695	*448*	75	25	*50*
Lésions corporelles volontaires frappées . . . . . — id. de police. . . .	25	4,631	3,502	*1,129*	4,393	3,386	*1,007*	238	116	*122*
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	9	6	*3*	9	6	*3*	—	—	—
Calomnies et injures frappées . . . . . — d'une peine correctionnelle .	28	173	96	*77*	162	92	*70*	11	4	*7*
Calomnies et injures frappées . . . . . — id. de police. . . .	29	1,534	1,156	*378*	1,450	1,110	*340*	84	46	*38*
Violation du secret des lettres.	33	4	3	*1*	4	3	*1*	—	—	—
Vols et maraudages frappés . . . . . — d'une peine correctionnelle .	35	1,079	665	*414*	995	633	*362*	84	32	*52*
Vols et maraudages frappés . . . . . — id. de police. . . .	36	3,198	2,248	*950*	2,843	2,082	*761*	353	134	*219*
Banqueroute	37	4	4	—	4	4	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés . . — d'une peine correctionnelle .	38	332	231	*101*	321	226	*95*	11	5	*6*
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés . . — id. de police. . . .	39	76	61	*15*	71	57	*14*	5	4	*1*
Recel.	40	231	165	*66*	216	158	*58*	15	7	*8*
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Destruction et dommages frappés . . — d'une peine correctionnelle .	44	50	24	*26*	45	22	*23*	5	2	*3*
Destruction et dommages frappés . . — id. de police. . . .	45	205	145	*60*	185	137	*48*	20	8	*12*
TOTAUX.		14,398	10,019	4,379	13,376	9,597	3,779	1,022	422	600

XXXVII. — Etat civil. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Célibataires.		VEUFS				MARIÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU.	
				sans enfants.		avec enfants.		sans enfants.		avec enfants.			
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	13	5	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	23	5	—	—	—	—	2	1	2	7	—	—
Faux en écritures	3	66	45	2	—	3	2	17	9	40	26	8	—
Faux témoignage et faux serment	4	15	1	—	—	2	—	2	—	4	3	2	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	126	62	2	1	2	1	18	12	27	31	4	2
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	2	—	—	—	—	—	2	—	13	3	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	1,383	1,038	13	21	23	31	176	328	739	1,330	17	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	378	218	8	3	13	7	90	31	412	212	2	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	330	418	1	7	6	16	48	73	200	252	11	3
Avortement	10	2	—	1	—	—	—	—	1	2	1	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	2	—	—	1	—	—	—	3	7	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	3	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	1	—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	173	97	2	2	7	7	13	13	33	30	1	3
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	3	—	—	—	—	2	1	3	4	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	138	121	1	7	2	3	22	36	68	67	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. criminelle.	19	74	9	—	1	2	1	3	4	17	9	—	—
Adultère et bigamie	20	61	33	4	2	4	4	29	31	48	41	1	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	11	11	—	—	1	—	1	4	3	11	1	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.	23	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.	24	4,061	3,018	10	32	32	37	317	361	1,114	2,209	9	3
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	5,710	1,449	30	22	82	37	371	313	2,160	1,688	6	1
Duel	26	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	63	47	1	—	—	2	6	2	20	30	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	120	81	2	—	6	3	20	20	69	117	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	377	93	6	2	3	7	81	18	320	201	1	—
Violation de sépulture	30	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Id. du secret professionnel.	32	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.	34	2	12	—	—	—	—	—	1	1	4	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	1,285	1,220	12	14	17	33	93	177	423	673	18	1
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	332	146	3	4	20	10	36	36	377	190	1	—
Banqueroute	37	10	4	—	—	1	—	13	3	33	10	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	303	232	7	10	7	20	66	83	243	223	26	2
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	33	16	1	1	1	—	9	2	36	17	—	1
Recel	40	113	91	1	2	3	6	16	23	81	117	4	—
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	7	2	—	—	—	1	—	1	3	2	—	—
Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle.	44	331	323	2	1	1	10	19	36	82	133	—	1
Destructions et dommages frappés. — id. de police	45	136	206	3	—	6	3	20	33	106	138	—	—
TOTAUX DU TABLEAU		14,561	9,682	119	134	253	312	1,727	1,953	7,455	7,915	112	19
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.		15,730	12,275	123	161	263	354	1,790	2,305	7,711	9,098	115	21

XXXVII (suite). — Etat civil. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Célibataires.		VEUVES				MARIÉES				ÉTAT CIVIL INCONNU.	
				sans enfants.		avec enfants.		sans enfants.		avec enfants.			
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	—	—	—	—	3	—	2	—	—	—
Faux en écritures	3	14	4	—	1	1	—	2	1	10	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	4	—	—	—	—	—	1	—	6	1	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	36	4	1	—	—	1	1	1	11	4	2	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	88	55	2	7	15	11	24	42	128	130	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.	8	54	13	3	1	14	3	20	16	160	32	—	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	25	10	4	2	3	2	5	7	31	26	—	—
Avortement	10	20	2	1	—	3	—	4	1	11	5	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	6	2	—	—	1	1	—	—	10	6	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	13	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	8	2	2	—	1	1	2	4	7	4	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	38	10	3	2	3	1	3	9	18	13	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.	19	3	—	—	—	2	1	—	1	8	4	—	—
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	—	—	40	29	97	31	—	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Meurtre frappé — de correctionnelle.	22	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle.	24	204	73	2	3	17	18	87	60	385	202	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.	25	927	161	23	11	125	56	368	111	1,941	665	4	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	—	—	—	—	—	—	1	4	2	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	20	7	2	1	1	4	6	6	65	32	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	217	58	7	4	48	25	129	41	709	251	—	—
Violation du secret des lettres	33	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle.	35	339	118	1	7	12	10	33	41	203	186	3	—
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	651	165	10	3	78	33	184	39	1,139	199	—	—
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	83	23	—	2	13	7	22	7	106	56	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	22	2	1	1	2	—	7	2	23	9	—	—
Recel	40	24	12	3	—	6	6	13	6	111	31	1	—
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle.	44	4	3	1	—	1	2	2	4	14	11	—	—
Destructions et dommages frappés — id. de police.	45	37	12	—	2	7	4	13	7	80	23	—	—
TOTAUX DU TABLEAU		2,857	722	67	47	354	188	1,000	456	5,309	2,366	10	—
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.		3,004	879	70	51	371	204	1,041	531	5,521	2,714	12	—

XXXVIII. — Degré d'instruction. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Illettrés.		Sachant imparfaitement lire et écrire.		Sachant bien lire et écrire.		Degré d'instruction inconnu.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	1	9	5	4	3	2	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	3	1	17	10	6	2	1	—
Faux en écritures	3	1	6	45	40	21	34	8	2
Faux témoignage et faux serment	4	3	1	12	2	8	3	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	23	26	82	69	60	15	14	4
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	3	2	13	3	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine correctionnelle	7	393	866	1,555	2,178	390	536	19	11
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — id. de police	8	174	106	662	512	265	78	6	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	110	187	379	501	98	76	20	7
Avortement	10	1	—	4	1	—	1	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	3	2	6	1	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	1	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	4	1	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	1	2	—	1	—	1	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	46	58	158	102	45	15	4	1
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	—	1	6	3	2	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	35	72	160	112	54	25	2	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	20	6	62	15	5	3	2	—
Adultère et bigamie	20	17	30	88	93	45	15	—	1
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	2	5	10	19	4	4	1	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	2	—	2	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	1	5	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	942	1,464	4,034	3,956	867	556	30	17
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	960	769	4,462	2,519	1,398	427	39	17
Duel	26	—	—	1	—	1	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	8	21	75	51	15	9	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	10	47	136	131	58	44	4	1
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	109	69	513	235	174	48	3	1
Violation de sépulture	30	—	—	3	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés. — d'une peine criminelle	34	—	2	3	10	—	5	—	—
Vols et maraudages frappés. — id. correctionnelle	35	371	606	1,201	1,332	248	153	30	7
Vols et maraudages frappés. — id. de police	36	269	130	588	240	131	25	3	1
Banqueroute	37	—	—	24	8	29	9	4	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle	38	55	105	341	325	227	161	31	4
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — id. de police	39	14	10	48	21	18	2	2	1
Recel	40	42	79	148	139	25	20	5	1
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	1	3	9	3	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	112	119	295	319	45	40	7	—
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	175	105	488	259	100	40	9	3
TOTAUX DU TABLEAU		3,928	4,917	15,625	12,867	4,427	2,152	247	79
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		4,228	6,068	16,682	15,603	4,566	2,462	256	81

XXXVIII (suite). — Degré d'instruction. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Illettrés.		Sachant imparfaitement lire et écrire.		Sachant bien lire et écrire.		Degré d'instruction inconnu.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	—	2	—	2	—	—	—
Faux en écritures	3	—	2	15	3	10	1	2	—
Faux témoignage et faux serment	4	5	—	5	1	—	—	1	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	7	5	50	4	12	1	2	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle	7	73	113	136	117	27	11	1	4
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — id. de police	8	63	58	146	45	44	5	2	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	25	18	34	21	7	8	4	—
Avortement	10	7	—	25	6	8	2	1	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	7	5	10	4	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	1	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	2	—	4	—	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	3	15	7	5	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle	18	17	10	42	22	6	3	2	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — id. de police	19	3	4	6	1	3	1	1	—
Adultère et bigamie	20	22	26	86	52	28	5	1	—
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle	21	2	—	—	1	—	—	—	—
Meurtre frappé. — id. correctionnelle	22	—	—	2	—	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	238	214	389	211	47	22	1	1
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	1,006	423	2,069	517	284	58	27	9
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolablité du domicile commis par des particuliers	27	3	1	2	1	1	1	—	—
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle	28	20	28	50	38	15	4	—	—
Calomnies et injures frappées. — id. de police	29	109	144	695	167	93	28	11	1
Violation du secret des lettres	33	—	—	2	1	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés. — d'une peine correctionnelle	35	180	149	399	193	47	19	7	1
Vols et maraudages frappés. — id. de police	36	708	362	1,199	355	160	40	15	4
Banqueroute	37	—	—	1	—	3	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	42	23	155	66	28	6	3	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	7	6	39	7	10	1	1	—
Recel	40	51	20	97	36	3	2	2	—
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	—	2	—	—	—	—	—
Destruction et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	12	14	8	7	2	2	—	—
Destruction et dommages frappés — id. de police	45	34	16	89	29	15	3	1	—
TOTAUX DU TABLEAU		2,882	1,624	5,768	1,911	862	224	85	20
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		3,042	1,914	5,989	2,199	897	243	91	23

XXXIX. — Ivrognerie. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson.		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	6	6	—	—	—	2	6	4
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	—	4	—	—	—	4	—	—
Faux en écritures	3	6	15	—	—	5	14	1	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	18	40	5	—	6	27	9	15
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	933	2,215	41	40	130	747	762	1,428
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — Id. de police	8	441	284	70	21	47	76	315	187
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	124	294	28	11	31	186	65	97
Avortement	10	1	2	—	—	1	2	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	1	—	—	—	1	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	13	31	56	10	2	16	49	5	5
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	1	—	—	—	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	44	133	5	5	13	70	28	60
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — Id. de police	19	32	14	7	1	4	3	21	10
Adultère et bigamie	20	7	40	—	—	6	40	1	—
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	2	10	2	1	—	9	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	21	710	2,254	151	118	290	1,566	289	570
Lésions corporelles volontaires frappées — Id. de police	23	840	1,128	266	109	265	712	389	307
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	26	31	10	3	9	22	7	6
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle	28	19	78	1	—	11	57	7	21
Calomnies et injures frappées. — Id. de police	29	62	102	11	7	27	75	24	20
Vols et maraudages frappés. — d'une peine criminelle	31	—	6	—	—	—	6	—	—
Vols et maraudages frappés. — Id. correctionnelle	33	113	705	2	4	105	664	8	57
Vols et maraudages frappés. — Id. de police	36	46	86	7	2	30	81	9	3
Banqueroute	37	1	—	—	—	1	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle	38	29	138	1	1	28	134	—	3
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — Id. de police	39	3	7	1	—	2	7	—	—
Recel	40	16	76	—	—	14	75	2	1
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	1	—	—	—	1	—	—
Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle	44	89	280	14	9	25	157	50	114
Destructions et dommages frappés. — Id. de police	45	225	203	60	29	34	63	131	91
TOTAUX DU TABLEAU		3,824	8,210	677	361	1,038	4,871	2,109	2,978
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		4,143	10,575	698	397	1,200	6,536	2,245	3,642

XXXIX (suite). — Ivrognerie. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnées qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson.		CONDAMNÉES qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Faux témoignage et faux serment	4	—	1	—	—	—	1	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	2	—	—	—	2	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	27	64	3	—	1	18	23	46
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	16	7	—	—	3	2	13	5
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	4	2	—	—	2	1	2	1
Avortement	10	1	—	—	—	1	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	1	—	—	—	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	8	11	—	—	4	7	4	4
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	3	—	—	—	—	—	3	—
Adultère et bigamie	20	3	11	—	—	3	11	—	—
Lésions corporelles volontaires frappés — d'une peine correctionnelle	24	12	46	1	—	8	39	3	7
Lésions corporelles volontaires frappés — id. de police	25	24	55	1	1	12	43	11	11
Calomnies et injures frappés — d'une peine correctionnelle	28	—	10	—	1	—	9	—	—
Calomnies et injures frappés — id. de police	29	7	16	—	—	5	15	2	1
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	33	9	38	—	—	9	36	—	2
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	4	7	1	—	3	3	—	2
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle	38	2	6	—	—	2	6	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — id. de police	39	—	2	—	—	—	2	—	—
Recel	40	1	5	—	—	1	4	—	1
Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle	44	1	7	—	—	—	3	1	2
Destructions et dommages frappés. — id. de police	45	6	6	1	—	—	3	3	3
TOTAUX DU TABLEAU		129	297	7	2	54	210	68	85
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		139	356	7	2	60	251	72	103

XL. — Age. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION. — Moins de 16 ans. Primaires.	Moins de 16 ans. Récidivistes.	De 16 ans à moins de 18 ans. Primaires.	De 16 ans à moins de 18 ans. Récidivistes.	De 18 ans à moins de 21 ans. Primaires.	De 18 ans à moins de 21 ans. Récidivistes.	De 21 ans à moins de 25 ans. Primaires.	De 21 ans à moins de 25 ans. Récidivistes.	De 25 ans à moins de 30 ans. Primaires.	De 25 ans à moins de 30 ans. Récidivistes.	De 30 ans à moins de 35 ans. Primaires.	De 30 ans à moins de 35 ans. Récidivistes.	De 35 ans à moins de 40 ans. Primaires.	De 35 ans à moins de 40 ans. Récidivistes.	De 40 ans à moins de 45 ans. Primaires.	De 40 ans à moins de 45 ans. Récidivistes.	De 45 ans à moins de 50 ans. Primaires.	De 45 ans à moins de 50 ans. Récidivistes.	De 50 ans à moins de 55 ans. Primaires.	De 50 ans à moins de 55 ans. Récidivistes.	De 55 ans à moins de 60 ans. Primaires.	De 55 ans à moins de 60 ans. Récidivistes.	De 60 ans à moins de 70 ans. Primaires.	De 60 ans à moins de 70 ans. Récidivistes.	70 ans et plus. Primaires.	70 ans et plus. Récidivistes.	Age inconnu. Primaires.	Age inconnu. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	31	32
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	1	—	4	1	6	2	2	2	2	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux etc	2			3	1	1	1	2	2	3	3	1	—	2	—	2	3	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux etc.
Faux en écritures	3	—	—	7	1	10	5	25	16	20	21	26	15	20	8	11	8	9	4	3	2	4	—	1	3	1	—	1	—	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	2	—	4	—	4	—	4	—	—	1	3	—	1	1	—	1	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	—	17	1	25	8	36	21	27	29	25	16	17	14	11	9	6	7	7	4	3	2	3	1	1	—	1	—	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	2	—	2	2	2	1	1	1			2	1	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	1	2	109	17	405	257	511	565	469	790	282	584	156	450	155	298	105	191	84	135	57	66	34	18	5	5	2	—	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	—	—	57	1	151	56	192	96	180	87	122	76	109	64	70	48	71	28	47	28	40	16	42	15	6	—	—	—	8	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	3	—	28	1	108	55	118	119	115	149	52	109	64	108	48	86	22	51	18	12	21	25	16	20	3	1	—	—	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1	2	2	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	6	—	20	—	47	9	39	24	27	35	21	29	15	28	18	16	14	13	14	10	6	5	11	5	6	—	—	—	15	Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	2	3	1	2	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	4	—	22	2	51	15	52	52	55	40	25	37	21	37	22	20	16	15	7	16	5	15	10	9	2	3	—	—	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	28	—	27	5	10	5	5	3	1	5	3	2	10	1	1	—	2	3	2	2	6	—	3	—	—	—	19	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.
Adultère et bigamie	20	—	—	2	1	8	2	28	15	33	41	30	29	20	25	15	12	9	12	4	3	1	1	—	—	—	—	—	—	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	1	—	1	—	3	1	3	3	2	7	3	2	1	4	1	4	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—		—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	22	Meurtre frappé — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	25	—	—	—	—	3	—	—	1	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	38	2	401	55	1,385	607	1,494	1,585	1,079	1,495	557	950	504	640	207	386	147	297	108	151	72	72	61	55	10	9	—	—	24	Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	—	—	301	55	1,227	505	1,511	675	1,267	856	825	626	510	401	418	300	302	149	169	100	159	60	151	42	29	11	—	—	25	Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—					1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	3	—	21	7	18	16	27	25	10	11	4	6	3	7	4	8	2	—	2	1	—	—	—	—	—	—	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	1	—	16	1	28	5	40	26	26	39	27	45	17	35	11	27	17	21	11	15	10	9	9	6	1	3	—	—	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	—	—	51	1	109	10	111	42	99	50	88	56	68	50	69	48	65	40	37	28	34	12	45	15	12	3	1	—	29	Calomnies et injures frappées — id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Id. du secret professionnel.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	1	3	2	6	—	3	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	47	—	325	55	407	217	518	405	255	448	169	297	112	277	69	161	65	111	28	51	31	12	26	21	4	2	—	—	35	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	—	—	167	3	172	45	112	59	157	61	89	70	82	41	59	47	47	18	38	18	35	15	45	10	10	3	—	—	36	Vols et maraudages frappés — id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	7	1	10	2	10	2	15	4	6	3	4	4	4	1	3	—	—	—	—	—	—	—	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	4	—	38	3	66	33	93	81	130	113	108	127	71	97	53	61	33	39	15	16	21	10	12	13	3	1	3	—	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	—	7	—	10	2	7	7	9	8	13	6	8	7	6	2	3	—	3	1	4	2	7	2	1	—	—	—	39	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.
Recel	40	2	—	23	3	40	23	58	39	50	46	23	38	13	32	14	26	9	11	9	7	9	3	7	3	—	1	1	—	40	Recel
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	—	1	—	1	—	—	3	1	3	—	—	1		1	2	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	42	Incendie frappé d'une peine correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	6	—	29	9	145	71	112	129	81	108	52	72	25	51	6	30	9	18	4	7	3	9	3	4	—	—	—	—	44	Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	—	—	67	2	205	33	167	88	141	104	66	71	41	41	27	20	20	15	12	3	12	4	14	4	1	—	1	—	45	Destructions et dommages frappés — id. de police.
TOTAUX DU TABLEAU		123	4	1,936	196	4,671	1,776	4,867	3,855	4,233	4,574	2,614	3,279	1,712	2,413	1,307	1,636	983	978	660	632	517	370	491	257	101	45	12	—		TOTAUX DU TABLEAU.
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		129	4	2,127	291	5,138	2,425	5,242	4,924	4,432	5,536	2,721	3,798	1,776	2,814	1,342	1,884	1,007	1,116	676	698	525	405	499	272	106	47	12	—		NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.

XL (suite). — Age. — Répartitition d'après la nature des infractions commises. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉES AVAIENT AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION.																		NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.
		Moins de 16 ans.		De 16 ans à moins de 18 ans.		De 18 ans à moins de 21 ans.		De 21 ans à moins de 25 ans.		De 25 ans à moins de 30 ans.		De 30 ans à moins de 35 ans.		De 35 ans à moins de 40 ans.		De 40 ans à moins de 45 ans.		De 45 ans à moins de 50 ans.		De 50 ans à moins de 55 ans.		De 55 ans à moins de 60 ans.		De 60 ans à moins de 70 ans.		70 ans et plus.		Age inconnu.			
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	—	—	4	—	2	1	7	1	4	3	4	—	2	—	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	1	—	—	—	2	1	2	—	2	—	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	—	6	—	7	1	11	2	9	2	7	1	3	3	2	—	—	—	3	—	1	—	1	1	—	—	1	—	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	1	—	12	—	28	10	38	25	30	38	33	19	23	38	27	39	20	16	18	14	11	10	10	8	—	—	—	—	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	8	—	—	6	—	21	5	19	4	30	15	33	15	32	20	31	9	37	10	20	4	12	5	15	4	1	—	—	—	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	—	—	—	—	6	1	13	3	12	13	11	11	13	6	6	3	3	8	3	—	—	1	1	1	—	—	—	—	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	—	—	3	—	8	1	8	1	3	1	4	1	3	2	1	1	4	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	1	1	2	3	4	1	4	1	3	1	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	13	3	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	2	1	3	2	6	2	3	1	1	3	3	1	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	2	—	10	1	13	1	11	2	9	7	6	6	6	5	6	10	1	4	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	19	—	—	3	—	1	1	1	—	—	—	2	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	3	—	19	11	38	19	33	12	22	17	9	12	8	9	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	4	—	33	6	81	12	102	47	125	102	108	95	70	59	73	55	41	29	30	22	15	19	13	3	2	1	—	—	24	Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	25	—	—	187	5	393	66	371	125	398	225	472	162	366	159	276	115	218	57	131	50	88	26	73	14	10	5	1	—	25	id. de police.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	3	—	2	—	3	1	14	3	10	12	13	10	13	12	12	14	8	5	5	5	4	6	1	2	—	—	—	—	28	Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	29	—	—	44	2	90	12	150	36	180	56	147	51	129	58	117	45	84	36	66	26	44	8	36	6	11	4	—	—	29	id. de police.
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	33	Violation du secret des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	35	15	1	70	8	123	51	125	61	81	46	61	62	44	51	35	41	31	33	11	17	14	7	10	4	3	—	—	—	35	Vols et maraudages frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	36	—	—	240	13	260	84	240	94	205	145	208	109	210	95	156	75	121	63	98	37	70	26	78	16	13	4	—	—	36	id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	—	—	8	3	23	4	30	13	37	11	30	17	20	14	22	11	10	4	10	6	8	5	7	5	1	2	—	—	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	39	—	—	3	—	6	—	6	3	6	2	3	1	13	3	2	1	6	2	2	1	3	1	6	—	1	—	—	—	39	id. de police.
Recel	40	—	—	4	—	6	2	20	4	23	2	13	16	20	14	20	7	20	6	11	1	6	5	6	3	1	—	—	—	40	Recel.
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42	Incendie frappé d'une peine correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	—	—	1	—	2	1	3	4	2	2	4	6	3	4	3	3	—	2	3	—	—	—	1	1	1	—	—	—	44	Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	45	—	—	8	—	13	3	10	7	20	10	20	6	14	9	10	6	6	3	6	2	3	1	5	1	1	—	—	—	45	id. de police.
TOTAUX DU TABLEAU		26	1	659	39	1,097	238	1,418	450	1,542	714	1,330	693	1,019	570	823	449	649	290	440	189	280	119	266	71	46	16	2	—		TOTAUX DU TABLEAU.
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		30	1	697	50	1,158	301	1,499	559	1,605	840	1,389	724	1,067	639	849	503	668	327	453	209	286	133	269	74	47	18	2	—		NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.

XLI. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	BRUXELLES.					LOUVAIN.				
		Total des condamnés.	Hommes.		Femmes.		Total des condamnés.	Hommes.		Femmes.	
			Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	1	—	—	2	2	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	18	12	5	3	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	106	62	36	6	2	2	—	2	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	10	3	2	4	1	4	3	1	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	90	52	25	33	2	6	3	3	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	6	3	1	—	—	1	1	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	1,241	499	603	80	59	192	89	81	12	10
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	85	53	19	11	1	26	21	1	3	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	210	78	106	16	10	18	7	11	—	—
Avortement	10	5	1	—	3	1	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	—	1	1	1	—	—	1	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	50	33	17	—	—	16	9	7	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	9	—	4	4	1	2	—	—	2	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	113	67	33	6	5	19	11	6	1	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	32	26	6	—	—	2	1	—	—	1
Adultère et bigamie	20	140	42	37	40	21	5	2	—	2	1
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	8	1	6	—	1	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	994	391	484	68	48	656	330	268	38	20
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	2,696	1,157	758	572	209	196	92	51	31	19
Duel	26	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	19	8	8	2	1	7	3	1	—	1
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	63	24	25	11	3	43	23	11	6	1
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	406	131	68	131	55	24	15	—	8	1
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	1,088	410	413	132	83	180	61	55	28	33
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	113	31	9	60	13	284	23	10	107	52
Banqueroute	37	23	10	5	2	—	6	5	1	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	448	203	176	47	22	26	10	13	2	1
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	10	2	5	3	2	—	—	—	—	—
Recel	40	103	20	46	17	11	8	3	2	2	1
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	58	31	27	—	—	42	21	17	2	2
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	147	72	42	26	7	18	14	2	2	—
TOTAUX DU TABLEAU		8,306	3,430	2,992	1,323	561	1,788	759	524	360	145
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		9,130	3,618	3,528	1,368	616	1,926	798	595	371	162

NATURE DES INFRACTIONS.	NIVELLES.					ANVERS.					MALINES.					TURNHOUT.					MONS.					Numéros de la nomenclature.
	Total des condamnés.	Hommes.		Femmes.		Total des condamnés.	Hommes.		Femmes.		Total des condamnés.	Hommes.		Femmes.		Total des condamnés.	Hommes.		Femmes.		Total des condamnés.	Hommes.		Femmes.		
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	
	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	5	4	1	—	—	1	—	1	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	2
Faux en écritures	4	—	—	3	1	24	13	7	3	1	3	2	1	—	—	4	3	1	—	—	6	3	2	—	—	5
Faux témoignage et faux serment	2	1	—	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	6	3	2	1	—	13	7	6	—	—	3	1	1	1	—	2	1	1	—	—	8	4	2	1	1	3
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	—	6					
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	91	37	44	3	5	838	301	456	34	47	177	70	102	3	2	69	29	37	1	2	121	39	76	2	4	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	19	9	5	3	2	153	70	45	19	10	36	20	7	3	—	45	28	12	4	1	208	109	63	26	10	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	31	15	15	1	—	77	25	45	3	4	25	16	8	1	—	26	10	15	1	—	96	49	41	4	2	9
Avortement	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	5	—	—	4	1	10
Exposition ou délaissement d'enfants	2	—	1	—	1	5	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	1	3	—	11
Destruction ou supposition d'état	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	12
Enlèvement de mineurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	9	2	4	—	31	24	7	—	—	19	9	10	—	—	16	7	9	—	—	13	3	10	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	—	—	—	—	—	3	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	8	1	4	2	1	91	47	40	3	1	18	4	8	2	4	12	4	7	1	—	18	7	7	4	—	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	2	1	—	1	—	18	16	2	—	—	3	2	1	—	—	3	2	—	1	—	10	3	3	3	1	19
Adultère et bigamie	2	—	1	1	—	88	22	26	26	14	7	4	1	2	—	—	—	—	—	—	50	14	13	17	6	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	4	2	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	333	134	159	10	10	890	305	392	48	57	428	166	235	17	10	278	130	146	—	2	457	218	200	20	19	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	445	220	109	87	29	788	375	152	198	65	218	126	41	43	6	259	131	69	51	8	1,212	330	303	266	93	25
Duel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	3	2	1	—	—	6	3	3	—	—	6	—	6	—	—	4	—	4	—	—	4	2	2	—	—	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	12	5	1	5	1	35	11	12	9	3	57	11	22	9	15	—	—	—	—	—	25	15	8	1	1	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	41	11	6	15	11	179	33	17	97	30	127	30	9	73	15	10	10	—	—	—	174	50	23	70	56	29
Violation de sépulture	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Id. du secret professionnel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	91	36	36	10	9	761	262	350	97	52	108	32	41	11	4	61	22	32	4	3	181	62	75	24	20	33
Vols et maraudages frappés — id. de police	352	51	16	205	77	50	19	6	22	3	34	16	7	11	—	105	30	10	30	15	470	128	61	181	100	36
Banqueroute	3	2	—	1	—	3	3	—	—	—	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—	4	4	—	—	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	24	11	8	2	3	219	101	66	41	11	23	7	12	4	—	10	4	4	1	1	65	14	27	15	11	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	2	2	—	—	—	3	1	—	1	1	1	—	1	—	—	2	1	1	—	—	15	5	6	4	—	39
Recel	12	6	3	2	1	89	33	30	18	6	21	15	3	3	—	15	8	7	—	—	26	6	7	8	5	40
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	2	1	—	1	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	18	4	13	—	1	70	27	36	3	4	26	8	17	1	—	25	14	10	—	1	38	18	16	2	2	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	37	23	10	4	—	48	22	17	7	2	22	15	6	1	—	27	22	3	—	2	121	65	40	14	4	45
TOTAUX DU TABLEAU	1,558	607	436	362	153	4,494	1,828	1,722	632	312	1,368	582	540	190	56	983	465	369	114	35	3,344	1,360	990	678	316	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES	1,670	636	492	372	170	5,153	1,939	2,186	663	365	1,512	612	642	195	63	1,094	494	442	117	41	3,801	1,470	1,212	732	387	

XLI (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	CHARLEROI. Total des condamnés.	CHARLEROI. Hommes. Primaires	CHARLEROI. Hommes. Récidivistes.	CHARLEROI. Femmes. Primaires	CHARLEROI. Femmes. Récidivistes.	TOURNAI. Total des condamnés.	TOURNAI. Hommes. Primaires	TOURNAI. Hommes. Récidivistes.	TOURNAI. Femmes. Primaires	TOURNAI. Femmes. Récidivistes.	GAND. Total des condamnés.	GAND. Hommes. Primaires.	GAND. Hommes. Récidivistes.	GAND. Femmes. Primaires.	GAND. Femmes. Récidivistes.	AUDENARDE. Total des condamnés.	AUDENARDE. Hommes. Primaires	AUDENARDE. Hommes. Récidivistes.	AUDENARDE. Femmes. Primaires	AUDENARDE. Femmes. Récidivistes.	TERMONDE. Total des condamnés.	TERMONDE. Hommes. Primaires.	TERMONDE. Hommes. Récidivistes.	TERMONDE. Femmes. Primaires.	TERMONDE. Femmes. Récidivistes.	BRUGES. Total des condamnés.	BRUGES. Hommes. Primaires.	BRUGES. Hommes. Récidivistes.	BRUGES. Femmes. Primaires.	BRUGES. Femmes. Récidivistes.	COURTRAI. Total des condamnés.	COURTRAI. Hommes. Primaires.	COURTRAI. Hommes. Récidivistes.	COURTRAI. Femmes. Primaires.	COURTRAI. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	3	3	—	—	—	2	1	—	1	—	7	5	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—	3	—	—	2
Faux en écritures	3	19	11	7	1	—	5	2	2	1	—	5	3	2	—	—	—	—	—	—	—	8	3	1	2	—	9	4	3	2	—	5	1	2	2	—	5
Faux témoignage et faux serment	4	10	3	1	6	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	2	2	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	47	30	13	1	3	2	1	1	—	—	14	5	8	—	1	8	6	2	—	—	5	2	3	—	—	18	6	11	—	1	13	4	9	—	—	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes ou délits contre l'ordre public commis par des particuliers — d'une peine correctionnelle	7	751	274	411	27	39	85	33	41	3	3	566	150	381	12	13	81	30	45	2	4	273	115	151	4	3	348	121	213	8	7	242	81	136	10	5	7
Crimes ou délits contre l'ordre public commis par des particuliers — id. de police	8	125	66	50	21	8	81	31	17	10	3	324	132	128	33	9	40	23	8	7	—	35	26	8	1	—	113	73	15	18	7	79	42	19	11	7	8
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	262	115	122	16	11	38	10	25	2	3	89	33	49	3	2	33	10	12	2	—	49	19	27	3	—	83	33	36	1	1	95	29	61	4	1	9
Avortement	10	4	2	—	1	1	—	—	—	—	—	16	—	2	12	2	—	—	—	—	—	8	1	7	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	5	1	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	—	1	1	3	1	1	—	1	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	3	—	—	2	1	6	—	1	2	3	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	35	15	18	2	—	8	3	5	—	—	39	23	11	—	—	16	10	6	—	—	46	21	25	—	—	30	21	9	—	—	15	3	10	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	4	1	—	2	1	—	—	—	—	—	3	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—	2	1	—	—	—	1	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	41	15	11	8	7	15	8	4	2	1	49	17	21	10	1	16	5	8	4	1	33	11	14	6	2	36	16	13	3	1	24	5	15	4	2	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	6	2	1	2	1	15	8	4	3	—	6	3	1	—	—	5	4	—	1	—	1	1	—	—	—	8	3	2	1	—	12	7	3	—	2	19
Adultère et bigamie	20	85	23	25	21	14	9	4	1	3	1	26	1	15	3	7	—	—	—	—	—	3	2	—	—	1	4	2	1	—	1	1	1	—	—	—	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	13	6	7	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	1	3	—	—	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	1,331	366	611	98	56	255	130	89	10	6	1,029	477	505	28	19	632	325	258	40	9	806	411	317	55	15	1,149	519	552	62	36	983	387	517	40	39	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	2,122	827	558	551	226	727	381	202	121	20	942	435	259	183	45	291	157	59	66	9	385	213	55	109	8	517	263	101	127	21	739	314	215	166	44	25
Duel	26	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentat à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	28	12	15	2	1	8	5	3	—	—	21	10	11	—	—	2	1	1	—	—	7	4	3	—	—	9	4	4	1	—	22	17	5	—	—	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	49	10	20	9	10	2	1	1	—	—	38	18	14	4	2	28	16	10	2	—	44	12	21	6	5	9	2	—	3	2	29	8	18	1	2	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	431	74	66	208	83	47	15	8	21	5	179	77	25	66	13	86	46	13	21	3	59	22	3	29	3	146	50	23	34	17	151	58	29	33	9	29
Violation de sépulture	30	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	30
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	463	181	179	63	38	133	48	51	21	10	376	119	207	32	18	52	14	25	7	6	196	93	87	13	3	297	125	129	27	16	165	55	89	14	9	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	938	147	81	471	253	69	29	12	22	6	131	68	51	27	5	28	15	5	10	—	48	28	7	9	4	58	20	8	28	2	78	33	15	24	8	36
Banqueroute	37	11	8	2	1	—	4	3	1	—	—	5	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	—	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	147	59	46	35	7	25	11	11	3	—	115	39	57	14	5	19	7	9	2	1	47	17	15	15	2	69	28	28	8	5	60	15	32	9	6	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	9	6	2	1	—	5	2	1	2	—	24	9	5	10	2	3	2	1	—	—	11	5	3	1	2	12	8	1	2	1	31	15	8	0	2	39
Recel	40	65	13	26	20	6	9	4	3	1	1	71	21	29	13	5	5	1	4	—	—	42	12	16	10	4	42	21	7	11	3	63	19	31	10	3	40
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	2	2	—	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	100	41	56	2	1	13	9	3	1	—	63	30	25	—	2	55	29	21	3	—	88	30	36	1	1	63	30	31	2	—	83	37	42	—	4	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	175	81	58	23	10	57	29	21	5	2	107	56	37	12	2	38	32	6	—	—	44	31	12	—	1	55	40	11	3	1	86	48	27	7	4	45
TOTAUX DU TABLEAU		7,288	2,602	2,350	1,579	757	1,618	814	510	232	62	4,261	1,800	1,837	470	154	1,441	741	495	172	33	2,251	1,104	840	249	58	3,087	1,400	1,195	367	125	3,006	1,182	1,302	370	152	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		8,485	2,841	2,972	1,694	978	1,760	842	605	240	73	5,035	1,948	2,427	482	178	1,543	775	554	178	36	2,445	1,179	948	256	62	3,478	1,510	1,448	383	137	3,368	1,273	1,547	383	165	

XLI (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FURNES. Total des condamnés.	FURNES. Hommes. Primaires	FURNES. Hommes. Récidivistes.	FURNES. Femmes. Primaires	FURNES. Femmes. Récidivistes.	YPRES. Total des condamnés.	YPRES. Hommes. Primaires	YPRES. Hommes. Récidivistes.	YPRES. Femmes. Primaires	YPRES. Femmes. Récidivistes.	LIÉGE. Total des condamnés.	LIÉGE. Hommes. Primaires.	LIÉGE. Hommes. Récidivistes.	LIÉGE. Femmes. Primaires.	LIÉGE. Femmes. Récidivistes.	HUY. Total des condamnés.	HUY. Hommes. Primaires.	HUY. Hommes. Récidivistes.	HUY. Femmes. Primaires.	HUY. Femmes. Récidivistes.	VERVIERS. Total des condamnés.	VERVIERS. Hommes. Primaires.	VERVIERS. Hommes. Récidivistes.	VERVIERS. Femmes. Primaires.	VERVIERS. Femmes. Récidivistes.	TONGRES. Total des condamnés.	TONGRES. Hommes. Primaires.	TONGRES. Hommes. Récidivistes.	TONGRES. Femmes. Primaires.	TONGRES. Femmes. Récidivistes.	HASSELT. Total des condamnés.	HASSELT. Hommes. Primaires.	HASSELT. Hommes. Récidivistes.	HASSELT. Femmes. Primaires.	HASSELT. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	83	86	87	88	89	90	91	92	93	94	93	96	97	98	99	100	101	102	103	104	103	
Crimes et délits contre la sécurité de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	4	3	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Faux en écritures	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	28	19	4	3	2	4	1	1	2	—	4	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3
Faux témoignage et faux serment	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	4	1	3	—	—	3	3	—	—	—	49	20	11	8	1	9	8	1	—	—	18	14	—	3	1	—	—	—	—	2	1	—	1	—	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	72	25	42	4	1	100	34	62	2	2	449	213	190	33	13	26	10	13	1	2	84	12	68	2	2	41	12	21	2	3	95	42	41	4	5	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	—	—	—	—	—	20	13	4	—	1	47	31	5	6	2	70	39	14	11	6	104	61	29	9	2	8	6	2	—	—	18	10	5	3	—	8
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	21	4	16	1	—	43	13	26	2	2	93	38	48	3	4	7	3	2	—	—	28	11	14	1	2	12	9	3	—	—	15	3	9	—	1	9
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	3	1	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	2	—	2	—	—	4	1	3	—	—	24	20	4	—	—	5	4	1	—	—	7	4	3	—	—	5	3	2	—	—	4	4	—	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	12	3	7	—	2	3	—	3	—	—	20	11	8	—	1	3	2	1	—	—	13	3	3	3	2	2	1	1	—	—	4	1	1	2	—	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	10	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	9	8	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	2	—	1	—	1	2	1	—	1	—	36	12	10	7	7	6	3	1	2	—	22	7	3	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	277	124	119	21	13	459	201	226	24	8	746	343	290	69	42	63	30	25	2	—	124	40	71	10	3	240	107	123	4	6	257	113	112	21	9	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	61	24	18	13	4	193	99	42	33	17	867	339	123	303	78	260	129	33	60	10	357	173	83	73	23	122	66	21	29	6	193	111	33	38	9	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	7	1	5	1	—	3	2	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	12	10	2	—	—	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	33	9	16	3	5	2	—	2	—	—	29	17	8	2	2	1	—	—	1	—	7	—	3	1	3	29	5	17	7	—	21	9	5	3	4	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	25	13	3	7	2	126	39	25	47	15	118	27	9	63	17	44	23	4	12	3	56	23	8	16	9	3	1	1	1	—	4	2	—	1	1	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	81	33	26	10	6	42	16	23	2	1	248	97	79	31	21	31	10	18	—	3	66	28	19	10	9	28	10	6	7	5	45	10	19	12	4	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	16	7	5	0	—	28	12	7	7	2	315	92	23	144	56	306	51	8	184	83	14	6	1	6	1	53	13	4	22	12	211	56	11	127	37	36
Banqueroute	37	2	1	1	—	—	2	1	1	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	8	2	5	3	—	20	6	10	1	3	100	49	29	13	9	7	6	—	—	1	52	26	18	6	2	4	2	1	1	—	3	2	—	1	—	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	2	—	—	2	—	1	—	1	—	—	30	12	2	13	1	10	5	—	4	1	7	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Recel	40	9	4	1	4	—	6	1	4	1	—	34	9	8	12	5	10	2	2	6	—	4	1	3	—	—	2	—	—	2	—	3	—	1	2	—	40
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	22	13	9	—	—	27	13	11	—	1	80	20	58	1	1	10	3	5	—	—	11	3	8	—	—	22	7	14	—	1	34	13	21	—	—	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	11	8	1	—	2	49	30	12	—	1	92	40	24	16	3	22	11	8	—	3	28	16	8	3	1	13	8	3	1	—	9	7	2	—	—	45
TOTAUX DU TABLEAU		664	273	273	82	36	1,137	496	464	124	53	3,446	1,467	951	762	266	899	335	160	291	113	1,018	446	350	155	67	586	252	225	76	33	937	382	270	215	70	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		724	281	316	85	42	1,297	537	574	126	60	3,682	1,522	1,085	787	288	952	345	179	305	123	1,158	473	445	161	79	631	263	257	77	34	1,013	399	319	217	78	

XLI (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	ARLON. Total des condamnés. 106	ARLON. Hommes. Primaires 107	ARLON. Hommes. Récidivistes. 108	ARLON. Femmes. Primaires 109	ARLON. Femmes. Récidivistes. 110	MARCHE. Total des condamnés. 111	MARCHE. Hommes. Primaires 112	MARCHE. Hommes. Récidivistes. 113	MARCHE. Femmes. Primaires 114	MARCHE. Femmes. Récidivistes. 115
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	3	2	1	—	—	1	1	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	2	1	1	—	—	2	1	1	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	1	1	—	—	1	—	1	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	53	25	29	—	1	13	4	9	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	60	26	17	14	3	25	19	4	—	2
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	27	13	12	1	1	11	6	5	—	—
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	3	2	1	—	—	2	2	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	6	3	3	—	—	2	—	2	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	53	31	21	1	—	32	15	18	1	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	239	111	72	41	9	109	62	25	18	6
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	—	1	—	—	2	1	1	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	2	1	—	1	—	3	—	2	—	1
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	20	3	—	13	2	26	11	2	11	2
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	21	10	11	—	—	9	4	2	3	—
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	98	52	21	20	5	34	2	1	30	1
Banqueroute	37	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	4	3	3	—	—	6	4	2	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	4	2	2	—	—	1	—	—	—	1
Recel	40	—	—	—	4	—	2	—	2	—	—
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	13	6	7	—	—	2	—	1	—	1
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	48	31	12	1	1	12	10	2	—	—
TOTAUX DU TABLEAU		663	328	215	98	22	295	140	78	63	14
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		736	348	261	101	26	308	143	88	63	14

où ils ont commis le fait punissable.

NEUFCHATEAU. Total des condamnés. 116	NEUFCHATEAU. Hommes. Primaires 117	NEUFCHATEAU. Hommes. Récidivistes. 118	NEUFCHATEAU. Femmes. Primaires 119	NEUFCHATEAU. Femmes. Récidivistes. 120	NAMUR. Total des condamnés. 121	NAMUR. Hommes. Primaires 122	NAMUR. Hommes. Récidivistes. 123	NAMUR. Femmes. Primaires 124	NAMUR. Femmes. Récidivistes. 125	DINANT. Total des condamnés. 126	DINANT. Hommes. Primaires 127	DINANT. Hommes. Récidivistes. 128	DINANT. Femmes. Primaires 129	DINANT. Femmes. Récidivistes. 130	A L'ÉTRANGER. Total des condamnés. 131	A L'ÉTRANGER. Hommes. Primaires 132	A L'ÉTRANGER. Hommes. Récidivistes. 133	A L'ÉTRANGER. Femmes. Primaires 134	A L'ÉTRANGER. Femmes. Récidivistes. 135	Numéros de la nomenclature.
—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2
1	1	—	—	—	14	5	7	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	3
—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	4
1	1	—	—	—	23	16	6	1	—	5	—	3	1	—	—	—	—	—	—	5
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	6
25	11	14	—	—	135	60	66	4	5	80	37	37	2	4	2	—	1	—	1	7
53	27	15	10	1	101	64	15	12	10	70	40	9	20	1	—	—	—	—	—	8
8	3	5	—	—	47	25	21	1	2	57	26	28	2	1	1	—	1	—	—	9
—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
5	1	4	—	—	13	8	3	—	—	9	8	1	—	—	1	—	1	—	—	15
—	—	—	—	—	12	2	1	7	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	17
1	—	1	—	—	16	5	9	1	1	15	6	4	3	2	—	—	—	—	—	18
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	—	2	1	—	—	—	—	—	19
—	—	—	—	—	13	5	4	2	2	1	—	1	—	—	5	1	1	2	1	20
1	1	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
53	27	21	—	2	315	145	155	24	15	133	61	59	6	4	16	7	9	—	—	24
171	88	56	25	4	424	214	82	97	31	287	157	53	67	10	—	—	—	—	—	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
1	1	—	—	—	3	2	1	—	—	10	8	2	—	—	—	—	—	—	—	27
6	3	2	1	—	26	11	4	4	7	10	4	4	1	1	2	—	2	—	—	28
17	6	3	8	—	66	26	3	31	6	35	15	5	15	—	—	—	—	—	—	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
24	7	15	1	1	127	47	57	18	5	55	31	20	2	2	34	6	21	6	1	35
20	11	2	7	—	255	51	11	152	38	112	52	15	37	8	—	—	—	—	—	36
—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	2	—	—	—	1	1	—	—	—	37
2	2	—	—	—	36	16	15	2	3	17	9	6	2	—	11	3	3	3	—	38
—	—	—	—	—	5	1	—	3	1	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	39
4	2	1	1	—	25	6	3	9	7	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	40
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	42
4	—	4	—	—	22	10	10	1	1	19	8	10	1	—	—	—	—	—	—	44
29	15	15	2	1	30	17	3	8	—	18	11	4	2	1	1	1	—	—	—	45
426	205	159	53	9	1,724	741	461	383	139	954	469	264	186	35	76	19	43	11	3	
463	213	185	55	10	1,871	767	547	406	151	1,021	487	306	191	37	78	19	44	11	4	

XLII. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. — 2 CONDAMNATIONS.			2e DEGRÉ. — 3 CONDAMNATIONS.			3e DEGRÉ. — 4 CONDAMNATIONS.			4e DEGRÉ. — 5 CONDAMNATIONS.		
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	4	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	5	4	9	—	—	—	1	1	2	—	—	—
Faux en écritures	3	10	17	27	20	6	26	5	4	9	3	2	5
Faux témoignage et faux serment	4	—	2	2	—	2	2	—	1	1	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	40	42	2	17	19	—	13	13	—	8	8
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	4	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés d'une peine correctionnelle.	7	251	844	1,095	315	364	679	88	270	358	102	203	305
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés id. de police	8	59	212	271	34	65	99	6	30	36	5	20	25
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	52	254	266	27	105	132	20	64	84	14	52	66
Avortement	10	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	6	6	—	—	—	—	2	2	—	1	1
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle.	14	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	15	11	68	79	10	28	38	—	12	12	—	13	13
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	3	3	—	1	1	—	1	1	—	2	2
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	15	70	85	17	38	55	4	26	30	1	16	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	—	15	15	—	3	3	—	4	4	—	—	—
Adultère et bigamie	20	6	44	50	7	30	37	1	12	13	2	5	7
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	3	7	10	5	—	5	—	4	4	1	—	1
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle.	23	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	1,544	808	2,352	1,092	213	1,305	452	227	659	318	133	451
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	1,163	704	1,867	505	180	773	226	151	377	131	53	184
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	40	40	—	14	14	—	7	7	—	4	4
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	5	78	83	12	42	54	1	21	22	1	16	17
Calomnies et injures frappées id. de police	29	6	157	163	6	68	74	4	49	53	—	17	17
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	31	1	2	3	2	—	2	—	1	1	—	2	2
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	33	304	335	639	237	141	378	113	135	248	76	84	160
Vols et maraudages frappés id. de police	36	65	159	224	35	43	78	6	28	34	4	10	14
Banqueroute	37	3	7	10	1	4	5	1	—	1	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	100	111	211	74	33	107	30	42	72	27	15	42
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	7	12	19	5	2	7	3	2	5	1	1	2
Recel	40	27	46	73	10	32	51	10	27	37	3	7	10
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Destructions et dommages frappés d'une peine correctionnelle.	44	18	153	171	24	74	98	10	61	71	6	45	49
Destructions et dommages frappés id. de police	45	25	164	187	25	63	88	5	30	35	4	34	38
TOTAUX DU TABLEAU		3,661	4,357	8,018	2,561	1,573	4,134	966	1,230	2,196	699	742	1,441
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		4,091	4,946	9,037	3,007	1,858	4,865	1,174	1,509	2,683	881	921	1,802

	5e DEGRÉ. — 6 CONDAMNATIONS.			6e DEGRÉ. — 7 CONDAMNATIONS.			7e DEGRÉ. — 8 CONDAMNATIONS.			8e DEGRÉ. — 9 CONDAMNATIONS.			9e DEGRÉ. — 10 CONDAMNATIONS.			10e DEGRÉ ET AU DELÀ. — 11 CONDAMNATIONS et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—			—	—	—	—	1	1	—	9	9	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	7	13	2
Faux en écritures	2	1	3	2	—	2	—	1	1	2	—	2	—	—	—	6	1	7	30	52	82	3
Faux témoignage et faux serment	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	1	4	5	—	4	4	—	2	2	—	1	1	—	4	4	1	13	14	6	106	112	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés d'une peine correctionnelle.	49	147	196	42	127	169	16	94	110	26	65	91	19	39	58	91	239	330	999	2,392	3,391	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés id. de police	4	20	24	4	9	13	1	11	12	1	—	1	—	1	1	4	10	14	118	378	496	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	33	35	11	21	32	2	28	30	7	17	24	—	14	14	16	72	88	151	640	771	9
Avortement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	10
Exposition ou délaissement d'enfants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	9	11
Destruction ou supposition d'état	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	12
Enlèvement de mineurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	13
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	14
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	2	4	6	—	2	2	—	8	8	1	5	6	—	2	2	—	8	8	24	150	174	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	8	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	1	10	11	1	10	11	—	8	8	—	3	3	—	3	3	—	14	14	30	198	237	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24	24	19
Adultère et bigamie	—	8	8	—	5	5	—	4	4	1	—	1	—	3	3	—	11	11	17	122	139	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	2	—	—	—	3	3	3	15	15	26	21
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	23
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	176	120	296	157	75	232	92	66	158	82	40	122	49	32	81	180	137	317	4,122	1,851	5,973	24
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	61	53	114	50	22	72	25	26	51	24	14	38	6	10	16	52	58	70	2,511	1,251	3,562	25
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	—	5	5	—	2	2	—	2	2	—	2	2	—	—	—	—	5	5	—	81	81	27
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	2	11	13	1	8	9	—	8	8	—	5	5	—	4	4	—	14	14	22	204	226	28
Calomnies et injures frappées id. de police	—	11	11	—	9	9	—	5	5	1	8	9	—	1	1	—	11	11	17	336	353	29
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	5	5	7	10	17	31
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	78	56	134	52	39	91	38	37	75	33	30	63	28	30	58	118	154	272	1,077	1,041	2,118	33
Vols et maraudages frappés id. de police	3	5	8	1	7	8	1	5	6	1	2	3	—	1	1	—	10	10	116	270	386	36
Banqueroute	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	12	17	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	26	29	55	20	9	29	13	5	18	4	6	10	5	7	12	18	20	38	319	275	594	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	1	—	1	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	17	20	37	39
Recel	7	7	14	9	1	10	2	9	11	2	2	4	1	3	4	9	16	25	89	150	239	40
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	42
Destructions et dommages frappés d'une peine correctionnelle.	2	30	32	2	16	18	1	17	18	—	11	11	—	6	6	—	31	31	65	443	508	44
Destructions et dommages frappés id. de police	1	10	11	1	12	13	—	2	2	—	—	—	—	4	4	—	9	9	57	330	387	45
TOTAUX DU TABLEAU	420	572	992	353	382	735	193	341	534	186	213	399	108	161	269	480	817	1,297	9,627	10,388	20,015	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES	549	732	1,281	468	536	1,004	258	449	707	238	285	523	145	240	385	679	1,248	1,927	11,490	12,724	24,214	

XLII. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. 2 CONDAMNATIONS.			2e DEGRÉ. 3 CONDAMNATIONS.			3e DEGRÉ. 4 CONDAMNATIONS.			4e DEGRÉ. 5 CONDAMNATIONS.		
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Faux en écritures	3	1	—	1	3	—	3	1	—	1	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	6	6	—	1	1	—	2	2	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	20	68	97	15	32	47	8	22	30	5	13	18
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	6	52	58	5	9	14	—	9	9	—	2	2
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	6	13	19	1	8	9	1	5	6	—	1	1
Avortement	10	—	5	5	1	2	3	—	—	—	—	—	—
Exposition et délaissement d'enfants	11	1	5	6	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	4	4	1	6	7	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	—	20	20	—	5	5	1	4	5	—	2	2
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	4	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	9	36	45	4	11	15	—	5	5	1	8	9
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	121	100	221	61	34	95	25	27	52	14	16	30
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	357	282	639	147	54	201	39	46	85	26	17	43
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	6	25	31	6	9	15	2	7	9	4	3	7
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	43	166	209	18	48	66	5	25	30	—	16	16
Violation du secret des lettres	33	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	35	98	46	144	53	15	68	36	15	51	16	3	19
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	301	136	437	142	30	172	57	7	64	30	6	36
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	36	14	50	17	3	20	4	4	8	3	1	4
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	6	7	13	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Recel	40	11	16	27	12	8	20	1	1	2	2	1	3
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	—	8	8	2	7	9	—	2	2	1	—	1
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	2	34	36	1	2	3	—	4	4	1	1	2
TOTAUX DU TABLEAU		1,014	1,049	2,063	490	287	777	180	185	365	103	91	194
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,129	1,150	2,279	569	322	891	223	221	444	130	106	236

NATURE DES INFRACTIONS.	5e DEGRÉ. 6 CONDAMNATIONS.			6e DEGRÉ. 7 CONDAMNATIONS.			7e DEGRÉ. 8 CONDAMNATIONS.			8e DEGRÉ. 9 CONDAMNATIONS.			9e DEGRÉ. 10 CONDAMNATIONS.			10e DEGRÉ ET AU-DELÀ. 11 CONDAMNATIONS et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	4
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	10	5
2	15	17	2	9	11	2	5	7	2	2	4	2	—	2	4	8	12	71	174	245	7
—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	2	13	74	87	8
—	1	1	1	2	3	—	1	1	1	1	2	—	—	—	—	5	5	10	37	47	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7	8	10
—	1	1	—	—	—	(1) 1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6	9	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	10	11	17
—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	34	35	18
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	19
—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	14	69	83	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	21
6	11	17	1	7	8	1	3	4	1	1	2	—	2	2	3	12	17	233	215	448	24
11	19	30	2	6	8	—	4	4	3	1	4	—	3	3	3	3	8	570	457	1,027	25
—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	27
—	2	2	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	1	1	18	52	70	28
—	9	9	—	2	2	—	2	2	—	2	2	—	1	1	1	2	3	67	273	340	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	33
10	3	13	10	1	11	6	1	7	7	1	8	6	3	9	21	5	26	260	93	362	35
15	2	17	6	6	12	5	—	5	2	3	5	2	3	5	8	—	8	568	193	761	36
4	—	4	—	—	—	4	—	4	—	1	1	—	1	1	1	2	3	69	26	95	38
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	8	14	39
2	—	2	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	29	29	58	40
—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	20	23	44
—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	4	44	48	45
57	71	128	23	41	64	19	21	40	17	13	30	10	16	26	48	46	92	1,959	1,820	3,779	
74	88	162	39	47	86	31	24	55	27	20	47	15	26	41	66	72	138	2,303	2,076	4,379	

(1) Dont 6 condamnations pour abandon d'enfants.

XLIII. — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes ou agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus.

(Population au 31 décembre 1899 : 1,254,210 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires	Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	Récidivistes.	MARS. Primaires	Récidivistes.	AVRIL. Primaires	Récidivistes.	MAI. Primaires	Récidivistes.	JUIN. Primaires	Récidivistes.	JUILLET. Primaires	Récidivistes.	AOÛT. Primaires	Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires	Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires	Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires	Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires	Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE-A MARS. Primaires	Récidivistes.	AVRIL-A SEPTEMBRE. Primaires	Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires	Récidivistes.	TOTAL. Primaires	Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc	2	2	—	2	—	—	—	2	—	—	3	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	12	2	21	7	2
Faux en écritures	3	3	12	3	1	8	5	2	1	4	4	4	3	2	2	6	4	3	5	6	2	6	1	3	5	—	—	—	—	68	26	122	71	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	3	1	10	4	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	15	6	15	9	16	10	15	5	19	16	16	11	19	12	10	11	10	5	15	10	12	9	12	10	—	—	—	—	20	12	197	126	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	4	2	6
Crimes et délits contre l'ordre public { d'une peine correctionnelle.	7	80	150	77	170	86	205	84	210	111	221	100	232	125	251	150	190	86	252	118	191	98	171	70	198	—	—	—	—	9	10	1,201	2,451	7
commis par des particuliers, frappés { id. de police	8	24	21	11	12	25	15	24	15	12	25	31	20	15	27	37	28	33	19	31	14	22	18	23	18	—	—	—	—	—	1	295	251	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	9	21	25	25	14	25	5	19	16	29	11	17	3	36	15	28	12	28	15	33	7	26	18	51	—	—	—	—	4	11	132	327	9
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	2	2	2	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	4	1	12	3	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	—	—	1	—	—	—	1	2	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	5	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	13
Attentats à la pudeur et viols frappés { d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
id. correctionnelle.	15	5	2	2	1	6	2	6	—	1	2	6	7	3	2	4	3	2	2	1	—	—	—	3	4	—	1	—	—	25	5	60	51	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	5	8	8	17
Outrages publics aux bonnes mœurs { d'une peine correctionnelle.	18	7	6	4	19	16	11	6	6	9	6	10	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	15	142	165	18
frappés. { id. de police	19	—	—	1	—	3	2	3	—	1	1	7	—	19	21	25	27	16	14	10	8	12	12	—	5	—	—	—	—	—	—	36	8	19
Adultère et bigamie	20	6	4	12	12	3	6	3	5	6	15	8	9	15	2	1	1	1	—	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	61	49	147	155	20
Meurtre frappé. { d'une peine criminelle.	21	—	1	—	1	—	1	—	2	—	—	1	—	12	5	6	15	7	5	6	5	6	6	7	4	—	1	—	—	—	—	4	9	21
id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	1	1	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées { d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
id. correctionnelle.	24	81	119	72	90	61	130	49	126	87	151	80	141	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
id. de police	25	141	105	155	78	201	107	176	101	219	145	218	145	90	159	86	159	102	162	74	125	71	161	—	—	—	—	—	—	15	21	951	1,652	24
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	255	189	310	195	258	151	205	155	198	125	178	129	—	—	—	—	2	—	2,496	1,598	25
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	3	2	—	—	2	1	1	—	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	26
Calomnies et injures frappées { d'une peine correctionnelle.	28	2	3	1	1	4	3	4	3	6	4	2	7	1	4	2	—	1	—	—	3	1	1	—	3	1	—	—	—	1	1	13	21	27
id. de police	29	15	9	26	10	33	19	25	18	37	21	38	21	3	10	15	10	6	10	2	4	3	5	5	5	11	—	—	—	7	7	71	72	28
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	12	42	19	33	19	31	18	21	15	23	11	2	—	—	—	6	3	373	195	29
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	30
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	32
Vols et maraudages frappés { d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	33
id. correctionnelle.	35	101	183	97	103	116	151	94	117	81	132	87	115	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
id. de police	36	9	5	7	5	5	5	1	5	5	5	8	9	117	102	98	107	99	114	103	125	94	106	78	114	—	11	—	—	218	155	1,385	1,608	35
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	18	8	12	9	6	3	7	3	9	5	—	—	—	—	1	11	91	73	36
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés { d'une peine correctionnelle.	38	34	35	21	40	30	30	31	27	45	21	32	27	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	24	4	25	5	37
id. de police	39	1	1	—	—	3	2	3	1	—	1	2	2	20	21	34	51	38	30	24	39	34	32	24	47	—	—	—	21	203	148	593	581	38
Recel	40	22	51	13	8	8	13	9	11	19	6	1	7	—	1	5	2	3	—	1	1	4	—	4	5	—	—	—	—	3	1	29	15	39
Incendie { d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	7	7	8	9	11	11	13	13	10	13	3	2	2	3	33	21	188	171	40
id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Destructions et dommages frappés. { d'une peine correctionnelle.	44	8	15	7	15	6	14	5	12	5	15	7	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
id. de police	45	17	7	20	16	12	15	14	8	15	12	12	6	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	43
														—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44
														6	16	6	17	2	15	5	18	5	15	7	15	—	—	—	—	—	—	69	171	44
														14	11	15	9	15	10	15	12	8	10	14	7	—	—	—	—	—	1	107	121	45
TOTAUX		588	741	574	612	676	772	567	700	702	851	700	815	773	900	896	853	752	812	685	783	654	695	567	778	17	13	2	27	769	495	8,886	9,860	
		1,329		1,186		1,448		1,267		1,536		1,521		1,673		1,749		1,574		1,466		1,329		1,345		32		29		1,262		18,746		

XLIII (suite). — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1899 : 193,878 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires	JANVIER. Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	FÉVRIER. Récidivistes.	MARS. Primaires	MARS. Récidivistes.	AVRIL. Primaires	AVRIL. Récidivistes.	MAI. Primaires	MAI. Récidivistes.	JUIN. Primaires	JUIN. Récidivistes.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Faux en écritures	3	1	1	—	—	—	—	—	1	22	—	—	2
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	7	4	3	4	7	4	8	2	7	2	3	2
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	21	50	23	49	42	62	32	55	42	82	20	61
id. frappés id. de police	8	13	7	17	9	17	6	14	4	13	6	18	10
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	6	8	6	7	6	15	6	9	4	14	6	8
Avortement	10	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	1	—	1	—	1	3	1	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	15	1	—	3	—	—	—	1	1	3	—	7	1
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés d'une peine correctionnelle.	18	1	5	1	1	2	2	3	—	2	8	6	8
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés id. de police	19	2	—	1	—	2	—	2	2	—	—	—	1
Adultère et bigamie	20	4	2	1	—	2	1	—	—	2	1	3	1
Meurtre frappé d'une peine criminelle.	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle.	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	47	55	38	60	47	68	63	76	51	64	61	104
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	57	22	33	26	70	33	64	36	89	51	32	40
Duel	26	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	1	1	—	1	1	—	1	—	4	1	—
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	2	4	2	3	3	3	—	4	4	19	2	9
Calomnies et injures frappées id. de police	29	14	2	7	3	23	6	8	7	13	9	18	10
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	26	27	41	27	24	41	21	31	20	35	14	19
Vols et maraudages frappés id. de police	36	8	5	9	1	10	7	12	5	9	5	9	5
Banqueroute	37	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	11	17	3	4	5	7	9	14	6	4	6	6
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	3	—	2	1	1	1	2	1	1	—	3	1
Recel	40	7	3	4	7	3	4	3	2	2	1	—	3
Incendie frappé d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine correctionnelle.	44	11	12	3	11	7	8	3	6	3	10	2	10
Destructions et dommages frappés id. de police	45	3	3	8	3	3	6	8	6	6	3	6	7
TOTAUX		255	228	231	219	288	277	265	261	307	318	247	310
		481		450		565		529		625		557	

DURANT LE MOIS DE JUILLET. Primaires	JUILLET. Récidivistes.	AOÛT. Primaires	AOÛT. Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires	SEPTEMBRE. Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires	OCTOBRE. Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires	NOVEMBRE. Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires	DÉCEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE-A MARS. Primaires	OCTOBRE-A MARS. Récidivistes.	AVRIL-A SEPTEMBRE. Primaires	AVRIL-A SEPTEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires	Récidivistes.	TOTAL. Primaires	Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	2
—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	1	3	—	—	—	—	10	8	36	17	3
—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	4
3	2	1	1	3	—	3	2	4	2	3	1	—	—	—	—	3	9	61	35	5
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	6
27	80	37	57	31	48	23	50	31	43	37	51	—	—	—	—	3	3	380	691	7
23	12	18	5	23	3	16	1	11	8	10	7	—	—	—	—	—	—	193	80	8
7	15	2	8	2	11	3	3	4	14	3	9	—	—	—	—	3	3	60	126	9
4	—	—	—	1	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	4	—	15	1	10
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
9	4	2	1	3	2	1	—	2	—	3	—	—	—	—	1	2	6	32	21	15
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	9	6	9	8	17
13	9	3	4	3	3	4	3	2	2	6	3	—	—	—	—	8	3	38	33	18
1	1	3	—	1	1	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	7	19
3	2	1	1	—	1	1	1	4	1	2	4	—	—	—	—	13	6	36	21	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
61	108	77	78	41	92	43	78	33	76	30	72	—	—	—	—	6	6	642	937	24
106	30	80	36	71	48	38	30	34	37	63	36	—	—	—	—	—	1	833	416	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	26
—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	9	27
3	6	4	9	3	3	1	3	1	2	1	6	—	—	—	—	—	2	28	77	28
16	8	14	3	9	4	12	3	11	—	3	1	1	—	—	—	1	—	—	60	29
—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	136	—	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	34
28	19	24	31	27	24	31	21	23	21	21	33	3	6	3	—	178	50	484	593	35
7	3	21	6	18	7	8	4	9	3	7	3	—	—	—	—	7	1	134	37	36
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	2	15	2	37
38	7	8	3	12	11	6	8	7	13	6	13	—	—	—	6	70	11	189	161	38
—	—	3	2	3	1	3	1	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	29	10	39
7	3	1	3	2	2	3	4	4	4	—	1	—	—	—	—	13	19	49	58	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
3	11	8	8	1	3	4	11	8	9	—	13	—	—	—	—	2	—	39	113	44
13	3	4	1	8	2	6	3	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	73	40	45
370	348	325	263	207	271	234	240	240	244	224	272	4	6	3	7	316	170	3,610	3,439	
724		590		538		474		484		496		10		10		516		7,049		

XLIII (suite). — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1899 : 826,465 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires	JANVIER. Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	FÉVRIER. Récidivistes.	MARS. Primaires	MARS. Récidivistes.	AVRIL. Primaires	AVRIL. Récidivistes.	MAI. Primaires	MAI. Récidivistes.	JUIN. Primaires	JUIN. Récidivistes.	JUILLET. Primaires	JUILLET. Récidivistes.	AOÛT. Primaires	AOÛT. Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires	SEPTEMBRE. Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires	OCTOBRE. Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires	NOVEMBRE. Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires	DÉCEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE A MARS. Primaires	OCTOBRE A MARS. Récidivistes.	AVRIL A SEPTEMBRE. Primaires	AVRIL A SEPTEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires	à une époque inconnue ou indéterminée. Récidivistes.	TOTAL. Primaires	TOTAL. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	2	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	7	2	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	2	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	2
Faux en écritures	3	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	2	1	2	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	3	22	8	3
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	10	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	3	2	3	4	4	3	3	—	3	4	3	3	3	4	2	3	3	4	4	6	1	—	1	4	—	—	—	—	11	1	32	40	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public { d'une peine correctionnelle.	7	40	77	56	68	65	76	45	77	52	77	29	72	45	92	58	102	65	107	51	103	34	100	54	93	—	—	—	—	3	2	537	1,050	7
commis par des particuliers, frappés. { id. de police	8	15	15	12	11	17	15	27	10	20	14	26	9	21	20	10	15	29	10	18	10	18	8	19	12	—	—	—	—	—	—	232	147	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	14	14	12	17	15	20	8	25	14	17	18	24	12	55	24	49	15	30	16	27	15	15	12	18	—	—	—	—	3	5	174	264	9
Avortement	10	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	11	5	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	5	1	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés. { d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	1	14
{ id. correctionnelle.	15	4	5	4	2	6	2	1	—	4	5	7	1	3	6	9	4	3	4	3	2	1	4	3	2	—	—	—	—	17	6	67	41	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	3	2	17
Outrages publics aux bonnes mœurs { d'une peine correctionnelle.	18	4	4	—	2	8	4	1	4	5	6	6	5	9	9	7	4	6	4	1	5	1	6	3	5	—	15	—	—	15	4	62	77	18
frappés { id. de police	19	—	—	—	1	2	—	1	1	3	—	—	—	4	—	2	2	1	—	4	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	21	5	19
Adultère et bigamie	20	4	4	4	4	1	3	1	2	1	3	6	3	—	—	7	1	—	1	4	3	2	4	7	5	—	—	—	—	21	11	58	44	20
Meurtre frappé { d'une peine criminelle.	21	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	5	4	21
{ id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées { d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
{ id. correctionnelle.	24	115	122	74	112	96	157	106	105	80	116	68	116	120	165	142	182	145	185	85	125	74	95	68	115	—	—	—	—	8	3	1,177	1,574	24
{ id. de police	25	150	118	155	57	149	100	156	109	199	117	200	117	218	129	244	118	267	116	161	89	157	61	191	88	1	—	5	—	7	1	2,241	1,220	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	4	7	2	2	1	5	1	2	—	2	6	1	3	1	3	2	2	1	1	—	3	2	—	2	—	—	—	—	1	1	27	28	27
Calomnies et injures frappées { d'une peine correctionnelle.	28	—	2	3	3	1	8	2	2	4	6	3	2	3	3	3	9	4	7	4	8	3	3	1	4	—	—	—	—	2	6	33	65	28
{ id. de police	29	20	11	25	10	31	16	36	19	41	11	44	19	41	21	50	20	50	30	49	21	29	10	16	10	1	—	2	2	6	—	439	205	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	30
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés { d'une peine criminelle.	34	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	34
{ id. correctionnelle.	35	45	49	30	25	37	31	33	32	39	30	30	29	26	32	62	55	40	31	36	39	19	17	17	15	4	—	1	—	13	10	490	501	35
{ id. de police	36	38	31	33	31	62	31	47	31	89	18	70	33	57	28	92	42	86	30	73	19	66	26	33	35	5	—	—	—	7	3	786	451	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	12	1	16	2	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés { d'une peine correctionnelle.	38	5	8	13	7	16	8	6	3	10	6	14	14	11	13	9	11	13	10	14	9	8	12	4	20	—	—	—	—	218	41	371	166	38
{ id. de police	39	2	2	2	6	2	—	2	1	4	2	1	4	2	1	5	1	3	—	5	2	—	—	3	2	—	1	—	—	1	—	52	22	39
Recel	40	10	7	1	1	3	6	3	3	—	9	7	3	2	4	10	4	7	3	4	7	3	5	1	2	—	1	—	—	42	22	97	79	40
Incendie frappé { d'une peine correctionnelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
{ id. de police	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	42
Destructions et dommages frappés { d'une peine correctionnelle.	44	14	26	9	9	15	17	10	19	11	19	9	16	12	22	15	17	15	27	12	26	14	21	12	21	—	—	—	—	3	1	149	211	44
{ id. de police	45	24	15	28	16	20	9	26	8	25	25	21	12	24	12	25	12	28	19	16	9	21	17	22	12	—	3	—	—	—	—	276	167	45
TOTAUX		508	518	428	391	552	501	520	458	608	515	578	481	625	600	708	627	782	645	569	515	475	456	499	527	12	20	8	2	505	158	7,455	6,595	
		1,026		819		1,053		978		1,123		1,062		1,225		1,395		1,425		1,084		911		1,026		32		10		661		13,830		

XLIII (suite). — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes de moins de 10,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1899 : 4,169,979 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires	JANVIER. Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	FÉVRIER. Récidivistes.	MARS. Primaires	MARS. Récidivistes.	AVRIL. Primaires	AVRIL. Récidivistes.	MAI. Primaires	MAI. Récidivistes.	JUIN. Primaires	JUIN. Récidivistes.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	1	2	1	1	—	—	2	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	2	1	—	2	1	—	1	1	—	—	1
Faux en écritures	3	6	1	—	1	1	—	4	1	1	1	1	1
Faux témoignage et faux serment	4	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	14	6	8	3	6	18	13	13	14	8	10	10
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. d'une peine correctionnelle.	7	116	126	90	133	84	137	118	158	138	185	113	154
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. id. de police	8	71	25	80	19	70	25	61	25	86	59	107	53
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	44	49	40	53	41	56	54	57	54	60	48	67
Avortement	10	—	—	—	1	—	—	3	—	1	—	—	1
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	1	—	—	2	—	—	—	—	1	2
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. d'une peine criminelle	14	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. id. correctionnelle.	15	10	7	7	6	18	3	9	3	30	12	27	8
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	7	9	12	5	2	3	9	8	16	20	12	19
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	—	1	7	4	2	—	2	6	3	—	11	3
Adultère et bigamie	20	2	—	—	—	1	1	1	1	1	2	1	2
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle	23	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	258	331	330	204	342	325	456	336	415	398	446	439
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	417	178	388	178	418	180	456	214	342	249	658	316
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	8	3	4	7	2	6	1	5	10	9	15	1
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	11	15	17	19	21	16	10	14	33	18	9	25
Calomnies et injures frappées id. de police	29	87	21	75	24	79	27	91	33	127	39	131	49
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle	34	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	110	85	68	97	88	74	88	84	94	101	62	100
Vols et maraudages frappés id. de police	36	135	61	80	55	105	55	132	51	202	77	233	68
Banqueroute	37	1	1	2	2	1	—	—	—	—	—	1	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	11	16	25	17	11	10	37	21	14	31	20	30
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	2	2	5	—	8	—	6	2	5	1	2	3
Recel	40	21	5	23	12	10	12	12	7	6	10	14	7
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	—	—	1	—	—	—	—	1	3	—	2	—
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle	44	25	44	45	33	32	42	33	75	70	72	37	51
Destructions et dommages frappés id. de police	45	63	40	56	29	61	37	64	35	57	39	80	44
TOTAUX		1,433	1,056	1,389	972	1,406	1,011	1,637	1,155	1,943	1,371	2,063	1,459
		2,489		2,361		2,417		2,812		3,316		3,524	

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	DURANT LE MOIS DE JUILLET. Primaires	JUILLET. Récidivistes.	AOÛT. Primaires	AOÛT. Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires	SEPTEMBRE. Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires	OCTOBRE. Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires	NOVEMBRE. Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires	DÉCEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE-A MARS. Primaires	OCTOBRE-A MARS. Récidivistes.	AVRIL-A SEPTEMBRE. Primaires	AVRIL-A SEPTEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires	Récidivistes.	TOTAL. Primaires	TOTAL. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
1		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	2	—	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	10	9	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	10	9	2
Faux en écritures	3	2	—	—	2	5	1	1	5	1	1	3	2	—	—	—	—	21	17	46	31	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	12	1	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	14	11	14	6	8	18	4	7	14	12	10	10	—	—	—	—	8	4	146	126	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	3	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	4	—	8	5	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. d'une peine correctionnelle.	7	122	210	127	215	145	211	100	157	78	117	98	124	—	—	—	1	6	10	1,345	1,958	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. id. de police	8	86	28	72	44	89	35	66	29	55	27	59	15	—	—	1	—	2	—	905	338	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	50	60	55	65	64	77	58	54	52	56	61	70	1	—	—	—	9	12	609	714	9
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	6	2	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	3	—	1	—	1	2	—	—	2	2	1	—	—	—	—	—	—	7	12	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés. d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3	14
Attentats à la pudeur et viols frappés. id. correctionnelle.	15	14	19	19	12	9	15	13	10	5	15	5	6	23	—	—	1	37	19	228	163	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	4	1	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	23	13	15	16	12	20	1	10	11	4	10	16	—	—	—	—	30	33	169	176	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	16	7	7	—	2	2	2	1	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	54	24	19
Adultère et bigamie	20	1	3	6	3	3	1	1	1	3	2	4	4	—	—	—	—	23	16	51	37	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	1	—	1	3	3	2	—	3	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	10	15	21
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle	23	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	23
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	442	497	483	497	463	471	362	339	376	329	331	363	—	—	—	1	38	21	4,762	4,684	24
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	641	307	634	291	715	280	471	193	397	176	336	201	—	1	1	—	15	5	6,067	2,769	25
Duel	26	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	8	10	4	4	14	10	3	6	6	3	6	2	—	—	—	—	—	1	87	71	27
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	23	23	20	20	20	15	6	20	20	16	13	12	—	—	—	1	12	9	253	225	28
Calomnies et injures frappées id. de police	29	124	46	144	43	94	49	92	32	64	33	75	34	—	—	3	1	15	5	1,201	438	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	30
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle	34	—	2	—	—	—	2	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	1	2	10	34
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	83	116	88	93	118	101	82	120	75	101	83	105	—	3	1	—	180	96	1,220	1,276	35
Vols et maraudages frappés id. de police	36	238	105	338	127	201	118	210	102	256	92	115	65	—	—	—	1	12	28	2,383	1,009	36
Banqueroute	37	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	11	25	14	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	18	19	27	27	9	27	20	30	27	17	13	27	10	3	10	—	103	61	333	339	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	9	2	15	3	3	—	3	4	1	1	4	2	2	—	—	—	6	2	69	22	39
Recel	40	10	7	9	12	8	9	14	13	15	7	8	9	—	1	—	—	52	11	200	122	40
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	—	1	—	—	1	—	2	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	10	5	42
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle	44	38	67	45	68	33	82	34	58	44	53	30	63	—	—	—	—	6	4	332	715	44
Destructions et dommages frappés id. de police	45	52	40	70	31	78	54	31	31	44	33	61	42	—	—	—	—	1	—	747	461	45
TOTAUX		2,038	1,603	2,220	1,587	2,209	1,605	1,621	1,216	1,526	1,101	1,363	1,178	38	8	18	7	624	402	21,552	15,764	
		3,641		3,807		3,814		2,837		2,630		2,541		46		25		1,026		37,316		

XLIII (suite). — Récapitulation des quatre tableaux précédents. Nombre des infractions individuelles commises en Belgique, dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ. — DURANT LES MOIS DE: Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre	À une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL.	FAITS COMMIS en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé. — Primaires	Récidivistes.	à l'étranger. — Primaires	Récidivistes.	TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22		23
Crimes et délits contre le sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	—	3	6	2	4	1	2	3	4	1	1	3	—	—	4	34	—	—	—	—	34	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	6	5	4	5	8	5	6	2	—	1	3	1	—	—	17	57	2	—	—	—	59	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	26	12	14	9	39	14	10	16	10	15	9	17	—	—	165	353	27	15	1	—	394	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment.	4	5	2	5	4	1	8	—	—	3	2	8	2	—	—	7	45	—	1	—	—	46	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	5	55	40	68	61	75	67	70	50	51	51	54	55	—	—	70	783	24	15	1	1	822	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	1	3	1	—	—	6	—	1	3	2	—	—	6	23	1	—	—	—	24	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle.	7	660	651	755	770	908	803	930	916	925	705	672	750	—	1	48	9,594	(1) 8	5	—	2	9,607	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	8	191	171	188	178	215	254	252	227	245	188	167	165	—	1	3	2,423	—	—	—	—	2,423	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	165	181	170	185	208	199	218	212	219	211	167	224	1	—	30	2,426	9	(3) 55	—	1	2,469	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement.	10	5	1	1	8	4	1	6	8	2	2	2	1	—	—	16	55	—	—	—	—	55	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	4	5	5	4	5	6	4	3	1	3	2	5	—	—	2	43	—	—	—	1	44	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état.	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	2	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	1	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	1	5	2	—	—	—	7	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.	14	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	2	5	—	—	—	—	5	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle.	15	30	25	37	21	37	64	62	51	39	30	25	26	26	2	145	643	—	(4) 6	—	1	650	15	id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	—	—	—	—	1	—	1	2	2	1	—	—	—	34	43	1	—	—	—	44	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	45	41	48	37	70	80	121	99	80	42	50	50	15	—	123	902	2	2	—	—	906	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	19	3	14	11	17	10	22	46	18	8	16	3	3	—	—	—	171	—	—	—	—	171	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	26	35	20	15	20	35	24	38	18	22	28	37	1	1	202	527	7	1	4	2	541	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle.	21	2	1	1	5	—	5	3	8	6	7	1	6	—	—	1	46	—	—	—	—	46	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
id. criminelle.	22	—	—	—	—	2	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	7	—	—	—	—	7	22	id. criminelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.	23	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	4	—	—	—	—	4	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle.	24	1,149	1,090	1,209	1,299	1,562	1,467	1,640	1,684	1,657	1,251	1,204	1,251	—	1	118	16,382	(2) 4	15	7	9	16,417	24	id. correctionnelle.
id. de police	25	1,191	1,066	1,270	1,295	1,611	1,726	1,895	1,935	1,887	1,341	1,205	1,215	2	6	51	17,672	—	1	—	—	17,673	25	id. de police.
Duel.	26	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	30	18	18	12	33	27	27	16	30	15	18	13	1	—	5	263	—	—	—	—	263	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.	28	39	49	39	48	96	39	80	99	70	50	55	47	11	1	45	806	6	2	—	2	816	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
id. de police	29	179	176	258	259	300	330	305	337	290	260	184	177	4	10	30	3,065	—	—	—	—	3,065	29	id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	3	—	—	—	—	3	30	Violation de sépulture
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	32	Id. du secret professionnel.
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	2	6	—	—	—	—	6	33	Id. du secret des lettres.
Vols et maraudages frappés. — d'une peine criminelle.	34	2	2	2	—	—	1	4	4	2	—	3	—	—	—	1	21	—	—	—	—	21	34	
id. correctionnelle.	35	651	488	558	500	552	456	523	560	557	502	489	508	27	5	970	7,366	53	65	12	22	7,497	35	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
id. de police	36	291	197	279	290	440	475	467	652	591	427	462	320	5	1	70	4,967	—	—	1	—	4,968	36	id. correctionnelle.
Banqueroute	37	5	4	1	—	—	1	1	1	—	2	2	2	—	—	85	102	9	5	1	—	115	37	id. de police.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	157	135	135	149	137	149	136	152	150	170	150	150	15	40	928	2,755	156	100	8	8	3,007	38	Banqueroute.
id. de police	39	15	16	17	18	14	18	15	34	15	22	12	18	5	—	15	228	—	—	—	—	228	39	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
Recel	40	109	71	61	50	55	44	47	55	50	67	67	44	7	5	236	964	4	9	1	1	979	40	id. de police.
Incendie frappé d'une peine correctionnelle.	42	—	1	—	1	3	2	1	—	2	3	2	3	—	—	—	18	—	—	—	1	19	42	Recel.
Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle.	44	155	152	139	185	214	148	177	184	198	188	150	170	—	—	10	2,073	—	2	—	—	2,075	44	Incendie frappé d'une peine correctionnelle.
id. de police...	45	171	176	165	169	176	197	171	165	216	145	136	162	3	—	2	2,055	—	—	1	—	2,056	45	Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle.
																								id. de police.
TOTAUX.		5,325	4,816	5,483	5,586	6,600	6,664	7,263	7,541	7,351	5,891	5,354	5,408	120	74	3,465	76,941	274	269	37	51	77,572		TOTAUX.

(1) Dont 2 infractions commises dans un convoi de chemin de fer entre Bruges et Ostende, le 12 août 1900, et 2 infractions commises dans un convoi de chemin de fer entre Louvain et Malines.
(2) Dont 1 infraction commise à bord du steamer belge « Anversville » en juillet 1900.

(3) Dont 1 infraction commise à bord d'un navire dans la Mer du Nord.
(4) Infractions commises dans un convoi de chemin de fer entre Leembecq lez-Hal et Tubize.

XLIV. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1901 et réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines DE :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAUX.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit :														
100,000 habitants ou plus.	116	121	131	135	147	146	118	139	149	138	121	115	1	1,577
25,000 à moins de 100,000 habitants.	51	50	54	60	75	66	68	57	47	48	46	43	1	664
10,000 à moins de 25,000 habitants.	112	86	96	98	117	95	111	123	100	97	104	115	5	1,313
Moins de 10,000 habitants.	200	200	190	210	223	266	262	267	285	176	156	207	5	2,645
TOTAUX.	479	457	471	503	562	571	559	586	639	459	427	478	8	6,199
Faits d'ivresse commis isolément :														
100,000 habitants ou plus.	592	656	710	725	826	763	828	699	791	951	924	610	10	9,054
25,000 à moins de 100,000 habitants.	180	165	221	255	204	245	256	224	228	227	179	144	4	2,506
10,000 à moins de 25,000 habitants.	514	266	400	394	384	390	465	456	367	357	296	310	6	4,385
Moins de 10,000 habitants.	538	577	490	411	425	476	510	498	528	367	288	305	5	5,016
TOTAUX.	1,424	1,442	1,830	1,783	1,839	1,872	2,039	1,857	1,914	1,882	1,687	1,369	23	20,961
Total des deux catégories ci-dessus :														
100,000 habitants ou plus.	708	757	850	860	973	909	946	838	940	1,089	1,045	725	11	10,631
25,000 à moins de 100,000 habitants.	231	215	275	315	277	309	324	281	275	75	225	187	5	3,170
10,000 à moins de 25,000 habitants.	426	352	496	492	501	485	576	559	527	454	400	425	9	5,698
Moins de 10,000 habitants.	538	577	680	621	650	742	772	765	811	543	444	512	6	7,661
TOTAUX.	1,903	1,899	2,301	2,286	2,401	2,443	2,598	2,443	2,553	2,341	2,114	1,847	31	27,160

XLIV. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines DE :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAUX.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit commis en 1899 :														
100,000 habitants ou plus.	101	117	102	120	108	124	148	132	103	130	113	70	1	1,397
25,000 à moins de 100,000 habitants.	34	22	28	34	35	44	41	47	28	42	48	27	1	449
10,000 à moins de 25,000 habitants.	89	62	69	73	98	100	94	103	90	92	94	76	1	1,050
Moins de 10,000 habitants.	186	157	143	183	195	169	224	184	195	185	177	155	5	2,138
TOTAUX.	410	358	342	421	454	446	507	466	416	455	434	317	8	5,034
Faits d'ivresse connexes à un délit commis en 1900 :														
100,000 habitants ou plus.	102	95	89	111	99	102	134	99	110	111	70	77	—	1,208
25,000 à moins de 100,000 habitants.	47	45	44	35	34	32	39	45	35	39	20	26	1	506
10,000 à moins de 25,000 habitants.	94	84	86	104	92	127	110	115	94	74	68	65	2	1,122
Moins de 10,000 habitants.	191	154	177	168	178	178	220	172	206	121	94	118	1	1,978
TOTAUX.	434	378	396	416	423	459	532	429	445	345	267	286	4	4,814
Faits d ivresse commis isolément en 1899 :														
100,000 habitants ou plus.	717	608	697	761	720	685	698	685	711	778	720	585	2	8,365
25,000 à moins de 100,000 habitants.	127	80	97	127	134	148	167	142	105	130	168	128	—	1,556
10,000 à moins de 25,000 habitants.	285	232	222	284	276	292	312	270	250	246	284	190	7	3,177
Moins de 10,000 habitants.	277	516	230	335	390	268	315	328	302	337	265	258	5	3,642
TOTAUX.	1,404	1,262	1,266	1,507	1,520	1,391	1,492	1,425	1,368	1,511	1,435	1,147	12	16,740
Faits d'ivresse commis isolément en 1900 :														
100,000 habitants ou plus.	722	610	652	687	665	658	750	674	805	709	739	596	5	8,292
25,000 à moins de 100,000 habitants.	148	124	157	165	158	168	180	159	190	165	160	147	1	1,912
10,000 à moins de 25,000 habitants.	275	250	299	305	296	278	395	408	458	406	294	304	5	3,947
Moins de 10,000 habitants.	310	292	347	330	366	349	385	398	453	341	284	298	5	4,160
TOTAUX.	1,455	1,312	1,435	1,503	1,483	1,433	1,700	1,639	1,866	1,621	1,503	1,345	14	18,311
Total des 2 catégories pour 1899 :														
100,000 habitants ou plus.	818	725	799	890	828	807	846	817	816	914	833	661	3	9,762
25,000 à moins de 100,000 habitants.	161	102	125	161	187	192	208	189	133	172	216	152	1	2,005
10,000 à moins de 25,000 habitants.	372	314	291	357	374	401	406	373	340	338	378	275	8	4,227
Moins de 10,000 habitants.	463	473	393	520	585	437	539	512	495	342	440	375	8	5,720
TOTAUX.	1,814	1,620	1,608	1,928	1,974	1,837	1,999	1,891	1,784	1,966	1,869	1,464	20	21,774
Total des 2 catégories pour 1900 :														
100,000 habitants ou plus.	824	741	741	798	762	740	870	773	915	820	858	673	5	9,500
25,000 à moins de 100,000 habitants.	195	169	181	196	212	220	245	204	225	204	192	175	2	2,418
10,000 à moins de 25,000 habitants.	369	334	385	407	388	405	512	521	552	480	362	369	5	5,069
Moins de 10,000 habitants.	501	446	524	518	544	527	605	570	611	462	378	416	6	6,138
TOTAUX.	1,889	1,690	1,831	1,919	1,906	1,892	2,232	2,068	2,313	1,966	1,770	1,691	18	23,125

XLV. — Table de décompte. — *Individus condamnés plusieurs fois pendant l'année 1901.*

NATURE des INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES deuxièmes condamnations.		troisièmes condamnations.		quatrièmes condamnations.		cinquièmes condamnations.		sixièmes condamnations.		septièmes condamnations.		huitièmes condamnations.		NOMBRE TOTAL des condamnations.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	6	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—
Faux en écritures	3	13	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	—
Faux témoignage et faux serment.	4	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	22	2	1	1	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	26	3
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés : d'une peine correctionnelle	7	616	37	142	7	38	3	12	—	3	2	1	—	—	—	822	49
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés : d'une peine de police. . . .	8	185	28	22	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	209	30
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	258	12	34	3	10	2	3	1	1	1	—	1	2	—	317	20
Avortement	10	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Exposition ou délaissement d'enfants.	11	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle .	13	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine correctionnelle .	18	29	6	8	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	39	7
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine de police. . . .	19	5	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2
Adultère et bigamie	20	16	3	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	6
Lésions corporelles volontaires frappées. . : d'une peine correctionnelle .	24	1,142	69	274	6	57	—	22	—	7	—	3	—	(1) 2	—	1,509	75
Lésions corporelles volontaires frappées. . : d'une peine de police. . . .	25	1,030	211	125	19	25	6	7	1	4	—	—	1	(2) 2	—	1,190	238
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers . .	27	19	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	—
Calomnies et injures frappées : d'une peine correctionnelle .	28	29	9	8	1	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	39	11
Calomnies et injures frappées : d'une peine de police. . . .	29	75	75	10	8	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	84	84
Vols et maraudages frappés : d'une peine criminelle . . .	34	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Vols et maraudages frappés : d'une peine correctionnelle .	35	425	69	105	11	41	1	6	1	4	2	—	—	—	—	579	84
Vols et maraudages frappés : d'une peine de police. . . .	36	155	230	14	58	5	22	—	10	—	7	—	5	—	(1) 5	152	353
Banqueroute	37	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés : d'une peine correctionnelle .	38	137	9	23	2	6	—	1	—	—	—	—	—	—	—	167	11
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés : d'une peine de police. . . .	39	14	5	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	5
Recel	40	53	13	8	1	3	1	2	—	2	—	—	—	—	—	68	15
Incendie frappé d'une peine correctionnelle.	42	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Destructions et dommages frappés : d'une peine correctionnelle .	44	151	5	34	—	10	—	4	—	2	—	—	—	—	—	184	5
Destructions et dommages frappés : d'une peine de police. . . .	45	185	18	23	2	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	211	20
TOTAUX.		4,516	827	862	124	230	38	60	13	23	12	6	5	7	3	5,704	1,022

(1) Dont un condamné ayant encouru 8 condamnations.
(2) Id. un id. id. 9 id.

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

1900-1901

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Rédaction des tableaux. — La statistique de la justice civile et commerciale est dressée à l'aide de tableaux envoyés au Département de la Justice à la fin de chaque année judiciaire (1er août), par les greffiers des tribunaux. Ces fonctionnaires puisent les éléments de ces tableaux dans des registres statistiques qui leur sont fournis par le ministère de la justice et qui sont divisés en colonnes correspondant aux catégories de renseignements qui doivent figurer aux tableaux.

Dans les greffes civils de première instance, le registre des jugements est rempli d'après des bulletins statistiques que les magistrats sont invités à transmettre au greffier dès que le jugement est rédigé. Ces bulletins renferment toutes les données qui doivent être transcrites dans ce registre.

La statistique des divorces et celle des faillites sont faites à l'aide de listes nominatives.

1° JUSTICES DE PAIX

COMPÉTENCE

Les arrondissements judiciaires du royaume sont divisés en 222 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprend 83, celui de Gand 65, celui de Liége, 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une triple mission; ils agissent : 1° comme conciliateurs; 2° comme juges; 3° comme officiers publics.

Les résultats obtenus à ce triple point de vue sont consignés dans les tableaux I et II.

Bureau de conciliation.

Aucune demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger, et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, n'est reçue dans les tribunaux de première instance, que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant le juge de paix ou que les parties n'y aient volontairement comparu. (Code de procédure civile, art. 48.)

Un certain nombre de contestations sont dispensées du préliminaire de la conciliation; nous citerons notamment : les demandes qui intéressent l'Etat, les communes, les établissements publics, les mineurs, les interdits, les demandes qui requièrent célérité, les demandes en matière de commerce, les demandes de mise en liberté, celles en mainlevée de saisie-opposition, en payement de loyer, fermages ou arrérages, en vérification d'écritures, en désaveu, etc., etc. (Code de procédure civile, art. 49 et suivants.)

Juridiction contentieuse.

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs. Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de certaines actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876, et de quelques autres qui y ont été ajoutées par les lois du 7 octobre 1886. (Code rural, art. 8 et 21), du 14 août 1887 (art. 19), du 21 décembre 1896.

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Juridiction gracieuse.

Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, etc.

Notariat.

Le notariat est encore régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803).

Le nombre des notaires, leur placement et résidence sont déterminés par le gouvernement de manière que : 1° dans les villes de 100,000 habitants et au-dessus, il y ait un notaire au plus par 6,000 habitants; dans les autres villes, bourgs, ou villages, il y ait deux notaires au moins ou cinq au plus par canton de justice de paix.

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, le nombre des notaires est de 456, dans celui de Gand, de 332, et dans celui de Liége, de 301; soit pour les 222 cantons de justice de paix, un total de 1,089 notaires.

La création de nouveaux cantons de justice de paix dans ces dernières années a permis d'augmenter sensiblement le nombre des notariats.

XLVI. — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.* — 1900-1901.

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES notariés. — 1901.	CANTONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Bruxelles 1er canton.	—	34	7	—	—	—	—	34	7	150	295	245	4	674	1,141	5	—	1,146	1,271	549	54	256	20	28	—	3	45	10	—	183		Bruxelles, 1er canton.
Id. 2e id.	—	139	16	—	—	—	—	139	16	157	248	299	7	711	1,059	—	—	1,059	1,216	554	90	195	27	29	5	15	156	28	—	82	15,707	Id. 2e id.
Id. 3e id.	5	79	8	—	—	—	5	79	8	170	482	635	12	1,299	1,561	—	—	1,561	1,731	1,129	47	235	58	24	1	21	67	40	—	125		Id. 3e id.
Anderlecht.	—	26	—	—	—	—	—	26	—	11	100	70	3	274	1,038	—	—	1,038	1,049	269	77	101	7	10	—	3	62	27	—	205	1,475	Anderlecht.
Assche	2	2	—	—	—	—	2	2	—	14	29	13	1	57	85	—	—	85	99	43	11	146	5	24	—	2	3	33	—	88	1,465	Assche.
Hal	—	4	2	—	—	—	—	4	2	27	78	15	3	121	205	—	—	203	230	94	38	138	16	21	—	3	4	28	—	124	1,578	Hal.
Ixelles.	—	94	12	—	—	—	—	94	12	80	472	575	—	1,127	540	—	—	540	620	1,047	169	515	19	37	1	12	85	102	—	197	2,014	Ixelles.
Laeken	—	14	—	—	—	—	—	14	—	20	157	126	7	310	1,870	—	—	1,870	1,890	290	27	100	5	—	—	6	11	—	—	112	1,591	Laeken.
Lennick-Saint-Quentin	—	4	1	—	—	—	—	4	1	41	27	2	—	70	100	2	—	102	141	31	22	98	5	15	—	—	—	16	—	67	1,594	Lennick-Saint-Quentin.
Molenbeck-Saint-Jean	—	20	1	—	—	—	—	20	1	75	129	106	3	313	1,935	1	—	1,936	2,010	239	62	519	18	12	—	4	41	16	—	270	982	Molenbeck-Saint-Jean.
Saint-Josse-ten-Noode	—	78	—	1	—	—	1	78	—	165	255	121	2	539	723	—	—	723	886	376	61	207	16	25	—	10	81	27	—	95	3,240	Saint-Josse-ten-Noode.
Schaerbeek.	3	70	9	—	—	—	3	70	9	121	350	102	4	617	1,545	2	—	1,545	1,664	498	82	551	52	55	1	45	105	59	—	198	2,085	Schaerbeek.
Saint-Gilles	—	71	—	—	—	—	—	71	—	97	274	172	2	545	1,370	3	—	1,373	1,467	451	58	219	29	20	—	15	70	28	—	114	1,765	Saint-Gilles.
Uccle	—	30	3	—	—	1	—	30	4	88	96	42	3	229	592	—	—	592	680	141	36	178	11	15	1	6	87	14	—	125	1,077	Uccle.
Vilvorde	—	3	1	1	8	—	1	13	1	57	45	16	1	97	554	—	—	554	591	60	12	152	2	14	—	1	—	20	—	114	1,511	Vilvorde.
Wolverthem	1	10	—	—	—	—	1	10	—	22	52	7	—	81	162	1	—	163	184	40	9	146	4	19	—	2	25	14	—	109	1,031	Wolverthem.
TOTAUX.	11	680	60	2	8	1	13	688	61	1,253	3,135	2,604	52	7,044	14,476	14	—	14,490	15,729	5,805	855	3,296	254	324	7	146	716	451	—	2,198	36,821	TOTAUX.
Louvain, 1er canton	—	7	—	—	—	—	—	7	—	31	37	24	1	96	502	—	—	502	536	62	19	190	6	30	—	5	57	31	1	150	4,521	Louvain, 1er canton.
Id. 2e id.	7	14	3	—	—	—	7	14	3	52	59	41	—	152	876	—	—	876	928	100	19	165	5	58	—	6	88	58	—	109		Id. 2e id.
Aerschot.	3	1	—	5	—	—	8	1	—	22	20	11	—	53	22	—	—	22	44	31	4	68	5	24	—	—	1	27	—	56	1,096	Aerschot.
Diest	1	2	—	—	—	—	1	2	—	—	45	4	1	50	398	—	—	398	398	50	5	98	5	14	—	1	5	10	21	71	1,005	Diest.
Glabbeek	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	8	—	—	19	43	—	—	43	54	8	5	54	—	12	—	—	11	16	—	18	492	Glabbeek.
Haecht	1	4	1	—	—	1	1	4	2	11	14	1	1	27	221	1	—	222	232	17	4	77	1	25	—	1	—	30	—	56	651	Haecht.
Léau	—	3	—	—	—	—	—	5	—	10	8	1	—	19	104	—	—	104	114	9	7	40	—	5	—	—	—	7	—	26	454	Léau.
Tirlemont	1	7	—	2	—	4	3	7	4	58	26	10	1	75	329	—	—	329	367	37	9	121	7	49	—	2	51	29	—	95	1,722	Tirlemont.
TOTAUX.	13	40	4	7	—	5	20	40	9	178	217	92	4	491	2,495	1	—	2,496	2,673	314	70	793	27	195	—	15	213	188	22	567	9,919	TOTAUX.
Nivelles	2	6	—	—	—	—	2	6	—	95	64	38	2	197	795	—	—	795	888	104	29	164	10	44	—	1	5	21	3	100	2,586	Nivelles.
Genappe.	—	—	2	—	—	—	—	—	2	9	28	6	—	43	258	1	—	259	267	35	17	62	1	26	—	—	1	17	—	45	1,669	Genappe.
Jodoigne.	1	6	1	—	—	—	1	6	1	52	22	8	1	83	378	—	—	378	411	31	13	90	4	38	—	5	—	30	—	75	2,182	Jodoigne.
Perwez	—	5	1	5	—	14	3	5	15	7	47	28	—	82	350	—	—	350	357	75	17	78	4	40	—	8	1	26	—	61	1 551	Perwez.
Wavre	—	16	—	—	—	—	—	16	—	49	158	47	—	254	1,061	—	—	1,061	1,110	205	75	140	11	75	—	2	80	57	—	92	2,554	Wavre.
TOTAUX.	2	31	4	3	—	14	6	31	18	190	319	127	3	659	2,843	1	—	2,844	3,033	450	151	534	30	221	—	16	85	137	3	369	10,342	TOTAUX.
Anvers, 1er canton	2	18	25	—	—	—	2	18	25	151	130	116	12	392	1,490	9	—	1,499	1,624	267	87	364	10	40	—	7	81	52	—	198		Anvers, 1er canton.
Id. 2e id.	10	69	5	—	—	—	10	69	5	211	249	247	7	714	742	11	15	766	953	527	95	225	15	21	—	6	65	26	1	78	9,407	Id. 2e id.
Id. 3e id.	—	59	2	—	—	—	—	59	2	119	204	127	4	544	1,128	—	—	1,128	1,247	425	84	501	10	20	—	8	75	21	—	175		Id. 3e id.
Boom	—	7	—	—	—	—	—	7	—	11	39	10	1	61	302	—	—	302	313	50	5	141	2	22	—	5	18	8	—	119	655	Boom.
Borgerhout.	1	15	—	—	—	—	1	13	—	24	110	60	4	198	903	—	—	903	927	174	16	256	7	22	1	5	61	12	—	212	1,555	Borgerhout.
Brecht.	—	5	—	—	—	—	—	3	—	2	6	—	—	8	17	2	—	19	19	8	2	52	1	10	—	—	1	1	51	54	577	Brecht.
Contich	—	9	—	—	—	—	—	9	—	11	39	15	—	63	53	—	—	53	64	52	6	105	1	21	—	3	—	17	7	48	615	Contich.
Eeckeren	—	9	—	—	—	—	—	9	—	7	30	5	1	43	95	—	—	95	102	36	11	109	1	19	—	—	—	10	—	82	967	Eeckeren.
Santhoven	—	2	—	—	1	—	—	3	—	4	14	2	—	20	62	—	—	62	66	16	5	57	—	9	—	7	1	11	64	57	787	Santhoven.
TOTAUX.	13	189	32	—	1	—	13	190	32	523	911	580	29	2,043	4,792	22	13	4,827	5,315	1,555	307	1,610	45	184	1	41	298	147	123	983	14,621	TOTAUX.

XLVI (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES. SUR CITATION conciliées.	SUR CITATION non conciliées.	SUR CITATION rayées du rôle ou restées sans suite.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE conciliées.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE non conciliées.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE rayées du rôle ou restées sans suite.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES conciliées.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES non conciliées.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES rayées du rôle ou restées sans suite.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES SUR CITATION à l'amiable ou restées sans suite.	SUR CITATION par jugement contradictoire.	SUR CITATION par jugement par défaut.	SUR CITATION par jugement d'incompétence.	SUR CITATION Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE à l'amiable ou restées sans suite.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE par jugement (art. 7 Code de P. C.) de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE par jugement (art. 7 Code de P. C.) excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES à l'amiable ou restées sans suite.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES d'adoption.	ACTES émancipation.	ACTES de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*	ACTES notariés. — 1901.	CANTONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Malines, 1er canton	—	7	—	—	—	—	—	7	—	15	69	30	—	112	111	—	—	111	124	99	21	105	4	14	—	5	33	11	—	81	5,160	Malines, 1er canton.
Id. 2e id.	—	19	1	—	—	—	—	19	1	36	88	89	3	216	280	—	—	280	316	180	5	157	1	18	1	4	—	19	—	114		Id. 2e id.
Duffel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	21	6	—	33	94	—	—	94	100	27	4	81	3	6	—	—	—	11	—	59	302	Duffel.
Heyst-op-den-Berg	—	2	—	—	—	—	—	2	—	12	12	3	—	27	17	—	—	17	29	15	5	74	6	18	—	—	16	15	—	55	810	Heyst-op-den-Berg.
Lierre	1	8	—	—	—	—	1	8	—	1	32	3	—	36	209	—	—	209	210	35	15	115	—	12	—	4	18	10	—	97	654	Lierre.
Puers	2	2	—	—	—	—	2	2	—	15	10	3	—	26	129	—	—	129	142	13	5	61	1	6	—	—	1	12	—	48	1,016	Puers.
TOTAUX.	3	38	1	—	—	—	3	38	1	81	232	134	3	450	840	—	—	840	921	369	47	592	15	74	1	13	68	76	—	454	5,951	TOTAUX.
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	10	—	—	30	283	—	—	283	303	10	10	85	2	17	—	1	—	11	—	60	955	Turnhout.
Arendonck	—	1	—	1	6	—	1	7	—	—	7	1	—	8	85	—	—	85	85	8	2	56	—	7	—	—	29	6	—	27	510	Arendonck.
Herenthals	1	2	—	5	4	—	6	6	—	5	9	4	—	18	53	—	—	53	58	13	5	67	—	18	—	—	—	14	—	42	987	Herenthals.
Hoogstraeten	—	5	—	—	—	—	—	3	—	3	3	—	1	7	55	—	—	55	58	4	—	20	—	10	—	—	—	7	—	8	410	Hoogstraeten.
Moll	—	1	—	—	—	—	—	1	—	32	20	5	—	57	86	—	—	86	118	25	6	88	—	27	—	—	2	30	34	65	1,274	Moll.
Westerloo	—	—	—	11	—	—	11	—	—	4	41	5	—	50	30	—	—	30	34	46	16	39	—	14	—	5	—	10	46	57	764	Westerloo.
TOTAUX.	1	7	—	17	10	—	18	17	—	64	90	15	1	170	592	—	—	592	656	106	37	362	2	93	—	4	31	78	80	239	4,710	TOTAUX.
Mons	1	37	16	—	—	—	1	37	16	51	151	188	1	391	1,602	—	—	1,602	1,653	340	48	251	15	56	—	2	23	21	—	175	3,038	Mons.
Boussu	—	7	1	—	—	—	—	7	1	120	178	189	—	487	1,000	—	—	1,000	1,120	367	47	202	18	55	—	6	64	27	—	171	2,505	Boussu.
Chièvres	—	6	—	—	—	—	—	6	—	15	20	9	—	42	195	—	—	195	208	29	14	58	11	7	—	3	3	6	—	58	780	Chièvres.
Dour	—	4	2	—	—	—	—	4	2	82	26	26	1	135	1,762	—	—	1,762	1,844	53	14	120	9	20	—	1	3	10	—	121	1,191	Dour.
Enghien	2	6	—	—	—	—	2	6	—	—	25	8	—	33	141	—	—	141	141	33	15	51	2	9	—	1	1	3	2	54	1,019	Enghien.
La Louvière	—	9	—	—	—	—	—	9	—	42	105	58	2	185	491	—	—	491	533	143	21	106	4	25	—	14	6	18	—	94	1,700	La Louvière.
Lens	—	5	—	20	24	22	20	27	22	5	45	11	5	62	272	—	—	272	275	59	17	78	5	21	—	2	—	16	—	50	1,286	Lens.
Pâturages	—	7	2	1	—	—	1	7	2	50	58	55	1	164	455	—	—	455	485	74	9	141	4	37	—	—	5	10	—	122	1,716	Pâturages.
Rœulx	1	4	2	—	—	—	1	4	2	21	27	10	—	58	190	—	—	190	211	37	12	47	5	15	—	1	—	18	—	55	695	Rœulx.
Soignies	2	11	2	—	—	—	2	11	2	30	39	25	4	98	364	—	—	364	394	68	26	92	5	50	—	2	5	17	—	62	1,692	Soignies.
TOTAUX.	6	94	25	21	24	22	27	118	47	392	652	539	12	1,595	6,472	—	—	6,472	6,864	1,203	221	1,126	74	249	—	34	111	148	2	907	15,528	TOTAUX.
Charleroi, 1er canton	1	17	—	—	—	—	1	17	—	72	106	148	4	330	580	—	—	580	652	258	56	102	4	40	—	6	—	52	—	151	4,207	Charleroi, 1er canton.
Id. 2e id.	5	8	1	—	—	—	5	8	1	58	95	75	—	206	926	—	—	926	964	168	120	135	5	58	—	8	—	59	—	111		Id. 2e id.
Beaumont	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	17	5	2	30	172	—	—	172	178	24	5	65	5	25	—	1	—	6	—	42	1,035	Beaumont.
Binche	—	14	1	—	—	—	—	14	1	64	106	91	—	261	957	—	—	957	1,021	197	45	142	5	44	—	2	1	14	—	122	2,004	Binche.
Châtelet	—	12	—	—	—	—	—	12	—	72	264	524	5	665	2,006	—	—	2,006	2,078	593	150	147	4	64	—	5	5	9	—	124	2,060	Châtelet.
Chimay	—	4	1	—	—	—	—	4	1	9	25	8	5	49	166	—	—	166	175	34	18	40	1	19	—	1	—	14	—	25	1,555	Chimay.
Fontaine-l'Évêque	—	11	2	75	50	17	75	61	19	101	258	270	4	633	972	—	—	972	1,073	532	85	225	4	56	—	1	19	54	—	152	2,199	Fontaine-l'Évêque.
Gosselies	—	15	—	1	55	1	1	68	1	52	126	80	—	247	636	—	—	636	668	215	61	170	4	50	—	12	1	22	—	150	2,000	Gosselies.
Jumet	—	6	—	—	—	—	—	6	—	22	147	100	1	270	200	—	—	200	222	248	50	115	6	18	—	2	—	6	—	72	2,061	Jumet.
Merbes-le-Château	—	4	—	—	—	—	—	4	—	5	56	20	1	62	176	—	—	176	181	57	12	58	1	11	—	—	—	7	—	27	892	Merbes-le-Château.
Seneffe	—	6	—	—	—	—	—	6	—	—	67	51	—	118	107	—	—	107	107	118	25	125	15	40	—	2	—	16	—	102	2,281	Seneffe.
Thuin	2	7	—	—	—	—	2	7	—	11	49	3	1	64	101	—	—	101	112	53	16	86	5	24	—	—	—	10	—	55	1,126	Thuin.
TOTAUX.	8	106	5	74	83	18	82	189	23	432	1,292	1,184	21	2,929	6,999	—	—	6,999	7,431	2,497	620	1,498	55	447	—	38	26	209	—	1,117	21,198	TOTAUX.

XLVI (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES — SUR CITATION: à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	—	10	—	—	—	2	—	10	2	12	42	15	1	70
Antoing	1	4	—	—	—	—	1	4	—	—	57	37	—	94
Ath	1	6	—	—	—	—	1	6	—	11	30	14	1	65
Celles	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	11	10	1	22
Flobecq	—	1	—	10	8	5	10	9	5	8	12	4	—	24
Frasnes	—	1	—	—	—	—	—	1	—	7	12	2	—	21
Lessines	—	5	—	47	29	11	47	32	11	12	51	30	1	94
Leuze	—	4	—	—	—	—	—	4	—	17	20	5	2	42
Péruwelz	—	5	—	6	2	—	6	5	—	14	10	14	—	47
Quevaucamps	—	2	—	5	5	8	5	5	8	35	17	8	1	61
Templeuve	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	5	1	1	7
TOTAUX.	2	37	—	77	42	26	79	79	26	116	285	138	8	547
Gand, 1er canton	2	51	5	25	5	—	25	36	3	34	30	39	—	132
Id. 2e id.	—	28	7	12	37	—	12	65	7	41	57	37	—	135
Id. 3e id.	3	7	5	12	15	11	15	22	14	28	45	29	—	102
Assenede	—	2	1	1	2	—	1	4	1	7	12	1	—	20
Caprycke	2	6	—	7	5	5	9	11	5	5	9	2	—	16
Cruyshautem	2	1	—	—	—	—	2	1	—	—	36	7	—	43
Deynze	1	4	1	3	1	—	4	5	1	3	21	1	—	25
Eecloo	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	14	3	—	31
Evergem	1	5	—	—	—	—	1	5	—	11	10	7	1	29
Ledeberg	1	12	1	—	—	—	1	12	1	21	28	21	—	70
Loochristy	—	4	—	—	—	—	—	4	—	20	13	—	—	33
Nazareth	—	2	—	1	—	—	1	2	—	5	6	5	—	16
Nevele	—	4	—	—	—	—	—	4	—	4	16	1	—	21
Oosterzeele	—	7	—	—	—	—	—	7	—	4	31	6	2	43
Somergem	—	1	—	—	—	—	—	1	—	4	13	—	—	17
Waerschot	1	3	3	—	—	—	1	3	3	7	8	2	—	17
TOTAUX.	13	117	19	59	65	16	72	182	35	208	358	181	3	750
Audenarde	—	16	—	—	—	—	—	16	—	35	40	12	2	89
Grammont	—	6	—	—	—	—	—	6	—	11	20	4	2	37
Herzele	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	39	—	2	41
Hoorebeke-Sainte-Marie	—	5	—	20	9	—	20	12	—	—	25	—	—	25
Nederbrakel	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	16	1	—	23
Ninove	—	6	—	—	—	—	—	6	—	—	31	5	5	41
Renaix	—	9	—	—	—	—	—	9	—	10	44	7	—	70
Sottegem	4	8	—	—	—	—	4	8	—	42	70	24	1	137
TOTAUX.	4	53	—	20	9	—	24	62	—	113	285	53	12	463

CANTONS.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement (art. 7 Code de P.C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES: d'adoption.	émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES notariés. — 1901.	CANTONS.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Tournai	112	1	—	113	124	59	7	129	15	24	1	8	7	15	—	72	2,920	Tournai.
Antoing	102	—	—	102	102	94	8	105	9	11	—	2	21	6	—	67	941	Antoing.
Ath	262	—	—	252	273	54	52	65	8	25	—	5	35	15	—	44	1,004	Ath.
Celles	20	—	—	20	20	22	2	26	3	2	—	2	2	7	9	15	369	Celles.
Flobecq	205	—	—	205	213	16	9	55	1	6	—	—	7	7	—	26	955	Flobecq.
Frasnes	1	—	—	1	8	14	7	54	—	10	1	—	1	9	—	22	765	Frasnes.
Lessines	201	—	—	201	213	82	28	77	5	18	2	1	—	14	—	50	1,280	Lessines.
Leuze	257	—	—	257	274	25	5	69	9	9	1	1	1	14	9	45	1,007	Leuze.
Péruwelz	304	—	—	304	318	33	12	75	2	20	—	5	—	13	—	45	1,752	Péruwelz.
Quevaucamps	252	—	—	252	287	26	15	84	5	7	—	—	5	6	—	60	816	Quevaucamps.
Templeuve	181	—	—	181	181	7	4	45	4	6	—	5	—	5	1	31	706	Templeuve.
TOTAUX.	1,897	1	—	1,898	2,013	432	125	744	59	138	5	25	79	107	19	473	12,759	TOTAUX.
Gand, 1er canton	284	—	—	284	318	98	16	244	35	27	2	15	152	12	—	170		Gand, 1er canton.
Id. 2e id.	251	—	—	251	292	94	7	135	21	45	—	16	154	54	—	84	5,442	Id. 2e id.
Id. 3e id.	137	—	—	137	165	74	5	57	6	9	—	1	61	14	—	157		Id. 3e id.
Assenede	62	—	—	62	69	13	1	32	1	5	—	—	—	15	—	20	630	Assenede.
Caprycke	191	—	—	191	196	11	5	44	4	12	—	4	—	8	—	52	580	Caprycke.
Cruyshautem	136	—	—	136	136	43	9	44	5	9	—	—	—	11	—	24	541	Cruyshautem.
Deynze	15	—	—	13	16	22	12	78	5	12	—	1	5	10	—	54	529	Deynze.
Eecloo	217	—	—	217	231	17	8	87	1	8	—	14	1	7	—	52	689	Eecloo.
Evergem	170	—	—	170	181	18	8	108	—	10	—	5	26	11	—	68	707	Evergem.
Ledeberg	128	—	—	128	149	49	8	114	5	15	—	2	7	10	—	80	491	Ledeberg.
Loochristy	39	—	—	39	59	13	2	92	5	15	—	5	18	14	—	60	672	Loochristy.
Nazareth	67	—	—	67	72	11	1	55	5	1	—	—	1	16	—	52	441	Nazareth.
Nevele	152	—	—	152	156	17	8	49	2	5	—	—	2	15	10	24	585	Nevele.
Oosterzeele	137	—	—	137	141	39	11	95	4	31	—	5	—	7	—	70	845	Oosterzeele.
Somergem	61	—	—	61	65	13	—	57	2	7	—	—	—	9	—	22	426	Somergem.
Waerschot	45	—	—	43	50	10	5	27	5	5	—	—	4	9	—	18	271	Waerschot.
TOTAUX.	2,088	—	—	2,088	2,296	542	104	1,316	116	210	2	62	391	198	19	973	12,267	TOTAUX.
Audenarde	243	—	—	243	278	54	16	105	5	11	—	11	—	9	—	59	1,290	Audenarde.
Grammont	400	—	—	400	411	26	10	99	2	18	—	4	2	24	—	71	1,528	Grammont.
Herzele	316	—	—	346	346	41	26	68	2	14	—	—	—	19	—	44	906	Herzele.
Hoorebeke-Sainte-Marie	393	—	—	393	393	25	6	49	1	11	—	—	—	12	—	31	655	Hoorebeke-Sainte-Marie.
Nederbrakel	89	—	—	89	95	17	5	41	4	6	—	—	20	8	10	21	577	Nederbrakel.
Ninove	93	2	—	97	95	43	10	102	2	19	—	—	6	10	—	60	1,511	Ninove.
Renaix	52	—	—	52	71	51	5	72	2	5	—	3	—	—	—	30	650	Renaix.
Sottegem	85	—	—	85	127	95	11	70	8	16	—	—	2	14	—	52	722	Sottegem.
TOTAUX.	1,703	2	—	1,705	1,816	352	87	615	24	100	—	18	30	96	10	380	7,219	TOTAUX.

XLVI (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES: Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES notariés. — 1901.	CANTONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Termonde	1	4	—	—	—	—	1	4	—	17	25	7	—	49	103	—	—	103	180	32	11	159	10	17	—	3	9	25	6	108	1,332	Termonde.
Alost	—	15	—	—	—	—	—	13	—	9	55	5	3	72	1,040	—	—	1,040	1,049	63	26	251	3	17	—	6	4	46	—	106	2,189	Alost.
Beveren	2	4	—	12	3	—	14	7	—	16	5	2	—	23	230	—	—	236	252	7	5	72	11	6	—	2	5	7	—	48	855	Beveren.
Hamme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	5	208	—	—	208	208	5	1	78	7	5	—	4	5	10	—	57	570	Hamme.
Lokeren	—	8	—	5	1	2	5	9	2	4	19	2	1	26	448	1	—	449	452	23	11	108	15	15	—	3	3	8	—	80	700	Lokeren.
Saint-Gilles-Waes	—	4	—	—	—	—	—	4	—	4	10	7	—	30	165	—	—	165	169	26	3	99	8	5	—	2	5	10	—	71	774	Saint-Gilles-Waes.
Saint-Nicolas-Waes	—	3	—	3	9	9	3	12	9	16	8	3	2	29	118	—	—	118	134	13	3	125	—	12	—	33	46	18	—	106	949	Saint-Nicolas-Waes.
Tamise	—	4	—	—	—	—	—	4	—	—	12	7	—	19	130	—	—	130	130	19	9	98	6	11	—	3	1	—	—	77	705	Tamise.
Wetteren	—	2	1	2	1	—	2	3	1	11	15	3	—	29	302	—	—	302	313	18	12	115	3	12	—	2	8	19	—	79	955	Wetteren.
Zele	—	4	—	—	—	—	—	4	—	—	8	1	1	10	180	—	—	180	180	10	1	92	3	9	—	2	17	20	—	59	717	Zele.
TOTAUX.	3	46	1	22	14	11	25	60	12	77	170	38	7	292	2,990	1	—	2,991	3,067	216	82	1,175	66	105	—	84	103	161	6	887	9,713	TOTAUX.
Bruges, 1er canton	—	10	—	—	—	—	—	10	—	11	40	17	7	75	594	—	—	594	605	64	21	122	6	9	1	7	69	16	—	70		Bruges, 1er canton.
Id. 2e id.	2	8	—	4	6	4	6	14	4	26	37	23	—	86	512	—	—	512	538	60	9	145	3	21	—	19	63	40	—	87	4,421	Id. 2e id.
Id. 3e id.	—	4	—	—	—	—	—	4	—	10	17	2	—	35	209	—	—	209	225	19	4	59	8	8	1	1	34	5	—	16		Id. 3e id.
Ardoye	—	1	—	—	—	—	—	1	—	7	18	3	1	29	135	—	—	135	142	22	2	51	1	—	—	3	20	—	—	19	432	Ardoye.
Ghistelles	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	10	6	1	23	170	—	—	170	176	17	5	82	2	9	—	3	7	17	—	52	761	Ghistelles.
Ostende	5	21	—	4	—	2	7	21	2	40	165	75	9	296	1,144	—	—	1,144	1,193	247	89	176	7	26	—	12	85	18	—	111	1,227	Ostende.
Ruysselede	—	1	—	—	1	—	—	2	—	3	17	—	—	20	62	—	—	62	65	17	8	46	3	10	—	1	17	10	—	22	310	Ruysselede.
Thielt	—	5	—	3	3	—	3	8	—	1	5	2	—	8	190	—	—	190	191	7	1	41	2	5	—	3	33	5	3	23	310	Thielt.
Thourout	—	2	—	—	—	—	—	2	—	15	19	3	1	38	399	—	—	399	414	23	2	159	3	14	—	1	1	20	—	83	1,220	Thourout.
TOTAUX.	5	54	—	11	10	6	16	64	6	134	328	129	19	610	3,415	—	—	3,415	3,549	476	139	841	35	102	2	50	362	140	3	496	8,719	TOTAUX.
Courtrai, 1er canton	—	4	1	—	—	—	—	4	1	15	21	2	2	38	157	—	—	157	170	25	6	89	2	10	—	9	1	8	—	30	1,855	Courtrai, 1er canton.
Id. 2e id.	4	12	—	—	—	—	4	12	—	32	22	6	—	60	404	—	—	404	436	26	6	98	6	5	—	—	1	9	—	64		Id. 2e id.
Avelghem	2	—	—	—	—	—	2	—	—	4	11	2	1	18	331	—	—	331	335	14	11	59	2	4	—	—	1	8	—	33	458	Avelghem.
Harlebeke	—	—	—	5	7	1	5	7	1	12	10	2	—	24	149	—	—	149	161	12	3	82	1	7	—	1	23	3	—	30	440	Harlebeke.
Iseghem	—	1	—	—	—	—	—	1	—	4	3	1	—	8	165	—	—	165	169	4	2	61	3	4	—	2	2	3	—	30	591	Iseghem.
Menin	—	0	—	—	—	—	—	6	—	5	11	10	1	27	353	—	—	353	358	22	3	145	3	6	—	3	3	8	—	100	785	Menin.
Meulebeke	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	3	2	—	7	14	—	—	14	14	7	3	36	—	5	—	1	1	3	—	21	458	Meulebeke.
Moorseele	—	2	—	—	—	—	—	2	—	12	4	3	—	19	59	—	—	59	71	7	1	47	—	8	—	6	3	8	—	33	330	Moorseele.
Mouscron	—	5	—	—	—	—	—	5	—	40	9	5	—	54	106	—	—	106	146	14	2	68	3	10	—	3	1	1	—	31	923	Mouscron.
Oostroosbeke	1	2	—	—	—	—	1	2	—	4	4	3	—	11	164	—	—	164	168	7	1	55	10	8	—	—	14	9	1	39	310	Oostroosbeke.
Roulers	—	6	—	—	3	—	—	11	—	19	33	6	—	58	292	—	—	292	311	39	14	91	—	7	—	1	6	11	—	39	620	Roulers.
TOTAUX.	7	39	1	5	12	1	12	51	2	145	133	42	4	324	2,194	—	—	2,194	2,339	179	54	810	34	74	—	28	56	73	1	346	6,546	TOTAUX.
Furnes	—	2	—	—	—	—	—	2	—	15	11	3	1	30	63	—	—	63	76	17	2	72	6	11	—	—	—	18	—	28	626	Furnes.
Dixmude	—	1	—	—	—	3	—	1	3	11	14	2	—	27	116	—	—	116	127	16	7	70	1	14	—	—	3	16	—	39	755	Dixmude.
Haringhe	—	2	—	10	1	—	10	3	—	2	6	—	—	8	106	—	—	106	108	6	1	52	2	3	—	2	—	7	—	28	440	Haringhe.
Nieuport	—	4	—	—	—	—	—	4	—	2	17	2	—	21	158	—	—	158	160	19	7	60	1	6	—	1	1	15	—	26	352	Nieuport.
TOTAUX.	—	9	—	10	1	3	10	10	3	28	48	9	1	86	443	—	—	443	471	58	17	254	10	34	—	3	4	56	—	121	2,131	TOTAUX.

XLVI (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées	SUR CITATION: non conciliées	SUR CITATION: rayées du rôle ou restées sans suite	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: non conciliées	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: rayées du rôle ou restées sans suite	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: non conciliées	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: rayées du rôle ou restées sans suite	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable ou restées sans suite	SUR CITATION: par jugement: contradictoire	SUR CITATION: par jugement: par défaut	SUR CITATION: par jugement: d'incompétence	SUR CITATION: Nombre des affaires sur citation	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable ou restées sans suite	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: par jugement (art. 7 Code de P.C.): de la compétence du juge de paix	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: par jugement (art. 7 Code de P.C.): excédant la compétence du juge de paix	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: Nombre des affaires sur comparution volontaire	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable ou restées sans suite	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: par jugement	Jugements rendus avant de statuer au fond	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille	Levées de scellés	Vente de biens	ACTES: d'adoption	ACTES: d'émancipation	ACTES: de notoriété	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier	Actes reçus *pro Deo*	ACTES notariés. — 1901.	CANTONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Ypres, 1er canton	—	2	—	—	—	—	—	2	—	2	10	5	—	17	135	—	—	133	135	15	5	59	2	6	—	5	2	14	—	37	1,411	Ypres, 1er canton.
Id. 2e id.	—	8	—	1	8	1	1	16	1	7	9	—	—	16	145	—	—	145	152	9	10	91	5	9	—	7	1	16	—	61		Id. 2e id.
Hooghlede	—	1	—	—	—	—	—	1	—	8	13	—	—	21	29	—	—	29	37	13	3	56	1	11	—	2	2	16	—	29	382	Hooghlede.
Messines	—	2	—	1	1	—	1	3	—	7	16	15	1	39	108	—	—	108	115	32	11	65	1	9	—	—	1	7	8	27	502	Messines.
Passchendaele	—	1	—	—	—	—	—	1	—	6	4	2	1	13	80	—	—	80	86	7	1	45	—	6	—	—	—	7	—	20	587	Passchendaele.
Poperinghe	—	1	—	1	2	—	1	3	—	5	8	5	—	14	90	—	—	90	93	11	5	52	1	5	—	2	7	5	—	30	580	Poperinghe.
Wervicq	—	2	—	—	—	—	—	2	—	5	11	5	—	19	184	—	—	184	187	16	2	71	5	4	—	5	16	9	—	50	545	Wervicq.
TOTAUX	—	17	—	3	11	1	3	28	1	36	71	30	2	139	769	—	—	769	805	103	37	437	11	50	—	17	29	72	8	263	3,605	TOTAUX.
Liége, 1er canton	—	22	—	—	—	—	—	22	—	65	281	325	10	679	1,660	5	—	1,665	1,725	619	80	505	30	58	—	19	84	19	11	194	6,584	Liége, 1er canton.
Id. 2e id.	1	61	2	—	—	—	1	61	2	95	555	380	5	1,013	1,548	24	—	1,572	1,643	942	59	517	45	56	1	6	7	42	45	202		Id. 2e id.
Dalhem	—	1	—	—	—	—	—	1	—	4	25	9	1	37	—	—	—	—	4	33	10	75	2	11	—	—	—	7	—	—	775	Dalhem.
Fexhe-Slins	—	4	—	—	3	—	—	7	—	4	45	2	1	52	272	—	—	272	276	48	14	105	7	18	—	3	3	9	—	76	1,151	Fexhe-Slins.
Fléron	1	12	—	15	34	—	16	46	—	12	81	45	—	136	737	—	—	737	749	124	3	127	3	21	—	3	2	15	—	90	1,025	Fléron.
Grivegnée	—	8	2	—	—	—	—	8	2	26	73	34	1	134	722	1	—	723	748	109	25	97	4	15	—	3	5	97	8	—	160	241	Grivegnée.
Hollogne-aux-Pierres	—	10	2	—	—	—	—	10	2	18	165	151	2	314	425	—	—	423	441	295	26	224	3	41	—	2	62	51	—	208	1,500	Hollogne-aux-Pierres.
Herstal	1	3	1	—	—	—	1	3	1	22	50	29	1	102	950	—	—	950	972	80	21	91	6	19	—	1	2	7	—	55	689	Herstal.
Louveigné	—	1	—	—	—	—	—	1	—	56	56	25	—	137	574	1	—	575	630	82	6	59	1	24	—	1	28	15	—	70	592	Louveigné.
Saint-Nicolas	—	7	1	1	11	—	1	18	1	15	49	87	—	149	878	—	—	878	891	136	15	88	3	8	—	2	—	6	—	102	761	Saint-Nicolas.
Seraing	2	12	—	—	—	—	2	12	—	41	172	187	3	405	2,002	—	—	2,002	2,043	364	52	211	9	29	—	2	—	19	1	228	2,575	Seraing.
Waremme	—	4	—	—	—	—	—	4	—	21	22	14	—	57	510	2	—	512	531	38	9	46	3	11	—	1	—	8	—	55	804	Waremme.
TOTAUX	5	145	8	16	48	—	21	193	8	377	1,548	1,264	26	3,215	10,276	33	—	10,309	10,653	2,871	280	1,741	116	271	1	47	285	154	25	1,428	16,295	TOTAUX.
Huy	—	15	1	3	7	3	3	20	4	40	49	56	2	147	758	—	—	758	798	107	25	90	6	30	—	2	3	57	4	52	2,045	Huy.
Avennes	2	1	—	—	—	—	2	1	—	3	33	3	3	42	687	—	—	687	690	39	2	64	3	29	1	1	12	16	—	55	1,075	Avennes.
Ferrières	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	3	—	—	3	57	1	—	58	57	4	1	21	—	—	—	—	—	—	—	14	187	Ferrières.
Héron	—	1	—	—	—	—	—	1	—	6	21	5	1	33	15	—	—	15	21	27	35	33	1	15	—	—	—	3	—	51	334	Héron.
Jehay-Bodegnée	—	—	1	1	1	10	1	1	11	10	3	3	—	18	133	—	—	133	143	8	4	45	2	17	1	—	1	16	—	30	950	Jehay-Bodegnée.
Landen	—	2	—	—	—	—	—	2	1	3	25	3	—	31	80	—	—	80	83	28	7	40	2	15	—	1	4	24	—	37	870	Landen.
Nandrin	—	2	—	—	—	—	—	2	—	9	28	12	1	50	—	—	—	—	9	41	10	42	2	28	—	—	2	9	—	19	801	Nandrin.
TOTAUX	2	19	3	4	9	13	6	28	16	71	164	82	7	324	1,730	1	—	1,731	1,801	254	80	342	18	154	2	4	22	107	4	256	6,467	TOTAUX.
Verviers	1	35	—	—	—	—	1	35	—	35	139	91	2	267	1,887	—	—	1,887	1,922	232	17	160	9	40	—	20	1	22	—	76	2,889	Verviers.
Aubel	—	6	—	—	—	—	—	6	—	1	11	9	—	21	37	—	—	37	38	20	15	29	1	6	—	8	3	2	—	11	566	Aubel.
Dison	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	8	2	—	16	371	—	—	371	377	10	—	49	1	9	—	4	12	7	—	30	497	Dison.
Herve	—	3	—	—	2	—	—	7	—	2	9	1	1	13	163	1	—	164	165	12	1	33	2	15	—	3	—	7	1	20	436	Herve.
Limbourg	—	17	—	2	6	9	2	23	9	4	20	11	—	44	202	—	—	202	206	40	7	57	—	5	—	10	10	3	—	22	550	Limbourg.
Spa	—	26	—	—	—	—	—	26	—	3	60	31	3	105	557	—	—	557	462	200	57	99	3	21	—	12	2	21	—	56	788	Spa.
Stavelot	—	3	—	—	—	—	—	5	—	11	38	7	—	56	52	2	—	54	63	47	10	36	1	5	—	—	8	3	—	17	671	Stavelot.
TOTAUX	1	96	—	2	8	9	3	104	9	64	300	152	6	522	3,269	3	—	3,272	3,233	561	85	465	17	101	—	57	36	65	1	232	6,397	TOTAUX.

XLVI (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	2° JURIDICTION — AFFAIRES CONTENTIEUSE — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	—	10			—	—	—	10	—	19	39	19	—	77
Bilsen	—	2	—	1	1	—	1	3	—	25	11	8	—	42
Brée	2	2	1	1	1	—	3	3	1	7	9	6	—	22
Looz	1	5	—	21	—	—	22	3	—	27	17	2	—	46
Maeseyck	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	17	6	—	29
Mechelen	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	24	25	—	55
Sichen-Sussen-Bolré	—	6	1	—	2	—	—	8	1	16	18	6	1	41
Totaux	3	27	2	23	4	—	26	31	2	104	135	72	1	312
Hasselt	1	5	—	—	—	—	1	5	—	16	22	15	—	51
Achel	—	1	—	—	—	—	—	1	—	11	2	2	—	15
Beeringen	—	3	—	10	4	11	10	7	11	15	32	10	1	58
Herck-la-Ville	1	4	—	—	—	—	1	4	—	12	14	—	—	26
Peer	—	3	1	9	3	2	9	6	3	4	2	—	—	6
Saint-Trond	2	14	1	—	—	—	2	14	1	16	45	12	1	72
Totaux	4	30	2	19	7	13	23	37	15	72	115	37	2	226
Arlon	1	4	—	—	—	—	1	4	—	48	70	20	5	147
Etalle	1	3	—	—	—	—	1	3	—	8	50	9	1	68
Fauvillers	—	1	2	—	—	2	—	1	4	16	10	2	—	28
Florenville	1	1	—	—	—	—	1	1	—	5	78	9	—	92
Messancy	—	3	—	—	—	—	—	3	—	50	62	14	2	108
Virton	1	2	—	—	—	—	1	2	—	18	50	15	—	83
Totaux	4	14	2	—	—	2	4	14	4	125	326	69	6	526
Marche	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	17	9	3	35
Durbuy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	1	1	18
Erezée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	—	7
Houffalize	2	5	—	—	—	—	2	5	—	8	50	24	2	64
Laroche	—	—	—	1	2	—	1	2	—	10	12	8	2	32
Nassogne	—	1	—	—	—	—	—	1	—	8	3	16	—	27
Vielsalm	—	3	—	—	—	—	—	3	—	14	3	9	2	28
Totaux	2	11	—	1	2	—	3	13	—	46	85	70	10	211
Neufchâteau	—	8	—	—	—	—	—	8	—	21	31	16	—	68
Bastogne	1	1	—	2	—	1	3	1	1	41	37	10	—	88
Bouillon	—	1	—	—	—	—	—	1	—	6	21	16	1	44
Paliseul	—	4	—	—	—	—	—	4	—	2	60	16	2	80
Saint-Hubert	1	2	—	—	—	—	1	2	—	24	25	14	—	63
Sibret	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	—	—	11
Wellin	—	6	—	—	—	1	—	6	1	4	15	10	—	29
Totaux	2	22	—	2	—	2	4	22	2	105	193	82	3	383

CONTENTIEUSE — TERMINÉES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement (art. 7 Code de P.C.) — de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES notariés. — 1901.	CANTONS.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
565	—	—	565	584	58	6	55	25	21	—	—	4	12	—	30	1,207	Tongres.
58	—	—	58	81	19	4	70	—	14	—	—	—	12	—	44	846	Bilsen.
110	—	—	110	117	15	—	55	—	11	—	—	—	12	—	28	588	Brée.
161	—	—	161	188	19	2	64	1	55	—	—	—	34	—	59	1,455	Looz.
141	—	—	141	147	23	7	42	1	14	—	2	1	7	—	34	622	Maeseyck.
520	—	—	529	535	49	1	40	—	8	—	—	3	7	—	33	857	Mechelen.
201	—	—	201	217	25	6	65	1	12	—	2	12	8	—	33	494	Sichen-Sussen-Bolré.
1,765	—	—	1,765	1,869	208	26	376	28	113	—	4	20	92	—	263	5,917	Totaux.
690	—	—	690	706	35	6	88	1	16	—	—	1	6	—	72	1,114	Hasselt.
19	—	—	19	30	4	—	55	—	4	—	—	—	3	—	20	498	Achel.
479	—	—	479	492	43	4	77	—	21	—	—	2	16	—	54	702	Beeringen.
80	—	—	80	92	14	7	54	1	13	—	1	—	5	—	45	778	Herck-la-Ville.
46	—	—	46	50	2	—	48	—	5	—	—	—	7	20	82	516	Peer.
449	—	—	449	465	56	20	96	1	26	1	—	—	15	—	98	1,159	Saint-Trond.
1,763	—	—	1,763	1,835	154	43	396	3	85	1	1	3	52	20	339	4,837	Totaux.
46	1	—	47	94	100	18	61	2	34	—	3	—	22	—	28	1,241	Arlon.
57	1	—	58	65	61	35	35	3	25	—	1	27	4	—	13	700	Etalle.
65	—	—	65	81	12	3	16	—	9	—	—	—	5	14	12	260	Fauvillers.
74	—	—	74	79	87	19	52	1	14	—	—	2	2	1	14	504	Florenville.
61	24	—	85	91	102	14	57	1	15	—	—	2	5	3	9	612	Messancy.
542	—	—	542	560	65	20	18	6	22	—	1	—	7	—	33	844	Virton.
845	26	—	871	970	427	107	199	13	117	—	5	31	45	18	111	4,173	Totaux.
137	1	—	138	143	30	7	41	14	14	—	—	15	1	—	33	648	Marche.
110	1	—	111	110	19	—	27	2	9	—	—	2	2	1	15	445	Durbuy.
22	—	—	22	22	7	4	28	1	3	—	—	—	4	50	18	108	Erezée.
51	—	—	51	59	56	21	31	—	7	—	—	—	3	3	25	635	Houffalize.
61	—	—	61	71	22	6	42	1	21	—	1	3	4	—	30	606	Laroche.
144	—	—	144	152	19	3	25	—	15	—	1	—	4	—	22	420	Nassogne.
296	—	—	296	310	14	—	24	—	—	—	2	2	—	—	17	382	Vielsalm.
821	2	—	823	867	167	41	216	18	71	—	4	22	18	54	160	3,271	Totaux.
141	—	—	141	162	47	20	47	—	24	—	2	—	4	—	23	1,229	Neufchâteau.
100	—	—	100	141	47	25	32	1	12	—	—	—	8	—	17	525	Bastogne.
13	—	—	13	19	38	27	30	2	5	—	—	14	1	3	30	549	Bouillon.
97	—	—	97	99	78	31	32	—	11	—	—	—	1	—	13	408	Paliseul.
152	—	—	152	176	39	18	33	—	8	—	—	1	4	—	10	804	Saint-Hubert.
84	—	—	84	91	4	1	10	2	4	—	—	—	3	—		385	Sibret.
2	—	—	2	6	25	7	11	—	3	—	—	1	1	—	3	408	Wellin.
529	—	—	589	694	278	129	201	5	69	—	2	16	24	3	111	4,304	Totaux.

XLVI (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES. SUR CITATION: à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. ACTES: Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES notariés. — 1001.	CANTONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Namur, 1er canton	—	55	2	—	17	10	—	52	12	104	102	142	4	352	2,339	1	—	2,340	2,443	249	33	181	15	63	—	15	156	36	—	227	4,208	Namur, 1er canton.
Id. 2e id.	—	18	1	30	21	12	30	39	13	51	51	51	1	137	728	1	—	729	782	84	32	93	11	34	—	5	78	10	—	117		Id. 2e id.
Andenne	2	8	1	—	—	—	2	8	1	16	69	110	1	196	403	—	—	405	421	180	7	65	2	—	—	1	32	—	—	87	971	Andenne.
Eghezée	—	4	2	9	6	5	9	10	7	20	12	6	—	38	413	—	—	413	433	18	3	64	2	23	—	2	34	34	—	50	1,103	Eghezée.
Fosses	—	8	1	—	—	—	—	8	1	16	95	64	3	176	393	—	—	393	409	160	25	112	3	52	—	8	—	30	—	76	1,045	Fosses.
Gembloux	—	16	—	—	—	—	—	16	—	49	100	56	1	215	825	—	—	825	874	166	61	90	22	30	—	9	27	9	—	102	1,086	Gembloux.
TOTAUX	2	89	7	39	44	27	41	133	34	259	416	429	10	1,114	5,103	2	—	5,105	5,362	857	159	614	55	193	—	38	327	128	—	659	9,763	TOTAUX.
Dinant	—	1	—	—	—	—	—	1	—	32	18	19	—	69	510	—	—	516	548	37	7	83	3	31	—	3	32	10	—	82	1,080	Dinant.
Beauraing	—	1	—	—	—	—	—	1	—	6	28	8	—	42	63	—	—	63	69	36	15	42	8	25	—	3	—	3	—	33	784	Beauraing.
Ciney	—	4	1	2	—	1	2	4	2	8	20	25	2	53	36	—	—	36	44	45	20	67	3	22	—	3	43	6	—	46	1,402	Ciney.
Couvin	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	34	15	—	53	84	—	—	84	90	47	10	43	6	14	2	3	2	7	—	37	1,244	Couvin.
Florennes	—	1	—	—	—	—	—	1	—	7	36	24	1	68	187	—	—	187	194	61	17	38	3	20	—	2	47	4	7	73	787	Florennes.
Gedinne	1	2	—	—	—	—	1	2	—	9	25	10	—	44	137	—	—	137	146	35	8	28	—	13	—	—	—	4	—	17	536	Gedinne.
Philippeville	—	2	—	—	—	—	—	2	—	3	4	—	1	9	90	—	—	90	94	5	2	33	1	10	1	3	10	4	—	30	648	Philippeville.
Rochefort	1	3	—	—	—	—	1	3	—	15	85	29	1	128	272	—	—	272	285	115	4	37	7	17	—	4	—	0	—	27	774	Rochefort.
Walcourt	2	3	—	6	15	—	8	18	—	8	24	11	—	43	195	—	—	195	203	35	2	44	4	17	—	2	—	6	—	39	1,068	Walcourt.
TOTAUX	4	21	1	8	13	1	12	34	2	93	274	137	5	509	1,580	—	—	1,580	1,673	416	85	417	35	167	3	23	145	59	7	390	8,923	TOTAUX.

RÉCAPITULATION.

XLVI (suite). — Etat, por arrondissement, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

ARRONDISSEMENTS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle ou restées sans suite.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption.	émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES notariés. — 1901.	ARRONDISSEMENTS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Bruxelles	11	680	60	2	8	1	13	688	61	1,253	3,135	2,604	52	7,044	14,476	14	—	14,490	15,729	5,805	855	3,206	284	324	7	146	816	451	—	2,206	36,821	Bruxelles.
Louvain	13	40	4	7	—	5	20	40	9	178	217	92	4	491	2,403	1	—	2,496	2,673	314	70	703	27	103	—	15	213	188	22	567	9,019	Louvain.
Nivelles	3	31	4	3	—	14	6	31	18	190	319	127	3	639	2,843	1	—	2,844	3,033	450	151	534	30	221	—	16	85	137	3	369	10,342	Nivelles.
Anvers	13	189	32	—	1	—	13	190	32	523	911	580	29	2,043	4,702	22	13	4,827	5,315	1,555	307	1,610	43	184	1	41	208	147	123	983	14,621	Anvers.
Malines	3	38	1	—	—	—	3	38	1	81	252	134	3	450	840	—	—	840	921	369	47	502	15	74	1	15	68	76	—	434	5,051	Malines.
Turnhout	1	7	—	17	10	—	18	17	—	64	90	15	1	170	592	—	—	592	656	106	57	362	2	93	—	4	31	78	80	230	4,710	Turnhout.
Mons	6	94	25	21	24	22	27	118	47	302	652	539	12	1,505	6,472	—	—	6,472	6,864	1,203	221	1,126	74	249	—	34	111	148	2	907	15,528	Mons.
Charleroi	8	106	5	74	83	18	82	189	23	432	1,202	1,184	21	2,929	6,999	—	—	6,999	7,431	2,497	620	1,408	55	447	—	58	26	200	—	1,117	21,108	Charleroi.
Tournai	2	37	—	77	42	26	79	79	26	116	285	138	8	547	1,897	1	—	1,898	2,013	432	125	744	59	158	5	25	70	107	19	473	12,759	Tournai.
Gand	13	117	19	59	65	16	72	182	35	208	338	181	3	750	2,088	—	—	2,088	2,296	542	104	1,316	116	210	2	62	391	198	19	973	12,267	Gand.
Audenarde	4	53	—	20	9	—	24	62	—	113	285	53	12	463	1,703	2	—	1,705	1,816	352	87	615	24	100	—	18	30	96	19	380	7,219	Audenarde.
Termonde	3	46	1	22	14	11	25	60	12	77	170	38	7	292	2,990	1	—	2,991	3,067	216	82	1,175	66	103	—	84	103	161	6	887	9,713	Termonde.
Bruges	5	54	—	11	10	6	16	64	6	134	328	129	10	610	3,415	—	—	3,415	3,549	476	130	841	33	102	2	30	362	140	3	496	8,719	Bruges.
Courtrai	7	30	1	5	12	1	12	51	2	145	133	42	4	324	2,194	—	—	2,194	2,339	179	54	810	34	74	—	28	56	73	1	346	6,346	Courtrai.
Furnes	—	9	—	10	1	3	10	10	3	28	48	9	1	85	443	—	—	443	471	58	17	254	10	34	—	3	4	56	—	121	2,131	Furnes.
Ypres	—	17	—	3	11	1	3	28	1	36	71	30	2	139	769	—	—	769	805	103	37	457	11	50	—	17	20	72	8	203	3,605	Ypres.
Liége	5	145	8	16	48	—	21	193	8	377	1,548	1,264	26	3,215	10,270	33	—	10,309	10,653	2,871	280	1,741	110	271	1	47	285	134	25	1,428	16,205	Liége.
Huy	2	10	3	4	9	13	6	28	16	71	164	82	7	324	1,730	1	—	1,731	1,801	254	80	542	18	154	2	4	22	107	4	280	6,407	Huy.
Verviers	1	96	—	2	8	9	3	104	9	64	300	152	6	522	3,269	3	—	3,272	3,393	461	83	465	17	101	—	37	30	63	1	232	6,397	Verviers.
Tongres	3	27	2	25	4	—	26	31	2	104	138	72	1	312	1,763	—	—	1,765	1,869	208	20	376	28	113	—	4	20	92	—	263	5,017	Tongres.
Hasselt	4	30	2	10	7	15	23	37	15	72	115	37	2	226	1,763	—	—	1,763	1,835	154	43	396	3	83	1	1	3	52	20	330	4,857	Hasselt.
Arlon	4	14	2	—	—	2	4	14	4	125	326	69	6	526	845	26	—	871	970	427	107	199	13	117	—	5	31	45	18	111	4,173	Arlon.
Marche	2	11	—	1	2	—	3	13	—	46	85	70	10	211	821	2	—	823	867	167	41	216	18	71	—	4	22	18	54	160	3,271	Marche.
Neufchâteau	2	22	—	2	—	2	4	22	2	105	193	82	3	383	589	—	—	589	694	278	120	201	5	69	—	2	16	24	3	111	4,304	Neufchâteau.
Namur	2	89	7	39	44	27	41	133	34	259	416	429	10	1,114	5,105	2	—	5,107	5,362	857	159	614	55	193	—	38	327	128	—	659	9,763	Namur.
Dinant	4	21	1	8	13	1	12	34	2	93	274	137	5	509	1,580	—	—	1,580	1,673	416	83	417	33	167	3	25	143	59	7	300	8,923	Dinant.
Cour d'appel de Bruxelles	60	1,222	131	201	168	86	261	1,390	217	3,229	7,133	5,413	133	15,908	41,406	39	13	41,458	44,635	12,731	2,433	10,555	561	1,925	14	332	1,727	1,541	240	7,313	131,840	Cour d'appel de Bruxelles.
Cour d'appel de Gand	32	335	21	130	122	38	162	457	59	741	1,393	482	48	2,664	13,602	3	—	13,605	14,343	1,926	520	5,448	296	675	4	202	975	706	47	3,006	50,200	Cour d'appel de Gand.
Cour d'appel de Liége	20	474	25	114	135	67	143	608	93	1,316	3,550	2,394	76	7,342	27,741	67	—	27,808	29,057	6,093	1,033	4,067	308	1,341	7	183	907	744	132	3,049	70,347	Cour d'appel de Liége.
TOTAUX GÉNÉRAUX.	121	2,031	177	445	425	191	566	2,456	368	5,286	12,082	8,289	257	25,914	82,749	109	13	82,871	88,035	20,750	3,988	20,970	1,165	3,941	25	779	3,609	3,081	428	14,930	252,396	TOTAUX GÉNÉRAUX.

XLVII. — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix.			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		PRESTATION DU SERMENT en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles, 1er canton	33	—	7	15	33	16	2	6	—	—	—	178	7	130
Id. 2e id.	10	23	24	6	85	36	—	21	—	—	—	45	7	52
Id. 3e id.	26	15	37	18	108	15	—	14	—	—	—	206	7	222
Anderlecht	14	4	20	48	116	9	2	2	—	—	—	137	6	120
Assche	1	—	4	4	21	—	—	1	—	—	—	—	—	53
Hal	4	—	15	33	45	11	5	4	—	—	—	16	—	81
Ixelles	49	4	45	133	287	48	1	7	—	—	—	305	21	101
Laeken	16	—	5	12	37	6	—	4	—	—	—	16	1	49
Lennick-Saint-Quentin	4	—	4	9	36	—	5	5	—	—	—	40	1	60
Molenbeek-Saint-Jean	37	18	20	12	82	10	—	6	—	—	—	202	14	100
Saint-Josse-ten-Noode	60	—	18	45	120	22	—	14	—	—	—	343	16	140
Schaerbeek	51	—	15	56	112	21	—	6	—	—	—	256	58	169
Saint-Gilles	61	1	20	35	95	25	—	9	—	—	—	301	6	172
Uccle	21	—	15	21	80	21	—	5	—	—	—	317	10	80
Vilvorde	3	—	2	18	55	9	—	1	—	—	—	16	3	58
Wolverthem	4	2	2	3	12	11	1	4	—	—	—	13	5	70
TOTAUX	407	65	257	468	1,377	269	16	107	—	—	—	2,597	162	1,672
Louvain, 1er canton	15	1	8	11	76	1	—	2	—	—	—	84	1	68
Id. 2e id.	15	—	2	15	110	10	—	3	—	—	—	427	8	74
Aerschot	8	—	2	2	12	—	3	3	—	—	—	25	—	48
Diest	5	2	—	7	9	—	—	2	—	—	—	—	—	78
Glabbeek	4	1	—	6	8	—	—	1	—	—	—	—	—	67
Haecht	1	—	—	2	11	1	2	2	—	—	—	15	2	16
Léau	2	1	4	—	24	1	—	—	—	—	—	8	2	71
Tirlemont	14	2	3	3	16	4	2	3	—	—	—	33	3	60
TOTAUX	62	7	19	46	275	17	7	16	—	—	—	614	16	482
Nivelles	8	—	7	7	69	11	3	5	—	—	—	153	2	50
Genappe	5	—	10	4	39	13	—	2	—	—	—	19	2	101
Jodoigne	1	—	4	9	41	—	4	2	—	—	—	23	1	51
Perwez	—	—	10	13	63	—	—	4	—	—	—	28	—	55
Wavre	45	—	27	40	188	6	1	13	—	—	—	173	2	133
TOTAUX	59	—	58	82	400	30	8	26	—	—	—	400	7	392
Anvers, 1er canton	16	3	18	24	118	21	—	8	—	—	—	2,300	29	46
Id. 2e id.	23	3	18	11	43	51	—	17	—	—	—	301	29	103
Id. 3e id.	20	3	17	22	91	51	1	10	—	—	—	370	22	56
Boom	1	3	3	1	20	3	2	4	—	—	—	43	3	56
Borgerhout	8	3	12	10	57	17	1	7	—	—	—	26	1	49
Brecht	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	4	—	98
Contich	—	1	6	2	12	3	3	2	—	—	—	32	—	26
Eeckeren	—	—	5	1	10	—	—	1	—	—	—	19	1	100
Santhoven	1	—	—	1	3	3	—	1	—	—	—	—	—	87
TOTAUX	69	16	81	81	372	150	7	60	—	—	—	3,185	85	623

XLVII (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		PRESTATION DU SERMENT en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Malines, 1er canton	3	—	8	21	93	1	—	3	—	—	—	—	—	93
Id. 2e id.	7	—	4	34	44	9	—	1	—	—	—	33	1	73
Duffel	1	—	1	3	7	—	—	3	—	—	—	8	—	58
Heyst-op-den-Berg	3	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	13	—	64
Lierre	7	—	3	8	10	1	—	4	—	—	—	14	3	104
Puers	1	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	20	4	69
TOTAUX	22	—	16	67	168	13	—	12	—	—	—	97	8	461
Turnhout	—	—	8	—	17	—	1	1	—	—	—	10	—	55
Arendonck	1	—	2	2	10	—	—	—	—	—	—	7	—	31
Herenthals	—	—	2	—	8	8	2	2	—	—	—	2	—	99
Hoogstraeten	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	8
Moll	—	—	2	5	18	—	1	1	—	—	—	15	—	48
Westerloo	8	—	2	11	28	2	—	7	—	—	—	30	—	40
TOTAUX	9	—	16	18	87	10	4	11	—	—	—	65	—	287
Mons	4	—	11	20	91	2	4	4	—	—	—	614	78	181
Boussu	20	—	12	17	124	3	3	3	—	—	—	245	1	50
Chièvres	5	2	6	8	53	1	2	1	—	—	—	71	1	82
Dour	6	8	1	1	3	12	45	1	—	—	—	58	2	107
Enghien	1	—	12	6	37	2	3	—	1	—	—	14	2	52
La Louvière	3	—	1	10	33	8	—	4	—	—	—	110	—	72
Lens	6	—	8	5	77	4	1	3	—	—	—	177	—	50
Pâturages	—	—	4	8	31	3	1	—	—	—	—	45	—	46
Nœulx	1	—	3	—	22	—	0	1	—	—	—	10	—	52
Soignies	4	1	5	8	30	0	4	—	—	—	—	64	2	73
TOTAUX	59	11	53	80	501	41	72	17	1	—	—	1,408	86	774
Charleroi, 1er canton	5	—	20	28	173	13	3	1	—	—	—	64	5	28
Id. 2e id.	22	—	8	15	55	1	—	4	—	—	—	48	3	67
Beaumont	—	—	2	—	9	3	—	—	—	—	—	4	3	73
Binche	3	—	12	20	63	7	3	3	—	—	—	150	—	51
Châtelet	4	—	41	70	482	2	10	30	—	—	—	287	15	138
Chimay	0	1	8	0	57	0	3	2	—	—	—	2	18	52
Fontaine-l'Evêque	7	1	11	23	98	14	14	0	—	—	—	124	1	52
Gosselies	7	2	0	17	55	7	7	7	—	—	—	70	4	40
Jumet	3	—	0	17	153	14	9	3	—	—	—	57	—	22
Merbes-le-Château	1	—	1	5	13	1	3	—	—	—	—	14	3	50
Seneffe	7	—	24	10	68	—	—	1	—	—	—	13	—	62
Thuin	—	—	8	4	14	—	3	—	—	—	—	10	1	27
TOTAUX	65	4	150	221	1,240	70	55	69	—	—	—	852	55	682

XLVII (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT				REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
								en matière contentieuse.		en matière de conciliation.				
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	6	—	2	6	19	—	1	1	—	—	—	36	1	68
Antoing	1			5	31	5	1	—	—	—	—	—	6	91
Ath	5	—	8	14	55	2	3	4	—	—	—	41	2	95
Celles	2	—	1	2	7	—	1	—	—	—	—	—	—	55
Flobecq	8	—	6	2	27	2	2	2	—	—	—	40	—	50
Frasnes	2	—	8	2	20	—	1	1	—	—	—	6	—	18
Lessines	8	2	13	18	92	4	5	7	3	—	—	27	3	67
Leuze	2	—	—	2	2	4	—	—	—	—	—	9	1	51
Péruwelz	1	—	2	—	12	4	1	3	—	—	—	—	—	65
Quevaucamps	1	—	4	2	18	—	—	—	—	—	—	48	—	55
Templeuve	—	—	4	—	—	—	2	—	—	—	—	3	—	107
TOTAUX.	36	2	48	51	283	19	17	18	3	—	—	210	13	678
Gand, 1er canton	4	2	12	2	30	4	2	3	—	—	—	50	9	104
Id. 2e id.	10	9	4	8	20	4	—	5	—	—	—	392	6	104
Id. 3e id.	13	—	0	6	22	—	—	—	—	—	—	24	4	104
Assenede	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	20	2	59
Caprycke	1	—	1	—	3	—	1	2	—	—	—	33	20	55
Cruyshautem	2	—	3	3	14	4	2	4	—	—	—	15	—	90
Deynze	1	—	1	3	22	3	2	1	—	—	—	0	2	35
Eecloo	—	—	0	1	32	1	—	1	—	—	—	—	4	52
Evergem	3	—	—	1	2	2	1	—	—	—	—	33	2	110
Ledeberg	0	1	4	5	13	—	1	—	—	—	—	70	5	52
Loochristy	2	—	—	2	5	—	1	1	—	—	—	11	—	34
Nazareth	—	—	—	3	11	—	—	1	—	—	—	9	—	97
Nevele	1	—	7	—	11	—	—	—	—	—	—	6	1	47
Oosterzeele	10	—	12	—	20	2	1	—	—	—	—	16	1	50
Somergem	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	74
Waerschot	—	—	4	—	15	—	—	—	—	—	—	11	—	20
TOTAUX.	67	12	62	35	247	20	11	18	—	—	—	703	56	1,094
Audenarde	7	1	11	4	33	4	1	3	1	—	—	—	—	59
Grammont	1	—	—	10	16	—	2	1	—	—	—	50	60	52
Herzele	3	—	5	10	43	0	4	3	—	—	—	5	—	93
Hoorebeke-Sainte-Marie	1	—	4	—	0	4	2	—	—	—	—	28	1	101
Nederbrakel	—	—	7	4	20	2	0	—	—	—	—	4	—	102
Ninove	2	3	2	6	18	10	11	3	—	—	—	50	1	93
Renaix	—	—	10	—	11	—	0	—	—	—	—	48	3	64
Sottegem	3	—	4	10	33	—	2	—	—	—	—	127	50	89
TOTAUX.	17	4	43	50	183	29	34	10	1	—	—	318	115	657

XLVII (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT				REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
								en matière contentieuse.		en matière de conciliation.				
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Termonde	5	2	2	3	11	—	3	3	—	—	—	42	1	157
Alost	9	2	6	2	17	—	1	7	—	—	—	40	6	47
Beveren	1	—	1	1	4	—	2	—	—	—	—	—	—	52
Hamme	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	77
Lokeren	15	2	2	5	34	—	1	—	—	—	—	16	2	104
Saint-Gilles-Waes	1	1	4	2	9	—	2	—	—	—	—	4	1	64
Saint-Nicolas-Waes	—	—	1	2	10	—	—	1	—	—	—	105	1	151
Tamise	3	—	2	—	5	3	—	—	—	—	—	6	—	48
Wetteren	2	—	2	7	20	7	1	—	—	—	—	47	1	40
Zele	—	—	—	1	7	—	—	1	—	—	—	12	1	133
TOTAUX.	35	7	20	23	126	12	10	16	—	—	—	274	13	904
Bruges, 1er canton	6	1	15	19	93	1	1	2	—	—	—	91	—	127
Id. 2e id.	2	—	—	4	7	3	2	1	—	—	—	33	—	98
Id. 3e id.	—	—	2	—	10	—	—	—	—	—	—	98	2	118
Ardoye	4	—	2	—	9	—	1	1	—	—	—	26	—	104
Ghistelles	1	—	—	2	3	—	2	—	—	—	—	16	—	70
Ostende	21	7	29	30	118	17	—	14	—	—	—	—	—	120
Ruysselede	—	—	5	1	10	1	1	1	—	—	—	14	—	104
Thielt	—	—	2	—	11	—	—	—	—	—	—	10	—	123
Thourout	1	—	2	5	17	—	2	1	—	—	—	5	10	130
TOTAUX.	35	8	57	70	284	22	9	20	—	—	—	293	12	1,005
Courtrai, 1er canton	2	—	—	6	0	—	—	3	—	—	—	50	—	103
Id. 2e id.	3	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	230	6	92
Avelghem	1	—	2	6	10	2	—	1	—	—	—	40	3	24
Harlebeke	4	—	8	—	17	—	1	—	—	—	—	15	5	77
Iseghem	1	—	—	2	3	2	1	2	—	—	—	10	2	88
Menin	1	—	1	1	6	—	—	2	—	—	—	47	—	100
Meulebeke	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	108
Moorseele	3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	30	—	83
Mouscron	1	1	—	2	2	2	3	—	—	—	—	10	1	49
Oostroosbeke	—	—	2	—	11	—	—	—	—	—	—	18	3	52
Roulers	7	—	7	7	27	—	1	0	—	—	—	147	2	60
TOTAUX.	23	1	20	24	85	7	6	17	—	—	—	631	22	836
Furnes	—	—	—	2	5	2	—	8	—	—	—	32	—	94
Dixmude	1	—	5	3	—	2	1	1	—	—	—	40	1	111
Haringhe	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	52
Nieuport	—	1	2	—	6	1	2	4	—	—	—	0	3	70
TOTAUX.	1	1	7	5	11	5	3	14	—	—	—	82	4	327

XLVII (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Ypres, 1er canton	3	—	1	—	4	3	—	1	—	—	—	43	—	61
Id. 2e id.	—	—	5	5	26	2	1	—	—	—	—	43	1	104
Hooglede	—	—	2	1	13	—	—	—	—	—	—	50	—	104
Messines	6	—	6	8	31	1	2	1	—	—	—	46	—	52
Passchendaele	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	16	—	50
Poperinghe	—	—	1	2	3	—	—	2	—	—	—	25	—	68
Wervicq	2	—	2	—	7	3	—	2	—	—	—	3	1	97
TOTAUX.	12	—	17	16	84	9	3	7	—	—	—	224	2	536
Liége, 1er canton	27	—	20	31	102	7	1	10	—	—	—	146	7	96
Id. 2e id.	18	—	14	11	88	20	2	8	—	—	—	143	5	87
Dalhem	—	—	2	—	3	2	6	—	—	—	—	15	—	52
Fexhe-Slins	1	1	—	16	33	—	8	3	—	—	—	22	—	52
Fléron	8	—	4	6	20	—	2	10	—	—	—	30	—	75
Grivegnée	18	6	7	8	60	3	8	8	—	—	—	176	—	66
Hollogne-aux-Pierres	30	1	14	15	101	1	3	2	—	—	—	135	6	112
Herstal	5	—	6	2	25	—	3	3	—	—	—	428	1	86
Louveigné	4	—	8	6	45	34	3	10	—	—	—	52	2	75
Saint-Nicolas	11	—	2	10	35	—	1	1	—	—	—	90	—	54
Seraing	18	—	23	19	170	10	11	11	—	—	—	233	1	150
Waremme	2	—	4	3	16	1	2	3	—	—	—	74	1	50
TOTAUX.	142	8	106	127	702	78	50	69	—	—	—	1,599	23	933
Huy	7	1	2	0	18	4	2	2	—	—	—	85	2	80
Avennes	3	—	3	—	21	—	2	—	—	—	—	10	1	74
Ferrières	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	27
Héron	1	—	2	—	5	2	1	1	—	—	—	56	—	52
Jehay-Bodegnée	2	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	5	1	70
Landen	2	—	2	—	5	1	—	1	—	—	—	56	3	49
Nandrin	2	—	5	1	20	16	1	2	—	—	—	30	—	48
TOTAUX.	17	1	14	7	75	25	8	7	—	—	—	252	7	406
Verviers	6	1	7	11	50	1	—	5	—	—	—	510	—	221
Aubel	—	—	1	—	4	4	5	5	—	—	—	42	—	71
Bison	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	8	—	51
Herve	—	—	2	—	6	—	—	1	—	—	—	4	—	52
Limbourg	—	—	2	2	18	5	2	2	—	—	—	44	—	77
Spa	1	1	11	0	66	1	5	3	—	—	—	136	1	127
Stavelot	3	—	8	5	32	4	2	0	1	—	—	19	1	74
TOTAUX.	10	2	31	27	185	15	15	25	1	—	—	763	2	673

XLVII (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	7	2	10	12	20	1	—	4	—	—	—	16	—	138
Bilsen	—	—	2	2	9	1	—	1	—	—	—	7	—	101
Brée	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	68
Looz	—	—	4	8	39	—	—	2	—	—	—	20	—	109
Maeseyck	—	—	6	1	26	—	1	1	—	—	—	10	—	50
Mechelen	8	1	—	1	5	—	—	4	—	—	—	18	—	56
Sichen-Sussen-Bolré	1	—	2	6	12	—	—	—	—	—	—	4	6	51
TOTAUX.	16	3	24	30	120	3	1	12	—	—	—	82	6	576
Hasselt	1	1	2	—	19	—	—	2	—	—	—	20	2	90
Achel	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	60
Beeringen	2	—	1	—	1	1	1	2	—	—	—	36	—	48
Herck-la-Ville	7	1	5	1	19	—	—	2	—	—	—	8	—	105
Peer	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	8	2	67
Saint-Trond	10	3	10	11	50	6	2	8	—	—	—	124	7	50
TOTAUX.	22	5	18	12	89	7	3	18	—	—	—	199	11	424
Arlon	—	—	16	29	148	22	8	4	—	—	—	165	4	65
Etalle	2	—	11	3	34	—	2	2	—	—	—	194	—	46
Fauvillers	—	—	4	7	25	4	1	2	—	—	—	45	3	50
Florenville	—	—	9	14	46	—	3	3	1	—	—	65	—	25
Messancy	2	—	6	13	42	6	6	13	—	—	—	93	7	47
Virton	3	—	3	11	48	6	3	2	—	—	—	18	1	97
TOTAUX.	7	—	51	77	343	38	27	26	1	—	—	580	15	308
Marche	1	—	—	1	2	—	2	—	—	—	—	61	—	49
Durbuy	—	—	2	—	9	—	3	—	—	—	—	8	—	52
Erezée	—	—	2	1	7	3	2	—	—	—	—	14	—	25
Houffalize	—	—	6	9	42	1	2	11	—	—	—	28	2	65
Laroche	—	—	3	6	24	1	2	3	—	—	—	16	—	54
Nassogne	1	1	1	1	4	—	—	1	—	—	—	7	—	66
Vielsalm	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	52
TOTAUX.	2	1	14	18	88	7	11	15	—	—	—	134	2	363
Neufchâteau	—	—	11	8	84	3	3	4	—	—	—	94	4	47
Bastogne	1	—	11	16	80	3	2	7	—	—	—	2	22	48
Bouillon	—	—	2	2	15	1	—	3	—	—	—	27	—	51
Paliseul	3	—	6	5	31	0	4	3	—	—	—	22	—	24
Saint-Hubert	—	—	9	7	106	4	3	9	—	—	—	72	—	76
Sibret	—	—	2	6	15	3	1	3	1	—	—	6	—	51
Wellin	—	—	4	5	26	—	1	1	—	—	—	34	—	41
TOTAUX.	4	—	45	49	375	25	16	34	1	—	—	257	26	318

XLVII (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Namur, 1er canton.	10	—	7	14	59	15	6	6	1	—	—	276	2	52
Id. 2e id.	8	—	6	7	50	8	5	5	—	—	—	255	55	60
Andenne	—	—	0	4	25	12	5	1	—	—	—	10	1	99
Eghezée	2	—	5	4	24	4	—	1	—	—	—	8	1	05
Fosses	—	—	5	4	25	16	2	7	—	—	—	119	—	45
Gembloux	4	—	15	45	121	9	17	5	—	—	—	169	4	79
TOTAUX	24	—	40	76	280	64	31	27	1	—	—	844	41	428
Dinant	—	—	2	2	21	11	1	—	—	—	—	281	—	58
Beauraing	—	—	5	14	51	—	5	2	—	—	—	22	—	55
Ciney	5	—	14	4	70	57	2	1	1	—	—	22	1	06
Couvin	—	1	1	6	42	7	2	1	—	—	—	10	8	37
Florennes	—	—	6	11	61	15	—	1	—	—	—	15	—	46
Gedinne	—	—	2	4	14	5	1	—	—	—	—	31	—	25
Philippeville	1	—	—	2	10	2	—	1	—	—	—	2	—	28
Rochefort	5	—	2	4	18	37	1	5	1	—	—	15	—	02
Walcourt	—	—	2	2	15	10	—	—	—	—	—	8	2	24
TOTAUX	7	1	34	49	302	144	10	9	2	—	—	404	11	461

RÉCAPITULATION.

XLVII (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	107	65	257	468	1,577	269	16	107	—	—	—	2,597	162	1,672
Louvain	62	7	10	46	275	17	7	16	—	—	—	614	16	482
Nivelles	59	—	58	82	400	30	8	26	—	—	—	400	7	592
Anvers	69	16	81	81	572	150	7	60	—	—	—	5,185	85	625
Malines	22	—	16	67	168	15	—	12	—	—	—	97	8	401
Turnhout	9	—	16	18	87	10	4	11	—	—	—	65	—	207
Mons	59	11	65	80	501	41	72	17	1	—	—	1,408	86	774
Charleroy	65	4	150	221	1,240	70	55	69	—	—	—	852	55	682
Tournai	56	2	48	51	285	19	17	18	5	—	—	210	15	678
Gand	67	12	62	55	247	20	11	18	—	—	—	705	56	1,094
Audenarde	17	4	45	50	185	29	54	10	1	—	—	518	115	657
Termonde	55	7	20	25	120	12	10	16	—	—	—	274	15	904
Bruges	55	8	57	70	284	22	9	20	—	—	—	205	12	1,005
Courtrai	25	1	20	24	85	7	0	17	—	—	—	651	22	856
Furnes	1	1	7	5	11	5	5	14	—	—	—	82	4	527
Ypres	12	—	17	16	84	9	5	7	—	—	—	224	2	550
Liége	142	8	106	127	702	78	50	69	—	—	—	1,590	25	955
Huy	17	1	14	7	75	25	8	7	—	—	—	252	7	400
Verviers	10	2	51	27	185	15	15	25	1	—	—	705	2	675
Tongres	16	5	24	50	120	5	1	12	—	—	—	82	6	576
Hasselt	22	5	18	12	89	7	5	18	—	—	—	199	11	424
Arlon	7	—	51	77	545	58	27	26	1	—	—	580	15	508
Marche	2	1	14	18	88	7	11	15	—	—	—	134	2	565
Neufchâteau	4	—	45	49	575	25	16	54	1	—	—	257	26	518
Namur	24	—	40	76	280	64	31	27	1	—	—	844	41	428
Dinant	7	1	54	49	502	144	10	9	2	—	—	404	11	461
Cour d'appel de Bruxelles	788	105	708	1,114	4,705	619	186	556	4	—	—	9,428	452	6,051
Cour d'appel de Gand	190	55	226	225	1,020	104	76	102	1	—	—	2,525	224	5,559
Cour d'appel de Liége	251	21	577	472	2,559	466	172	242	6	—	—	5,114	144	4,800
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,229	159	1,511	1,809	8,282	1,129	454	680	11	—	—	17,067	800	16,280

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

COMPÉTENCE

Il y a dans le royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal a plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou plusieurs greffiers adjoints.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Les tribunaux civils connaissent de toutes matières, à l'exception de celles qui sont attribuées aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes (loi du 25 mars 1876, art. 8).

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix (art. 9).

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 2,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé (art. 16).

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal (art. 16 et loi du 26 décembre 1891).

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes (livre Ier du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.).

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

XLVIII. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger.

ARRONDISSEMENTS.	NATURE DES AFFAIRES.													
	AFFAIRES A JUGER.					AFFAIRES TERMINÉES								NOMBRE des affaires restant à juger.
	ANCIENNES			Nouvelles introduites pendant l'année judiciaire.	Nombre total des affaires à juger.	PAR DES JUGEMENTS CONTRADICTOIRES			par des jugements par défaut.	Nombre total des affaires terminées par des jugements.	par décrétement, transaction, abandon, jonction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	Nombre total des affaires terminées.	
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	réinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.			sur plaidoiries	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	3,660	18	32	3,046	6,756	809	155	—	939	1,901	507	398	2,866	3,890
Louvain	157	8	—	230	395	105	—	—	86	189	77	—	266	129
Nivelles	168	4	1	289	462	204	—	—	76	280	50	2	332	130
Anvers	890	7	5	1,071	1,982	257	71	—	221	549	245	1	795	1,187
Malines	124	3	—	116	243	59	1	11	24	95	40	8	143	100
Turnhout	21	3	—	36	60	22	8	—	6	36	10	1	47	13
Mons	485	—	3	509	995	167	40	—	164	371	105	15	487	508
Charleroi	507	17	7	895	1,426	248	116	—	347	711	127	20	858	568
Tournai	377	—	—	324	701	140	—	1	65	204	72	—	276	425
Gand	202	—	—	313	715	202	66	—	157	425	122	1	548	167
Audenarde	88	4	—	145	235	47	20	—	46	121	17	2	140	95
Termonde	20	—	—	127	147	70	—	—	52	122	2	—	124	23
Bruges	127	—	—	392	519	119	51	—	95	265	37	3	305	214
Courtrai	152	—	6	169	327	88	—	—	29	117	25	9	149	178
Furnes	20	3	—	36	59	17	4	—	12	33	12	—	45	14
Ypres	72	—	—	65	137	28	27	—	12	67	21	—	88	49
Liége	1,135	62	15	1,047	2,255	302	119	—	282	703	397	26	1,126	1,129
Huy	119	—	—	185	302	74	24	—	49	147	32	2	181	121
Verviers	185	6	4	358	533	125	24	—	100	249	85	3	337	196
Tongres	20	3	1	108	138	39	17	—	37	93	22	1	116	22
Hasselt	38	20	—	114	172	39	38	—	30	107	16	11	134	38
Arlon	66	—	—	173	239	100	14	—	39	153	31	—	184	55
Marche	55	—	—	113	168	45	15	—	20	87	31	8	126	42
Neufchâteau	110	1	—	75	186	42	3	—	13	58	6	70	134	52
Namur	282	—	6	331	619	127	36	—	84	247	86	—	333	286
Dinant	193	15	1	209	416	66	28	—	64	158	87	19	264	152
Cour d'appel de Bruxelles	6,376	60	48	6,556	13,020	2,009	389	12	1,926	4,336	1,291	443	6,070	6,950
Cour d'appel de Gand	681	7	6	1,445	2,139	571	177	—	402	1,150	234	15	1,399	740
Cour d'appel de Liége	2,207	105	25	2,691	5,028	957	318	—	727	2,002	705	140	2,935	2,093
TOTAUX GÉNÉRAUX	9,264	172	79	10,672	20,187	3,537	884	12	3,055	7,488	2,318	598	10,404	9,783

XLIX. — Durée des procès.

ARRONDISSEMENTS.	Durée des instances à partir de l'inscription au rôle.											
	AFFAIRES TERMINÉES PAR JUGEMENT. Inscrites						AFFAIRES RESTANT A JUGER. Inscrites					
	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	911	399	433	154	4	1,901	1,252	677	719	964	298	3,890
Louvain	30	48	47	30	5	189	31	22	22	36	18	129
Nivelles	37	41	70	110	10	280	45	10	25	40	5	130
Anvers	271	65	134	72	7	549	251	224	205	331	68	1,187
Malines	12	18	20	42	3	95	22	10	9	41	9	100
Turnhout	20	6	4	6	—	36	2	2	1	7	1	13
Mons	188	53	53	65	12	371	90	61	93	122	142	508
Charleroi	376	202	88	31	14	711	317	212	36	2	1	568
Tournai	24	48	60	51	12	204	70	40	53	117	151	425
Gand	324	91	9	1	—	425	71	50	45	1	—	167
Audenarde	23	19	41	31	7	121	24	12	22	27	10	95
Termonde	70	28	8	16	—	122	13	3	3	2	—	23
Bruges	23	71	106	62	3	265	42	61	74	30	7	214
Courtrai	33	33	26	17	6	117	40	36	49	32	21	178
Furnes	20	4	2	6	1	33	3	3	3	4	1	14
Ypres	28	14	16	9	—	67	10	7	6	15	11	49
Liége	74	88	192	218	131	703	185	118	168	400	258	1,129
Huy	68	36	21	12	10	147	36	19	28	23	15	121
Verviers	114	55	44	33	3	249	48	52	34	43	19	196
Tongres	68	12	13	—	—	93	12	1	9	—	—	22
Hasselt	57	39	9	2	—	107	20	4	4	1	—	38
Arlon	26	36	52	33	6	153	30	12	11	2	—	55
Marche	28	28	23	8	—	87	28	8	4	2	—	42
Neufchâteau	15	9	12	17	5	58	15	10	7	7	13	52
Namur	114	34	52	43	4	247	91	83	90	17	5	286
Dinant	23	15	35	33	10	158	30	21	30	31	28	152
Cour d'appel de Bruxelles	1,878	885	927	581	67	4,336	2,060	1,285	1,251	1,680	674	6,950
Cour d'appel de Gand	521	262	208	142	17	1,150	203	172	204	111	50	740
Cour d'appel de Liége	589	350	473	421	169	2,002	513	328	385	531	336	2,093
	2,988	1,495	1,608	1,144	253	7,488	2,776	1,785	1,840	2,322	1,060	9,783

L. — Natures des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements		NOMBRE des jugements		JUGEMENTS rendus après communication au ministère public				TOTAL des jugements rendus après communication au ministère public.
		qui accueillent la demande.	qui rejettent la demande.	contradictoires.	par défaut.	de droit.	d'office.	sur ses conclusions conformes.	sur ses conclusions contraires.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code civil.										
LIVRE I. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Actes de l'état civil (rectification).	3	3	—	—	3	1	2	3	—	3
TITRE V. — Nullité de mariage, opposition . .	27	19	8	26	1	25	—	20	3	23
TITRE V. — Pension alimentaire	364	221	143	179	185	184	5	182	7	189
TITRE VI. — Demandes en divorce	933	740	193	294	639	925	8	910	23	933
TITRE VI. — Id. en séparation de corps .	54	43	11	4	50	52	2	51	3	54
TITRE VII. — Réclamation d'état et désaveu de paternité	26	20	6	9	17	25	1	26	—	26
TITRE X. — Nomination et destitution de tuteurs, etc.	12	10	2	11	1	4	1	5	—	5
TITRE X. — Reddition de comptes de tutelles .	16	12	4	16	—	2	1	3	—	3
TITRE XI. — Interdiction provoquée par la famille.	152	137	15	48	104	142	10	140	3	152
TITRE XI. — Nomination de conseil judiciaire, mainlevée.	59	55	4	24	35	50	—	56	3	59
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE II. — Revendication de propriété immobilière	82	55	27	54	28	28	2	28	2	30
TITRE II. — Revendication de propriété mobilière	81	33	48	68	13	20	2	20	2	22
TITRE IV. — Servitudes	36	28	8	33	3	5	4	9	—	9
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Partages et liquidations. Licitations.	796	710	86	518	278	494	21	496	19	515
TITRE II. — Délivrance de dons et legs. Contestations.	59	38	21	44	15	40	—	37	3	40
TITRE II. — Nullité de donations et testaments.	33	18	15	24	9	20	—	19	1	20
TITRE III. — Inexécution de conventions . . .	266	192	74	231	35	45	—	35	8	43
TITRE III. — Payement de sommes	654	491	163	164	490	233	7	223	17	240
TITRE IV. — Dommages-intérêts en toutes matières	803	339	464	740	63	360	8	332	36	368

L (suite). — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements		NOMBRE des jugements		JUGEMENTS rendus après communication au ministère public				TOTAL des jugements rendus après communication au ministère public.
		qui accueillent la demande.	qui rejettent la demande.	contradictoires.	par défaut.	de droit.	d'office.	sur ses conclusions conformes.	sur ses conclusions contraires.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
TITRE V. — Séparation de biens	240	238	2	70	170	235	3	237	3	240
TITRE VI. — Vente. — Nullité. — Résolution. — Rescision.	472	412	60	230	242	69	10	75	6	79
TITRE VIII. — Payement de loyers et fermages.	139	94	45	110	29	64	3	64	3	67
TITRE XVIII. — Mainlevée. Radiation d'inscription et nullité d'hypothèque.	197	150	47	161	36	42	1	41	2	43
Code de procédure civile. Lois spéciales.										
LIVRE II, TITRE VIII. — Opposition à des jugements par défaut	97	45	52	55	42	31	—	25	6	31
LIVRE II, TITRE IX. — Incompétence	26	17	9	25	3	11	—	9	2	11
LIVRE III, TITRE UNIQUE. — Appels de justice de paix	237	102	135	220	17	69	5	62	12	74
LIVRE V, TITRE VII. — Saisies-arrêts. Oppositions	366	328	38	115	251	90	15	107	2	109
LIVRE V, TITRES XII et XIII. — Saisies immobilières	233	213	20	60	173	144	5	140	5	149
Expropriation pour cause d'utilité publique. (Loi du 17 avril 1833.)	481	377	104	469	12	465	18	453	28	481
Exequatur de jugements étrangers. (Loi du 23 mars 1876, art. 10.)	7	5	2	4	3	4	—	4	—	4
Autres matières.	537	309	228	429	108	281	5	262	22	284
TOTAUX.	7,488	5,454	2,034	4,433	3,055	4,169	137	4,067	239	4,306

NOTA. — Sur les 803 affaires en dommages-intérêts terminées, 339 jugements ont accueilli la demande, 464 jugements l'ont rejetée.

On relève :

258 procès pour accidents du travail (100 demandes accueillies, 158 rejetées).
84 id. pour accidents de chemins de fer (29 demandes accueillies, 55 rejetées).
82 id. pour diffamation par la voie de la presse (39 demandes accueillies, 43 rejetées).
34 id. pour dégâts aux propriétés mobilières et immobilières (13 demandes accueillies, 21 rejetées).
32 id. pour inexécution de conventions (12 demandes accueillies, 20 rejetées).
30 id. pour coups et blessures (14 demandes accueillies, 16 rejetées).
25 id. pour non-exécution de travaux (17 demandes accueillies, 8 rejetées).
24 id. pour dénonciation calomnieuse et diffamation (6 demandes accueillies, 18 rejetées).
12 id. pour non-payement de sommes (2 demandes accueillies, 10 rejetées).
12 id. pour accidents de charrettes, voitures (1 demande accueillie, 11 rejetées).

LI. — Divorces et séparations de corps.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.			DIVORCES.	SÉPARATIONS de corps.	TOTAL.
1			2	3	4
Nombre de demandes	accordées		756	44	800
	rejetées		199	12	211
	abandonnées		68	6	74
		TOTAL	1,023	62	1,085
Nombre de ménages que ces demandes concernaient			999	60	1,059
Demandes formées	par le mari		497	4	501
	par la femme		526	58	584
Situation de famille des époux	Ayant des enfants		516	33	549
	N'en ayant pas ou n'en ayant plus		451	24	475
	Situation inconnue		32	3	35
Durée du mariage	Moins de 1 an		5	—	5
	De 1 à 5 ans		205	10	213
	De 5 à 10 ans		330	16	346
	De 10 à 20 ans		319	18	337
	De 20 à 30 ans		111	12	123
	De 30 à 40 ans		14	2	16
	De 40 à 50 ans		1	1	2
	Plus de 50 ans		—	—	—
	Durée inconnue		16	1	17
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves		859	60	899
	Adultère	du mari	59	1	60
		de la femme	122	1	123
	Condamnation à une peine criminelle	du mari	2	—	2
		de la femme	1	—	1

LII. — Jugements rendus avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE des jugements rendus.	JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND						ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE.						
		contradictoires			par défaut.	sur requête.	Jugements par défaut suivis d'opposition.	Serments prêtés à l'audience.			Enquêtes			Interrogatoires sur faits et articles.
		sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.				déférés par l'une des parties à l'autre	référés.	déférés d'office.	sommaires.	devant juge commissaire directes.	devant juge commissaire contraires.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	2,065	446	659	—	933	25	44	5	—	4	256	90	56	28
Louvain	160	102	5	—	55	—	—	7	5	7	6	8	6	—
Nivelles	115	86	—	—	27	—	5	5	—	1	16	4	5	5
Anvers	507	165	146	—	108	88	7	8	3	—	59	55	50	3
Malines	59	38	3	—	18	—	—	2	—	—	7	6	4	—
Turnhout	7	3	2	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Mons	235	95	94	—	64	2	3	—	—	—	34	20	17	2
Charleroi	712	216	152	—	364	—	9	8	—	—	90	8	7	1
Tournai	190	122	—	—	20	45	2	2	—	—	8	12	5	2
Gand	265	158	71	—	28	6	—	4	2	1	72	24	16	6
Audenarde	72	16	52	—	4	—	1	2	—	1	—	14	12	3
Termonde	100	73	—	—	27	—	—	—	—	—	8	4	1	—
Bruges	180	25	97	—	37	25	5	—	—	1	—	10	5	5
Courtrai	59	14	45	—	—	1	1	—	—	—	3	6	4	5
Furnes	24	12	7	—	3	2	—	—	—	—	3	3	3	1
Ypres	61	19	32	—	3	3	—	3	1	—	2	9	9	—
Liége	1,088	164	498	—	426	—	17	—	—	—	3	77	45	10
Huy	47	18	28	—	—	1	1	—	—	—	—	18	15	7
Verviers	158	67	45	—	40	8	5	3	—	3	26	16	4	9
Tongres	11	9	—	—	—	2	1	—	—	—	1	3	2	2
Hasselt	81	34	25	—	2	—	2	3	—	1	2	12	10	7
Arlon	54	32	10	—	3	—	2	4	3	1	3	12	7	8
Marche	41	14	25	—	2	—	2	—	—	1	1	3	2	4
Neufchâteau	32	10	22	—	—	—	—	—	—	—	3	3	4	—
Namur	100	61	24	—	13	—	6	3	—	1	4	17	9	6
Dinant	85	24	34	—	23	4	3	1	—	1	—	8	6	3
Cour d'appel de Bruxelles	4,070	1,271	1,050	—	1,602	158	60	37	6	12	436	181	128	41
Cour d'appel de Gand	159	313	304	—	101	36	7	9	3	3	88	70	48	16
Cour d'appel de Liége	1,097	455	718	—	511	13	30	14	3	8	47	175	100	38
TOTAUX GÉNÉRAUX	6,526	2,039	2,061	—	2,217	209	115	60	12	23	591	426	276	115

LIII. — Affaires sur requête. — Référés. — Ordonnances.

ARRONDISSEMENTS.	AFFAIRES SUR REQUÊTE				PRO DEO		RECTIFICATION d'actes de l'état civil.	HOMOLOGATIONS			VENTES de biens	
								d'actes de notoriété.	de délibérations de conseils de famille			
	accordées.	rejetées.	sans suite.	Total.	accordés.	rejetés.			relatives à l'aliénation de biens de mineurs.	concernant tous autres objets.	de mineurs.	d'interdits.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	2.002	75	—	2,137	1,271	74	78	4	95	2	271	10
Louvain	329	9	—	338	75	7	25	—	15	—	140	5
Nivelles	310	41	6	357	77	36	12	—	12	7	158	—
Anvers	620	21	—	641	208	15	51	6	52	—	127	—
Malines	140	3	7	150	35	3	12	—	6	2	65	—
Turnhout	96	—	—	96	—	—	3	—	1	4	81	—
Mons	520	10	15	557	235	10	37	—	13	7	146	1
Charleroy	480	3	—	485	699	106	71	1	40	—	246	—
Tournai	349	15	1	365	175	3	22	1	6	—	111	2
Gand	519	22	36	577	245	22	22	1	15	28	122	6
Audenarde	160	6	1	173	25	7	8	3	3	3	82	1
Termonde	201	35	15	251	38	31	17	—	11	2	85	—
Bruges	203	4	4	211	68	4	15	—	3	4	63	2
Courtrai	206	2	1	209	45	2	27	—	18	—	60	—
Furnes	56	2	—	58	9	2	6	—	1	1	28	1
Ypres	120	1	1	122	28	—	14	—	8	—	40	3
Liége	1,016	25	42	1,081	624	21	42	4	16	39	182	—
Huy	289	20	11	320	136	20	—	—	8	10	122	—
Verviers	324	17	—	341	135	12	7	—	12	9	58	—
Tongres	135	3	4	142	17	3	11	—	9	3	92	—
Hasselt	176	2	—	178	30	1	9	—	12	7	76	1
Arlon	187	3	—	190	44	3	3	—	14	—	101	—
Marche	74	2	1	77	10	2	3	—	4	—	48	—
Neufchâteau	115	1	—	114	21	1	2	—	12	—	65	1
Namur	317	3	—	322	95	3	14	1	30	—	102	—
Dinant	196	3	1	200	27	3	14	1	8	6	100	1
Cour d'appel de Bruxelles	4,912	185	29	5,126	2,865	262	280	12	238	22	1,525	18
Cour d'appel de Gand	1,471	72	58	1,601	478	71	109	4	63	38	480	15
Cour d'appel de Liége	2,827	70	30	2,965	1,159	71	107	6	125	74	1,006	3
Totaux	9,210	336	146	9,692	4,502	404	505	22	426	134	2,811	34

RÉFÉRÉS JUGÉS		ORDONNANCES d'assignation à bref délai.	PROCÈS-VERBAUX de présentation de testaments		ORDONNANCES d'envoi en possession de succession testamentaire.	ORDRES d'arrestation par voie de correction paternelle contre		ORDONNANCES d'exequatur de jugements arbitraux		ARRONDISSEMENTS.
contradictoirement.	par défaut.		olographes.	mystiques.		un fils.	une fille.	en matière civile.	en matière commerciale.	
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
914	320	466	272	7	105	18	18	16	—	Bruxelles.
21	6	45	60	6	21	—	3	—	—	Louvain.
12	6	100	49	1	13	—	—	—	—	Nivelles.
174	150	105	115	7	39	20	27	3	10	Anvers.
15	2	22	34	—	18	—	—	—	—	Malines.
1	—	14	13	1	3	—	—	—	—	Turnhout.
23	8	31	68	1	21	—	2	1	—	Mons.
78	67	131	121	1	57	4	2	1	—	Charleroy.
26	7	129	63	3	30	4	—	—	—	Tournai.
57	17	81	116	8	58	9	8	—	—	Gand.
6	4	13	40	2	13	—	—	—	—	Audenarde.
3	—	3	73	3	20	3	2	—	—	Termonde.
23	6	36	73	—	24	—	—	—	—	Bruges.
9	4	34	62	1	23	—	—	—	—	Courtrai.
7	—	8	16	—	4	—	—	—	—	Furnes.
4	—	6	38	1	10	—	—	—	—	Ypres.
63	44	164	140	2	45	16	11	2	—	Liége.
13	1	33	54	4	6	—	—	—	—	Huy.
19	3	13	42	1	11	1	2	2	—	Verviers.
—	—	8	28	—	3	—	—	—	—	Tongres.
7	2	23	20	1	3	1	—	—	—	Hasselt.
10	2	110	18	1	3	—	—	—	—	Arlon.
3	—	—	23	—	1	—	—	—	—	Marche.
3	2	32	23	1	8	—	—	—	—	Neufchâteau.
30	13	61	57	1	—	2	3	—	—	Namur.
6	2	34	31	1	14	—	—	—	—	Dinant.
1,244	500	1,131	819	27	305	35	32	21	10	Cour d'appel de Bruxelles.
101	31	185	122	13	134	12	10	—	—	Cour d'appel de Gand.
158	60	500	465	12	94	20	16	4	—	Cour d'appel de Liége.
1,503	666	1,816	1,706	54	533	87	78	25	10	Totaux.

LIV. — Procédure d'ordre et de contribution.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES PROCÉDURES D'ORDRE									NOMBRE DES PROCÉDURES DE CONTRIBUTION									Transcriptions de saisies immobilières.
	A RÉGLER				TERMINÉES					A RÉGLER				TERMINÉES					
	pendantes au commencement de l'année.	poursuivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.	Restant à régler	pendantes au commencement de l'année.	poursuivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.	Restant à régler.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Bruxelles	—	—	2	2	—	2	—	2	—	22	1	13	36	—	25	1	24	12	—
Louvain	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	—	2	—
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	1	7	—	1	—	1	6	—
Malines	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	4	2	4	10	2	2	—	4	6	8	—	1	9	—	1	—	1	7	—
Charleroi	42	18	6	66	1	9	—	10	56	19	3	2	24	—	6	—	6	18	—
Tournai	2	—	—	2	—	—	1	1	1	—	—	1	1	—	—	1	1	1	—
Gand	1	—	2	3	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	2	—	—	2	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	2	2	—	—	—	—	2	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—
Courtrai	—	1	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	1	—	1	2	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	12	—	7	19	—	6	—	6	13	12	—	1	13	—	5	—	5	8	—
Huy	3	—	3	6	1	3	—	4	2	—	—	2	2	—	2	—	2	—	—
Verviers	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	1	2	—	1	—	1	1	—
Tongres	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—
Hasselt	3	—	4	7	—	1	—	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	3	3	—	—	—	—	3	—
Marche	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	2	2	—	—	1	1	1	—
Neufchâteau	2	—	—	2	—	—	—	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Namur	—	—	23	23	21	2	—	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	3	1	—	4	—	2	1	3	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Cour d'appel de Bruxelles	30	20	15	83	3	15	1	17	66	56	4	20	80	—	31	2	33	47	—
Cour d'appel de Gand	4	1	6	11	—	3	1	4	7	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—
Cour d'appel de Liége	26	1	38	65	22	18	1	41	24	14	1	10	25	—	9	1	10	15	—
TOTAUX	80	22	57	159	25	34	3	62	97	71	5	30	106	—	40	4	44	62	—

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

COMPÉTENCE

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2e alinéa).

Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce (titre Ier, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce a été porté à 2,500 francs par l'article 16 du titre préliminaire du nouveau Code de procédure civile (25 mars 1876).

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

LV. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger.

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES.													Causes restant à juger.
		CAUSES A JUGER						CAUSES TERMINÉES							
		ANCIENNES			NOUVELLES INTRODUITES			PAR JUGEMENTS							
								contradictoires							
CIVILS.	DE COMMERCE.	pendantes au commencement de l'année.	réinscrites après avoir été rayées comme terminées.	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.	entre commerçants.	entre commerçants et non-commerçants.	TOTAL.	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.	TOTAL.	par désistement, transaction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	TOTAL des causes terminées.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles	2,054	2,309	518	12,010	2,657	19,558	4,965	1.202	6,915	13,078	—	4,242	17,320	2,238
	Louvain	131	3	6	505	62	595	55	41	182	276	189	11	476	119
Nivelles		85	2	1	337	15	440	75	56	157	266	78	—	344	96
	Anvers	2,154	69	55	4,480	45	6,801	2,505	252	680	3,497	562	425	4,482	2,319
Malines		197	2	—	414	49	662	127	41	159	327	41	87	455	207
Turnhout		15	1	—	62	8	86	17	2	27	46	20	8	74	12
	Mons	382	27	8	1,105	82	1,604	117	172	467	756	295	169	1,218	386
Charleroi		300	20	28	1,855	369	2,576	266	417	1,022	1,705	586	154	2,245	331
	Tournai	142	8	6	394	96	646	187	8	150	345	149	4	498	148
	Gand	296	41	5	1,544	150	1,984	595	165	452	990	595	85	1,668	316
Audenarde		51	—	—	152	14	197	26	52	45	101	50	4	135	62
	Alost	101	—	1	515	48	463	146	—	122	268	67	—	335	128
	Saint-Nicolas	50	1	—	146	25	202	57	21	39	117	55	9	161	41
Termonde		2	—	—	67	7	76	57	—	15	72	2	—	74	2
	Bruges	112	—	—	581	50	523	48	48	145	241	141	6	388	135
	Ostende	69	—	2	505	45	437	76	44	92	212	110	6	328	109
	Courtrai	242	—	—	605	42	887	107	65	255	425	211	5	639	248
Furnes		5	1	—	54	7	47	5	1	17	23	19	—	42	5
Ypres		55	—	—	88	21	144	19	22	15	56	49	—	105	39
	Liége	675	50	85	2,127	572	3,489	818	192	1,001	2,011	451	340	2,782	707
Huy		57	—	—	155	30	240	41	19	64	124	31	10	165	75
	Verviers	255	8	15	575	177	1,030	189	25	250	464	99	188	751	270
Tongres		18	—	4	82	48	152	47	8	51	109	33	—	142	10
Hasselt		17	14	1	150	50	221	51	41	91	163	32	8	203	18
Arlon		50	—	—	145	16	209	33	14	40	87	51	5	143	66
Marche		16	—	—	58	22	96	12	9	39	60	20	7	87	9
Neufchâteau		79	—	1	54	24	158	26	3	24	53	31	2	86	72
	Namur	165	5	5	902	160	1,237	201	127	345	673	126	183	982	255
Dinant		65	1	4	271	17	386	36	10	134	180	98	12	290	96
	TOTAUX	7,808	2,548	771	29,153	4,866	45,146	10,736	3,015	12,974	26,725	3,929	5,964	36,618	8,528
Tribunaux	civils	1,020	47	39	5,007	677	5,690	816	655	1,901	3,372	921	207	4,590	1,100
	de commerce	6,788	2,501	732	25,216	4,189	39,456	9,920	2,260	11,075	23,353	3,008	5,667	32,028	7,428

LVI. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX		DURÉE DES PROCÈS A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU ROLE.									
		CAUSES TERMINÉES PAR JUGEMENT INSCRITES					CAUSES RESTANT A JUGER INSCRITES				
CIVILS.	DE COMMERCE.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	Bruxelles	11,010	527	400	535	13,078	1,034	448	305	451	2,238
	Louvain	224	25	19	8	276	47	5	16	51	119
Nivelles		907	32	16	11	966	25	12	20	39	96
	Anvers	1,405	570	1,349	166	3,497	869	841	529	80	2,319
Malines		105	65	125	34	327	27	28	12	140	207
Turnhout		37	5	2	2	46	4	—	3	5	12
	Mons	616	85	36	19	756	110	69	64	134	386
Charleroi		1,345	255	70	28	1,705	68	71	72	120	331
	Tournai	259	36	28	22	345	53	26	24	45	148
	Gand	675	173	98	44	990	217	86	15	—	318
Audenarde		58	21	14	8	101	21	10	6	25	62
	Alost	202	29	8	29	268	49	48	25	6	128
	Saint-Nicolas	102	9	4	2	117	17	7	7	10	41
Termonde		68	2	2	—	72	2	—	—	—	2
	Bruges	74	39	99	29	241	48	24	26	37	135
	Ostende	157	25	20	10	212	57	17	20	15	109
	Courtrai	361	25	19	22	425	57	26	45	122	248
Furnes		22	1	—	—	23	3	1	1	—	5
Ypres		33	10	6	7	56	10	10	6	13	39
	Liége	1,109	592	176	134	2,011	520	108	65	7	707
Huy		100	14	7	3	124	25	18	21	11	75
	Verviers	223	98	114	29	464	191	52	25	15	279
Tongres		99	7	3	—	109	5	2	3	—	10
Hasselt		122	37	4	—	163	9	6	2	1	18
Arlon		19	31	27	10	87	25	15	10	18	66
Marche		13	17	20	10	60	9	—	—	—	9
Neufchâteau		33	7	6	5	53	4	5	7	56	72
	Namur	364	176	112	21	673	160	40	26	29	255
Dinant		121	58	15	8	180	57	14	18	27	96
	Bruxelles	15,810	1,607	2,051	825	20,296	2,249	1,500	1,051	1,050	5,856
Cour d'appel de	Gand	1,752	552	270	151	2,505	481	229	147	228	1,085
	Liége	2,203	1,017	482	220	3,924	992	260	175	162	1,587
	TOTAL GÉNÉRAL	19,767	2,956	2,806	1,196	26,725	3,722	1,989	1,371	1,446	8,528
Tribunaux	civils	2,382	540	324	126	3,372	275	102	187	416	1,100
	de commerce	17,385	2,416	2,482	1,070	23,353	3,447	1,707	1,184	1,000	7,428

LVII. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Actes d'instruction préparatoire. Actes de société.

TRIBUNAUX		JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.					Opposition à des jugements par défaut.	ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE.							ACTES de société déposés au greffe.
			Contradictoires					Enquêtes		Interrogatoires sur faits et articles.	Prestation du serment				
											déféré par la partie.	référé.	déféré d'office		
CIVILS.	DE COMMERCE.	TOTAL.	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.	sur requête.		par écrit.	sans écrit.				sur le montant de la demande.	sur tout autre point.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles . . .	939	751	165	8	15	518	24	119	14	44	7	34	11	429
	Louvain . . .	83	36	39	8	—	6	—	21	—	9	—	—	4	154
Nivelles . . .	. . . . .	61	60	—	1	—	8	2	14	—	3	—	1	1	13
	Anvers . . .	695	469	144	61	21	55	4	16	4	2	—	—	22	917
Malines . . .	. . . . .	58	56	—	1	1	8	2	38	—	4	—	—	—	82
Turnhout . . .	. . . . .	7	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	30
	Mons	75	75	—	—	—	18	10	20	—	—	—	1	—	251
Charleroi . . .	. . . . .	149	73	49	27	—	23	14	69	—	4	—	1	—	52
	Tournai . . .	117	117	—	—	—	5	3	8	—	2	—	4	—	31
	Gand	141	120	—	—	21	24	23	—	6	—	—	—	—	63
Audenarde . .	. . . . .	43	13	29	1	—	4	—	6	—	—	—	1	—	10
	Alost	44	43	—	1	—	4	1	13	1	—	—	2	—	18
	Saint-Nicolas .	17	17	—	—	—	2	1	7	—	—	—	1	—	47
Termonde . . .	. . . . .	31	28	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	16
	Bruges	31	26	5	—	—	7	—	9	—	—	—	—	—	7
	Ostende . . .	123	77	46	—	—	4	1	29	—	7	1	—	1	7
	Courtrai . . .	135	34	101	—	—	10	1	5	—	1	—	—	—	80
Furnes	. . . . .	10	6	1	3	—	2	—	—	—	1	—	—	—	4
Ypres	. . . . .	35	7	7	20	1	—	—	2	—	3	—	—	—	24
	Liége	513	170	336	—	7	168	19	65	7	9	—	—	—	75
Huy	. . . . .	29	22	7	—	—	2	2	9	8	1	—	—	1	12
	Verviers . . .	133	44	88	—	1	19	—	21	1	—	—	—	—	50
Tongres . . .	. . . . .	16	12	4	—	—	4	4	4	—	—	—	—	—	16
Hasselt . . .	. . . . .	56	30	20	—	—	5	4	8	2	3	—	2	1	109
Arlon	. . . . .	58	37	21	—	—	1	4	25	—	2	1	1	—	10
Marche	. . . . .	14	5	9	—	—	2	3	6	1	—	—	—	—	16
Neufchâteau . .	. . . . .	14	8	6	—	—	—	6	—	—	3	—	—	—	10
	Namur	83	30	52	1	—	37	47	—	—	3	2	1	—	22
Dinant	. . . . .	41	17	19	1	4	4	8	11	6	2	—	1	—	57
	Bruxelles . . .	2,184	1,045	398	106	37	669	59	305	18	68	7	44	38	1,059
Cour d'appel de	Gand	610	371	189	28	22	57	29	74	7	12	1	4	1	276
	Liége	957	401	542	2	12	242	97	152	25	25	3	5	2	361
	TOTAUX . . .	3,751	2,415	1,129	136	71	968	185	531	50	103	11	53	41	2,596

CONCORDATS PRÉVENTIFS DE LA FAILLITE

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite s'il obtient de ses créanciers un concordat préventif dans les formes et conditions prescrites par la loi du 29 juin 1887.

Le concordat peut être également accordé après le décès du débiteur. Il ne peut s'établir que si la majorité des créanciers, représentant, par leurs créances contestées ou admises par provision, les trois quarts de toutes les sommes dues, ont adhéré expressément à la demande. Il n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordé qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

LVIII. — Concordats préventifs de la faillite.

TRIBUNAUX.	NOMBRE de DEMANDES de concordat préventif.	DEMANDES DE CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE					
		accueillies et suivies d'homologation.	REJETÉES avant toute procédure.	REJETÉES pour défaut de majorité.	admises par les créanciers, mais non suivies d'homologation.	suivies de déclaration de faillite sur aveu pendant la procédure.	retirées ou tenues en suspens.
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	63	35	2	—	—	14	14
Louvain	6	4	1	1	—	—	—
Nivelles	4	2	2	—	—	—	—
Anvers	33	21	—	11	—	1	2
Malines	6	5	—	—	—	—	1
Turnhout	1	—	—	1	—	—	—
Mons	7	1	3	—	1	—	2
Charleroi	9	2	—	7	—	—	—
Tournai	2	—	—	—	1	—	1
Gand	16	7	6	3	—	—	—
Audenarde	2	1	1	—	—	—	—
Alost	3	3	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	3	2	—	—	1	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	3	3	—	—	—	—	—
Ostende	3	2	—	—	—	1	2
Courtrai	4	2	1	1	—	—	—
Furnes	1	—	—	1	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—
Liége	15	9	1	1	—	—	2
Huy	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	10	15	1	1	—	—	2
Tongres	2	1	1	—	—	—	—
Hasselt	1	1	—	—	—	—	—
Arlon	1	1	—	—	—	—	—
Marche	1	1	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—
Namur	13	8	2	2	—	—	1
Dinant	3	3	—	—	—	—	—
Totaux par ressort. Bruxelles	135	70	8	20	2	15	20
Totaux par ressort. Gand	39	22	8	3	1	1	2
Totaux par ressort. Liége	53	39	5	4	—	—	5
TOTAUX GÉNÉRAUX	227	131	21	29	3	16	27

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses payements et dont le crédit se trouve ébranlé, est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses payements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de payement.

La faillite est qualifié banqueroute simple et punie correctionnellement, si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre Ier du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement, si le commerçant failli se trouve dans un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le sursis de payement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses payements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

LIX. — Faillites déclarées. — Montant du passif.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE total des faillites déclarées.	MONTANT DU PASSIF. Moins de 1,000 francs.	1,000 à 5,000 francs.	5,000 à 10,000 francs.	10,000 à 20,000 francs.	20,000 à 50,000 francs.	50,000 à 100,000 francs.	100,000 francs et plus.	Encore inconnu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	203	31	35	25	27	26	13	14	34
Louvain	15	1	4	3	1	2	—	1	1
Nivelles	9	—	—	1	1	1	—	2	4
Anvers	37	2	7	5	5	3	—	2	13
Malines	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Turnhout	3	—	—	1	—	—	1	1	—
Mons	33	5	10	3	—	1	1	—	15
Charleroi	34	—	2	1	2	—	—	—	20
Tournai	19	—	2	4	1	2	3	—	7
Gand	51	2	14	9	4	6	3	3	10
Audenarde	5	—	—	2	1	1	—	1	—
Alost	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Saint-Nicolas	5	—	1	—	—	1	—	2	1
Termonde	7	—	2	2	2	1	—	—	—
Bruges	32	4	11	10	5	—	—	2	—
Ostende	7	—	2	1	2	2	—	—	—
Courtrai	24	1	8	5	1	2	—	—	7
Furnes	2	—	1	1	—	—	—	—	—
Ypres	3	1	—	2	—	—	—	—	—
Liége	26	1	4	3	1	6	2	4	5
Huy	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Verviers	16	1	8	2	—	1	—	2	2
Tongres	2	—	—	—	—	—	—	2	—
Hasselt	4	—	1	—	—	1	—	—	2
Arlon	5	2	1	—	—	2	—	—	—
Marche	2	—	—	1	—	1	—	—	—
Neufchâteau	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Namur	10	—	6	3	4	6	—	—	—
Dinant	2	—	—	1	1	—	—	—	—
Totaux par ressort — Bruxelles	357	39	60	45	37	35	18	20	103
Totaux par ressort — Gand	138	8	30	32	16	14	3	8	18
Totaux par ressort — Liége	78	4	21	10	6	17	2	8	10
TOTAUX GÉNÉRAUX	573	51	120	87	59	66	23	36	131

FAILLITES DÉCLARÉES.

LX. — Circonstances personnelles aux faillis.

ARRONDISSEMENTS.	Faillites déclarées.	FAILLITES NOUVELLES OUVERTES contre des hommes.	contre des femmes.	contre des associés.	contre des sociétés.	FAILLITES PRONONCÉES sur aveu.	sur assignation.	sur requête.	d'office.	ORIGINE DES FAILLIS. Belge.	Etrangère.	Inconnue.	RÉSIDENCE DES FAILLIS. Chefs-lieux d'arrondissement.	Communes de 10,000 habitants et plus.	Communes de moins de 10,000 habitants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	203	156	25	6	18	84	25	82	14	183	22	—	70	130	5
Louvain	15	11	2	—	—	7	1	2	5	15	—	—	9	—	4
Nivelles	9	6	—	1	2	—	3	1	3	9	—	—	1	1	7
Anvers	37	26	5	4	2	19	12	2	4	33	4	—	32	5	—
Malines	2	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	1	—	1
Turnhout	3	3	—	—	—	—	—	2	1	3	—	—	2	—	1
Mons	33	32	—	—	3	9	3	13	8	31	4	—	9	12	14
Charleroi	34	30	1	1	2	8	13	3	10	34	—	—	10	10	14
Tournai	19	14	4	1	—	7	3	6	3	16	3	—	1	2	16
Gand	51	39	8	2	2	8	12	11	20	48	3	—	36	10	5
Audenarde	5	4	1	—	—	1	3	—	1	5	—	—	—	3	2
Alost	2	2	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	1	1
Saint-Nicolas	5	4	1	—	—	2	—	—	3	5	—	—	—	5	—
Termonde	7	7	—	—	—	2	—	—	5	7	—	—	3	3	1
Bruges	32	30	2	—	—	19	—	12	1	32	—	—	18	14	—
Ostende	7	6	1	—	—	3	1	2	1	7	—	—	6	1	—
Courtrai	24	22	2	—	—	10	3	11	—	24	—	—	6	4	14
Furnes	2	2	—	—	—	1	—	—	1	2	—	—	—	2	—
Ypres	3	3	—	—	—	1	—	2	—	3	—	—	—	—	3
Liége	26	21	4	—	1	4	10	9	3	22	4	—	10	7	9
Huy	1	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1
Verviers	16	12	2	1	1	1	4	9	2	16	—	—	8	—	8
Tongres	2	1	1	—	—	—	—	—	2	2	—	—	2	—	—
Hasselt	4	4	—	—	—	1	1	1	1	4	—	—	2	—	2
Arlon	5	3	1	—	1	—	3	—	—	4	1	—	3	—	2
Marche	2	2	—	—	—	1	—	—	1	2	—	—	—	—	2
Neufchâteau	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1
Namur	19	14	1	3	1	—	4	7	8	17	2	—	11	—	8
Dinant	2	1	1	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	2
Totaux par ressort — Bruxelles	357	280	57	15	27	134	64	111	48	324	33	—	135	160	62
Totaux par ressort — Gand	138	110	15	2	2	47	21	38	32	135	3	—	69	45	26
Totaux par ressort — Liége	78	59	10	4	5	7	27	27	17	70	8	—	36	7	35
TOTAUX GÉNÉRAUX	573	458	62	19	34	188	112	176	97	529	44	—	240	210	123

LXI. — Faillites déclarées.

RELEVÉ PAR PROVINCE.

Brabant	227	Liége	43
Anvers	42	Limbourg	6
Hainaut	88	Luxembourg	8
Flandre orientale	70	Namur	21
Flandre occidentale	68		

Pour le Royaume : **573.**

LXII. — Faillites terminées.

Dividende distribué.

MONTANT DES DIVIDENDES.		1900-1901	MONTANT DES DIVIDENDES.		1900-1901
Dividendes des faillites terminées par concordat	Rien	—	Dividendes des faillites terminées par liquidation	Rien	7
	Moins de 10 °/₀	7		Moins de 10 °/₀	111
	De 10 à 20 °/₀	6		De 10 à 20 °/₀	49
	De 20 à 30 °/₀	5		De 20 à 30 °/₀	26
	De 30 à 50 °/₀	4		De 30 à 50 °/₀	13
	De 50 à 75 °/₀	9		De 50 à 75 °/₀	6
	75 °/₀ et plus	—		75 °/₀ et plus	3
	Paiement intégral	2		Paiement intégral	4
	Inconnu	2		Inconnu	18
Faillites révoquées		31			
Id. abandonnées faute d'actif		261			
Id. pendantes à la fin du mois de juillet 1901		782			

LXIII. — Faillites terminées. — Durée de la procédure.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES FAILLITES TERMINÉES PAR					DURÉE DES FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT OU LIQUIDATION.									
	révocation.	abandon à défaut d'actif.	concordat.	liquidation.	Total.	Moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 à 3 ans.	3 à 4 ans.	4 à 5 ans.	5 à 6 ans.	6 ans et plus.	Inconnue.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	15	112	18	40	192	3	35	23	2	1	—	—	3	—	67
Louvain	—	8	1	9	18	4	3	1	1	—	—	—	1	—	10
Nivelles	—	7	1	7	15	—	—	—	3	—	—	—	5	—	8
Anvers	—	16	—	19	35	8	5	2	1	—	—	—	3	—	19
Malines	—	1	—	5	6	1	2	1	1	—	—	—	—	—	5
Turnhout	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Mons	5	21	2	21	49	7	2	2	3	3	1	3	2	—	23
Charleroi	4	17	4	18	43	5	2	4	1	3	—	—	7	—	22
Tournai	2	5	—	6	13	2	2	2	—	—	—	—	—	—	6
Gand	2	19	4	18	43	4	9	3	3	—	—	—	1	—	22
Audenarde	—	1	1	1	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Alost	—	—	—	4	4	1	1	—	2	—	—	—	—	—	4
Saint-Nicolas	—	1	1	3	5	—	1	—	2	—	—	1	—	—	4
Termonde	—	—	—	4	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—	4
Bruges	—	5	—	8	13	3	2	2	1	—	—	—	—	—	8
Ostende	—	1	—	2	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Courtrai	—	14	—	9	23	4	2	1	2	—	—	—	—	—	9
Furnes	—	1	—	3	4	—	2	—	—	—	—	—	1	—	3
Ypres	—	1	—	2	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2
Liége	1	12	2	15	30	7	4	1	2	1	1	1	—	—	17
Huy	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Verviers	—	10	—	6	16	—	1	3	1	—	1	—	—	—	6
Tongres	—	1	—	6	7	—	1	—	—	1	—	—	4	—	6
Hasselt	—	3	—	7	10	—	2	3	1	—	—	1	—	—	7
Arlon	—	—	—	3	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	3
Marche	2	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	2	3	1	9	15	2	3	1	—	—	—	—	3	1	10
Dinant	—	1	—	1	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Totaux par ressort — Bruxelles	24	187	26	135	372	30	49	37	12	7	2	3	21	—	161
Totaux par ressort — Gand	2	43	6	54	105	19	20	8	10	—	—	1	2	—	60
Totaux par ressort — Liége	5	31	3	48	87	10	13	9	4	3	2	2	7	1	51
Totaux généraux	31	261	35	237	564	59	82	54	26	10	4	6	30	1	272

4e COURS D'APPEL

COMPÉTENCE

L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Les cours d'appel *connaissent*, en *matière civile*, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXIV. — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Bruxelles.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES								CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.		
					CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.						
					confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Affaires civiles.														**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. Bruxelles	263	263	530	42	118	33	33	14	220	32	21	273	257	Bruxelles.
Louvain	18	21	39	7	7	—	3	—	10	1	—	11	28	Louvain.
Nivelles	23	24	47	2	9	2	6	—	17	2	3	22	23	Nivelles.
Anvers	72	57	129	7	11	3	15	3	34	4	6	44	85	Anvers.
Malines	12	20	32	2	6	1	2	—	9	—	—	9	23	Malines.
Turnhout	10	—	10	—	2	—	—	—	2	—	—	2	8	Turnhout.
Mons	42	30	72	3	15	2	4	—	21	3	2	28	44	Mons.
Charleroi	120	74	194	10	24	9	6	4	43	15	6	64	130	Charleroi.
Tournai	26	29	55	3	15	2	2	1	18	—	1	19	36	Tournai.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	Tribunaux étrangers (cassation).
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	3	3	—	2	—	1	—	3	—	—	3	—	Conseils de discipline.
Appels de jugements d'arbitres	15	7	20	—	4	2	2	—	8	—	—	8	12	Appels de jugements d'arbitres.
Affaires portées directement devant la Cour	4	20	24	—	8	3	5	—	16	3	1	20	4	Affaires portées directement.
Affaires commerciales.														**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. / DE COMMERCE.													4	TRIBUNAUX DE :
Bruxelles	151	216	367	17	54	20	26	9	109	30	12	151	216	Bruxelles.
Nivelles. Louvain	9	4	13	1	1	3	—	—	4	—	—	4	9	Louvain.
	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	Nivelles.
Malines. Anvers	125	151	274	3	29	19	13	3	64	12	8	84	190	Anvers.
Turnhout	8	4	12	1	2	—	1	1	4	—	1	5	7	Malines.
	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	Turnhout.
Charleroi. Mons	8	13	21	—	4	1	2	—	7	—	1	8	13	Mons.
Tournai	34	35	69	—	5	1	5	—	11	4	1	16	35	Charleroi.
	25	8	33	—	5	1	3	—	9	2	1	12	21	Tournai.
Renvoi après cassation	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	2	Renvoi après cassation.
Appels de jugements d'arbitres	2	1	3	—	3	—	—	—	5	—	—	5	3	Appels de jugements d'arbitres.
Affaires portées directement devant la Cour	1	9	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	Affaires portées directement.
TOTAUX. Affaires civiles	600	550	1,156	76	210	64	97	22	402	62	40	504	652	Affaires civiles.
Affaires commerciales	364	444	808	28	100	45	50	15	214	48	24	286	522	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX.	970	994	1,964	104	325	109	147	35	616	110	64	790	1,174	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Première chambre	195	203	398	17	98	21	24	3	146	19	16	181	217	Première chambre.
Deuxième id.	207	180	387	20	60	21	24	3	110	20	16	146	241	Deuxième id.
Troisième id.	160	218	378	26	70	15	33	4	122	28	10	160	218	Troisième id.
Quatrième id.	205	204	409	21	52	33	37	14	136	20	5	161	248	Quatrième id.
Cinquième id.	205	185	388	20	45	19	20	9	102	25	15	138	230	Cinquième id.
Vacations.	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	Vacations.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXIV (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Gand.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES								CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
					PAR ARRÊTS AU FOND									
					CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.	TOTAL des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.		
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Affaires civiles.														**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. — Gand	12	33	45	10	14	6	5	1	26	6	1	33	12	Gand.
Audenarde	4	11	15	—	5	1	3	—	7	—	—	7	8	Audenarde.
Termonde	5	19	24	4	7	7	1	1	16	—	2	18	6	Termonde.
Bruges	11	38	49	9	11	8	7	2	28	2	—	30	19	Bruges.
Courtrai	6	9	15	3	3	1	2	1	7	2	—	9	6	Courtrai.
Furnes	1	3	4	—	1	1	1	—	3	—	—	3	1	Furnes.
Ypres	1	6	7	—	3	—	—	1	4	—	—	4	3	Ypres.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	Renvoi après cassation.
Affaires commerciales.														**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX														TRIBUNAUX DE
DE PREMIÈRE INSTANCE. — DE COMMERCE.														
Gand	11	51	62	5	16	5	6	2	29	13	—	42	20	Gand.
Audenarde —	6	—	6	1	1	1	1	—	3	1	—	4	2	Audenarde.
Alost	2	11	13	—	1	—	1	—	2	4	—	6	7	Alost.
Saint-Nicolas	2	2	4	1	—	2	1	—	3	1	—	4	—	Saint-Nicolas.
Termonde —	1	1	2	1	1	—	—	—	1	1	—	2	—	Termonde.
Bruges	2	5	7	2	5	—	—	—	5	—	—	5	2	Bruges.
Ostende	6	1	7	—	1	—	—	—	1	—	—	1	6	Ostende.
Courtrai	3	5	8	2	3	2	—	—	5	1	—	6	2	Courtrai.
Furnes —	—	3	3	1	1	1	—	—	2	—	—	2	1	Furnes.
Ypres —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Ypres.
Appels de jugements d'arbitres	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	Appels de jugements d'arbitres.
TOTAUX. Affaires civiles	41	119	160	20	42	24	20	6	92	10	3	105	55	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	33	80	113	13	20	11	9	2	51	22	—	73	40	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX	74	199	273	33	71	35	29	8	143	32	3	178	95	TOTAUX GÉNÉRAUX
Première chambre	28	109	137	11	37	25	15	4	79	16	2	97	40	Première chambre.
Deuxième id.	46	90	136	28	34	12	14	4	64	16	1	81	55	Deuxième id.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXIV (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Liége.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES								CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.		
					CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.						
					confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Affaires civiles.														**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. — Liége	66	79	145	10	57	17	18	6	98	6	5	109	36	Liége.
Huy	8	14	22	—	5	2	3	—	10	—	—	10	12	Huy.
Verviers	24	45	69	3	16	7	3	4	30	4	1	35	34	Verviers.
Tongres	6	16	22	2	4	1	3	2	10	—	—	10	12	Tongres.
Hasselt	6	5	11	1	3	—	2	—	5	—	—	5	6	Hasselt.
Arlon	16	18	34	1	7	2	5	—	14	2	1	17	17	Arlon.
Marche	2	5	7	—	2	4	—	—	6	—	—	6	1	Marche.
Neufchâteau	5	10	15	1	3	—	2	—	5	—	—	5	10	Neufchâteau.
Namur	21	32	53	3	10	5	14	—	29	1	1	31	22	Namur.
Dinant	22	9	31	3	8	3	6	1	18	1	1	20	11	Dinant.
Affaires commerciales. TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. — DE COMMERCE.														**Affaires commerciales.** TRIBUNAUX DE :
Liége	33	52	85	5	24	5	7	—	36	5	2	43	42	Liége.
Huy	4	2	6	—	2	—	1	—	3	—	1	4	2	Huy.
Verviers	9	14	23	1	10	3	1	—	14	1	—	15	8	Verviers.
Tongres	1	2	3	—	1	—	2	—	3	—	—	3	—	Tongres.
Hasselt	1	1	2	—	1	1	—	—	2	—	—	2	—	Hasselt.
Arlon	—	2	2	—	2	—	—	—	2	—	—	2	—	Arlon.
Marche	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	Marche.
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Neufchâteau.
Namur	10	13	23	3	7	1	4	—	12	3	2	17	6	Namur.
Dinant	3	4	7	1	1	2	—	1	4	—	—	4	3	Dinant.
TOTAUX. Affaires civiles	176	253	409	24	115	41	56	15	225	14	9	248	101	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	62	90	152	10	48	12	16	1	77	9	5	91	61	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX.	238	323	561	34	163	53	72	14	302	23	14	339	222	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Première chambre.	67	110	177	18	48	17	25	4	92	14	4	110	67	Première chambre.
Deuxième id.	84	108	192	4	52	20	26	8	106	5	7	118	74	Deuxième id.
Troisième id.	87	105	192	12	63	16	25	2	104	4	3	111	81	Troisième id.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXIV (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

RÉCAPITULATION.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES								CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND — CONTRADICTOIRES — confirmatifs.	PAR ARRÊTS AU FOND — CONTRADICTOIRES — INFIRMATIFS — en tout.	PAR ARRÊTS AU FOND — CONTRADICTOIRES — INFIRMATIFS — en partie.	PAR ARRÊTS AU FOND — par défaut non susceptibles d'opposition.	TOTAL des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.		
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	Tribunaux de première instance en matière civile.	588	520	1,108	76	205	56	91	22	374	59	39	472	636	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale.	45	42	87	5	7	1	6	1	15	4	2	21	60	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	316	392	708	25	95	44	44	12	193	44	22	259	449	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats.	—	3	3	—	2	—	1	—	3	—	—	3	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	15	8	23	—	5	2	2	—	9	—	—	9	14	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	5	29	34	—	15	5	5	—	21	3	1	25	9	Affaires portées devant la Cour.
Gand	Tribunaux de première instance en matière civile.	40	119	159	26	42	24	19	5	91	10	3	104	55	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale.	7	4	11	3	3	2	1	—	6	2	—	8	3	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	26	75	101	10	26	9	8	2	45	19	—	64	37	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées devant la Cour.
Liége	Tribunaux de première instance en matière civile.	176	233	409	24	115	41	56	13	225	14	9	248	161	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale.	10	11	21	1	7	3	4	1	15	—	1	16	5	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	52	79	131	9	41	9	12	—	62	9	4	75	56	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées devant la Cour.
Totaux	Tribunaux de première instance en matière civile.	804	872	1,676	126	362	121	166	41	690	85	51	824	852	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale.	62	57	119	9	17	6	11	2	36	6	3	45	74	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	394	546	940	42	160	62	64	14	300	72	26	398	542	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	2	—	2	—	—	1	1	—	2	—	—	2	—	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	3	3	—	2	—	1	—	3	—	—	3	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	15	9	24	—	5	2	2	—	9	1	—	10	14	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	5	29	34	—	13	5	5	—	21	3	1	25	9	Affaires portées devant la Cour.
	TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,282	1,516	2,798	177	559	197	248	57	1,061	165	81	1,307	1,491	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Totaux par ressort.	Bruxelles	970	994	1,964	104	325	109	147	35	516	110	64	790	1,174	Bruxelles.
	Gand	74	199	273	39	71	35	29	8	143	32	3	178	95	Gand.
	Liége	238	323	561	34	163	53	72	14	302	23	14	339	225	Liége.

LXV. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
***A.* — Code civil.**										
LIVRE I.										
Des personnes.										
TITRE II. — Acte de l'état civil. (Rectification.) . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE V. Nullité de mariage, opposition	5	3	2	5	—	5	—	5	—	5
TITRE V. Pension alimentaire	16	8	8	15	1	15	—	15	—	13
TITRE VI. Demandes en divorce	53	29	24	41	12	48	—	45	3	48
TITRE VI. Id. en séparation de corps. . .	6	1	5	5	1	6	—	6	—	6
TITRE VIII. — Réclamation d'état et désaveu de paternité	3	2	1	2	1	2	—	2	—	2
TITRE X. — Nomination et destitution de tuteur, etc.	9	6	3	8	1	5	—	5	—	5
TITRE XI. Interdiction provoquée par la famille. .	5	3	2	3	—	4	—	4	—	4
TITRE XI. Nomination de conseil judiciaire. Mainlevée.	6	4	2	6	—	6	—	6	—	6
LIVRE II.										
Des biens et des différents modes de la propriété.										
TITRE II. Revendication de propriété immobilière.	3	3	—	3	—	2	—	2	—	2
TITRE II. Id. de propriété mobilière. .	7	4	3	6	1	3	—	3	—	3
TITRE II. Servitudes	4	2	2	3	1	—	2	2	—	2
LIVRE III.										
Des différentes manières dont on acquiert la propriété.										
TITRE I. — Partages et liquidations. Licitations. .	33	15	18	32	1	19	—	16	3	19
TITRE II. Délivrance de dons et legs. Licitations.	11	6	5	11	—	10	—	10	—	10
TITRE II. Nullité de donations et testaments . .	4	1	3	3	1	—	2	—	2	2
TITRE III. Inexécution de conventions.	34	17	17	31	3	14	—	13	1	14
TITRE III. Payement de sommes	61	39	22	53	8	24	—	21	3	24
TITRE IV. — Dommages-intérêts (en toutes matières).	216	106	110	213	1	102	2	90	14	104
TITRE V. — Séparation de biens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE VI. — Vente. Nullité. Résolution. Rescision.	10	8	2	9	1	6	—	6	—	6
TITRE VIII. — Payement de loyers et fermages. . .	27	15	12	25	2	12	—	12	—	12
TITRE XVIII. — Mainlevée, radiation d'inscription et nullité d'hypothèque	3	—	3	3	—	2	—	2	—	2
Procédure civile. — Lois spéciales.										
LIVRE II, t. IX. — Incompétence	7	6	1	3	2	6	—	6	—	6
LIVRE V, t. VII. — Saisies-arrêts. Oppositions. . .	5	3	2	3	—	3	—	3	—	3
LIVRE V, t. XII et XIII. — Saisies immobilières . .	12	3	9	11	1	10	—	9	1	10
Loi du 17 avril 1835. — Expropriations pour cause d'utilité publique.	108	52	56	108	—	108	—	93	15	108
Autres matières	71	31	40	67	4	44	—	40	4	44
TOTAL.	719	367	352	678	41	456	6	416	46	462

LXV (suite). — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
***B.* — Code de commerce.**										
LIVRE Ier.										
Commerce en général.	301	159	142	286	15	85	10	78	17	95
Lettres de change. Billets à ordre, etc.	3	1	2	3	—	1	—	1	—	1
LIVRE II.										
Commerce maritime, etc.	5	1	1	3	—	—	—	—	—	—
LIVRE III.										
Faillites, banqueroutes, etc.	33	21	12	32	1	28	2	25	7	30
TOTAL. . . .	342	185	157	326	16	114	12	102	24	126
Affaires civiles.										
Cour d'appel de Bruxelles	402	236	166	380	22	252	4	252	24	256
Cour d'appel de Gand	92	38	54	86	6	73	—	68	5	73
Cour d'appel de Liége	225	93	132	212	13	131	2	116	17	133
TOTAL. . . .	719	367	352	678	41	456	6	416	46	462
Affaires commerciales.										
Cour d'appel de Bruxelles	214	120	94	201	13	70	2	69	12	81
Cour d'appel de Gand	51	26	25	49	2	9	1	10	—	10
Cour d'appel de Liége	77	39	38	76	1	26	9	23	12	35
TOTAL. . . .	342	285	157	326	16	114	12	102	24	126
TOTAL GÉNÉRAL POUR LE ROYAUME. . . .	1,061	652	509	1,004	57	570	18	522	70	588

LXVI. — Durée de la procédure.

AFFAIRES INSCRITES AU ROLE	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS contradictoires.	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS par défaut.	AFFAIRES TERMINÉES par radiation du rôle, etc.	TOTAL.	AFFAIRES RESTANT à JUGER.
1	2	3	4	5	6
A. — En matière civile.					
Depuis moins de 3 mois	70	9	5	84	146
— 3 à 6 mois	111	11	12	134	177
— 6 mois à 1 an	219	11	32	262	193
— 1 à 3 ans	224	9	64	297	296
— 3 à 5 ans	40	1	20	61	44
— 5 à 10 ans	14	—	5	19	10
TOTAL	678	41	138	857	868
B. — En matière commerciale.					
Depuis moins de 3 mois	41	4	6	51	134
— 3 à 6 mois	53	3	23	79	130
— 6 mois à 1 an	96	4	24	124	151
— 1 à 3 ans	112	5	42	157	191
— 3 à 5 ans	24	1	8	33	16
— 5 à 10 ans	—	1	5	6	1
TOTAL	326	16	108	450	623
Affaires civiles.					
Cour d'appel de Bruxelles	380	22	102	504	652
Cour d'appel de Gand	86	6	13	105	53
Cour d'appel de Liége	212	13	23	248	161
TOTAL	678	41	138	857	868
Affaires commerciales.					
Cour d'appel de Bruxelles	201	13	72	286	522
Cour d'appel de Gand	49	2	22	73	40
Cour d'appel de Liége	76	1	14	91	61
TOTAL	326	16	108	450	623
TOTAL GÉNÉRAL	1,004	57	246	1,307	1,491

COUR DE CASSATION (1re CHAMBRE).

LXVII. — Pourvois en matière civile.

COURS ET TRIBUNAUX QUI ONT RENDU LES JUGEMENTS ATTAQUÉS.	CAUSES A JUGER pendantes au commencement de l'année judiciaire.	CAUSES A JUGER introduites pendant l'année judiciaire.	CAUSES A JUGER TOTAL.	ARRÊTS d'instruction.	ARRÊTS AU FOND Cassation.	ARRÊTS AU FOND Rejet.	ARRÊTS DÉCRÉTANT la déchéance.	ARRÊTS DÉCRÉTANT le désistement.	TOTAL des ARRÊTS.	Causes restant à juger.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Cours d'appel jugeant en matière civile.										
Bruxelles	16	11	27	—	2	14	—	—	16	11
Bruxelles (de commerce)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	1	6	7	—	1	4	—	—	5	2
Gand (de commerce)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	9	9	—	—	3	—	—	3	6
Liége (de commerce)	4	—	4	—	—	—	—	—	—	4
Tribunaux jugeant en première instance.										
Bruxelles	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Louvain	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Nivelles	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Anvers	1	3	4	—	—	1	—	—	1	3
Mons	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Charleroi	2	1	3	—	—	—	—	—	—	3
Gand	—	2	2	—	—	1	—	1	2	—
Audenarde	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Bruges	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—
Courtrai	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Ostende (prud'hommes)	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—
Furnes	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Liége	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Huy	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Verviers	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Tongres	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Hasselt	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Arlon	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Namur	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2
Dinant	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Tribunaux de commerce	2	5	7	—	2	4	—	—	6	1
Justices de paix	1	3	4	—	3	—	—	—	3	1
TOTAUX	41	45	86	—	12	29	—	1	42	44

LXVIII. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent.

NATURE DES AFFAIRES JUGÉES.			ARRÊTS sur incidents.	ARRÊTS de désistement.	ARRÊTS de cassation.	ARRÊTS de rejet.	TOTAL par matière.	TOTAL général.
Livre.	Titre.	**Code civil.**						
I	II	Des actes de l'état civil	—	—	—	1	1	
II	I	Du conseil judiciaire	—	—	—	1	1	
III	II	Des donations entre vifs et des testaments	—	—	—	2	2	
III	II	De l'obligation de donner	—	—	—	1	1	
III	III	De l'effet des obligations	—	1	1	—	2	16
III	III	De la preuve de l'obligation et de celle du payement	—	—	—	4	4	
III	III	Du titre authentique	—	—	—	2	2	
III	III	De la preuve littérale	—	—	1	1	2	
III	XX	De la prescription	—	—	1	—	1	
		Total des arrêts sur le code civil	—	1	3	12	16	
		Code de procédure.						
1re Partie. — L. II	T. XXV.	De l'opposition faite à l'exécution (art. 458)	—	—	—	1	1	1
		Lois et matières diverses.						
Loi du 22 frimaire an VII. — Enregistrement			—	—	2	2	4	
Loi du 30 mars 1836. — Loi communale. — Etat civil			—	—	1	—	1	
Loi du 16 décembre 1851. — Régime hypothécaire			—	—	2	—	2	
Loi du 17 décembre 1851. — Droits de succession et de mutation par décès			—	—	—	1	1	
Loi du 20 mai 1872. — Sur la lettre de change			—	—	—	1	1	
Loi du 18 mai 1873. — Sociétés			—	—	—	4	5	
Loi du 25 mars 1876. — Compétence			—	—	1	2	3	25
Loi du 11 janvier 1883. — Etablissement et exploitation du réseau téléphonique			—	—	1	1	1	
Loi du 30 décembre 1896. — Budget des voies et moyens (exercice 1897)			—	—	—	1	1	
Loi du 31 juillet 1889. — Conseils de prud'hommes			—	—	—	1	1	
Art. 97 de la Constitution. — Défaut de motifs			—	—	—	1	1	
Convention de Berne. — 14 octobre 1890			—	—	—	2	2	
Commerce maritime			—	—	1	—	1	
Code rural			—	—	1	—	1	
Total des arrêts sur les lois et matières diverses			—	—	9	16	25	
Total général			—	1	12	29	42	

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

1901

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Organisation des prisons. — (Les renseignements sont donnés dans l'introduction.)

Rédaction des tableaux. — La statistique des prisons est dressée par la direction générale des prisons au ministère de la justice à l'aide de tableaux qui lui sont adressés annuellement par les directeurs des établissements pénitentiaires. L'administration centrale vérifie l'exactitude des renseignements contenus dans ces tableaux, en les comparant à ceux que fournissent les rapports journaliers et les rapports mensuels qu'elle reçoit de ces mêmes directeurs.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE ADMINISTRATIVE

LXXI. — Capacité des prisons. — Population *moyenne, maxima et minima.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	Capacité. CELLULES OU PLACES — ordinaires.		d'infirmerie.		de pistole.		pour dettiers.		de désencombrement.		TOTAL.		Population — moyenne.		maximum.		minimum.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
A. — Prisons centrales.																		
Prison centrale à Louvain. . .	371	—	24	—	—	—	—	—	—	—	595	—	541	—	556	—	525	—
Prison centrale à Gand. Quartier commun des criminels . . .	905		99															
Quartier cellulaire .	100	—	6	—	—	—	—	—	—	—	230	—	128	—	133	—	111	—
Id. de discipline et des jeunes condamnés.	359	—	15	—	—	—	—	—	—	—	106	—	88	—	95	—	85	—
											374	—	201	—	222	—	176	—
Totaux.	1,232	—	73	—	—	—	—	—	—	—	1,305	—	958	—	1,006	—	895	—
B. — Prisons secondaires.																		
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	525	—	11	—	—	—	—	—	—	—	534	—	521	—	440	—	358	—
Prison à Saint-Gilles.	597	—	12	—	—	—	—	—	—	—	616	—	570	—	626	—	515	—
Id. à Bruxelles.	162	88	5	2	—	—	—	—	—	—	165	113	82	66	144	93	56	42
Id. secondaire à Louvain. .	141	28	6	3	—	—	1	—	6	3	178	41	132	9	153	15	107	3
Id. à Nivelles	48	15	3	3	—	—	1	—	—	—	52	18	28	3	47	10	15	1
Id. à Anvers.	338	62	9	3	—	—	1	—	20	—	393	67	337	38	423	54	306	25
Id. à Malines	64	15	3	3	—	—	—	—	—	—	72	18	55	8	73	15	40	4
Id. à Turnhout.	66	10	3	3	—	—	—	—	—	—	70	10	25	1	45	4	15	—
Id. à Mons	226	44	8	4	—	—	1	—	1	—	284	72	203	26	251	55	178	18
Id. à Charleroi.	108	20	4	1	3	3	1	—	4	1	115	23	111	15	149	21	68	6
Id. à Tournai	130	25	6	3	2	2	1	—	1	—	189	37	132	11	158	18	111	6
Id. secondaire à Gand. . .	230	55	10	2	2	2	—	—	25	9	323	73	252	29	333	44	211	20
Id. à Termonde	117	28	4	2	2	2	—	—	60	16	135	32	108	9	140	17	75	5
Id. à Audenarde	62	9	3	2	2	1	—	—	10	—	66	11	55	2	62	6	15	—
Id. à Bruges.	218	30	3	2	2	2	—	—	—	—	226	61	207	37	241	45	182	28
Id. à Courtrai	151	14	3	2	2	2	—	—	—	—	137	16	113	10	136	17	96	5
Id. à Furnes.	51	8	2	2	2	2	—	—	—	—	37	10	30	6	45	9	20	4
Id. à Ypres	65	16	3	2	2	2	—	—	—	—	71	18	44	6	66	10	27	3
Id. à Liége	181	35	4	2	2	2	—	—	—	—	202	57	173	28	224	39	146	17
Id. à Verviers.	151	24	2	2	2	2	—	—	12	—	268	37	155	8	181	15	107	4
Id. à Huy.	51	15	2	2	2	2	—	—	106	10	43	18	23	5	51	6	13	1
Id. à Tongres	27	15	2	2	2	2	—	—	8	3	40	13	22	2	39	6	15	1
Id. à Hasselt	52	11	2	2	2	2	—	—	15	—	63	13	45	4	54	9	28	2
Id. à Arlon	62	16	2	2	2	2	—	—	8	—	74	21	47	4	77	8	20	1
Id. à Marche	15	2	2	2	2	2	—	—	6	2	13	2	6	—	19	2	—	—
Id. à Neufchâteau	19	7	2	2	2	2	—	—	—	—	27	9	19	1	32	6	10	—
Id. à Namur.	92	26	3	2	2	2	4	—	6	—	104	32	84	12	111	16	67	6
Id. à Dinant.	31	5	2	2	2	2	—	—	4	2	39	8	28	2	39	5	17	—
Totaux.	3,983	662	217	46	62	29	31	5	343	88	4,536	830	3,385	340	4,342	523	2,679	202
Totaux généraux.	5,215	662	190	46	62	29	31	5	343	88	5,841	830	4,343	340	5,348	523	3,574	202

LXXII. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — A. *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ET DES CATÉGORIES.	POPULATION au 31 décembre 1900. — Hommes.	jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	ENTRÉES. — Venant de l'état de liberté ou de la prison du lieu du jugement. — Hommes.	jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Venant d'une autre prison ouverte, après évasion, libération provisoire ou transfèrement dans un autre établissement. — Hommes.	jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	TOTAL des entrées, y compris la population au 31 décembre 1900. — Hommes.	jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés. — Hommes.	jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Transférés dans un autre établissement ou évadés. — Hommes.	jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	TOTAL des sorties. — Hommes.	jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	POPULATION au 31 décembre 1901. — Hommes.	jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	JOURNÉES de détention. — Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.
1	1a	1b	1c	2	2a	2b	3	3a	3b	4	4a	4b	5	5a	5b	6	6a	6b	7	7a	7b	8	8a	8b	9	9a	9b	10	10a	10b
Prison centrale à Louvain. Travaux forcés à perpétuité	136	—	126	10	—	10	—	—	—	142	—	142	4	—	4	18	—	18	22	—	22	119	—	119	45,275	—	45,275			
Travaux forcés à temps	200	—	209	29	—	29	—	—	—	254	—	254	22	—	22	33	—	33	55	—	55	199	—	199	75,746	—	75,746			
Réclusion	81	—	81	25	—	25	17	—	17	123	—	123	17	—	17	28	—	28	45	—	45	78	—	78	29,084	—	29,084			
Emprisonnement correctionnel	135	—	125	47	—	47	14	—	14	186	—	186	22	—	22	25	—	25	47	—	47	140	—	140	47,470	—	47,470			
Quartier commun des criminels. Travaux forcés. . .	102	—	102	—	—	—	43	—	43	145	—	145	5	—	5	27	—	27	32	—	32	113	—	113	42,210	—	42,210			
Réclusion.	10	—	10	—	—	—	8	—	8	18	—	18	1	—	1	3	—	3	4	—	4	14	—	14	4,505	—	4,505			
Quartier cellulaire. Travaux forcés. . .	10	—	10	—	—	—	21	—	21	31	—	31	1	—	1	11	—	11	12	—	12	19	—	19	4,519	—	4,519			
Réclusion.	5	—	5	1	—	1	2	—	2	8	—	8	2	—	2	2	—	2	4	—	4	4	—	4	1,937	—	1,937			
Emprisonnement correctionnel. . .	76	—	76	15	—	15	32	—	32	123	—	123	24	—	24	33	—	33	57	—	57	66	—	66	25,683	—	25,683			
Quartier de discipline et de jeunes condamnés. Indisciplinés. . . .	176	—	176	12	—	12	72	—	72	260	—	260	155	18	173	10	1	11	165	19	184	140	48	188	55,353	17,840	73,193			
Jeunes condamnés .	41	—	41	—	66	66	15	15	30	122	122	244	18	18	36	4	4	8	29	29	58	48	48	96	17,840	17,840	35,680			
Totaux.	744	217	961	127	78	205	246	87	159	1,030	382	1,412	271	98	369	201	21	222	472	194	666	940	288	1,228	349,622	73,193	422,815			

LXXII (suite). — Mouvement général d'entrée et de sortie.

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	POPULATION au 31 décembre 1900.			ENTRÉES. Venant de l'état de liberté.			Venant d'autres établissements ou réintégrés après évasion.			TOTAUX DES ENTRÉES.			TOTAUX DES ENTRÉES y compris la population au 31 décembre 1900.			SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés.			Transférés dans d'autres établissements ou évadés.			TOTAUX DES SORTIES.			POPULATION au 31 décembre 1901.			JOURNÉES de détention.	
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	241	—	241	575	—	575	1,185	—	1,185	1,558	—	1,558	1,799	—	1,799	787	—	787	580	—	580	1,367	—	1,367	432	—	432	117,032	—
Prison à Saint-Gilles	589	—	589	2,551	—	2,551	2,249	—	2,249	4,600	—	4,600	5,189	—	5,189	1,936	—	1,936	2,688	—	2,688	4,624	—	4,624	565	—	565	208,095	—
Id. à Bruxelles	37	45	82	6,205	2,062	8,557	4,422	446	4,668	10,517	2,508	13,025	10,554	2,555	13,107	6,947	1,079	8,026	3,489	515	4,004	10,436	2,494	12,930	118	59	177	20,970	24,219
Id. secondaire à Louvain	108	9	117	994	117	1,111	255	7	240	1,227	124	1,351	1,335	133	1,468	842	112	954	542	15	555	1,184	125	1,309	151	8	159	48,185	5,501
Id. à Nivelles	22	2	24	357	54	591	85	6	91	422	60	482	444	62	506	256	42	298	147	18	165	403	60	463	41	2	45	10,569	1,075
Id. à Anvers	525	42	565	4,578	827	5,205	757	18	755	5,115	845	5,960	5,458	887	6,525	3,454	749	4,185	1,077	100	1,777	5,111	849	5,960	527	58	565	150,465	15,696
Id. à Malines	61	6	67	588	54	622	61	8	69	649	42	691	710	48	758	559	29	568	102	8	110	641	37	678	60	11	80	19,417	5,082
Id. à Turnhout	52	1	55	520	22	551	150	—	150	659	22	681	691	25	714	450	20	470	208	5	211	658	25	681	55	—	55	8,418	405
Id. à Mons	197	25	222	1,069	127	1,196	526	8	554	1,595	135	1,750	1,592	160	1,752	950	125	1,075	591	19	610	1,541	142	1,685	251	18	269	74,647	9,595
Id. à Charleroi	78	9	87	2,292	222	2,514	457	15	470	2,749	255	2,984	2,827	244	3,071	1,692	192	1,884	1,020	55	1,055	2,712	227	2,959	115	17	152	40,452	4,792
Id. à Tournai	122	7	129	821	86	907	291	14	505	1,112	100	1,212	1,254	107	1,541	767	78	845	509	19	528	1,076	97	1,175	158	10	168	48,554	4,015
Id. secondaire à Gand	250	22	252	4,505	252	4,555	1,547	72	1,419	5,650	324	5,974	5,880	346	6,226	2,597	229	2,826	2,086	92	5,078	5,585	521	5,904	207	25	522	92,165	10,590
Id. à Termonde	128	10	158	1,578	66	1,444	94	6	100	1,472	72	1,544	1,600	82	1,682	1,175	61	1,254	208	10	508	1,471	71	1,542	129	11	140	59,572	5,185
Id. à Audenarde	42	2	44	596	55	651	56	6	62	652	41	695	604	45	757	410	24	454	250	14	244	640	38	678	54	5	59	12,150	825
Id. à Bruges	220	45	265	1,802	101	1,905	558	55	575	2,140	156	2,276	2,560	181	2,541	1,558	111	1,469	800	42	842	2,158	155	2,511	202	28	250	75,588	15,678
Id. à Courtrai	114	11	125	2,144	157	2,501	561	11	572	2,505	168	2,675	2,610	170	2,798	1,480	127	1,616	1,021	46	1,067	2,510	175	2,685	109	6	115	42,024	5,605
Id. à Furnes	58	6	44	294	25	519	42	5	45	556	28	564	574	54	408	271	24	295	65	5	68	554	29	565	40	5	45	11,028	2,252
Id. à Ypres	46	8	54	490	54	524	58	4	62	548	58	586	504	46	640	427	26	455	108	15	125	555	41	576	59	5	64	16,245	2,098
Id. à Liége	176	25	201	2,640	571	5,011	1,084	64	1,148	5,724	455	4,159	5,900	460	4,560	2,261	207	2,558	1,465	128	1,595	5,726	425	4,151	174	55	209	65,840	10 244
Id. à Verviers	116	8	124	672	95	765	216	14	250	888	107	995	1,004	115	1,119	547	74	621	506	55	559	855	107	960	151	8	159	48,504	2,795
Id. à Huy	25	4	27	171	16	187	46	6	52	217	22	259	240	26	266	155	17	152	70	5	84	214	22	256	26	4	50	9,229	1,199
Id. à Tongres	21	2	25	291	18	509	29	5	52	520	21	541	541	25	564	170	12	191	141	6	147	520	18	558	21	5	26	7,965	906
Id. à Hasselt	58	6	44	564	51	615	206	20	226	770	71	841	808	77	885	402	48	540	276	24	500	768	72	840	40	5	45	15,521	1,555
Id. à Arlon	47	5	52	572	27	599	559	19	578	751	46	777	778	51	829	551	54	565	104	14	208	725	48	775	55	5	56	17,052	1,501
Id. à Marche	4	—	4	245	12	257	8	—	8	251	12	265	255	12	267	80	6	86	168	6	174	248	12	260	7	—	7	2.085	54
Id. à Neufchâteau	17	1	18	270	10	298	10	—	10	298	19	517	515	20	555	122	10	158	172	2	174	294	18	512	21	2	25	6,775	409
Id. à Namur	80	11	91	1,098	85	1,181	251	21	272	1,549	104	1,455	1,420	115	1,544	709	65	862	555	42	575	1,552	105	1,457	97	10	107	50,775	4,254
Id. à Dinant	21	1	22	445	22	465	51	5	56	474	27	501	495	28	525	502	17	519	161	7	168	465	24	487	52	4	56	10,115	702
TOTAUX	3,171	515	5,484	57,809	4,955	42,742	14,519	809	15,528	52,528	5,742	58,070	55,499	6,055	61,554	51,775	4,510	56,285	19,954	1,221	21,175	51,727	5,751	57,458	5,772	524	4,096	1,255,744	124,742

LXXIII. — Répartition des journées de détention (1).

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	JOURNÉES DE TRAVAIL. Service domestique.	Service industriel.	Total.	de repos.	de maladie emportant dispense du travail.	d'infirmes ou d'incapables.	de punition emportant privation du travail.	TOTAL des journées de détention.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
A. — Prisons centrales.								
Prison centrale à Louvain	25,503	139,675	165,178	26,545	7,020	—	132	197,575
Prison centrale de Gand. Quartier commun des criminels.	6,765	27,025	34,686	7,266	4,020	620	125	46,715
Quartier cellulaire	8,465	19,249	27,712	3,267	885	210	65	32,139
Quartier de discipline.	1,825	44,133	45,958	7,641	1,512	59	185	55,355
Quartier des jeunes condamnés.	—	14,890	14,890	2,582	262	48	52	17,840
	40,556	245,874	286,450	47,101	14,599	937	535	349,622
B. — Prisons secondaires.								
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand.	34,851 1/2	60,967 1/2	95,802	15,545	2,505	3,174	228	117,032
Prison à Saint-Gilles	20,057 1/4	134,641	160,698 1/4	42,963 3/4	4,175	—	168	208,005
Id. à Bruxelles	5,215	23,342	28,557	25,222	379	—	40	54,198
Id. secondaire à Louvain	4,505	33,343	37,846	11,875	758	1,226	39	51,544
Id. à Nivelles	2,014	6,905	8,919	3,015	208	147	53	12,342
Id. à Anvers	15,960	98,358	112,298	29,548	2,192	—	121	144,159
Id. à Malines	2,551	13,947	16,481	5,419	587	—	12	22,499
Id. à Turnhout	1,033	3,951	5,867	3,256	18	—	2	8,823
Id. à Mons	14,231	48,407	62,658	16,695	4,604	—	107	84,042
Id. à Charleroi	4,384	6,801	11,185	32,696	170	1,195	—	45,244
Id. à Tournai	3,644	36,586	40,050	11,964	280	75	20	52,567
Id. secondaire à Gand	9,770	59,907	69,677	30,071	2,962	—	45	102,755
Id. à Termonde	5,207	28,804	34,011	7,942	109	487	6	42,555
Id. à Audenarde	1,690	7,859	9,529	2,704	72	555	47	12,975
Id. à Bruges	9,447	54,085	63,550	25,978	1,179	567	12	89,266
Id. à Courtrai	4,569	26,082	30,451	14,259	965	—	14	45,719
Id. à Furnes	2,151 1/2	8,955 1/2	11,065	4,884	309	—	22	15,280
Id. à Ypres	2,857	10,959	13,816	4,336	59	100	12	18,343
Id. à Liége	7,865	35,250	43,095	20,714	464	691	122	74,084
Id. à Verviers	7,196	30,187	37,383	12,976	807	—	151	51,297
Id. à Huy	1,525 1/2	5,365 1/2	6,891	2,626	255	676	—	10,428
Id. à Tongres	1,627	4,957	6,584	2,222	63	—	—	8,869
Id. à Hasselt	1,997	9,501	11,498	5,544	—	—	12	17,054
Id. à Arlon	3,589	9,865	13,454	4,695	97	—	89	18,335
Id. à Marche	522	448	770	1,569	—	—	—	2,139
Id. à Neufchâteau	1,572	3,124	4,696	2,435	—	51	2	7,182
Id. à Namur	4,155	18,190	22,345	11,551	1,095	—	38	35,027
Id. à Dinant	1,250	7,385	8,615	2,264	—	—	30	10,907
Totaux	170,557 3/4	787,869 1/2	967,227 1/4	338,872 3/4	24,098	8,898	1,390	1,360,486
Totaux généraux	219,913 3/4	1,033,743 1/2	1,253,657 1/4	405,973 3/4	38,697	9,835	1,945	1,710,108

(1) Non compris les journées d'entretien des aliénés dans les asiles ni des malades dans les hôpitaux.

LXXIV. — Détenus par voie de correction paternelle. — Mouvement des entrées et sorties.

DÉSIGNATION de l'âge au moment de l'incarcération.	DÉTENUS au 1er janvier 1901. G.	F.	Nombre d'enfants incarcérés pendant l'année d'après la durée de la détention à subir. 8 jours. G.	F.	10 jours. G.	F.	14 jours. G.	F.	15 jours. G.	F.	21 jours. G.	F.	1 mois. G.	F.	54 jours. G.	F.	42 jours. G.	F.	2 mois. G.	F.	3 mois. G.	F.	4 mois. G.	F.	6 mois. G.	F.	TOTAUX des entrées. G.	F.	TOTAUX des entrées et de la population au 1er janvier. G.	F.	Nombre d'enfants sortis pendant l'année par suite d'expiration du terme fixé. G.	F.	par translation. G.	F.	retirés par la famille. G.	F.	TOTAUX des sorties. G.	F.	DÉTENUS au 31 décembre 1901. G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41
8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9 ans	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
10 ans	—	—	15	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	1	15	1	15	1	—	—	—	—	15	1	—	—
11 ans	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	7	—	7	—	7	—	—	—	1	—	8	—	—	—
12 ans	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	4	—	4	—	—	—	1	—	5	—	1	—
13 ans	—	—	21	1	—	—	1	—	15	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40	1	41	1	41	1	—	—	1	—	42	1	—	—
14 ans	—	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	—	17	—	17	—	—	—	1	—	18	—	—	—
15 ans	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	10	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	15	—	15	—	—	—	1	—	15	—	1	—
16 ans	2	—	21	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	—	14	—	14	—	—	—	1	—	13	—	2	—
17 ans	—	—	21	—	—	—	1	—	—	—	2	—	1	—	10	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	—	15	—	15	—	—	—	1	—	16	—	—	—
18 ans	1	—	14	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	—	18	—	18	—	—	—	1	—	19	—	1	—
19 ans	—	—	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	8	—	—	—	—	—	8	—	—	—
20 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Totaux	4	—	97	2	2	—	4	—	15	—	5	—	14	—	113	—	2	—	1	—	1	—	4	—	—	—	132	2	140	2	144	2	2	—	7	—	151	2	4	—

LXXV. — Détenus par voie de correction paternelle. — Durée de la détention subie par les enfants retirés avant l'expiration du terme fixé.

AGE.	Retirés le jour même de leur incarcération.		RETIRÉS APRÈS UNE DÉTENTION DE																Totaux.	
			1 jour.		2 à 8 jours.		9 à 15 jours.		plus de 15 jours à 1 mois.		plus de 1 à 2 mois.		plus de 2 à 3 mois.		plus de 3 à 4 mois.		plus de 4 à 5 mois.		plus de 5 à 6 mois.			
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10 ans	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
11 ans	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
12 ans	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
13 ans	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
14 ans	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
15 ans	—	—	—	1	1	1	1	2	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6
16 ans	—	—	—	—	1	2	3	1	2	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	7	10
17 ans	1	—	—	—	1	6	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	12
18 ans	—	—	—	—	2	2	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	4	5
19 ans	1	—	—	1	2	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
20 ans	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Totaux.	2	—	1	1	14	14	6	9	6	14	1	3	—	—	—	—	—	—	1	—	31	41

LXXVI. — Mouvement d'entrée et de sortie des écoles.

POPULATION.	A. — *Prisons centrales.*						B. — *Prisons secondaires.*					
	HOMMES fréquentant l'école à titre			JEUNES CONDAMNÉS ET INDISCIPLINÉS fréquentant l'école à titre			HOMMES fréquentant l'école à titre			FEMMES fréquentant l'école à titre		
	obligatoire.	facultatif.	Total.	obligatoire.	facultatif.	Total.	obligatoire.	facultatif.	Total.	obligatoire.	facultatif.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Population de l'école au 1er janvier	532	—	532	217	—	217	774	24	798	78	9	87
Détenus admis à l'école pendant l'année . .	132	—	132	163	—	163	1,225	118	1,341	89	10	99
Totaux.	664	—	664	380	—	380	1,997	142	2,139	167	19	186
Détenus sortis de l'école pendant l'année. .	136	—	136	192	—	192	1,202	125	1,327	115	9	124
Population de l'école au 31 décembre . . .	528	—	528	188	—	188	795	17	812	52	10	62
Détenus dispensés de l'école pendant l'année.	97	—	97	—	—	—	31	—	31	—	—	—
Id. exclus id. id.	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—

LXXVII. — Répartition de l'effectif des détenus fréquentant l'école de la prison au 31 décembre, suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	État de l'effectif au 31 décembre, suivant le degré d'instruction																							
	AVANT L'ENTRÉE.												DEPUIS L'ENTRÉE.											
	Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		Total.				ILLETTRÉS AVANT APPRIS				Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement et ayant appris				N'ayant fait aucun progrès.		Demeurés illettrés.		TOTAL.	
											à lire.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		à écrire et à calculer.							
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Condamnés { criminellement.	84	—	120	—	90	—	48	—	351	—	5	—	30	—	17	—	22	—	90	—	90	—	36	—	34	—	351	—
Condamnés { correctionnellement	46	—	65	—	54	—	54	—	177	—	10	—	12	—	12	—	22	—	50	—	61	—	18	—	12	—	177	—
Élèves du quartier de discipline	—	41	—	82	—	17	—	—	—	140	—	—	—	—	—	41	—	82	—	—	17	—	—	—	—	—	—	140
Détenus du quartier des jeunes condamnés.	—	16	—	50	—	2	—	—	—	48	—	—	—	—	—	16	—	50	—	—	2	—	—	—	—	—	—	48
Totaux.	130	57	192	132	124	19	82	—	528	188	13	—	42	—	29	57	44	—	120	112	180	19	74	—	46	—	528	188

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	État de l'effectif au 31 décembre, suivant le degré d'instruction																							
	AVANT L'ENTRÉE.										DEPUIS L'ENTRÉE.													
	Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		Total.		ILLETTRÉS AVANT APPRIS				Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement et ayant appris				N'ayant fait aucun progrès.		Demeurés illettrés.		TOTAL.	
											à lire.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		à écrire et à calculer.							
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Condamnés { criminellement.	—	6	—	12	—	4	—	—	—	18	—	—	—	2	—	1	—	2	—	0	—	1	—	1	—	1	—	19
Condamnés { correctionnellement	169	16	430	22	163	5	32	—	805	41	30	2	30	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	805	41
de police .	2	—	2	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
Détenus par voie de correction paternelle	—	—	3	2	—	—	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	3	2
Totaux.	171	22	444	36	165	4	32	—	812	62	30	2	30	4	—	1	—	2	—	1	—	3	—	1	—	1	812	62

LXXVIII. — Punitions infligées aux détenus pendant l'année.

CATÉGORIES.	NOMBRE des détenus punis.	INFRACTIONS DÉNONCÉES.																																				
		Abus de la faculté de correspondre.	Accusations et réclamations non fondées.	Avoir confectionné des objets en fraude.	Avoir fumé en cellule.	Avoir jeté des objets divers aux préaux ou par la fenêtre.	Avoir tenté d'introduire de l'argent ou du tabac lors de son entrée.	Avoir détérioré ses effets d'habillement ou de coucher.	Avoir été vu à la fenêtre de sa cellule.	Bavardage.	Bris volontaire d'outils, etc.	Communication et tentatives de communication.	Dégradations aux bâtiments et au mobilier.	Dégradation ou destruction de matières premières.	Indiscipline, inconduite, moquerie, insultes, insolence, réponses inconvenantes, menaces, inconvenance, refus d'obéissance et de travail, interruption du silence, désordre, bruit, tapage et chant.	Injures, outrages, mensonges, calomnies.	Malpropreté, paresse.	Mauvais travail volontaire. Mauvaise volonté au travail.	Possession d'objets interdits.	Soustraction d'objets appartenant à l'établissement.	Soustraction d'objets appartenant aux détenus.	Tentative d'évasion.	Trafics.	Voies de fait sur les surveillants ou sur les codétenus.	Tentative de corruption.	TOTAL des infractions.	Cachot ou confinement en cellule spéciale ou de punition, avec ou sans la mise au pain et à l'eau.	Confinement en cellule ordinaire au régime de la mise au pain et à l'eau.	Placement au quartier cellulaire.	Privation de préau.	Privation de toute faveur.	Privation de la cantine.	Privation de tabac.	Privation de visites et de correspondance.	Remboursement ou réparation du dommage causé.	Réprimandes et avertissements	Totaux des punitions.	Totaux des journées de punition emportant privation de travail.	Totaux des journées de punition autres.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
A. — Prisons centrales.																																						
Condamnés criminels — forçats	65	1	4	—	2	—	1	—	13	—	1	31	1	—	53	3	2	—	3	—	—	—	—	8	—	123	10	33	—	—	—	22	3	—	1	27	96	161	764
Condamnés criminels — réclusionnaires	23	—	1	—	1	—	—	—	3	—	1	7	—	—	7	—	—	4	—	—	—	—	—	3	—	27	5	6	—	—	—	5	1	—	1	8	26	36	142
Condamnés correctionnels	57	—	2	—	2	—	1	—	12	—	—	50	3	—	23	3	1	1	1	1	—	—	—	—	—	100	13	20	—	—	2	21	3	—	2	22	83	123	743
Totaux	145	1	7	—	5	—	2	—	28	—	2	88	4	—	83	6	3	5	4	1	—	—	—	11	—	250	28	59	—	—	2	48	7	—	4	57	205	320	1,649
Jeunes condamnés	114	7	—	1	—	—	7	1	—	1	1	—	5	4	90	1	6	5	2	8	—	—	—	14	—	153	—	94	14	—	—	—	—	6	—	—	114	183	420
Indisciplinés	35	1	—	—	—	—	4	1	—	1	1	1	1	1	28	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	43	—	32	—	—	—	—	—	4	—	—	36	52	300
Totaux	149	8	—	1	—	—	11	2	—	2	2	1	6	5	118	1	6	5	2	8	—	—	—	18	—	196	—	126	14	—	—	—	—	10	—	—	150	235	720
B. — Prisons secondaires.																																						
Hommes. Condamnés — Prévenus et accusés	484	5	4	—	26	4	6	2	18	1	3	157	154	3	112	7	22	3	2	2	—	1	1	—	—	535	40	249	—	—	50	18	35	28	139	7	564	118	1,977
Hommes. Condamnés — criminellement — forçats	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	3	—
Hommes. Condamnés — criminellement — réclusionnaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hommes. Condamnés — correctionnellement	2,428	4	10	1	28	21	150	19	85	72	1	818	495	34	709	55	85	65	20	8	3	—	32	25	1	2,711	255	1,480	15	6	304	61	35	75	488	25	2,745	1,154	9,429
Hommes. Condamnés — de police	98	—	1	—	2	—	35	1	3	1	—	14	17	2	27	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	108	12	70	—	—	—	—	1	2	14	2	101	33	143
Hommes. Condamnés — Autres catégories	47	1	—	—	1	—	2	1	1	1	—	4	22	2	15	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	54	10	19	—	—	1	—	1	—	18	—	49	13	54
Totaux	3,058	10	15	1	57	25	173	23	107	75	4	993	687	43	864	63	110	66	23	10	3	1	33	23	1	3,410	316	1,818	15	6	355	82	70	105	660	34	3,461	1,321	11,603
Femmes. Condamnées — Prévenues et accusées	14	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	4	1	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	3	7	—	—	—	1	—	3	1	—	15	7	65
Femmes. Condamnées — criminellement — forçats	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	3	1	—	—	—	—	—	—	3	—	9	20	3
Femmes. Condamnées — criminellement — réclusionnaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes. Condamnées — correctionnellement	58	—	1	—	—	—	—	—	3	1	—	12	9	—	32	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	61	11	32	—	—	2	4	—	3	9	1	62	38	162
Femmes. Condamnées — de police	6	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	5	—	—	—	—	—	—	1	—	6	—	7
Femmes. Condamnées — Autres catégories	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	3	—	—	—	—	—	—	1	—	6	4	4
Totaux	92	2	1	—	—	—	—	—	5	2	—	19	13	3	52	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	101	21	48	—	—	2	5	—	6	15	1	98	69	241

INFIRMERIE.

LXXIX. — Mouvement général des entrées et des sorties pendant l'année.

A. — Prisons centrales.

DÉSIGNATION DES MALADIES.	EN TRAITEMENT au 31 DÉCEMBRE 1900.			ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE.			TOTAL.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE.										EN TRAITEMENT au 31 DÉCEMBRE 1901.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans une maison de santé ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.								
	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Fièvres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fièvres éruptives	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maladies du cerveau	1	—	1	11	—	11	12	—	12	7	—	7	3	—	3	—	—	—	1	—	1	11	—	11	1	—	1	1,095	—	1,095	—	—	—
Id. des organes de la circulation	—	—	—	4	—	4	4	—	4	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	—	1	48	—	48	—	—	—
Altération du sang	—	—	—	25	7	32	25	7	32	14	5	19	—	—	—	4	—	4	1	—	1	19	5	24	6	2	8	1,293	77	1,370	—	—	—
Maladies des organes respiratoires	5	2	5	36	44	80	39	46	85	25	45	70	—	—	—	3	1	4	3	—	3	31	46	77	8	—	8	2,000	897	2,897	—	—	—
Id. des organes de la digestion et annexes	2	—	2	19	5	24	21	5	26	17	5	22	—	—	—	1	—	1	1	—	1	19	5	24	2	—	2	959	24	983	—	—	—
Id. des reins	1	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	75	—	75	—	—	—
Id. des organes génito-urinaires	1	1	2	3	1	4	4	2	6	4	1	5	—	—	—	—	—	—	—	1	1	4	2	6	—	—	—	255	102	355	—	—	—
Id. des os	2	—	2	12	2	14	14	2	16	4	2	6	—	—	—	3	—	3	1	—	1	8	2	10	6	—	6	1,905	62	1,965	—	—	—
Id. des articulations	1	—	1	8	4	12	9	4	13	2	4	6	—	—	—	1	—	1	—	—	—	3	4	7	6	—	6	691	41	732	—	—	—
Id. du système nerveux	2	—	2	3	3	6	5	3	8	3	3	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	6	2	—	2	854	41	895	—	—	—
Id. de l'appareil de la vision	—	2	2	1	3	4	1	5	6	1	3	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	4	5	—	1	1	89	300	389	—	240	240
Id. id. auditif	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. olfactif	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du système lymphatique	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	40	40	—	—	—
Id. des muscles	3	1	4	4	3	7	7	4	11	5	2	7	—	—	—	1	—	1	—	—	—	6	2	8	1	2	2	642	49	691	—	—	—
Id. du tissu cellulaire	—	—	—	—	9	9	—	9	9	—	9	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	9	—	—	—	—	119	119	—	—	—
Id. de la peau	—	—	—	3	2	5	3	2	5	3	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5	—	—	—	67	19	86	—	—	—
Id. vénériennes	—	—	—	2	—	2	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	77	—	77	6	—	6
Id. ne rentrant pas dans les catégories ci-dessus	16	1	17	—	1	1	16	2	18	7	2	9	—	—	—	5	—	5	—	—	—	12	2	14	4	—	4	2,779	3	2,782	—	—	—
TOTAUX	32	8	40	131	85	216	163	93	256	98	85	183	3	—	3	18	2	20	7	1	8	126	88	214	37	5	42	12,825	1,774	14,599	6	240	246

INFIRMERIE.

LXXIX (suite). — Mouvement général des entrées et des sorties, pendant l'année.

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	EN TRAITEMENT au 31 décembre 1900.			ENTRÉES pendant l'année.			TOTAL.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE. — GUÉRIS.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE. — TRANSFÉRÉS dans une maison de santé ou un hôpital.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE. — LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE. — DÉCÉDÉS.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE. — TOTAL.			EN TRAITEMENT au 31 décembre.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Fièvres	1	—	1	11	2	13	12	2	14	5	1	6	1	—	1	6	1	7	—	—	—	12	2	14	—	—	—	340	12	358	94	—	94
Id. éruptives	—	—	—	1	—	1	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	12	—	12	—	—	—
Maladies du cerveau	1	—	1	10	3	13	11	3	14	2	1	3	3	1	6	1	1	2	2	—	2	10	3	13	1	—	1	184	1	185	81	118	199
Id. des organes de la circulation	5	2	7	21	3	24	26	5	31	12	1	13	2	—	2	7	3	10	5	—	5	26	4	30	—	1	1	441	53	494	540	473	1,013
Altération du sang	13	11	24	56	40	96	69	51	120	29	26	55	5	3	6	26	14	40	1	—	1	59	45	102	10	8	18	1,804	735	2,539	1,550	3,105	4,633
Maladies des organes respiratoires	10	1	11	113	9	122	123	10	133	59	4	63	5	—	5	36	4	40	9	2	11	109	10	119	14	—	14	2,450	180	2,630	2,515	407	2,920
Id. des organes de la digestion et annexes	1	8	9	75	36	111	76	44	120	46	22	68	4	1	5	15	14	29	2	1	3	67	38	105	9	6	15	1,246	749	1,995	865	1,610	2,473
Id. des reins	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	72	72	—	—	—
Id. des organes génito-urinaires	2	2	4	12	17	29	14	19	33	7	12	19	—	—	—	4	2	6	3	1	4	14	15	29	—	4	4	52	45	97	219	808	1,027
Id. des os	1	—	1	14	2	16	15	2	17	4	1	5	1	—	1	6	—	6	1	—	1	12	1	13	3	1	4	549	—	549	459	208	647
Id. des articulations	1	1	2	19	1	20	20	2	22	15	2	15	—	—	—	6	—	6	—	—	—	19	2	21	1	—	1	185	103	288	225	—	223
Id. du système nerveux	—	1	1	15	5	20	15	6	21	7	3	10	1	—	1	6	1	7	—	—	—	14	4	18	1	2	3	155	81	234	294	392	686
Id. de l'appareil de la vision	2	—	2	8	2	10	10	2	12	8	1	9	—	—	—	2	1	3	—	—	—	10	2	12	—	—	—	148	—	148	28	159	187
Id. id. auditif	—	1	1	3	—	3	3	1	4	3	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	—	—	—	—	62	62	21	—	21
Id. id. olfactif	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	8	8	
Id. du système lymphathique	1	1	2	10	5	15	11	6	17	5	2	5	—	—	—	3	4	7	—	—	—	6	6	12	3	—	3	483	—	483	481	525	1,004
Id. des muscles	1	2	3	11	—	11	12	2	14	5	—	5	1	—	1	4	1	5	—	—	—	10	1	11	2	1	3	245	44	289	28	565	393
Id. des tissus cellulaires	1	—	1	26	—	26	27	—	27	18	—	18	—	—	—	6	—	6	—	—	—	24	—	24	3	—	3	409	—	409	468	—	468
Id. de la peau	1	—	1	25	—	25	26	—	26	18	—	18	—	—	—	8	—	8	—	—	—	26	—	26	—	—	—	128	—	128	580	—	380
Id. vénériennes	3	—	3	26	1	27	29	1	30	17	—	17	—	—	—	7	1	8	—	—	—	24	1	25	3	—	3	310	—	319	451	9	460
Maladies ne rentrant pas dans les catégories ci-dessus	10	5	15	21	16	37	31	21	52	11	7	18	—	1	1	18	6	24	—	—	—	29	14	43	2	7	9	1,974	175	2,149	514	2,061	2,575
TOTAUX	54	35	89	477	144	621	531	179	710	268	85	353	23	6	29	161	53	214	23	4	27	475	148	623	56	31	87	11,216	2,314	13,530	8,967	10,244	19,211

LXXX. — Décès pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	NOMBRE TOTAL des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.			
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Forçats.	Réclusionnaires.	Correctionnels.	Elève à la disposition du gouvernement.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
Maladies du cerveau	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Altération du sang	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—
Maladies des organes respiratoires	3	—	—	1	1	1	—	—	1	1	1	—	—	1	2	—
Id. des organes de la digestion et annexes.	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Id. des organes génito-urinaires	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Id. des os.	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Totaux	8	—	1	1	1	4	—	1	5	1	1	1	1	3	3	1
Morts subites	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Totaux généraux	9	—	1	1	1	4	1	1	6	1	1	1	2	3	3	1

DÉSIGNATION DES MALADIES.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
	Moins de 1 an.	De 1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 à 10 ans.	Plus de 10 à 15 ans.	Plus de 15 à 20 ans.	Plus de 20 à 25 ans.	Plus de 25 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	BON.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Oui.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Non.
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	
Maladies du cerveau	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Altération du sang	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Maladies des organes respiratoires	—	—	1	1	1	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—
Id. des organes de la digestion et annexes	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Id. des organes génito-urinaires	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Id. des os.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Totaux	—	2	1	2	3	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	1	2	4	1	3
Morts subites	—	—	—	—	—	—	—	1	—										1	—	—
Totaux généraux	—	2	1	2	3	—	—	1	—										5	1	3

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.		NOMBRE TOTAL des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.			
			Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Prévenus et accusés.	Mendiants et vagabonds.	Passagers en destination de la frontière.	Condamnés.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Maladies du cerveau	Hommes.	2	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1
Id. des organes de la circulation	Hommes.	5	—	—	—	1	—	2	2	—	1	—	4
Id. des os	Hommes.	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Altération du sang	Hommes.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Maladies des organes respiratoires	Hommes.	9	—	1	—	4	2	2	—	1	—	—	8
	Femmes.	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2
Id. des organes de la digestion et annexes	Hommes.	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2
	Femmes.	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Id. des organes génito-urinaires	Hommes.	3	—	—	—	—	—	1	2	—	1	—	2
	Femmes.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Totaux	Hommes.	23	—	1	2	6	4	6	4	2	2	—	19
	Femmes.	4	—	—	1	—	2	1	—	—	—	—	4
Morts subites	Hommes.	4	—	1	—	2	—	—	1	1	1	—	2
Totaux généraux		31	—	2	3	8	6	7	5	3	3	—	25

DÉSIGNATION DES MALADIES.		NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.					NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
		1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 5 ans.	Plus de 5 à 5 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	BON.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Oui.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Non.
1		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies du cerveau	Hommes.	—	1	—	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Id. des organes de la circulation	Hommes.	1	1	1	2	3	1	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	2	1	4	—
Id. des os	Hommes.	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Altération du sang	Hommes.	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Maladies des organes respiratoires	Hommes.	1	2	3	1	4	3	—	2	—	3	1	1	3	—	1	—	—	—	4	4	1
	Femmes.	2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	2	—
Id. des organes de la digestion et annexes	Hommes.	—	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—
	Femmes.	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Id. des organes génito-urinaires	Hommes.	1	1	—	1	1	1	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—
	Femmes.	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Totaux	Hommes.	3	6	7	7	10	6	1	4	2	10	2	1	5	—	2	—	1	2	7	15	1
	Femmes.	3	1	—	—	1	2	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	1	—	1	3	—
Morts subites	Hommes.	2	—	1	1	4	—	—	—	—										3	1	—
Totaux généraux		8	7	8	8	15	8	1	4	3										11	19	1

LXXXI. — Suicides et tentatives de suicide pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE de l'infraction.			DURÉE de la condamnation.		MODE EMPLOYÉ.		DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.				
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Travaux forcés.	Réclusion.	Pendaison.	Autres.	Moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Condamnés aux travaux forcés à temps. . .	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.			NATURE DE L'INFRACTION.			DURÉE DE LA CONDAMNATION.						MODE EMPLOYÉ.		DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.								
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Vagabondage.	Passagers autres catégories.	Moins de 1 mois.	1 mois à 3 mois.	Plus de 3 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Mise à la disposition du gouvernement.	Strangulation ou pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	1 jour et moins.	Plus de 1 à 15 jours.	Plus de 15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 6 mois.	Plus de 6 mois et moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	Plus de 3 jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Prévenus et accusés. Hommes	2	6	1	4	—	3	—	3	3	—	1	3	2	3	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	1	4	1	1	1	—	—	—	—
Prévenus et accusés. Femmes.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Condamnés. Hommes	4	9	2	4	4	3	—	10	3	—	—	10	3	2	8	3	—	—	1	—	2	1	9	—	10	3	1	3	—	3	2	3	1	—	—
Condamnés. Femmes.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passagers vagabonds. — Hommes .	1	1	—	—	1	—	1	2	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Passagers autres catég. — Hommes.	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Totaux . . Hommes	7	17	4	8	5	6	1	18	6	—	2	15	7	5	12	4	2	1	1	—	2	1	9	2	19	5	2	10	1	4	3	3	1	—	—
Totaux . . Femmes.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux généraux.	7	17	4	8	5	6	1	18	6	—	2	15	7	5	12	4	2	1	1	—	2	1	9	2	19	5	2	10	1	4	3	3	1	—	—

LXXXII. — Aliénés colloqués pendant l'année. Condition au moment de la collocation.

A. — *Prisons centrales.*

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE des aliénés.	AGE.							ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.			NATURE DE LA CONDAMNATION.				DURÉE DE LA DÉTENTION.				
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	MARIÉS OU VEUFS avec enfants.	MARIÉS OU VEUFS sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	ATTENTAT CONTRE LES personnes.	ATTENTAT CONTRE LES propriétés.	ATTENTAT CONTRE LES mœurs.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à temps.	Réclusion.	Emprisonnement correctionnel.	Moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 5 ans.	Plus de 5 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
Prison centrale à Louvain.	7	—	—	5	1	—	1	—	7	—	—	5	2	4	3	—	2	2	2	1	—	—	2	3	2
Prison centrale à Gand. — Quartier commun des criminels. . .	7	—	—	3	4	—	—	—	6	1	—	5	2	6	1	—	3	3	1	—	—	1	—	—	6
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire	8	—	—	2	3	2	1	—	4	3	1	7	1	—	4	4	—	—	1	7	1	1	2	3	1
Prison centrale à Gand. — Quartier de discipline.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prison centrale à Gand. — Quartier des jeunes condamnés. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	22	—	—	10	8	2	2	—	17	4	1	17	5	10	8	4	5	5	4	8	1	2	4	6	9

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIE.	Nombre des aliénés.	AGE.							ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS (1).			NATURE DE L'INFRACTION.					NATURE ET DURÉE DE LA CONDAMNATION.								DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.						
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	MARIÉS OU VEUFS avec enfants.	MARIÉS OU VEUFS sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non-récidivistes.	ATTENTAT CONTRE LES personnes.	ATTENTAT CONTRE LES propriétés.	ATTENTAT CONTRE LES mœurs.	Militaires.	Mendiants et vagabonds.	PEINE CRIMINELLE. Travaux forcés à perpétuité.	PEINE CRIMINELLE. Travaux forcés à terme.	PEINE CRIMINELLE. Réclusion.	PEINE CORRECTIONNELLE DE moins de 6 mois.	PEINE CORRECTIONNELLE DE 6 mois à 1 an.	PEINE CORRECTIONNELLE DE plus de 1 à 3 ans.	PEINE CORRECTIONNELLE DE plus de 3 à 5 ans.	PEINE CORRECTIONNELLE DE plus de 5 ans.	Peine de police	Mise à la disposition du gouvernement.	Moins de 1 mois.	1 mois et moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37
Prévenus et accusés. — Hommes. .	33	1	4	13	7	7	3	—	24	8	3	—	—	—	12	13	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	21	—	1	—	—	—
Prévenus et accusés. — Femmes . .	6	—	—	2	3	—	1	—	3	3	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds. — Hommes. .	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds. — Femmes . .	2	1	—	—	—	1	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Condamnés. — Hommes. .	25	—	2	8	8	3	1	1	15	9	1	—	19	6	8	11	6	—	—	—	—	—	4	2	11	4	3	1	—	3	10	3	4	3	—	—
Condamnés. — Femmes . .	9	—	—	3	3	2	1	—	3	2	4	—	4	3	7	2	—	—	—	4	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	2	2	2	1	—	2
TOTAUX. . — Hommes. .	61	1	6	21	15	12	5	1	40	17	4	—	19	7	20	24	16	—	1	—	—	—	4	2	11	4	3	1	1	17	31	5	5	3	—	—
TOTAUX. . — Femmes . .	17	1	—	5	6	3	2	—	7	6	4	2	4	5	12	3	—	—	2	4	1	—	1	1	—	1	1	—	2	5	5	2	2	1	—	2
TOTAUX GÉNÉRAUX. . .	78	2	6	26	21	15	7	1	47	23	8	2	23	12	32	27	16	—	3	4	1	—	5	3	11	5	4	1	3	22	36	7	7	4	—	2

LXXXIII. — Compte en recettes et dépenses du travail effectué par les prisonniers.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	RECETTES. PRODUIT BRUT DU TRAVAIL. pour compte de particuliers.	POUR COMPTE DE L'ÉTAT. Département de la Justice.	Autres départements.	TOTAL.	PERTE SUR LE TRAVAIL. — (Excédent des dépenses sur les recettes.)	TOTAL GÉNÉRAL.	DÉPENSES. A. Salaires accordés aux détenus occupés aux travaux industriels. Condamnés correctionnels.	Réclusionnaires.	Travaux forcés.	Autres catégories.	TOTAL.	B. Salaires accordés aux détenus employés aux travaux domestiques.	C. Menues dépenses. — (Achat d'articles de confection, etc.)	D. Traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels.	TOTAL général des dépenses.	BÉNÉFICE sur LE TRAVAIL.	TOTAL GÉNÉRAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Prison centrale à Gand	11,748 24	19,566 54	5,352 »	36,646 58	9,022 70	45,669 28	9,033 50	461 05	4,078 98	—	13,573 51	5,317 28	502 09	26,275 80	45,669 28	—	45,669 28
Id. à Louvain	37,304 99	9,767 52	30,171 99	77,444 50	—	77,444 50	6,120 55	3,223 57	10,454 16	—	19,509 28	1,828 45	7,771 05	14,900 »	44,008 78	33,435 72	77,444 50
Prison à Saint-Gilles	39,957 81	475 87	16 040 13	76,473 81	—	76,473 81	24,454 41	—	—	4,666 57	29,120 98	5,074 17	5,311 95	14,589 84	52,096 94	24,376 87	76,473 81
Id. à Bruxelles	2,770 86	810 30	—	3,581 16	—	3,581 16	898 56	—	—	707 66	1,606 02	854 59	50 80	—	2,491 41	1,089 75	3,581 16
Id. secondaire à Louvain	7,298 50	—	494 19	7,792 49	—	7,792 49	2,656 60	—	—	141 74	2,798 34	511 75	235 05	—	3,545 14	4,247 35	7,792 49
Id. à Nivelles	2,070 21	—	—	2,070 21	—	2,070 21	674 59	—	—	99 76	774 15	277 40	15 50	—	1,067 05	1,003 16	2,070 21
Id. à Anvers	27,660 46	84 40	—	27,744 86	—	27,744 86	8,542 10	2 52	74 75	2,062 52	10,681 89	1,610 14	338 50	—	12,630 33	15,114 53	27.744 86
Id. à Malines	4,888 79	—	—	4,888 79	—	4,888 79	1,680 51	—	2 56	51 05	1,735 90	291 51	36 »	—	2,061 21	2,827 58	4,888 79
Id. à Turnhout	473 28	—	—	473 28	—	473 28	137 55	—	—	56 26	193 59	260 10	5 05	—	458 74	14 54	473 28
Id. à Mons	20,298 45	54 26	—	20,352 71	—	20,352 71	6,372 52	58 47	244 82	556 07	7,211 68	1,256 49	127 20	—	8,575 37	11,777 34	20,352 71
Id. à Charleroi	2,421 11	—	—	2,421 11	—	2,421 11	557 26	—	—	617 54	1,154 80	515 95	35 75	—	1,704 50	716 61	2,421 11
Id. à Tournai	21,352 96	—	—	21,352 96	—	21,352 96	7,341 30	—	—	246 24	7,587 54	514 75	68 75	—	8,171 04	13,181 92	21,352 96
Id. secondaire à Gand	20,098 59	795 58	—	20,893 77	—	20,893 77	6,266 98	1 59	172 14	1,754 25	8,194 76	1,168 07	77 55	—	9,440 18	11,455 59	20,893 77
Id. à Termonde	5,498 70	—	1,220 78	6,719 48	—	6,719 48	2,215 27	09	54	288 70	2,502 40	655 66	124 65	—	3,260 71	3,458 77	6,719 48
Id. à Audenarde	1,144 60	—	—	1,144 60	—	1,144 60	545 15	—	—	110 31	655 44	247 51	11 45	—	714 20	430 40	1,144 60
Id. à Bruges	14,551 60	90 27	—	14,641 87	—	14,641 87	4,506 16	107 12	289 24	502 09	5,004 61	1,129 48	709 48	—	6,993 57	7,648 30	14,641 87
Id. à Courtrai	7,421 51	971 52	—	8,396 06	—	8,396 06	2,782 97	—	—	597 50	3,380 47	590 45	178 60	—	4,149 52	4,246 54	8,396 06
Id. à Furnes	1,337 05	—	—	1,337 05	—	1,337 05	424 90	—	—	90 50	515 40	221 87	8 55	—	745 62	591 43	1,337 05
Id. à Ypres	3,489 70	—	—	3,489 70	—	3,489 70	1,121 32	—	—	197 76	1,319 08	521 15	27 80	—	1,668 03	1,821 67	3,489 70
Id. à Liége	10,297 21	35 14	—	10,332 35	—	10,332 35	2,817 45	12 05	5 15	1,515 30	4,347 98	985 04	234 48	—	5,567 50	4,764 85	10,332 35
Id. à Verviers	14,847 88	—	—	14,847 88	—	14,847 88	5,115 88	—	—	155 69	5,269 57	816 27	74 70	—	6,160 54	8,687 34	14,847 88
Id. à Huy	1,391 79	—	—	1,391 79	—	1,391 79	455 55	—	—	66 24	519 77	219 75	2 90	—	742 42	649 37	1,391 79
Id. à Tongres	1,358 09	—	—	1,358 09	—	1,358 09	340 30	1 16	50	265 74	607 50	215 05	17 10	—	838 55	519 54	1,358 09
Id. à Hasselt	1,596 35	—	—	1,596 35	—	1,596 35	493 60	—	—	129 75	623 41	216 44	124 70	—	964 55	631 80	1,596 35
Id. à Arlon	2,045 14	—	—	2,045 14	—	2,045 14	706 45	—	—	17 64	724 07	398 05	86 10	—	1,209 10	836 04	2,045 14
Id. à Marche	134 64	—	—	134 64	—	134 64	21 74	—	—	50 77	72 51	20 55	10	—	102 16	32 48	134 64
Id. à Neufchâteau	1,581 94	—	—	1,581 94	—	1,581 94	528 22	—	—	50,58	578 60	187 »	25 50	—	789 10	792 84	1,581 94
Id. à Namur	5,351 92	14 »	—	5,368 92	—	5,368 92	1,722 »	12	44	515 47	2,058 05	516 10	55 25	—	2,609 38	2,759 54	5,368 92
Id. à Dinant	3,014 35	—	—	3,014 35	—	3,014 35	913 94	—	—	281 42	1,195 36	184 10	24 05	—	1,403 51	1,610 84	3,014 35
TOTAUX	293,612 35	32,665 »	53,259 09	379,536 44	9,022 70	388,559 14	99,029 49	3,869 50	15,022 66	15,432 99	133,354 64	24,349 50	16,368 65	55,765 64	229,838 43	158,720 71	388,559 14

LXXXIV. — Prix de la journée d'entretien. — Année 1901.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	DÉPENSE NETTE.	NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION. (1)	COÛT DE LA JOURNÉE D'ENTRETIEN.	OBSERVATIONS.
Prison centrale à Gand	305,131 72	284,582	1.0750	(1) Y compris les journées des détenus traités dans les hôpitaux ou colloqués dans les asiles d'aliénés.
Id id. à Louvain	284,640 15	207,845	1.2252	
Id. à Saint-Gilles	232,024 00	208,520	1.1127	
Id. à Bruxelles	90,051 92	54,489	1.0527	
Id. secondaire à Louvain	71,524 45	51,948	1.3720	
Id. à Nivelles	25,553 97	12,544	2.0686	
Id. à Anvers	137,917 64	144,822	0525	
Id. à Malines	50,900 84	22,499	1.3734	
Id. à Turnhout	27,155 91	8,856	3.0662	
Id. à Mons	102,917 94	85,206	1.2070	
Id. à Charleroi	66,464 16	45,028	1.4567	
Id. à Tournai	58,872 51	52,567	1.1242	
Id. secondaire à Gand	106,244 06	105,597	1.0275	
Id. à Termonde	56,070 26	45,141	1.2099	
Id. à Audenarde	22,715 »	12,085	1.7492	
Id. à Bruges	101,058 01	91,979	1.0987	
Id. à Courtrai	58,452 97	45,767	1.2772	
Id. à Furnes	25,548 45	15,280	1.9088	
Id. à Ypres	27,858 45	18,704	1.4825	
Id. à Liége	98,608 25	75,104	1.3150	
Id. à Verviers	86,240 52	52,024	1.6577	
Id. à Huy	20,572 20	10,428	2.5200	
Id. à Tongres	21,692 42	8,870	2.4450	
Id. à Hasselt	27,048 27	17,059	1.6585	
Id. à Arlon	55,510 40	18,408	1.8095	
Id. à Marche	17,059 60	2,140	8.5689	
Id. à Neufchâteau	22,057 51	7,105	3.1472	
Id. à Namur	58,476 85	33,207	1.6600	
Id. à Dinant	20,055 54	10,911	1.9204	
TOTAUX	2,214,919 50	1,745,672	1.2688	

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE DES DÉTENUS

LXXXV. — Répartition des individus frappés par la justice, détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise.

CATÉGORIES.		Condamnés appartenant aux communes de 5,000 habitants et moins et de plus de 5,000 habitants, comprises dans les provinces																		FAITS COMMIS A L'ÉTRANGER.		TOTAUX.		
		d'Anvers.		de Brabant.		de la Flandre Occidle.		de la Flandre Orientle.		de Hainaut.		de Liége.		de Limbourg.		de Luxembourg.		de Namur.						
		Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	TOTAUX.
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils) . . .	4	3	8	10	10	8	12	15	9	12	3	—	1	—	2	—	1	1	3	3	55	50	103
	Id. (militaires) .	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	2	4
	Femmes	2	—	—	—	2	1	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	9
	TOTAUX.	6	3	9	10	12	9	13	13	10	16	3	—	1	—	2	—	1	2	3	3	60	56	116
2° Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils) . . .	7	8	6	4	4	5	15	8	6	9	6	9	1	—	1	—	4	1	1	1	51	45	96
	Id. (militaires) .	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	3	3	6
	Femmes	—	1	—	—	2	1	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	6	4	10
	TOTAUX.	7	10	6	5	7	6	17	9	7	9	6	11	2	—	2	—	5	1	1	1	60	52	112
3° Travaux forcés à temps.	Hommes (civils) . . .	14	15	12	27	27	8	26	28	16	27	8	17	1	1	6	—	3	2	1	2	114	125	239
	Id. (militaires) .	—	—	—	1	—	1	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	4	5
	Femmes	1	—	—	4	2	1	4	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	8	15
	TOTAUX.	15	13	12	32	29	10	31	30	16	29	8	17	1	2	6	—	3	2	1	2	122	137	259
4° Reclusion.	Hommes (civils) . . .	2	2	2	7	6	7	12	9	6	6	3	4	3	1	1	—	3	1	2	—	44	37	81
	Id. (militaires) .	3	3	1	3	—	—	—	—	1	1	1	3	1	—	—	—	—	1	1	—	8	15	21
	Femmes	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
	TOTAUX.	5	7	3	10	8	7	12	10	7	7	6	8	4	1	1	—	5	2	3	—	54	52	106
5° Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils) . . .	53	258	141	551	145	218	127	194	79	209	53	70	24	9	20	3	52	12	3	9	677	1,515	2,192
	Id. (militaires) .	1	3	—	4	—	3	3	3	4	7	1	2	—	—	—	—	1	1	1	—	11	25	36
	Femmes	—	14	9	64	1	10	2	9	2	9	3	7	1	2	2	—	7	3	—	—	29	118	147
	TOTAUX.	54	277	150	599	146	231	132	206	85	225	59	79	25	11	22	3	40	16	4	9	717	1,658	2,375
6° Emprisonnement de police.	Hommes (civils) . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
	TOTAUX.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	1	5	6
Détenus du quartier des jeunes condamnés.		2	3	7	11	3	4	1	4	2	4	—	3	—	—	—	—	2	—	—	—	10	20	48
Totaux particuliers.	Hommes (civils) . . .	82	287	176	590	197	250	195	256	118	207	75	106	31	11	30	3	47	17	10	15	959	1,804	2,763
	Id. (militaires) .	4	11	2	9	1	4	4	3	6	10	2	6	2	1	1	—	1	3	2	—	25	47	72
	Femmes	3	15	9	68	9	13	9	15	5	13	3	9	1	2	2	—	8	3	—	—	40	138	187
	TOTAUX GÉNÉRAUX.	89	313	187	667	207	267	206	274	127	290	82	121	34	14	33	3	56	23	12	15	1,033	1,989	3,022

LXXXVI. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant leur âge, leur état civil, leur filiation, le degré de leur instruction et l'idiome.

CATÉGORIES.	SUIVANT LEUR AGE.										SUIVANT LEUR ÉTAT CIVIL.			SUIVANT LEUR FILIATION.				SUIVANT LE DEGRÉ DE LEUR INSTRUCTION.					SUIVANT L'IDIOME : PARLANT				
	Agés de moins de 16 ans.	Agés de 16 à moins de 18 ans.	Agés de 18 à moins de 21 ans.	Agés de 21 à moins de 30 ans.	Agés de 30 à moins de 40 ans.	Agés de 40 à moins de 50 ans.	Agés de 50 à moins de 60 ans.	Agés de 60 à moins de 70 ans.	Agés de 70 ans et plus.	Total.	Célibataires.	Mariés ayant des enfants.	Mariés sans enfants.	Veufs et divorcés ayant des enfants.	Veufs et divorcés sans enfants.	Total.	Enfants légitimes, légitimés, ou reconnus par le père.	Enfants naturels.	Enfants trouvés.	Total.	1er degré. — Ne sachant ni lire ni écrire.	2e degré. — Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.	3e degré. — Sachant bien lire et écrire.	4e degré. — Ayant une instruction supérieure à ces degrés.	Total.	le français.	le flamand.	ces deux langues.	une langue étrangère seulement.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité — Hommes (civils)	—	—	4	45	36	16	4	—	—	105	56	25	7	11	4	105	97	5	1	103	29	52	14	8	103	37	40	25	5	105
Id. (militaires)	—	—	—	4	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	4	2	2	—	4	1	2	1	—	4	3	1	—	—	4
Femmes	—	—	1	2	2	2	2	—	—	9	1	5	—	2	1	9	9	—	—	9	2	3	1	1	9	3	4	2	—	9
Totaux	—	—	5	49	38	18	6	—	—	116	61	30	7	13	5	116	108	7	1	116	32	59	16	9	116	43	45	25	3	116
2° Travaux forcés à perpétuité — Hommes (civils)	—	1	12	37	34	9	3	—	—	96	65	22	4	5	—	96	93	1	—	96	20	40	22	5	96	32	41	20	3	96
Id. (militaires)	—	—	—	6	—	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	6	6	—	—	6	1	2	2	1	6	2	2	2	—	6
Femmes	—	—	—	3	3	4	—	—	—	10	1	3	—	3	1	10	9	1	—	10	1	8	1	—	10	4	6	—	—	10
Totaux	—	1	12	46	37	13	3	—	—	112	72	25	4	10	1	112	110	2	—	112	22	59	25	6	112	38	49	22	3	112
3° Travaux forcés à temps — Hommes (civils)	3	18	33	81	57	31	10	4	—	259	138	69	11	17	4	259	252	5	2	259	55	101	47	36	259	80	107	49	3	259
Id. (militaires)	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	3	—	—	1	—	3	3	—	—	3	—	2	2	1	3	2	1	2	—	3
Femmes	—	—	2	3	4	2	2	—	—	13	6	4	2	3	—	13	13	—	—	13	3	11	1	—	13	2	8	3	—	13
Totaux	3	18	37	91	61	33	12	4	—	259	148	73	13	21	4	259	252	5	2	259	58	114	50	37	259	84	116	56	3	259
4° Reclusion — Hommes (civils)	—	1	11	34	21	11	3	—	—	81	55	22	2	5	1	81	78	3	—	81	19	37	9	16	81	26	30	24	1	81
Id. (militaires)	—	—	3	17	1	—	—	—	—	21	21	—	—	—	—	21	20	1	—	21	3	6	3	7	21	7	3	9	—	21
Femmes	—	—	1	—	3	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	4	4	—	—	4	2	1	1	—	4	1	3	—	—	4
Totaux	—	1	15	51	25	11	3	—	—	106	78	22	2	3	1	106	102	4	—	106	24	44	15	23	106	34	38	33	1	106
5° Emprisonnement correctionnel — Hommes (civils)	—	14	255	907	536	306	110	38	8	2,192	1,404	557	139	80	32	2,192	2,125	65	2	2,192	452	1,158	464	138	2,192	567	984	589	52	2,192
Id. (militaires)	—	—	9	26	1	—	—	—	—	36	33	2	1	—	—	36	34	2	—	36	8	19	7	2	36	13	10	13	—	36
Femmes	—	4	9	31	48	26	7	—	2	147	66	48	26	5	2	147	145	2	—	147	25	94	25	3	147	32	40	30	5	147
Totaux	—	18	271	984	605	332	117	38	10	2,375	1,503	587	166	85	34	2,375	2,304	69	2	2,375	485	1,271	496	143	2,375	632	1,034	652	57	2,375
6e Emprisonnement de police — Hommes (civils)	—	—	—	2	2	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	4	4	—	—	4	2	2	—	—	4	3	1	—	—	4
Femmes	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	1	1	—	—	—	2	2	—	—	2	—	2	—	—	2	—	2	—	—	2
Totaux	—	—	—	3	2	1	—	—	—	6	5	1	—	—	—	6	6	—	—	6	2	4	—	—	6	3	3	—	—	6
Détenus du quartier des jeunes condamnés	2	40	—	—	—	—	—	—	—	48	48	—	—	—	—	48	48	—	—	48	16	30	2	—	48	11	28	8	1	48
Totaux particuliers — Hommes (civils)	5	80	345	1,104	706	373	130	42	8	2,765	1,768	675	165	116	41	2,765	2,679	79	5	2,765	573	1,429	558	205	2,765	756	1,251	715	63	2,765
Id. (militaires)	—	—	12	58	2	—	—	—	—	72	68	2	1	1	—	72	67	3	—	72	15	31	17	11	72	27	19	26	—	72
Femmes	—	4	13	62	60	35	11	—	2	187	79	61	28	15	4	187	184	3	—	187	33	121	29	4	187	62	65	57	3	187
Totaux généraux	5	84	340	1,224	768	408	141	42	10	3,022	1,915	738	192	132	45	3,022	2,930	87	5	3,022	619	1,581	604	218	3,022	845	1,313	796	68	3,022

LXXXVII. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant la juridiction, le genre des offenses et la nature des peines.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	JUGÉS						CONDAMNÉS								
	PAR LES COURS		PAR LES TRIBUNAUX			TOTAL.	POUR INFRACTIONS		TOTAL.	A LA PEINE DE MORT COMMUÉE EN TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ.	AUX TRAVAUX FORCÉS		A LA RÉCLUSION.	A L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL.	A L'EMPRISONNEMENT DE POLICE.
	D'ASSISES.	D'APPEL.	CORRECTIONNELS.	DE POLICE.	MILITAIRES.		CONTRE LES PERSONNES.	CONTRE LES PROPRIÉTÉS.			A PERPÉTUITÉ.	A TEMPS.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
A. Prisons centrales. Hommes (civils)	516	157	61	—	—	714	451	263	714	103	96	256	80	199	—
A. Prisons centrales. Id. (militaires)	—	—	—	—	38	38	14	24	38	4	6	5	20	3	—
A. Prisons centrales. Totaux	516	157	61	—	38	752	465	287	752	107	102	241	100	202	—
B. Quartier des jeunes condamnés	4	10	34	—	—	48	26	22	48	—	—	1	1	46	—
C. Prisons secondaires. Hommes (civils)	14	658	1,345	4	—	2,001	949	1,052	2,001	—	—	3	1	1,993	4
C. Prisons secondaires. Id. (militaires)	—	4	9	—	21	34	18	16	34	—	—	—	1	33	—
C. Prisons secondaires. Femmes	40	35	90	2	—	187	99	88	187	9	10	15	4	147	2
C. Prisons secondaires. Totaux	54	697	1,444	6	21	2,222	1,066	1,156	2,222	9	10	18	6	2,173	6
Totaux généraux	574	844	1,539	6	59	3,022	1,557	1,465	3,022	116	112	260	107	2,421	6

LXXXVIII. — Récidivistes détenus au 31 décembre.

| DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS. | RÉCIDIVISTES CONDAMNÉS | | | | | | | |

LXXXIX. — Libérés pendant l'année. — Condition au moment de la libération.

DÉSIGNATION DES LIBÉRÉS d'après les CATÉGORIES AUXQUELLES ILS APPARTIENNENT.	TOTAL des LIBÉRÉS.	AGE. Moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	Mariés, veufs ou divorcés avec enfants.	Mariés, veufs ou divorcés sans enfants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
A. — *Prisons.*													
Mort commuée en travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	3	—	—	—	—	2	1	—	—	—	2	—	1
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à temps. — Hommes (civils)	24	—	—	—	—	14	10	—	—	—	11	11	2
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	4	—	—	1	—	—	1	1	—	1	1	3	—
Réclusion. — Hommes (civils)	16	—	—	—	4	9	3	—	—	—	8	8	—
Id. (militaires)	6	—	—	—	2	4	—	—	—	—	3	1	—
Femmes	6	—	—	—	2	3	1	—	—	—	4	2	—
Emprisonnement correctionnel. — Hommes (civils)	2,354	—	8	270	1,135	736	428	151	67	16	1,884	755	215
Id. (militaires)	54	—	—	10	42	1	—	1	—	—	52	2	—
Femmes	260	—	5	25	68	94	35	26	7	2	106	105	49
Emprisonnement de police. — Hommes (civils)	18	—	—	1	6	2	3	2	1	1	6	10	2
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	7	—	—	—	3	2	1	1	—	—	3	—	2
Totaux particuliers. — Hommes (civils)	2,916	—	8	271	1,165	785	447	157	68	17	1,911	785	220
Id. (militaires)	60	—	—	10	44	3	—	1	—	—	57	3	—
Femmes	277	—	3	26	75	99	30	28	7	3	116	110	51
TOTAUX GÉNÉRAUX.	3,253	—	13	307	1,282	887	483	186	75	20	2,084	898	271
B. *Quartier des jeunes condamnés.*	18	1	6	11	—	—	—	—	—	—	18	—	—

ÉTAT DE SANTÉ. Bon.	Passable.	Mauvais.	INSTRUCTION. Ne sachant ni lire, ni écrire.	Sachant lire ou écrire imparfaitement.	Sachant bien lire et écrire.	Ayant une instruction supérieure à ces degrés.	GRACES ET PUNITIONS. Ayant obtenu des remises de peines.	Ayant obtenu leur libération provisoire.	Ayant obtenu leur libération conditionnelle.	Ayant passé au cachot ou en cellule de répression pendant la durée de leur détention : moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	plus de 1 à 3 mois.	plus de 3 à 6 mois.	LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite : bonne.	passable.	mauvaise.	LIBÉRÉS condamnés pour crimes et délits contre les personnes : Récidivistes.	Non récidivistes.	contre les propriétés : Récidivistes.	Non récidivistes.
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	—	—	1	1	1	1	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	2	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
25	1	—	2	4	1	17	4	—	11	3	—	—	—	21	2	1	3	3	6	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	2	—	2	2	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3	1	—	—	4	—	—
15	3	—	—	4	2	10	4	—	3	2	1	—	—	12	1	3	4	4	4	4
3	1	—	—	1	1	4	—	—	—	3	—	—	—	3	2	1	1	2	2	1
3	1	—	2	2	2	—	—	—	3	—	—	—	—	6	—	—	2	3	1	—
2,022	188	44	337	1,365	629	425	452	59	136	169	3	4	2	2,019	645	190	881	624	951	598
31	2	1	7	34	10	3	3	—	—	—	—	—	—	31	3	—	14	8	14	18
252	14	14	50	175	52	3	47	7	34	3	—	—	—	220	24	7	36	65	87	72
18	—	—	9	8	1	—	1	—	1	1	—	—	—	15	4	1	—	—	16	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	—	1	3	4	—	—	1	—	—	—	—	—	—	7	—	—	6	1	—	—
2,080	192	44	348	1,380	654	454	442	59	177	177	6	4	2	2,069	652	195	889	655	977	415
36	3	1	7	35	11	7	3	—	—	3	—	—	—	34	3	1	15	10	16	19
245	17	15	57	185	34	3	48	7	40	3	—	—	—	245	25	7	44	75	88	72
2,981	212	60	612	1,798	679	464	495	46	217	185	6	4	2	2,368	682	203	948	718	1,081	506
18	—	—	—	13	5	—	1	—	5	2	—	—	—	18	—	—	1	11	—	6

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La répression du vagabondage et de la mendicité est actuellement réglée par la loi du 27 novembre 1891, dont voici les principales dispositions :

Article premier. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Art. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Les écoles de bienfaisance seront affectées aux individus âgés de moins de 18 ans accomplis qui seront mis par l'autorité judiciaire à la disposition du gouvernement ou dont l'admission aura été demandée par l'autorité communale.

Art. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. — Lorque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

Art. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la justice fixera pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Art. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Art. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. — Le Ministre de la justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 24. — Lorsque l'individu traduit devant le tribunal de police, en vertu de l'article 8 ou de l'article 9 de la présente loi, n'aura pas l'âge de 18 ans accomplis, le juge de paix, si l'état habituel de mendicité, de vagabondage est prouvé, ordonnera qu'il soit mis à la disposition du gouvernement pour être interné, jusqu'à sa majorité, dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 25. — Lorsqu'un individu qui n'avait pas l'âge de 16 ans accomplis, au moment du fait, sera traduit en justice et convaincu d'avoir commis avec discernement une infraction punissable d'une peine de police, le tribunal, même dans le cas où il y aurait récidive, ne le condamnera ni à l'emprisonnement ni à l'amende; mais il constatera l'infraction et réprimandera l'enfant ou, si la nature et la gravité du fait ou les circonstances de la cause le requièrent, mettra l'enfant à la disposition du gouvernement jusqu'à sa majorité. Dans les deux cas, il le condamnera aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts.

Les poursuites exercées en vertu des articles 24 et 25 ne seront pas mentionnées dans les renseignements fournis ultérieurement au sujet des individus poursuivis.

Art. 26. — Les cours et tribunaux pourront, lorsqu'ils condamneront à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité.

La condamnation, dans ce cas, sera exécutée endéans les huit jours, à compter de la date à laquelle elle sera devenue définitive.

Art. 27. — Les individus mis à la disposition du gouvernement en vertu des articles 25 et 26 de la présente loi seront internés dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 29. — Les individus qui n'auront pas dépassé l'âge de 13 ans accomplis à la date de leur entrée dans une école de bienfaisance de l'Etat resteront, pendant toute la durée de leur internement, complètement séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

De même, les individus entrés dans une école de bienfaisance de l'Etat à l'âge de plus de 13 ans accomplis et moins de 16 ans accomplis resteront, pendant toute la durée de leur internement, séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

Art. 30. — Les individus mis à la disposition du gouvernement, conformément aux articles 24, 25 et 26 de la présente loi ou en vertu de l'article 72 du Code pénal, pourront, après avoir été internés dans une école de bienfaisance de l'Etat, être placés en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan; ils pourront aussi, avec l'assentiment de leurs parents ou tuteur, être placés dans un établissement public ou privé d'instruction ou de charité.

Art. 31. — Les individus internés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat pourront être rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur par décision du Ministre de la justice, lorsque leurs parents ou leur tuteur présenteront des garanties suffisantes de moralité et seront à même de surveiller convenablement leur enfant ou leur pupille.

Art. 32. — Les individus rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur, ainsi qu'il est prévu à l'article précédent, pourront, jusqu'à leur majorité, être réintégrés dans une école de bienfaisance de l'Etat, par décision du Ministre de la justice, lorsqu'il sera reconnu que leur séjour chez leurs parents ou leur tuteur est devenu dangereux pour leur moralité.

Ils seront, pour l'application de la règle établie par l'article 29 de la présente loi, censés avoir été mis à la disposition du gouvernement à la date à laquelle ils auront été réintégrés.

Art. 33. — Les individus âgés de moins de 18 ans accomplis dont l'admission dans une école de bienfaisance de l'Etat sera demandée par le collège des bourgmestre et échevins d'une commune du royaume et autorisée par le Ministre de la justice, seront placés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat sous le même régime et dans les mêmes conditions que les individus mis à la disposition du gouvernement par l'autorité judiciaire.

Ils resteront à la disposition du gouvernement jusqu'à leur majorité et, pour l'application de la règle établie par l'article 29 de la présente loi, ils seront censés avoir été mis à la disposition du gouvernement à la date de laquelle leur admission aura été demandée par le collège des bourgmestre et échevins.

Le collège des bourgmestre et échevins justifiera, s'il y a lieu, du consentement de la personne exerçant les droits de la puissance paternelle à l'égard de l'individu dont l'admission dans les écoles de bienfaisance de l'Etat sera demandée.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement à la direction générale de la bienfaisance par les directeurs des divers établissements.

Les éléments de la statistique des placements en apprentissage sont extraits directement des dossiers que la direction du patronage possède pour chaque élève.

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE

XC. — Mouvement de la population en 1901.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ENTRÉES RÉELLES.					Entrées par transfert.	Entrées après évasion.	TOTAL des entrées.	NOMBRE DES RECLUS inscrits dans les colonnes 3, 4, 5, qui étaient mis à la disposition du gouvernement pour				
	EN VERTU D'UNE AUTORISATION de l'autorité communale ou du Ministre de la justice.	EN VERTU D'UNE DÉCISION JUDICIAIRE par application de la loi du 27 novembre 1891.			TOTAL.				la 1re fois.	la 2e fois.	la 3e fois.	la 4e fois.	la 5e fois et au delà.
		Article 15.	Article 14.	Article 16.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
HOMMES.													
Merxplas (dépôt)	—	3,271	9	—	3,280	391	677	4,348	449	351	329	306	1,845
Wortel (refuge)	32	—	—	4,016	4,048	84	42	4,174	1,458	674	404	290	1,222
TOTAL	32	3,271	9	4,016	7,328	475	719	8,522	1,907	1,025	733	596	3,067
FEMMES.													
Bruges (dépôt)	—	242	—	—	242	55	—	(1) 275	108	55	21	14	64
Détachées à Reckheim du dépôt	—	—	—	—	—	26	1	27	—	—	—	—	—
Bruges (refuge)	2	—	—	236	238	23	—	(2) 261	160	34	12	4	8
TOTAL	2	242	—	236	480	82	1	563	268	89	33	18	72
TOTAL GÉNÉRAL	34	3,513	9	4,252	7,808	557	720	9,085	3,175	1,114	766	614	2,939

(1) Non compris 17 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.
(2) Id. 31 id. id.

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS.	TRANSFÉRÉS.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
HOMMES.					
Merxplas (dépôt)	2,579	550	769	84	3,762
Wortel (refuge)	3,388	197	85	89	3,957
TOTAL	5,967	727	852	173	7,719
FEMMES.					
Bruges (dépôt)	150	62	—	13	(1) 225
Détachées à Reckheim du dépôt	19	5	1	1	26
Bruges (refuge)	158	32	—	11	(2) 231
TOTAL	357	99	1	25	482
TOTAL GÉNÉRAL	6,324	826	853	198	8,201

(1) Non compris 9 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.
(2) Id. 25 id. id.

ÉCOLES DE BIENFAISANCE.

XCI. — Mouvement de la population en 1901.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLÈVES ENTRÉS DIRECTEMENT					TOTAL des entrées directes.	Transférés d'un autre établissement.	RÉINTÉGRÉS			TOTAL des entrées.
	Internés par autorisation du Ministre de la justice (art. 33).	Mis à la disposition du gouvernement par application de la loi du 27 novembre 1891.			Mis à la disposition du gouvernement par application de l'article 72 du C. P.			après placement en apprentissage.	après libération conditionnelle.	après évasion.	
		Article 24.	Article 25.	Article 26.							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
GARÇONS.											
Ruysselede	15	85	7	—	11	116	10	30	2	—	158
Moll	2	101	4	—	15	122	2	30	30	4	194
Reckheim	1	83	—	2	23	109	35	6	37	14	201
Saint-Hubert	—	6	10	1	121	144	6	30	15	4	203
Gand	1	12	1	60	—	74	48	15	20	—	157
TOTAL	17	287	28	63	170	565	101	117	108	22	913
FILLES.											
Beernem	2	9	4	—	7	22	1	—	—	—	23
Namur	3	82	3	12	31	131	14	1	4	—	(1) 150
TOTAL	5	91	7	12	38	153	15	1	4	—	173
TOTAL GÉNÉRAL	22	378	35	75	208	718	116	118	112	22	1,086

(1) Non compris 6 enfants en bas âge accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.

SORTIES.

ETABLISSEMENTS.	ÉLARGIS par expiration de terme.	TRANSFÉRÉS dans un autre établissement ou mis à la disposition d'un magistrat.	TRANSFÉRÉS dans un établissement libre.	PLACÉS en apprentissage.	LIBÉRÉS conditionnellement (art. 31).	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
GARÇONS.								
Ruysselede	1	10	12	105	34	—	—	162
Moll	32	8	1	53	46	6	—	146
Reckheim	15	55	1	37	80	15	—	203
Saint-Hubert	8	20	8	82	80	6	3	213
Gand	15	40	3	41	92	1	1	193
TOTAL	71	133	25	318	338	28	4	917
FILLES.								
Beernem	5	—	—	15	—	—	2	22
Namur	42	3	24	27	32	4	1	(1) 133
TOTAL	47	3	24	42	32	4	3	155
TOTAL GÉNÉRAL	118	136	49	360	370	32	7	1,072

(1) Non compris 10 enfants en bas âge accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.

XCII. — Nombre des journées d'entretien.

ÉTABLISSEMENTS.	Nombre des journées d'entretien.
Dépôts et refuges :	
Merxplas (dépôt)	1,505,393
Bruges (dépôt)	140,805
Femmes détachées à Reckheim du dépôt de Bruges	11,665
Wortel (refuge)	545,591
Bruges (refuge)	97,588
TOTAL	2,300,642
Écoles de bienfaisance :	
Ruysselede-Beernem	311,204
Moll	81,520
Reckheim	120,582
Saint-Hubert	161,793
Namur	147,899
Gand	55,353
TOTAL	878,351

152470

XCIII. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1901.

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE DES RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR la première fois.	la deuxième fois.	la troisième fois.	la quatrième fois.	la cinquième fois ou plus.	TOTAL GÉNÉRAL.
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES.						
Merxplas (dépôt)	351	452	407	107	3,332	4,689
Wortel (refuge)	613	336	240	184	604	1,997
TOTAL	964	788	707	291	3,936	6,686
FEMMES.						
Bruges (dépôt)	175	61	39	17	120	410
Détachées à Reckheim du dépôt	—	22	7	1	1	31
Bruges (refuge)	165	67	20	6	9	265
TOTAL	336	150	66	24	130	706
TOTAL GÉNÉRAL	1,300	938	773	315	4,066	7,392

XCIV. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1901.

AGE.	HOMMES. Dépôt de mendicité.	HOMMES. Maisons de refuge.	FEMMES. Dépôt de mendicité.	FEMMES. Maisons de refuge.	AGE.	HOMMES. Dépôt de mendicité.	HOMMES. Maisons de refuge.	FEMMES. Dépôt de mendicité.	FEMMES. Maisons de refuge.
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
De 18 à 20 ans	53	35	10	45	De 45 à 49 ans	705	221	60	19
De 21 à 24 ans	120	75	39	27	De 50 à 54 ans	607	241	46	25
De 25 à 29 ans	227	105	57	24	De 55 à 59 ans	685	261	46	20
De 30 à 34 ans	324	115	40	20	De 60 à 69 ans	751	472	64	37
De 35 à 39 ans	451	168	54	10	De 70 ans et plus	98	126	7	8
De 40 à 44 ans	591	178	49	25					

XCV. — Age des élèves.

ÉTABLISSEMENTS.	Entrés directement âgés de : moins de 7 ans.	de 7 ans à moins de 13 ans.	de 13 ans à moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	Total.	Se trouvant à l'établissement au 31 décembre de l'année âgés : de moins de 7 ans.	de 7 ans à moins de 13 ans.	de 13 ans à moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
GARÇONS.										
Ruysselede	4	82	30	—	116	6	148	226	116	496
Moll	—	—	21	101	122	—	—	32	226	258
Reckheim	—	—	29	80	109	—	—	27	270	297
Saint-Hubert	—	54	75	17	144	—	40	207	184	440
Gand	—	—	2	72	74	—	—	10	130	140
Total.	4	136	155	270	565	6	197	502	926	1,631
FILLES.										
Beernem	2	18	2	—	22	3	33	79	111	228
Namur	—	1	61	69	131	—	—	65	353	418
Total.	2	19	63	69	153	3	35	144	464	646
Total général.	6	155	218	339	718	9	232	646	1,390	2,277

STATISTIQUE DES PLACEMENTS EN APPRENTISSAGE.

XCVI. — Relevé des placements en apprentissage effectués antérieurement au 1er janvier 1901.

A. — *Nombre des élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1892 (1) jusqu'au 31 décembre 1900.*

	ÉTABLISSEMENTS.		Total général.	1892 et 1893	1894	1895	1896	Total des trois années.	1897	1898	1899	Total des trois années.	1900
Écoles de bienfaisance.	Garçons.	Ruysselede	1,241	351	187	162	123	472	110	115	116	339	70
		St-Hubert.	965	235	170	93	116	381	83	98	75	256	93
		Reckheim.	266	76	58	14	23	77	10	27	32	78	33
		Moll . .	211	—	—	11	36	47	47	45	23	113	51
		Gand . .	193	10	7	5	29	41	23	22	24	71	71
		Namur (2)	285	97	112	35	21	168	—	—	—	—	—
	Filles.	Beernem .	89	—	32	13	13	50	7	12	9	28	11
		Namur. .	193	—	13	18	16	49	21	10	18	88	56
		Bruges (3)	7	—	4	—	3	7	—	—	—	—	—
	Totaux généraux.		3,450	769	555	375	382	1,312	312	334	327	973	396
Comités de patronage qui ont effectué les placements. — 1er janvier 1892 au 31 décembre 1900.		Anvers . . .	313	90	80	46	29	155	10	17	17	44	24
		Malines . . .	2	—	—	1	—	1	—	1	—	1	—
		Lierre. . . .	81	—	—	—	8	8	17	19	21	57	16
		Turnhout . .	5	—	—	—	—	—	1	4	—	5	—
		Bruxelles . .	635	190	126	121	70	317	58	59	51	108	20
		Louvain . . .	3	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1
		Nivelles . . .	106	—	3	17	22	42	16	15	11	42	22
		Charleroi . .	89	7	10	12	14	36	10	14	8	32	14
		Mons	404	108	99	51	54	167	55	20	20	75	54
		Tournai . . .	37	—	—	10	7	17	11	3	2	18	2
		Bruges . . .	12	—	4	3	3	10	—	1	1	2	—
		Courtrai. . .	73	17	3	3	4	10	8	14	7	29	17
		Furnes. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Thielt	116	—	—	—	—	—	18	41	34	93	23
		Ypres	2	—	—	1	—	1	1	—	—	1	—
		Audenarde . .	4	—	—	1	—	1	—	—	2	2	1
		Gand	38	4	—	—	21	21	4	2	2	8	5
		Termonde . .	19	3	—	—	4	4	4	2	3	9	3
		Huy.	41	—	4	8	15	27	3	3	4	10	4
		Liége	365	111	70	7	22	108	29	19	53	101	45
		Seraing . . .	32	7	4	0	4	14	5	3	1	9	2
		Verviers. . .	62	10	28	13	6	47	1	2	2	5	—
		Arlon	58	—	2	6	9	17	13	13	7	33	8
		Marche . . .	95	—	7	20	17	44	10	15	12	37	14
		Neufchâteau .	193	43	18	3	23	46	28	27	26	81	23
		Dinant . . .	33	—	1	7	6	14	4	7	4	15	4
		Namur. . . .	109	13	17	12	8	37	3	9	6	20	30
		Hasselt . . .	4	1	—	—	—	—	1	1	2	1	
		Tongres . . .	161	5	41	20	22	83	14	14	16	44	29
		Directeurs . .	358	159	28	24	32	84	20	27	42	89	26
	Totaux généraux .		3,450	769	555	375	382	1,312	312	334	327	973	396

B. — *Métiers exercés par les élèves mis en apprentissage depuis le 1er janvier 1894 jusqu'au 31 décembre 1900.*

PROFESSIONS.	Total général.	1894	1895	1896	Total des trois années.	1897	1898	1899	Total des trois années.	1900
Cultivateurs	1,439	323	202	210	735	166	187	157	510	194
Domestiques										
Manouvriers										
Cordonniers	151	32	26	20	78	12	16	17	45	28
Selliers										
Bourreliers.										
Charrons	197	20	33	33	97	27	23	21	71	29
Forgerons										
Maréchaux-ferrants . .										
Mécaniciens										
Serruriers-poêliers . .										
Chaudronniers	16	—	5	3	8	1	2	4	7	1
Ferblantiers										
Plombiers-zingueurs . .										
Charpentiers	102	28	16	11	55	12	10	6	34	15
Ebénistes										
Menuisiers										
Tonneliers										
Chaisiers	21	2	5	6	13	3	1	2	6	2
Sabotiers										
Tourneurs en bois. . .										
Tailleurs de limes . . .	5	—	—	—	—	1	1	3	5	—
Tailleurs de métaux . .										
Repousseurs sur cuivre.										
Tailleurs de pierres . .	11	7	—	3	10	—	—	—	—	1
Marbriers										
Ardoisiers										
Couvreurs	6	1	1	—	2	—	1	2	3	1
Maçons, rejointoyeurs .										
Tailleurs.	168	23	22	28	73	30	21	24	78	17
Casquetiers.										
Expatriés	3	2	—	—	2	—	—	—	—	1
Bouchers, charcutiers .	19	5	3	4	12	2	3	1	6	1
Boulangers, meuniers .	133	26	15	10	58	19	20	17	56	19
Graveurs sur verre. . .	3	—	—	1	1	1	1	—	2	—
Houilleurs	28	20	3	1	24	1	2	—	3	1
Imprimeurs	9	2	2	1	5	2	—	—	2	2
Jardiniers	22	6	4	1	11	1	3	2	6	5
Magasiniers, comptables	8	—	1	3	4	2	—	1	3	1
Mousses	8	2	—	—	2	—	—	2	2	4
Peintres, vitriers . . .	21	2	3	4	9	2	1	6	9	3
Photographe	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Placements industriels .	4	2	—	—	2	—	1	—	1	1
Plafonneur.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—
Quincaillier	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Relieur-cartonnier. . .	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Scieurs de long	2	—	—	—	—	—	—	1	1	1
Tanneur.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—
Tapissier	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Vanniers.	10	2	1	1	4	1	—	2	3	3
Servantes	289	41	33	32	106	28	31	37	116	67
Totaux généraux. . .	2,681	555	375	382	1,312	312	334	327	973	396

(1) Date de la mise en vigueur de la loi du 27 novembre 1891, sur la répression du vagabondage et de la mendicité.
(2) Le quartier des garçons à Namur a été supprimé en 1890.
(3) Le quartier de discipline à Bruges id. id.

XCVII. — Nombre d'élèves placés en apprentissage au 1er janvier 1901. — Indication de l'année du placement, de l'école d'où les élèves sont sortis et du comité qui les a placés.

| Numéro d'ordre. | COMITÉS de PATRONAGE. | TOTAL GÉNÉRAL. | GARÇONS. | | |

XCVIIIA. — Nombre d'élèves placés en apprentissage pendant l'année 1901. Indication des écoles d'où ces élèves sont sortis et du comité qui les a placés.

N° d'ordre.	COMITÉS DE PATRONAGE.	Total des placements effectués.	GARÇONS.						FILLES.		
			Ruysselede.	St-Hubert.	Reckheim.	Moll.	Gand.	Total.	Beernem.	Namur.	Total.
1	Anvers	20	11	5	—	4	—	20	—	—	—
2	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	Lierre	15	4	11	—	—	—	15	—	—	—
4	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Bruxelles	42	38	2	—	2	—	42	—	—	—
6	Louvain	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
7	Nivelles	6	2	—	3	1	—	6	—	—	—
8	Charleroi	12	—	6	2	4	—	12	—	—	—
9	Mons	29	6	4	4	4	11	29	—	—	—
10	Tournai	10	8	1	—	1	—	10	—	—	—
11	Bruges	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
12	Courtrai	8	7	1	—	—	—	8	—	—	—
13	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Thielt	29	10	—	4	5	10	29	—	—	—
15	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	Audenarde	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—
17	Gand	5	—	—	—	—	5	5	—	—	—
18	Termonde	2	—	1	—	—	1	2	—	—	—
19	Huy	9	2	4	1	1	1	9	—	—	—
20	Liége	44	12	8	15	10	—	43	—	1	1
21	Seraing	5	2	2	1	—	—	5	—	—	—
22	Verviers	4	1	2	—	—	1	4	—	—	—
23	Arlon	7	1	3	1	—	2	7	—	—	—
24	Marche	19	1	8	—	1	9	19	—	—	—
25	Neufchâteau	16	—	16	—	—	—	16	—	—	—
26	Dinant	4	2	1	—	1	—	4	—	—	—
27	Namur	26	—	4	—	—	—	4	—	22	22
28	Hasselt	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—
29	Tongres	16	2	3	7	4	—	16	—	—	—
30	Directeurs	44	1	2	2	12	—	17	15	12	27
	Totaux généraux	(1) 377	111	85	38	52	40	326	15	36	51

(1) Sont compris dans ce nombre 4 élèves placés antérieurement au 1er janvier 1901, mais qui, pendant l'année 1901, ont été transférés d'un comité de patronage à un autre comité. Le nombre des élèves sortis des divers établissements, pendant l'année 1901, n'est donc que de 373.

—

XCVIIIB. — Tableau groupant les élèves d'après l'importance du lieu de naissance.

	100,000 habitants et plus.	25,000 à — 100,000.	10,000 à — 25,000.	Moins de 10,000.	Étranger.
Elèves sortis de l'école et placés en apprentissage pendant l'année 1901	157	51	58	128	19

XCIX. — Métiers exercés par les élèves placés en apprentissage pendant l'année 1901.

Cultivateurs-domestiques	204	Report	362
Charrons	6	Sabotier	1
Forgerons	10	Chaudronnier-ferblantier	1
Maréchaux-ferrants	18	Plombiers-zingueurs	2
Mécanicien-ajusteur	1	Quincaillier	2
Serruriers-poëliers	2	Imprimeurs	2
Tailleurs	20	Relieur	1
Bourreliers	2	Peintres-vitriers	5
Cordonniers	16	Jardiniers	2
Boulangers	12	Magasiniers-comptables	2
Meuniers	5	Mousse	1
Ebéniste	1	Scieur de long	1
Menuisiers	7	Servantes	51
A reporter	362	Total général	373

XCX. — Résultats généraux des placements en apprentissage, par école et par comité de patronage. Année 1901.

Comités de patronage qui ont effectué les placements (1890-1901).	NOMBRE TOTAL des ÉLÈVES EN PLACEMENT pendant l'année 1901.	RÉINTÉGRÉS.				ÉVADÉS.	ÉLÈVES rendus provisoirement à leur famille.	ÉLÈVES ayant atteint pendant le placement l'expiration du terme de la mise à la disposition du gouvernement.	ÉLÈVES incorporés pendant le placement.	ÉLÈVES décédés pendant le placement.	TOTAL des élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1901.
		Rentrés volontairement à l'école.	Repris chez leurs nourriciers.	Après évasion.	TOTAL.						
Anvers	102	—	8	5	13	1	2	16	1	—	33
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lierre	75	—	8	3	11	4	3	2	—	—	20
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruxelles	201	1	10	4	15	1	—	11	5	—	35
Louvain	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1
Nivelles	30	2	5	3	8	1	1	4	—	—	14
Charleroi	24	—	2	2	4	1	—	5	1	—	12
Mons	121	—	5	7	12	6	6	15	1	1	42
Tournai	17	—	3	1	4	—	—	—	—	—	4
Bruges	2	—	—	—	—	—	2	1	—	—	1
Courtrai	23	—	1	1	2	—	2	1	2	—	7
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Thielt	77	—	4	3	7	3	1	7	3	—	23
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Gand	10	—	1	1	2	3	—	—	—	—	7
Termonde	5	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2
Huy	13	—	2	1	3	—	1	—	—	—	4
Liége	104	2	11	2	15	2	4	19	5	—	49
Seraing	12	—	1	1	2	2	1	3	1	—	8
Verviers	11	—	1	—	1	—	1	1	—	—	3
Arlon	22	—	5	1	6	2	2	2	1	—	6
Marche	54	—	5	1	6	2	3	3	1	—	15
Neufchateau	57	4	5	7	16	4	1	11	1	—	24
Dinant	14	—	2	2	4	1	—	1	—	—	4
Namur	55	—	1	2	3	1	2	29	—	—	33
Hasselt	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1
Tongres	37	1	2	1	4	2	—	7	—	—	17
Directeurs	62	2	2	1	5	1	—	35	—	—	41
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,134	12	75	44	131	53	36	166	20	1	407

| École de bienfaisance. | | | | | |

XCXII. — Tableau groupant les élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1901, d'après l'année de leur mise en apprentissage.

	ANNÉE du PLACEMENT.	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	TOTAL.
Écoles de bienfaisance.	Garçons. Ruysselede	—	—	5	7	11	12	8	6	9	21	18	25	120
	Saint-Hubert	—	—	—	—	3	3	3	7	10	14	26	19	87
	Beckheim	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4	14	17	39
	Moll	—	—	—	—	—	1	—	2	1	4	16	19	43
	Gand	—	—	—	—	—	—	—	2	1	6	28	11	48
	TOTAL	—	—	5	7	14	16	13	19	23	49	102	89	337
	Filles. Beernem	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	14	17
	Namur	—	—	—	—	—	—	—	3	2	4	19	25	53
	TOTAL	—	—	—	1	—	1	1	3	2	4	19	39	70
	TOTAUX GÉNÉRAUX	—	—	5	8	14	17	14	22	25	53	121	128	407
Comités de patronage qui ont effectué les placements.	Anvers	—	—	4	3	—	3	1	1	1	3	10	3	33
	Lierre	—	—	—	—	1	—	2	2	—	6	4	3	20
	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bruxelles	—	—	1	4	3	4	6	3	2	2	4	4	35
	Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
	Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	7	2	14
	Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	6	3	12
	Mons	—	—	—	—	3	1	—	3	3	4	18	8	42
	Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4
	Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
	Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	3	7
	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Thielt	—	—	—	—	—	—	—	—	3	7	6	7	23
	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
	Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	7
	Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
	Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
	Liége	—	—	—	—	—	1	2	1	1	13	12	19	49
	Seraing	—	—	—	1	1	—	—	3	—	1	1	1	8
	Verviers	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	3
	Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	3	1	6
	Marche	—	—	—	—	1	—	1	1	2	2	4	4	15
	Neufchâteau	—	—	—	—	—	1	1	3	3	6	5	5	24
	Dinant	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	2	4
	Namur	—	—	—	—	—	1	—	—	2	3	10	11	33
	Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
	Tongres	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	10	4	17
	Directeurs	—	—	—	—	1	1	—	2	1	1	3	32	41
	TOTAUX GÉNÉRAUX	—	—	5	8	14	17	14	22	25	53	121	128	407

STATISTIQUE

DE LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

STATISTIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

La libération conditionnelle est organisée de la façon suivante :

Les condamnés qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires emportant privation de la liberté peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

Lorsque l'incarcération a été subie sous le régime de la séparation, les réductions établies par la loi profitent au condamné pour le calcul de la quotité à concurrence de laquelle la peine a été accomplie; elle ne lui profite pas pour le délai de trois ou six mois d'incarcération.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infraction aux conditions énoncées dans le permis de libération (art. 1er à 3 de la loi du 31 mai 1888).

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

« Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à « deux ans. Il sera de cinq ans au minimum si le libéré avait « encouru, dans le courant des cinq années antérieures à la date « de sa dernière condamnation, soit une peine principale de « trois mois d'emprisonnement au moins, soit deux ou plusieurs « peines principales d'un mois au moins.

« Les condamnations considérées comme non avenues en « vertu de l'article 9, § 2, de la présente loi n'entrent pas en « ligne de compte (condamnations conditionnelles dont le sursis « est expiré).

« S'il était constaté ultérieurement par un jugement ou un « arrêt prononcé à sa charge et passé en force de chose jugée, « que le condamné avait commis un crime ou un délit avant « l'expiration du délai d'épreuve, la mise en liberté serait « censée avoir été révoquée à la date à laquelle ce crime ou ce « délit se trouverait avoir été consommé. » (Art. 1er de la loi du 3 août 1899.)

La mise en liberté est ordonnée par le Ministre de la justice, après avis du parquet qui a exercé les poursuites et du procureur général du ressort, ainsi que du directeur et de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire.

Elle est révoquée par le Ministre de la justice, après avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de la justice, qui prononce la révocation s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué.

Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 2 de l'article 4 de la loi.

Un arrêté royal déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles la libération pourra être soumise et le mode de surveillance des libérés conditionnels (art. 5 à 8 de la loi du 31 mai 1888).

La libération conditionnelle n'est pas applicable aux condamnés militaires.

Elle est sans influence sur la contrainte par corps prononcée pour assurer soit le recouvrement des frais de justice, soit le payement des dommages et intérêts.

Elle ne peut s'appliquer à l'emprisonnement subsidiaire afférent à une amende fiscale, celle-ci participant du caractère de la réparation civile.

La libération conditionnelle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de toute condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les poursuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les directeurs des établissements pénitentiaires adresseront au Ministre de la justice, par l'intermédiaire des commissions administratives, leurs propositions en faveur des condamnés auxquels ils estimeront que la libération conditionnelle pourrait être accordée. Ils y annexeront un extrait du registre de la comptabilité morale reproduisant les annotations relatives à ces condamnés.

Ces propositions seront transmises, dans la huitaine, au Ministre de la justice par les commissions administratives, qui y joindront leur avis motivé.

Les propositions dont les commissions administratives croiront devoir prendre l'initiative seront accompagnées de l'avis motivé du directeur de l'établissement pénitentiaire et de l'extrait du registre de la comptabilité morale.

L'administration centrale, après avoir recueilli l'avis du parquet, conformément à l'article 5 de la loi du 31 mai 1888, et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, sur les propositions transmises par les commissions administratives, soumet les dites propositions au Ministre de la justice, avec ses observations.

Elle recueille l'avis du parquet, celui de la commission administrative et du directeur de l'établissement pénitentiaire et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, pour les propositions à soumettre au Ministre de la justice, en dehors de celles qui lui sont adressées par les commissions administratives et les directeurs des établissements pénitentiaires (art. 1er à 6 de l'arrêté royal du 1er août 1888).

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au Ministre de la justice tous faits qui leur paraîtraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infraction aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le Ministre de la justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales. (Art. 13 et 14 de l'arrêté royal du 1er août 1888.)

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés par le service de la libération conditionnelle d'après les dossiers des libérés reposant dans ses archives.

CIII. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. — Motifs des rejets.

Propositions.	
Propositions soumises par les directeurs. . . .	337
Libérations conditionnelles	148
Grâces	3
Rejets	186
Motifs de ces rejets.	
Gravité des faits	107
Mauvais antécédents	33
Défaut d'amendement.	40
Date trop rapprochée de l'expiration de la peine.	2
Inapplicabilité de la loi	1
Internement dans un asile d'aliénés.	3
Requêtes envoyées au Ministre de la justice . .	256
Laissées sans suite	99
Libérations conditionnelles	74
Grâces	3
Rejets	80
Motifs de ces rejets.	
Gravité des faits	38
Antécédents	13
Défaut d'amendement.	28
Date trop rapprochée de l'expiration de la peine.	1
En résumé.	
Affaires instruites.	494
Libérations conditionnelles	222
Grâces	6
Rejets	266

XCVI. — Renseignements relatifs aux libérés.

Sexe.	
Hommes	185
Femmes	37
Etat civil.	
Célibataires.	95
Mariés	111
Veufs.	15
Divorcé.	1
Age.	
Moins de 20 ans	19
De 20 à 25 ans.	48
De 25 à 30 ans	40
De 30 à 40 ans	54
De 40 à 50 ans	35
De 50 à 60 ans	17
Plus de 60 ans	9
Antécédents.	
Sans antécédents judiciaires	144
Ayant subi une condamnation antérieure (1). .	28
En ayant subi plusieurs.	50

(1) Toute condamnation est comptée, même les condamnations à une peine de police.

Durée de la peine prononcée.

Moins de 1 an	67
1 à 2 ans	61
2 à 5 ans	56
5 à 10 ans	14
10 à 20 ans	18
Plus de 20 ans	6

Durée de la détention restant à subir.

Moins de 3 mois	81
3 à 6 mois	55
6 mois à 1 an	49
1 à 2 ans	22
2 à 3 ans	4
3 à 5 ans	5
5 à 10 ans	2
Plus de 10 ans	4

Nature des infractions.

Coups et blessures	49
Vols, escroqueries, etc.	65
Faux, usage de faux	12
Abus de confiance	6
Infanticides, avortements	13
Viols, tentatives de viols	4
Attentats à la pudeur	4
Faux témoignages	6
Recels	12
Incendies	5
Rébellions	4
Homicides, tentative d'homicide	17
Homicides par imprudence	4
Emissions de fausse monnaie	5
Contrefaçon de titres	1
Banqueroutes	2
Délit douanier	1
Délit de chasse	1
Associations de malfaiteurs	3
Bris de clôture	1
Distillerie clandestine	1
Atteintes à la liberté du travail	5
Combat de coqs	1

Suites de la libération conditionnelle.

Révocations	3
Temps d'épreuve expirant en 1903	166
Id. id. en 1904	18
Id. id. en 1905	8
Id. id. en 1906	9
Id. id. en 1907	1
Id. id. en 1908	2
Id. id. en 1909	2
Id. id. en 1910	2
Id. id. en 1911	1
Id. id. en 1912	1
Id. id. en 1913	2
Id. id. en 1914	1
Id. id. en 1915	1
Id. id. en 1919	1
Indéfinis	4

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS

La police des étrangers est réglée par les dispositions suivantes :

A. En ce qui concerne les étrangers non résidents :

1° L'article 9 du décret du 23 messidor an III :

« Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou dans « une commune frontière de la république, se présentera à la « municipalité; il déposera son passeport, qui sera renvoyé de « suite au comité de sûreté générale pour y être visé ; il demeu- « rera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité, qui « lui donnera une carte de sûreté provisoire énonciative de la « surveillance. »

2° L'article 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI :

« Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la république, « ou y résidant sans y avoir une mission des puissances neutres « et amies reconnue par le gouvernement français, ou sans y « avoir acquis le titre de citoyen, seront mis sous la surveillance « spéciale du directoire exécutif, qui pourra leur retirer leurs « passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français, « s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la « tranquillité publique. »

3° L'article 3 de l'arrêté du *gouvernement provisoire* du 6 octobre 1830 :

« Tous autres étrangers non munis d'autorisation du gouver- « nement sont tenus de justifier de leurs ressources; dans le cas « contraire, ils seront renvoyés chez eux. »

4° Les articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

« ART. 10. — Les étrangers adultes et valides *ne résidant* « pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou en état de « vagabondage pourront être immédiatement reconduits à la « frontière.

« ART. 19. — Le gouvernement pourra en tout temps faire « reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère « qui seront mis à sa disposition pour être internés dans un « dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge. »

B. En ce qui concerne les étrangers résidents :

1° L'article 19 de la loi du 29 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

(Voir ci-dessus.)

2° L'article 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique :

« Le *gouvernement est autorisé* à conclure avec les Etats « étrangers des traités pour le rapatriement des indigents. Sauf « convention internationale, les indigents étrangers peuvent, à « la demande des administrations qui pourvoient à leur assis- « tance, être renvoyés à la frontière. »

3° L'article 1er de la loi du 12 février 1897 :

« L'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, com- « promet la tranquillité publique ou celui qui est poursuivi ou « qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui « donnent lieu à l'extradition, peut être contraint par le gouver- « nement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu « déterminé, ou même de sortir du royaume.

« L'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du royaume « parce qu'il compromet la tranquillité publique sera délibéré « en conseil des Ministres. »

N. B. — Le terme d'*expulsés* n'est appliqué qu'aux étrangers éloignés du territoire en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi du 12 février 1897.

Les autres sont désignés en général sous le nom de *renvoyés*.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés par l'administration de la sûreté publique à l'aide de renseignements puisés dans ses archives.

CIV. — Etat numérique, par nationalité, des étrangers renvoyés du pays en 1901, pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité.

NATIONALITÉ.	ÉTRANGERS transférés à la frontière pour défaut de moyens d'existence.	VAGABONDS étrangers transférés directement à la frontière après décision judiciaire.	VAGABONDS étrangers transférés à la frontière après avoir été internés dans les dépôts ou maisons de refuge.	TOTAUX.
1	2	3	4	5
Africains	—	1	—	1
Allemands	1,698	86	3	1,787
Américains (Etats-Unis)	2	—	3	5
Anglais	4	7	—	11
Australiens	—	1	—	1
Autrichiens	197	5	—	202
Canadiens	2	—	—	2
Danois	12	—	—	12
Espagnols	30	2	—	32
Français	5,105	256	33	5,464
Grecs	3	—	—	3
Hollandais	515	45	—	556
Hongrois	45	1	1	45
Italiens	205	4	—	207
Luxembourgeois	201	6	—	207
Norvégiens	1	—	—	1
Polonais	8	—	—	8
Roumains	6	—	—	6
Russes	37	2	—	39
Serbes	1	—	—	1
Suédois	5	—	—	5
Suisses	118	10	—	123
Turcs	5	—	—	5
TOTAUX	8,277	404	42	8,723

CV. — Dénombrement, par nationalité, des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1901.

NATIONALITÉ.	RÉSIDENTS.	VAGABONDS.
Africains (non spécialement désignés)	9	—
Allemands	4,501	1,149
Américains (Etats-Unis)	145	15
Anglais	617	10
Argentins	6	1
Australiens	—	2
Autrichiens	419	127
Brésiliens	14	—
Bulgares	57	—
Canadiens	5	1
Chiliens	12	—
Chinois	2	—
Colombiens	8	—
Costa-Rica (Individus originaires de)	1	—
Danois	55	10
Egyptiens	6	—
Espagnols	120	0
Finlandais	3	—
Français	6,260	1,042
Grecs	26	3
Haïtiens	2	—
Hollandais	2,588	280
Hongrois	120	40
A reporter	14,843	3,289

NATIONALITÉ.	RÉSIDENTS.	VAGABONDS.
Report	14,943	3,289
Italiens	725	141
Japonais	1	—
Luxembourgeois	478	93
Marocains	2	—
Mexicains	6	—
Monégasques	1	—
Norvégiens	55	—
Persans	3	—
Péruviens	2	—
Portugais	19	—
Roumains	80	4
Russes	340	52
Serbes	15	—
Suédois	39	2
Suisses	265	71
Transvaaliens	14	—
Turcs	90	4
Uruguay (Individus originaires de l')	1	—
TOTAL	17,059	3,638
TOTAL GÉNÉRAL	20,697	
Pour mémoire,	R.	V.
Moresnet-Neutre	2	—

CVI. — État numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays.

ANNÉES.	Étrangers expulsés du pays par arrêté royal.			Étrangers refoulés ou renvoyés à la frontière en vertu de la loi du 23 messidor an III, de l'arrêté du 6 octobre 1830 ou de la loi du 27 novembre 1891.								Totaux.	NOMBRE des dossiers nouveaux ouverts à des étrangers dans le courant de l'année.
	Étrangers expulsés pour motif de **poursuite** ou de **condamnation** pour l'un des crimes ou délits donnant lieu à l'extradition.	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique **sous un rapport non politique.**	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique **sous un rapport politique.**	Étrangers renvoyés à la frontière **avec feuille de route** pour motifs politiques.	Étrangers refoulés ou conduits à la frontière **par la gendarmerie ou la police** pour motifs politiques.	Étrangers conduits à la frontière **par la gendarmerie** pour défaut de moyens d'existence.	Étrangers renvoyés à la frontière **avec feuille de route** pour défaut de moyens d'existence.	Étrangers conduits à la frontière pour **condamnation** du chef de mendicité ou de vagabondage.	Étrangers non résidents conduits à la frontière **par la gendarmerie** pour condamnation en Belgique ou dans un autre pays pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers non résidents renvoyés à la frontière **avec feuille de route** pour condamnation en Belgique ou dans un autre pays pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers renvoyés à la frontière **avec feuille de route** pour motifs non politiques autres qu'une condamnation encourue ou le défaut de moyens d'existence.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1892. .	119	198	10	2	2	2,664	17	1,365	405	48 (1)	57	4,985	15,425
1893. .	127	94	8	2	—	2,056	12	1,694	291	54	47	4,385	15,501
1894. .	120	88	25	7	1	2,158	19	2,175	552	69	90	5 060	16,447
1895. .	132	65	12	—	3	1,993	28	2,146	557	97	74	4,929	14,978
1896. .	191	65	12	3	3	3,965	24	960	554	85	33	5,713	16,000
1897.	160	101	6	4	6	3,925	25	514	569	71	68	7,047	18,527
1898. .	187	76	12	2	3	7,468	22	507	445	105	85	8,708	18,410
1899. .	159	88	7	2	2	7 053	48	519	468	130	79	8,337	18,410
1900. .	187	106	8	3	2	6,217	33	296	471	96	69	7,510	19,892
1901. .	213	526	11	6	—	8,277	56	446	328	112	172	10,129	22,187

(1) Depuis 1890, les étrangers non-résidents ayant encouru une condamnation dans un autre pays et qui refusent de quitter la Belgique avec feuille de route ou qui y rentrent sans autorisation sont expulsés par arrêté royal.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

L'organisation des établissements destinés à recevoir des aliénés, le placement des aliénés dans ces établissements et leur sortie, la surveillance des aliénés gardés dans leurs familles, sont réglés par les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873. En voici les principales dispositions :

Article premier. — Nul ne peut ouvrir ou diriger un établissement destiné aux aliénés sans une autorisation du gouvernement.

La même autorisation est nécessaire pour le maintien des établissements actuellement existants.

Art. 2. — Est considérée comme établissement d'aliénés toute maison où l'aliéné est traité, même seul, par une personne qui n'a avec lui aucun lien de parenté ou d'alliance, ou qui n'a pas la qualité de tuteur, de curateur ou d'administrateur provisoire.

Art. 3. — Le gouvernement n'accordera l'autorisation demandée qu'autant qu'il reconnaisse qu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° Situation et locaux salubres, bien aérés, d'une étendue suffisante et d'une distribution convenable ;

2° Séparation des sexes et classement des aliénés de chaque sexe d'après les exigences de leur maladie et la nature des soins dont ils doivent être l'objet ;

3° Organisation d'un service médical et sanitaire, et régime intérieur approprié aux besoins et à l'état des malades ;

4° Nomination, par le gouvernement, du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements, la députation permanente entendue ; le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présence loi.

Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de payement ;

5° Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements.

Art. 4. — Les établissements existants ou ceux qui pourront être fondés à l'avenir, qui ne satisferont pas aux conditions voulues et dont les chefs ou directeurs refuseront ou seront dans l'impossibilité de les remplir, seront fermés, la députation permanente entendue et après enquête.

Art. 6. — L'organisation de la colonie de Gheel et d'autres semblables qui pourront exister ou se former par la suite et le régime des aliénés qui y seront envoyés feront l'objet d'un règlement spécial, approuvé par arrêté royal, qui prescrira, entre autres, le mode de placement et de surveillance et l'organisation du service médical.

Art. 7. — Le chef d'un établissement ne pourra recevoir aucune personne atteinte d'aliénation mentale que :

1° Sur une demande écrite d'admission du tuteur d'un interdit, accompagnée de la délibération du conseil de famille prise en exécution de l'article 510 du Code civil ;

2° Sur une demande d'admission de l'autorité locale du domicile de secours d'un aliéné indigent ;

3° En vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité locale compétente, par application de l'article 95 de la loi communale.

(Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, dans ce cas, statuera lors de sa première réunion ou, au plus tard, dans le délai de six jours, conformément l'article 5 de la loi communale.)

4° En exécution d'un réquisitoire d'un officier du ministère public, dans le cas de l'article 12 ci-après ;

5° Sur une demande d'admission de toute personne intéressée indiquant la nature des relations et le cas échéant, le degré de parenté ou d'alliance qui existe entre elle et l'aliéné. Cette demande devra être revêtue du visa du bourgmestre de la commune où l'aliéné se trouve ;

6° En vertu d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, dans les cas des nos 2, 3 et 5 précédents.

S'il y a urgence, cet arrêté pourra être porté par le gouverneur seul et sera soumis à la députation permanente lors de sa première réunion.

Art. 10. — Dans les vingt-quatre heures de l'admission d'un aliéné, le chef de l'établissement en donnera avis par écrit :

1° Au gouverneur de la province ;
2° Au procureur du roi de l'arrondissement ;
3° Au juge de paix du canton ;
4° Au bourgmestre de la commune ;
5° Au comité de surveillance de l'établissement mentionné à l'article 21 ci-après.

Pareil avis sera donné, dans le même délai, au procureur du roi de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné, et ce magistrat en informera l'autorité locale, qui en donnera immédiatement connaissance aux plus proches parents connus et aux personnes chez lesquelles l'aliéné avait son habitation, chaque fois que l'ordre ou la demande de séquestration sera émané de l'une des autorités ou des personnes mentionnées aux nos 2, 3, 5 et 6 de l'article 7.

Art. 11. — Pendant chacun des cinq premiers jours de son admission, l'aliéné sera visité par le médecin de l'établissement.

Celui-ci consignera sur un registre à ce destiné, coté et parafé comme il est dit à l'article 22, ses observations et le jugement qu'il en aura tiré, et en transmettra, le sixième jour, une copie au procureur du roi de l'arrondissement.

Il consignera ultérieurement sur le même registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade.

Art. 12. — Le gouvernement désignera un établissement public ou traitera avec un établissement privé, pour le placement des prévenus, accusés ou condamnés qui seraient reconnus en l'état d'aliénation mentale.

Art. 13. — Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée (ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale), le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté.

Art. 15. — Avant même que le médecin de l'établissement ait déclaré la guérison, toute personne retenue dans un établissement d'aliénés pourra toujours en être retirée par ceux qui l'y ont placée, sauf le cas de minorité ou d'interdiction, dans lesquels ce droit n'appartiendra, d'après les circonstances, qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire, sans préjudice du droit du ministère public.

Art. 17. — Toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, ou toute autre personne intéressée, pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le président du tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

Art. 21. — Tout établissement d'aliénés est sous la surveillance du gouvernement, qui le fera visiter tant par des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet, que par des comités permanents d'inspection chargés de veiller à l'exécution de toutes les mesures prescrites par la loi et par les règlements.

Art. 25. — Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton, qui s'assurera par lui-même de l'état du malade et renouvellera ses visites au moins une fois par trimestre.

Indépendamment des visites personnelles du juge de paix, ce magistrat se fera remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille, aussi longtemps que durera la séquestration, et fera, d'ailleurs, visiter l'aliéné par tel médecin qu'il désignera, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'Etat possède les asiles de Mons et de Tournai ainsi que la colonie de Gheel ; la colonie de Lierneux est administrée par la province de Liége. Les autres asiles appartiennent à des hospices civils, des communautés religieuses, des sociétés civiles, des particuliers qui en ont la direction. Les colonies de Gheel et de Lierneux ne reçoivent que des malades dont l'état est compatible avec la vie libre.

Les tableaux qui suivent ne concernent que les établissements d'aliénés. Les aliénés gardés dans leur famille n'y figurent pas.

Rédaction des tableaux. — Les renseignements statistiques relatifs aux aliénés placés dans les asiles sont extraits des registres médicaux et administratifs qui, en vertu de la loi, doivent être tenus dans chaque établissement.

Ils sont réunis chaque année dans des tableaux d'un modèle uniforme arrêté par le service de l'inspection des aliénés, et adressés au département de la justice (direction générale de la bienfaisance).

CVII. — Mouvement de la population pendant l'année 1901. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	EXISTANTS au 1er janvier.	ADMIS pour la première fois.	ADMIS par suite de rechute ou de récidive.	ADMIS par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	ADMIS venant d'un autre asile belge (1).	ADMIS TOTAL des admissions.	TOTAL des existants et des admis.	SORTIS guéris.	SORTIS améliorés.	SORTIS non modifiés.	SORTIS évadés.	SORTIS transférés.	SORTIS non-aliénés.	SORTIS TOTAL des sortis.	DÉCÉDÉS par maladie.	DÉCÉDÉS par accident.	DÉCÉDÉS par suicide.	DÉCÉDÉS TOTAL des décès.	TOTAL des décès et des sorties.	RESTANT au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	81	15	3	—	—	18	99	1	3	3	—	—	—	7	11	—	—	11	18	81	Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	29	7	—	—	—	7	36	—	1	—	—	—	—	1	5	—	—	5	6	30	Malines. — Hospice des Frères Alexiens.
Mortsel. — Hospice	390	151	—	50	16	217	607	5	60	5	5	45	1	122	78	—	—	78	200	607	Mortsel. — Hospice.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	8	150	46	—	—	176	184	67	8	—	—	95	—	168	9	—	—	9	177	7	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	56	3	—	—	—	3	59	1	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	3	56	Diest. — Hospice des Frères Alexiens.
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	225	79	20	—	20	128	353	59	14	6	—	5	—	84	40	—	1	50	134	219	Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	27	17	1	—	—	18	45	4	1	4	—	2	—	11	9	—	—	9	20	25	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	99	10	3	—	—	13	112	7	1	—	—	—	—	8	4	—	—	4	12	100	Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens.
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	64	12	3	1	6	22	86	6	3	2	—	1	—	12	14	—	—	14	26	60	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	19	6	—	1	—	7	26	—	1	1	—	2	—	4	2	—	—	2	6	20	Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	260	61	19	—	—	80	340	30	1	—	1	10	1	43	32	—	—	32	75	265	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	411	30	10	—	1	41	452	4	15	—	—	4	1	22	25	—	—	25	47	405	Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte.*
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	88	20	1	—	1	22	110	14	—	—	—	1	—	15	2	—	1	3	18	92	Saint-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte.*
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	118	54	6	—	18	78	196	14	2	—	—	—	—	16	10	—	—	10	26	170	Ypres. — Hospice. — *Mixte.*
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Institut Saint-Joseph	—	1	—	—	48	49	49	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	49	Gand. — Institut Saint-Joseph.
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	18	3	1	—	—	4	22	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	2	20	Gand. — Etablissement des Frères de St-Jean de Dieu.
Gand. — Hospice Guislain	360	80	10	8	5	103	463	28	27	7	—	53	—	115	45	—	—	45	160	303	Gand. — Hospice Guislain.
Gand. — Maison de santé du « Strop »	90	25	4	2	4	35	131	9	8	5	—	5	—	25	15	—	—	15	56	95	Gand. — Maison de santé du « Strop ».
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	205	95	30	—	7	150	355	22	12	—	2	10	—	46	34	—	—	34	80	275	Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme.
Selzaete. — Etablissement	715	98	12	1	9	120	835	19	1	—	—	5	1	26	85	—	1	84	110	725	Selzaete. — Etablissement.
Hainaut.																					**Hainaut.**
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	626	76	24	5	55	160	786	26	11	5	4	55	1	100	76	—	—	76	176	610	Froidmont. — Hospice Saint-Charles.
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille	256	54	—	5	5	60	316	10	4	22	—	17	—	53	12	—	—	12	65	251	Manage. — Hospice de la Sainte-Famille.
Tournai. — Hospice pour hommes	854	221	69	20	6	316	1,170	82	65	16	16	73	—	254	86	—	—	86	340	830	Tournai. — Hospice pour hommes.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice « les Insensés »	121	55	25	5	2	85	206	14	30	7	—	5	2	58	25	—	—	25	70	127	Liége. — Hospice « les Insensés ».
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	50	17	2	1	—	20	70	5	2	8	—	—	—	15	9	—	—	9	22	48	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Henri-Chapelle. — Etablissement	57	5	—	—	—	5	62	—	1	1	—	—	—	2	3	—	—	3	5	57	Henri-Chapelle. — Etablissement.
Limbourg.																					**Limbourg.**
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	197	48	—	—	—	48	245	1	—	16	—	15	—	32	5	—	—	5	37	208	Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur.
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	716	98	26	—	6	130	846	52	21	—	—	29	—	102	60	—	—	60	162	684	Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice.
Namur.																					**Namur.**
Dave. — Hospice	—	105	—	—	162	265	265	—	0	0	—	—	1	19	24	—	—	24	43	222	Dave. — Hospice.
TOTAL	6,504	1,570	324	97	369	2,360	8,864	477	308	113	26	424	8	1,356	726	—	3	729	2,085	6,779	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	1,038	104	3	7	15	129	1,167	12	13	11	26	40	—	111	62	3	—	65	176	1,011	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	272	10	5	—	12	57	329	6	3	4	2	21	—	36	10	1	—	11	47	282	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL	7,834	1,714	334	104	394	2,546	10,380	495	324	128	54	494	8	1,503	798	4	3	805	2,308	8,072	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les aliénés venant d'un asile étranger sont considérés comme admis pour la première fois.

CVII (suite). — Mouvement de la population pendant l'année 1901. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	EXISTANTES au 1er janvier.	ADMISES				TOTAL des admissions.	TOTAL des existantes et des admises.	SORTIES							DÉCÉDÉES				TOTAL des décès et des sorties.	RESTANT au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
		pour la première fois.	par suite de rechute ou de récidive.	par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	venant d'un autre asile belge (1)			guéries.	améliorées.	non modifiées.	évadées.	transférées.	non aliénées.	TOTAL des sorties.	par maladie.	par accident.	par suicide.	TOTAL des décès.			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Duffel. — Hospice	280	89	7	2	11	109	389	27	8	9	—	5	—	49	38	—	—	38	87	302	Duffel. — Hospice.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	6	81	18	—	—	99	105	17	—	—	4	73	—	94	4	—	—	4	98	7	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Sœurs grises	40	5	1	—	—	6	46	2	1	2	—	—	—	5	—	—	—	—	5	41	Diest. — Hospice des Sœurs grises.
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	413	24	4	—	8	36	449	7	4	1	—	2	—	14	21	—	—	21	35	414	Erps-Querps. — Institut Saint-Joseph.
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	289	70	16	1	11	107	396	37	10	2	—	14	—	63	38	—	—	38	101	295	Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	79	12	1	—	—	13	92	2	3	1	—	—	—	6	6	—	—	6	12	80	Louvain. — Hospice des Sœurs noires.
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	24	16	—	—	—	16	40	2	3	1	—	4	—	10	4	—	—	4	14	26	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	47	15	1	—	2	18	65	7	7	—	—	—	—	14	3	—	1	4	18	47	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	256	26	11	—	—	37	293	16	—	3	—	1	—	20	17	—	—	17	37	256	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	453	50	11	—	1	62	515	9	6	2	—	6	—	23	27	—	—	27	50	465	Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte.*
Menin. — Hospice	90	11	—	—	1	12	102	2	—	—	—	3	—	5	3	—	—	3	8	94	Menin. — Hospice.
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	442	33	7	1	3	44	486	16	3	3	1	2	—	27	25	—	—	25	52	434	Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte.*
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	92	—	—	—	—	—	92	3	—	—	—	—	—	3	12	—	—	12	15	77	Ypres. — Hospice. — *Mixte.*
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	—	87	10	—	49	146	146	6	5	2	—	—	—	13	13	—	—	13	26	120	Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	286	35	17	—	—	52	338	10	7	—	—	—	—	17	36	—	—	36	53	285	Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes.
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	95	12	6	—	1	19	112	11	2	—	—	7	—	20	5	—	—	5	25	87	Gand. — Maison de santé rue d'Assaut.
Lede. — Hospice	257	35	10	—	7	52	309	20	6	1	—	—	—	27	23	—	—	23	50	259	Lede. — Hospice.
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît	365	86	—	—	—	86	451	2	5	7	—	12	—	26	25	—	—	25	51	400	Lokeren. — Hospice Saint-Benoît.
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	476	74	19	—	8	101	577	20	10	21	—	—	—	51	40	—	—	40	91	486	Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis ».
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	54	7	2	—	—	9	63	3	—	—	—	1	—	4	3	—	—	3	7	56	Velsicque-Ruddershove. — Hospice.
Hainaut.																					**Hainaut.**
Mons. — Hospice	588	125	32	1	2	160	748	41	9	15	1	40	3	109	45	—	1	44	153	595	Mons. — Hospice.
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	77	20	3	—	—	23	100	3	2	—	—	3	—	8	16	—	—	16	24	76	Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.
Wez-Velvain. — Hospice	50	10	2	—	1	13	63	9	3	1	—	2	—	15	—	—	1	1	16	47	Wez-Velvain. — Hospice.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	187	33	14	15	1	85	272	15	16	17	1	1	—	48	19	—	—	19	67	205	Liége. — Hospice Sainte-Agathe.
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	29	14	1	—	—	15	44	2	2	5	—	2	—	11	5	—	—	5	16	28	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Limbourg.																					**Limbourg.**
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	396	76	15	—	30	128	524	38	5	1	—	12	—	74	68	—	—	68	142	382	Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.
Saint-Trond. — Hospice	690	112	38	—	8	158	848	36	27	5	1	2	—	69	88	—	1	89	158	690	Saint-Trond. — Hospice.
TOTAL	6,059	1,189	244	20	153	1,606	7,665	381	144	95	8	192	5	825	582	—	4	586	1,411	6,254	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	899	49	5	4	3	61	960	14	10	5	6	17	—	52	66	—	—	66	118	842	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	182	17	—	—	4	21	203	3	5	—	1	3	—	12	11	—	—	11	23	180	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL	7,140	1,255	249	24	160	1,688	8,828	398	159	100	15	212	5	889	659	—	4	663	1,552	7,276	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les aliénés venant d'un asile étranger sont considérés comme admises pour la première fois.

CVIII. — Premières admissions : Age. — État civil. — Saisons. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.					SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 50 ans.	Au delà.	Inconnu.	Célibataires.	Mariés.	Veufs.	Séparés ou divorcés.	Inconnus.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers.																	
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.	15	—	—	1	10	2	—	7	4	1	1	—	4	7	1	1	—
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	7	—	—	1	5	1	—	3	3	1	—	—	2	1	2	2	—
Mortsel. — Hospice	151	—	3	46	60	40	—	81	65	7	—	—	36	40	29	46	—
Brabant.																	
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*.	150	3	4	23	67	30	1	52	65	15	1	1	20	32	39	39	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	3	—	—	—	1	2	—	1	2	—	—	—	—	—	2	1	—
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	79	—	3	19	36	19	—	32	41	6	—	—	19	20	20	20	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	17	—	—	—	11	6	—	4	10	1	2	—	4	4	7	2	—
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	10	—	—	1	8	1	—	6	4	—	—	—	4	3	2	1	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*.	12	—	1	2	3	4	—	6	3	1	—	—	3	1	2	4	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.	6	—	1	1	3	1	—	3	—	1	—	—	2	2	1	1	—
Flandre occidentale.																	
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	61	—	3	11	37	8	—	31	18	2	—	—	2	29	21	9	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	30	2	2	14	6	6	—	21	9	—	—	—	6	12	3	7	—
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	20	—	—	6	11	3	—	12	8	—	—	—	7	3	4	4	—
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	54	—	2	18	14	20	—	29	19	6	—	—	9	10	11	24	—
Flandre orientale.																	
Gand. — Institut Saint-Joseph	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.	3	—	1	—	2	—	—	1	2	—	—	—	—	—	2	1	—
Gand. — Hospice Guislain.	80	19	7	15	17	24	—	34	17	6	3	—	22	25	15	20	—
Gand. — Maison de santé du « Strop »	25	1	2	6	7	9	—	16	7	1	1	—	6	5	4	10	—
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	95	—	8	17	37	31	—	44	32	12	3	—	25	22	18	30	—
Selzaete. — Etablissement.	98	—	8	16	28	45	1	55	30	13	—	—	24	29	25	22	—
Hainaut.																	
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	76	—	—	15	40	20	1	41	24	7	2	2	18	18	18	21	1
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille.	54	52	2	—	—	—	—	54	—	—	—	—	18	12	16	8	—
Tournai. — Hospice pour hommes	221	—	15	55	97	56	—	119	84	18	—	—	55	68	59	39	—
Liége.																	
Liége. — Hospice « les Insensés. »	55	—	4	15	22	14	—	27	21	7	—	—	12	14	12	17	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*.	17	—	—	4	7	6	—	9	5	3	—	—	3	10	3	1	—
Henri-Chapelle. — Etablissement.	5	—	—	—	2	3	—	2	1	2	—	—	4	1	—	—	—
Limbourg.																	
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	48	46	2	—	—	—	—	48	—	—	—	—	17	11	16	4	—
Zickeren-Saint-Trond. — Hospice.	98	—	6	25	48	19	—	49	32	17	—	—	38	19	19	22	—
Namur.																	
Dave. — Hospice.	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL.	1,467	126	78	309	579	372	3	822	502	125	15	3	358	401	350	356	2
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	104	2	7	26	38	31	—	73	16	12	1	—	18	26	25	37	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*.	40	4	3	8	12	13	—	28	10	2	—	—	9	12	8	11	—
TOTAL GÉNÉRAL.	1,611	132	88	343	629	416	3	923	528	139	16	3	385	439	381	404	2

(1) Les renseignements font défaut.

CVIII (suite). — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.					SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 50 ans.	Au delà.	Inconnu.	Célibataires.	Mariées.	Veuves.	Séparées ou divorcées.	Inconnu.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers.																	
Duffel. — Hospice.	89	—	7	26	31	25	—	33	40	14	2	—	23	23	22	19	—
Brabant.																	
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	81	4	2	15	28	31	1	42	20	19	—	—	15	25	21	21	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	5	—	—	1	3	1	—	4	1	—	—	—	1	2	—	2	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	24	—	3	6	8	7	—	15	6	3	—	—	2	6	7	9	—
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	79	—	3	11	46	17	—	31	31	15	4	—	19	23	18	17	—
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	12	—	—	1	6	3	—	3	4	2	1	—	2	2	3	5	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	16	—	1	2	6	7	—	3	4	7	—	—	3	3	2	6	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	15	—	1	3	7	4	—	6	7	2	—	—	7	2	4	2	—
Flandre occidentale.																	
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*.	26	—	2	9	11	4	—	19	7	—	—	—	4	14	2	6	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*.	30	—	2	10	25	13	—	28	19	3	—	—	9	15	11	17	—
Menin. — Hospice	11	—	—	3	1	3	—	6	3	2	—	—	4	1	2	4	—
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*.	33	—	2	7	12	12	—	16	8	9	—	—	10	9	6	8	—
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	87	—	3	10	24	42	—	45	23	17	—	—	17	36	9	25	—
Flandre orientale.																	
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	33	—	1	11	3	18	—	12	12	11	—	—	10	6	10	9	—
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	12	—	—	4	3	3	—	8	2	2	—	—	1	3	3	3	—
Lede. — Hospice	33	—	4	12	15	6	—	24	7	3	1	—	10	9	6	10	—
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît	86	78	7	1	—	—	—	86	—	—	—	—	20	20	12	23	2
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	74	—	3	15	23	31	—	42	16	16	—	—	15	21	20	18	—
Velsicque-Ruddershove — Hospice	7	—	1	2	1	3	—	3	—	2	—	—	1	2	—	4	—
Hainaut.																	
Mons. — Hospice	123	1	3	32	47	40	—	47	61	15	2	—	32	28	37	28	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.	20	2	4	2	1	11	—	12	4	4	—	—	3	2	2	1	12
Wez-Velvain. — Hospice	10	1	—	2	6	1	—	5	3	—	—	—	4	3	2	1	—
Liége.																	
Liége. — Hospice Sainte-Agathe.	55	3	3	10	20	19	—	33	12	7	3	—	11	20	12	12	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	14	—	—	3	7	4	—	5	7	2	—	—	6	7	1	—	—
Limbourg.																	
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	76	—	7	13	28	28	—	33	33	8	—	—	11	10	13	5	37
Saint-Trond. — Hospice	112	—	2	23	44	41	—	63	31	17	1	—	36	23	30	21	—
TOTAL.	1,189	89	69	244	408	378	1	630	365	180	14	—	283	319	257	279	51
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	49	1	2	11	16	19	—	32	13	4	—	—	11	16	8	14	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*.	17	—	1	4	10	2	—	13	4	—	—	—	3	7	3	4	—
TOTAL GÉNÉRAL.	1,255	90	72	259	434	399	1	675	382	184	14	—	297	342	268	297	51

(1) Les renseignements font défaut.

CIX. — Sorties : Age, résultat du traitement. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIS — PAR GUÉRISON âgés de				AMÉLIORÉS âgés de				NON MODIFIÉS âgés de				Total.
	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Anvers.													
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	—	1	—	—	—	1	2	—	—	—	3	—	7
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Mortsel. — Hospice	—	3	—	—	—	33	28	15	—	19	17	7	122
Brabant.													
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	1	26	55	7	—	3	4	1	3	23	42	21	168
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	—	12	52	15	—	4	6	4	—	3	3	3	84
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	4	—	—	—	1	—	—	—	3	3	11
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	—	1	6	—	—	—	1	—	—	—	—	—	8
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	3	3	—	—	3	1	—	2	—	—	12
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	1	—	4
Flandre occidentale.													
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	—	9	17	4	—	—	1	—	—	2	9	1	43
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	—	2	—	2	—	3	7	3	—	1	2	2	22
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	2	4	8	—	—	—	—	—	1	—	—	—	15
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	—	3	8	1	—	1	1	—	—	—	—	—	16
Flandre orientale.													
Gand. — Institut Saint-Joseph	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Gand. — Hospice Guislain	1	3	15	9	3	7	11	3	33	1	4	3	115
Gand. — Maison de santé du « Strop »	—	6	2	1	1	4	4	1	—	1	2	1	23
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	—	7	10	3	—	3	3	2	—	2	7	3	46
Selzaete. — Etablissement	—	4	11	4	—	—	1	—	—	1	—	3	26
Hainaut.													
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	—	3	13	6	—	6	4	1	1	14	32	13	(1) 100
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille	6	4	—	—	1	3	—	—	26	13	—	—	53
Tournai. — Hospice pour hommes	—	23	39	20	—	23	26	14	—	30	41	36	254
Liége.													
Liége. — Hospice « les Insensés »	—	4	9	3	—	10	12	1	—	2	11	4	56
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	2	1	—	1	1	—	—	—	3	3	13
Henri-Chapelle. — Etablissement	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	2
Limbourg.													
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	1	—	—	—	—	—	—	—	8	23	—	—	32
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	—	18	25	11	—	6	10	3	—	3	17	7	102
Namur.													
Dave. — Hospice	—	1	—	—	—	2	3	—	—	2	6	3	19
TOTAL	11	141	236	93	7	117	133	50	94	148	207	118	(1)1,356
Gheel. — Colonie. — *Mixte*		3	7	2	1	4	6	2	1	22	44	19	111
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*		3	3	—	—	1	2	—	—	6	9	12	36
TOTAL GÉNÉRAL	11	147	246	95	8	122	141	52	95	176	260	149	(1)1,503

(1) Dont un interné non aliéné au sujet duquel on n'a pu obtenir aucun renseignement.

CIX (suite). — Sorties : Age, résultat du traitement. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIES — PAR GUÉRISON âgées de				ANÉLIORÉES âgées de				NON MODIFIÉES âgées de				Total.
	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Anvers													
Duffel. — Hospice	—	12	11	4	—	2	4	3	—	4	3	1	40
Brabant.													
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	—	3	11	3	—	1	2	1	3	20	23	23	94
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	5
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	—	4	2	1	—	2	2	1	—	1	1	—	14
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	—	8	23	4	—	1	8	1	2	6	4	4	63
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	—	—	2	—	—	—	2	1	—	—	1	—	6
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	1	1	—	1	3	—	—	—	2	2	10
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	2	2	3	—	2	3	—	—	—	—	—	14
Flandre occidentale.													
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	—	7	6	3	—	—	—	—	—	1	1	2	20
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	—	2	6	1	—	1	4	1	—	4	3	1	23
Menin — Hospice	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	2	—	5
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	—	4	10	2	—	—	2	3	—	2	2	2	27
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	—	1	4	1	—	3	1	1	—	1	1	—	13
Flandre orientale.													
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	—	3	1	0	—	3	1	3	—	—	—	—	17
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	—	3	3	3	—	2	3	2	—	1	—	1	20
Lede. — Hospice	—	6	9	3	—	2	2	2	—	—	—	1	27
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit	1	1	—	—	2	3	—	—	7	12	—	—	26
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	—	7	3	8	—	—	4	6	—	4	10	7	51
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	4
Hainaut.													
Mons. — Hospice	1	9	18	13	—	2	6	1	1	10	25	23	109
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	—	—	2	1	—	2	—	—	—	—	2	1	8
Wez-Velvain. — Hospice	—	2	4	3	—	1	—	2	1	—	2	—	15
Liége.													
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	1	7	2	3	1	5	10	—	—	3	6	8	46
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	7	—	11
Limbourg.													
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	—	11	20	18	—	—	1	2	—	1	3	7	74
Saint-Trond. — Hospice	—	6	17	13	—	6	13	7	—	1	1	3	69
TOTAL	3	103	177	98	3	39	77	38	16	74	107	90	825
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	—	2	0	3	—	3	5	2	—	4	13	9	52
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	2	1	—	—	2	2	1	—	—	2	2	12
TOTAL GÉNÉRAL	3	107	187	101	3	44	84	41	16	78	124	101	889

CX. — Statistique des alcoolisés. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existants au 1er janvier.	ADMIS.			SORTIS.					Restants au 31 décembre.
		Première admission	Réintégration.	TOTAL.	Guéris.	Améliorés.	Autrement.	Décédés.	TOTAL.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Anvers.										
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	4	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1
Mortsel. — Hospice	34	16	15	29	—	20	1	6	27	36
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	2	54	33	89	54	5	27	2	88	3
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	18	21	16	37	20	—	—	4	33	22
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	7	5	—	5	3	—	1	3	7	5
Tirlemont — Hospice des Frères Alexiens	0	—	—	—	—	—	—	1	1	8
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	2	1	—	1	1	—	—	—	1	2
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	3	1	—	1	—	—	2	—	2	2
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	30	24	3	27	7	—	1	1	9	54
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	152	8	5	13	—	6	—	8	14	151
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	14	12	—	12	6	1	—	1	8	18
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	9	9	2	11	5	—	—	2	7	13
Flandre orientale.										
Gand. — Institut Saint-Joseph	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand. — Établissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.	—	2	—	2	—	—	—	—	—	2
Gand. — Hospice Guislain	66	26	6	32	24	9	5	20	58	42
Gand. — Maison de santé du « Strop »	(1) 31	3	4	7	3	1	1	5	10	28
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	44	25	10	42	15	5	4	5	20	57
Selzaete. — Établissement	101	15	6	21	6	1	1	4	12	110
Hainaut.										
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	210	39	21	60	16	4	16	28	64	206
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai. — Hospice pour hommes	120	66	15	70	30	16	12	16	74	125
Liége.										
Liége. — Hospice « les Insensés »	(1) 18	18	12	30	12	11	—	7	30	18
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	7	9	—	9	—	—	9	—	9	7
Henri-Chapelle. — Établissement	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Limbourg.										
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Zickeren-Saint-Trond. — Hospice	152	16	8	24	12	4	5	6	27	129
Namur.										
Dave. — Hospice	Les renseignements manquent.									
TOTAL.	1,020	369	163	532	223	83	83	119	508	1,044
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	265	35	4	39	5	1	15	11	30	274
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	25	11	2	13	1	1	12	2	16	22
TOTAL GÉNÉRAL.	1,310	415	169	584	229	85	108	132	554	1,340

(1) Chiffres rectifiés pour 1901.

CX (suite). — Statistique des alcoolisées. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existantes au 1er janvier.	ADMISES.			SORTIES.					Restantes au 31 décembre.
		Première admission	Réintégration.	TOTAL.	Guéries.	Améliorées.	Autrement.	Décédées.	TOTAL.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Anvers.										
Duffel. — Hospice	19	14	1	15	3	1	2	2	8	26
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	—	10	6	16	10	—	6	—	16	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	(1) 5	—	1	1	—	—	1	—	1	5
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	4	4	1	5	3	—	—	2	5	4
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	5	1	—	1	—	—	—	—	—	6
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	1	2	—	2	—	—	1	—	1	2
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	6	3	1	4	4	—	—	1	5	5
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	35	5	—	5	—	1	1	—	2	38
Menin. — Hospice	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	(1) 9	2	—	2	1	—	—	1	2	9
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	2	—	—	—	—	—	—	1	1	1
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	—	3	2	5	1	—	—	—	1	4
Flandre orientale.										
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	7	2	1	3	2	—	—	1	3	7
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Lede. — Hospice	4	—	1	1	1	—	—	1	2	3
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	17	3	4	9	1	1	—	2	4	22
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.										
Mons. — Hospice	10	8	1	9	—	1	1	2	4	15
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—
Wez-Velvain. — Hospice	1	2	—	2	2	—	—	—	2	1
Liége.										
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	6	1	2	3	1	2	1	—	4	5
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—
Limbourg.										
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	9	3	—	3	2	—	1	1	4	8
Saint-Trond. — Hospice	9	1	1	2	2	—	—	3	5	6
TOTAL.	173	67	22	89	33	6	15	18	72	190
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	19	1	—	1	1	—	—	—	1	19
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL.	192	68	22	90	34	6	15	18	73	209

(1) Chiffres rectifiés pour 1901.

TABLE ANALYTIQUE

Pages.

Accusés.

Nombre par province des accusés acquittés et condamnés 139
Accusés jugés contradictoirement, classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 140
Accusés jugés contradictoirement, classés d'aprés la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées . . 142
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées. 144
Durée de la détention préventive des accusés de crimes ordinaires, jugés contradictoirement par les cours d'assises. 19
Accusés jugés par contumace, classés d'après les provinces où ils ont été jugés, la nature des faits, le résultat des poursuites 147

Acquittés.

Nombre par tribunal de police. 31
Acquittés par les tribunaux de police, répartis par nature d'infractions. 40
Nombre par tribunal correctionnel :
En première instance. 120
En degré d'appel 126
Acquittés par les tribunaux correctionnels, répartis par nature d'infractions :
En première instance. 48
En degré d'appel 72
Acquittés répartis par tribunal et par nature d'infractions :
En première instance 76
En degré d'appel 112

Pages.

Acquittés par les tribunaux correctionnels, détenus préventivement 20
Proportion des acquittés XV
Acquittés en première instance, condamnés en appel. 132
Acquittés par les cours d'appel, après avoir été condamnés en première instance 132
Acquittés par les cours d'appel, détenus préventivement 19
Acquittés par les cours d'assises, détenus préventivement 19
Acquittés par les cours d'assises, répartis par province, d'après la nature des faits 139
Acquittés par la cour, après avoir été condamnés par le jury à la simple majorité des voix . . . 127
Acquittés en matière politique et de presse. . . . 149

Adoption (Actes d'). XLIX

Affaires. (Voir aussi *Infractions.*)

Répressives.

Affaires entrées dans les parquets, direction qui leur est donnée, autorités qui les ont transmises. . . . . IX, 13
Tableau comparatif des affaires entrées dans les parquets, de 1870 à 1900, et dans chaque parquet, en 1880, 1890, 1898, 1899, 1900, 1901. XI
Affaires laissées sans suite par les parquets . . . 14
Affaires terminées par les juges d'instruction et les chambres du conseil. . . . . XI, 15
Affaires laissées sans suite par les juges d'instruction et les chambres du conseil 16
Affaires jugées par chaque tribunal de police. . . 22-30
Affaires jugées par les tribunaux de police en matière ordinaire, de mendicité ou vagabondage, électorale (absence au vote) XII
Affaires portées devant chaque tribunal correctionnel 47

N. B. — Les chiffres romains renvoient à l'*Introduction.*

Pages.

Affaires terminées par chaque tribunal correctionnel. 47
Tableau comparatif des affaires introduites dans chaque tribunal correctionnel de 1885 à 1901. XIV
Affaires portées devant les cours d'appel. . . . . XXI, 132
Affaires terminées par les cours d'appel . . . . . XXI, 132
Affaires terminées par les cours d'appel, réparties par *nature* 133
Affaires jugées par les cours d'assises 138
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.)*

Civiles.

Affaires jugées par les juges de paix. . . . . XLI, 196
Affaires portées devant les *tribunaux de première* instance . . . . . XLII, 222
Affaires terminées par les tribunaux de première instance . . . . . XLII, 222
Nature des affaires terminées par jugement . . . XLII, 224
Affaires portées devant les tribunaux de commerce. XLV, 232
Affaires terminées par les tribunaux de commerce. XLV, 232
Nature des affaires jugées par les tribunaux de commerce XLV
Affaires introduites devant les cours d'appel. . . XLVIII, 244
Affaires terminées par les cours d'appel . . . . XLVIII, 244
Nature des affaires civiles et commerciales jugées par les cours d'appel . . . . . XLIX, 252
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.)*

Affaires en conciliation . . . . . XLI, 196

Affaires sur requête.

Tribunaux civils. 228

Affaires (Nomenclature des).

Les affaires traitées par les tribunaux civils et les cours d'appel sont groupées sous les principaux titres des Codes civil, de commerce et de procédure.
Tribunaux civils. . . . . XLII, 224
Cours d'appel . . . . . XLIX, 252

Affaires restant à juger :

Dans les tribunaux de première instance :
En matière répressive. . . . . XIV, 47
En matière civile . . . . . XLIII, 222
Dans les tribunaux de commerce. . . . . XLVI, 232
Dans les cours d'appel :
En matière répressive. 132
En matière civile . . . . . XLVIII, 244

Age.

Inculpés de moins de 16 ans traduits devant les tribunaux de police. . . . . XII, 31, 40
Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement par les tribunaux de police . 40

Pages.

Prévenus de moins de 16 ans acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal ou de la loi du 27 novembre 1891, laissés en liberté ou mis à la disposition du gouvernement . . . . . XV, 48, 120
Répartition des condamnés par âge XXXII
Age des condamnés, répartis d'après la nature des infractions commises :
Hommes 164
Femmes 166
Age des prisonniers libérés conditionnellement. . 292
Age des détenus qui se sont suicidés. 278
Age des détenus décédés 276
Age des détenus subissant une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois. 288
Age des détenus condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois, libérés pendant l'année 292
Age des mendiants et vagabonds se trouvant au 31 décembre dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge. 301
Age des élèves des écoles de bienfaisance 302
Age des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 328
Femmes 329
Ages des aliénés sortis des asiles :
Hommes 330
Femmes 331
Les renseignements sur les jeunes délinquants détenus dans les quartiers de discipline et de correction sont donnés dans les tableaux des détenus. (Voir ce mot.)

Alcoolisme. (Voir *Ivresse alcoolique.)*

Aliénés (Asiles d').

Tous les renseignements relatifs aux aliénés sont donnés pour chaque asile en particulier.

Aliénés.

Dispositions législatives sur le régime des aliénés. 322
Nombre des aliénés internés dans les asiles au 31 décembre de chacune des années 1889 à 1901 LXIX
Mouvement de la population des asiles durant l'année 1901 :
Hommes 324
Femmes 326
Aliénés admis pour la première fois dans un asile, répartis d'après leur âge, leur état civil, l'époque de leur admission :
Hommes 328
Femmes 329
Aliénés sortis des asiles : durée du séjour, âge, époque de la sortie, décès :
Hommes 330
Femmes 331

Pages.

Aliénés alcoolisés :
Hommes 332
Femmes 333
Aliénés détenus dans les prisons, colloqués en 1901. Renseignements divers sur leur condition au moment de leur collocation. . . . . LV, 280

Amende.

Condamnés à l'amende détenus préventivement . 20
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police 31
Amende (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police . . . 40
Amende (Peines d') prononcées pour absence au vote, avec distinction de la nature des élections. 48
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionel, les prévenus étant classés suivant leurs antécédents judiciaires. 120
Amende (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels pour chaque espèce d'infractions 48
Proportion des amendes dans l'ensemble des peines XV
Amende (Peines d') prononcées par les cours d'assises 139

Antécédents judiciaires. (Voir *Primaires. Récidivistes.)*

Appel :

Des jugements de police. . . . . XIII, 43
Id. des tribunaux correctionnels . . . XXI, 132
Id. civils des juges de paix. 225
Id. des tribunaux civils . . . . . } XLVIII { 244
Id. des tribunaux de commerce. . } { 244

Arbitre. Exequatur des jugements arbitraux. 229
Appel de jugements d'arbitres. 244

Arrêts. (Voir *Cours d'appel, Cours d'assises, Cour de cassation, Chambre des mises en accusation.)*

Attributions :

Des juges de paix :
Comme officiers de police judiciaire. 11
Comme officiers publics. 195
Des procureurs du roi et des procureurs généraux. 11
Des juges d'instruction 11
Des commissaires de police 11
Des gardes champêtres et forestiers 11
Des bourgmestres 11
Des présidents des tribunaux civils et de commerce en matière de référé 221, 231
Des chambres du conseil des tribunaux de première instance 11
Des chambres des mises en accusation. 11

Pages.

Bourgmestre.

Attributions en matière de police judiciaire . . . 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus . 13
Capacité des prisons . . . . . LI, 262
Casier judiciaire. Organisation comme source de renseignements statistiques 5
Causes. (Voir *Affaires.)*
Causes apparentes de certains crimes 146
Célibataires. (Etat de famille.)
Cellulaire (Régime) L
Option du régime cellulaire LVIII
Cellules (Nombre des) dans les prisons . . . . . LI, 262
Chambres :
Des tribunaux de première instance 46, 221
Des cours d'appel 131, 243
Affaires jugées en matière civile et commerciale par chaque chambre des cours d'appel 244
De la cour de cassation 148, 149, 255

Chambre du conseil.

Organisation. 11
Ordonnances rendues et affaires laissées sans suite. XI, 15
Ordonnances soumises à la chambre des mises en accusation 18
Affaires renvoyées par les chambres du conseil aux tribunaux correctionnels 47
Prévenus de délits renvoyés par les chambres du conseil aux tribunaux de police . . . . . XII, 40

Chambre des mises en accusation.

Organisation 11
Demandes en réhabilitation accueillies et rejetées par les chambres des mises en accusation . . . XII, 17
Nombre et résultat des arrêts. . . . . XII, 18
Crimes renvoyés devant les tribunaux correctionnels. (Voir *Crimes correctionnalisés.)*

Commissaires de police.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Communes.

Répartition des communes du royaume en quatre catégories, pour établir la statistique des infractions individuelles . . . . . XXXVII, 152
Nombre des infractions individuelles commises dans chaque catégorie de communes . . . . XXXVII, 180
Nombre, dans chaque catégorie de communes, des individus condamnés pour ivresse publique . XXXIX, 190

Compétence :

Des tribunaux de police 21
Des justices de paix 195

Pages.

Des tribunaux correctionnels 46
Des tribunaux civils 221
Des tribunaux de commerce 231
Des cours d'appel 131, 243
Des cours d'assises 137
De la cour de cassation 148
(Voir aussi *Attributions*.)

Compte moral LIX

Conciliation. (Voir *Affaires en conciliation*.)

Concordat préventif de la faillite . . . . . XLVI, 235

Condamnés.

Condamnés par les cours d'assises détenus préventivement. Durée de la détention 19
Condamnés par les tribunaux correctionnels détenus préventivement. Durée de la détention . . . 20
Nombre des condamnés par tribunal de police . . 31
Condamnés par les tribunaux de police répartis par nature d'infractions 40
Condamnés pour absence au scrutin électoral . . 43
Condamnés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions 76
Condamnés par les tribunaux correctionnels classés par espèce d'infractions d'après leurs antécédents judiciaires 48
Condamnés par les tribunaux correctionnels répartis d'après la nature des peines qu'ils ont encourues et d'après leurs antécédents 120
Condamnés dont la peine a été supprimée, confirmée ou modifiée en appel 132
Condamnés par les cours d'assises, répartis par province, d'après leurs antécédents judiciaires, d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été poursuivis et celle des faits dont ils ont été reconnus coupables 139
Condamnés par contumace 147
Condamnés répartis par sexe d'après leur état civil, leur degré d'instruction, leur penchant à l'ivrognerie, leur âge, leur lieu de naissance, leurs antécédents judiciaires . . . . . XXIII, 156
Condamnés détenus dans les prisons. (Voir *Détenus*.)

Conditionnelles (Condamnations) :

Prononcées par les tribunaux de police :
Nombre par tribunal 31
Nombre par nature d'infractions et espèce de peines 40
Nombre par nature d'infractions et espèce de peines, avec indication des antécédents des condamnés et de la durée des sursis, des condamnations notées au casier judiciaire 44
Prononcées par les tribunaux correctionnels :
Nombre par nature d'infractions et espèces de peines 48
Nombre par espèce détaillée de peines et par tribunal 120
Durée des sursis accordés 68
Rechutes après une condamnation conditionnelle. XX, 130
Renseignements généraux sur l'application de la loi du 31 mai 1888 créant la condamnation conditionnelle XVII

Conseils de famille.

Nombre annuel de 1894-1895 à 1900-1901 . . . XLII
Nombre par canton 196
Homologation de délibérations par les tribunaux de première instance 228

Contribution (Procédures d'ordre et de) :

A régler et terminées 230

Correction paternelle.

Ordres d'arrestation délivrés dans chaque arrondissement . . . . . XLIV, LII, 229
Détenus répartis par âge d'après la durée de la détention à subir 267
Nombre des détenus retirés avant l'expiration du terme fixé, — durée de la détention subie . . . 268

Correctionnel.

Tribunaux correctionnels. (Voir *Tribunaux*.)
Peines correctionnelles. (Voir *Peines*.)

Cours d'appel.

Organisation et compétence 131, 243
Travaux comme juridictions d'instruction. (Voir *Chambre des mises en accusation*.)
Travaux en matière répressive . . . . . XXI, 132
Travaux en matière civile et commerciale. XLVIII-XLIX, 243

Cours d'assises.

Organisation et compétence 137
Travaux . . . . . XXII, 138

Cour de cassation.

Organisation et compétence 148
Travaux de la première chambre . . . . . XLIX, 255
Travaux de la deuxième chambre . . . . . XXIII, 149

Crimes.

Définition 137
Nombre et nature des crimes dont les auteurs sont restés inconnus 16
Crimes renvoyés aux cours d'assises par les chambres des mises en accusation 18
Accusés de crimes jugés par les cours d'assises. (Voir *Accusés*.)
Crimes dans la statistique criminelle (les crimes les plus importants sont séparés des délits dans la nomenclature en usage pour cette partie de la statistique : voir nos 14, 21, 23, 34, 41, 43 de cette statistique).
Causes apparentes des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie . . . 146

Pages.

Crimes correctionnalisés.

Définition 46
Prévenus de ces crimes jugés par les tribunaux correctionnels, avec indication de la peine appliquée 48
Jugés par les cours d'appel 133

Décès.

Dans les prisons centrales et les prisons secondaires . . . . . LIV, 276
Dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 298
Dans les écoles de bienfaisance 299
Dans les asiles d'aliénés :
Hommes 330
Femmes 331

Décompte.

Tableau des individus condamnés plusieurs fois pendant l'année du compte 192

Délits.

Définition 46
Dont les auteurs sont restés inconnus 16
Prévenus de délits jugés par les tribunaux de police sur renvoi de la chambre du conseil . . . . . LII, 40
Prévenus de délits jugés par les tribunaux correctionnels 48
Prévenus de délits jugés par les cours d'appel . . 133
Délits dans la statistique criminelle (voir nos 7, 15, 18, 22, 24, 28, 35, 38, 42, 44 des différents tableaux de cette statistique).

Dénonciations. (Voir *Plaintes*.)

Dépôts de mendicité et maisons de refuge.

Dispositions législatives 296
Mouvement des entrées de 1892 à 1901 LXI
Mouvement de la population en 1901 298
Population au 31 décembre 1901 répartie par âge, par sexe et par antécédents 301
Journées d'entretien 300

Détention préventive.

Dispositions législatives 12
Durée de la détention préventive :
Des prévenus acquittés en appel 19
Des prévenus déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation 19
Des accusés de crimes ordinaires jugés par les cours d'assises 19
Des prévenus déchargés des poursuites par les chambres du conseil 20
Des prévenus condamnés ou acquittés par les tribunaux correctionnels 20

Détenus :

Entrés et sortis . . . . . LI, 263
Nombre des détenus fréquentant l'école . . . . . LII, 268
Progrès accomplis par les détenus fréquentant l'école 269
Punitions infligées . . . . . LIII, 270
Maladies . . . . . LIII, 272
Décès . . . . . LIV, 276
Suicides . . . . . LIV, 278
Aliénés . . . . . LV, 280
Condamnés à une peine de plus de 3 mois répartis suivant :
La juridiction, le genre des affaires, la nature des peines, le lieu d'origine, l'âge, l'état civil, le degré d'instruction, l'idiome, l'état de récidive . . . . . LIX, LX, 287
Libérés . . . . . LX, 292

Disciplinaires (poursuites).

Nombre des décisions rendues par les tribunaux. XLIV
Appels de décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats 244

Divorces.

Demandes; situation des familles; durée du mariage; motifs des demandes . . . . . XLIV, 226

Divorcés.

Dans la statistique criminelle, ils sont rangés parmi les veufs. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Durée :

Des procès jugés par les tribunaux civils ou restant à juger . . . . . XLIII, 223
Des procès jugés par les tribunaux de commerce ou restant à juger . . . . . XLV, 233
Des faillites terminées . . . . . XLVII, 241
De la procédure devant les cours d'appel . . . . XLVIII, 254
Des sursis accordés pour les condamnations conditionnelles. (Voir ces mots.)

École.

Dans les prisons . . . . . LII, 268

Écoles de bienfaisance.

Dispositions législatives 296
Mouvement comparatif des entrées de 1892 à 1901. LXI
Mouvement de la population en 1901 299
Population au 31 décembre 1901 répartie par âge. 302
Journées d'entretien 300

Élections.

Absence au scrutin électoral 22, 43

Embarquement.

Cette peine, qui n'existe que pour les infractions au Code disciplinaire de la marine marchande, est inscrite dans les tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels, colonne des mises à la disposition du gouvernement, rubrique « Police maritime ».

Pages.

Emprisonnement.

Condamnés à l'emprisonnement détenus préventivement 20
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police. 31
Emprisonnement (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police 40
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel, les prévenus étant classés suivant leurs antécédents judiciaires 120
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels pour chaque espèce d'infractions 48
Proportion des peines d'emprisonnement dans l'ensemble des autres peines XV
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les cours d'assises :
1. Dans chaque province. 139
2. Dans le royaume, suivant la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites 142
3. Suivant la nature des infractions admises par le jury, en tenant compte des antécédents judiciaires des condamnés. . . 144

Enquêtes :

Devant les juges de paix. 212
Id. les tribunaux de première instance. . . . 227
Id. les tribunaux de commerce. 234

Étrangers.

Condamnés pour infractions commises à l'étranger. 175
Infractions commises à l'étranger jugées en Belgique. 189
Détenus nés à l'étranger se trouvant dans les prisons au 31 décembre 1901 pour y subir une peine de plus de 3 mois . . . . . LIX-LX, 287
Expulsés du pays 317

Évadés.

Dépôts de mendicité. 298
Ecoles de bienfaisance 299
Placements en apprentissage. 308
Asiles d'aliénés 325

Expertises :

Ordonnées par les juges de paix 212

Faillis.

Sexe, origine, résidence. 239
Demandes en réhabilitation XLIX

Pages.

Faillites.

Législation 237
Montant du passif des faillites déclarées. . . . XLVII, 238
Faillites prononcées sur aveu, sur assignation, sur requête, d'office. . . . . XLVI, 239
Relevé par province. 240
Faillites terminées; montant du dividende distribué. . . . . XLVII, 240
Faillites terminées; durée de la procédure. . . XLVII, 241

Famille (état de) :

Des condamnés répartis par nature d'infractions . XXVI, 158
Des divorcés . . . . . XLIV, 226
Des condamnés à une peine de plus de 3 mois détenus dans les prisons au 31 décembre de l'année du compte. . . . . LIX-LX, 288
Des condamnés à un peine de plus de 3 mois sortis des prisons pendant l'année 292
Des individus libérés conditionnellement 313
Des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 328
Femmes 329

Femmes. (Voir *Sexe.*)

Gardes champêtres.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Gendarmerie.

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus. 13

Grâces LXVI

Hommes. (Voir *Sexe.*)

Impunité. (Voir *Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus, Acquittés.*)

Infirmerie. (Voir *Maladies.*)

Infractions (Nomenclature des).

Dans le tableau de la statistique de l'administration de la justice (p. 13 à 149), les infractions jugées par les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel, les cours d'assises sont classées d'après la dénomination que leur donne le Code pénal et rangées par ordre alphabétique ou d'après l'ordre adopté par ce code.

Dans la statistique criminelle (p. 152 à 192), toutes les infractions sont réparties en quarante-cinq groupes, correspondant aux divisions du Code pénal.

La composition de chacun de ces groupes est donnée page 154 et la liste en est reproduite dans la marge de chaque tableau.

Pages.

Infractions individuelles. Répartition par communes et par mois . . . . . XXXVI, 180

Instruction.

Condamnés répartis par nature d'infractions d'après leur degré d'instruction :
Hommes 160
Femmes 161
Détenus subissant une peine de plus de 3 mois, classés d'après leur degré d'instruction 288
Progrès accomplis pendant leur internement. . . 269

Instruction judiciaire.

Organisation en matière répressive. 11
Travaux des juridictions d'instruction 15-20
Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit devant les cours d'assises. 143
Actes d'instruction en matière civile posés par les juges de paix. 212
Actes d'instruction devant les tribunaux civils. . 227
Id. id. de commerce 234

Interrogatoires sur faits et articles.

Tribunaux civils. 227
Tribunaux de commerce. 234

Ivresse alcoolique.

Renseignements généraux sur les rapports de l'ivresse alcoolique avec la criminalité. XXVIII
Répartition par nature d'infractions des condamnés qui ont agi en état d'ivresse ou avaient, avant de commettre le fait qui leur a valu leur nouvelle condamnation, encouru une condamnation pour infraction aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique :
Hommes 162
Femmes 163
Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1901 ou commises en 1899 et 1900, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises. XXXIX, 190
Aliénés alcooliques :
Hommes 332
Femmes 333

Journée d'entretien.

Prix de la journée d'entretien dans les prisons. . 284
Nombre des journées d'entretien dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 300
Nombre des journées d'entretien dans les écoles de bienfaisance 300

Journées de détention.

Dans les prisons. 266

Pages.

Juge d'instruction.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13
Affaires traitées et laissées sans poursuites . . . 15

Juge de paix.

Attributions comme officier auxiliaire du procureur du roi 11
Compétence comme juge :
En matière répressive. 21
En matière civile, contentieuse et gracieuse . . 195
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par les juges de paix 13
(Voir *Tribunaux de justice de paix et de police.*)

Justices de paix. (Voir *Tribunaux.*)

Libération conditionnelle.

Dispositions législatives. 312
Nombre annuel; nombre de 1888 à 1901 . . L, LXVI, 313
Nombre des propositions accueillies et rejetées . 313
Motifs des rejets. 313
Renseignements relatifs aux libérés 313
Epoques où expirent les termes d'épreuve 314

Libérés :

Condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis de prison pendant l'année; condition au moment de la libération . . . . . LX, 292

Maisons de refuge. (Voir *Dépôts de mendicité.*)

Maladie.

Classement par nature de maladie des détenus admis à l'infirmerie . . . . . LIII, 272
Classement par nature de maladie (groupement réduit) des détenus décédés . . . . . LIII, 276

Mariés. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Méthode.

Statistique pénale :
Objet de la statistique de l'administration de la justice et de la statistique criminelle IX
Organisation de la statistique pénale; méthode de relèvement, organisation du casier judiciaire comme source de renseignements statistiques; annexe 5, 6, 7
Rédaction des tableaux relatifs à la police judiciaire et aux juridictions d'instruction. 12
Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux de police et spécialement du tableau des condamnations conditionnelles 21
Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels 46
Rédaction des tableaux relatifs aux cours d'assises. 137

Pages.

Méthode employée pour la rédaction de la statistique criminelle. Emploi en 1901 de l'unité « individu condamné » au lieu de l'unité « condamnation individuelle » 152
Rédaction de la statistique des infractions individuelles 152
Rédaction de la statistique civile et commerciale. 194
Rédaction des tableaux de la statistique des prisons 261
Rédaction de la statistique de la mendicité et du vagabondage 297
Rédaction de la statistique de la libération conditionnelle 313
Rédaction de la statistique de la police des étrangers 317
Rédaction de la statistique des aliénés 323

Ministère public.

Affaires portées devant les tribunaux correctionnels par le ministère public 47
Conclusions données en matière civile. . . . . XLIII, 224

Mois.

Nombre des infractions commises durant chaque mois de l'année 180

Mort (Peine de). (Voir *Peines, Cour d'assises.*)

Nature des affaires. (Voir *Affaires.*)

Nomenclature. (Voir *Affaires, Infractions.*)

Notaires.

Attributions et nombre des notaires 193
Nombre des actes reçus par les notaires . . . . . XLI, 197

Notoriété. (Actes de) :

Reçus par les juges de paix . . . . . XLI, 197
Homologation par les tribunaux civils 228

Ordre. (Voir *Contribution.*)

Organisation :

De la statistique. (Voir *Méthode.*)
Judiciaire. (Voir *Parquets, Juges d'instruction, Juges de paix, Chambres, Tribunaux, Cours.*)

Parquets.

Attributions. 11
Etat des travaux. 13
Affaires laissées sans suite. 14
Tableau comparatif du nombre des affaires depuis 1880 IX

Partages et liquidations.

Devant les juges de paix. . . . . XXI, 197

Parties civiles.

Affaires poursuivies devant les tribunaux de police. 22
Affaires poursuivies devant les tribunaux correctionnels. 47

Pages.

Peines.

Peines de police, définition 21
Peines correctionnelles, définition 46
Peines criminelles, énumération. 137
Condamnés classés par nature de peines :
1° Tribunaux de police :
Répartition par tribunal 31
Répartition par infraction. 40
2° Tribunaux correctionnels :
Répartition par tribunal . . . . . XVI, 120
Répartition par infraction 48
Rechutes après une condamnation conditionnelle, peine nouvelle encourue . . . . . XXI, 130
3° Cours d'assises :
Répartition des condamnés par province . . . 139
Répartition d'après la nature des infractions déclarées constantes par le jury. 144
Accusés jugés par contumace 147
Accusés poursuivis pour délits politiques ou de presse 147
Détenus dans les prisons, répartis par nature de peines :
Mouvement général d'entrée et de sortie. . . . 263
Fréquentant l'école 268
Punis durant l'année 270
Condamnés subissant une peine de plus de 3 mois, détenus au 31 décembre 287
Libérés d'une peine de plus de 3 mois 292
(Voir aussi *Amende, Emprisonnement, Crime.*)

Placements en apprentissage . . . . . LXII, 303

Plaintes.

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets : de 1880 à 1901, x ; en 1901. 13
Autorités qui les ont reçues 13

Police :

Judiciaire : organisation, travaux 11
Tribunaux. (Voir *Tribunaux.*)
Des étrangers 317

Population :

Du royaume X
Des différentes catégories de communes XXXVII
Mouvement de la population dans les prisons . . LI, 263
Mouvement de la population dans les asiles d'aliénés. 324
Mouvement de la population dans les établissements de bienfaisance. 298

Pourvois. (Voir *Cour de cassation.*)

Prévenus :

Détenus préventivement 19
Jugés par chaque tribunal et répartis d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites 48

Pages.

Primaires (Condamnés).

Dans la statistique des condamnations conditionnelles prononcées par les juges de paix.
Définition de la dénomination 21
Nombre 44
Dans la statistique de l'administration de la justice pénale.
Tribunaux correctionnels.
Définition de la dénomination . . . . . XV, 46
Nombre par tribunal et par nature de peines. . . 120, 129
Nombre par catégorie d'infractions 48
Nombre total et proportionnel XVI
Cours d'assises.
Définition de la dénomination 137
Nombre total et proportionnel XXII
Nombre par catégorie d'infractions 144
Dans la statistique criminelle.
Définition de la dénomination 152
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des condamnés primaires répartis par sexe et état civil, degré d'instruction, habitudes alcooliques, âge, lieu de naissance. . . . . XXIV, 156
Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les différentes catégories de communes du pays ou de l'étranger par des condamnés primaires. XXXVI, 180

Prisons.

(Voir *Table méthodique*, Table analytique : *Age, Cellules, Compte moral, Correction paternelle, Détenus, Décès, Ecoles, Etrangers, Etat de famille, Instruction, Journées d'entretien, Journées de détention, Libérés, Maladies, Méthode, Option de régime, Peines, Suicides, Travail, Régime cellulaire, Transferts en commun.*)

Procès-verbaux. (Voir *Plaintes.*)

Pro Deo.

Actes reçus par les juges de paix . . . . . XLII, 197
Autorisations de plaider sans frais accordées et rejetées par les juges de paix 212
Tribunaux de première instance. . . . . XLIV, 228

Récidivistes :

Dans la statistique des condamnations conditionnelles prononcées par les juges de paix.
Définition de la dénomination 21
Nombre des récidivistes. 44
Dans la statistique de l'administration de la justice pénale :
Tribunaux correctionnels.
Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes. . . . . XV, 46
Nombre par catégorie d'infractions 48

Pages.

Nombre par tribunal et par nature de peines. . . 120-129
Nombre total et proportionnel. XVI
Cours d'assises.
Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes 137
Nombre total et proportionnel XXII
Nombre par infraction 144
Dans la statistique criminelle.
Définition de la dénomination 152
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des récidivistes répartis par sexe, état civil, degré d'instruction, habitudes alcooliques, âge, lieu de naissance . . . . . XXIV, 156
Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis par sexe d'après le nombre des condamnations qu'ils ont encourues. . . . . XXXV, 176
Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les différentes catégories de communes du pays ou à l'étranger, par des récidivistes . . . . . XXXVI, 180
Récidivistes détenus dans les prisons 290

Reclusion. (Voir *Peines, Cours d'assises.*)

Référés jugés par les présidents des tribunaux civils. 213

Réhabilitations.

Par nature d'infractions. 17
Par cour d'appel 17
Depuis la promulgation de la loi XII
Demandées par des faillis. XLIX

Réintégration d'élèves placés en apprentissage. . . LXIII, 308

Réprimandés.

Pour absence au scrutin électoral 43
Délinquants âgés de moins de 16 ans. (Voir *Age.*)

Saisies immobilières.

Transcriptions XLIV

Saisons. (Voir *Mois.*)

Décès dans les prisons durant chaque trimestre . 276
Admissions dans les asiles d'aliénés durant chaque saison 328
Sorties des asiles d'aliénés durant chaque saison. 330

Scellés.

Levées de scellés . . . . . XLII, 196

Séparation de corps. (Voir *Divorce.*)

Serment (Prestation de).

Dans les affaires jugées par les juges de paix. . . 212
Dans les affaires jugées par les tribunaux de première instance 227
Dans des affaires jugées par les tribunaux de commerce 234

Pages.

Sexe.

Influence du sexe sur la criminalité XXVI
Répartition par sexe des divorcés et des faillis. . 226, 239
Tous les renseignements de la statistique criminelle, sauf ceux de la statistique des infractions, sont donnés séparément pour les hommes et pour les femmes.
Il en est de même de ceux des statistiques des prisons, de la mendicité et du vagabondage, de la libération conditionnelle, des asiles d'aliénés.

Sociétés.

Actes de sociétés déposés aux greffes des tribunaux de commerce . . . . . XLVII, 234
Faillites de sociétés XLVI

Succession testamentaire (ordonnance d'envoi en possession de) . . . . . XLIV, 229

Suicides :

Dans les prisons . . . . . LIV, 278
Dans les asiles d'aliénés. 330

Transferts en commun. LVIII

Travail dans les prisons. . . . . . LVII, 282

Travaux forcés. (Voir *Peines, Assises* [*Cours d'*].)

Pages.

Tribunaux :

De justice paix et de police.
Organisation, compétence. 21,195
Travaux en matière répressive. . . . . XII, 22
Travaux en matière civile . . . . . XLI, 196

De première instance.
Organisation, compétence 46, 205
Travaux en matière répressive. . . . . XIV, 47
Id. civile . . . . . XLII, 222
Id. consulaire. 232
Id. disciplinaire. XLIV

De commerce.
Compétence. 231
Travaux. . . . . XLIV, 232

Veufs. (Voir [*Famille Etat de*].)

Ventes de biens :

Devant les juges de paix . . . . . XLII, 196
Devant les tribunaux de première instance. . . . 228

Visites de lieux sans experts:

Par les juges de paix 212

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pages.

Statistique pénale.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale.*
1. Police judiciaire et juridictions d'instruction IX
2. Tribunaux de police XII
3. Tribunaux correctionnels. — Application de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle. XIV
4. Cours d'appel XXI
5. Cours d'assises. XXII
6. Cour de cassation XXIII

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle.*
7. Nombre des condamnés. XXIV
8. Le sexe. XXVI
9. L'état civil. XXVII
10. L'ivrognerie XXVIII
11. L'âge. XXXII
12. Répartition géographique des condamnés XXXIII
13. Récidive générale et récidive spéciale. XXXV
14. Nombre des infractions individuelles. Leur répartition par commune et par mois XXXVI

Statistique de la justice civile et commerciale.
1. Justices de paix XLI
2. Tribunaux de première instance XLII
3. Tribunaux de commerce XLIV
4. Cours d'appel XLVIII
5. Cour de cassation. XLIX

Statistique pénitentiaire.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.*
1. Organisation des prisons L
2. Capacité des prisons LI
3. Mouvement général d'entrée et de sortie. Journées de détention. Population moyenne. LI
4. Détenus par correction paternelle. LII
5. Ecole. LII
6. Punitions infligées aux détenus. LIII
7. Infirmerie LIII
8. Décès LIV
9. Suicides et tentatives de suicide LIV
10. Aliénation mentale LV
11. Travail des détenus. LVII
12. Prix de la journée d'entretien. LVIII
13. Renseignements divers LVIII

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus.* LIX

Statistique de la mendicité et du vagabondage.
1. Dépôts de mendicité et maisons de refuge. LVI
2. Ecoles de bienfaisance LVI
3. Elèves des écoles de bienfaisance placés en apprentissage. Résultats donnés par l'œuvre du placement en apprentissage. LVII

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle. LXVI
Statistique de la police des étrangers LXVIII
Statistique des aliénés. LXIX

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

Pages.

Annexe. — Organisation des travaux statistiques 5

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique de l'Administration de la Justice pénale.

1° Police judiciaire et instruction. — Détention préventive :

Organisation et compétence des offices de police et d'instruction. — Dispositions législatives sur la détention préventive 11

I. — Etat des travaux des parquets 13

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets 14

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. Affaires terminées. Résultat de l'instruction 15

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus 16

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896 17

VI. — Chambres des mises en accusation. Nombre et résultat des arrêts 18

VII. — Ordonnances des chambres du conseil rendues sur le fond des affaires qui ont été soumises aux chambres des mises en accusation 18

VIII. — Détention préventive. Prévenus acquittés en appel 19

IX. — Id. Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation . 19

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les cours d'assises 19

XI. — Durée de la détention préventive : chambres du conseil et tribunaux correctionnels 20

2° Tribunaux de police :

Organisation et compétence 21

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police . . . 22

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police. . . 31

XIV. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions 40

XV. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels 43

XVI. — Lois électorales. Absence au vote, résultat des poursuites 43

XVII. — Répartition, d'après la durée du sursis et la nature des peines, des condamnations conditionnelles prononcées par les tribunaux de police du royaume qui sont inscrites au casier judiciaire 44

3° Tribunaux correctionnels :

Organisation et compétence 46

XVIII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper 47

XIX. — Prévenus jugés par les tribunaux, classés par espèce d'infractions d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites. Durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels aux prévenus condamnés conditionnellement :

En première instance 48

En degré d'appel 72

XX. — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites :

En première instance 76

En degré d'appel 112

XXI. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel :

En première instance 120

En degré d'appel 126

XXII. — Etat détaillé des peines prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant répartis d'après leurs antécédents judiciaires 129

XXIII. — Rechutes après une condamnation conditionnelle 130

Pages.

4° Cours d'appel :

Organisation et compétence 131

XXIV. — Affaires portées devant les cours d'appel. Nombre et nature des arrêts rendus 132

XXV. — Prévenus jugés par les cours d'appel. Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance 132

XXVI. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel 133

5° Cours d'assises :

Organisation et compétence 137

XXVII. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :

1° Nombre et nature des affaires jugées par chaque cour. Nombre des individus poursuivis . . 138

2° Nombre par province des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés 139

XXVIII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 140

XXIX. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées. 142

XXX. — Affaires jugées contradictoirement. Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix 143

XXXI. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées 144

XXXII. — Causes apparentes des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs 146

XXXIII. — Affaires jugées par contumace 147

XXXIV. — Délits politiques et de presse 147

6° Cour de cassation :

Organisation et compétence 148

XXXV. — Pourvois en matière criminelle, électorale, fiscale, etc. 149

SECONDE PARTIE.

Statistique criminelle.

Matière de cette statistique. — Nomenclature en usage 152

XXXVI. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions :

Hommes 156

Femmes 157

XXXVII. — Etat civil :

Hommes. 158

Femmes. 159

XXXVIII. — Degré d'instruction :

Hommes. 160

Femmes. 161

XXXIX. — Ivrognerie :

Hommes. 162

Femmes 163

XL. — Age. Répartition d'après la nature des infractions commises :

Hommes. 164

Femmes. 166

XLI. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction 168

XLII. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes, répartis d'après le nombre des condamnations qu'ils ont encourues :

Hommes 176

Femmes. 178

XLIII. — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année :

Dans les communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus 180

Dans les communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants 182

Dans les communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants 184

Dans les communes de moins de 10,000 habitants 186

Récapitulation des catégories précédentes, avec indication du nombre des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé ou commises à l'étranger. 188

Pages.

XLIV. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises :

Faits jugés en 1901 190
Faits commis en 1899 et 1900 191

XLV. — Table de décompte. Individus condamnés plusieurs fois pendant l'année du compte 192

Statistique de l'Administration de la Justice civile et commerciale

Rédaction des tableaux 194

1° Justices de paix :

Compétence 195
XLVI. — Etat par canton des travaux des juges de paix. Actes notariés 196
Id. — Récapitulation par arrondissement 210
XLVII. — Actes d'instruction et de procédure 212
Id. — Récapitulation par arrondissement 219

2° Tribunaux de première instance :

Compétence 221
XLVIII. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger 222
XLIX. — Durée des procès 223
L. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements 224
LI. — Aperçu des causes de divorce et de séparation de corps 226
LII. — Jugements avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire 227
LIII. — Affaires sur requête, référés, ordonnances 228
LIV. — Procédures d'ordre et de contribution 230

3° Tribunaux de commerce :

Compétence. 231
LV. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger. 232
LVI. — Durée de la procédure 233
LVII. — Jugements rendus avant de statuer au fond. Actes d'instruction préparatoire. Actes de société 234
Concordats. Législation 235
LVIII. — Etat des concordats préventifs de la faillite 236
Faillites. Législation 237

Faillites déclarées :

LIX. — Montant du passif 238
LX. — Circonstances personnelles aux faillis. 239
LXI. — Relevé par province 240

Faillites terminées :

LXII. — Dividende distribué 240
LXIII. — Durée de la procédure 241

4° Cours d'appel :

Compétence. 243
LXIV. — Causes introduites, terminées et restant à juger avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées 244
Id. — Récapitulation 250
LXV. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par les arrêts 252
LXVI. — Durée de la procédure 254

5° Cour de cassation :

Compétence (voir statistique pénale, p. 148).
LXVII. — Pourvois en matière civile 255
LXVIII. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent 256

Pages.

Statistique Pénitentiaire

Organisation des prisons. 261
Méthode employée pour la rédaction des tableaux 261

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique administrative.

LXXI. — Capacité des prisons. Population moyenne, minima et maxima. 262
LXXII. — Mouvement général d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales 263
B. Prisons secondaires 264
LXXIII. — Répartition des journées de détention. 266
Détenus par *correction paternelle* :
LXXIV. — Mouvement des entrées et des sorties 267
LXXV. — Durée de la *détention subie*. 268
LXXVI. — Ecoles. Mouvement d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales 268
B. Prisons secondaires 268
LXXVII. — Ecoles. Détenus fréquentant l'école au 31 décembre, répartis suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée :
A. Prisons centrales 269
B. Prisons secondaires 269
LXXVIII. — Punitions infligées aux détenus :
A. Prisons centrales 270
B. Prisons secondaires 270
LXXIX. — Infirmerie. Mouvement des entrées et des sorties :
A. Prisons centrales 272
B. Prisons secondaires 274
LXXX. — Décès :
A. Prisons centrales 276
B. Prisons secondaires 276
LXXXI. — Suicides :
A. Prisons centrales 278
B. Prisons secondaires 278
LXXXII. — Aliénation mentale :
A. Prisons centrales 280
B. Prisons secondaires 280
LXXXIII. — Compte en recettes et dépenses de travail effectué par les détenus. 282
LXXXIV. — Prix de la journée d'entretien. 284

DEUXIÈME PARTIE.

Statistique des détenus.

LXXXV. — Répartition suivant le domicile au jour de la condamnation. 287
LXXXVI. — Id. l'âge, l'état civil, le degré d'instruction, l'idiome. 288
LXXXVII. — Id. la juridiction, le genre des offenses et la nature des peines 290
LXXXVIII. — Id. l'état de récidive 290
LXXXIX. — Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération 292

Statistique de la Mendicité et du Vagabondage

Dispositions législatives 296
Méthode employée pour la rédaction des tableaux. 297

Pages.

XC. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge en 1901 298
XCI. — Mouvement de la population des écoles de bienfaisance en 1901 299
XCII. — Nombre des journées d'entretien 300
XCIII. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1901 301
XCIV. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1901 . . 301
XCV. — Age des élèves 302

Placements en apprentissage :

XCVI. — Relevé des placements effectués antérieurement au 1er janvier 1901 303
XCVII. — Nombre d'élèves qui se trouvaient placés en apprentissage au 1er janvier 1901. Indication de l'année du placement, de l'école d'où les élèves sont sortis et du comité qui les a placés. 304
XCVIII. — Nombre d'élèves placés en apprentissage pendant l'année 1901. Indication des écoles d'où ces élèves sont sortis et du comité qui les a placés. Répartition des élèves d'après l'importance de leur lieu de naissance 306
XCIX. — Métiers exercés par les élèves mis en apprentissage pendant l'année 1901 307
C. — Résultats généraux des placements en apprentissage par école et par comité de patronage. Année 1901. 308
CI. — Motifs des réintégrations. Dénombrement des élèves restant placés au 31 décembre 1901 avec indication de l'année de placement. 309
CII. — Tableau groupant les élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1901, d'après l'année de leur mise en apprentissage. 310

Statistique des Grâces et de la Libération conditionnelle

Dispositions législatives 312
CIII. — Nombre des propositions accueillies et rejetées. Motifs des rejets. Renseignements relatifs aux libérés. 313

Statistique de la Police des Étrangers

Dispositions législatives et administratives concernant la police des étrangers 317
CIV. — Dénombrement par nationalité des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1901 318
CV. — Etat numérique par nationalité des étrangers renvoyés du pays en 1901 pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité. 319
CVI. — Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays 320

Statistique des Aliénés

Dispositions législatives sur le régime des aliénés 322
Rédaction des tableaux. 323
CVII. — Mouvement de la population pendant l'année 1901 :
Hommes 324
Femmes 326
CVIII. — Premières admissions. Age. Etat civil. Saisons :
Hommes 328
Femmes. 329
CIX. — Sorties. Durée du séjour. Age. Saisons :
Hommes. 330
Femmes 331
CX. — Statistique des alcoolisés :
Hommes 332
Femmes 333
Table analytique. 335